N°11
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 11 | Session ordinaire 2020-2021

Changement de noms et de prénoms	p. 350	Sommaire des séances publiques n^os^ 26 et 27	p. 375	26^e^ séance	Samedi 19 décembre 2020
Mesures de lutte contre la pandémie	p. 364	Sommaire des questions parlementaires	p. Q263	27^e^ séance	Jeudi 24 décembre 2020

M. Fernand Etgen à la Conférence mondiale des présidents de parlement à Vienne

« Éviter une érosion de nos valeurs démocratiques »

Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et la Secrétaire générale adjointe, Mme Isabelle Barra, à la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement à Vienne

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement (UIP) qui s'est déroulée les 7 et 8 septembre 2021 à Vienne. Cette année, la conférence était placée sous la thématique d'un multilatéralisme plus efficace qui assure la paix et le développement durable pour les citoyens et la planète.

En raison de la crise sanitaire, les présidents de parlement n'avaient pas pu se réunir en présentiel l'année dernière. Cette réunion était donc d'autant plus symbolique puisqu'elle était synonyme d'un retour vers une « nouvelle » normalité.

Préserver nos valeurs communes

« La pandémie de Covid-19 a mis à dure épreuve les valeurs démocratiques. Les parlements, remparts de la démocratie, doivent tout mettre en œuvre pour éviter une érosion de nos valeurs communes », a précisé M. Fernand Etgen lors de son intervention consacrée à la riposte mondiale à la pandémie de Covid-19.

Le Président s'est réjoui de ce que la Chambre des Députés ait pleinement assuré son rôle législatif pendant la crise sanitaire, dans un contexte où beaucoup de défis s'étaient posés à elle, notamment en ce qui concernait l'organisation des commissions parlementaires et des séances publiques. « Cette réorganisation a permis à la Chambre de poursuivre ses travaux et de garder un dialogue fort et régulier avec le Gouvernement », a-t-il encore ajouté.

Miser sur l'outil digital

Face à l'accroissement important du nombre de pétitions publiques en ligne suite à la pandémie, la Chambre a instauré un site web dédié aux pétitions. Dans ce contexte, le Président a estimé que « la pandémie nous a également appris à quel point la digitalisation était importante non seulement pour le travail parlementaire, mais aussi pour le dialogue avec le citoyen ».

Échange de vues avec le Secrétaire général de l'UIP

M. Fernand Etgen s'est entretenu en outre avec le Secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP), M. Martin Chungong. Au cours de cet échange, le Président de la Chambre des Députés a félicité le Secrétaire général d'avoir tout mis en œuvre pour que cette conférence puisse avoir lieu en présentiel. Il a, par ailleurs, réaffirmé l'engagement des députés luxembourgeois au sein de l'UIP. Un engagement qui pourra à l'avenir être élargi à des dossiers thématiques, tels que le droit des enfants et la lutte contre le travail des enfants. Le Secrétaire général a, quant à lui, plaidé pour le renforcement du rôle des parlements dans le processus démocratique, notamment en termes de contrôle de l'exécutif et en matière budgétaire.

Entretien avec le Président de l'Assemblée nationale d'Arménie

Le Président de la Chambre des Députés a également rencontré son homologue arménien. Lors de cette entrevue, M. Fernand Etgen a assuré son interlocuteur du soutien de la Chambre des Députés en faveur de la paix et de la démocratie en Arménie. M. Alen Simonyan a remercié la Chambre des Députés d'avoir toujours été un partenaire fiable et impartial aux côtés de l'Arménie depuis l'indépendance de celle-ci.

L'année 2022, qui marquera 30 années de relations diplomatiques entre les deux pays, sera l'occasion d'approfondir la coopération à travers un échange de visites.

Les parlements en faveur d'un multilatéralisme plus efficace

Dans une résolution finale, les parlementaires du monde entier ont renouvelé leur engagement en faveur d'un multilatéralisme plus efficace et essentiel à une reprise respectant l'état de droit, les principes démocratiques et les droits de l'homme universels. La reprise devra être inclusive, durable et verte, et intégrer des solutions innovantes à la crise climatique tout en tenant compte de l'impact particulier de la pandémie sur les femmes et les filles, les jeunes et les personnes âgées, les personnes handicapées, les populations marginalisées et vulnérables, les réfugiés et les communautés touchées par les conflits.

Plus de jeunes au parlement

Le Président de la Chambre des Députés a également apporté son soutien à la campagne de l'UIP « Oui à plus de jeunes au parlement » qui œuvre pour accroître le nombre de jeunes parlementaires, soutenir leur engagement et créer des budgets, des politiques et des lois plus en résonance avec les jeunes.

Échange de vues sur la Serbie et l'UE

Les efforts de la République de Serbie pour adhérer à l'Union européenne étaient au cœur de l'entrevue entre le Ministre des Affaires étrangères serbe, M. Nikola Selaković, et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile de la Chambre des Députés le 17 septembre 2021. Depuis 2012, la Serbie est officiellement reconnue comme pays candidat.

Face aux députés, M. Selaković a souligné les efforts réalisés ces dernières années aux niveaux économique et politique. Le Ministre a notamment exposé les réformes dans le domaine de la justice.

Les relations entre les Républiques de Serbie et du Kosovo ainsi que l'initiative « Open Balkan » qui vise à promouvoir un marché unique entre la Serbie, la Macédoine du Nord et l'Albanie furent également traitées.

Le Ministre des Affaires étrangères serbe, M. Nikola Selaković, reçu par le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen.

Revisioune vun der Constitutioun: D'Politik trëfft de Bierger

D'Chamber invitéiert op eng **Informatiounsversammlung** mat Vertrieder vun alle Parteien, déi um Krautmaart vertruede sinn.

Wou? Am Tramsschapp (49, rue Ermesinde, Lëtzebuerg).

Wéini? E Freideg, den 8. Oktober 2021 um 19.00 Auer.

Live Iwwerdroung op **Chamber TV**.

D'Versammlung ass op Lëtzebuergesch a gëtt simultan op Franséisch iwwersat.

Entrée mat **CovidCheck** (Denkt wgl. un d'Zäit fir d'Kontroll / den Test!)

Révisions constitutionnelles : les députés à la rencontre des citoyens

La Chambre des Députés vous invite à une **réunion d'information** avec les représentants de tous les partis présents à la Chambre.

Où ? Tramsschapp (49, rue Ermesinde, Luxembourg).

Quand ? Le vendredi 8 octobre 2021 à 19.00 heures.

Retransmission en direct sur **Chamber TV**.

Les interventions sont en luxembourgeois avec traduction simultanée en français.

Accès avec **CovidCheck** (veuillez prévoir le temps pour les contrôles/tests).

Relations parlementaires avec la Chine

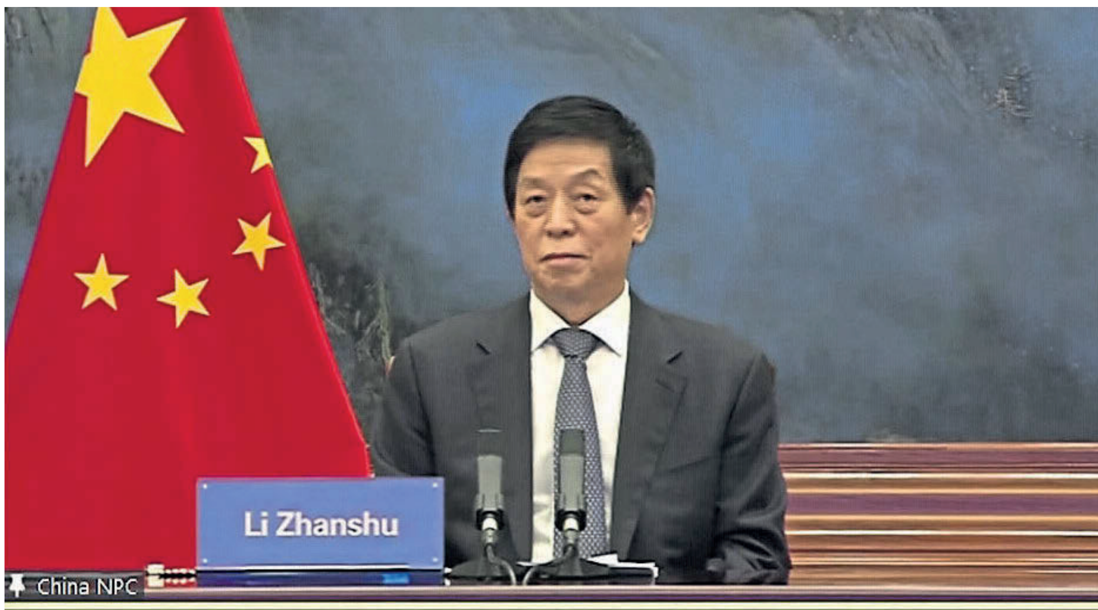

photo de droite : Mme Tania Tennina de l'Administration parlementaire, M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président, et M. Laurent Scheeck, Secrétaire général (de gauche à droite), rassemblés au Cercle municipal pour une visioconférence avec M. Li Zhanshu, Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (photo de gauche)

Les relations parlementaires entre le Luxembourg et la Chine ont dominé les échanges entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et son homologue chinois, M. Li Zhanshu, Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, le 22 septembre 2021. M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre, et M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, ont également assisté aux discussions qui, à cause des conditions sanitaires, se sont déroulées par visioconférence. Une rencontre en personne prévue l'année dernière avait été reportée à cause de la pandémie. Les assemblées chinoise et luxembourgeoise entretiennent des liens étroits. Les relations diplomatiques entre le Grand-Duché et la République populaire fêteront leur 50e anniversaire en 2022.

D'autres sujets de discussion furent les relations économiques et culturelles, les droits de l'homme et le rôle que joue la Chine pour le multilatéralisme.

Distinction honorifique

Pendant 25 ans, M. Marc Baulesch a participé, en tant qu'huissier de l'Administration parlementaire, à l'étroite coopération qui existe entre la Chambre des Députés et la Cour grand-ducale. Pour récompenser ses mérites, Son Altesse Royale le Grand-Duc a revêtu M. Baulesch de la Croix en argent de l'Ordre de mérite civil et militaire d'Adolphe de Nassau.

© Maison du Grand-Duc / Sophie Margue

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. Mme Madeleine Liguemoh Ondoua, Ambassadrice du Cameroun

NOUVELLES LOIS

Mesures de soutien de l'économie

7705 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

Le 13 octobre 2020, la Commission européenne a, pour la quatrième fois, amendé l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19.

Le présent projet de loi tire profit de cette modification en prolongeant les régimes d'aides fondés sur ledit encadrement temporaire.

Il s'agit des trois régimes d'aides institués par les lois du

- 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

- 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

- 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19.

Par conséquent, les aides instituées par les lois susmentionnées pourront dorénavant être octroyées aux entreprises éligibles jusqu'au 30 juin 2021.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

10.12.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
17.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1034, page 1

Adaptation de régimes d'aides

7707 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises

Le présent projet de loi adapte quatre régimes d'aides aux modifications du cadre juridique applicable aux aides d'État suite à l'adoption, le 2 juillet 2020, du règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission européenne.

Le règlement (UE) n° 2020/972 prolonge jusqu'au 31 décembre 2023 la période d'application du règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, règlement communément appelé « règlement général d'exemption par catégorie » et qui devait arriver à expiration fin 2020.

Compte tenu des conséquences économiques et financières de la pandémie de Covid-19, la Commission a également apporté une modification importante concernant l'éligibilité aux aides des entreprises en difficulté. Pour une période limitée allant du 1er janvier 2020 au 31 juin 2021, elle a introduit une nouvelle dérogation au principe selon lequel les entreprises en difficulté ne peuvent pas bénéficier d'aides au titre du règlement général d'exemption par catégorie. Ainsi, les entreprises qui n'étaient pas en difficulté au 31 décembre 2019 et qui sont devenues des entreprises en difficulté du fait de la pandémie de Covid-19 restent désormais éligibles aux aides au titre du règlement (UE) n° 651/2014 du 1er janvier 2020 au 30 juin 2021.

Sur la base du règlement général d'exemption par catégorie le Grand-Duché de Luxembourg avait adopté des régimes d'aides en faveur de la recherche, de développement et de l'innovation (loi modifiée du 17 mai 2017), de la protection de l'environnement (loi du 15 décembre 2017), des PME (loi du 9 août 2018) et du développement régional (loi modifiée du 20 juillet 2017). Ce sont ces quatre régimes d'aides qui sont adaptés.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 17.11.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

10.12.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
17.12.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1033, page 1

Gel des loyers

7713 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

En date du 20 mai 2020, le Gouvernement en conseil a décidé un gel temporaire de toute adaptation du loyer - dans le sens d'une augmentation du loyer - des logements à usage d'habitation telle que visée par l'article 3, paragraphe 5 de la loi modifiée du 21 septembre 2006

sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil, et ceci jusqu'à la fin de l'année 2020. Cette décision faisait partie des mesures prises en faveur de catégories de personnes méritant une protection, comme notamment les locataires d'un logement à des fins d'habitation du marché privé.

Cette dérogation temporaire a été d'application pendant la durée de l'état de crise. Elle est également d'application pour la période qui suit la fin de l'état de crise jusqu'au 31 décembre 2020.

En l'absence d'une nouvelle modification de la loi en question, la législation habituelle en matière d'adaptation des loyers visée à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sera à nouveau en vigueur à partir du 1er janvier 2021.

Par le projet de loi 7713, il est proposé de prolonger le gel temporaire des hausses de loyer de six mois jusqu'au 30 juin 2021.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 18.11.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

03.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
10.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État et d'autres avis Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1044, page 1

Restriction des déplacements vers l'UE

7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dans sa recommandation du 16 mars 2020 sur la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE, la Commission européenne proposait au Conseil européen d'agir en vue de l'adoption rapide, par les chefs d'État ou de Gouvernement des États membres de l'espace Schengen ainsi que des pays associés à l'espace Schengen, d'une décision coordonnée visant à appliquer une restriction temporaire aux déplacements non essentiels en provenance de pays tiers vers la zone UE+. Le 17 mars 2020, les États susmentionnés sont convenus de mener une action coordonnée aux frontières extérieures sur le fondement de cette recommandation de la Commission. L'ensemble des États membres de l'UE (à l'exception de l'Irlande) et des pays associés à l'espace Schengen ont depuis lors pris des décisions nationales pour appliquer les restrictions en matière de déplacements.

La Commission européenne avait par la suite invité les États membres à proroger ces mesures à plusieurs reprises. En date du 30 juin 2020, le Conseil a adopté la recommandation (UE) 2020/912 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction. Cette recommandation, et notamment la liste des pays tiers dont les résidents ne devraient pas être affectés par cette restriction temporaire, figurant à l'annexe I de ladite recommandation, est revue sur base régulière. Les dernières modifications datent du 22 octobre 2020.

Étant donné que la recommandation précitée du Conseil demeure d'actualité, le projet de loi en question propose de maintenir les dispositions de l'article 2 de la loi précitée du 20 juin jusqu'au 31 décembre 2021 inclus. Une date antérieure peut cependant être fixée par la voie d'un règlement grand-ducal.

À noter que la seule frontière extérieure de l'UE sur le territoire luxembourgeois est constituée par l'aéroport de Findel. Les mesures sont applicables lors de l'atterrissage d'avions en provenance de pays tiers et l'entrée des voyageurs dans l'espace de Schengen.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 24.11.2020
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :

07.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
08.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

08.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19.12.2020
Loi du 19 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1031, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie

7738 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Le présent projet de loi a pour objectif d'adapter la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin d'y intégrer de nouvelles restrictions jugées nécessaires au vu de l'évolution de la situation épidémiologique Covid-19 au Luxembourg.

Bien que de nouvelles mesures aient été prises en date du 25 novembre 2020 et renforcées par des mesures supplémentaires en date du 15 décembre 2020, il n'est aujourd'hui pas encore possible d'affirmer que la progression du virus au sein de la population ait pu être endiguée de manière suffisante pour aboutir à la détente substantielle visée sur le front de la lutte contre la pandémie. Ainsi, malgré la tendance encourageante constatée au niveau des nouvelles infections pendant la semaine du 14 au 20 décembre, l'incidence de l'infection reste à un niveau très élevé en comparaison avec nos pays voisins qui, pour y arriver, ont dû adopter des mesures très strictes. Il est indispensable que le recul des nouvelles infections soit maintenu pendant une certaine durée afin de regagner une zone de confort qui permet d'éviter de nouvelles vagues successives avec leurs conséquences négatives sur la société en général.

À noter également l'approche de la période de fêtes où traditionnellement les échanges entre personnes sont fréquents, prolongés et rapprochés et où certaines personnes se déplaceront à l'étranger soit pour rejoindre leurs familles (expatriés vivant au Luxembourg) soit pour y passer leurs vacances. Ce contexte comporte un risque d'une nouvelle vague d'infections encore plus importante en début 2021.

Au-delà du nombre de nouvelles infections qui stagne à un niveau élevé, le plus grand problème auquel notre pays est confronté est celui de la situation extrêmement tendue au niveau des hôpitaux.

La situation dans les hôpitaux reste en effet préoccupante. Même si on constate des premiers signes possibles d'amélioration avec une réduction sensible des hospitalisations en soins normaux et en soins intensifs, le nombre de nouvelles admissions à l'hôpital et en soins intensifs reste soutenu, sans réduction nette. Il convient de noter dans ce contexte que la prise en charge d'un patient atteint de la Covid-19 et développant des complications est plus intensive en termes de personnel médico-soignant que celle d'un autre patient.

En outre, les absences des médecins et du personnel hospitalier (professionnels de santé et autres) est en augmentation, et ce dans tous les établissements hospitaliers, que ce soit en raison d'une quarantaine, d'un isolement, d'un congé de maladie, d'un congé pour raisons familiales ou tout simplement d'une forme d'épuisement professionnel ou de burn-out après tant de mois consacrés à la lutte contre la pandémie.

In fine, les mesures proposées par le présent projet de loi visent à réduire de façon significative le nombre de nouvelles infections et, par ricochet, celui des hospitalisations et des décès en relation avec la pandémie du Covid-19, permettant au système de soins de santé et plus particulièrement aux hôpitaux de retrouver un fonctionnement qui garantit à tous les patients de recevoir des soins adéquats dans de bonnes circonstances.

Or, une telle diminution nécessite de nouvelles mesures ayant pour but de réduire encore davantage les contacts sociaux et les activités autorisées afin de limiter au minimum les occasions susceptibles de favoriser les interactions sociales et donc les risques de contamination.

Il est dès lors proposé de maintenir respectivement de renforcer certaines mesures déjà en place et d'en prendre des nouvelles.

Le présent projet de loi entend dès lors en tout premier lieu étendre la durée de l'interdiction des déplacements en avançant de deux heures le début du couvre-feu qui commencera à partir de 21 heures et non plus à partir de 23 heures.

Ensuite, le présent projet vise à interdire la vente au détail de produits et de marchandises non essentiels et donc de réduire les déplacements y liés. En revanche, la vente de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux domestiques, de médicaments et de produits de santé ainsi que d'articles médicaux reste autorisée. Il en va de même de la vente de livres, de journaux ou de papeterie, de produits du tabac ou de la vente de cigarettes électroniques, de carburant et de combustibles ainsi que de matériel de télécommunication, d'ustensiles de cuisine ou de ménage. La livraison à domicile, la vente au volant et le retrait de commandes en plein air restent possibles pour tous les produits et marchandises.

Dans la même logique, les prestations de service dites de beauté ou de soins, telle que la coiffure, le rasage, les soins de beauté, l'entretien corporel, le tatouage, le perçage corporel et le solarium, sont interdites. La pédicure médicale, qui constitue un acte de soins essentiel pour les personnes âgées et les personnes souffrant d'un diabète, reste autorisée.

Eu égard aux répercussions économiques directes et indirectes des nouvelles mesures de restriction, le présent projet de loi étend le bénéfice de la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises prévue par la loi du 19 décembre 2020, aux entreprises du secteur du commerce de détail en magasin et des secteurs y assimilés, énumérés à l'annexe de la loi modifiée du 24 juillet 2020 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin et autorise la prise en compte de l'intégralité des charges d'exploitation pour les mois de novembre et décembre 2020 et le mois de janvier 2021.

Tous les établissements culturels sont fermés au public, à l'exception de ceux destinés à la recherche qui sont autorisés à rester ouverts pour les activités de recherche.

Le projet de loi propose par ailleurs d'interdire la consommation d'alcool sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public, parce qu'une telle consommation rend difficile le respect des gestes barrières et que l'alcool a un effet désinhibant.

Le nombre de personnes pouvant pratiquer ensemble (en groupe) une activité sportive ou récréative passe de quatre à deux personnes. Au-delà de ce seuil, les activités visées sont interdites, à moins que les personnes du groupe fassent toutes partie du même ménage ou cohabitent.

De même, les activités péri- et parascolaires, tout comme celles des services d'éducation et d'accueil pour enfants, sont suspendues du 28 décembre 2020 au 10 janvier 2021. Pendant cette période, les parents et représentants légaux des enfants seront libérés de la participation parentale au dispositif du chèque service accueil.

À noter que pendant la période de fermeture des services d'éducation et d'accueil pour enfants du 28 décembre 2020 au 10 janvier 2021 - et de l'enseignement à distance prévu actuellement pour la semaine du 4 au 10 janvier 2021 - les parents d'enfants de moins de 13 ans accomplis auront droit à un congé pour raisons familiales extraordinaire dont les modalités sont définies par le projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail (doc. parl. 7739).

À partir du 28 décembre 2020 jusqu'au 10 janvier 2021 inclus, un système d'accueil de dépannage fonctionnera pour accueillir les enfants du personnel des secteurs d'aide et de soins âgés entre 3 mois et 12 ans. L'accueil est assuré par neuf partenaires conventionnés avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et les communes associées.

Dans le but de mieux suivre et d'acquérir des connaissances fondamentales sur l'évolution de la propagation du virus, le présent projet de loi propose de préciser et de compléter les dispositions concernant la transmission de certaines données par les laboratoires d'analyses au directeur de la santé. Il en va ainsi des données recueillies dans le cadre des tests sérologiques qui permettent de détecter dans le sang la présence d'anticorps au Covid-19.

Le présent projet de loi définit également les modalités de traitement des données collectées dans le cadre du programme de vaccination dans le but de suivre l'évolution de la pandémie, mais aussi afin de mieux connaître les effets indésirables éventuels des vaccins. À noter qu'un tel système de surveillance répond aux lignes directrices et actions recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Commission européenne.

Afin de dissuader davantage les personnes physiques de ne pas respecter les mesures sanitaires en place, il est prévu d'augmenter le montant des amendes pouvant être prononcées à l'égard des personnes physiques en remplaçant l'actuelle fourchette de 100 à 500 euros, par la fourchette de 500 à 1.000 euros. Le projet de loi sous rubrique porte également le montant des avertissements taxés à 300 euros, au lieu de 145 euros.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 21.12.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

22.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
23.12.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.12.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24.12.2020
Loi du 24 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1082, page 1

Congé pour raisons familiales

7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail

Face à la forte augmentation des infections au courant des dernières semaines qui risque de perdurer respectivement de se reproduire de façon cyclique au courant des prochains mois et dans un souci de prendre toutes les mesures susceptibles d'endiguer la propagation du virus, les établissements d'enseignement et d'accueil sont susceptibles d'être fermés du moins périodiquement par décision du Gouvernement au courant des mois à venir.

Dans le contexte de cette situation, le présent projet de loi prévoit la possibilité d'un droit au congé pour raisons familiales pour les parents dont les enfants ne peuvent fréquenter l'école ou une structure d'éducation et d'accueil pour des raisons liées à la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19 ou qui bénéficient d'un enseignement à distance, ainsi que pour les parents d'un enfant né après le 1er septembre 2016.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 22.12.2020
Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :

23.12.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État Proposition d'un amendement parlementaire Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 24.12.2020
Loi du 24 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 1083, page 1

www.chd.lu

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Question urgente n° 3346 de Mme Martine Hansen concernant le « lockdown »**
   - Mme Martine Hansen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
4. **Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
   - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de Mme Martine Hansen)
5. **6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
   - Mme Octavie Modert
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - Mme Carole Hartmann - Mme Cécile Hemmen - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson (intervention de M. Laurent Mosar)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **Motion de Mme Martine Hansen relative à l'interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus**
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Discussion générale : M. Gilles Baum - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum - Mme Martine Hansen - Mme Josée Lorsché
   - Vote sur la motion (adoptée)
7. **7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. Pim Knaff
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Dan Biancalana - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. **7721 - Projet de loi portant**
   1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et
   2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :
   1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
   2° de la loi du 20 juin 2020 portant
   1° prorogation de mesures concernant
   a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
   b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
   c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
   d) d'autres modalités procédurales ;
   2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
   3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
   4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil
   - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann
   - Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Cécile Hemmen - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**
   - Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. François Benoy
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. **Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler**
   - Exposé : M. Claude Wiseler
   - M. Yves Cruchten
   - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
11. **7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration**
   - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. **7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil**
   - Rapport de la Commission du Logement : M. David Wagner
   - Discussion générale : M. David Wagner - M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova (intervention de M. Roy Reding) - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
   - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi (rejetée)
13. **7713 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil**
   - Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
   - Discussion générale : M.David Wagner - M. Marc Lies
   - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - M. David Wagner (parole après ministre)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
14. **7705 - Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;
   2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;
   3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19
   et
   7707 - Projet de loi portant modification :
   1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;
   2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;
   3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;
   4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises
   - Rapports de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace sur les projets de loi n° 7705 et n° 7707 : M. Claude Haagen
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt des motions 1 à 3) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Guy Arendt - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Sven Clement - M. Marc Baum
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot - M. Laurent Mosar
   - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. André Bauler - M. Laurent Mosar
   - Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
   - Motion 2 : M. Claude Haagen - M. Laurent Mosar (intervention de M. Georges Engel)
   - Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
   - Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Sam Tanson, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Projets de loi 7705 a 7707, déi um Ordre du jour nom Projet de loi 7732 virgesi sinn, als leschte Punkt ze diskutéieren an doriwwer ofzestëmmen. Et gëtt och proposéiert, déi zwee Projets de loi zesummen an enger Diskussioun ze behandelen. Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Question urgente n° 3346 de Mme Martine Hansen concernant le « lockdown »

Mir kommen elo zur Question urgente Nummer 3346 vun der honorabeler Madamm Martine Hansen iwwer eng presuméiert Verschäerfung vum Lockdown an deenen nächsten Deeg. D'Madamm Martine Hansen huet fënnef Minutten, fir hir Fro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Mir hunn dës Woch hei an der Chamber - dat war en Dënschdeg - dat neit Covidgesetz gestëmmt. Mir hunn als Oppositioun dergéint gestëmmt gehat, déi eenzel Parteien a Fraktiounen warscheinlech aus ënnerschiddleche Grënn, mee mir hunn op jidde Fall als CSV gesot, dat Gesetz géif eis net wäit genuch goen an et wär net gutt.

Dee Moment hunn d'Regierung an d'Majoritéit awer gesot, et wär e gutt Gesetz, et wären déi richteg Mesuren. Een oder zwee Deeg méi spéit, ech weess et net méi genau, du sot d'Madamm Gesondheetsministesch am Kloertext, e richtege Lockdown wär vun Dag zu Dag méi probabel. Si huet och nach gesot, den Ament géif een awer och gesinn, datt eppes ännert - a wat genau wësse mer net, „eppes" -, duerfir wéilt een nach e puer Deeg waarden. Si huet och gesot, et géif op d'Tendenz ukommen an dowéinst wéilt een d'Entwécklung vun där ganzer Woch ofwaarden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass Samschdeg. Haut ass d'Woch souzesoen ëm. An ech géif mengen, d'Madamm Minister huet dat doten am Kloertext gesot, mee ech mengen, datt mir hei a virun allem d'Bierger dobaussen och elo Kloertext vun der Regierung erwaarden.

Wat geschitt, wéini, ënner wéi engen Ëmstänn a fir wéi laang, dat sinn am Prinzip d'Froen, déi d'Leit dobausse sech stellen, déi d'Betriber sech stellen an op déi mer gären hei eng Äntwert hätten. D'Leit brauche Planungssécherheet, Transparenz a Previsibilitéit. An an deem Sënn wëll ech gär dem Här Staatsminister a Premierminister follgend Froe stellen.

Éischtens: Ass zu dësem Zäitpunkt eng Verschäerfung vum Lockdown mat engem Zoumaache vun de Commercë virgesinn?

Zweetens: Wa jo, ënner wéi enge Konditiounen, mat wéi enge prezise Mesuren a fir wéi eng Zäitdauer? Ech rappeléiere just, datt dat am Ausland ganz kloer schonn definéiert ass. Do wëssen d'Leit, wat kënnt. Wann zum Beispill ab dem 26. géif zougemaach ginn ...

Drëttens: Ass doriwwer eraus eng Verlängerung vun der Chrëschtvakanz an der Schoul ugedeucht? Géschter huet een d'Kanner gesinn heemkommen. Et huet ee gemengt, d'Schoul géif ofgerappt ginn. Sak a Pak hate se dobäi. Datt do d'Eltere sech Froe stellen, ech mengen, dat ass kloer. Also ass geplangt, d'Chrëschtvakanz ze verlängeren? Wa jo, fir wéi laang? Oder ass geplangt, allgemeng en Homeschooling ze maachen? Wa jo, wéi laang? Ass dat just fir de Lycée geduecht? Ass et och fir d'Grondschoul geduecht? Och do brauchen d'Leit an och d'Betriber eng Äntwert, well wann d'Kanner doheembleiwen, mussen erëm Elterendeeler doheembleiwen, da sinn déi Leit och erëm net an de Betriber. Also hei brauche mer Kloerheet.

Véiertens: Plangt d'Regierung nach aner Covidmesuren, vun deenen am Moment an der Press nach näischt ze héieren ass?

A fënneftens - an dat ass wierklech dat, wat eis, mengen ech, alleguer heibannen an och dobaussen interesséiert -: Wann d'Regierung jo haut vläicht nach net weess, ob se muer eng Decisioun hëlt, da misst se awer haut scho wëssen, vu wat datt dat ofhänkt, ob se muer eng Decisioun hëlt. Dat heescht, kann d'Regierung eis iwwert déi genee Krittären informéieren, fir esou Mesuren ze huelen oder net ze huelen? Wéi gesot, d'Madamm Gesondheetsministesch huet gesot, et géif op d'Tendenz ukommen. Mir wëlle gäre wëssen: D'Tendenz vu wat?

Wéi gesot, wa muer eventuell - well muer ass jo dann definitiv ganz Enn der Woch - sollen Decisioune geholl ginn, dann, si mir der Meenung, misst d'Regierung haut scho wëssen, wat se ënner wéi engen Ëmstänn fir wéi laang wëllt decidéieren. An duerfir hätte mir gären heibannen an och fir d'Leit dobausse Kloerheet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Madamm Hansen Merci soe fir déi Fro, an där se jo freet, ob weider Mesurë géint de Covid-19 elo direkt géife geholl ginn, an si bezitt sech op Aussoen, déi och an der Press gemaach gi wieren.

Et sief dobäi ënnerstrach, dass et Hypotheesen an eng Rëtsch vun Zenarie ginn, déi analyséiert an och diskutéiert ginn. Ech muss Iech awer soen, dass dat net nëmmen dëse Conseil de Fall war. Ech muss Iech soen, dass dat déi lescht sechs Méint de Fall ass, dass all Conseil och doriwwer diskutéiert gëtt.

Et ginn eng Rei Parameteren, déi eng wichteg Roll och spillen an der Aschätzung, an der Bewäertung vun eventuelle Restriktiounen, déi vun der honorabeler Deputéierter als Covidmesurë bezeechent oder als Verschäerfung och vun engem Lockdown zitéiert ginn. Dat si Mesuren, wou een awer och muss wëssen, dass se en déifgräifenden Aschnëtt an d'Liewen, och an d'fundamental Fräiheete vum Mënsch sinn an och an d'Grondwäerter vun onsem Zesummeliewen. An et geet ëm déi sozial, et geet ëm déi psychesch, et geet natierlech och ëm déi physesch Gesondheet vun onse Matbierger. An et muss awer kënne verlaangt ginn, dass eng Regierung, fir där Verantwortung gerecht ze ginn, d'Situatioun dofir och am Detail muss analyséieren an déi eenzel Aspekter dann eeben och hei muss kënne bedenken.

An deem Sënn kann d'Regierung op déi prezis Fro vun der Madamm Deputéierter äntweren. Zu der éischter Fro: Jo, d'Regierung ass amgaangen, d'aktuell Situatioun vun der Pandemie am Detail ze ënnersichen an déi eenzel Méiglechkeete fir d'Limitatioun vum Verbreede vum Virus och ze diskutéieren, ouni dass een un Enn vun deem Prozess ass. Et ass, esou wéi d'Madamm Deputéiert an der Fro jo selwer och seet, dass d'Madamm Ministesch gesot huet, dass een eng ganz Woch muss ofwaarden. Ech wëll just soen, dass mer géschter d'Zuele vun en Donneschdeg kritt hunn. Dat heescht, dass d'Zuele vun ..., wann d'ganz Woch sollt gezielt gi bis e Sonnden, dass dat dann och e Méindeg wier. Wéi gesot, et ass net méiglech, zu dësem Zäitpunkt iwwer Eventualitéiten ze kommunizéieren. Et ginn eng Rei Parameteren analyséiert an d'Méiglechkeeten, fir d'Propagatioun vum Virus ze bremsen. An dozou gehéiert och eng eventuell Verlängerung, well d'Madamm Deputéiert ... - Madamm Hansen, ech äntweren Iech, wann den Här Roth Iech net stéiert -, och eng eventuell Verlängerung vun der Schoulvakanz.

Et ass der Regierung net méiglech, en Iwwerbléck ze hunn - well d'Madamm Hansen och d'Fro gestallt huet - iwwert alles, wat an der Press steet, ob dat richteg ass oder net richteg ass. Huelt mer et net iwwel, ech kann net all Zeitung liesen, wat d'Press seet oder net behaapt. Wéi gesot, ech kann et do net soen.

D'Regierung stoung, Här President, déi lescht sechs Méint der Chamber ëmmer zur Verfügung. Mir hunn e Méindeg e Regierungsrot. E Méindeg wäert d'Gesondheetsministesch och de Point maachen iwwert d'Analys, déi gemaach gëtt. Dir hutt jo de Rapport vun der Taskforce och kritt. Dee gëtt dëse Weekend, haut a muer, och an der Santé analyséiert. De Groupe interministériel wäert och tagen. An ech hu fir e Méindeg de Moien e Regierungsrot aberuff. E Méindeg de Moien, wann do d'Decisioune geholl géife ginn, Här President, an ech kann Iech haut beim beschte Wëllen net soen, wéi eng definitiv Decisioune geholl ginn ... An ech wëll keng Spekulatiounen. Duerfir sinn déi Aschnëtter och ze grav, fir liichtfankeg hei ze soen: „Et geet esou oder et geet esou", a fir de Leit au contraire nach Angscht ze maachen, andeem ee seet: „Et ass vläicht dat do", mee et muss dat dote vläicht net sinn. Duerfir wéilt ech dat wierklech evitéieren.

An ech engagéiere mech dann, wann e Méindeg de Moien, Här President, de Regierungsrot och fäerdeg ass, dann an d'Conférence des Présidents a virun de Bureau ze komme fir Iech, wann nei Mesuren néideg sinn no där Analys, déi, wéi gesot, dëse Weekend vun der Santé gemaach gëtt. An ech mengen, et sinn och deene Leit, déi awer och den Dossier am meeschten traitéiert hunn déi lescht sechs Méint, déi Zäit loossen, fir eng Analys kënnen ze maachen. Da wäert ech och mat der Gesondheetsministesch e Méindeg an der Mëttegstonn - oder soubal de Regierungsrot fäerdeg ass - bei Iech kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Als éischte Punkt ... Madamm Hansen, ech wëll Iech drop opmierksam maachen, datt d'Parole après ministre an der Prozedur vun de Question urgente net virgesinn ass.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir verwiesselt dat ëmmer mat der Prozedur vun der Question élargie. Do ass et méiglech an hei ass et net méiglech.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech weess dat, Här President. Mee ech wëll gär eng Motioun deposéieren.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dat däerft Der natierlech.

4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

D'Madamm Hansen kritt d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. Vu datt ech nämlech elo nach ëmmer net weess an d'Leit dobausse mengen ech och nach ëmmer net wëssen, wat geplangt ass an an Ofhängegkeet vu wat datt eppes geplangt ass oder net geplangt ass, wëll ech hei nach eng Kéier zum Ausdrock bréngen, datt mir et als CSV wierklech net verantwortungsvoll fannen, datt elo, dëse Sonndeg, nach ëmmer verkafsoppe Sonndeger zougelooss sinn an datt där och nach ëmmer, esou wéi d'Gesetz et elo virgesäit, am Januar bei de Solden zougelooss sinn.

Wéi gesot, déi Motioun kënne mer net méi nach eng Kéier erabréngen. Déi ass vun der Majoritéit refuséiert ginn. Dat ass elo d'Verantwortung dann eebe vun der Majoritéit, datt dat nach ëmmer esou ass.

Eng ganz Partie vun eis oder och Leit, déi Der kennt, déi ware vläicht gëschter an der Stad, gëschter Owend. Eng Partie vun eis oder déi meescht vun eis sinn en Donneschdeg, wéi mer hei Plenière haten, an de Parking gaangen. Do ass een u sech laanscht eng Rei vu Leit gaangen. Et war Chrëschtmaart, mee ouni Buden, well d'Gesetz, esou wéi et elo ass, et virgesäit, datt ee säi Glüwäin, deen ee jo ka kafen, och kann dobaussen drénken, a wann een drénkt, brauch ee jo keng Mask unzedinn, well och déi Motioun, déi mer hei deposéiert haten, ass net ugeholl gi vun der Majoritéit.

An duerfir fuerdere mer wierklech, datt esou eng Mass vu Leit, déi beienee sinn, déi Alkohol drénken dobaussen elo an dëser Zäit, datt dat net méi soll zougelooss ginn. A vu datt mer jo net wëssen, wat d'Regierung wëlles huet, fuerdere mer se alt elo schonn op, fir datt se dat esou séier wéi méiglech decidéiert, datt den Alkoholkonsum op der Voie publique verbueden ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique favorise des activités sans respect des gestes barrières ;

- considérant que les moyens des forces de l'ordre pour y remédier sont très limités ;

- constatant que les appels politiques non contraignants ne conduisent pas au but visé ;

- convaincue que des mesures nouvelles s'imposent face à la gravité actuelle de la crise sanitaire,

invite le Gouvernement

- à interdire la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus (durée des mesures COVID-19 du Projet de loi N° 7733).

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Merci.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Premierminister wëllt direkt op d'Motioun reagéieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, wéi gesot, wéini kënnt déi zum Vott?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Haut.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat heescht, d'Madamm Tanson kann dann duerno Stellung derzou huelen. Ass dat kee Problem?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et ass an der Rei. D'Majoritéitsdeputéierte kënnen och Stellung huelen.

(Hilarité)

Une voix.- Dat wäert ech och maachen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nee, fir d'Regierungspositioun dierfen ze soen.

Une voix.- Herno.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hat gemengt, de Vott wier direkt. Ech entschëllege mech, Här President. Ech hat gemengt de Vott wier direkt, dowéinster, a mir misste Positioun bezéien ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir wollten d'Motioun an aller Rou kucken. An da mengen ech, hu mer de ganze Moien awer nach Zäit, fir d'Motioun ze behandelen.

5. 6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Kommt, mir komme léiwer direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien, dem Projet de loi 6568B, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Nationalitéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den honorabelen Här Charles Margue ass scho prett, fir eis de Rapport ze maachen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren Iech de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 6568B. Am schrëftleche Rapport gesitt Der op der éischter Säit, dass dëse Projet schonn zënter dem 25. Abrëll 2013 ënnerwee ass, deemools als 6568 deposéiert vum Minister François Biltgen. Et ass de Gesetzesprojet zur Filiatioun.

Am November 2014 gouf en eng éischte Kéier an der Commission juridique virgestallt an am Dezember 2014 gouf d'Viviane Loschetter zum Rapporter bestëmmt. Den 10. Dezember 2015 koum dunn en éischten Avis vum Staatsrot, wouranner gerode gëtt, all Dispositioun zum Changement vun den Nimm an de Virnimm an en eenzege legislativen Text zesummenzebréngen.

Duerch d'Amendements parlementaires vum 28. Juli 2017 sinn dunn aus dem 6568 e 6568A- an e 6568B-Projet gemaach ginn. An haut schwätze mer iwwert de 6568B, deen Deel, wou et also ëm d'Dispositioune geet, wou een d'Ännere vun den Nimm an de Virnimm ka maachen.

2018, de 6. Mäerz, huet de Staatsrot en Avis complémentaire zu dësem Projet gemaach. Den Avis - erlaabt mer ze soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen - vum Staatsrot zum 6568A, dem eigentleche Filiatiounsgesetz, ass nach net do. Mir sollen e geschwë kréien. Ech wier frou, deen Avis ze hunn, fir dass mer esou schnell wéi méiglech kënnen op deem ganz wichtege Projet an eiser Kommissioun schaffen. D'Acteuren um Terrain an déi betraffe Leit froen no méi Rechtssécherheet.

Zréck elo zum 6568B. Den 11. September dëst Joer gouf de Gesetzesprojet vun der Regierung amendéiert an de 16. September huet d'Justizkommissioun den neie Rapporter bestëmmt, an där Sitzung, an där d'Amendementer an den Avis complémentaire analyséiert goufen. Mir hunn du schnell weidergeschafft. Den 22. Oktober huet d'Kommissioun eng Rei Amendements parlementaires ugeholl, an dat als Resultat vun ausféierlechen Diskussioune vun de Regierungsamendementer, déi dunn nach eng Kéier completéiert gi sinn.

Den 20. November koum den zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot an de 27. November huet d'Justizkommissioun nawell nach e puer Amendements parlementaires adoptéiert, wouropshin de Staatsrot schnell den 8. Dezember säin drëtten Avis complémentaire ginn huet. An an der Sitzung vum 15. Dezember dës Woch gouf deen Avis gekuckt an de Rapport ugeholl.

Souwäit zum Werdegang. Mee et ass awer wichteg, och nach Follgendes ze soen, well esou einfach war et net, well 2017 ass nämlech dat neit Nationalitéitegesetz a Kraaft getratt an an deem Gesetz stinn och Transpositiounsmodalitéite vun Nimm a Virnimm vun de Leit, wa se d'Lëtzebuerger Nationalitéit da kréien. Dëst war bis dohinner eng Matière, déi an engem separaten Text gereegelt war, dem 1989er-Gesetz iwwert d'« Transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise ».

Mam neien Nationalitéitegesetz gouf dësen Text abrogéiert an den Inhalt an ugepasster Form an d'Nationalitéitegesetz vun 2017 integréiert. Fir duerno net an d'Situatioun ze kommen, d'Dispositioun iwwert d'Änneren an Transposéiere vun Nimm a Virnimm op zwee Texter verdeelt ze hunn, huet de Legislateur - also d'Chamberskoordinatioun mat der Regierung an am Aklang mat dem Rot vum Staatsrot - decidéiert, d'Situatioun genotzt, fir op een eenzegen Text ze kommen, soudass d'Matière iwwersiichtlech a liesbar bleift. Follglech huele mer d'Dispositioun zu den Nimm a Virnimm aus dem Nationalitéitegesetz eraus a verbanne se, zesumme mat den erausgetrennten Dispositiounen aus dem ursprénglechen Filiatiounsgesetz, wéi gesot, zu engem eenzegen Text. Am neien Text geet dann och nëmme rieds vum „changement de nom", vum Ofännere vum Numm a Virnumm, an et gëtt net méi vun enger Transpositioun geschwat.

Wat steet dann elo an deem Text, no deem ganzen Hin an Hier oder Hickhack, wéi mer ewell soen?

Am Artikel 1: Den Text definéiert, wien eng Demande ka maachen, fir den Numm ze änneren. Dir musst wëssen, dass den État civil gereegelt ass via Nationalgesetzer vun der betraffener Persoun, dat steet am Artikel 3 Alinea 3 vum Code civil. D'Ännerung vum Numm a Virnumm ass also mat eiser Gesetzgeebung op d'Lëtzebuerger beschränkt a priori, mee et kënnen Derogatioune gemaach ginn zu dësem Prinzip, déi virgesi sinn.

D'Auteure vum Amendement stellen och elo kloer, den Zougang zur Numm- a Virnummännerung fir d'Auslänner net wëllen ze generaliséieren. International Verflichtunge loossen dat nämlech och guer net zou. Do gëtt et nämlech d'Konventioun vun Istanbul vum 4. September 1958 zu dësem Theema, déi an hirem Artikel 2 Follgendes seet: « Chaque État contractant s'engage à ne pas accorder de changements de noms ou de prénoms aux ressortissants d'un autre État contractant, sauf s'ils sont également ses propres ressortissants. »

D'Regierung proposéiert d'Ännerung vum Numm a Virnimm opzemaache fir Netlëtzebuerger, déi an enger prekärer Situatioun sinn. Hei geet et engersäits ëm staatelos Persounen an anerersäits ëm Mënschen, déi ënner internationaler Protektioun stinn, dat heescht Flüchtlingen an d'Bénéficiaires de la protection subsidiaire. Staatelos: D'Konventioun vun 1951 iwwert de Statut vum Refugié seet an hirem Artikel 12 Paragraf 1, dass de perséinleche Statut vun all Refugié gereegelt gëtt duerch d'Gesetz vum Land vu sengem Domicile oder, „à défaut de domicile", via d'Gesetz vu sengem Residenzland. Fir déi unerkannte Refugiéë vun der national kompetenter Autoritéit ass d'Gesetz zum Domicile respektiv zur Residenz, an eisem Fall déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung, zoustänneg.

D'Artikelen 2 a 4 definéieren, wéi eng Changementer vum Numm a Virnumm admissibel sinn, wa keng „circonstances exceptionnelles" oder „raisons importantes" virleien. Da musse mer och wëssen, dass de Familljennumm sech maximum aus zwee Deeler, deux composants, zesummesetzt. Dës Dispositiounen inspiréiere sech um Artikel 50 vum Nationalitéitegesetz. Dat sinn esou Saache wéi zum Beispill d'Upassung vum Numm, ganz oder deelweis, an dat ass interessant, „aux usages en vigueur" zu Lëtzebuerg, dat heescht, dass een en Numm méi ..., dass e besser kléngt oder méi kléngt wéi hei. Mir kommen, wa mer iwwert d'Integratioun schwätzen, kommen ech do nach eng Kéier drop zréck.

D'Kierzen, d'Ewechhuele vun engem Deel vum Numm Müller-Schmit gëtt zum Beispill just Schmit oder gëtt just Müller. D'Ëmdréien oder d'Ännerung vun der Reiefolleg vun engem duebelen Numm oder vun der Reiefolleg vun de Virnimm, wou natierlech ee Virnumm ëmmer muss behale ginn ... Beim Virnumm dann nach ..., et geet drëms, eng administrativ Praxis an d'Gesetz ze schreiwen, dass ee kann de Virnumm unhuelen, ënner anerem de Kandidat, ënnert deem en a sengem Alldag bekannt ass. Mir hunn esou e Kolleeg an der Justizkommissioun, wou dat géif zoutreffen.

Am Artikel 3 gëtt festgeluecht, wéi d'Nimm vun de mannerjärege Kanner duerch d'Ännerung vum Numm vu béiden oder engem Elterendeel beaflosst ginn. Dat ass e weesentleche Punkt. Hei gouf den Text vum Artikel 51 vum Nationalitéitegesetz iwwerholl, wou och drasteet, dass just den Numm fir d'Kanner ka geännert ginn, dee se vun hiren Elteren duerch d'Gebuert hunn, also net, wann e „mariage recomposé" oder e „Stot recomposé" vun Elteren, dass dann en Numm vum - wéi soll ech soen? - bäigepafften Elterendeel kéint op d'Kand iwwergoen.

Am Artikel 5 gëtt da festgehalen, dass e Wiessel vum Numm oder de Virnimm nëmme ka geneemegt ginn, wann den Demandeur aussergewéinlech Ëmstänn a wichteg Grënn virbrénge kann. Wat sinn dann esou méiglech Grënn? Zum Beispill wann een e lächerlechen Numm oder Virnumm dréit, wann den Numm oder de Virnumm eng „souffrance psychique", wou e Psychiater dat dokumentéiert, beim Demandeur provozéiert oder, wat méi aliichtend ass a méi direkt, wann een Elterendeel e Verbriecher ass mat engem héije Bekanntheetsgrad, wann Doppelstaatler zu Lëtzebuerg de selwechten Numm, Virnumm behale wëlle wéi an hirem Pays d'origine.

De Justizminister huet eng „large marge d'appréciation".

Här President, ech brauch nach zwou Minutten.

Virops wëll ech ënnersträichen: De Justizministère ass kompetent an all Requête ass un dee Ministère ze reechen. An dëser Requête ass et nieft den administrativen Informatioune weesentlech, eng kloer Motivatioun ze formuléieren. E Refus op eng Demande gëtt et, wann den Dossier onkomplett ass oder d'Konditiounen net erfëllt sinn.

An elo wichteg, wat d'Kanner betrëfft: Ab zwielef Joer mussen d'Kanner averstane sinn. Also wa se nach mannerjäreg sinn, awer méi wéi zwielef Joer hunn, da schwätze se mat.

D'Fro gouf opgeworf an der Kommissioun, ob e mannerjäregt Kand ab zwielef Joer dann net ka selwer froen, den Numm ze änneren. Mir hunn doriwwer laang diskutéiert a sinn och zu enger Léisung komm. Zum Beispill, wann d'Kand mësshandelt gouf, mee seng Eltere sech net eens ginn, fir deem Kand sengem Wonsch nozekommen. An dësem Fall wäert et mat dësem Gesetz méiglech sinn, dass d'Kand de Familljeriichter ka saiséieren, fir eleng eng Ännerung vum Numm ze froen, och ouni den Accord vun den Elteren oder vu sengem Tuteur.

De Paragraf 4 preziséiert, dass déi betraffe Kanner sech och kënnen opposéiere géint eng Ännerung vum Numm, Virnumm, dee vun den Elteren ugefrot ass, ganz einfach, andeems se refuséieren, d'Requête ze ënnerschreiwen.

Den Artikel 13 erméiglecht d'Annulatioun vun der Ännerung vum Numm, Virnumm innerhalb vun dräi Joer, wa falsch Informatiounen am Dossier waren oder et Fraude oder Ënnerschloung vu wichtege Informatioune gouf. D'Gesetz gesäit awer och e Recours en réformation virum Verwaltungsgeriicht vir, deen am Artikel 10 gereegelt gëtt.

An eng weesentlech Vereinfachung: Et gëtt keng Publikatioun méi am Mémorial an d'Ännerung ass direkt effektiv, soubal de Minister d'Decisioun geholl huet. D'Prozedur läit jo elo integral beim Justizministère. Dee Ministère aktualiséiert dann och direkt d'Situatioun am RNPP, dem Registre national des personnes physiques, an et gëtt och keen Enregistrement an Timber méi ze bezuelen.

An den Artikelen 11 an 12 ass opgezielt, wien alles muss informéiert gi vum Justizministère: den Ausseministère, fir eng Notifikatioun am Ausland ze maachen, wann den Demandeur Netlëtzebuerger ass oder net just Lëtzebuerger ass, de Procureur d'État, den État civil, dat läit no, mee et ass wichteg, dass et gereegelt ass, fir eng Mentioun an de Gemengeregëster ze maachen do, wou den Demandeur wunnt, um Gebuertsakt an der Gemeng, wou den Demandeur gebuer ass, op de Gebuertsakte vun dem Demandeur senge Kanner respektiv do, wou hien als Partner, Conjoint steet.

Wéi gesot gëtt am Nationalitéitegesetz gestrach, wat iwwert d'Transpositioun vun den Nimm stoung, a mat engem Verweis ersat op dat Gesetz, wat mer elo stëmmen. Esou ass dat am Artikel 18 virgesinn. An am Artikel 19 schreiwe mer gewëssermoosse Geschicht: Do schafe mer nämlech dat aus Napoleonszäiten ofgeännert Gesetz vum 11. Germinal vum Joer XI iwwert d'Nimm an d'Virnimm an d'Ännerung vun den Nimm of - dat war den 1. Abrëll 1803.

A schlussendlech trëtt dëst neit Gesetz den 1. Januar 2021 a Kraaft an all Prozeduren, déi och schonn amgaange sinn, wäerten da vum 1. Januar un hei dervunner betraff sinn. Weider Detailer fannt Der a mengem schrëftleche Rapport.

Ech si wierklech frou, dass ech dëst Gesetz hei konnt elo de Moie virstellen. Et ass e Fortschrëtt an

der Saach. Munche Leit gëtt d'Liewe méi einfach gemaach a mir hunn eng Prozedur ageriicht, déi méi schnell a méi einfach ass an och ouni Onkäschte fir den Demandeur.

Ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* An ech soen dem Här Rapporter Charles Margue villmools Merci fir säi Rapport a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Octavie Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Nee, dat ass den Här Mosar.

M. Fernand Etgen, *Président.-* A, den Här Mosar!

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Mir kënnen awer nach e „changement de nom" séier maachen.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Fernand Etgen, *Président.-* Ech hat gemellt kritt, d'Madamm Modert géif zu deem dote Projet de loi Stellung huelen. Mee da gi mer awer dann dem Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Merci, Här President. D'Madamm Modert hätt dat natierlech och exzellent gemaach, mee ech sollt dat awer eigentlech maachen. Ech wollt ufänke fir d'éischt mat engem Merci un de Rapporteur. Säi Rapport war laang, mee dat war noutwendeg, well et awer e ganz wichtegt Gesetz ass. An en huet eigentlech ganz gutt beschriwwen, wat un deem Gesetz do geännert gëtt a wat och haaptsächlech d'Wichtegkeet vun deem Gesetz ass. Mir wäerten natierlech dat Gesetz matstëmmen.

Ech kommen awer net derlaanscht, eng Remark ze maache generell iwwert d'Filiatiounsgesetz. De Rapporteur huet dat nach eng Kéier richtegerweis ënnerstrach: Den éischte Jet vun deem Filiatiounsgesetz stammt vun 2013 nach vum ganz fréiere Justizminister François Biltgen. An deemools ass eigentlech schonn dat Filiatiounsgesetz op den Instanzewee gesat ginn, well dat aktuellt Filiatiounsgesetz, an deem mer nach ëmmer am Moment sinn, jo schonn deemools wierklech net méi appropriéiert war.

An ech wëll do just op ee Punkt opmierksam maachen, dee mech wierklech opreegt, an ech hunn dat och schonn oft genuch gesot, allerdéngs stoussen ech do ëmmer erëm op daf Ouere bei déser Regierung an och scho bei där viregter, wat jo déi selwecht ass. Et geet nämlech ëm deen onsënnegen Ënnerscheed, dee mir nach ëmmer an eisem Code civil maachen zwëschent natierlechen a legitimme Kanner.

Ech wëll elo wierklech nach eng Kéier en Appell och un eis Justizministesch maachen. Ech mengen, mir sinn eis an dësem Plenum alleguerten eens, datt esou en Ënnerscheed wierklech hautdesdaags iwwerhaapt kee Sënn méi mécht. An ech hunn och d'Impressioun, net nëmmen an der Europäescher Unioun gëtt et keen eenzegt Zivillgesetzbuch, dat nach esou en Ënnerscheed virgesäit, mee souguer a Länner, déi par ailleurs soss net zu deene modernsten a fortschrëttlechste gehéieren, gëtt et esou een Ënnerscheed net méi. Mir hunn deen nach ëmmer!

Ech weess och elo, wat d'Ministesch mer äntwert: Datt de Staatsrot nach ëmmer un deem Avis do schreift an datt leider Gottes d'Majoritéit an d'Regierung net virukommen. Dir wësst awer och, Madamm Justizministesch, datt ech scho viru Joren - Joren! - eng Proposition de loi gemaach hunn a scho viru Jore gebieden hunn, datt mer sollen deen Aspekt vun den natierlechen an de legitimme Kanner trenne vum ganze Rescht vun der Filiatioun, well ech jo wousst, datt dat Filiatiounsgesetz extreem komplex wier an dat ganz vill Zäit géif huelen, ier mer domadder derduerch wieren.

Ech hoffen, datt dann de Staatsrot vläicht elo a méi besënnlechen Zäiten am Januar, wann et dann hoffentlech vläicht och e bësselche méi roueg gëtt, endlech wäert säin Avis do ofginn, datt mer viru-kommen. An ech géif och, an ech maachen do en Appell och un de President vun der Commission de la Justice ..., datt wann deen Avis do ass, datt mer ganz schnell virukommen. Well ech mengen, mir brauchen eis wierklech net ze bretze mat deem aktuelle Gesetz.

Dat gesot bréngen ech bien entendu den Accord zum aktuelle Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Laurent Mosar. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Charles Margue e grousse Merci fir e ganz komplette Rapport, deen am Fong bal net misst completéiert ginn. Ech wëll awer nach e puer Saache soen an e puer Beispiller ginn.

Eisen Numm a grad eise Familljennumm ass Deel vun eiser privater, ëffentlecher an administrativer Identitéit. An trotzdeem kann et virkommen, dass eng Persoun de Wonsch huet, hiren Numm oder och hire Familljennumm ze änneren.

Am Kader vum Gesetz iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit vun 2017 gouf scho virgesinn, dass eng Persoun, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhëlt, och hiren Numm zum Beispill dem Lëtzebuerger Gebrauch upassen oder och zum Beispill ee vun zwee Nimm ofleeë kann. Beim Gesetzestext vun haut de Moien orientéiere mer eis un deem Gesetz a maachen dorauser den Droit commun, fir säin Numm a Virnumm kënnen ze änneren.

E puer Beispiller: Esou kann elo och e Lëtzebuerger zum Beispill vum Marie-Louise zum Malou ginn, d'Reiefolleg vu senge Virnimm oder Nimm änneren, aus engem duebele Familljennumm een eenzelne maache loossen. Mat dësem Text kann awer och, an dat ass och wichteg, e Refugié - de Rapporter hat et gesot -, deen op Lëtzebuerg komm ass, säin Numm de lokale Gebräich upassen, fir sech esou notamment besser kënnen ze integréieren.

Onofhängeg vun de Cas de figure, déi explizitt am Text virgesi goufen, kann een awer och exceptionnel Grënn hunn, fir säin Numm oder Virnumm ofzeänneren. Och hei zwee Beispiller: Eng Persoun, déi aus familiär schwierege Verhältnisser kënnt, ka sech duerch eng Ännerung vun hirem Numm a Familljennumm vun der Famill wëllen distanzéieren. Et kann een awer och en Numm hunn, deen eng negativ Konnotatioun huet, zum Beispill wann den Numm een ass, deen och e Kriminellen dréit, deen notoirement connu ass.

Eng aner exceptionnel Circonstance kann duerch - dat ass schonn an dat ass och wichteg - e Gesetz vum 10. August 2018 a Relatioun mat der Modifikatioun vum Geschlecht vun enger Persoun gereegelt ginn. Deemools goung et drëm, Mënschen, déi sech net mat hirem Geschlecht an hirem Numm identifizéiere kënnen, d'Chance ze bidden, béides ze änneren an am Sënn vun der Selbstbestëmmung déi fir si eegen Identitéit zum Ausdrock ze bréngen.

Här President, d'Ännerung vum Numm gëtt am Prinzip och op den Numm vun de mannerjärege Kanner ugewannt. Do gesäit den Text awer richtegerweis vir, dass e concernéiert Kand ab sengem zwieelefte Liewensjoer säin Accord zu dëser Ofännerung muss ginn.

Wann et elo ëm den Numm vun engem Mannerjärege geet, muss am Prinzip d'Demande vun den Elteren oder vum Tuteur vum Kand gemaach ginn. An der Justizkommissioun hat ech opgeworf, dass e Kand awer och onofhängeg vu sengen Elteren, also wa si dat net wëllten, eng Méiglechkeet misst hunn, fir eng Nummännerung kënnen unzefroen. Et ass nämlech wichteg, dass och dem Kand säi Wuel an dem Kand säi Wonsch beuecht kënne ginn. Deem ass Rechnung gedroe ginn, andeems de Projet elo virgesäit, dass e Mineur ab sengem zwieelefte Liewensjoer, och wa seng Elteren dat net wëllten, eng Autorisatioun beim Juge aux affaires familiales ka froen, fir d'Demande, säin Numm ze änneren, selwer kënnen ze stellen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Familljesituatiounen, wéi mer se haut kennen, hunn iwwert d'Zäit e Wandel erlieft. Mat dësem Projet gi mer de munchmol dach komplexe Situatiounen am Liewe vun de Mënschen zukünfteg méi gerecht.

Als DP freeë mir eis iwwert dës oppen a méi modern Approche zu dësem Sujet. An deem Sënn kann ech heimadder gären den Accord vun eiser Fraktioun ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).-* Merci, Här President. Ech hat mer e puer Notte gemaach. Déi éischt ass natierlech déi, dass ech dem Här Charles Margue onbedéngt wëll Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport. Merci der Madamm Hartmann fir déi Beispiller, déi si ginn huet, well, wéi et och scho richteg gesot gi war, et ass e Projet, iwwert deen och vill an der Kommissioun diskutéiert gouf a wou et natierlech och mat ville Beispiller héich hiergaangen ass, fir ze justifiéieren, dass dëst Gesetz och wichteg ass.

Dëse Projet de loi schreift sech, wéi gesot, an an de Kontext vun enger moderner Gesellschaft, an där ee sech fir eng Stäerkung vun de Rechter vun all Resident asetzt. All Resident muss effektiv d'Recht hunn, sech vollkomme mat sengem Numm ze identifizéieren an och domadden zefridden ze sinn. Dat net kënnen ze maachen, muss eng ganz schwéier Situatioun sinn. An där Situatioun ginn et der vill. A well esou Situatioune Realitéit sinn an och e reelle Besoin besteet, läit et eis als LSAP wierklech um Häerz, eng Léisung heifir kënnen ze presentéieren an déi dann och kënnen ze applizéieren. An deem Sënn war et eng onvermeidlech Aktualiséierung vun eise legale Basen, fir e Changement vum Numm oder vum Virnumm iwwert dëse Wee ze erméiglechen.

Dëse Projet de loi erméiglecht et deemno all Resident, säi Recht geltend ze maachen an e Changement vum Numm oder Virnumm unzefroen. Heimat presentéiere mer ganz evident ee Schrëtt an d'Richtung vun enger moderner Denkweis. Mir sinn houfreg, dass et de Leit a schwierege Situatiounen iwwert dëse Wee méiglech ass, e Sprangbriet erëm an e souzesoen normaalt Liewen ze fannen.

Ausserdeem war et eis och wichteg a mir begréissen, dass d'Kanner net vergiess ginn heiranner. Och Kanner kënnen a ganz schwierege Situatiounen iwwert dëse Wee vun engem Changement vum Numm déi Distanz zu hiren Eltere kréien, déi hinnen de Wee ganz schwéier gemaach huet. A Beispiller heifir goufen der wierklech ganz vill zitéiert an der Kommissioun, wéi ech et d'éinescht scho gesot hunn.

Et ass virgesinn, dass et net nëmmen de Kanner méiglech ass, déi 18 Joer hunn, mee och scho Kanner, déi 12 Joer hunn, natierlech ënnert de Konditiounen. Si kënne selwer eng Requête de changement beim Familljeriichter areechen.

Zu gudder Lescht ass et eis als LSAP och wichteg, dass déi heite Prozedur gratis ass. Esou ginn de Betraffene keng finanziell Steng an de Wee geluecht.

Här President, ech hunn et scho gesot: Dëse Projet de loi proposéiert eng Léisung fir e reelle gesellschaftleche Besoin. An aus deene Grënn war et fir eis vun Ufank u ganz kloer, dass dëse Projet de loi vum Changement du nom et des prénoms e wichtege Schrëtt fir eng verstäerkten Identifizéierung vu jiddwerengem ass. An dofir kann ech och nëmmen den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech direkt d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).-* Jo, villmools merci, Här President. Ech wollt eigentlech net zu dësem Projet schwätzen, mee nodeem ech elo d'Riede vun de Virriednerinnen héieren hunn, muss ech awer e puer Saache riichtstellen.

D'Nationalitéitsgesetz ass den Ustouss fir dës Reform. Mir maachen net aus engem Spezialgesetz den Droit commun, mee mir profitéiere vun dësem Ustouss, fir den Droit commun, deen et scho laang gouf, ze reforméieren a virun allem ze vereinfachen, wat eng gutt Saach ass.

Säin Numm konnt een hei am Land als Lëtzebuerger nach ëmmer änneren. Et war just e ganz komplizéierte Wee. Et huet ee missen eng motivéiert Demande maachen un de Justizminister, deen huet den Avis gefrot vum Procureur général. Den Avis vum Conseil d'État huet misse gefrot ginn. De Gouvernement en conseil huet missen deliberéieren. Dann huet de Grand-Duc en Arrêté ënnerschriwwen, deen ass publizéiert ginn an da konnten, wann ech mech gutt kann erënneren, wärend dräi Méint Leit Asproch erhiewen. E schreckleche Wee an ech si frou, mir als ADR si frou, datt deen elo hei vereinfacht gëtt. Mee et ass net esou, wéi wann hei d'Ee nei erfonnt gi wier. Et gëtt vereinfacht an dat ass gutt esou.

An da muss ech dem Cécile Hemmen awer vehement widderspriechen, wann et seet: „All Resident muss mat sengem Numm zefridde sinn." Neen, et geet hei net ëm Lifestyle. Neen, ech gi gebuer mat engem Numm an dat ass mäin Numm. An och an Zukunft brauch ech schwéierwiegend Grënn, eng gutt Argumentatioun, firwat datt ech mäin Numm wëll änneren. Déi gëtt et, déi gëtt et.

An der Zäit hunn Officier-de-l'état-civillen zu Lëtzebuerg zum Beispill sech geweigert, amerikanesch Nimm anzeschreiwen.

(Interruption)

Mäin Numm ass Roy.

Une voix.- Roy, voilà.

M. Roy Reding *(ADR).-* Ech sinn awer ageschriwwe ginn als Raoul. A fir datt ech hei haut ka schwätzen als Roy, hunn ech déi ganz Prozedur elo missen duerchmaachen. Also et gëtt Fäll, wou et e gudde Grond gëtt, säin Numm ze änneren. Mee et ass net eng Fro vu Lifestyle.

Dir erënnert Iech u „Friends", wou eent vun de Meederchen säin Numm ännere léisst an dann heescht et Prinzessin Consuela Banana Hammock. Dat wäert et hei am Land net ginn. An dat ass gutt esou. An erzielt de Leit net, et wier Lifestyle an et wier eng Fro vun Zefriddenheet. Et ass eng Fro vun engem gudden, kloeren, novollzéibare Grond.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här - Roy! - Reding.

(Hilarité)

An da ginn ech d'Wuert weider un dee leschten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).-* Merci, Här President. Merci dem Charles Margue fir dee gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Och d'Piraten wäerten hiren Accord zu dësem Gesetz ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.-* Jo, merci, Här President. Fir d'éischt emol villmools merci, Här Rapporter, fir dee ganz detailléierten a gudde Rapport. Ech ënnersträichen effektiv nach eng Kéier, dass et hei virun allem drëms geet, eng Vereinfachung duerzestellen, net nëmme fir de Bierger, mee och fir d'Servicer vum Ministère, fir de Conseil d'État an och fir de Parquet, déi jo ganz vill där Avisen awer mussen ofginn. An ech begréissen natierlech déi allgemeng Zoustëmmung. Och merci fir déi ganz gutt Diskussiounen an der Kommissioun an och déi Propositiounen, déi nach erakomm sinn, déi mer iwwerholl hunn.

Ech wollt awer ee Wuert soen zum Dossier Filiatioun. Ech maache mer d'Saach net gär einfach, dass ech op anerer elo hei verweisen, mee e Fakt ass, dass an der Chamberskommissioun ganz laang an all zesummen - viru menger Zäit, dat war nach ënnert dem Félix Braz - Amendementer zum Projet de loi Filiatioun ausgeschafft goufen. Dat heescht, dat sinn Amendements parlementaires gewiescht, wou ech och weess, dass Der ganz vill Energie an Zäit an Diskussioun a Recherche a Reflexioun mat erabruecht hutt.

Déi Amendementer, déi sinn elo ..., zënter 2017 leie se beim Staatsrot effektiv. An ech hu scho méi wéi eng Kéier d'Diskussioun och gehat a gesicht mat dem Staatsrot, fir drop opmierksam ze maachen, dass mer hei deen Text brauchen. An do geet et net just ëm déi Problematik, déi Dir ugeschwat hutt, déi ganz wichteg ass, déi mer onbedéngt mussen aus der Welt schafen, mee d'Filiatioun ass e Ganzt.

Déi Texter, déi mer haut hunn, déi sinn einfach net méi ugepasst dorun, wéi mer zesummeliewen, wéi mer Kanner matenee kréien. An dat heescht, mir mussen dat de fond en comble upassen. An et huet kee Wäert, do eng Fléckaarbecht ze maachen a punktuell Elementer erauszehuelen. Mir mussen de ganze Kontext reegelen.

Ech weess awer, dass de Staatsrot um Text schafft. Ech hunn dat op alle Fall gesot kritt. Ech war och nach am Hierscht, mengen ech, war dat, ware mer beim Staatsrot, fir se och nach eng Kéier dorobber opmierksam ze maachen. Si wëssen dat. Mee Dir wësst och ganz gutt heibannen, well Dir d'Aarbecht herno hei hutt, dass extrem vill virläit, dass ganz déck Dossieren och am Moment beim Staatsrot gekuckt ginn, wou mer och Delaien hu vun Direktiven zum Beispill.

Duerfir verstinn ech, dass et esou laang gedauert huet. Mee ech sinn awer gudder Déng, dass mer deen Avis d'nächst Joer kréien, an ech sinn och ganz mat Iech, dass mer dann esou séier wéi méiglech sollen d'Aarbechten erëm an der Kommissioun ufänken, dass mer eis hei kënnen en zäitgeméisse Filiatiounskader ginn, esou wéi mer eis dat elo haut gi mat dem Changement de nom. An ech soen Iech Merci fir déi gutt Aarbecht.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools der Madamm Justizministesch. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Jo, merci der Madamm Justizministesch. Ech wëll awer hei preziséieren: Ech hunn à aucun moment gesot, et wier just dee wichtege Punkt an deem Projet. Ech hu gesot, déi ganz Filiatioun ass absolutt reformbedürfteg.

Dat, wat ech awer nach eng Kéier wollt preziséieren: Dee Punkt zu deem Ënnerscheed zwëschent natierlechen a legitimme Kanner huet eis international Kriticken abruecht scho viru Joren. Dat heescht, mir sinn iwwerhaapt do net méi konform op deem Punkt. Dat ass déi Suerg, déi mir hunn. An duerfir hu mir och insistéiert, datt een onbedéngt, wann et net méiglech ass, dat am generelle Kontext vun der Filiatioun ze maachen, datt een et dann hei misst maachen, well ech ka mer och elo virstellen ... Mir kréien elo oder mir hunn en neie President vum ORK. Dat gëtt systematesch vun deene kritiséiert an dat ka jo awer net méi sinn, elo gi mer an d'Joer 2021, datt herno nach natierlech a legitimm Kanner hei an deem Land sinn.

An duerfir nach eng Kéier den Appell, et geet hei awer ëm méi wéi ëm en Detail, Madamm Justizminister.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.-* Här Mosar, ech deelen dat. Mee dat ass awer net deen eenzege Punkt.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Hunn ech net gesot, Madamm Minister.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Majo, an duerfir, mir kënnen all Punkt eenzel eraushuelen, mee da si mer net weiderkomm. Well dann hu mer herno e Fléckenteppech, wou mer da mussen nobesseren an deen net kohärent ass.

Mir hunn hei eng ganz Rëtsch Punkten, wou mer attackabel sinn, wou mer net konform sinn a wou mer och de Kanner mussen en adequate Kader bidden, wou Situatioune sinn, déi et net gouf, wéi déi Texter geschriwwe goufen, déi haut net uerdentlech gereegelt sinn voire guer net gereegelt sinn.

An ech hätt gären, dass mer déi ganz Filiatioun kohärent zesumme reegelen. An ech sinn awer gudder Déng, dass Institutiounen esou gutt kënne fonctionéieren, dass mer deen Text d'nächst Joer kënnen erëm an Ugrëff huelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Tanson. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6568B. Den Text steet am Document parlementaire 6568B[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6568B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dann dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 350 de ce compte rendu)

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Vott vun där Motioun, déi d'Madamm Hansen am Ufank vun der Sitzung ofginn huet a wou et drëm geet, fir d'Consommatioun vun Alkohol am ëffentleche Raum ze verbidden. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Madamm Justizministesch.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Ech kann natierlech eppes derzou soen, well ech absolutt déi Aschätzung deelen, déi hei an där Motioun steet. Ech si gëschter Owend och vun engem Ministère an deen anere gaangen an do hate sech Deeler vun der Stad zu engem Open-Air-Café entwéckelt. Ech mengen net, dass dat d'Intentioun vum Legislateur war mat dem Text, deen en Dënschdeg verlängert gouf, fir esou Situatiounen ze erlaben.

Duerfir fannen ech - dat ass meng Meenung an d'Meenung och vun der Regierung, ech hat virdrun och mam Här Bettel geschwat -, dass dat doten eng gutt Propos ass, mee et ass natierlech un der Chamber, ze kucken, wéi se mat der Motioun ëmginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Duerfir géif ech direkt d'Wuert weiderginn un den Här Gilles Baum.

Discussion générale

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Dat, wat d'Madamm Hansen eis hei geschildert huet, ass eis alleguerten opgefall, wéi mer no der Sëtzung an de Parking gaange sinn. Et ass am Fong iwwerhaapt net dat, wat mer zu dësem Moment wëllen. An et ass och net dat, wat mer brauchen. Mir hunn och nach Fotoe geschéckt kritt vun de Galerien, do, wou mer doduerch ginn tëschent de Butteker. Et ass eng Mesure, déi an Däitschland mëttlerweil och geholl gëtt. A Bayern zum Beispill ass den Ausschank vun Alkohol ëffentlech verbueden.

An ech géif menger Partei proposéieren, déi Motioun hei matzedroen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. D'Motioun ass op den éischte Bléck immens sympathesch an et gëtt iwwert d'Consommatioun vun Alkohol geschwat. Ech denken, de Gilles Baum huet et glo grad richteg gesot, mir missten éischter den Ausschank vun Alkohol verbidden, wéi datt mer d'Consommatioun vun Alkohol verbidden. Dat vläicht als Ureegung, well ech stelle mer awer e puer ganz konkreet Froen, wéi dat soll fonctionéieren.

Wéi kontrolléiert e Polizist dann, ob do een Alkohol drénkt oder e Glas mat eppes Netalkoholeschem? Richt en drun? Schmaacht en et? Ech kann lech et éierlech gesot net soen, wéi dat dote soll um Terrain enforcéiert ginn. D'Intentioun vun der CSV hei ass, fir et méi einfach ze maache fir d'Police, d'Gesetz duerchzesetzen. Ech erënneren drun: Am Gesetz, dat mer en Dënschdeg gestëmmt hunn - also Dir hutt et gestëmmt, well mir hunn dergéint gestëmmt -, steet dran: « à partir de quatre personnes jusqu'à dix personnes » bei de Rassemblementer, Artikel 4 (4), muss een eng Mask an zwee Meter Distanz hunn. Dat ass Kontroll: Wa véier Leit zesummen am ëffentleche Raum stinn, kann d'Police déi direkt verbaliséieren, wa se net zwee Meter anhalen an eng Mask unhunn!

Vu datt ee kee Glüwäin drénke kann, wann een eng Mask unhuet, ass dat heiten de facto scho verbalisabel. Dat heescht, amplaz datt mer hei e Waasserkapp dropsetzen, wou d'Police elo nach muss kontrolléieren, ob et Alkohol ass, wat do dran ass, oder ob et en net alkoholesche Glüwäin ass, hätte mer vläicht besser, mir géifen den Ausschank vun Alkohol verbidden. Dat kënne mer vill méi konkreet reegelen. Dat kann ee vill méi konkreet dann och de Commerçantë verbidden. An da sollte mer dat Gesetz enforcéieren.

Et ass jo schéin a gutt, datt mir hei eng Motioun elo wëlle stëmmen, datt Alkoholkonsum am ëffentleche Raum soll verbuede ginn, mee et wär vill méi einfach, wann all déi Leit, déi do um Knuedler ... - a mir hu se alleguerte gesinn, ech ginn lech absolutt Recht -, wann d'Police déi anstatt fortzejoen, wéi mer rapportéiert gouf, se géif verbaliséieren, well dat ass de grousse Problem. Mir verbidden elo vläicht hei eppes Neies an da seet d'Police herno: „Ma et ass vläicht awer ze vill Aarbecht, fir dat doten ze enforcéieren. Mir gi just op d'Plaz, mir suergen duerfir, datt d'Leit sech erëm e bësse verstreeën." A 15 Minutten drop stinn d'Leit erëm genau d'nämmlecht do, well se net verbaliséiert goufen.

Mir hunn am Gesetz ..., Dir hutt am Gesetz gestëmmt, datt et en Avertissement taxé vun 145 Euro gëtt, wann een zu méi wéi dräi Leit ouni Mask an zwee Meter Ofstand am ëffentleche Raum zesummesteet, ma dann enforcéiert dat Gesetz, suergt duerfir, datt d'Police d'Moyene kritt, fir et ze enforcéieren, a maacht hei keng Symbolpolitik!

Fir eis wär et méi sënnvoll, de Contrôle an den Enforcement mat den Avertissement-taxéen ze renforcéieren, dat, andeem mer et eventuell opmaachen, fir déi och duerch Bannhidder, Agent-municipallen a Gott weess, wien nach hei am Staat capabel wär, fir Protokoller ze verdeelen, ... Dat hätt en direkten Impakt.

Fir mech: Just Alkoholkonsum ze verbidden an d'Vente weiderlafen ze loossen, wär e bëssen ze kuerz geduecht. Deementspriechend wäerte mir eis bei där Motioun hei enthalen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Déi nächst Wuertmeldung ass déi vum honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci an och merci un d'CSV, datt si eis deen Text hei presentéiert huet.

Ech wéilt vläicht ufänke mat enger Bemierkung, Här President. Ech mengen, an der Chamber sollten d'Deputéierte sech kënne prononcéieren, ier d'Regierung sech prononcéiert.

Mee dat gesot wéilt ech awer véier Kommentare maachen zu deem Text, deen d'CSV eis virleet. Ech mengen, wann een esou en Text kritt, da kucke mir wéinstens bei der ADR also déi véier Krittären: Wéi ass d'Philosophie? Si mer prinzipiell der Meenung, datt dat doten eventuell hei seng Plaz huet? Zweetens: Sinn déi virgeschloe Mesuren effikass? Drëttens: Si se pertinent? A véiertens: Si se legal?

Deen éischte Punkt ass: Jo, et geet ëm d'ëffentlech Sphär an net ëm d'Privatsphär hei. Et ass „sur la voie publique". Mir kéinten also hei effektiv legislativ Moossnamen huelen oder d'Regierung kéint eis Saache proposéieren, fir am ëffentleche Raum eng nei Moossnam ze huelen. An deem Sënn ass dat heiten diskutabel.

Dat Zweet ass: Ass et effikass? Do huet den Här Clement elo scho gesot, et ass praktesch net ze kontrolléieren. Där Meenung si mir och. A virun allem och, et ass erëm eng Moossnam, déi d'sozial Akzeptanz vun de Covidgesetzer weider a Fro stellt. Och dat muss ee kucken. Jee gréisser den Drock ass, desto gréisser ass de Risiko, an dat gesi mer relativ massiv, datt d'Leit sech där Saach entzéien. Also mir musse schonn oppassen, datt mer och an eise legislativen Akten oppassen, datt mer net op e Punkt kommen, wou wierklech de Widderstand dergéint esou grouss gëtt, datt mer d'Zil net méi erreechen.

Ass déi Moossnam pertinent? Éischtens kann ee sech jo froen, firwat just „boissons alcoolisées", wann een eppes anescht drénkt an zesummesteet, dann ass jo de Risiko u sech genee deen nämmlechten, wann ee vun Infektioun schwätzt. Dat heescht, dann hätt ee misse soen entweder den Ausschank, wéi och den Här Clement et gesot huet, oder „toute consommation de boissons en groupe" oder wat och ëmmer, well et steet jo och net hei, wivill Leit. Wann ech mech elo theoreetesch eleng viru mäin Haus stellen an do e Glas Béier drénken, mutterseelenallein, da si mer an der Situatioun vun deem, deen nuets eleng mam Hond spadséiere geet; dat däerf en och net aus iergendwelleche Grënn. Da misst ee wéinstens preziséieren, aus wéi enge Grënn, mee am Abléck gëtt et hei iwwerhaapt keng Beschreiwung. Also ech géif mech hei strofbar maachen, wann ech mech viru meng Hausdier stellen an e Glas Béier drénken. Dat ass jo wuel net sënnvoll.

Da muss een och kucken, wéi ass et dann ..., wéi mer hei confrontéiert ware mat dem Horeca, datt dee Secteur zougemaach ginn ass, hu mir als ADR gesot: „Mir wëllen dat net aus enger ganzer Rei Grënn. Dat sinn och ekonomesch Grënn, mee virun allem och epidemiologesch hu mer keng Beweiser, mir hunn dee Cluster net ..." D'Regierung ass eis haut nach d'Erklärung schëlleg, firwat ausgerechent do. Firwat ass et dann hei? Hu mer iergendee Beweis, datt wann zwee oder dräi Leit zesummen op enger Plaz stinn eppes ze drénken, hu mer do iergendee wëssenschaftlechen Noweis, datt dat elo eng extra Gefor wär? Ech mengen net, datt mer deen hunn. Dat kann een Androck sinn, deen een huet. Dat kann effektiv e Risiko sinn, dat ass sécher, mee mir wëssen elo awer net, datt do e grousse Cluster wär.

Et muss een ëmmer d'Proportionalitéit kucken. Mir wëssen, mir hunn eng reell Diskussioun an de Schoulen, wou laang näischt gemaach gouf: Do sinn Dausende vu Leit concernéiert. Mir hunn d'Saach vum ëffentlechen Transport: Dausende Leit concernéiert - et gëtt näischt gemaach oder net genuch. Mir hunn d'Saach vun de CIPAen, wou mer reell Problemer hunn. Dat heiten ass kee Problem an engem vergläichbaren Ausmooss.

An déi véiert Consideratioun, an dat ass fir e Parlament eng ganz wichteg: Ass et iwwerhaapt legal? Ech wonnere mech iwwert d'CSV, dat ass jo awer elo wierklech keng nei Partei a keng kleng Partei, déi elo nach net genuch Erfarung hätt. Mee wéi kann eng CSV heihinner kommen an eng Motioun vum Parlament huelen: « invite le Gouvernement à interdire ». D'Regierung huet iwwerhaapt näischt hei ze verbidden, mir maachen dat, als Chamber! D'Regierung kann eng Meenung hunn an déi maache mer dann oder maache se net - hoffentlech net. Mee op jidde Fall, mir géifen dach keen Text matstëmme vun enger Partei, déi seet « invite le Gouvernement à interdire ».

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- A wéi engem Regimm si mer dann?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Änlech wéi meng zwee Virriedner hu mir awer och gréisser Problemer mat dëser Motioun. Mir hunn de leschten Donneschden no der Chamberssëtzung effektiv alleguer déi Biller gesinn an der Stad Lëtzebuerg um Knuedler virun der Stater Gemeng, wou et „Glüwäin to go" ginn ass a wou dann Ausschank war vun - dat war dann en alkoholiséiert Getränk - Glüwäin a wou effektiv Kludderen vu Leit openeetoungen. Dat gëllt et ze verhënneren. An dat verstinn ech och. Mee dat, wat d'Motioun hei freet, ass awer eppes anescht, nämlech generaliséierten Alkoholkonsumverbot op der ëffentlecher Strooss.

Den Här Clement huet ganz zu Recht gesot, wa mer wëllen dergéint virgoen, datt esou Kludderen entstinn, wou ech komplett averstane si mat der Finalitéit, mee da musse mer den Ausschank vun alkoholesche Getränker verbidden. Dat ass de Wee.

Well wat maache mer da mat deene Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn? Wat maache mer mat de Strummerten? Déi sinn dann d'office kriminaliséiert, zumindest deen Deel vun deenen, déi Alkohol consomméieren.

An den Här Kartheiser huet och op eppes opmierksam gemaach, wat mir awer och e bësse vun der Form hir opstéisst. Wa mir dat hei, wann Dir dat wéilt maachen, da misst een eng Gesetzesännerung maachen. Or si mir Legislateur, mir, d'Chamber. Et misst eng Resolutioun sinn a misst den Optrag sinn un d'Chamberskommissioun, fir ze soen, kommt, mir änneren d'Gesetz op deem doten an deem dote Punkt. Et misst net en Optrag sinn un d'Regierung. En plus, wou et bis de 15. Januar Gültegkeet sollt hunn, misst et eng Gesetzesännerung sinn, et misst en Amendement sinn, an deem Fall éischter eng Proposition de loi wéi eng Motioun.

An e leschte Gedanken derzou. Ech mengen och, datt d'Covidkris dee gréisste Sécherheetsrisiko ass, dee mer am Moment zu Lëtzebuerg hunn. A wéi ech um Knuedler war um Wee fir bei de Parking, hunn ech gesinn, datt zwee Sécherheetsbeamte vun der Stad Lëtzebuerg do laanschtgetréppelt si mat hirem Mupp. Ech hu gefrot, wéi si dat do gesinn, a si hunn direkt gesot: „Dat do ass net eisen Aufgabebereäich, dorëms këmmere mer eis net. Domat hu mer näischt ze dinn." Also ech soe mer, wann Der schonn d'Sécherheet a Sécherheetsmesurë privatiséiert, da kéint Der vläicht och déi asetzen op deene Punkten, wou se wierklech gebraucht ginn, nämlech fir ze kucken, d'Fluxe vu Leit innerhalb vun der Stad Lëtzebuerg e bëssen ze organiséieren, mat Leit ze schwätzen, op Leit duerzegoen a genau déi dote Situatiounen ze verhënneren.

Här President, mir kënnen dës Motioun net matstëmmen. Tout au plus kéinte mer soen, kommt, mir huele se an d'Kommissioun, well do gehéiert se eigentlech hin, amplaz der Regierung e Blankoscheck auszestellen. An ech mengen, datt dat, wat gefrot gëtt, laanscht dat erlaanschtgeet, wat e berechtegt Zil ass, nämlech Kludderen ze verhënneren. Ech mengen, et misst anescht organiséiert ginn, wéi dat hei proposéiert gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun. Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure*.- Merci, Här President. Eis geet et drëm, datt hei wierklech ee kloert Zeeche gesat gëtt an datt gesot gëtt: Dat dote geet net! Mir sinn de Moment an enger Situatioun, wou mer wierklech extreem héich Zuelen hunn, an da kënne mer net no baussen u sech soen: „Ben, dat do ass alles erlaabt! Drénkt roueg Äre Glüwäin, wéi wa Chrëschtmaart wär, mee et sti keng Buden do!"

Also ech mengen, datt hei muss e kloert Zeeche gesat ginn: „Dat doten ass schlecht, dat do akzeptéiere mer net!" An duerfir hu mer déi Motioun erabruecht. Datt mer Alkohol drageschriwwen hunn ..., ech mengen, et wäert keng Limonadsparty ginn. Ech mengen, wann ee just Limonad kritt, da sti keng 20, 30, 40, 50 Leit do beieneen. A wa keng 20, 30, 40, 50 Leit beieneestinn, da brauch och kee kontrolléieren ze goen. Dat ass jo net de Problem.

De Problem ass eebe beim Alkohol, well dat d'Gesellegkeet, dat, mengen ech, weess jiddweree vun eis, well dat d'Gesellegkeet u sech e bësse färdert. An duerfir besteet wéi gesot beim Kaffi oder bei der Limonad kee Problem. Mir hunn och ..., wa mer den Ausschank verbidden, da kréie mer e Problem egal wéi beim Takeaway. A well mer jo net wëssen, wat d'Regierung decidéiert, ob déi Commercen elo zougemaach ginn an Zukunft oder net zougemaach ginn, weess ech et net. Duerfir hu mer gesot, mir wëlle gären hunn, datt alles gemaach gëtt, datt den Alkoholkonsum am ëffentleche Raum, déi Kludderen, datt déi verhënnert ginn.

Et kann een nämlech och nach ëmmer - an ech krut gëschter SMSen - an de Supermarché goen a sech do seng Fläsch kafe goen an se dann zu 4, 5, 6, 7, 8 an esou virun drénken. Dat heescht, och do, wa mer den Ausschank hei vum Glüwäin just géife verbidden, da wär dat och nach ëmmer eng Méiglechkeet. Dat heescht, et ass net esou einfach, et ze reegelen. An duerfir, wéi gesot, wollte mer awer iwwert dës Motioun ofstëmme loossen, fir eeben e kloert Zeechen no baussen ze setzen a wann d'Gesetz

kënnt, wou ech jo mengen, datt et kënnt, datt do déi néideg Adaptatioune geholl ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Dann huet den Här Georges Engel nach d'Wuert gefrot.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. D'Diskussioun ëm dëse Sujet, wou mer eis u sech alleguerten an der Finalitéit eens sinn, weist, wéi schwiereg dass Diskussioune beim Covidgesetz sinn, well bei allem kann ee natierlech eppes fannen a bei allem kann ee sech méi wäit Gedanke maachen an et kann een all Spëtzfëndegkeet siche goen. An awer si mer eis hei am Prinzip an der Iddi vun deem, wat dat heite soll bewierken, heibannen eens. Mir wëlle verhënneren, dass Leit op der Place publique zesummestinn an dann Alkohol drénken. Do si mer eis eens.

(Interruption)

An ech fannen dat ... Vläicht net jiddwereen,...

(Interruption)

... mee en gros si mer eis heibannen eens. Et sinn der ëmmer, déi dat net gutt fannen, dat ass richteg.

(Interruption)

An ech fannen d'Initiativ och gutt, dass se hei geholl ginn ass, a mir wäerten dat hei och mat ënnerstëtzen.

Et stelle sech awer nach eng Rei vun anere Froen. Et steet hei „voie publique". Wéi ass et da mat der „voie privée" bei grousse Supermarchéen? Kann een dann do esou e Stand opmaachen an dann do Glüwäin zum Beispill verkafen, wann dat privaten Terrain ass? Déi Fro misst ee sech och stellen.

Et besteet effektiv eng Gefor. Et sinn natierlech ëmmer Leit, déi dat leugnen, mee wann e puer Leit beieneestinn a si hunn d'Masken of a si sti méi no beieneen, dann ass eng Gefor do, dass ee sech kann ustiechen. D'ganz Wëssenschaft huet dat bewise, an da gleewe mir dat och. Natierlech, déi Leit, déi dat net gleewen, déi kënnen dat och weiderhin net gleewen. Dat ass och hiert gutt Recht.

Ech mengen och, dass net alleguer d'Leit déi Schlupflächer an all Gesetz siche ginn, fir dann ze kucken: „O, elo sti mer nëmmen zu dräi hei, da stelle mer eis zu dräi beieneen, da ka kee méi heihinner kommen, da ka kee méi eis ...", nee, pardon: „Mir stellen eis zu véier heihinner, well wa mer dann eng Mask unhunn, oder wa mer zu dräi do stinn, da ka kee méi dohinner kommen, fir eis dat ze verbidden."

Ech mengen, d'Essenz vun deem, wat mer hei wëlle soen, déi ass richteg, an duerfir wäerte mir dës Motioun hei och matstëmmen. Et besteet nach bestëmmt Diskussiounsbedarf an dat wäerte mer dann, wann et Gesetzesännerunge sollte ginn, an den nächsten Deeg och hei diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Georges Engel. Den Här Kartheiser nach eng Kéier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President. Ech muss soen, mech schockéiert dat, wat den Här Engel elo gesot huet. An ech soen lech, et ass elo net de Covidaspekt, dee mech schockéiert, well do gëtt et eebe verschidden Interpretatiounen an esou weider.

Nee, et ass de rechtsstaatlechen Aspekt. Et kann een dach net higoen a soen: „Allgemeng de Sënn vum Gesetz ass gutt", an dann ... Hei geet et drëm, datt d'Leit penaliséiert ginn, wa se sech net strikt un d'Dispositioune vum Gesetz halen. An et ass en allgemenge Rechtsprinzip, datt besonnesch am penale Beräich oder wou Leit sech stroffälleg maache kënnen, d'Gesetz muss extreem prezis sinn, fir ze soen: „Dat do ass falsch an dat do ass et net!"

(Brouhaha)

Wann d'Sozialistesch Partei elo heihinnerkënnt an ufänkt, esou e Procès d'intention ze maachen, esou vag Bestëmmungen, ma da verletze mir hei eis Rechtskultur.

(Coups de cloche de la présidence)

An dat do maache mir net mat!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, mir sinn net bei der Diskussioun vum Gesetz. Mir si bei der Diskussioun vun enger Motioun, wou Är Riedezäit eriwwer ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass ëmmer gutt gesot, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. An dann huet d'Wuert nach gefrot déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech dinn awer d'Mask aus. Jo, ech gesinn déi Motioun och éischter esou aus der Vue vun der CSV, déi wierklech e staarkt Zeeche wëllt setzen heimat. Mir sinn all zesummen aus der Chamber zréckgaange bei de Parking an et war wierklech schrecklech nozekucken, wéi d'Leit sech do openee getummelt hunn, wou ee muss wëssen, datt, wa véier Leit zesumme stinn, dat net heescht, datt déi ëmmer d'selwecht komposéiert sinn. Déi Gruppen ännere vu Minutt zu Minutt oder vu Stonn zu Stonn, wat awer dann e Cumul vu Kontakter gëtt, dee wäit iwwer véier erausgeet. Dat ass op deene Plazen ze beobachten.

Ech wéilt awer och eng Feststellung maachen, datt ass déi, datt an der Pandemiezäit an der Lescht den Alkoholkonsum enorm eropgaangen ass. 57 Millioune Recetten un Accisen, dat sinn 3 Millioune méi wéi erwaart, wéi am Budget virgesi waren. Dat ass e Beweis, datt iwwerhaapt d'Suchtverhalen enorm eropgaangen ass an der Pandemie. An ech hat scho bei der Budgetsdebatt dorop higewisen, datt dat eeben och derzou féiert, datt d'Leit awer mental Problemer entwéckelen a mat Alkohol versichen, do derhannert ze kommen.

Et ass och eng Evidenz, soss hätte mer den Alkohol och net hannert dem Steier verbueden, also d'Consommatioun virum Fueren, datt den Alkohol awer derzou féiert, datt d'Opmierksamkeet erofgeet an datt doduerch verschidde Reegelen, déi ee sech selwer operleet, duerno awer net méi respektéiert ginn. An dat zielt dann eeben och beim Konsum vun Alkohol, wann ee weess, datt mer sollen ausernee bleiwen. Lues a lues hëlt déi Distanz awer of, well d'Hemmungen einfach ofhuelen.

An deem Sënn ënnerstëtze mir dës Motioun. Ech wéilt awer och nach de Problem opwerfe vun de Leit, déi op der Strooss liewen. Ech mengen, dat sinn elo net déi, déi a grousse Gruppen ëmmer zesummestinn hei am grousse Krees. Et sinn der vill aleng. Et sinn nach ganz vill sozial Problemer dermat verbonnen. Och deene musse mer eis unhuelen. Mee ech mengen, et ass net de Moment, fir déi elo all haut ze léisen. Dat ass just eng Fro, déi mir eis stellen. Mee generell fanne mer, datt mer sollen en Zeeche setzen, an duerfir sti mir och zu dëser Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Da kritt den Här Baum nach kuerz d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wollt just awer nach eng Kéier ganz kuerz reagéieren. Also, wéi gesot, wa mer eis mat der Zilsetzung eventuell och eens kënne sinn, datt et drëm geet, Kludderen ze verhënneren, fannen ech et awer ganz geféierlech, wéi den Discours elo lues awer sécher och duerch d'Interventioun vun der Madamm Lorsché higeet zu enger genereller Reflexioun iwwer Alkohol an iwwer Prohibitioun.

Also, ech warnen awer dervir. Ech weess, datt mer dréngend Mesurë mussen huelen an ech sinn och éischter Fervent derfir, mee mir mussen awer alles mat Mooss berücksichtegen. Ech géif och wierklech d'CSV froen, ob een dann net dat hei awer wierklech kéint an der Kommissioun diskutéieren, datt een eppes Seriöes huet, amplaz déi heite Generaliséierung, déi, mengen ech, laanscht d'Zil erlaanschtgeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. An d'Madamm Hansen freet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure.*- De Problem ass, ech weess net, wéini datt eng Kommissioun ass, an ech denken, datt mer se sollen ofstëmmen. An da kënnt et souwisou beim nächste Gesetz zu den Diskussiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Mir kéimen dann zum Vott vun dëser Motioun. Fir d'éischt de Vote électronique ... O pardon, d'Madamm Lorsché!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Also ech hu vläicht keng ganz laang Äerm, mee se sinn awer, mengen ech, grouss genuch, fir datt se gesi ginn.

Also, den Här Baum huet op mech reagéiert, andeems e sot, ech hätt eng Ausso gemaach a Richtung Prohibitioun. Dat ass net mäin Zil. D'Zil ass de Schutz vum aneren. An dat maache mer am Beräich vum Trafick esou. An ech mengen, hei geet et einfach drëms, e Verhalen ze förderen, dat net beaflosst ass vun Alkoholkonsum am ëffentleche Raum. Ech mengen, dat ass den Hannergrond dervun. Et geet drëms, déi aner Leit ze schützen doduerch, datt ee selwer net e Verhalen un den Dag leet, dat eebe geféierlech ass fir déi aner, esou wéi et och am Verkéier, an der Mobilitéit de Fall ass. A vun dohier ass et net méi wéi Gesondheetsschutz. An ech wëll kloerstellen, datt dat näischt mat Prohibitioun ze dinn huet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché, fir déi Prezisioun. Da kënne mer elo zum Vott kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 52 Jo-Stëmmen an 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

7. 7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7720, eng zäitweileg Upassung vu verschiddene Strofprozeduren. An den Här Pim Knaff ass Rapporter vun dësem Projet de loi an ass prett fir säi Rapport. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Pim Knaff *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7720 verlängert eng Rei temporaire Adaptatiounen an der Procédure pénale, also an der strofrechtlecher Prozedur, dëst, nodeems verschidden Dispositioune schonn duerch d'Gesetz vum 20. Juni 2020 de Bedingunge vun der sanitärer Kris ugepasst gi waren.

Leider huet sech d'Situatioun ëm d'Pandemie net gebessert. Deemno verlängert dëse Projet an éischter Linn déi Adaptatiounen iwwert den 31. Dezember eraus. Gläichzäiteg gesäit de Projet och e puer Upassunge vir, baséiert op d'Erfarungen, déi mam Gesetz vum 20. Juni gemaach goufen an aus deene Léiere konnte gezu ginn.

D'Amendementer, déi gemaach goufen, betreffen dann éischtens d'Notifikatioun vun Ordonnancë bei Saisien a Requêten. Si betreffen och d'Procédure d'appel virun der Chambre du conseil, d'Appeller bei de Bezierksgeriichter mat Ausnam vum Fong, d'Appeller am Fall vun enger Interdiction de conduire provisoire. An de Projet geet och op d'Procédure d'appel beim Fong an.

E Punkt, deen an dësem Projet de loi erëm geännert gëtt, ass de Prinzip vun der Exécution fractionnée bei enger Peine privative de liberté, wéi se am Artikel 10 am Gesetz vum 20. Juni virgesi war. Dëst baséiert op den Erfarunge vun de leschte Méint. Do wäert ech spéider am Detail drop agoen.

Zu deene verschiddenen Artikelen: An engem éischten Artikel ginn d'Artikelen 1 an 2 vum Gesetz vum 20. Juni adaptéiert. Hei war bis elo virgesinn, dass d'Ordonnancë fir Saisien a Perquisitioune per Post, Fax an och E-Mail kéinten zougestallt ginn. Dëst bleift och esou als Optioun bestoen.

Dann ass och am Punkt 3 vun dësem Artikel weider virgesinn, dass den Destinataire vun enger Ordonnance dëser och soll nokommen. Am Fall vun engem Refus, där Demande nozekommen, ass wéi och scho virdrun eng Amende vun 1.250 bis 125.000 Euro virgesinn.

Dëse Punkt ass an der Kommissioun vill diskutéiert ginn, mat Recht, an och de Barreau an de Staatsrot haten hei an hiren Avisen op e wichtege Punkt opmierksam gemaach: Keng Persoun ass verflicht, zu hirer eegener Inkriminatioun ze kontribuéieren. Et ass also och net richteg, dass eng Persoun bei enger Perquisitioun oder enger Saisi ka verflicht ginn, ze hëllefen an déi gefroten Objeten oder Donnéeën erauszeginn, wa si sech domat géif autoinkriminéieren. Dës Artikele sinn elo mat dësem neie Projet de loi duerch en Ajout adaptéiert ginn.

Deemno ass an dësem neien Text duerch eng weider Dispositioun festgehale ginn, dass Ordonnancen net iwwer E-Mail, Fax oder Post zougestallt dierfe ginn, wann déi Persoun, un déi se geriicht ass, am Verdacht steet, selwer Auteur, Koauteur oder Kompliz an der Affär ze sinn, déi dës Ordonnance motivéiert.

Wéi gesot, dëst ass an der Kommissioun vill diskutéiert ginn an et ass och festgehale ginn, dass, och wann dës Adaptatioun elo emol temporaire ugepasst gëtt, dëse Changement zu engem spéideren Zäitpunkt nach eemol an enger dediéierter Kommissiounssitzung wäert opgegraff ginn, fir d'Procédure pénale ze analyséieren an eventuell ze iwwerschaffen an dësem wichtege Punkt och an Zukunft Rechnung ze droen.

D'Artikelen 3 bis 6 vum Projet de loi, deen ech lech haut virstellen, befaasse sech mat den Artikele 6, 7, 8 an 9 vum viregte Gesetz vum 20. Juni 2020. Dës Artikele befaasse sech mat deene verschiddene Procédures d'appel, dëst géint Ordonnancë vum Untersuchungsriichter oder der Chambre du conseil, géint d'Urteeler vun de Bezierksgeriichter bei engem ordenéierte Fuerverbuet a bei engem Appell géint en Urteel um Fong.

Hei war et nom Gesetz vum 20. Juni esou, dass d'Appeller och konnte „par tous les moyens écrits" eragereecht ginn. Dat heescht also, eng Persoun huet sech net misse beim Greffe presentéieren, mee konnt en Appell och per Fax, Post oder E-Mail deposéieren.

An dësem Projet de loi war ufangs ugeduecht, d'Méiglechkeet, en Appell ze deposéieren, op de Wee vum Courriel ze limitéieren. Dëst war zu engem spéideren Zäitpunkt duerch Amendementer op déi zousätzlech schréftlech Moyenen erweidert gi fir d'Mandatairen, déi eventuell an der Quarantän sinn, oder Leit ouni Accès op déi technesch Moyene weider Optiounen ze bidden an och eventuell Problemer mat E-Mailen, déi net géifen ukommen, ze evitéieren.

Hei gouf et d'Fro, ab wéini en Appel par voie postale soll als deposéiert ugesi ginn. D'Amendementer haten hei virgesinn, den Datum vum Poststempel op der Enveloppe vum Appell als Date de dépôt vum Appell festzehalen. De Staatsrot hat sech a sengem zweeten Avis mat dëser Léisung averstanen erkläert. Allerdéngs hu sech d'Bezierksgeriicht Dikrech, de Parquet an awer och den iewescht Geriichtshaff an hiren Avise géint den Envoi postal vun engem Appell ausgeschwat.

Hei goufen et zwou Kritiken, nämlech eemol, wat d'Praxis an d'Effikassitéit ugeet. Och am Kontext vun der Pandemie war et den Autoritéiten net kloer, awéifern d'Verschécke vun Appelle per Post soll méi sécher si wéi en Appell, deen iwwer E-Mail deposéiert gëtt. Och wann een e Bréif géif verschécken, misst ee sech jo trotzdeem dann an de Postbüro deplacéieren an et wier een domadder erëm a physeschem Kontakt mat anere Persounen.

Et gouf awer och Kritiken op juristeschem Niveau. De Problem, deen d'Autoritéiten hei gesinn hunn, ass, dass, esoubal en Appell als deposéiert gëllt, domat och d'Delaien ufänke mat lafen. Dëst gesinn d'Autoritéite besonnesch kritesch am Kontext vum Appell a vum Appel incident.

Wann en éischten Appell deposéiert ass, huet déi aner Partei en Delai vu fënnef Deeg, fir en Appel incident eranzereechen. Falls dann elo den éischten Appell per Post geschéckt gëtt an de Poststempel als Date de dépôt géif gëllen, da wëssen zum Zäitpunkt vum Depot weeder de Greffe nach déi aner Partei iwwert den Appell Bescheed. Domat géifen Delaie lafen, ouni dass d'Géigepartei informéiert wier an hirersäits weider Schrëtt kéint an d'Weeër leeden.

Op Basis vun dëse Remarken huet d'Justizkommissioun den Text och zréckamendéiert op déi initial Dispositiounen. Deemno ginn et elo mat dësem Projet de loi zwou Methoden, an Appell ze goen, entweeder no den Norme vum Code de procédure pénale iwwert d'physesch Deklaratioun beim Greffe oder awer no den Derogatiounen, wéi se schonn am Gesetz vum 20. Juni virgesi waren, iwwert den E-Mail un de Greffe. D'E-Mail-Adresse vum Greffe ginn dann och vun de jeeweilege saiséierte Juridictioune publizéiert.

An engem weideren Artikel schaaft dëse Projet de loi den Artikel 10 aus dem Gesetz vum 20. Juni of. No dësem Artikel war et bis elo méiglech, Strofen, déi net méi laang wéi dräi Joer waren, sief dat vun Ufank un oder well e Condamnéierten de Rescht vun der Strof schonn ofgesiess hat, opzedeelen. Dësen Artikel ass am Projet de loi vun haut ganz erausgeholl ginn, well dës Moossnamen iwwert déi lescht Méint net de Succès mat sech bruecht hunn, dee sech erhofft gi war. Esou ass et dann och bei munche Condamnéierten derzou komm, dass den Ament, wou se sollten zréck an de Prisong, dës Reintegratioun net ouni Problemer verlaf ass. Hei ass zréckbehale ginn, dass déi elektronesch Surveillance eng méi adaptéiert Léisung duerstellt.

An engem weideren Artikel gëtt och den Artikel 11 iwwert de Recours bei der Chambre de l'application des peines ugepasst. D'selwecht wéi bei den Appelle gëtt och hei de Recours in persona par déclaration au greffe oder per E-Mail virgesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7720 gesäit vir, déi verschidden Dispositioune vum Gesetz vum 20. Juni an déi eenzel Upassunge bis zum 15. September ze verlängeren, dëst, fir der aktueller onsécherer sanitärer Situatioun gerecht ze ginn, och iwwert d'Vacances judiciaires iwwert de Summer eraus.

Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Pim Knaff villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt dem Rapporter merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporter ass hei op d'Detailer agaangen, ech wäert elo net méi op déi eenzel Mesuren agoen.

De Rapporter huet et gesot, dëst Gesetz verlängert am Fong d'Mesuren, d'Covidmesuren, déi virun dem Geriicht applikabel sinn, bis de 15. September 2021. Ech wéilt op zwee Punkten agoen, déi och fir Diskussioun gesuergt hunn an der Commission juridique.

Den éischte Punkt ass déi Autoinkriminatioun, déi virgesi war am Kader vun de Prozedure vun de Saisien a vun de Perquisitiounen. Eng Autoinkriminatioun ass fir d'CSV en absolutten No-Go - en absolutten No-Go! An et ass awer erstaunlech, datt ëmmer erëm probéiert gëtt, duerch d'Hannerdier e Prinzip wéi d'Présomption d'innocence, e fundamentale Prinzip an eisem Rechtssystem, dee besonnesch an där Zäit, an där mer eis beweegen, muss héichgehale ginn, ze attackéieren.

Fir eis als CSV ass dat en No-Go a mir hunn och dorobber gehalen, an ech si frou, datt d'Commission juridique och op dee Wee vun der CSV geet, fir generell eisen Droit pénal op déi do Problematik hin ze analyséieren, ze duerchforsten an all déi Dispositiounen, déi de Risiko beinhalten, eng Autoinkriminatioun mat sech ze zéien, aus dem Code pénal ze sträichen.

Fir eis ass d'Présomption d'innocence eent vun den Haaptmënscherechter, ee vun den Droits fondamentaux vun engem Rechtsstaat, an deem mer eis beweegen. Ech erënneren drun, ech hunn et schonn e puermol hei op der Tribün gesot: D'ABC-Direktiven hu mer ëmgesat an ech mengen, mir kommen och net derlaanscht, am Kader vun der Verfassungsreform d'Présomption d'innocence definitiv an d'Verfassung anzeschreiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Dann den zweete Punkt och mat de Procédure-d'appellen. Mir hunn elo, wéi de Rapporter et gesot huet, op där enger Säit d'Méiglechkeet, wéi et haut virgesinn ass an den normale Reegelen, datt een um Greffe den Appell deklaréiere geet, an dann eeben iwwert d'Voie électronique. Ech wëll och eng Kéier hei drun erënneren: Leider ass déi aner Méiglechkeet, fir mat Voie recommandée e Prozedursakt ze maachen, keng Garantie. Ech hat eng Question parlementaire eng Kéier viru Méinte gestallt: En Deel vun de Recommandéë kënnt einfach net un. Do ass eng Deficience bei de Postservicer an dat ass haaptsächlech e Problem fir d'Huissieren. An ëmmer erëm gëtt mer zougedroen, datt Recommandéen am Kader vu Prozeduren einfach net beim Destinataire ukommen.

Dat huet als Konsequenz, dass den Delai net ka lafen, an et huet als Konsequenz, dass deen, dee concernéiert ass am Akt, an engem Vide juridique steet. Do muss och endlech Remedur geschaaft ginn an dat kann nëmmen an deem Sënn geschéien, dass mer endlech an der eJustice, Madamm Ministesch, virukommen. Mir mussen eise ganze Rechtssystem op eJustice ëmswitchen, fir esou ze soen, fir dass mer an deene Prozeduren do virukommen.

Dëst gesot ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Här President. Jo, ech wéilt vun dëser Plaz aus dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir wäerten als LSAP natierlech de Verlängerungen zoustëmmen. Ech mengen, de Rapporter ass och drop agaangen, dass um Niveau vun der Procédure d'appel jo zwee Weeër d'Méiglechkeet ginn, enersäits iwwert den elektronesche Wee respektiv awer och physesch op d'Plaz ze goen op de Greffe, fir den Appell kënnen ze interjetéieren.

Et ass awer och esou, dass hei virgesinn ass, bei der Notifikatioun vun enger Saisi an am Kader och vun enger Perquisitioun, dass den Destinataire, an do ass, mengen ech, och de Léon Gloden drop agaangen, dëser Notifikatioun net muss Folleg leeschten, well, wann den Destinataire dat misst maachen, da géif et natierlech och zu enger Verletzung vu senge fundamentale Rechter féieren, vu dass kee kann obligéiert ginn, forcéiert ginn, sech selwer ze inkriminéieren. An ech mengen, dat ass e fundamentalen Aspekt an der Strofjustiz, an dofir fënnt dat och am Numm vun der LSAP Zoustëmmung. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Dan Biancalana. An d'Wuert geet direkt weider un den Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Villmools merci och un de Pim Knaff, dass en ugeholl huet, fir de Rapport heivun ze maachen. Hien ass där Aufgab ganz gutt nokomm. Ech fannen, an der Justizkommissioun hu mer ewell vill Projeten, och deen nächsten, wou opgewise gëtt, dass déi Kris hei e Revelateur am Fong ass an dass mer eng Partie Schwieregkeeten, wéi se detailléiert beschriwwe gi si vu menge Virriedner, bei der Prozedur hunn an dass mer och gesinn hunn, dass et en Hin an Hier ass vun deene verschiddene Beruffsstänn, déi an der Rechtsspriechung täteg sinn. An déi Diskussioune sinn net op engem Enn haut domadder. Mir wäerten nach munch Aarbecht hunn.

Ech ginn den Accord vun der gréngen Fraktioun, wéi gesot, a soe Merci fir dem Rapporter seng detailléiert Berichterstattung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Ech wollt just dem honorabelen Här Knaff Merci soe fir säin exzellenten, ganz detailléierte Rapport an ech bréngen den Accord vun der ADR.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. An da wier de leschten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och dem Pim Knaff e grousse Merci fir säin detailléierte Rapport a säi gudde Rapport. An och mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, fir d'éischt emol nach eng Kéier e ganz grousse Merci un d'Kommissioun. Hei ass erëm vill geschafft ginn, intensiv geschafft ginn. Mir hunn all d'Avisen ageholl a probéiert, hinne Rechnung ze droen.

De Charles Margue huet et scho gesot: Et ass net ëmmer evident, jiddwerengem gerecht ze ginn, well och heiansdo kontradiktoresch Meenungen zu verschiddene Punkten do sinn.

Zu deem, wat de Léon Gloden gesot huet: Do hate mer jo an der Kommissioun diskutéiert, dass mer eis sollen Zäit ginn an d'nächst Joer, also am neie Joer, dat heescht an e puer Wochen, insgesamt eng Kéier iwwer eis Prozedur kucken a kucken, wat mer misste wou upassen, fir all deenen Ufuerderungen, déi deen een an deen aneren huet, gerecht ze ginn. An natierlech, alles, wat eJustice ass, dat ass absolutt prioritär. Mee et gesäit een, dass all Kris och eppes Guddes huet. Mir hunn hei en Accelerateur gehat fir dat Digitaalt um Geriicht, wat mer eis eigentlech net hätte kënne virstelle virun engem Joer, well elo vill méi mëttlerweil op eng digital Aart a Weis fonctionéiert.

Mee nawell ass nach e Wee ze maachen an dee wäerte mer dann och zesumme goen. Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7720. Den Text steet am Document parlementaire 7720[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7720 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Da si mer awer do, wou mer mussen hikommen a wou mer wëllen hikommen. Dat ass, datt dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Semiray Ahmedova), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7721 - Projet de loi portant

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 7721 iwwer eng zäitweileg Upassung vu verschiddene Prozedurvirschrëften am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleeët. A Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Carole Hartmann *(DP)*, *rapportrice*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi beim viregte Projet geet et och beim Projet de loi 7721 ëm eng Rei zäitlech begrenzte Mesuren, déi am Kader vum État de crise als Éischt per Règlement grand-ducal, duerno an engem Gesetz vum 20. Juni 2020 an elo hei an engem neien Text no enger Analys vun den diverse Mesuren ugepasst, nees agefouert oder verlängert ginn.

Et geet haaptsächlech ëm d'Prozeduren op eise Geriichter, ausser déi strofrechtlech, déi vum viregte Projet viséiert waren. Niewent de Geriichtsprozeduren, op déi ech méi spéit am Detail wäert agoen, suspendéiere mer hei nees d'Exekutioun vun den Deguerpissementsdecisiounen, dat bis den 31. Mäerz 2021, mat der Prezisioun, dass de Bail commercial net méi vun dësen Dispositioune viséiert ass.

Mir suspendéiere weider den Delai vun engem Mount, innerhalb vun deem een am Prinzip den Aveu de faillite muss maachen, dat bis den 30. Juni 2021. Et gëtt nees méiglech, beim Nottär bis den 30. Juni 2021 Hypothèques conventionnelles iwwer eng Procuratioun ze ënnerschreiwen. A bei den Déclarations de naissance, wou mer den Delai vu fënnef Deeg, fir e Kand ze deklaréieren, an engem viregten Text suspendéiert haten, hale mer fest, dass dës Deklaratioun bis den 30. Juni 2021 innerhalb vun engem Mount ka gemaach ginn.

Dann zu de Geriichtsprozeduren. Hei iwwerhuele mer mat e puer klengen Adaptatiounen d'Dispositiounen aus dem Gesetz vum 20. Juni 2020 a gesinn dës vir bis de 15. September 2021, also eis emol bis d'Rentrée judiciaire 2021. Et geet ëm d'Procédure écrite, dat heescht ëm déi Prozedur, wou d'Argumenter schrëftlech ausgetosch ginn a wou et zum Schluss vun der Prozedur zu enger Sitzung kënnt, wou d'Argumenter dem Riichter nach eemol kënnen duergeluecht ginn.

Fir weiderhin Deplacementer, déi net onbedéngt noutwendeg sinn, op e Minimum ze reduzéieren an domat de Risiko vun der Verbreedung vum Virus ze reduzéieren, gesäit dëse Projet de loi vir, dass dës Affären ouni Sitzung mat physescher Presenz kënnen ofgeschloss ginn. Si ginn also en délibéré geholl, ouni dass d'Parteien nach eemol op d'Geriicht komme mussen.

Wichteg heibäi ass, dass d'Affekote vun de Parteie mussen domadder averstane sinn, dass et net méi zu enger Sitzung an hirer Presenz kënnt. Wann een Affekot freet, fir mëndlech ze plädéieren, muss en dat och maache kënnen.

Dës temporaire Derogatioun gëllt weiderhi souwuel fir Affäre virun eise Verwaltungsgeriichter, virum Verfassungsgeriicht, dem Kassatiounsgeriicht an och den zivillrechtleche Juridictiounen, déi en matière civile oder commerciale siegéieren.

Wat elo méi genee déi zivill a kommerziell Prozedur betrëfft, hale mer weiderhin dorunner fest, dass spéitstens 48 Stonne virun der Plaidoiriessitzung d'Geriicht den Affekoten hir Kompositioun matdeelt an d'Affekoten, déi wëlle plädéieren, musse Bescheed ginn, ob se op d'Geriicht komme wëllen oder net. Derbäi kënnt, dass d'Affekoten dem Geriicht mussen uginn, wéi vill „corps de conclusion" echangéiert goufen.

Wann een net méi op d'Geriicht wëllt kommen, gesi mer och weiderhi vir, dass d'Affekoten hir Farde de procédures spéitstens den Dag, wou d'Affaire pour plaidoiries fixéiert ass, mussen ofginn. Op dësem Punkt war am initiale Projet virgesinn, dass och d'Fardes de pièces missten deposéiert ginn. Dozou hat ech selwer an der Kommissioun, mee och den Tribunal d'arrondissement aus der Stad an de Staatsrot an hiren Avise bemierkt, dass d'Piècë scho wärend der Prozedur um Geriicht deposéiert ginn. Doduerch hätt et hei en „double emploi" ginn. Et wär administrativ méi Aarbecht ginn an dee Passage ass dohier aus dem Text nees erausgeholl ginn. Et ass domat awer net esou, an dat preziséieren ech, dass d'Affekoten hir Pièce guer net mussen deposéieren, mee dat maache se am normale Verlaf vun der Prozedur.

Déi selwecht Dispositioun huet nach op engem anere Punkt fir Diskussioune gesuergt. D'Gesetz vum 20. Juni 2020 hat nämlech virgesinn, dass en Affekot, dee seng original Farde de procédures deposéiert, de ce fait, dat heescht, well e seng Farde de procédures ofginn huet, consideréiert géif ginn, wéi wann e seng Moyenen an der Sitzung widderholl hätt. Dat gouf virgesinn, well et an der normaler Prozedur esou ass, dass d'Affekote sech bei de Plaidoirien op hir Konklusioune referéieren an domadder d'Argumenter aus dëse Konklusiounen implizitt widderhuelen.

Eis Diskussioune sinn opkomm, well et par rapport zu dëser temporairer Derogatioun zu engem Urteel komm ass, wou zréckbehale gouf, dass ouni Depot vun der Farde de pièces au plus tard den Dag vun de Plaidoirien d'Moyenen aus de Konklusiounen net reiteréiert goufen an domat vum Geriicht net consideréiert gi sinn.

Dëst Urteel hate mir an der Justizkommissioun ugeschwat a waren eis eens, dass et net eis Volontéit war, dës Sanktioun beim Netdepot vun der Farde de procédures virzegesinn.

De Stater Barreau an de Staatsrot hu sech och un dësem Urteel gestouss a betount, dass et an esou engem Fall net zu Sanktiounen dierf kommen. De Client dierf net de Leidtragende sinn, wa säin Affekot, aus wéi engem Grond och ëmmer, d'Prozedursfarde net um Greffe deposéiert. De Barreau huet och drop opmierksam gemaach, dass déi verschidde Konklusioune schonn au fur et à mesure wärend der Mise en état um Greffe deposéiert ginn. D'Netrespektéiere vun dëser Formalitéit dierft deemno net derzou féieren, dass d'Konklusiounen net méi berücksichtegt ginn. Fir deem Rechnung ze droen an ze evitéieren, dass déi Sanktioun weider gesprach gëtt, hu mir, wéi vum Barreau aus der Stad proposéiert, d'Indicatioun „de ce fait", déi d'Liaisoun gemaach huet tëschent dem Depot vun der Farde de procédures an der Reiteratioun vun de Konklusiounen, aus dem Text erausgeholl.

Iwwerholl hu mer vum Text vum 20. Juni awer och nach, dass divers Echangë mam Geriicht « par tous moyens écrits, y compris la voie électronique » kënne gemaach ginn. Och wann dës Ajoute de Moment just temporaire geduecht ass, si mer eis awer alleguerten eens, dass och an Zukunft méi Echangen elektronesch wäerte gemaach ginn.

Generell ass och bei der Diskussioun opgefall, an do rejoignéieren ech dat, wat de Charles Margue just gesot huet, dass eis zivillrechtlech Prozedur dach zimmlech vereelzt ass. Et huet de Kader vun dësem Gesetzesprojet awer gesprengt, fir weider an d'Detailer ze goen. Mir waren eis awer eens,

dass mer och dës Prozedur op de Leescht huelen a kucken, wéi mer se méi modern, méi zäitgeméiss gestallte kënnen.

Domat sinn ech um Enn vum mëndleche Rapport. Ech renvoyéieren op de schrëftleche Rapport fir d'Detailer an och op d'Avisen, déi zum Projet erakomm sinn, a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice Carole Hartmann. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Ech soen der Rapportrice Merci fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et geet ëm d'Verlängerung vun enger Rei Mesuren. D'Madamm Hartmann ass op déi Problematik mam Depot vun de Pièce agaangen. Ech wéilt just drun erënneren, datt dat initiaalt Gesetz och eng Rei CSV-Propositiounen iwwerholl huet wéi d'Suspensioun vum Delai fir den Aveu de faillite, dee jo och heimat verlängert gëtt, a ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. An da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Jo, merci och der Madamm Hartmann fir dee ganz detailléierte Rapport, deen och wierklech alles dat erëmgëtt, wat zum engen diskutéiert gouf, an zum aneren natierlech och déi ganz pertinent Opléschtung vu sämtlechen Detailer aus dësem Gesetz. Et reit sech an an déi Kontinuitéit vun der Verlängerung vun de Moossnamen. Dofir sinn déi pertinent Mesuren, pertinent Moossnamen, an och Adaptatiounen natierlech fir d'LSAP wëllkomm a mir ginn eisen Accord. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dem Carole Hartmann nach eng Kéier vu menger Säit aus Merci gesot, fir de Rapport iwwerholl gehat ze hunn, eis kloer gesot ze hunn, ëm wat et geet. Ech hoffen, dass elo doduerch, dass mer fir sechs Méint, oder et ass elo bis laang an d'Joer 2021 eran, déi dote Prozedure festgehalen hunn, dass jiddwereen dann e wéineg ufänkt, sech drun ze gewinnen, dass mer dat kënne beispillhaft evaluéieren duerno. Well ech muss lech soen, wéi ech dat do alles erlieft hunn, do gëtt et lech jo wierklech schwindeleg, u wat et kann hänke vu Prozedurproblematiken, dass e Mënsch, en normale Mënsch, justiciabel zu sengem Recht respektiv net zu sengem Recht kënnt. A „paperless justice", dovunner kann ech nëmmen dreemen, dat wär e Risefortschrëtt. Ech soen lech Merci a ginn den Accord vun der gréngen Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Och vun eiser Säit aus merci dem Carole Hartmann fir dee ganz, ganz klore Rapport. Hei si Mesuren, déi déi Leit, déi se betreffen, an och virun allem déi Professionell, déi se betreffen, wäerte wäermstens begréissen. An duerfir fënnt dëse Projet och den Accord vu menger Partei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Reding. Da wier et um Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir wäerten dat hei natierlech och matstëmmen. Mir sinn natierlech besonnesch frou iwwer eng Dispositioun, wat d'Deguerpissementer ugeet, datt déi änlech wéi am Fréijoer ausgesat ginn, dëst bis den 31. Mäerz. Mir haten hei an der Chamber nach virun e puer Wochen d'Diskussioun. Et war den honorabele Kolleeg Yves Cruchten, deen dem Wunnengsbauminister derzou eng Fro gestallt hat an der Heure de questions. Dee Moment, de 17. November, huet de Wunnengsbauminister sech nach éischter bedeckt gehalen a gemengt, d'Situatioun wier jo awer anescht wéi am Fréijoer.

Ech sinn awer net méi wéi frou ze gesinn, datt néng Deeg drop d'Justizministesch dat anescht gesinn huet an den Drang an d'Nout unerkannt huet vun deene Leit. An ech wëll hir och duerfir felicitéieren. Mir ginn eisen Accord heizou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. De Schluss mécht den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem Carole Hartmann fir dee gudden an ausféierleche Rapport. Och mir Piraten wäerten den Accord ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Goergen. D'Regierung kritt d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, merci villmools. Och hei merci der Madamm Hartmann fir de Rapport. Ech hat virdru vergiess, dem Här Knaff Merci ze soen, well déi Rapporte sinn immens nëtzlech. Et geet jo hei wierklech haaptsächlech ëm den Alldag vun dem Oflaf um Geriicht an do gëtt et eng Rëtsch Ëmstellungen an duerfir ass et scho gutt, wann een dat ka wierklech esou detailléiert, wéi Dir dat elo virbruecht hutt a geschriwwen hutt, och enzwousch noliesen.

De Gros vun de Prozeduren hei concernéiert effektiv éischter déi Professionell, déi domadder schaffen. Den Här Baum huet elo eng Mesure ervirgehuewen, déi awer eigentlech fir déi, déi eng Decisioun kruten, en Impakt huet a wou souwuel de Wunnengsbauminister wéi ech selwer och der Meenung waren, dass, vu d'Evolutioun vun der Situatioun an och d'Evolutioun vun de Gesetzesprojeten, et wierklech wichteg wär, dass mer deene Leit géifen e Kader setzen, wou se eng Sécherheet hätten, elo iwwert déi Wantermëint, mat där Pandemie, déi existéiert, net aus hirer Wunneng erausgesat ze ginn. Dat heescht, och wa se en Urteel hunn, dat rechtskräfteg ass a wou gesot gëtt, dass se eigentlech missten eraus, gëtt dat hinnen en Delai, fir iwwert déi kal Méint erauszekommen.

Do gëtt et absolutt keen Dissens, Här Baum, ech kann lech rassuréieren, tëschent dem Här Kox a mir selwer. Mir hunn dat zesummen diskutéiert an ech hunn dat, well et a menger Kompetenz läit, natierlech och hei erabruecht, well ech et einfach eng elementar wichteg Moossnam fannen an deenen Zäiten, an deene mer elo sinn, dass mer déi vulnerabel Leit, déi mer an der Gesellschaft hunn, grad an dësen Zäiten hei a grad wann et kal ass dobaussen, schützen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7721. Den Text steet am Document parlementaire 7721[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7721 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7732 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gebai wéi dem Gemengenhaus. D'Wuert huet elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. François Benoy *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, mam Gesetzesprojet 7732 kënnen d'Gemengen d'Hochzäite weider bis de 15. Juli vum nächste Joer an engem anere Gemengesall ofhale wéi déi am Gemengenhaus selwer. Esou hunn d'Gemengen méi Méiglechkeeten, fir d'Hochzäiten am Kader vun de sanitäre Bestëmmungen duerchzeféieren.

Mir verlängeren d'Mesuren, déi am Gesetz vum 24. Juni iwwert d'Mariagen an der Covidpandemie definéiert sinn, eng drëtte Kéier. Den Officier vum État civil kritt d'Méiglechkeet, d'Hochzäit an engem anere Gemengegebai wéi am Gemengenhaus ofzehalen. D'Gebai muss an engem Gemengeservice affektéiert sinn an de Schäfferot kann esou e Gebai festhalen, dat den Inneministère approbéiert.

D'Justizministesch huet de Gesetzesprojet den 9. Dezember deposéiert. D'Justizkommissioun huet den Text den 10. Dezember duerchgeholl, den Avis vum Staatsrot de 15. Dezember, dee keng Remark gemaach huet. De schrëftleche Rapport gouf och deen Dag ugeholl.

Mëttlerweil maachen iwwregens 58 Gemenge vun dëser Mesure Gebrauch, also iwwert d'Hallschent vun de Gemengen hei am Land. An an deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, et war an der Kommissioun ofgemaach, vu datt et just eng Verlängerung ass vun eppes, wat schonn zënter dem Ufank vun der Pandemie besteet, datt een dat hei géif ofstëmmen ouni weider Diskussioun. Mee ech sinn awer op fir Är Proposen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth. Den Här Benoy freet d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun. Ech hat gemengt, et géif guer kee schwätzen, duerfir hat ech dat virdrun net gemaach.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ass nach een, deen eppes wéilt zu dësem Projet de loi soen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Wëllt d'Regierung eppes derzou soen?

(Négation)

Dat ass och net de Fall. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7732 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kéimen dann zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7732. Den Text steet am Document parlementaire 7732[1].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An och hei maachen ech duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Wiseler wëllt nach Motiounen ofginn, wann ech dat elo richteg verstanen hunn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt nach eng Motioun deposéieren, Här President, wann Der erlaabt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ok. Ech ginn dem Här Claude Wiseler d'Wuert fir den Depot vu Motiounen. Här Wiseler, wannechgelift.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Et ass fir den Depot vun enger Motioun. Ech war gebiede ginn, dat elo ze maachen an net am Ufank aus Zäitgrënn vun der Regierung. Et ass selbstverständlech, wa mer der Regierung kënnen hëllefen, da maache mer dat och mat Pleséier.

(Exclamations)

Ech wollt eng Motioun iwwert den Nagorno-Karabakh hei deposéieren, eng Situatioun, déi momentan aus der Aktualitéit eraus ass. Mee dat, wat virun e puer Wochen, e puer Méint do passéiert ass, an dat, wat elo nach ëmmer do passéiert, d'Konsequenzen dovunner sinn, ech géif ausdrécken: dramatesch an zynesch.

Ech brauch net zréckzekommen op den Aserbaidjan, deen am September eng Offensiv declenchéiert huet. Ech brauch net zréckzekommen op d'Roll vun der Türkei, déi massiv déi Offensiv ënnerstëtzt huet, déi Mercenairen, djihadistesch Mercenairen, dohinnergeschéckt huet, déi Waffeliwwerunge gemaach huet. Ech brauch och net zréckzekommen op d'Sécherheet vun de Populatiounen, déi total a Fro gestallt war an déi momentan nach ëmmer net garantéiert ass. Europa huet eng Roll an deem do Kontext ze spillen. Europa huet sech och kloer an däitlech ausgedréckt, datt et sech wëllt asetzen, fir d'Sécherheet a fir d'Stabilitéit am Südkaukasus matzegarantéieren.

An ech mengen, dat soll een och iwwerall do, wou een et kann, zum Ausdrock bréngen. Dat franséischt Parlament, souwuel d'Assemblée nationale wéi de Sénat, wéi de Bundestag, wéi déi nidderlännesch Zweet Kummer hunn iwwert dëse Sujet Motiounen ofgestëmmt an hu kloer hir Meenung zum Ausdrock bruecht. An ech mengen, dat sollte mir och als Lëtzebuerger Parlament an aller Däitlechkeet maachen. Dofir deposéieren ech hei eng Motioun, déi e puer Saache freet.

Éischtens, déi verlaangt, datt mer eis engagéiere fir dee politesche Prozess, deen zu engem definitive Statut fir den Haut-Karabakh soll féieren, datt mer deen och kënne begleeden, ënnerstëtzen an notamment all déi Efforten ënnerstëtzen, déi vum Groupe de Minsk gemaach ginn an och vun der OCDE gemaach ginn.

Zweetens, datt mer och froen, datt den definitiven an dauernden Accès vun humanitären Organisatiounen an déi Géigend och soll garantéiert bleiwen.

Drëttens, datt mer och de Respect vum Cessez-le-feu an all senge Konditioune kloer an däitlech froen.

Véiertens, datt mer och der Meenung sinn, datt onbedéngt muss eng independant Enquête gemaach gi fir all déi Crime-de-guerren, déi Krichsvergeeën, déi do geschitt sinn - a mir wëssen, se si grausam, se sinn och nogewisen a se sinn och massiv -, datt déi Enquête gemaach gëtt an och déi juristesch Konsequenzen doraus gezu ginn.

Fënneftens, datt mer eis asetze fir d'Recht vun deene Verdriwwenen aus hiren Dierfer, aus hire Stied, aus hiren Haiser, fir och erëm zréckzekommen op déi Plaz, wou se ëmmer gelieft hunn, e Liewen a Sécherheet ze féieren, an dat schlussendlech och fir d'Sanktioune vun all deenen, déi nach weiderfueren, Haass a Gewalt géint d'Armenier ze propagéieren op der Plaz.

Dat sinn déi Saachen, vun deenen ech mengen, datt mir se sollen als Parlament hei an aller Däitlechkeet zum Ausdrock bréngen.

Ech wëll déi Motioun deposéieren. Si ass ënnerschriwwen an dësem Moment vum Här Mosar a vu mir selwer. Ech wier wierklech frou, wa mer kéinten esou vill wéi méiglech Ënnerschrëfte vun anere Fraktiounen hei dropkréien. Ech mengen, dat hei ass net e Sujet, wou mer eis politesch separéieren. Dat hei ass e Sujet, wou mer musse geschlossen eis Meenung als Lëtzebuerg, als Lëtzebuerger Parlament zum Ausdrock bréngen.

Ech weess, datt vläicht deen een oder deen aneren Zäit brauch, fir se nach ze kucken. Ech sinn och prett, dës Motioun an eng Kommissioun ze schécken, fir

eventuell e Méinden an der Aussekommissioun driwwer ze diskutéieren, ier mer se d'nächst Woch da stëmmen, wann dat de Wonsch vun der Majoritéit ass. Mir ass et wichteg, datt mer se ofstëmmen, a mir ass et grad esou wichteg, datt mer esou vill wéi méiglech Leit hei hannert de kloren Ausdrock vun deem, wat mer wëllen, kréien.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- notant le lancement d'une offensive militaire par l'Azerbaïdjan le 27 septembre 2020 en vue de s'emparer du contrôle de la région du Haut-Karabakh, en violation du processus du groupe de Minsk et des principes de Madrid, au respect desquels tant l'Arménie que l'Azerbaïdjan sont astreints ;

- considérant que la Turquie a fourni un soutien militaire et politique décisif à l'Azerbaïdjan dans sa campagne contre les forces arméniennes du Haut-Karabakh par le déploiement de mercenaires djihadistes et la fourniture d'équipement de guerre ;

- constatant qu'à la suite de la guerre et de l'occupation de milliers de kilomètres carrés précédemment administrés par le Haut-Karabakh, la sécurité et la liberté des populations arméniennes du Haut-Karabakh ne sont pas garanties, et que la rhétorique belliqueuse à leur endroit est maintenue tant en Azerbaïdjan qu'en Turquie ;

- vu la complexité accrue venant de l'implication de pays tiers, notamment la Turquie, et la menace que représenterait une guerre armée de grande ampleur au Caucase du sud ;

- considérant que la reprise du conflit le 27 septembre 2020 a démontré l'importance d'aborder les limites des « conflits gelés », courant le risque de reprise à tout moment et nécessitant une solution plus appropriée ;

- constatant que l'OSCE et l'ONU ne sont pas encore parvenus à trouver une solution de paix durable au Haut-Karabakh ;

- notant que l'Union européenne a la responsabilité d'assurer la stabilité dans son voisinage et qu'elle s'est déclarée prête à contribuer aux accords pour un Caucase du sud pacifique et prospère,

invite le Gouvernement

- à exiger l'engagement d'un processus politique devant déboucher sur un statut définitif pour le Haut-Karabakh, et à soutenir dans ce contexte avec ses partenaires européens les efforts des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE ;

- à exiger l'accès continu des organisations humanitaires au Haut-Karabakh, pour assurer une aide d'urgence rapide et appropriée, et à favoriser l'élaboration d'un plan de soutien aux Arméniens du Haut-Karabakh pouvant permettre la reconstruction des infrastructures du territoire ;

- à plaider pour le respect rigoureux du cessez-le-feu conclu le 9 novembre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous l'égide de la Russie afin d'éviter de nouvelles pertes de vies humaines, pour le respect des droits de l'homme et pour l'échange rapide des prisonniers de guerre et des morts ;

- à plaider pour une enquête indépendante sur les crimes de guerre qui sont amplement documentés, incluant l'usage d'armes à sous-munitions, les attaques sur les infrastructures civiles, l'usage de munitions au phosphore blanc et les exécutions sommaires de prisonniers de guerre, et dont les auteurs devront répondre devant les juridictions compétentes ;

- à collaborer avec des partenaires internationaux pour garantir que tous les réfugiés et personnes déplacées de la région du Haut-Karabakh et des provinces environnantes aient le droit de retourner dans leur foyer ancestral et qu'une vie en sécurité leur soit garantie ;

- à insister sur la nécessité, pour l'Azerbaïdjan, de favoriser une interaction normalisée avec les populations arméniennes enclavées dans son territoire, et à sanctionner l'ensemble des acteurs politiques et sociaux azéris qui continueront d'inciter à la haine et à la violence contre les Arméniens ;

- à veiller à ce que la protection des monastères, des églises et des monuments arméniens soit garantie.

(s.) Claude Wiseler, Laurent Mosar.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Claude Wiseler. An den Här Yves Cruchten huet direkt d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Als President vun der aussepolitescher Kommissioun géif ech gäre rappeléieren, dass eist Parlament schonn en Text ofgestëmmt huet, an zwar, mengen ech, ware mer menger Kenntnis no op jidde Fall mat ee vun deenen éischte Parlamenter hei an Europa, déi sech zu deem dote Konflikt geäussert hunn an eng Motioun ofgestëmmt hunn.

Entre-temps ass awer, an dat huet den Här Wiseler och richtegerweis gesot, e Cessez-le-feu, also e Waffestëllstand, a Kraaft getrueden. An ech mengen och, dass et derwäert ass, dass mer eis nach eng Kéier méi am Detail mussen domadder ofginn.

Duerfir hunn ech e Méindeg eng Kommissiounssitzung aberuff, e Méindeg de Mueren um 8.00 Auer, an ech géif och... , et soll zwar do ëm de Brexit goen, mee do fanne mer och nach Zäit, fir iwwert déi Motioun ze diskutéieren. Ech engagéiere mech derzou.

Ech wéilt dem Här Wiseler Merci soen, dass hien déi Initiativ geholl huet, mee ech wéilt ëm awer och Merci soen, dass en am Virfeld eng Kéier mat mir Réckspprooch geholl huet. Ech mengen, dass mir e Méindeg mat alle Fraktiounen zesummen, wa jiddwereen den Text bis gekuckt huet, och eppes Gescheites dorauser kënne maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Cruchten. Kënne mer doriwwer ofstëmmen, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien domadder d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll déi Motioun den nächste Méindeg an der Kommissioun diskutéiert ginn.

(La motion est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile.)

11. 7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi 7717 iwwert d'Verlängerung vu verschiddene Moossnamen am Kader vum fräie Verkéier vun de Leit a vun de Migranten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. De 16. Mäerz hat d'EU-Kommissioun eng Recommandatioun erausginn, wou se proposéiert huet, dass d'Staats- a Regierungscheffen eng koordinéiert Decisioun huelen, fir déi net weesentlech, déi net essenziel Deplacementer vun Drëttstaatler an d'Europäesch Unioun temporairement anzeschränken.

D'Kommissioun huet d'Memberstaaten duerno e puermol invitéiert, dës Mesuren ze verlängeren. Den 30. Juni huet de Conseil dunn eng Recommandatioun zu dëse Restriktiounen an der Méiglechkeet, dës Restriktiounen opzehiewen, ugeholl.

Dës Recommandatiounen a virun allem d'Lëscht vun de Länner, deenen hir Bierger prinzipiell net vun de Restriktioune betraff solle sinn, goufen eng Rëtsch Kéieren aktualiséiert. Déi leschte Kéier ass dat den 22. Oktober geschitt. Am Ament sinn néng Länner op där Lëscht, an zwar Australien, Japan, Neiseeland, de Ruanda, Singapur, Südkorea, Thailand, Uruguay an ënnert der Reserv vun der Reciprocitéit och China an d'Régions administratives spéciales vu China, nämlech Hongkong a Macau.

Zu Lëtzebuerg goufen déi Mesuren, wéi Der wësst, uganks am Artikel 14 vum Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz festgehalen. Nom Enn vum État de crise huet d'Chamber den 18. Juni dës Mesurë bis den 31. Dezember 2020 per Gesetz du verlängert. A mat dësem Gesetz verlängere mer dës Dispositiounen nach emol bis den 31. Dezember 2021, woubäi se duerch Règlement grand-ducal och éischter kënnen abrogéiert ginn, wa sech dann d'Situatioun verbessere géif.

Här President, den 8. Dezember hu mer de Rapport an der Kommissioun ugeholl. An ech géif mer erlaben, als President vun der Kommissioun lech matzedeelen, dass all d'Fraktiounen d'accord ware fir ze soen, dass mer just géifen de Rapport maachen an direkt duerno kéinten ofstëmmen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Rapporter Yves Cruchten. Ass nach een, deen d'Wuert zu dësem Projet de loi wëllt ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn, soudatt mer zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi kënne kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7717[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7717 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

An duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass d'Proposition de loi 7684 iwwert de Wunnengsloyer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un den Auteur-Rapporter vun der Proposition de loi, den honorabelen Här David Wagner, ginn. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

M. David Wagner *(déi Lénk), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. An der Sëtzung vum 21. Oktober vun dësem Joer hunn ech am Numm vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk d'Proposition de loi Nummer 7684 « portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil » deposéiert. Déi Proposition de loi ass dunn och eng Woch drop, den 28. Oktober, fir recevabel erkläert ginn.

Et ass bis den 3. Dezember u sech och gewaart ginn, fir d'Proposition de loi kënnen an der zoustänneger Kommissioun, der Logementskommissioun, ze presentéieren, dat och, fir dat kënnen zesumme mam Projet de loi vun der Regierung ze maachen, déi ee Mount méi spéit och op d'Iddi komm ass, fir e Gesetzesprojet ze deposéieren, deen an déi selwecht Richtung geet wéi d'Proposition de loi vun déi Lénk an deen herno och zur Debatt bei engem weidere Punkt wäert stoen.

An der selwechter Sëtzung sinn ech dunn och als Rapporteur ernannt ginn - dat war net an där selwechter Sëtzung, dat war den 10. Dezember. (ndlr: Den Här David Wagner gouf den 3. Dezember als Rapporteur ernannt.)

Här President, dës Proposition de loi steet an der Kontinuitéit vum Projet de loi, deen dës Chamber den 20. Juni vun dësem Joer gestëmmt huet an deen eng vun de ville Mesurë verlängert, déi wärend dem État de crise iwwer Règlement grand-ducal geholl goufen, fir wärend dëser Zäit eng Augmentatioun vum Loyer am Fall vun engem Bail, deen à échéance komm wier, ze verbidden. Dee Projet de loi huet dunn d'Mietgesetz deementspriechend verännert, datt dës Mesure bis den 31. Dezember 2020 géif prolongéiert ginn, also bis an e puer Deeg.

Well awer d'Covidpandemie nach net eriwwer ass a well déi ekonomesch a sozial negativ Auswierkunge leider riskéieren, eng länger Zäit unzedaueren, zemools fir Locatairen, déi dacks an enger onsécherer Situatioun sinn, wëllt déi heite Proposition de loi den Delai fir e weidert Joer, also bis den 31. Dezember 2021, weiderféieren. D'Argumentatioun war, datt ... D'Motivatioun, fir dës Proposition de loi ze deposéieren, déi läit u sech op der Hand. No enger Accalmie vun der Pandemie am Fréijoer sinn d'Zuelen, wéi mer wëssen, jo staark erofgaangen. Leider war dee Repit vu kuerzer Dauer, well am Summer d'Zuelen erëm staark an d'Luucht gaange sinn an d'Regierung motivéiert war, och eng Rëtsch Mesuren ze huelen am Hierscht, déi dës Chamber dann och ugeholl huet.

A wéi mer wëssen, hunn och vill aner Länner, doréinner och Nopeschlänner, erëm méi drastesch Mesurë geholl. Dat alles matenee kombinéiert dréit natierlech zu enger weiderer Verschlechterung vun de sozio-ekonomeschen Impakter op d'Bevëlkerung bäi.

Här President, de 4. November huet de Staatsrot an engem Bréif un de Staatsminister eng Prise de position vun der Regierung gefrot. Déi ass dunn och den 30. November dem Staatsrot matgedeelt ginn. An hirer Prise de Positioun deelt d'Regierung dann och dem Staatsrot mat, datt et preferabel wier, de Gel vun de Loyeren entspriechend dem Projet de loi 7713 nëmme bis op den 30. Juni 2021 ze prolongéieren, fir dës Verlängerung corollaire zur Verlängerung vun de Moossnamen iwwert de Chômage partiel ze etabléieren.

Ausser minimale Remarke legistescher Natur hëlt de Staatsrot weider keng Positioun an iwwerléisst, wéi et sech och gehéiert, der Chamber d'Recht, den Delai ze fixéieren.

Vusäite vun de Chambre-professionnellen huet just d'Chambre des Salariés Stellung geholl. An deem Avis, dee souwuel de Projet de loi vun der Regierung wéi och d'Proposition de loi vun déi Lénk behandelt, begréisst d'Salariatskummer d'Verlängerung vun der Moossnam, déi de Gel vun de Loyere weiderféiert.

D'Salariatskummer recommandéiert allerdéngs, d'Proposition de loi vum Marc Baum an David Wagner unzehuelen, an ënnerstäicht, datt d'Verlängerung vun dëser Mesure op d'mannst fir ee Joer misst weidergefouert ginn.

Weider fuerdert d'Salariatskummer, datt d'Verlängerung vum Gel vun de Loyere gekoppelt misst gi mat der Suspensioun vun den Deguerpissementer, wéi dat och en vigueur war wärend dem Krisenzoustand.

Allgemeng notéiert och d'Salariatskummer, datt si schonn zënter Längerem fir en temporairë Gel vun de Loyere plädéiert, an dat esou laang, bis e performante Modell vu Loyersdeckelung fir d'Protektioun vun de Locatairë fonnt gëtt. Trotz deene Remarken huet d'Logementskommissioun an hirer Sëtzung vum 10. Dezember proposéiert, déi heite Proposition de loi net unzehuelen.

Discussion générale

Här President, ech géif mer dann elo erlaben, net méi als Rapporteur ze schwätzen, an ech géif dann och meng Zäit als Sensibilitéit benotzen an och vun der Geleeënheet da profitéiere fir ze erklären, firwat sech d'Kommissioun an hirer Recommandatioun geiert huet.

Am Fong geholl, Här President, hätt een esou eng Mesure missen unhuelen, souguer wa mer net vun der Pandemie getraff gewiescht wieren. Dir wësst et all, mir erliewen zurzäit eng Erhéijung vun de Loyere pro Joer, déi sech etabléiert tëschent 12 % a 15 %. Bei der Locatioun läit d'Moyenne vun de Loyeren ongeféier bei 1.527 Euro fir en Appartement, an dat bei engem qualifizéierte Mindestloun vun 2.570 Euro brutto an engem onqualifizéierte Mindestloun vun 2.141 Euro brutto.

An enger normaler Situatioun misst u sech souguer en Empfänger vum onqualifizéierte Mindestloun sech eng Wunneng leeschte kënnen. Dat ass awer just nach an der Theorie eng Saach vun der Méiglechkeet.

Här President, wéi ech dat och virdrun ugeschwat hunn, huet d'Salariatskummer u sech gesot, datt een déi Mesure mindestens bis den 31. Dezember 2021 misst verlängeren. A mir hunn och dës Proposition de loi jo net deposéiert an der Illusioun ze mengen, datt mer elo grondsätzlech all Problemer vum Wunnengsmarché, déi op d'Locatairë falen, léisen. Et ass wierklech eng Mesure, déi mer proposéieren, am Kader vun dëser Pandemie ze huelen, well mer awer och dovunner ausgaange sinn, datt et méiglech wier, dës Proposition de loi u sech duerch déi Chamber hei votéiere kënnen ze loossen.

Schlussendlech huet awer den Depot vun dëser Proposition de loi och d'Regierung derzou motivéiert, en eegene Projet de loi ze maachen, dee manner laang dauert, mee deen ëmmerhi sechs Méint dauert. Ech mengen, an deem Sënn hu mer net fir näischt geschafft.

D'Situatioun bleift awer trotzdeem dramatesch. Egal wéi, ob dës Proposition de loi géif ugeholl ginn oder ob de Projet de loi herno vun der Regierung ugeholl gëtt, wäert et nëmmen derzou féieren, datt

d'Situatioun net vill méi schlëmm gëtt, wéi se bis elo schonn ass.

Mee mir menge weiderhin, genausou wéi d'Salariatskummer, datt zwielef Méint de Minimum wieren, well Locatairë brauche Sécherheet. Mir hunn och nach virdrun diskutéiert, datt vläicht deemno wéi nach weider Mesurë kéinte geholl ginn, datt déi nach méi kéinte verschäerft ginn. Dat war zum Zäitpunkt vum Depot vun däser Proposition de loi nach net an der Diskussioun, mee datt nach weider Mesurë kéinte geholl ginn.

Mee souguer ganz onofhängeg dovunner, ob weider Mesurë geholl ginn, déi natierlech och e weideren negative sozio-ekonomeschen Impakt op d'Bevëlkerung an op d'Locatairen hätten, misst ee weiderhin dee Gel vun de Loyere bis den 31. Dezember garantéieren. An am Prinzip, wéi ech och virdru gesot hunn, misst een dat garantéieren, soulaang keng aner richteg gräifend Mesure géif geholl ginn, fir d'Mietpräisser ze deckelen an der aktueller Situatioun, well mer mengen, datt d'Präisser souwisou schonn héich genuch sinn an datt och vill Proprietäre mat den aktuelle Loyeren duerchaus kënnen auskommen.

Ech wollt awer och soen, wa mer vu Proprietäre schwätzen, däerf een och net vergiessen, datt et net ëmmer esou ass, datt e Proprietär eng Persoun ass, déi hei zu Lëtzebuerg lieft, déi een deemno wéi kann erreechen iwwer Mail oder iwwer Telefon, déi vläicht souguer an der selwechter Strooss lieft, an datt déi Persoun vläicht och nach e gesonde Mënscheverstand huet - well et ginn där Proprietäre glécklecherweis - a seet: „Voilà, komm, mir léisen elo d'Situatioun! Mir versichen, eis eens ze ginn."

Neen, zu Lëtzebuerg ginn et och vill Proprietären, dat si Gesellschaften, déi oft international ramifizéiert sinn, déi vläicht hei eng Boîte hunn an esou weider, awer déi och net hei onbedéngt geréiert ginn a wou et u sech deene Leit, déi fir eng Societéit schaffen, déi Proprietär ass vun enger Wunneng, relativ egal ass, wat d'Situatioun ass vum Locataire hei zu Lëtzebuerg, dee vläicht souguer op engem anere Kontinent lieft a mat deem et sech souwisou net diskutéiere léisst.

Also si mer wierklech an enger Situatioun, wou d'Gesetz an deem Sënn muss gräifen. Ech wäert herno ..., weiderhi wäerte mer jo och nach iwwert de Projet de loi vun der Regierung diskutéieren. Do wäert ech och nach drop agoen, firwat mer mengen, datt déi sechs Méint, déi d'Regierung dann och proposéiert, an eisen Aen net duerginn. A wéi gesot, éierlech gesot, déi zwielef Méint, wa mer éierlech sinn, ginn och net duer.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Auteur-rapporter, dem Här David Wagner. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt op däser Plaz am Numm vun der CSV dem David Wagner vun déi Lénk en explizitte Merci soen, datt en dës Proposition de loi gemaach huet. Ech mengen, dat ass kloer, datt dat zum Parlamentarismus bäidréit, datt och d'Oppositiounsparteie Propositioune kënne maachen an datt och dës Propositiounen hei an der Plenière kënnen a sollen diskutéiert ginn.

Ben, ech wéilt hei drop agoen, datt och d'CSV-Fraktioun an deene leschte Méint d'ailleurs eng Rëtsch vu Propositions de loi gemaach huet. A mir wäre frou, wann dës och an de kommende Méint eng Kéier géifen hei an d'Plenière kommen, fir diskutéiert ze ginn.

Wat elo dëse Sujet ugeet, ech mengen, do ass et kloer, datt ee sech effektiv mat deem Sujet soll a muss ausernanersetzen. Do huet deen ee wéi deen anere seng Meenung an och seng Vuen derzou. Ech mengen, herno hu mer direkt de Projet de loi 7713 vun der Regierung virleien, dee seet, datt dës Verlängerung sollt bis den 30. Juni 2021 gemaach ginn an datt, esou wéi et an der Kommissioun och diskutéiert ginn ass vum honorabelen Deputéierten Yves Cruchten, een d'nächst Joer am Laf vum Abrëll/Mee eng Evaluatioun vun der Situatioun soll maachen. Ech mengen, dat ass dee richtegen Usaz an deem sollte mer och nogoen.

Wéi gesot, ech wéilt dat just nach eng Kéier rappeléieren an och dem David Wagner Merci soe fir dës Propositioun an hoffen, datt och alleguerten déi aner Propositiounen, déi vun der Oppositiounssäit gemaach gi sinn, an deenen nächste Méint da wäerten hei an der Plenière kënnen diskutéiert ginn.

An dësem Sënn wäert d'CSV-Fraktioun däser Propositioun net nogoen. An duerfir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lies. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, et ass - wéi soll ech soen? - e bëssen e spezielle Moment, den Här Wagner hei als Rapporter ze gesi bei engem Gesetz, dat ass, well e seng Proposition de loi gemaach huet. Ech géif ëm dofir Merci soe fir seng zwee Rapporten, säi schrëftleche wéi och säi mëndlechen.

Dëst gesot, vläicht zum Inhalt heivun: Ech mengen, d'Regierung huet jo relativ fréi, eigentlech wärend der éischter Well, den 20. Mee, fir genau ze sinn, decidéiert ze soen: „Ben, mir wëllen an där Situatioun, an där mer haut hei sinn, grad déi vulnerabelst Leit, déi jo ganz oft eeben an der Situatioun sinn, dass se Locataire sinn, schützen a mir wëllen eigentlech derfir suergen, dass et zu kenger Loyerserhéijung fir Habitatiounszwecker, also Wunnzwecker, soll kommen." Dat ass eppes, wat mir als Partei, awer, ech mengen, och d'ganzt Parlament deemools begréisst hunn. Dat ass gelaf ..., bis den 31. Dezember leeft et elo nach dëst Joer. An ech mengen, deemools, also den 20. Mee, huet d'Regierung eigentlech keng Proposition de loi derfir gebraucht, fir déi Decisioun ze treffen.

Ech mengen och, am Géigesaz zu deem, wat den Här Wagner sot, dass dat och an deem heite Fall esou ass. Firwat? Well mir nach ëmmer an där Situatioun sinn. Mir hate ganz interessant Diskussiounen an der Logementskommissioun zu dësem Text, awer och zum Projet de loi vun der Regierung dann, deen als nächste Punkt um Ordre du jour ass, wou, ech mengen, mer eis eens waren an och den zoustännege Minister, den Herni Kox, deem ech heifir felicitéiere wëll respektiv fir déi Diskussioun, déi mer do konnte féieren, deen eis gesot huet: „Jo, wat herno ass ..., dat gëtt just op sechs Méint ..."

Den Här Wagner huet proposéiert, fir et bis den 31. Dezember ze maachen, mee et ass awer gesot ginn, ben, mir analyséieren d'Situatioun matzäiten, am Mee denken ech emol, fir ze kucken: Ass et néideg, nach dat Gesetz ze verlängeren, jo oder nee? An dann, ech mengen, do wier awer de Support grouss gewiescht, wann sech dat da sollt erausstellen, dass dat nach néideg wär, am Kader vun der Covidkris dat ze maachen, dass mer dann op dee Wee géife goen.

Dëst gesot, wéi gesot, géif ech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei hei leider soen, dass mer dëst Gesetz, dës Proposition de loi net wäerte matstëmmen. Firwat? Ma well mer dat Gesetz herno wäerte stëmmen. Dat heescht, mir géifen op de Wee goen, eng Stagnatioun vun de Loyerspräisser fir Habitatiounszwecker bis den 30. Juni ze loossen. An dofir géif ech dann den Nee vun eiser Fraktioun op dësem Wee emol eng Kéier kënne soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Max Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Merci, Här President. An ech schléisse mech och deene Mercien un, déi d'Kolleegen elo schonn ausgedréckt hunn a Richtung vun dem Här Baum a vun dem Här Wagner, déi den Depot vun där Proposition de loi gemaach hunn. Iwwert de Fong hu mer elo alles héieren. Et geet am Endeffekt als Ënnerscheed just nach drëms, wéi laang déi Mesure lafe soll, ob se sechs Méint leeft a mer da kucken, wéi d'Situatioun ass, oder ob se zwielef Méint leeft. Dat ass nach dee groussen Ënnerscheed.

Ech schléisse mech och dem Max Hahn un a recommandéieren och menger Fraktioun, dës Propositioun de loi net ze stëmmen. An ech hoffen, dass den Här Wagner an den Här Baum e klengen Trouscht doranner fannen, wann ech hei soen, dass si awer och e Meritt hunn um Projet de loi, deen duerno gestëmmt gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Cruchten. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt natierlech e grousse Merci un den Här Wagner fir den explizitte Rapport. Mir wäerten dës Propositioun natierlech och leider net matdroen. Ech erklären och, firwat. Mir sinn natierlech mam ganze Prinzip averstanen a mir soe guer net de Contraire, mee an der aktueller Situatioun ass et immens wichteg, dës Hëllefsmesuren un d'Entwécklung vun der sanitärer Kris unzepassen. Mir liewen an enger Ausnamesituatioun, déi mir bis elo esou nit kannt hunn - mir net, eis Elteren net, eis Grousselteren net.

M. Roy Reding *(ADR)*.- O dach! O dach!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- An dofir ...

M. Roy Reding *(ADR)*.- Gitt Iech erëm setzen!

Plusieurs voix.- Fuert weider!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng)*.- Dofir ass et wichteg, all déi sanitär Mesuren au fur et à mesure unzepassen, fir datt déi esou gerecht wéi méiglech der Situatioun och kënne Rechnung droen, an och un deene richtege Schrauwen ze dréien, déi och eppes bewierken.

Mir hu momentan e Gesetz, dat d'Erhéijung vum Loyer verbitt. Dat war den 20. Juni votéiert ginn. Mir hunn och schonn an der Chamberskommissioun diskutéiert, datt mer dës Mesuren eventuell wäerte weider verlängeren, wann déi ganz Situatioun et natierlech verlaangt.

Haut si mer sechs Méint méi spéit a leider hate vill Wëssenschaftler Recht, wéi si vun enger zweeter a vläicht och nach vun enger drëtter Well geschwat hunn. Dofir mécht et och méi Sënn, dat besteeënd Gesetz ze verlängeren, amplaz e ganz neit Gesetz ze wielen. Virun allem - an, ech mengen, do si mer eis eens, Här Wagner, a mir alleguer hei an deem Sall - wäerte mer de Problem, dee wichtege Problem oder, wéi den Här Wagner gesot huet, deen dramatesche Problem net mat punktuelle Mesurë beim Logement léisen.

D'Impfung kënnt och ëmmer méi no. Vläicht hu mer och doduerjer deemnächst, hoffentlech, och erëm e bësse méi en normaalt Liewen. Dofir mécht et duerchaus an dësem Kontext net Sënn, fir direkt eng Covidmesure ëm ee Joer ze verlängeren oder eeben e ganz neit Gesetz derfir ze stëmmen, dat ee ganzt Joer géif daueren.

Jo, d'Chambre des Salariés begréisst dës Prolongatioun vu ganzen zwielef Méint, mee wa mer dat heiten net wäerte matdroen, wëllt et awer och net heeschen, datt mer dat aktuellt Gesetz, dat mer elo geschwë wäerten ëm sechs Méint verlängeren, net sollen nach eng Kéier ëm sech an nach eng Kéier ëm sechs Méint verlängeren, deemno wéi, wéi gesot, d'Situatioun sech verännert.

Hei däerf een och wierklech net vergiessen, datt mer vu Covidmesurë schwätzen, déi solle punktuell agesat ginn.

Aus all deene Grënn kann ech och fir déi gréng schwätzen a soen, datt mer dës Proposition de loi net wäerte matdroen. Ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Ier ech zum Sujet schwätzen, wëll ech main Zwëscheruff hei nach eng Kéier bekräftegen. Ech kann et net méi héieren, datt eng Situatioun wéi déi, déi mer elo hei hu mat der Covidkris, verglach gëtt mat deem, wat eis Elteren a virun allem eis Grousseltere matgemaach hunn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR)*.- Wéi si heemkoumen, dunn hate si net e Problem vu Loyer, dee geléiert ginn ass. Hiert Haus stoung net méi do! Dat war hire Problem! Kommt, mir setzen einfach emol Saachen an de Kontext a mir dramatiséieren hei net eng sanitär Kris!

Elo zum Text: Mir wäerten elo gläich eestëmmeg de Projet de loi stëmmen, deen de Gel vum dem Loyer fir sechs Méint viruschreift, an dat ass gutt esou, dat eeben um Rame vun där sanitärer Kris.

Mir als ADR sinn ënner kengen Ëmstänn fir d'Verlängerung bis den 31. Dezember, an dat aus zwee Grënn. Éischtens: Mir wëssen net, wéi laang déi sanitär Kris dauert. Kommt, mir kucken emol, wat geschitt! An zweetens muss ee jo och iergendwann eng Kéier ufänken ze differenzéieren. An da muss ee kucken, wat fir eng Loyere geléiert a wat fir eng eventuell net musse geléiert bleiwen. Net all Locataire gehéiert ipso facto zu deene vulnerabele Leit. Hei an der Staat gëtt et Leit, déi loune fir 4.000 oder 5.000 oder 6.000 Euro hir Villaen. Ech denken net, datt et déi sinn, un déi mer hei mussen denken.

Duerfir, vun der ADR-Säit „nee" zur Propositioun, „jo" zum Projet. Ech wäert och dozou dann duerno net méi schwätzen. D'Positioun vun der ADR ass kloer!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roy Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och e ganz éierleche Merci un den David Wagner. Als kleng Partei wësse mir, wéi eng grouss Erausfuerderung et ëmmer ass, wann een eng Propositioun schreift an och duerno verschafft. An dofir e groussen éierleche Merci fir hir Aarbecht!

Ech wëll awer hei nach eppes Klenges anuerdnen, dofir hunn ech mer d'Datumen och nach eng Kéier ganz genau erausgeschriwwen: Also, et muss ee schonn och dobausse soen, et waren déi Lénk, déi den 21. Oktober dermat komm sinn. D'Regierung ass duerno nogezunn, den 18. November; mat engem aneren Datum. Also bon, do kann ee sech eng Meenung driwwer bilden, dat ass elo jidderengem fräigestallt. Mir hunn eis Meenung derzou.

Mir wäerten dëse Projet och matdroen, well et ass ganz richteg: Et brauch een als Locataire eng gewësse Garantie an dat ass net nëmme sechs Méint. Also, et muss ee jo éierlech sinn, et wär elo kengem en Zack aus der Kroun gefall, wann een einfach seet: „Okay, bis Enn Dezember gi mer hin a mir ginn deene Leit, déi jo awer meeschtens - jo et ginn e puer Villaen an der Stad, mee dat ass jo elo net d'Majoritéit am ganze Land - Locataire sinn, op d'mannst eng Garantie."

Mir Piraten wäerten haut eisen Accord ginn, fir och op e Joer ze verlängeren. A mir hoffen - vläicht brauch een et jo net -, wann een elo am Juni/Juli soll verlängeren ... Mee ech mengen awer, dass d'Regierungsparteien nach eng Kéier wäerten op dëse Projet zréckkommen an e souwisou wäerte verlängeren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement*.- Merci, Här President. Aus Respekt huelen ech awer och d'Wuert, fir als Éischt hei den Deputéierte vun déi Lénk, deenen zwee, da Merci ze soe fir hir Propositioun. Ech hunn ëmmer an der Kommissioun gesot: „All Iddi soll diskutéiert ginn", an dat hu mer, säit ech Minister sinn ... Dir kënnt duerchaus gleewen an och noliesen, dass mer sämtlech Thematiken ëmmer ausféierlech an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Och bei dësem Projet hu mer am Virfeld, wéi mer en déi éischte Kéier deposéiert hunn, an dat war am Kader vun der Covidkris, schonn deemools gesot - ech hunn et awer elo net direkt nogelies -, dass mer selbstverständlech an der Kohärenz vun der Behandlung vun där Kris ëmmer erëm op déi Mesuren zréckkomm sinn.

Dofir muss ech och widderspriechen, Här Goergen, wann Der sot, den Här David Wagner hätt et den 21. Oktober erabruecht. Mir hunn et eréischt den 18. November decidéiert an der Regierung, well mer wéinst der Kohärenz net nëmmen eng Mesure an deem Regierungsrot geholl hunn. Mir hunn nämlech an deem selwechte Regierungsrot de Chômage partiel och verlängert, well mer gesot hunn, wa mer Mesuren huelen, kucke mer, d'Kohärenz iwwert déi ganz Mesuren duerch ze kucken.

Effektiv ass dës Mesure just eng punktuell Mesure fir e ganz wäitgefächerte Problem - dat kréie mer och net mat däser Mesure geléist -, nämlech d'Logementskris. An do stinn ech och derzou, dass mer nach ganz aner Mesurë brauchen.

Dofir wëll ech och nëmmen drun erënneren, dass mer jo Projet-de-loien do leien hunn. D'Regierung, oder eise Ministère, mäi Ministère, huet d'Hausaufgabe gemaach. Mir hunn e Projet de loi éischtens fir den ëffentleche Wunnengsbau do leien, deen nach muss diskutéiert ginn, ganz kloer. An Dir wësst alleguer, an ech war laang genuch an der Chamber: E Gesetz, dat an d'Chamber kënnt, kënnt ni esou eraus.

An dat zweet Gesetz, wou och den Deel iwwert de Loyer dran ass, dat ass d'Bail-à-loyer-Gesetz. Dat läit och do. Mëttlerweil si jo elo, ech mengen, dräi oder véier Avisen do. A mir hu jo schonn ugefaangen, an der Kommissioun iwwert de Bail à loyer ze diskutéieren, déi eenzel Punkten. Do kënnt natierlech dat heiten och derbäi.

Dofir war et an der Kohärenz fir ze soen: „Dofir hu mer jo och verlängert." Dat heiten ass eng nei Proposition de loi, déi mer hei sollte stëmmen. Mir hu gesot, dass mer dat Gesetz, dat mer deposéiert hunn, sollen an der Kohärenz weiderlafe loossen, awer sou, dass mer dat gemeinsam diskutéieren, sief et an der Regierung, sief et an der Chamber. Dofir hunn ech deem jo och, den Här Cruchten huet dat nach eng Kéier virdru gesot, an der Chamberskommissioun direkt zougestëmmt.

Et ass jo selbstverständlech, dass déi Mesuren, déi mer de Moment an der Covidkris all hunn, stänneg diskutéiert ginn a stänneg ofgewie ginn. Dofir ass et, mengen ech, vun der Form okay, dass ech Respekt derfir bréngen, well ech och selwer eng Kéier an der Oppositioun esou ee Projet de loi duerch d'Instanze kritt hunn an och gestëmmt krut.

An dat Zweet ass: Mam Inhalt kann ech natierlech als Regierung net d'accord sinn, well mer dat jo gläich nach eng Kéier debattéieren. Do huelen ech mer dann zwou Minutte méi laang, fir nach eng Kéier op aner Mesuren anzegoen.

Dofir soen ech elo emol Merci fir dëse Moment.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Henri Kox. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 7684

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 7684. Den Text steet am Document parlementaire 7684[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Proposition de loi bei 4 Jo-Stëmmen a 55 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

13. 7713 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Mir kommen elo zum Projet de loi 7713 iwwert de Wunnengsloyer. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet haut drëms, de Leit eng Stabilitéit a puncto Loyersausgaben ze ginn. Ech stellen Iech de mëndleche Rapport vir zum Gesetzesprojet 7713 iwwert d'Verlängerung vun der Mesure vum temporairë Verbuet vun enger Loyerserhéijung.

Mam Gesetz vum 20. Juni 2020 hu mir am Fréijoer all Erhéijung vun engem Loyer am Wunnberäich verbueden. Wéi de Bail à loyer, also de Bail à usage d'habitation, definéiert ass, steet am Gesetz vum 21. September 2006 am Artikel 3 Paragraf 5. Domadder hate mer am Kontext vun enger Ausnamesituatioun, dem État de crise, deem Ganzen och e legale Kader ginn.

Dës Mesure gouf geholl, well vill Matbiergerinnen a Matbierger duerch déi sanitär Kris vum Covid-19 eeben och en direkten Impakt op de Revenu hunn. Eng zousätzlech Erhéijung vum Loyer wäert an der aktueller Situatioun fir vill Haushalter och fatal sinn. Mir schwätzen hei net nëmme vun enger sozialer Mesure, mee virun allem vun enger mënschlecher Mesure. Doduerjer, datt mer all Erhéijung vun engem Loyer am Kader vum 2006er-Gesetz verbueden hunn, hu mer Locatairen um privaten Wunnengsmarché och geschützt.

Mam Bléck op déi sanitär Situatioun gëtt mat deem heite Gesetzesprojet dës Dispositioun nach ëm sechs Méint verlängert, dat heescht bis den 30. Juni 2021. Hei besteet och, wéi scho virdru gesot ginn ass, e Parallelismus an eng Kohärenz zu deenen anere Mesurë wéi zum Beispill dem Chômage partiel, déi mer och schonn ëm sechs Méint verlängert hunn.

Mir ginn de Leit op dës Manéier eng gewësse Sécherheet, wat d'Loyerserhéijung ugeet, an domadder och eng gewësse Stabilitéit a Planbarkeet. Well keen am Moment weess, wéi et muer wäert ausgesinn, ass et wichteg - an, ech mengen, dat hu mer och schonn, wéi virdru gesot, an der Chamberskommissioun ugeschwat -, a fënnef Méint nach eng Kéier de Bilan heizou ze zéien an ze kucken, ob dat Ganzt sollt verlängert ginn, wann néideg, a wéi et soll verlängert ginn.

Wéi bis elo bleift et natierlech dem Proprietär fräigestallt, säi Loyer temporaire ze senken bezéiungsweis mat sengem Locataire eng Staffelung auszehandelen, wann dëse Retarde beim Bezuele vu sengem Loyer huet. De Locataire bleift also weiderhin un d'Bezuele vum Loyer gebonnen, esou wéi et a sengem Kontrakt festgeluecht ass.

Ech wëll elo kuerz op d'Aarbechten an der Logementskommissioun agoen: De Gesetzesprojet gouf den 18. November deponéiert. De Staatsrot huet säin Avis de 4. Dezember 2020 virgeluecht a formuléiert, keng speziell Observatiounen ze hunn. D'Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés sinn alle béid favorabel. Si gesinn an dësem Gesetzesprojet eng Mesure, déi déi wirtschaftlech Situatioun vun engem Locataire schützt.

D'Chambre de Commerce mierkt un, datt een en änleche Prinzip och hätt missen fir d'Baux-commerciallen afeieren. An d'Chambre des Salariés stellt déi Fro eeben, ob sechs Méint duerginn. Mee wéi mer scho virdru gesot hunn, wéi ech dem Här Wagner geäntwert hat, wäerte mir dat Ganzt kucken an au fur et à mesure upassen. De Projet de rapport ass och den 10. Dezember eestëmmeg an der Logementskommissioun ugeholl ginn.

Dat gesot ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen e grousse Merci un d'Membere vun der Logementskommissioun fir dat gutt Zesummeschaffen an natierlech och un all déi, déi un dësem Gesetzesprojet matgewierkt hunn.

Merci villmools fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Rapportrice. Ech mengen, et gëtt och hei den Accord vun alle politesche Fraktiounen a Sensibilitéiten, datt mer hei e kollektiven Accord kënne kréien.

Ass nach een, dee wëllt d'Wuert zu dësem Projet huelen? Den Här David Wagner.

Discussion générale

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Keng Angscht, ech maachen et net ganz laang. An et ass souwisou och Modèle de base.

E puer Saachen: Mir wäerten natierlech dee Projet de loi matstëmmen, well sechs Méint ass awer nach ëmmerhi besser wéi näischt. An ech hu jo verstanen, datt déi zwielef Méint net wäerte geholl ginn.

E puer Iwwerleeungen awer: Also, mir sinn an engem État de crise. Mir sinn an engem État de crise zënter Joren, mir sinn an engem État de crise vum Logement. A wann een an engem ... Mir hunn dat zwar net formal decidéiert, quitte datt et zwar interessant wier, fir dat awer och eng Kéier an dëser Chamber formal ze decidéieren, datt mer an engem État de crise vum Logement sinn, well Dausenden an Dausende vu Leit wierklech an d'Aarmut gedriwwe ginn, wann näischt ganz séier geschitt!

Huele mer un, mir - déi Lénk - wieren an der Regierung a mir hätten de Logementsministère, mir géife fir d'éischt emol derfir suergen, och de Finanzministère ze hunn, da kann een e bësse méi koordinéiert virgoen.

(Brouhaha)

Ech mengen, eng vun den éischte Mesuren, déi ee misst huelen als Logementsminister an der aktueller Situatioun ...

(Hilarité)

Dir laacht, jo, mee wie weess?

(Interruption par M. Aly Kaes et hilarité)

Jo, Aly, deen och, deen och! An den Intérieur! Mir huelen alles.

(Hilarité et interruptions)

Déi éischt Mesure, déi ee misst huelen als Logementsminister, dat wier u sech, e Gel vun de Loyeren de manière indéfinie ze dekretéieren. Jo, dat misst ee maachen, soulaang - soulaang! - keng Gesetzgeebung steet, fir d'Loyeren ze deckelen, well se soss einfach weiderginn. Dat heescht, mir géifen einfach soen: „Ok, mir schaffen elo un engem neie Gesetz. D'Mietgesetz gëtt reforméiert a mir suergen derfir, datt d'Loyeren erofginn a wärend dëser Zäit ginn d'Loyeren op jidde Fall net méi erop."

Et gëtt gesot, datt d'Regierung souwisou ..., si huet jo Projet-de-loien - de Projet de loi ass eng Reform vum Bail à loyer - deposéiert. Mir hu schonn driwwer diskutéiert an der Kommissioun. Ech muss soen, an der aktueller Fassung sinn ech guer net zefridde mat dësem Projet de loi vun der Regierung - d'ailleurs och net d'Chambre des Salariés, déi en och éischter zerrass huet.

Well de Problem ass deen: Quitte datt et vläicht positiv Punkte ginn an deem aktuelle Projet, wat d'Wunngemeinschaften ugeet an esou weider, dat ass richteg, do gëtt endlech Kloerheet geschafen, et muss ee vläicht nach e puer Detailer kucken, dat ass ganz richteg, do ass éischter eng gutt Aarbecht geleescht ginn, mee de Kär vun der Reform vum Bail-à-loyer-Gesetz misst jo dee sinn, datt d'Loyere sensibel net méi eropginn a souguer erofginn, datt se erëm bezuelbar ginn, op eng relativ séier Aart a Weis, well soss hu mer jo näischt geschafft! A bis elo ass déi eenzeg Mesure, well ... Ech wëll elo net diskutéieren iwwert déi 5 % an esou weider. Ech hu jo keng Zäit a mir schwätze jo net iwwert dee Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat ass ganz kloer. Mee, ech mengen, an der aktueller Situatioun hu mer nach ëmmer keng zefriddestellend Projet-de-loien, déi sech u sech koppele kéinten un dee Gel. Dofir menge mer, datt et wierklech besser wier, mir hätten net nëmmen een op zwielef Méint, mee e Gel des loyers op eng indefini Aart a Weis.

Duerno ass och nach argumentéiert ginn: „Mir kucken d'Entwécklung vun der sanitärer Situatioun." Bon, virdrun, ganz am Ufank vun dëser Sëtzung bei der Diskussioun vun der Fro urgente, déi d'Madamm Hansen gestallt huet, ass e bëssen erauskomm, datt d'Regierung actuellement emol net esou richteg weess, wéi d'Situatioun d'nächst Woch ass, mee bon, ech weess et zwar och net, ganz dovunner ofgesinn, mee si bréngt et trotzdeem fäerdeg, fir op déi nächst sechs Méint awer eppes festzeleeën.

Mee ech wëll soen, datt een déi Mesure net un d'sanitär Situatioun misst koppelen, mee un déi sozial Situatioun misst koppelen, well souguer, wa mer de Covid elo an deenen nächste Méint géife lassginn, huele mer un, an deenen nächste sechs Méint géife lassginn, huele mer un, den 30. Juni 2021 ass de Covid - mir hunn e Vaccin, mir kënnen dat traitéieren - eng Lappalie ginn, mee dann hu mer nach ëmmer eng sozial Situatioun, déi ganz problematesch wäert sinn an déi nach méi problematesch wäert si wéi déi aktuell Situatioun, an där mer sinn.

Dat heescht, u sech misst een déi sozial Mesuren, déi mer huelen, net un d'sanitär Entwécklung koppelen, mee un déi sozial Entwécklung koppelen! An ech mengen, wann een - zemools, mir hunn elo iwwert de Budget geschwat - quasi all Avise gesäit, wësse mer ganz genau, datt se sech net wäert verbesseren an datt mer mat villen Nowéie wäerte liewe mussen. Voilà!

Ok, ech hunn nach zwou Sekonnen. An deem Sënn soen ech Iech Merci a mir wäerten natierlech deen heite Projet de loi matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Den Här Marc Lies huet nach d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen et ganz, ganz kuerz. Ech wéilt awer och héiflechkeetshallwer der Rapportrice Semiray Ahmedova Merci soe fir d'Presentatioun respektiv hire Rapport zu dësem Projet de loi.

D'CSV wäert sech dësem Projet de loi vun der Majoritéit uschléissen. Et ass e pertinenten Text an, wéi virdru scho gesot, eng Evaluatioun soll am Abréll/Mee heivu gemaach ginn an da gesi mer weider. Duerfir, an deem Sënn, e Jo vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Lies. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, da ginn ech d'Wuert un d'Regierung, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, *Ministre du Logement.*- Nach eng Kéier merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech awer och der Rapportrice Merci soe fir deen ausféierleche Rapport. Da wollt ech awer nach dräi Wierder iwwert de Logement am Allgemenge verléieren.

Am Ënnerscheed zum Här David Wagner sinn déi gréng elo an der Regierung. An, ech mengen och, dass mer scho ganz vill ugepaakt hunn. An ech zielen dat einfach op.

Ech hu vun Ufank u gesot, fir d'Logementskris, wa se et dann ass, an ech mengen, si ass do, dass mer eis Gesetzgeebungen all, wat d'Demande a sech ugeheizt huet, eriwwerswitchen op d'Offer. A mir hu gesot: „Dat gi mer un a mir iwwerkucke sämtlech Gesetzer." Dofir fänken ech dann och domadder un.

Éischtens: D'Salubritéitsgesetz hu mer virun engem Joer genau hei gestëmmt - oder Dir hutt et gestëmmt -, well do och e ganz grousse Problem ass.

Zweetens hunn ech gesot, dass mer dee Projet de loi iwwert d'Offer iwwert d'ëffentlech Hand mussen iwwerstëmmen (veuillez lire: mussen iwwerschaffen). Dofir ass de Projet de loi fir de Pacte Logement 2.0 deposéiert ginn.

Derniewent huet d'Inneministesch de Baulandvertrag nach eng Kéier iwwerschafft an deposéiert. Dat ass och um Instanzewee, ënner anerem mat enger Lotissementsflicht, dass lotisséiert muss ginn, a mat enger Bauflicht, net, dass mer erëm muer Baulücken hunn, där mer der schonn haut esou vill hunn, ënner anerem mam Remembrement ministériel, fir endlech e puer Parzelle méi séier ze lotisséieren.

En drëtte Projet ass dee vum Fonds spécial - dat hu mer gesot -, dass mer emol en Iwwerbléck kréien iwwert d'Situatioun: Wat subventionéiere mer? Wéi gëtt subventionéiert?

E véierte Projet ass de Bail à loyer. Dat läit um Dësch, d'Avise sinn do. Et gëtt d'nächst Joer diskutéiert mat deenen etlechen Definitiounen, wou mer eis nach mussen ausschwätzen. De Syvicol huet deels differenzéiert doriwwer geschwat, well en awer och, mengen ech, an dofir hunn ech eng Reunioun mat hinnen am Januar elo geplangt, verschidde Punkten duerjerneegehäit.

Mir geheien nach ëmmer duerjerneen tëschent Colocatioun - eng solidaresch Gemeinschaft, déi mer sollten ënnerstëtzen - a Cohabitatioun, wou a sech Geschäfter gemaach ginn, andeem een ..., et kann een et och definéieren als Kaffiszëmmer. Mir mussen déi Differenzéierung maachen. Mir musse vläicht méi Kontroll do erakréien. Ech sinn op, fir dat mat Iech ze diskutéieren, fir dat alles kënnen dann à fond ze diskutéieren.

Mir hunn d'Subventioun de loyer an d'Luucht gesat, dat heescht, innerhalb vun engem Joer - dat wësst Der, déi déi an der Kommissioun vum Logement sinn, do hu mer ganz vill iwwer differenzéiert Projeten diskutéiert. Ech hunn och en Deel vun deene Suggestiounen, déi gemaach gi sinn, an déi entspriechend Gesetzer afléisse gelooss. Am Bail à loyer fannt Der Ären Numm zum Beispill, David Wagner, well ech op verschidde Propositioune vun Iech zréckkomm sinn.

Ech wëll och dem Här Lies soen: Dir hutt eng Rei Propositioune gemaach. Ech sinn net deen, deen decidéiert, ob eppes hei decidéiert gëtt. Ech mengen, an der Kommissioun ass awer gesot ginn, dass déi Projeten natierlech hei och kënnen diskutéiert ginn. A wann Elementer dovunner gutt sinn, da solle se och iwwerholl ginn an engem Gesetz, dat mir als Regierung dann och wëllen deposéieren.

Zum Schluss wëll ech awer och soen, dass eng Rei steierlech Moossnamen hei scho proposéiert goufen, déi och am Kader vum Budget dann och d'nächst Joer wäerten a Kraaft trieden. Ech hunn och dem Här Roth ganz gutt nogelauschtert, wéi hien hei iwwer verschidde steierlech Moossnamen am Logement nach diskutéiert huet. Och déi Propose wäerte mer mat eranhuelen, soudass mer alles gläichzäiteg an deenen entspriechende Kommissiounen diskutéieren.

Dofir soen ech Merci, dass Der d'Regierung ënnerstëtzt, fir de Loyer-Gel nach eng Kéier um e halleft Joer ze verlängeren. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Henri Kox. Parole après ministre fir den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Merci och dem Minister Kox. Här President, ech si just e bësse genéiert, ech wollt just eppes soen: Här Minister, ech sinn e Goujat. Ech hu vergiess, virdrun der Rapportrice ze felicitéiere fir hire ganz gudde Rapport.

(Exclamations)

An dee war wierklech ganz gutt! Ech wollt hir och felicitéiere fir hir Aarbecht als Presidentin vun der Logementskommissioun, d'autant plus well ech hir d'Aarbecht net ëmmer ganz einfach maachen, mee et verleeft ëmmer ganz fair. Dat war mäi leschte Wuert fir dëst Joer.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Ech mengen, d'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7713 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7713. Den Text steet am Document parlementaire 7713[3].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Da maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di

Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. 7705 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

7707 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises

Als leschte Punkt op eisem Ordre du jour hu mer d'Projets de loi 7705 a 7707 iwwert d'Verlängerung vu Bäihëllefen zugonschte vu Projeten, déi d'Covid-19-Pandemie bekämpfen. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht ginn. Déi zwee Projete ginn da vum gemeinsame Rapporter vun deenen zwee Projeten, dem Här Claude Haagen, presentéiert. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace sur les projets de loi n° 7705 et n° 7707

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Wéi Der et gesot hutt, wäert ech mäi mëndleche Rapport fir déi zwee Projet-de-loie 7705 a 7707 zesumme maachen. An et gëtt natierlech herno och, wéi d'Prozedur et virgesäit, getrennt ofgestëmmt.

Dir Dammen, Dir Hären, mat deem Projet de loi 7705 wëlle mer eng Rei Hëllefe fir d'Betriber vum 31. Dezember 2020 op den 30 Juni 2021 verlängeren, fir eeben déi wirtschaftlech Konsequenze vun der sanitärer Kris ofzefiederen. Dës Verlängerunge baséieren op enger Decisioun vun der EU-Kommissioun vum 13. Oktober vun dësem Joer, déi een zäitlech befristete Kader setzt, fir dës Hëllefe bis den 30. Juni vun nächste Joer 2021 wäerte kënnen ze erlaben. Gläichzäiteg ginn e puer Adaptatiounen un de besteeënden Hëllefe gemaach. Konkreet ännere mer mat dësem Gesetzesprojet dräi Gesetzer mat verschiddenen Typpe vun Hëllefen of.

Éischtens: d'Gesetz iwwert de Régime de garantie vum 18. Abrëll 2020, dat staatlech Garantien an der Héicht vu 85 % vu 25 % vum Chiffre d'affaires virgesäit, fir eebe Prêten ofzesécheren an ze garantéieren. Um Stand vum, ech mengen, et war den 10. Dezember vun dësem Joer, goufen 340 där Prêten ugeholl fir e Gesamtmontant vun 146 Millioune. Am Ganze gëtt de Staat dovunner 124 Millioune Garantien. Nieft der Verlängerung vun dësem Regimm gëtt nach eng kleng Adaptatioun gemaach. All Hëllef vun iwwer 100.000 Euro muss an Zukunft um Site vun der EU-Kommissioun publizéiert ginn.

Zweetens: D'Gesetz iwwert de Régime „lutte Covid" vum 20. Juni 2020 fir d'Férderung vun de Projeten, déi hëllefen, d'Pandemie ze bekämpfen, gëtt heimadder ugepasst. Et geet ëm d'Recherche an d'Entwécklung an d'Hierstellung vu Produiten, déi am Kontext vun der Pandemie gebraucht ginn. Well mer haut bei esou Produkter wéi zum Beispill Desinfektiounsgel am Géigendeel zum Ufank vun der sanitärer Kris keng Enkpäss méi hunn, ginn dës Hëllefen zwar bis den 30. Juni d'nächst Joer verlängert, awer de Maximum vun der finanzieller Hëllef gëtt vun 80 % op 60 % erofgesat. Eng Ausnam gëllt fir d'Recherche fondamentale, d'Grondlagefuerschung, déi, wéi virgesinn, bis zu 100 % ka subsidéiert ginn.

D'Date limite, fir eng Demande eranzereechen, gëtt op den 31. Mee verlängert. Et gëllt och hei eng nei Transparenzreegel, no där Hëllefe vun iwwer 100.000 Euro um Site vun der EU-Kommissioun musse bekannt gemaach ginn.

Bis elo goufe fir dësen Typ vun Ënnerstëtzung 36 Demanden eragereecht. 4,9 Millioune Euro goufe fir Fuerschungsprojete bewëllegt, 4,4 Millioune Euro goufe fir Investitiounsprojeten ausbezuelt.

Dat drëtt Gesetz an deem heite Kader iwwert de Régime d'investissement „Neistart", dat ofgeännert gëtt, ass dat vum 24. Juli, och vun dësem Joer, iwwert d'Investitiounsbäihëllefe fir d'Entreprisen, déi besonnesch ënnert de Konsequenze vun der sanitärer Kris gelidden hunn. Den Zäitraum, dee gekuckt gëtt, fir d'Perte beim Chiffre d'affaires ze berechnen, gëllt domat vun Abrëll bis Dezember 2020. Den Delai, fir d'Demanden eranzereechen, gëtt op den 1. Juni d'nächst Joer verlängert, bewëllegt musse se bis den 30. Juni 2021 sinn. Déi Projeten, déi vun dësen Investitiounsbäihëllefe profitéieren, mussen och heimadder eréischt no dräi Joer an net, wéi dat initialement virgesi war, no zwee Joer ofgeschloss ginn. Et ass also och eng Verlängerung vun deem Delai.

258 Demandë fir dës Zort vun Investitiounsbäihëllefe goufe bis elo eragereecht an de Staat huet insgesamt Subventiounen an Héicht vun 22,6 Millioune Euro accordéiert. Och dës Zuele waren am Kader vun eisen Diskussiounen an der Kommissioun gefrot ginn a si stinn och am schrëftleche Rapport.

Dës Ëmännerungen a Verlängerungen hunn, wéi dat virgesinn ass, der Europäescher Kommissioun misse gemellt ginn, wat och gemaach ginn ass a wou och den Accord vun der zouständeger Kommissioun komm ass.

Här President, ech kommen dann zum zweete Projet de loi, dem Projet de loi 7707. Am Kader vun enger geplangter Reform vun den erlaabte staatleche Bäihëllefen huet d'EU-Kommissioun iwwert d'Reglement mat der Nummer 2020/972 den 2. Juli zwee besteeënd Reglementer bis Enn 2023 verlängert an zum Deel adaptéiert. Anerefalls wären d'EU-Reglementer 1407/2013 a 651/2014 den 31. Dezember vun dësem Joer ausgelaf.

E wichtegen Aspekt an deem Reglement sinn nei Dispositiounen, déi dem Impakt vun der Coronakris op d'Wirtschaft Rechnung droen. Virdru war et esou, datt d'Entreprisen, déi a finanzielle Schwieregkeete waren, net konnte vu staatleche Bäihëllefe profitéieren. Dat neit Reglement gesäit dofir vir, datt Entreprisen, déi Enn 2019 gutt do stoungen an 2020, also am Laf vun dësem Joer, duerch d'Auswierkunge vun der Kris a Schwieregkeete gerode sinn, tëschent dem 1. Januar 2020 an dem 30. Juni 2021 an deem Sënn fir d'Hëllefen vun deem Reglement eligibel sinn. An där selwechter Logik ginn och Entreprisen - an dat muss een och hei soen -, déi an där Period wéinst de Konsequenze vun der Coronakris Leit mussen entloossen, net vu Bäihëllefen ausgeschloss.

Allerdéngs wëll ech och soen, datt hei Garde-fouen agebonne gi sinn, déi verhënneren, datt Entreprisen, déi zum Beispill kuerz virun enger Faillite stinn, nach Hëllefe kréien, déi dann de facto just de Creanciere géifen zeguttkommen.

Eng Rei vu Gesetzer zu Lëtzebuerg iwwert d'Bäihëllefe fir Recherche, Entwécklung an Innovatioun, fir den Ëmweltschutz, ländlech Entwécklung a fir kleng a mëttelgrouss Entreprisë baséieren op dësem ofgeännerten EU-Reglement.

Fir datt och Entreprisen, déi ënnert den Auswierkunge vun déser sanitärer Kris leiden, op dës Hëllefen zréckgräife kënnen, gesäit de Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen - an dësem Fall de 7707 -, Modifikatioune vu véier verschiddenen aktuelle Gesetzer vir: d'Gesetz vum 17. Mee 2017 iwwert d'Férderung vun der Recherche, der Entwécklung an der Innovatioun; dat zweet Gesetz, d'Gesetz vum 20. Juli 2020 iwwert d'Investitiounsbäihëllefe mat regionalem Charakter, gëtt heimadder ugepasst; dat drëtt Gesetz ass vum 15. Dezember 2017 iwwert d'Bäihëllefe fir d'Naturschutzmoossnamen a véiertens d'Gesetz vum 9. August 2018 iwwert d'Bäihëllefe fir kleng a mëttelgrouss Betriber.

Nieft der Verlängerung an den neie Bestëmmunge fir Betriber, déi duerch d'Coronakris a Schwieregkeete gerode sinn, gëtt an deene vir zitéierte Gesetzer och d'Definitioun vun der Zone assistée entspriechend der neier Definitioun fir regional Hëllefen, déi den Zäitraum vun 2021 bis 2027 ofdeckt, heimadder geännert.

Här President, déi verschidde Beruffskummeren hunn an deenen zwee Projet-de-loien dës Verlängerungen an Ëmännerunge gréisstendeels begréisst an hunn hir Avisen, hir Commentairen zu den initiale Gesetzer, op déi ech elo agaange sinn, widderholl. Dat selwecht gëllt an deem Sënn och fir de Staatsrot.

Et ass nëmmen normal, denken ech, datt mer d'Entreprisen an domadder och d'Salariéen an domadder och d'Lëtzebuerger Wirtschaft an dëse schwieregen Zäite weiderhi mussen ënnerstëtzen.

Fir weider Detailer verweisen ech op meng schrëftlech Rapporten, an dësem Fall déi zwee, a ginn am Numm vun der LSAP den Accord zu dësen zwee Projet-de-loien. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Rapporter Claude Haagen. An als éischte Riedner fir déi gemeinsam Diskussioun vun deenen zwee Projeten ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och mat engem Merci ufänken un eise Rapporteur Claude Haagen, deen zwee wichteg Projeten excellent resuméiert huet. Ech wollt awer och nach vun der Geleeënheet profitéieren, dem Claude Haagen eng Kéier Merci ze soe fir déi Aart a Weis, wéi en als President d'Ekonomieskommissioun leet. Ech kann net ëmmer all d'Presidente vu Kommissioune luewen, mee ech wëll dat emol eng Kéier maachen, well dat ass net ëmmer evident. Dat sinn zum Deel och ganz komplizéiert Texter. An ech fannen, datt hien dat eigentlech gutt mécht. Vu datt mer elo um Enn vum Joer sinn, wollt ech dat och emol eng Kéier hei ënnersträichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dat gesot - an da sinn ech awer fäerdeg, Här Engel, mat mengem Luef! - hunn ech mech gefrot, ob ech déi Ried hei eigentlech nach sollt halen, well mir stëmmen elo iwwer eng Verlängerung vu Mesuren of, mir hunn awer och de Moien d'Äntwerte vun eisem Staatsminister iwwer eventuell en Aféiere vum Lockdown héieren. Dat heescht, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir riskéieren also d'nächst Woch, wann dës Mesuren a Kraaft trieden, datt déi scho längstens iwwerholl sinn, wa mer dann e komplette Lockdown wäerte kréien. An da soen ech lech direkt, da komme mer an e ganz anere Film, well da wäerten dës Mesurë sécherlech net duergoen.

An duerfir muss ech och soen, ech fannen einfach dat Gepiddels, wann ech dat esou däerf soen, vun der Regierung net gutt, ...

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- ... fir op där enger Säit heihinner ze kommen an esou hallef ze soen, et kéime Mesuren, awer net kloer ze soen ... Zu wat féiert dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen? Zu enger kompletter Onsécherheet!

Mir kommen elo op d'Chrëschtdeeg zou. Wat maachen d'Leit, oder haaptsächlech, wat maachen d'Betriber? Déi wëssen net, ob se elo nach de 26. oder 27. ophunn oder net. Ech fannen dat einfach net gutt, well dat Wichtegst fir Betriber, an ech schwätzen hei wierklech och ënnert dem Contrôle vum Wirtschaftsminister, ass d'Previsibilitéit! Wou bleift hei, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Previsibilitéit an deem Dossier?

Duerfir hätte mir léiwer héieren, de Staatsminister hätt fir eemol Kloertext geschwat, en hätt de Bierger dobaussen an deem Land gesot, wou d'Regierung de Méinden wëll histeieren, well si wëssen et jo alleguer!

Wësst Der, mech mécht et rosen, wann ech als Parlamentarier duerch d'Stad ginn an héieren, wat dës Regierung wëlles huet! Ech hunn heiansdo d'Gefill, datt d'Deputéierten als Lescht gewuer ginn, wat hei programméiert ass! An et gëtt heiansdo vun der Press kritiséiert, d'Deputéiert géife permanent op hirem Handy hänken - ma ech soen lech, et ass normal, well um Handy gi mer eppes gewuer, well hei an der Chamber, hei an der Chamber gi mir iwwerhaapt näischt méi gewuer, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

(Brouhaha)

Ech soen lech just, d'Oppositiounspolitiker sinn ze bedaueren. Mee déi nach vill méi ze bedauere sinn, dat sinn d'Majoritéitsdeputéierten, well ech hunn d'Impressioun, datt déi nach manner wësse wéi d'Oppositiounsdeputéierten!

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Projet de loi, wou ech lech wëll soen, datt mir fir dee Projet de loi wäerte stëmmen. Mir stëmmen also och där Verlängerung vun deene Mesuren zou. Déi gi sécherlech an déi richteg Richtung. Mir begréissen och nach eng Kéier d'Efforten, déi d'Regierung hei mécht.

Mir hunn awer ee ganz grousse Reproche an dat ass deen, datt déi Gesetzer, déi mer am Moment hunn, eng ganz Rei vun Defiziter hunn, an déi Defiziter, déi ginn einfach virugeschriwwen! An erlaabt mer awer ganz kuerz, op deen een oder aneren Defizit anzegoen. A mir wäerten och hei dräi Motiounen erabréngen, well, wéi mäin honorabele Kolleeg Gilles Roth gesot huet, fir eis ziele Fakten a Propositiounen.

Dat heescht, ech wäert lech elo hei e puer Fakte soen a mir wäerten och do mat enger Rei vu ganz klore Propositiounen a Motioune kommen.

Fir d'alleréischt maachen déi Gesetzer erëm dee selwechte Feeler, datt eng Rei vun Aktivitéitsberäicher hei eigentlech erëm duerch de Raster falen. An do gesinn ech der haaptsächlech dräi: Dat ass dee ganzen Eventberäich, et sinn awer och d'Independanten an et ass och de Beräich vum Tourismus a vun de Reesbranchen. Mir wëssen, wat do de Problem ass: Déi Leit profitéieren einfach net vun deene Mesuren. An ech wëll hei och nach eng Kéier besonnesch op dem Här Kersch seng Frënn agoen, d'Soloindependanten, déi net alleguerte mam roude Ferrari duerch d'Géigend fueren.

(Brouhaha)

Do ass et ganz kloer, datt déi Soloindependanten hei duerch de Raster falen, well se, Här Wirtschaftsminister, zum Deel net kënne vun deene Mesuren profitéieren, well se keng Employéen hunn, well se zum Deel, an do kommen ech och op eng éiweg Fuerderung zréck, och keng Autorisation d'établissement hunn. An duerfir wäert ech och hei eng Motioun deposéieren, fir datt sech elo wierklech emol eng Kéier seriö mat där Problematik vun den Independantë befaasst gëtt. Déi Situatioun ass absolument intolerabel! A wa wierklech eng Kategorie vu Leit aus der Wirtschaft et schwéier huet, da sinn et déi Independanten!

Mir wäerten do och eng zweet Motioun proposéieren, fir dee System ze iwwerhuelen, deen et a Frankräich gëtt, deen a besonnesch kriddelegen Domäne wéi deem ganzen Horescaberäich wéi awer och de Beräicher, déi ech hei elo ugeschwat hunn ..., fir deene wärend dräi Méint d'Cotisation-sociallen ze suspendéieren, datt si se net brauchen ze bezuelen. Dat ass och eng Dispositioun, déi expressément op EU-Niveau virgesinn ass. Mir hu bis elo als Land nach net dervu profitéiert an duerfir wäert ech och eng zweet Motioun derzou deposéieren.

En anere Problem, deen och iwwerhaapt net geléist ass - an ech wéilt och dofir nach emol eng Kéier eng Lanz briechen -, dat ass dee vun de Startuppen. Déi Startuppen, ganz besonnesch déi, déi säit 2019 constituéiert gi sinn, falen hei net an d'Bestëmmunge vum Plan de relance an dat ass extrêmement schued, well dat sinn déi, déi mer onbedéngt brauchen an deenen nächste Joren! Den Här Wirtschaftsminister ka mer elo äntwerten, datt et do aner Aidë ginn, mee op jidde Fall déi, déi am Plan de relance virgesi sinn, déi spillen hei net, an dat fanne mer net an der Rei!

En drëtte Punkt - a main, wéi gesot, excellente Kolleeg Gilles Roth hat dat och schonn a senger Budgetsried gesot -: Mir kommen op déi Feierdeeg zou an ech héieren, contrairement zu deem, d'ailleurs, wat den Här Finanzminister mer gesot huet oder geäntwert huet, datt et virugeet mat Avertissemente vun deenen eenzelne Steierverwaltungen an Enregistrementen. Hei ginn d'Executioune wierklech virugedriwwen! Ech fannen dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen inakzeptabel!

Ech hat nach an de leschten Deeg ..., well awer nawell vill Leit heiansdo Chamber TV kucken, déi hate meng Interventioun gesinn, déi hu mer do Fäll gesot, wat an deene leschte Woche geschitt ass. Ech fannen dat net akzeptabel! Nondikass, mir sinn hei an enger Kris, wierklech an enger vun deene schlëmmste Wirtschaftskrisen, da kann et net sinn, datt elo dräi Deeg virun Hellegowend en Dierwiechter bei de Leit steet, fir do d'TVA anzedreiwen! An duerfir wäert ech lech hei nach eng Kéier eng Motioun hannerleeën, fir deen Delai fir ze bezuelen nach eng Kéier ze verlängeren, wéi dat och beim éischte Confinement war.

Dann, Här President, kommen ech awer zu engem Punkt, dee mech extrêmement rose mécht, dat ass de Punkt iwwert d'Staatsgarantien. An do kommen ech dann eng Kéier zu de Fakten: Déi Staatsgarantiekreditter, do hu mer e puermol driwwer geschwat an Dir kënnt lech erënneren, ech hunn am Juli, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn, gesot, datt ech géif mengen, datt déi Mesure net vill géif bréngen, well se laanscht d'Besoine vun den Entreprisë géif goen. Ech hunn do vum Här Gramegna geäntwert kritt, ech sollt emol ofwaarden, dat wär guer kee Problem, bis Enn vum Joer géif déi Mesure richteg ugewannt ginn an da géifen och d'Betriber richteg dervu profitéieren.

Wann ech awer elo kucken, Här President, a gëschter hu mer Zuele kritt: Am Budget sinn 2,5 Milliarden - 2,5 Milliarden! - virgesinn! Wësst Der, wéi vill Millioune bis elo gebraucht gi sinn? 125 Millioune Euro si gebraucht gi vun 2,5 Milliarden! Ech hunn dunn den Här Finanzminister drop ugeschwat an hien huet mer eng Äntwert ginn, déi fir mech awer wierklech net akzeptabel ass: En huet gesot, mir sollte frou sinn, datt d'Entreprisen net méi op déi Mesure zréckgegraff hätten, dat géif jo weisen, datt se nach an enger gudder Situatioun wären.

Also ech fannen, Här President, dat ass de Geck gemaach mat den Entreprisen! Déi Mesurë ginn net benotzt, well se einfach net op d'Besoine vun den

Entreprisë passen, well se ze deier sinn - wat mer och am Juli gesot hunn -, an duerfir kann ech dat doten net akzeptéieren! Och enger Regierung fält keng Zack aus der Kroun, wa se eng Kéier zougëtt, datt se eng Mesure geholl huet, déi vläicht net dat Zil erreecht huet, wat se hätt sollen. Ech fannen et op jidde Fall net an der Rei, wann an engem Budget 2,5 Milliarde virgesi sinn an et ginn der schlussendlech just 125 Millioune als Garantie vum Staat gebraucht.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech muss Iech soen, an ech hunn et gesot, déi Mesurë ginn net duer, duerfir kritt Der och déi dräi Motiounen, wou ech dann hoffen, a mir si virun de Chrëschtdeeg, datt d'Majoritéit elo net de Feeler mécht, dee se déi leescht Deeg gemaach huet, einfach iwwert déi Motiounen do ewechzegoen. Ech soen och direkt, mir sinn d'accord, datt eventuell déi eng oder aner an der Kommissioun diskutéiert gëtt, mee mir fannen et ganz wichteg, datt se awer elo esou schnell wéi méiglech kommen.

Motion 1

« Flexibilisation au niveau de la fiscalité »

La Chambre des Députés,

- vu la crise sanitaire actuelle qui continue à sévir ;

- revu les plans de soutien et de relance de l'économie adoptés durant l'état de crise ;

- considérant plus particulièrement le programme de stabilisation de l'économie ;

- notant

• qu'il avait dans ce contexte été décidé d'accorder aux entreprises une annulation d'office des avances en matière d'impôt (IRC et ICC) pour les 2 premiers trimestres de 2020 ;

• que les entreprises avaient la faculté d'obtenir sur demande le report (sans intérêts) de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune ;

• qu'il a été décidé de renoncer au recouvrement des dettes liées à la TVA et à la taxe d'abonnement,

invite le Gouvernement

- à étudier un renouvellement des mesures décidées lors de la première vague de l'actuelle pandémie.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion 2

« Exonération et report des cotisations sociales »

La Chambre des Députés,

- notant

• que depuis le 26 novembre 2020, de nouvelles mesures de lutte contre la pandémie de COVID 19 sont en vigueur au Luxembourg ;

• que depuis cette date, les restaurants, bars et cafés, de même que les établissements relevant du secteur culturel tels que les théâtres ou les salles de concert sont fermés au public ;

• que depuis cette date, d'autres activités ont été interdites, i. e. les représentations

cinématographiques, les activités des centres de culture physique, les activités des piscines et des centres aquatiques, les activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes, ainsi que les activités de jeux et de divertissements en salle, les foires et les salons et les activités des casinos ;

- considérant

• qu'au-delà de ces interdictions et en raison de « lockdowns » décidés à l'étranger et plus particulièrement dans nos pays limitrophes, beaucoup d'activités économiques au sens large ont été fortement impactées ;

• que les interdictions et fermetures ont récemment été reconduites jusqu'au 15 janvier 2021 ;

• que la situation est particulièrement difficile pour les secteurs les plus vulnérables, i. e. les secteurs du tourisme, de la culture, de l'événementiel et du commerce de détail ;

- accueillant favorablement la mise en place des nouveaux plans d'aides récemment votés ;

- ayant pris note des avis des chambres professionnelles à ce sujet et notant que ces dernières déplorent que le gouvernement n'a pas exploré toutes les latitudes offertes par la Commission européenne en matière d'aides d'État ;

- rappelant à cet égard nos motions du XXX décembre 2020 ;

- notant au surplus que nos pays limitrophes ont été plus volontaristes dans la mise en place de régime d'aides ;

- considérant

• que les autorités françaises ont défini un régime d'exonération de charges sociales comme suit :

« Sont concernées les entreprises de moins de 50 salariés fermées administrativement et celles de moins de 250 salariés des secteurs du tourisme, de l'événementiel, de la culture, du sport, du transport aérien avec une perte d'activité d'au moins 50 % ;

º les employeurs bénéficient d'une exonération totale des cotisations sociales patronales hors retraite complémentaire et d'une aide au paiement des cotisations sociales de 20 % de la masse salariale ;

º les travailleurs indépendants bénéficient d'une réduction forfaitaire des cotisations sociales » ;

• qu'elles ont par ailleurs précisé les conditions pour bénéficier d'un report du paiement des cotisations sociales salariales et patronales ;

- considérant de même que les autorités belges sont en train d'élaborer un régime de compensation des cotisations patronales dues par les employeurs dans certains secteurs gravement touchés et qu'ils ont organisé un report du paiement des sommes dues aux caisses des assurances sociales avec d'une part un report automatique pour les secteurs de l'horeca, des loisirs, de la culture et du sport notamment, report sur demande pour les entreprises appartenant à d'autres secteurs,

invite le Gouvernement

- à mettre en place des régimes d'exonération et de report des cotisations sociales inspirés de nos pays limitrophes pour permettre aux entreprises et établissements susmentionnés de disposer des liquidités nécessaires pour mieux affronter les défis des semaines à venir et pour ne pas les asphyxier sous la charge de ces cotisations sociales.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion 3

« Aides en faveur des indépendants »

La Chambre des Députés,

- considérant

• que les mesures sanitaires décidées au fil de l'année ont aussi impactées l'activité de beaucoup d'indépendants ;

• qu'à part un régime d'aides institué durant l'état de crise, peu ou prou a été fait en faveur de cette frange d'acteurs économiques ;

- rappelant à ce sujet l'avis de la Chambre de commerce au sujet du projet de loi n° 7704 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance et qui demande que « des aides plus spécifiques et adaptées soient mises en place pour les indépendants de tous secteurs »,

invite le Gouvernement

- à sonder le terrain pour connaître les besoins spécifiques des acteurs concernés ;

- à mettre en place un régime d'aides approprié pour lesdits acteurs, sur base des renseignements ainsi collectés.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hunn allerdéngs d'Gefill, Här President, datt dës Regierung och an der Wirtschaft, net nëmmen um sanitäre Plang, iwwerhaapt keng Strategie huet.

An ech ginn d'Gefill net lass - an ech hunn dee Verglach schonn e puermol hei gemaach -, datt mer et hei mat enger Regierung ze dinn hunn, déi op der Titanic ass: Den Äisbierg ass virdrun, mee mir fueren emol potzmonter virun. A wann ech kucken, wat wierklech am Moment am Commerce leeft, do ginn elo Black-Fridayen, Black-Weekender op, sonndes ginn d'Geschäfter opgemaach, ech hunn heiansdo d'Gefill, déser Regierung geet et just drëm, datt de Rubel rullt, an dat ass eppes, wat mir net kënnen akzeptéieren, besonnesch an där doter Situatioun! Ech gesinn och net, wou iergendwellech mëttel- oder laangfristeg Strategie vun där Regierung ass, och a Wirtschaftsfroen.

An dann ass eppes an ech wëll och vläicht domadder ophalen - ech weess net, ob déi eng oder aner Kolleegen den Artikel gelies hunn, dee gëschter an enger grousser Dageszeitung ze liese war, an ech géif Iech wierklech recommandéieren, deen ze liesen - an et ass eppes, wat eigentlech symptomatesch ass fir dës Regierung: D'Madamm Gesondheetsminister, déi par ailleurs, dat wëll ech och ënnersträichen, am Ufank vun där Kris eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet, déi awer elo säit enger Rei vu Wochen op engem Tripp ass, deen ech manner gutt fannen ..., an déi Ministesch huet do engem Journalist geäntwert op déi Fro, wéi et da géif virugoen: „Et bleift spannend!"

(Hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn hei an enger Pandemie! Et geet hei ëm d'Gesondheet an d'Iwwerliewe vu Mënschen, et geet och ëm d'Iwwerliewe vu Betriber! Et deet mer leed, dat hei ass eppes aneschters wéi déi lescht Episod vun enger Netflix-Serie!

(Interruptions)

Duerfir wëlle mir, Här Di Bartolomeo, datt déi Regierung endlech - endlech! - Neel mat Käpp mécht an déi richteg Strategie wielt! Dat gesot, hunn ech elo ganz vill Kritik ubruecht, mir wäerten dës Texter awer stëmmen, ...

(Exclamations et brouhaha)

... well ech halen et do mat mengem excellente Kolleeg Marc Spautz: „Mir hu léiwer de Spatz an der Hand." Ech géif awer vläicht derbäifügen - an ech kucken do mäi Kolleeg Mars Di Bartolomeo -, wéi seet ëmmer mäin italieenesche Restaurateur: „Ech hu léiwer d'Ee haut wéi d'Hong muer." Mir huelen also haut de Spatz an d'Ee a mir fäerte souwisou, ...

(Brouhaha)

... datt dës Regierung an den nächsten Deeg net méi vill Dauwen an Hénger wäert verdeelen.

Dat gesot soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech hat gemengt, d'Theatere wären zou!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt agedroen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP).*- Merci, Här President. Dir kënnt Iech virstellen, dass mer als DP natierlech voll dohannert stinn, wann et drëm geet, fir den Entreprisen eng Hand mat unzepaken a fir se ze ënnerstëtzen. Duerfir géif ech hei den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och merci dem Rapporter gesot fir dee ganz detailléierte Bericht! De Laurent Mosar sot et schonn, et ass alles domadder gesot. Ech ginn den Accord vun der gréngen Fraktioun, fir eis Betribswelt, sief et d'Industrie oder déi kleng Betriber, tatkräfteg ze ënnerstëtzen an dëser Pandemie, fir dass mer eng gutt Wirtschaft hunn, wa mer draus eraus sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Charles Margue. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Och mir stëmmen déi zwee Texter hei mat, well de Spatz an der Hand besser ass wéi d'Dauf um Daach. Et sinn Hëllefen a mir si fir all Hëllef dankbar.

Genau esou wäerte mer awer déi dräi Motioune vun der CSV ënnerstëtzen, allen dräi, besonnesch déi, déi seet, datt TVA, Centre commun an Direktsteiere ganz schlecht berode sinn, wa se am Moment Zwangsvollstreckunge maachen a Betriber an d'Faillite schécken, wéi et dëst Joer schonn Honnerten an Dausende Mol virkomm ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roy Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir déi zwee Rapporten, souwuel schrëftlech wéi mëndlech. Fir eis ass et kloer, datt mer eisen Accord fir dës Mesuren wäerte ginn. Ech mengen, do ass vill gesot ginn. Et ass besser, elo eppes ze maachen, wéi drop ze waarden, datt et vläicht déi perfekt Mesure gëtt.

Wat d'Motiounen ugeet - ech hat elo kuerz Zäit, se ze liesen -, se si mer e bëssen ze large an där Fassung, wéi se elo geschriwwe sinn. Ech fanne se awer prinzipiell ganz gutt an ech hunn héieren, se wéilte se jo och ganz gären an der Kommissioun diskutéieren. Wa sech do e Konsens fënnt, schléisse mer eis deem un. Wann net, wäerte mer eis enthale mussen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wéilt awer och vläicht ganz kuerz wéi de Laurent Mosar vun der Geleeënheet profitéieren, fir awer op déi Diskussioun anzegoen, déi am Moment an eiser Gesellschaft extreem virulent ass, nämlech: Wat geschitt elo déi nächst Deeg? Maachen d'Geschäfter zou? Komme mer erëm zu engem Lockdown? Net nëmmen ass dat eng Fro vun ekonomescher Previsibilitéit, mee och vu sanitärer, well ech kenne vill Leit, déi elo schonn Angscht hunn, datt et e Méindeg géif zougoen, an déi elo e Rush maachen, fir séier nach déi leschte Chrëschtdagskaddoen ze kréien. Also, Onprevisibilitéit an deenen heiten Zäiten ass net nëmme Gëft fir d'Ekonomie, mee et ass och Gëft fir d'sanitär Situatioun vum Land.

A ganz éierlech, mir haten den Dënschden ...

(Brouhaha)

... hei an der Chamber d'Diskussioun driwwer, ob mer oder ob mer net weider Mesurë brauchen, an ech fannen et häerzlech ongléckelech, fir et emol ganz gelinde ze formuléieren, wann dann zwee Deeg méi spéit alles erëm, zumindest als Perspektiv, op d'Kopp geheit gëtt!

Une voix.- Ganz richteg! Ganz richteg!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat ass, mengen ech, net gutt!

Dëst gesot, Här President, ginn et hei zwee Gesetzer, déi solle votéiert ginn: Dat éischt, 7705, besteet doranner, dräi bestoend Hëllefsregimmer bis an de Summer d'nächst Joer ze verlängeren an och eenzel Adaptatioune virzehuelen.

Éischtens geet et hei ëm d'Staatsgarantien, eng vun den éischten ekonomesche Mesuren am Confinement, déi am Fréijoer geholl goufen. Dat soll dann heimadder verlängert ginn, obwuel - obwuel! - de Succès jo awer relativ kleng ass! D'Regierung hat 2,5 Milliarden Euro duerfir virgesinn. Ufank November ware grad emol 152 Milliounen accordéiert ginn, also just ronn 6 % vun deem Montant, dee virgesi war.

Am Abrëll hate mer géint d'Staatsgarantie votéiert, well hei quasi guer keng Konditiounen un d'Betriber gestallt goufen. Et hätt een zumindest kéinten Oplage géint de Licenciement vu Mataarbechter maachen oder och - well et do jo virun allem ëm grouss oder gréisser Betriber geet - bezüglech d'Ausbezuele vun Dividenden oder Managerbonien, eppes, wat d'ailleurs an anere Länner geschitt ass, nämlech d'Conditionalitéit, datt déi Garantië just geholl ginn, wann dann natierlech och kloergestallt gëtt, datt net geckeg Managerbonien däerfen ausbezuelt ginn. Dat ass hei net geschitt an duerfir hate mer deemools dergéint gestëmmt.

Zweetens geet et bei dësem Text hei ëm d'Subventionéierung vu Projeten, déi direkt zu der Lutte géint d'Pandemie bäidroen, also zum Beispill Forschungsprojete vu Privatentreprisen oder Produktioun vu Masken oder sonstege sanitäre Materialien. Mir haten eis do am Summer beim Vott enthalen, well d'Investissementer vun der Allgemengheet subventionéiert ginn, déi potenziell Profitter awer a Privathänn bleiwen. Donieft ass déi Mesure jo och just eng Konsequenz vun der geckeger Fräihandelspolitik. Ausserdeem hu mer déi fragmentéiert Approche vun der EU kritiséiert. Wéi gesot, deemools hate mer eis derzou enthalen.

An drëttens geet et hei bei dësem Projet de loi ëm d'Verlängerung vun de Subside fir Investissementer vu Privatentreprisen, déi, jee no Objet, méi oder manner héich kënnen ausfalen.

Ech stelle fest, datt Ufank November - dat sinn op jidde Fall déi lescht Zuelen, déi mir virleien - grad emol 6,4 Millioune accordéiert ware vun deenen 30 Milliounen, déi fir 2020 virgesi waren. Ech hunn awer och den Här Minister gëschter um Radio héieren, wéi e gesot huet, datt nach weider vill Demanden erakomm sinn - tant mieux, soe mer, tant mieux! Dee Projet hate mer am Summer matgestëmmt.

Also, et muss een allgemeng festhalen, datt deem heite Projet de loi keng detailléiert Evaluatioun virausgaangen ass, wat d'Effikassitéit vun deenen Instrumenter betrëfft, déi mer am Fréijoer respektiv am Summer decidéiert haten. Dat muss ee bedaueren. Hei schéisse mer als Deputéierten an der Verlängerung also awer e bëssen an d'Blannt eran.

Bon, hei ginn also dräi Projete verlängert, wou mir als Lénk eis eng Kéier enthalen haten, eng Kéier derfir gestëmmt haten an eng Kéier dergéint gestëmmt haten.

(Hilarité)

Ech wëll Iech awer elo e Vote séparé erspueren, duerfir soen ech Iech, datt mer eis da fir d'Verlängerung vun deenen dräi enthale wäerten, well ech mengen, de Vote séparé elo um Samschdeg kuerz viru Mëtteg ze maachen, dat géif jiddwerengem zimmlech um Nervekostüm suckelen.

Här President, den zweete Projet de loi, de 7707, do geet et drëm, datt véier Regimmer vun Aidë fir Entreprisë verlängert ginn, déi et och scho virun der Pandemie gouf. Dat ass éischtens d'Mesure de régime fir d'Recherche, zweetens de Regimm fir Ëmweltmesuren, drëttens de Regimm fir d'PMEen a véiertens dee vun der regionaler Entwécklung.

Dës Regimmer sinn also net am Kontext vun der Covidkris entstanen, mee si sollen awer heimat covidkompatibel gemaach ginn. Déi Europäesch Kommissioun huet déi Bestëmmungen, déi dësen Aiden zugronn leien, engersäits verlängert an anersäits e puer kleng Adaptatioune gemaach, déi mer dann heimadder an déi national Legislatioun iwwerhuelen. Sou wäit, sou gutt. A mir kënnen am Prinzip och domadder liewen.

Leider ass et esou, datt eng vun deene klengen Adaptatiounen eis awer e bëssen um Mo läit. Spezifesch geet et do ëm den Hëllefsregimm, fir d'regional Entwécklung ze fërderen. Domadder ginn Investitioune vun Entreprisen a méi defavoriséierte Regioune subventionéiert mam Objektiv, deene Gebidder e bësse Schwong ze ginn. Hei am Land betrëfft dat just d'Gemengen Déifferdeng an Diddeleng.

Elo ass et esou, datt et an deenen europäeschen Texter eng Klausel gëtt, déi soll muttwëlleg Delokalisatiounen duerch déi Subventionéierung verhënneren. Eng Entreprise, déi dës regional Aiden an Usproch hëlt, däerf net déi selwecht Aktivitéit an enger anerer europäescher Regioun ofzéien, fir se da subventionéiert an der jeeweileg defavoriséierter Regioun erëm opzebauen.

Konkreet heescht dat: Wa Lëtzebuerg eng Investitioun vun enger Entreprise zu Diddeleng oder zu Déifferdeng subventionéiert, déi da 50 Leit astellt, dann däerf déi selwecht Entreprise net einfach an der Steiermark oder a Gallizien déi selwecht Aktivitéit zoumaachen an do da 50 Leit entloossen, déi genee dat selwecht maachen.

Dat ass elo déi eng Säit vun der Medail an déi aner Säit vun der Medail, déi awer och spannend ass, wann ee schwätzt, natierlech, Diddeleng ..., da wësse mer, datt am Moment zwou grouss Entreprisen an der Diskussioun sinn, déi europäesch eventuell delokaliséiert ginn, an ech schwätzen do vu Guardian a vun Eurofoil.

An ech géif och gär vum ..., oder ech wier frou, wann de Minister mer dorobber kéint äntweren, awéiwäit dat heite Gesetz an déi Bestëmmungen, och wat d'Licenciementer ugeet, eventuell eng Repercussioun hunn notamment op déi Betriber, déi multinational an Europa agéieren, nämlech Guardian an Eurofoil, an déi zu Diddeleng, also an enger Regioun, ëm déi et hei geet, lokaliséiert sinn.

Also dës Klausel, fir Delokalisatioun an domadder Licenciementer ze verhënneren, soll elo mat dësem Text 18 Méint ausser Kraaft gesat ginn. An Dir verstitt, datt mer domadder awer e bëssen e Problem hunn, well dat awer riskéiert, d'Dier grouss opzemaachen, fir datt verschidden Entreprisë genau dovunner kënne profitéieren, fir justement Delokalisatioune virzehuelen an duerfir dann och nach ëffentlech Subventiounen ze kasséieren.

Mir versti schonn d'Argument, datt déi sozial an déi ekonomesch Kris, déi mat der Pandemie verbonnen ass, derzou féiert, datt et zwangsleefeg leider wäert zu Licenciementer kommen, mee et hätt ee sech awer och kënne virstellen, datt ee vläicht méi differenzéiert virgaange wier, zum Beispill, datt een den Ënnerscheed mécht tëschent Licenciementer, déi direkt mat der Covidkris an Zesummenhang stinn, a Licenciementer, déi eng Konsequenz vun enger Delokalisatioun kënne sinn. An dat hätt kënnen e Gardefou sinn, dee mer eis an deem heiten Text gewënscht hätten. Also einfach esou déi Klausel ausser Kraaft ze setzen, ass fir eis awer eppes ganz Riskéiertes a bréngt, wéi gesot, zumindest d'Gefor mat sech, datt domadder Abuse bedriwwe ginn.

An duerfir wäerte mer eis och bei deem heite Projet enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci villmools, Här President. Léif Deputéierten, fir d'alleréischt géif ech gären e grousse Merci soen un de Rapporteur fir säi ganz ausféierleche Bericht, dee mir et dann och erlaabt, mech kuerzzefaassen an dann och haaptsächlech op déi verschidden Observatiounen, Froen, Commentairë vun den Deputéierten anzegoen, deenen ech och natierlech Merci soe fir hir Contributioun hei zu dëser Diskussioun.

Déi sanitär Kris ass nach net eriwwer, dat wësse mer alleguerten. Déi konjunkturell Kris vun de Betriber ass och nach net eriwwer an dofir ass d'Prioritéit vun der Regierung nach wie vor, fir de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, fir hinnen ze erlaben, aus dës schwéierer Phas erauszekommen. Dat hu mer gemaach, dat hutt Dir dës Woch gemaach mat deenen neien Aiden, déi komm sinn am Beräich vum Mëttelstand, deem ganze Pak, dee virgëschter gestëmmt ginn ass, deen derzou féiert, dass haaptsächlech déi Betriber, déi am meeschten ënnert dëser Kris leiden, vun deene Secteuren, déi zougemaach gi sinn oder déi am meeschten impaktéiert sinn, weiderhin Direkthëllefe bezuelt kréien.

Mir hunn och weiderhin d'Kuerzaarbecht prolongéiert. Mir hunn am Konjunkturkommitee mat de Sozialpartner decidéiert, dass mer dee favorabele Regimm vun der Kuerzaarbecht fir weider sechs Méint géife verlängeren. Domadder stelle mer sécher, dass mer d'Aarbechtsplazen ofsécheren, dass mer och deene Leit, déi vun deem Chômage partiel betraff sinn, weiderhi kënnen eng Pai garantéieren an och de Betriber weiderhin déi Planungssécherheet iwwert déi nächst sechs Méint ginn.

Mir hunn och virgëschter am Konjunkturrot decidéiert, dass mer och fir dëse Mount Dezember a fir d'Demandë vum Mount Januar deene Betriber, déi vun enger Fermeture administrative betraff sinn, bis den 30. Dezember géifen Zäit loossen, fir hir Demande fir de Mount Januar eranzeginn. Dir wësst, dass d'Demanden normalerweis bis den 12. Januar mussen era sinn. Natierlech, elo wéinst deem Gesetz, dat mer de 15. Dezember gestëmmt hunn, waren der eng Partie, déi dat net woussten, also ass et normal, dass mer nach eng Kéier opgemaach hu bis den 30. Dezember, fir dass d'Betriber, déi vun enger Fermeture administrative betraff sinn, elo nach eng Demande fir de Résidu vum Dezember an de Mount Januar kënnen eraschécken.

All déi Saachen hu mer gemaach. Dat ass, wéi gesot, weiderhin nach ëmmer am Esprit vun enger Stabiliséierung vun der Lëtzebuerger Ekonomie op eng ganz breet Aart a Weis.

Dat, wat mer haut hei mat dësen zwee Projet-deloie maachen, dat ass e bëssen eppes aneschters. Mir preparéieren heimat wierklech d'Zukunft. An ech hunn dem Rapporteur vum Budget déi Joer gutt nogelauschtert. Säi Rapport handelt ganz vill vun der grénger Relance, en handelt vum Schlagwuert vum „Building back better and greener" - genau dat maache mer mat dëse Projet-de-loien.

Déi zwee Projet-de-loie setzen d'Jalone fir d'Wirtschaft vu muer. Mir sinn hei wierklech an der Orientéierung vun der Zukunft an der Relance, déi mer wierklech alleguerte gären hätten, eng méi digital, eng méi nohalteg Relance fir eis Ekonomie.

Mir verlängeren ëm sechs Méint fir d'éischt emol déi speziell Covidinvestmenthëllef fir Recherche a fir d'Produktiounscapacitéiten am Beräich vum Kampf géint de Covid-19. Mir wëssen, an dat huet sech an dëser Pandemie gewisen, dass mir hei zu Lëtzebuerg, mee och a ganz Europa schwächelen, wann et ëm d'Produktiounscapacitéit am Santésberäich geet.

A mir hunn am Kader vun dësem Régime d'aides eng ganz Rei formidabel Projeten erakritt. Déi, déi am meeschte mediatiséiert gi sinn, dat sinn déi Frigoe fir d'Vaccine vun Housen, dat sinn déi Ventiller fir d'Beootmungsgeräter vu Rotarex vu Lëntgen, dat sinn och déi Masken, an ech war dat dës Woch kucken, dat ass e formidabele Projet vu Masken, medezinnesch Masken, déi am medezinnesche Beräich kënne gebraucht ginn, déi mat enger Plasmatechnologie Molekülle kréien, fir Vire futti ze maachen.

An et gëtt der eng ganz Rei anerer, déi och innovativ sinn, déi formidabel Saache maachen. An ech mengen, dat weist engersäits, dass dee Régime d'aides gegraff huet, anerersäits awer och déi formidabel Innovatiounscapacitéit, Kreativitéit vu ganz ville vun eise Betriber, déi Capacitéit, sech nei ze erfannen, sech ëmzestellen an dëser schwéierer Zäit.

Dofir verlängere mer dëst Gesetz, wéi gesot, a mir setzen och d'Enveloppe vun dësem Régime d'aides erop. Dee war initial op 30 Millioune Euro geplangt, dee gëtt elo fir déi nächst sechs Méint ..., mir hunn op Bréissel notifiéiert, dass mer do gären eng Enveloppe vu 55 Milliounen Euro hätten.

Da gi mer och hin a mir verlängeren d'Gesetz iwwert d'Prête mat Staatsgarantien, wat jo elo hei kritiséiert ginn ass vu verschiddenen Deputéierten, a mir haten déi Diskussioun schonn e puermol an der Vergaangenheet. Et ass kloer, dass dat Gesetz, dat mat 2,5 Milliarden Euro Garantien ugesat ass, bis elo natierlech vläicht nach net an deem Mooss ausgeschëpft ginn ass. Et sinn 126 Milliounen, wann ech dem Claude Haagen säi Chiffer richteg am Kapp hunn.

Dat huet eng Rei Grënn an ech mengen, dat huet effektiv och dee Grond, dass eng ganz Rei Betriber hir existent Kredittlinnen nach net ausgeschëpft haten an dass dat hei, mengen ech, wierklech eng Hëllef ass, déi warscheinlech par excellence wäert an deenen nächste sechs Méint gebraucht ginn.

Dat hei ass eng Hëllef, menger Meenung no, déi vu Betriber sollicitéiert gëtt, déi wëllen an d'Zukunft investéieren, déi gären e Prêt ophuelen, wa se gesinn, wéi d'Situatioun ass, wann déi konjunkturell Kris sech bis geluecht huet, a wa se gesinn, dass déi Investissementer, déi se vläicht gäre plangen oder déi se geplangt hunn, dass se déi dann effektiv och wëlle maachen. Da sinn ech iwwerzeegt, dass dëst Instrument vun de Prêts avec garantie awer och nach méi wäert gräifen, wéi dat bis elo de Fall ass. Op alle Fall wäerte mer dëse Régime d'aides fir déi nächst sechs Méint och nach prolongéieren.

An dann ass dat drëtt Gesetz, dat Enn Juli am Kader vum „Neistart" adoptéiert ginn ass, dat déi verschidden Hëllefen am Beräich vun der Innovatioun virgesäit, dat si Prozesser, dat ass Digitalisatioun, dat ass Nohaltegkeet, méi ëmweltfrëndlech Prozesser, an natierlech och Circularitéit.

Do gesi mer, dass mer am Fong e formidable Succès mat deem Régime d'aides hunn. Och elo besonnesch am Mount Dezember - Dir wësst, dass d'Deadline bis de 15. Dezember war - sinn nach eng ganz Rei Demanden erakomm, fir op esou Hëllefen zréckzegräifen, vun deene verschiddenste Betriber, vu klengen, mëttleren, grousse Betriber, déi beim Wirtschaftsministère eng Hëllef ugefrot hunn, fir ze innovéieren, fir sech fir d'Zukunft ze preparéieren.

A fir dës Hëllef war och eng initial finanziell Enveloppe vu 30 Milliounen Euro geplangt, du vu 50 Milliounen Euro an déi hu mer elo och opgrond vun dem Succès, dee mer mat deem Régime d'aides gesinn, op 125 Milliounen decidéiert ze erhéijen, a mir hunn do dee Montant op Bréissel gemellt.

Dee leschte Punkt, dee mer haut hei decidéieren, dat ass d'Definitioun vun den Entreprises en difficulté an d'Modifikatioune vun deene véier Gesetzer iwwert d'Régimes d'aides, wéi de Rapporteur dat jo ganz gutt erkläert huet.

An der Haaptsaach geet et hei wierklech drëm, sécherzestellen, dass déi Betriber, déi dëst Joer wéinst dem Covid-19 a Schwieregkeete gerode sinn an déi soss vläicht net fir déi normal Regime-d'aiden eligibel gewiescht wieren, dass déi och nach weiderhin dorobber zréckgräife kënnen. Dat ass am Kader vun enger Modifikatioun vun deem europäesche Reglement geschitt an dat iwwerhuele mer dann och elo an eist Gesetz.

De Marc Baum huet eng Kritik ubruecht, haaptsächlech wéinst deem Reglement iwwert déi regional Hëllefen, déi bei eis effektiv Déifferdeng an Diddeleng betreffen. Et ass effektiv esou, dass hei am Fong, well mer ... Wat hei soll vermidde ginn, dat ass, dass mat Delokalisatioune geschafft gëtt, dat heescht am Fong, dass e Betrib e Site de production oder Mataarbechter vun enger Plaz op eng aner Plaz an Europa delokaliséiert. An an deem Fall ass et an der Reegel effektiv esou, dass ee kann e Clawback ..., dat heescht, dass ee kann déi Aiden zréckfroen. D'Iddi ass effektiv, dass an Europa kengem mat enger Delokalisatioun gehollef ass, et ass kengem gehollef, wann Aarbechtsplaze vu Lëtzebuerg a Polen delokaliséiert ginn.

Hei kënnt effektiv eng Derogatioun, mee et kënnt nëmmen eng Derogatioun, wann e Lien de causalité mat der Pandemie besteet. Bon, et ass kee chiffréierte Krittär an dësem Projet de loi, dat ass richteg. Ech mengen, dat wär och ganz schwiereg, fir dat esou am Detail an d'Gesetz ze schreiwen. Mee wat ech Iech awer par contre ka soen, dat ass, dass hei wierklech schonn d'Iddi ass - an déi wäerte mer och ganz staark kucken a respektéieren -, dass dat hei kee Fräifaartschäin ass, fir Delokalisatiounen ze maachen.

Mir wäerte kucken, wa mer esou Demanden an dësem Régime d'aides kréien - an och an deenen zwee Joer, déi duerno sinn -, dass hei effektiv keng Delokalisatioune vu Betriber geschéien, déi hei zu Lëtzebuerg esou eng Hëllef ugefrot hunn.

Déi Betriber, déi Der genannt hutt, déi krute keng esou Aiden - déi kruten aner Aiden, awer keng esou Aiden -, an ech mengen, et muss een da wierklech och op deene Plaze kucken, wou déi Aiden ausbezuelt ginn, well et ass natierlech nëmmen do, wou déi Aiden och kënnen zréckverlaangt ginn.

Wat ech Iech fir Lëtzebuerg kann assuréieren, dat ass, dass mer dat ganz genee wäerte kucken, wa Betriber am Kader vun der Pandemie Licenciementer gemaach hunn - natierlech an deem Kontext, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, et kann een hei natierlech och net egal wat maachen, dat wësse mer -, wa se dat maachen a wann esou eng Aide gefloss ass, dass mer dat ganz genee wäerte kucken an analyséieren.

Wéi gesot, mat deenen zwee Projet-de-loien hei setze mer d'Jalone fir déi wirtschaftlech Relance nom Covid-19. Dofir sinn déi Gesetzer hei wichteg an dofir soen ech Iech och Merci fir déi breet Zoustëmmung heizou a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här Minister, fir déi ganz interessant Äntwerten, déi awer net ganz komplett waren. Fir d'éischt wéilt ech och nach eng Kéier op e relativen Zuelechaos agoen. Ech hat dat och gëschter an der Finanzkommissioun virbruecht, wat déi Garantien dann elo sinn, déi schlussendlech vum Staat garantéiert ginn, ech hunn do dräi verschidden Zuele gelies.

Ech hunn déi Zuel gelies, déi den excellente Rapporteur Claude Haagen a sengem Rapport huet, et gëtt awer och eng Zuel vum Finanzminister an et gëtt haaptsächlech och eng Zuel, déi op Ärem Site, dem Site vum Wirtschaftsministère, steet, déi méi héich ass, ech menge vun 152 Milliounen. Et wär vläicht awer eng Kéier gutt, Här Minister - oder déi Häre Ministeren -, wa mer elo wierklech wéissten, wat dann de Betrag ass, deen elo schlussendlech garantéiert gëtt.

Déi zweet Fro, déi Der mer net beäntwert hutt, ass déi, datt awer eng ganz Rei vu Betriber, notamment aus dem Eventsecteur an och aus dem Tourismussecteur, zum Deel duerch de Raster falen. Och d'Independantë ginn duerch déi Verlängerung vun deene Mesuren, déi Dir elo hei opgezielt hutt, fir eis net suffisamment couvréiert!

Ech weess, dat ass elo net eleng Är Kompetenz, dat ass och zum Deel d'Kompetenz vun Ärem Ministerkolleeg Lex Delles, mee nach hu mer do awer e reelle Problem. Ech mengen, mir kënnen awer net einfach maachen, wéi wann et dat net géif ginn!

Hei sinn déi, déi wierklech déi gréisste Leidtragend sinn, den Eventberäich an d'Independanten, ganz besonnesch déi Soloindependanten. Ech kann Iech just ëmmer nëmme soen ..., well mer och ganz vill Dossiere kréie vu Leit, déi eis do soen: „Mir falen do einfach duerch all déi Rasteren!"

An duerfir géif ech awer wierklech eng Kéier den Appell maachen - haut wäerte mer dat net änneren, mee wann elo ... an d'nächst Woch wäerte jo dann nei Mesurë kommen -, dat doten awer wierklech eng Kéier genau ze analyséieren! An dat hunn ech och gesot, ech sinn d'accord, datt mer eng Kéier all déi Motiounen an déi zoustänneg Kommissioun huelen, fir eng Kéier do ze kucken, mee et kann awer net sinn, Här Wirtschaftsminister, datt Der mer iwwerhaapt guer keng Äntwert op déi Fro gitt, well déi ass fir ganz vill Mënschen am Moment ganz wichteg.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Här Mosar, ech weess net, ob Der dat net matkrut, mee mir sinn hei am Beräich vun Investissementshëllefen. Virun zwee Deeg hat Der d'Diskussioun ëm Direkthëllefe fir Betriber, déi wéinst der Pandemie direkt konjonkturell Abréch hunn. Hei si mer am Beräich vun den Investissementer.

A wann en Independant, wann een aus dem Evenementiel oder aus dem Tourismus wëllt a säi Betrib investéieren, dann huet en natierlech Réckgrëff op dës Hëllefen. Mee dat ass awer net dat, wouriwwer Dir schwätzt. Dir schwätzt iwwert déi Direkthëllefe fir Independanten, fir allméiglech Betriber, déi ënnert dëser Pandemie leiden. Dat ass en anert Instrument an do hu mer eng Panoplie vu Saache gemaach.

Ech mengen, dat gëtt et néierens an Europa an et gëtt ganz wéineg Plazen op der Welt, wou esou e komplette generéise Stabiliséierungspak komm ass, fir der Ekonomie ze hëllefen, ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- ... mat allméigleche Mesuren, mat Avancen, Avances remboursables, mat Direkthëllefen, mat Steierdelaien, Sozialcotisatiounsdelaien, mat allméiglechen ..., mat TVA-Reporten an enger éischter Phas, mat dësen Aideninstrumenter. Dat heescht, et ass e kompletten Dispositif, deen en place gesat ginn ass an deen ..., an do, mengen ech, muss een awer dann och d'Reaktioune vun deene verschiddene Federatiounen aus der Ekonomie kucken, déi dat heiten alles, mengen ech, unisono begréissen, dass hei wierklech fir jiddwereen eppes gemaach gëtt.

Bei den Independanten ass et esou, dass de Mëttelstandsministère dorunner schafft. Do sinn natierlech net just déi mat enger Autorisatioun concernéiert, do sinn och nach anerer - do hutt Der Recht -, aus dem Sport, aus der Kultur, aus enger ganz Rei anere Beräicher. Do gëtt dru geschafft. Et ass net u mir fir ze soen, wat Der mat där Motioun do sollt maachen. Ech ka mer virstellen, dass een déi kéint eng Kéier an der Kommissioun oder a méi Kommissiounen diskutéieren.

Mee nach eng Kéier, hei si mer net an deem Beräich an dofir fannen ech Är Fro e bësse hors sujet. Hei si mer am Beräich vun den Investissementshëllefen, wou et wierklech drëm geet, fir d'Zukunft vun eise Betriber virzebereeden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister. An den Här Mosar kënnt nach eng Kéier un d'Rei.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här Minister, ech kann do net mat Iech d'accord sinn, wann Dir mer elo sot, mir sinn hei hors sujet! Hei geet et ëm d'Bewältegung vun enger Kris an do ka keng Fro hors sujet sinn!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. Ech mengen, d'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur le projet de loi n° 7705 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7705. Den Text steet am Document parlementaire 7705[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech och hei den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Guy Arendt), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Roy Reding) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur le projet de loi n° 7707 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7707. Den Text steet am Document parlementaire 7707[4].

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass och dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Marc Lies), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas (par M. Guy Arendt), Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup (par M. Roy Reding) et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv dem Vott vun deenen dräi Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1 iwwert d'Flexibilisatioun um Niveau vun der Fiskalitéit. An do ginn ech direkt d'Wuert un den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Aus Sécherheetsgrënn kommen ech ëmmer léiwer erop.

Also, ech hunn déi Motioun hei studéiert an ech soen dem Laurent Mosar Merci. Hie freet hei d'Flexibiliséiatioun um Niveau vun der Fiskalitéit. Ech hunn den Text gekuckt, en ass sober a kloer formuléiert. An no Ofsprooch mat de Kolleege Fraktiounscheffen an no Récksprooch mam Laurent Mosar géif ech proposéieren, fir dës Motioun an déi zoustänneg Kommissioun - Finanz- a Budgetskommissioun - ze huelen, fir se do en âme et conscience ze studéieren, dat besonnesch zesumme mat den zoustännege Steierverwaltungen, dat heescht mat der Administration des contributions directes a mat der Administration de l'enregistrement et des domaines.

Dat gesot hätt ech näischt méi bäizefügen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ma ech begréissen, Här President, datt den excellente President vun der Finanz- a Budgetskommissioun e bësselche Besënnlechkeet an d'Majoritéit bruecht huet.

(Brouhaha)

An duerfir wäerte mer natierlech seng Propositioun akzeptéieren.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wien d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun un d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 1 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget.)

Motion 2

Da kéime mer bei d'Motioun Nummer 2, wou et ëm d'Exoneratioun respektiv de Report vu Cotisations sociales geet. An do ginn ech d'Wuert dann un den honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Ech géif och proposéieren, vu datt, denken ech, d'CSV, den Här Mosar dermat d'accord sinn, fir déi an d'Wirtschaftskommissioun ze verweisen, souwuel d'Motioun 2 wéi d'Motioun 3, fir do d'Konditiounen, d'Eligibilitéit, Relatiounen oder Reglementer op d'Gesetzgeebung par rapport zu EU-Direktiven an EU-Reglementer ze kucken. Dofir d'Propos, fir se an déi zoustänneg Wirtschaftskommissioun ze verweisen. Natierlech, deemno wéi déif datt mer do ginn, fir och do Jointen ze maache mat de Classes moyennes oder mat de Finanzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Haagen. Och hei ginn ech dann nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Auteur.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech kann natierlech nëmmen domadder d'accord sinn. Ech sinn och wierklech frou, well mer awer déi lescht Deeg heiansdo e bësselche gezweifelt hunn, datt et nach géif eng Meenung op Majoritéitsbänke ginn.

(Brouhaha général)

Mir stellen also fest: Et gëtt se trotzdeem nach.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Zweifelt net un eis.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- A mir soe Merci a mir diskutéieren déi Motiounen dann am Detail an deenen zoustännege Kommissiounen.

Une voix.- Die Lage war noch nie so ernst!

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wien d'accord ass, fir d'Motioun Nummer 2 un d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun un d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 2 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Och do froen ech, ob d'Chamber d'accord ass, fir dës Motioun un d'Kommissioun ze verweisen. Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An domadder ass d'Motioun Nummer 3 un d'Kommissioun verwisen.

(La motion n° 3 de M. Laurent Mosar est renvoyée à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Mir wëssen net, wat déi nächst Woch bréngt, an duerfir wéilt ech emol ganz einfach e schéine rouege Weekend wënschen, dat am klenge Krees. Passt op Iech an op déi aner op a bleift gesond!

Une voix.- Très bien!

(La séance publique est levée à 12.34 heures.)

SÉANCE 27

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Jeudi 24 décembre 2020

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail**
   - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre Dan Kersch
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7738 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Georges Engel)
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) (dépôt des motions 1 et 2) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) (dépôt de la motion 3) - M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - M. Sven Clement (parole après ministre) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel
   - Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 7738 (adopté)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : M. Gilles Baum - M. David Wagner - M. Sven Clement - Mme Martine Hansen
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : M. Georges Engel
   - Vote sur la motion 2 (adoptée)
   - Motion 3 : M. Georges Engel - M. Sven Clement
   - Vote sur la motion 3 (rejetée)
6. **Motion de M. Claude Wiseler au sujet de la situation dans le Haut-Karabakh**
   - Exposé : M. Claude Wiseler
   - Discussion générale : M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion (adoptée)
7. **Discours de M. le Président**
   - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Paulette Lenert, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 11.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 24 décembre 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7734 *- Projet de loi portant introduction de l'obligation d'effectuer par voie électronique le dépôt de documents soumis à la formalité de l'enregistrement et de la transcription auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et portant modification*

1° de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement ;

2° de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers ;

3° de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.12.2020

7735 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de transposer la directive (UE) 2020/2020 du Conseil du 7 décembre 2020 modifiant la directive 2006/112/CE du Conseil en ce qui concerne des mesures temporaires relatives à la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux livraisons de vaccins contre la Covid-19 et de dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de cette maladie, ainsi qu'aux prestations de services étroitement liés à ces vaccins et dispositifs, en réaction à la pandémie de Covid-19*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020

7736 *- Projet de loi portant modification de :*

1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

2° la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;

3° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

4° la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

5° la loi du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020

7737 *- Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :*

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de

2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.12.2020

7738 *- Projet de loi modifiant :*

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

2° la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

3° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 21.12.2020

7739 *- Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 22.12.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1735 *- Demande de pétition publique : Priorité dans les files d'attente pour personnes âgées, handicapées, femmes enceintes ou ayant un bébé*

Dépôt : Catarina Simoes, le15.12.2020

1734 *- Demande de pétition publique : Fir en nationale Feierdag fir d'Enn vun der Pandemie mat kulturelle Fester ze feieren*

Dépôt : Sacha André, le 15.12.2020

1736 *- Demande de pétition publique : Justice pour Brandon Bernard*

Dépôt : Wendy Dos Santos Pereira, le 16.12.2020

1737 *- Demande de pétition publique : Solidarité nationale - Bons ou chèques de restauration pour la population*

Dépôt : Joni Sobreira Duarte, le 17.12.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Et gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Situatioun a Biergkarabach als leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ze behandelen.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail

D'Chamber fänkt d'Sitzung vun haut de Moie mam Projet de loi 7739 iwwert de Congé pour raisons familiales un. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, hei kënnen de Projet de loi 7739 ze presentéieren, e Projet de loi, deen an enger extreem séierer Zäit konnt esou verschafft ginn, dass mer en haut hei kënnen zum Vott stellen.

Et geet nämlech drëms, dass et, wa mer nei Mesurë kréien duerch eeben och déi Zuelen, déi mer bis elo haten an och elo hunn, probabel ass, dass mer haut eppes stëmmen, dass d'Schoulen an d'Structure-d'accueilen an och déi aner Strukturen, wou d'Kanner versuergt ginn, wäerten zougemaach ginn, dass mer do e Mechanismus hunn, deen en albewäerte Mechanismus ass, notamment dee vum Congé pour raisons familiales, an dass mer deen och kënnen elo uwennen.

E gëtt dann ugewannt fir déi Kanner, déi selwer vulnerabel sinn, fir déi Kanner ënner 13 Joer, déi elo net kënnen an d'Schoul oder an eng Struktur goen, wou se versuergt kënne ginn oder wou mat hinnen dann och geschafft gëtt, an och fir déi, déi vun engem Enseignement à distance kënne profitéieren.

Eng drëtt Konditioun ass hei bei dës Opzielung derbäikomm, notamment fir déi Kanner, déi nom 1. September 2016 gebuer sinn, dat opgrond vun enger Remark vum Staatsrot, déi mer dann och an dësen Text matafléisse gelooss hunn.

D'Autorité compétente du pays muss en Dokument ausstellen, wat dann och zu deem Congé hei ka féieren; och natierlech da fir d'Frontalieren.

Déi Limitt vun 13 Joer ass net fir déi Kanner, déi eng Allocation spéciale supplémentaire nom Artikel 274 vum Code de la sécurité sociale hunn. Wéi gesot, si brauchen e Certificat médical oder e Certificat vun engem Ministère, deen da seet, dass déi Situatioun esou ass, wéi se dee Moment dann ass, fir dass déi Kanner och kënnen dovunner profitéieren.

Déi Leit, déi am Chômage partiel sinn, kënnen net vun där Mesure hei profitéieren, wat jo och an der Logik ass.

Dat Gesetz trëtt den 28. Dezember a Kraaft. Ursprünglech war virgesinn, dass et sollt bis den 31. Dezember 2021 a Kraaft sinn, well där Situatiounen hei nach am Laf vun dëser sanitärer Kris kënne virkommen. Opgrond dovun an och vun, jo, Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten an och mam Ministère, hu mer deen Datum op den 20. Januar 2012 zréckgesat an eis dann domadder och d'Wuert ginn, dass mer hei am Januar nach eng Kéier ... 2021! Net 2012, wou kommen ech dann dorobber? Also mir hunn eis domadder dann och d'Wuert ginn, fir am Laf vum Januar nach eng Kéier op dëse Projet de loi zréckzekommen. Dat hu mer an der Kommissioun och esou festgehalen.

De Finanzement ass deen, dee mer kennen, iwwert d'CNS. Et gëtt dann en Dekont gemaach, esou wéi mer dat och scho bis elo bei deene Finanzementer gemaach hunn.

D'Sozialpartner hunn en gros positiv drop reagéiert. Ech wéilt dem Staatsrot e grousse Merci soen, deen hei an enger extreemer Urgence geschafft huet, dem Ministère, de Leit aus der Chamber an och de Memberen aus der Aarbechtskommissioun, déi hei, trotz Urgence, eng ganz interessant an och gutt fundéiert Diskussioun gefouert hunn, gëschter Owend nach.

De Rapport ass du gëschter Owend à l'unanimité an der Kommissioun ugeholl ginn. Et ass dunn awer nach en Amendement parlementaire gemaach ginn, dee bei de Staatsrot gaangen ass. De Staatsrot huet eis och zréckgeschriwwen, dass do keng Observatioune méi ze maache sinn. Soudass dee Rapport vu gëschter, dee mer ugeholl hunn, haut en Zousaz kritt huet, notamment, dass mer e Bréif, en Amendement parlementaire bei de Staatsrot gemaach hunn, dass si d'accord si mat deem drëtte Punkt, dee mam Artikel 1 derbäikënnt an dass se och do d'accord si mat dem modifizéierten Datum, deen elo am Rapport steet.

Voilà, dat gesot, wéilt ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat dann den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Rapporter Georges Engel villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Georges Engel huet en detailléierte Bericht virgeluecht, souwuel mëndlech wéi schrëftlech. Ech wëll och soen - ech si soss ëmmer een, dee bekannt ass, fir déi aner Institutiounen ze kritiséieren -, si hunn an dësem Dossier wéi och an deem Dossier, dee mer duerno behandelen, eng séier a performant Aarbecht geleescht.

Et ass och gutt, dass se op verschidde Problemer higewisen hunn, an och, dass de Ministère esou séier reagéiert huet, fir dass mer déi Durée vun deem Gesetz just op den 20. Januar maachen an dass mer dann op anere Punkte kënnen duerno nobesseren, well mir wëssen, oder net „wëssen", mee mir fäerten, dass et net wäert eriwwer si mam 20. Januar an dass mer dann de Covidvirus nach net wäerten am Gréff hunn.

Mee dat heiten ass wichteg fir all déi Elteren, déi Familljen, an deene méi wéi ee schaffe geet, wou et och wichteg ass, dass se wëssen, wou hir Kanner dann dru sinn an dass een do ass, deen hir Kanner ka betreien. Dofir ass et gutt, dass mer de Congé pour raisons familiales an där doter Situatioun hunn. Dat och an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère.

Dofir kann ech och d'Zoustëmmung gi vun der CSV zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur en häerzleche Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, fir déi schnell Aarbecht, déi mer hei konnte maachen. Jo, exceptionnel Circonstancen erfuerderen exceptionnel Mesuren. Mir hunn déi heite Mesure scho mussen huelen am Mäerz, wéi mer d'Schoulen hu mussen zoumaachen. Ech mengen, dat ass eng Mesure, déi ee wierklech nëmmen a Circonstancen hëlt, wou et net méi anescht geet.

Mat dem Gesetz, wat mer herno stëmmen, si mer an där Circonstance, dass mer och bis den 10. Januar eeben en Enseignement à distance hunn. Bei Kanner ënner 13 Joer ass et wichteg, wa se net kënnen an d'Schoul goen oder an eng Structure d'accueil goen, dass se kënnen doheem vun engem Elterendeel betreit ginn, fir dass se net eleng sinn. Dat musse mer schafen. Duerfir hei eng exceptionnel Mesure, fir dass zumindest een Elterendeel och bei dem Kand ass, wat net kann an der Schoul sinn.

Mir ënnerstëtzen als Demokratesch Partei dës Mesure an hoffen, dass mer net mussen an déi Circonstance kommen, dass mer déi Mesure hei musse verlängeren. Mee falls mer et misste maachen, hu mer eis d'Wuert ginn an der Kommissioun, dass mer e Kader schafen, fir weiderhin an esou exceptionnelle Circonstancen d'Méiglechkeet ze bidden, dass eis Kanner eeben och kënnen doheem weider vun engem Elterendeel betreit ginn.

Merci nach eemol fir déi schnell Aarbecht, an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hartmann. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Carlo Back.

M. Carlo Back *(déi gréng).*- Jo, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit merci un de Rapporteur, de Georges Engel. Wéi gesot, de Rapporteur huet et selwer gesot: Et ass ganz sportlech zougaangen, an hien huet och d'Delaien opgezielt.

Eng Remark vun eiser Säit ass vläicht: D'Qualitéit vun eise Projete riskéiert dann awer vläicht, ënnert deene kuerzen Delaien ze leiden. Wéi gesot, mir hunn dat och hei gesinn.

De Staatsrot huet eis eng Opposition formelle gemaach, déi mer och korrigéiert hunn a wou mer och an eisen Text geschriwwen hunn: « Toutefois, la commission signale que la question soulevée », dat ass déi Fro eebe mat de Kanner, déi nom 1. September 2016 gebuer sinn, « par le Conseil d'État nécessite une réflexion plus approfondie ». Wéi gesot, dat hu mer an eisem Rapport esou festgehalen.

A mir sollen dat dann och bis den 20. Januar op de Leescht geholl hunn. Dat heescht, den 20. Januar komme mer heihinner zréck, nach virdru vläicht, mat engem neie Projet de loi, fir eeben deene Froen do eng Äntwert ze ginn, fir déi „réflexion plus approfondie". Dofir kann ech vun eiser Säit aus nëmmen dozou opruffen, datt mer eis esou schnell wéi méiglech gesinn, fir datt mer kënnen op déi Froen hei wierklech agoen an och eng gutt Qualitéit vun engem Projet de loi ofginn, wou mer och, wéi gesot, Zäit hunn, fir eis Reflexiounen ze maachen.

Jo, dee Projet de loi ass ganz wäertvoll. Wéi gesot, meng Virriedner hunn dat och ganz gutt erkläert. An dofir gëtt eis gréng Fraktioun och den Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Back. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wéilt fir unzefänken dem Georges Engel fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport en häerzleche Merci soen. Ech mengen, dat meescht ass zu dësem Gesetz hei gesot. Ech géif mer wënschen, datt mer an Zukunft e bësse méi Zäit hätten, fir déi eenzel Gesetzer am Detail duerchzekucken, well engem ëmmer erëm en cours de route, souguer déi leschte Minutt, nach Saachen opfalen, déi am Fong geholl onlogesch sinn. An do kann een dann net méi vill verbesseren. Ech mengen, et ass jo ewell ugedeit ginn, datt eenzel Riedner schonn an déi Richtung geschwat hunn.

Ech mengen, dat hei ass e Gesetz, wat am Fong geholl eng logesch Suite ass vun deem Gesetz, wat mer elo uschléissend wäerten diskutéieren an, denken ech, och stëmmen. An ech mengen, hei baut am Fong geholl dat eent op dat anert op.

Ech géif duerfir d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz bréngen. Et ass am Interessi vun deene betraffene Leit. An ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. De Rapport ass gëschter unanime ugeholl ginn, well mer eis um Fong vun der Saach alleguer eens sinn. An et ass am Prinzip eigentlech eng ganz einfach Iwwerleeung: Dee Moment, wou duerch eng administrativ Decisioun Schoulen oder Maison-relaisen zougemaach ginn, gëllt vollëmfänglech de Congé pour raisons familiales. An et ass och scho gesot ginn, datt dat e Mechanismus ass, dee mer schonn eng Kéier duerchexercéiert hunn, nämlech am Mäerz/Abrëll wärend dem éischte Lockdown. Duerfir, um Fong si mer eens, an duerfir stëmme mer dat heite Gesetz awer och mat.

Mee ech mengen, datt dëse Projet de loi op e vill méi grondleeënde Problem hiweist: wéi mir, oder wéi d'Regierung am Moment amgaang ass ze legiferéieren. Den Depot vum Gesetz war virgëschter, den 22. Dezember. Gëschter ass den Avis vum Staatsrot komm, deen zwar net eng Opposition formelle hat, mee esou eppes Änleches, nämlech d'Droung, keng Dispens vum zweete Vott ze ginn. De Staatsrot huet awer selwer eng Propositioun gemaach, wéi een dat dann ëmformuléiere sollt. D'ailleurs gouf et esou ëmformuléiert, wéi et am éischte Lockdown och war, nämlech, datt d'Kanner, déi no engem bestëmmten Datum gebuer sinn, och drënnerfalen, fir all Ambiguitéit ze evitéieren.

An doropshi seet dann de Minister: „Effektiv, dat do ass e gudde Punkt. Et ass gutt, datt de Staatsrot déi dote Remark gemaach huet." Mee wann een dat dann awer zu Enn denkt, da musse mer och en anere Punkt änneren, fir wierklech vollëmfänglech kohärent am Text ze sinn. Duerfir maache mer dat elo net, well dat effektiv eng Reflexioun géif brauchen. Duerfir ännere mer einfach den Datum vun der Gültegkeet vum Gesetz. Wat am Ufank sollt bis Enn des Joers 2021 sinn, soll dann elo just nach bis den 20. Januar sinn, mat der Obligatioun, datt d'Chamber dann Ufank Januar erëm zesummekënnt, fir erëm un dësem Gesetz ze schaffen.

Dat, op wat ech eraus wëll, ass, datt dat hei erëm eng Kéier immens gehuddelt ass fir eppes, wat mer am Mäerz schonn eng Kéier duerchexercéiert hunn! An ech géif gär drun erënneren, datt ech am Juni, wéi mer den éischten Tëschebilan vun der Covidkris gemaach hunn, hei stoung a gesot hunn: „D'Regierung muss en vue vun enger zweeter Well legal a legistesch all Moyen elo scho preparéiere fir am Fall, wou mer an esou eng Situatioun kommen." An eng Situatioun, datt de Staat seet: „Schoulen a Maison-relaisen zou!", ass eng potenziell, déi ee sech och schonn am Juni hätt kënnen denken. Et hätt kënne preparéiert ginn! Et hätt kënnen en préalable mam Staatsrot diskutéiert ginn an déi „réflexion profonde", déi mer dann elo am Januar nach eng Kéier musse maachen, hätt scho laang kënne stattfannen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Duerfir, Här President, mir stëmmen dat hei mat. Mee ech mengen, datt et e weidert Beispill ass, datt d'Regierung viru Méint, datt hir Service-legistiquë vun deenen eenzelne Ministèren hir Hausaufgaben net gemaach hunn, an datt et duerfir genausou wierkt, wéi vill Leit et empfannen, nämlech: Navigation à vue. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Als Éischt e Merci un de Rapporteur, dee jo näischt fir dee ganz serréierten Zäitplang kann. Deen Zäitplang war ganz serréiert, dat huet de Här Marc Baum hei ugeschwat. Ech denken och, datt een do an Zukunft e bësse méi Previsibilitéit bräicht, net nëmme fir d'legislativ Aarbecht, mee och fir d'Leit dobaussen. Dat heiten ass erëm eppes, wat e bëssen iwwerstierzt wierkt. Dat huet ee gemierkt an der Aarbecht, wéi mer se gemaach hunn.

Nichtsdestotrotz, de Rapport, dee virgedroe gouf, ass souwuel mëndlech wéi och schrëftlech exzellent gewiescht. Ech froe mech heiansdo, wéi een dat an där kuerzer Zäit soll hikréien. Et ass awer gelongen. A mir wäerten, well et néideg ass, den Accord fir dëse Projet och ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här Pre-

sident. Merci och all deenen, déi gehollef hunn, dass mer dëse Projet de loi, wou et eenzeg an eleng dréms geet, derfir ze suergen, dass déi Leit, déi elo aus deene besonnesche Grënn hir Kanner eventuell hätte missen eleng loossen, dass dat net wäert antrieden. Dofir hu se alleguerte matgewierkt, dass mer dëse Projet de loi haut kënne stëmmen, engersäits d'Chamberskommissioun, anerersäits awer och de Staatsrot, deen och nach zousätzlech op eng Problematik higewisen huet, déi esou - dat soen ech awer hei - net virauszegesi war a wou och de Staatsrot keng endgülteg Léisung konnt virschloen.

Trotzdeem hu mer gëschter an der Kommissioun unanime decidéiert, fir elo op e pragmatesche Wee ze goen, fir dass mer derfir suergen, wéi gesot, dass d'Leit vum Congé pour raisons familiales kënne profitéieren.

Et gëtt der ëmmer, an dat huet een och elo bei verschiddene Stellungnamen héieren, déi et ëmmer woussten, wat ee virdrun hätt misse maachen, fir dass een duerno keng Problemer kritt. Déi anscheinend schonn am Juni woussten, wat alles am Dezember géif op eis duerkommen.

(Brouhaha)

A wann ech dann héieren, dass hei vun „navigation à vue" geschwat gëtt, ...

(Brouhaha)

... jo, zum Deel fuere mer Navigation à vue. An dofir gëtt et e Grond: well den Autopilot ausgefall ass. A well mer eis vu Woch zu Woch, vu Mount zu Mount op nei Situatioune mussen astellen. An ech si frou, Här President, dass mer hei um Rudder Leit hunn, déi och ouni Autopilot kënnen navigéieren an d'Schëff an e sécheren Hafe bréngen. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ... Den Här Marc Baum freet nach eemol d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech froen nach eng Kéier Parole après ministre, well jo och en Datum hei genannt ginn ass, dee vum Juni, wou effektiv gesot ginn ass, d'Invitatioun un d'Regierung ausgeschwat ginn ass: „Preparéiert Iech mat deene Mesuren, déi am État de crise en place waren! Kuckt, fir deenen, well mer keen zweeten État d'urgence méi wëllen, kuckt, fir deenen elo schonn eng legal Basis ze gi fir le moment venu!"

A wéi gesot, et ass keen absolutt hypotheeteschen Zenario fir ze soen: „D'Schoule mussen nach eng Kéier zougoen." Dat war ee vun deenen éischte Kärelementer och vum Krisemanagement, deen an der éischter Fassung jo och relativ gutt geklappt huet. Duerfir war dat net vu Muttwëll. An dat war och net, well een deemools schonn de „Stein der Weisen" gepacht hat - déi, déi dat gefrot hunn -, mee et war eng Mesure, déi d'Regierung sollt invitéieren, fir genau déi Situatioun, an där mer elo dra sinn, ze evitéieren!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Regierung.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Ech wollt just nach eng Kéier drun erënneren, dass mer effektiv schonn eng Kéier esou e Gesetz haten, wou et ëm de Congé pour raisons familiales gaangen ass. An an deem Avis vun deemools ass kengem, an och net deene Leit, déi an der Kommissioun deemools derbäisouzen, opgefall, dass mer hei eng nei Problematik haten. Ech mengen, dat soll een einfach der Fairness halber soen.

Ech wëll awer och soen, dass mer an der Kommissioun jo gemeinsam probéieren, fir hei eng Léisung ze fannen. Et ass keen Zäitdrock do. Dat wëll ech hei ënnersträichen, dass mer dat a Rou kënnen diskutéieren. Et ass eng nei Problematik, déi elo opgeworf ass, an där solle mer eis dann och stellen. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer an deem Gesecht, an deem mer an där doter Kommissioun bis elo geschafft hunn, dat och wäerte fäerdegbréngen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7739. Den Text steet am Document parlementaire 7739[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7739 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7738 - Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Mir kommen elo zum Projet de loi 7738, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dem Rapporteur d'Wuert ginn - a wie kéint dat anescht si wéi den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo?

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, keen, kee vun eis freet sech driwwer, dass mer eise Matbiergerinnen a Matbierger op Hellegowend e Projet wéi deen, deen ech elo am Numm vun der Gesondheetskommissioun virstellen, ënnert de Beemche leeën! An dach ass en néideg, fir dass mer nächst Fester erëm an där Normalitéit kënne feieren, där hire Wäert mer an dëser Zäit, wou e Virus alles op d'Kopp gehäit huet, erëm richteg erkannt hunn.

Et wäert kee Chrëschtdag, kee Silvester oder Neijoerschdag gi wéi déi, déi mer kannt hunn. Mee déi Affer, déi mer bréngen, sinn net ëmsoss! Ech wëll dofir mat engem Merci ufänken: Merci un all déi Leit, eng grouss Majoritéit, déi iwwer Méint alles gemaach hunn, fir sech an hir Matbierger ze schützen!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Vun hinnen - vun hinnen! - gëtt leider manner geschwat wéi vun där Minoritéit, déi nach ëmmer net verstanen huet. Ech zéie mäin Hutt virun all deenen, déi, och wann et hinne schwéiergefall ass, och wa se dorënner gelidden hunn an och emol rosen iwwert dat waren, wat mer hinnen zougemutt hunn, déi nei Reegele respektéiert hunn an och matugepaakt hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Mir gesinn haut, grad ewéi bei der éischter Well, dass deen Engagement sech lount. Erënnert Iech: Den État de crise, den abrupte Stopp, de Lockdown hat déi éischt Well vun der Pandemie bal gestoppt. Mee du koum déi zweet Well op eis zou. Hätte mer am Hierscht net mat successive Gesetzer reagéiert, da wäre mer plattgewalzt ginn!

Mir schéngen eng zweete Kéier dat Schlëmmst - schlëmm genuch, kann ee soen -, dat Schlëmmst verhënnert ze hunn. Mee nach si mer net op der sécherer Säit a mir däerfen net lassloossen!

D'Infektiounszuelen hu sech stabiliséiert a weisen eng reell Tendenz no ënnen. Mee op där anerer Säit stierwen nach all Dag Leit um Virus oder gi schwéier krank. Eis Dokteren, eis Infirmièren, eis Infirmieren an all déi, déi am Kampf géint de Coronavirus am Dauerasaz sinn, fueren op de Felgen, si geschlaucht, gi krank. Aus Respekt virun hinnen a fir se endlech no néng Méint ze entlaaschten, musse mer eis nach eng Kéier mat Häerz a Verstand deem déidleche Virus an de Wee stellen.

Dat ass de Sënn vun dëse Moossnamen, déi ech elo virstellen. Si sinn am Detail sécher kritikabel, mee an der Zilsetzung ganz kloer an an der Chamber méi breet gedroen, wéi dat d'Ofstëmmungsresultat vläicht herno wäert aussoen. Mir hunn hei alleguer dee selwechte Wonsch: dass mer esou schnell wéi méiglech deen Dreck do lassginn! Déi Moossname sollen d'Ugréffsfläche vum Krankmécher esou wäit wéi méiglech reduzéieren, fir eis 2021 esou vill Normalitéit, Fräiheet a Freed wéi méiglech erëmzeginn.

Haaptzil vum Projet ass, déi physesch Kontakter nach méi ze reduzéieren an, jo, d'Zuel vun den Neiinfektioune méi staark an dauerhaft erofzedrécken. Dës Zuelen, ech hunn dat virdru scho gesot, weisen am Moment eng gutt Tendenz. Wa mer awer wëllen, dass déi gutt Tendenz esou no wéi méiglech bei null ukënnt, musse mer nach eng Schëpp bäileeën, virun allem, well grad elo am Wanter, ma och bedéngt duerch d'Feierdeeg, d'Gefor vun enger Reprise vun der Aktivitéit vum Virus duerchaus probabel wär.

D'Reduktioun vun den Neiinfektiounen ass kee Selbstzweck. Mir wëllen hei net d'Leit péngegen, well mer se wëlle péngegen - et muss ëmmer erëm widderholl ginn -, mee et geet dréms, fir d'Zuel vun den Hospitalisatiounen, fir d'Zuel vun deene Leit, déi ëm hiert Liewen op den Intensivstatioune kämpfen, an d'Doudesfäll wa méiglech op null ze drécken.

D'Zil ass et och, fir de Spideeler an dem ganze Gesondheetssystem ze erlaben, fir erëm méi normal ze fonctionéieren. De Fait, dass nämlech aktuell eng ganz Partie vun Interventiounen ausgesat goufen, riskéiert op Dauer negativ Auswierkungen op d'Santé publique, op den Zoustand vun der Gesondheet vun der ganzer Populatioun ze hunn. Dat musse mer verhënneren.

Elo dann déi nei Mesuren am Resümmee:

D'Ausgangsspär gëllt ab 26. Dezember vun néng Auer owes amplaz vun eelef Auer owes. Hei gouf et kontrovers Diskussiounen an eiser Kommissioun. An och de Staatsrot huet, wéi d'Kolleegen aus der Kommissioun, sech d'Fro gestallt, ob déi dote Moossnam wierklech effikass an evidenzbaséiert ass. D'Majoritéit an der Kommissioun huet d'Argument iwwerzeegt, dass dës Verschäerfung zu manner Kontakter, weesentlech manner Kontakter wäert bäidroen, also zilgerecht ass. Et ass ee vun de Punkten, wou et an der Kommissioun, dat muss een esou soen, Dissens gouf.

Da gëtt de Verkaf vun net essenzielle Produkter a Wuere verbueden. Viséiert sinn also net eng bestëmmt Zort vu Butteker, mee Produkter. D'Livraison à domicile, déi sougenannt „vente au volant" an d'Ofhuelen dobausse bleiwen awer erlaabt.

Och de Beräich vun de Soins à la personne, also Coifferen, Baartschneider, Barber, ech weess net, wéi een et besser soll ausdrécken, oder „Baartstilisten", Schéinheetsfleeg, Tattoo, Piercing, Solariume bleiwen zou. D'Pédicure médicale dergéint bleift erlaabt.

Fir d'Auswierkunge vun dëse Mesuren opzefänken, ginn déi staatlech Hëllefen ausgeweit. Och de Commerce am Detail an déi assimiléiert Secteure kommen an de Genoss. Dobäi gëtt d'Integralitéit vun de Chargë consideréiert fir d'Méint November an Dezember 2020 a Januar 2021.

All d'Kulturetablissementer mussen hir Dieren zoumaache bis op d'Recherche-Etablissementer, déi eebe fir Recherche-Aktivitéiten opbleiwen.

Esou wéi d'Chamber sech an enger Motioun derfir ausgedréckt hat, gëtt och de Konsum vun Alkohol dobaussen op der Voie publique, op der Place publique oder wéi een et wëllt ausdréckt - et weess jiddwereen, wat gemengt ass; mir hunn erëm, wéi mer an d'Chamber komm sinn, gesinn, wéi fréi et domat ugeet, et weess also jiddwereen, ëm wat et geet -, den Alkoholkonsum dobaussen, wat eigentlech eng Deviatioun ass vun der Schléissung vun de Bistroen, gëtt also verbueden. Zum engen ass d'Ursaach, dass ee bei deene Versammlungen d'Mask fale léisst an, wann den Alkohol bis wierkt, och d'Gard fale léisst an dann dem Virus voll Ugréffsfläch bitt. Den Alkohol dréit also net dozou bäi, dass mer méi virsiichteg ginn, mee éischter de Contraire. An dofir ass dat hei eng Moossnam, déi ganz wichteg a richteg ass an, mengen ech, och dem Wonsch vun der Chamber komplett entsprécht.

D'Sportsinfrastrukture bleiwen zou. Sport kann nëmmen nach am private Kader praktizéiert ginn. Sport an déi rekreativ Aktivitéiten däerfe just nach maximal a Gruppe vun zwee praktizéiert ginn. Ausser enger Famill, do gëllt dat net.

All peri- a parascolaire Aktivitéite grad ewéi d'Crèchen, d'Services d'éducation et d'accueil fir Kanner bleiwen zou. D'Kontributioune vun den Elteren um Chèque-service accueil mussen net bezuelt ginn. An d'Eltere vu Kanner ënner 13 Joer kënne vum Congé pour raisons familiales extraordinaire profitéieren, dee mer elo grad diskutéiert a gestëmmt hunn.

Gewosst ass jo, do brauch ech net weider drop anzegoen, dass d'Schoule bis den 10. Januar zoubleiwen an déi zwou Woche Vakanz duerch eng Woch Homeschooling, Schoul doheem, ergänzt ginn.

Vum 28. Dezember a bis den 10. Januar nach mat fonctionéiert eng Noutbetreiung fir Kanner, deenen hir Elteren am Gesondheets- a Fleegeberäich schaffen.

De Projet de loi gesäit dann och vir, dass d'Laboratoiren d'Resultater vun de serologeschen Tester op d'Covid-19-Anticorpsen un d'Direktioun vun der Santé mussen iwwermëttelen, fir esou e Suivi an en Iwwerbléck iwwert d'Evolutioun vun der Pandemie ze erlaben.

De Projet de loi reegelt den Traitement vun den Donnéeën am Kader vun der Impfcampagne. Jo, mir waarden op de Vaccin. Mir hoffen, dass e schnellstméiglech ka verbreet ginn, well d'Verbreedung vum Vaccin féiert dozou, dass d'Verbreedung vum Virus zréckgeet. Et ass also eng ganz Effikass Waff géint de Virus, alle Kritiker zum Trotz! Et brauch een nëmmen op déi Millioune Mënscheliewen hinzeweisen, déi duerch Vaccine bei deene schlëmme Krankheeten hiert Liewe gerett kruten. Hei geet et dréms, fir d'Evolutioun vun der Pandemie kënnen ze verfollegen, mee virun allem och, fir kënnen eventuell Niewewierkungen ze suivéieren, ze retracéieren. Do hate mer eng länger Diskussioun an der Kommissioun, och kritesch Bemierkunge vum Staatsrot, iwwert d'Durée de conservation. Do si mer frou, dass Ouverturë vun der Regierung komm sinn, dass déi maximal Zäit vun der Conservatioun revidéiert gëtt a gekuckt gëtt, ob mer wierklech esou eng laang Period brauchen.

Zu gudder Lescht gi mat dësem Projet de loi och d'Strofbestëmmunge fir déi physesch Persoune verschäerft. Amplaz vun der Forschett tëschent 100 a 500 Euro gëllt elo d'Forschett tëschent 500 an 1.000 Euro. D'Avertissements taxés gi vun 145 op 300 Euro gehéicht.

D'Mesurë gëlle bis den 10. Januar, ausser der Fermeture vum Secteur Horeca, déi bis de 15. Januar d'nächst Joer gëllt.

Am initiale Projet war eng Dispositioun virgesinn, déi an der Kommissioun grad ewéi a sämtlechen Avisen, dobaussen an och beim Conseil d'État fir Diskussiounen, schaarf Kriticke gesuergt huet a wou och, géif ech soen, well net ofgewaart wollt ginn, wéi d'Weisheet da vun eis alleguer wär, mat ganz décke Geschützer geschoss ginn ass. Dofir gouf also déi Moossnam ganz schaarf kritiséiert. Den Artikel16ter hätt - hätt! - d'Fonctionnairen, d'Salariéen an d'Agenten, déi eng Mission de service public hunn, obligéiert, de Procureur d'État ze informéieren, wa se am Kader vun hirer Aarbecht matkritt hätten, dass eng Persoun eng Isolatiouns- oder Quarantänsmesure net respektéiert hätt. An domat wären d'Reegele vun der Confidentialitéit an och de Secret professionnel opgehuewe gewiescht.

Effektiv ass et esou, dass Leit, déi covidpositiv sinn an hir Isolatioun net anhalen, hir Matmënschen an eeschthaft Gefor, jo, a Liewensgefor kënne bréngen. An effektiv gëtt et am Code de procédure pénale am Artikel 23 och eng Obligatioun fir Fonctionnairen, Salariéen an Agente mat enger Mission de service public, wa se am Kader vun hirer Aarbecht op en Delikt oder e Crime stoussen, dass se dat musse weiderginn.

Mee hei si mer net am Beräich vum Crime a vum Delikt, mee mir sinn am Beräich vun enger Contravention! A wann ee gär gehat hätt, dass deen Artikel sollt gëllen, jo, da wär eng Optioun gewiescht, dass een, wann een an engem Isolement, also wierklech positiv gewiescht wär (veuillez lire: dass, wann ee positiv gewiescht wär an deen Isolement net agehalen hätt), dat zu engem Delikt eropgehuewen hätt. Da wäre mer am Droit commun gewiescht.

Dat war awer net de Wëllen! Dat war net de Wëllen an dofir si mer zur Konklusioun komm: Wann dat do net de Wëllen ass, kann et och net sinn, dass déi dote Moossnam gëllt fir Contraventiounen. Dofir haten net nëmmen d'Membere vun der Kommissioun, mee och de Staatsrot ganz staark Bedenken, an no ganz intensiven Echangen um Niveau vun der Kommissioun, tëschent all de Fraktiounen, si mer zur Konklusioun komm, an an Ofstëmmung mat der Regierung, encouragéiert och vum Avis vum Conseil d'État, fir deen doten Artikel ze sträichen. Ech mengen, do huet d'Chamber zesumme mat hire Partner hir Aarbecht gemaach. An ech mengen, mir leie richteg, dass mer déi doten Dispositioun gestrach hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Dobäi stellt sech awer weiderhin d'Fro, wéi ee mat Leit ..., wéi een esou wäit wéi nëmme méiglech - et gëtt jo schonn am Gesetz eng Rei vu Méiglechkeeten -, wéi een esou wäit wéi méiglech d'Leit kann iwwerzeegen, dass se, wa se objektiv positiv sinn, net zur Virebomm dobaussen däerfe ginn an dass se wierklech zur Gefor fir hir Matmënsche ginn.

Just e puer Wuert nach iwwert d'Prozedur, da sinn ech schonn um Enn. Ech wäert dës Kéier net vill iwwerzéien, just fir eng Minutt, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dir sidd awer amgaang, Här Rapporteur.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Jo. Jo, ech sinn awer bal fäerdeg, Här President!

D'Prozedur: Depot vum Projet de loi: 21.12., éischt Kommissiounssëtzung, dräi an eng hallef Stonnen: 22.12., Avis vum Conseil d'État: 23.12., Rapport haut de Moien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi seng Virgänger kann dëst Gesetz zwar eng Rumm schafen, mee niewe politeschen Entscheedungen, déi versichen, en Equiliber tëschent der absolutter Prioritéit - der Gesondheet - an e bëssen Normalitéit am Zesummeliewen ze sichen, kënnt et virun allem op dat perséinlecht Verhalen un. Et kënnt also op jiddwer Eenzelnen un. An amplaz no Weeër ze sichen, wéi een déi nei Reegele kann ënnerlafen, sollt ee sech Gedanke maachen, wéi een zesumme kann upaken, fir d'Ursaache vun deenen neie Reegelen, fir déi an Zukunft onnéideg ze maachen.

Mir wëssen och, dass et dat perfekt Gesetz grad ewéi déi No-fault-Politik, déi kee Feeler mécht, net gëtt an déi eenzeg richteg politesch Entscheedung gradesou wéineg gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt e Merci lassginn un déi kleng Ekipp an der Chamber, déi kleng Ekipp an de Fraktiounen, un de Staatsrot fir déi exzellent Zesummenaarbecht, well soss géif dat hei net goen. Wann do net all Zännrad anenee géif gräifen, da géife mer et net fäerdegbréngen, e Gesetz an där doter Zäitspan ze maachen. Merci och all deenen, déi matupaken, fir de Virus lasszeginn.

An deem Sënn wënschen ech all de Kolleegen an all de Leit dobausse schéi Feierdeeg, déi zwar aneschters si wéi soss. Mee kommt, mir maachen einfach dat Bescht draus! Dofir: Alles Gutts! Bleift gesond a passt op Iech op!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Rapporteur. An den Här Fernand Kartheiser schéngt direkt nach eng Fro ze hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools merci. Ech wollt dem Här Mars Di Bartolomeo, wann hien d'accord ass, nach eng Fro stellen. An zwar, den Här Engelen wäert de Rapport selbstverständlech kommentéieren, mee et ass eng Fro, déi sech gestallt huet, well nämlech déi Diskussiounen jo - wéi den Här Rapporteur et richteg gesot huet - an der Gesondheetskommissioun ganz intensiv gefouert ginn, awer net zum Beispill och an der Commission juridique. Elo sinn awer eng Rei Aspekter do, déi een awer sollt bedenken. An ech hunn e puer ganz naiv Froen an deem Kontext.

Mir hu gesot, an den Här Rapporteur huet dat jo och gesot, datt déi Avertissements taxés an hirer Héicht verduebelt ginn. An ech hu mer déi Fro elo gestallt, ob mer dann net an en Zenario kommen - an dat soen d'Juristen heibanne - vun enger Amende correctionnelle. Well deen Abléck hätt d'Police nom Code de procédure pénale och aner Méiglechkeeten ze intervenéieren. Dat heescht, meng Fro ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kartheiser, mir sinn hei an enger komescher Prozedur dran!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, dat ass ... Ma nee, dat ass meng Fro ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, dat wier éischter um mandatéierte Spriecher.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... un de Rapporteur, Här President. Dat ass meng Fro un de Rapporteur, well ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Den Här President huet komplett Recht. Ech mengen, hei ass de Rapport virgestallt ginn. All d'Fraktiounen hunn hei Zäit, fir dozou Stellung ze bezéien. Da soll, wannechgelift, d'ADR dat maache wärend hirer Riedezäit. Hei brauche mer net eng zweet Prozedur.

(Interruptions)

Also, Här Kartheiser, wann Der wëllt, ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Fro bleift gestallt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- ... maacht dat, mee maacht dat, wann et un Iech ass! Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Rapporteur.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Si bleift awer gestallt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wollt dem Här Kartheiser soen, datt déi Zäit, déi der ADR-Fraktioun zur Verfügung steet, zéng Minutte sinn, ...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Déi hale sech un näischt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- ... fir déi dann esou ze notzen, ...

(Interruption)

... wéi si dat fir richteg an néideg fannen. An ech géif elo d'Wuert weiderginn un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Am Fong misst dëse Projet hei eis zefriddestellen, well eng ganz Rei vun deene Propositiounen, déi mer säit Wochen, säit Méint hei op der Tribün an anerwäerts gemaach hunn, hei zréckgeholl ginn. Mir froe säit Oktober méi strikt Moossnamen an de klenge Commercen, well mer net verstanen hunn, wéi d'Politik vun der Regierung wär. Mir froen och méi strikt Moossname fir déi kleng Commercen an de Grande-surfacen, well mer och déi nei Reegelungen, déi d'Regierung an dem leschte Gesetz geholl huet, net als sënnvoll oder zumindest net als komplett empfonnt hunn. Mir hunn eng Schléissung op den oppene Sonndeger oder e Verbuet vun den oppene Sonndeger gefrot, mir ware géint de Black Friday, Soldeverschibungen, dat hu mer alles an deene leschten Diskussioune gefrot.

Mir froe säit September eng ganz Rei zousätzlech Moossnamen an der Schoul. Mir haten 13 Propositioune gemaach, véier Motiounen ofginn. Mir hunn d'leschte Kéier eng Demande fir Vakanzverlängerungen hei op der Chamberstribün ugeschwat. Mir hu Motioune gemaach, fir den Alkoholverbuet ze maachen. A mir froe säit Méint och eng Erhéijung vu Strofen, haaptsächlech awer eng besser Adaptatioun an eng besser Proportionalitéit vun de Strofen.

Dofir soen ech ganz kloer an däitlech: Ech si frou, datt endlech eng Rei méi restriktiv Moossnamen haut kommen. D'Regierung bestätegt domat hir Noutwendegkeet. D'Regierung bestätegt, datt mer säit Woche Recht haten! D'Regierung bestätegt och déi Räsonementer, déi mer hei op der Chamberstribün an op anere Plaze gefouert hunn. Mir begréissen also e groussen Deel vun deenen hei proposéierte Moossnamen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mee ech wëll awer gradesou kloer an däitlech soen, datt ech d'Regierungspolitik net méi verstinn. Et muss nach ee mer erklären, firwat d'Regierung elo op Konklusioune kënnt, fir dës Moossnamen ze huelen. Mir hate Mëtt Dezember, de 15., dat lescht Gesetz. A wéi mer dat gestëmmt hunn, hate mer deelweis méi héich Zuelen, wéi mer se elo hunn, méi héich Zuelen an Neiinfektiounen an Doudeger a Plazen a Klinicken. Mir hate sengerzäit déi héchst Zuelen an der Welt: 853 Infektiounen den Dag. Däitschland hat der 266, Frankräich hat der 185.

Firwat hu mer net schonns deemools reagéiert?! Firwat?

Firwat hu mer net schonn am Dezember, am November, am Oktober déi Konklusiounen do geholl? Sengerzäit krute mer dauernd gesot: „Mee mir beobachten", „mir monitoren", „mir kucken", „mir evaluéieren".

Ech soen: Mir hunn Zäit verluer. Mir hunn enorm Zäit verluer an deene leschte Wochen! An d'Course géint de Virus ass eng Course géint d'Zäit. Mir hunn onwarscheinlech Zäit verluer an deene leschte Wochen, an deene leschte Méint.

Firwat hu mer déi Zäit verluer? Ass et, well d'Regierung et net fäerdegbruecht huet, fir Decisiounen ze huelen, well se kengem wollt wéidoen? Well d'Regierung net eens war, fir déi Decisiounen ze huelen? Ass et, well d'Regierung naiv gemengt huet, mir wären hei zu Lëtzebuerg eng Insel a wat an anere Länner noutwendeg wär, wär net zu Lëtzebuerg noutwendeg?

Ech soen: Déi Responsabilitéit, déi hutt Der ze droen an déi hëlt keen Iech ewech!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn Iech konstant an dauernd drop opmierksam gemaach an deene Rieden, déi mer gehalen hunn, datt Der vill ze wéineg, vill ze spéit, net kohärent an technesch problematesch Gesetzer hei géift abréngen. Mir hu Motioune gemaach. Et ass alles, quasiment alles ofgeleent ginn!

An Dir hutt eis Erklärunge ginn, firwat Der net wéilt bougéieren. Dir hutt de 17. Oktober gesot: „Mir hunn alles am Gréff. D'Zuele ginn erop, mee dat war virauszegesinn. Maacht Iech keng Suergen! Et geet eis nach besser wéi den Nopeschlänner."

Dir hutt eis de 17. November gesot: „Mir sinn an enger stabiller Situatioun. Eng stabill Situatioun, déi awer héich ass. Dat ass zwar net ideal, mee mir hunn alles am Gréff."

Den 23. November: „D'Situatioun ass stabill. Méi héich. Mir mussen eis elo Loft verschafen. Mee mir hunn alles am Gréff."

De 15. Dezember - d'lescht Woch! - ass gesot ginn: „Mir hunn eng ugespaante Situatioun, mee d'Exponentialitéit ass gebrach. D'Indicateure gi liicht erof. A mir hunn eng liicht Besserung."

Elo op eemol gëtt gesot, datt mer drastesch Moossname mussen huelen, well d'Zuelen net genuch erofginn!

Ech soen Iech: Déi Zuele gi säit Enn Oktober net erof! Säit siwe Wochen! An déi Berichter, déi Der eis ginn hutt, déi soen dat ganz kloer selwer. D'Zuele bleiwen op ze vill engem héijen Niveau säit zwee Méint. Dat wësse mer! Dat hu mer gesot! Dat kann een an all Tabell liesen! A säit zwee Méint gi mir, gëtt d'Land vertréischt! Et huet sech näischt un den Zuele geännert. Keng Argumentatioun ass anescht ginn. An elo op eemol, well Der ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

... an d'Enkt gedriwwe sidd, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- (...) Nach eng Kéier: Et huet sech näischt un den Zuele geännert. Just fir sécher ze sinn!

Une voix.- Jo.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bettel, et huet sech näischt un den Zuele geännert an deem Sënn, datt d'Zuelen ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dach!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ... an deene leschte siwe Wochen net weider eropgaange sinn. Ech hunn hei en Text zitéiert, deen Dir eis ofginn hutt an deene Berichter, déi Der eis ginn hutt. Ech hu gesot, d'Zuele si souguer liicht erofgaangen.

Dir kënnt jo duerno Är Argumentatioun bréngen. Mee mir hu méintelaang net reagéiert. An elo op eemol reagéiere mer, well mer an d'Enkt gedriwwe sinn a well et net méi anescht geet.

Ech soen Iech, déi aner Länner, déi hu reagéiert! Déi hunn heftegst reagéiert. An déi hu vill méi fréi reagéiert. Frankräich huet den 28. Oktober seng Gesetzer gemaach. Si si vun 820 Infektiounen op 200 den Dag erofgaangen. D'Belsch huet den 23. Oktober an den 1. November seng Gesetzer gemaach, Däitschland den 28. Oktober an de 25. November. Irland huet reagéiert op engem vill méi déiwen Niveau wéi mir waren, dat schonn den 20. Oktober, an déi konnten drastesch hir Zuelen erofsetzen.

Fir eis ass kloer, datt d'Regierung säit September eng Politik mécht, wou se net anticipéiert, wou se net preventiv schafft, eng Politik, déi ze spéit reagéiert, déi ofwaardend ass, déi hesitant ass, déi net staark genuch reagéiert huet an déi déi ganzen Zäit net decisiounsfäeg war. Obwuel d'Zuelen a eisen Aen eendeiteg waren. An ech soe ganz kloer, datt d'Regierung do eng Responsabilitéit dréit.

Ech verstinn och net deen Ënnerscheed, dee war tëschent där éischter Well an der zweeter Well. Ech hu fonnt, datt an der éischter Well d'Regierung gutt reagéiert huet, well se schnell war a well se konsequent war. An dofir hu mer och deen État de crise sengerzäit matgedroen. Ech fannen, datt déi zweet Well onpreparéiert war, träg Reaktiounen an eng Incapacitéit do sinn, fir schnell eng Decisioun ze huelen.

A wann ech d'Argumentatioun kucken, déi gebraucht gëtt par rapport zu deene leschte Méint, da soen ech mer, datt d'Chamber an d'Leit net seriö geholl ginn. Dir mengt, Dir kéint hei am Fong egal wat fir eng Argumenter egal wéini huelen. An ech ginn zwee Beispiller:

Bei de klenge Commercen hutt Der eis nach d'leschtWoch gesot, datt et eppes anescht wär, wann ee géif bei de klenge Commercen eppes maachen, well déi jo dann op der Strooss wären, dobausse wären. An do géif et déck duergoen, wann ee géif Masken dobannen unhunn. Virun dräi Wochen hutt Der dat gesot, virun enger Woch hutt Der dat och nach gesot. Elo gëtt alles zougemaach. Haut geet et net méi anescht. An ech soen Iech: Hätte mer zurzäit eng Rei aner Mesurë fir d'Commercë geholl, da bräicht ee vläicht haut guer kee Lockdown an deem Mooss ze maachen!

Zweet Beispill ass dat vun de Schoulen. Fir eis ass dat an de Schoulen déi dramateschst Feelaschätzung aus dëser Kris! De Minister, deen hi-geet an dauernd seet, datt an der zweeter Well et haaptsächlech d'Adultë wären, dee behaapt, d'Acceleratioun vun den Infektiounen hätt näischt mat der Schoul ze dinn! Dee seet: „Wann Ustiechunge vu Kanner sinn, dann ass dat net an der Schoul." An déi Konklusioune sinn all festgehalen a sengen eegene Berichter.

E Minister, dee seng ganz Politik drop opbaut, fir Behaaptungen, déi net bewise sinn an och néierens ugewannt sinn, a Realpolitik ëmzesetzen. Deen aner Konklusiounen zitt wéi den RKI oder wéi d'OMS, déi méintelaang zur Virsiicht opfuerderen, wat hei am Land net geschitt ass. E Minister, deen an deem leschte Mount refuséiert huet, eng ganz Rei noutwendeg Moossnamen ze huelen. Mir hunn hei 13 Propositioune gemaach, véier Motiounen abruecht: Alles ass ofgeleent ginn!

E Minister, deen dann den Deputéierten an der Press seet, datt Froen net erwënscht wären, an déi dann, wa se sech zu sengen Zuelen äusseren, och gesot kréien, dat wär net erwënscht; dee weeder op d'Enseignanten nach op d'Elteren nach op d'Gewerkschafte lauschtert: Dee Minister kritt da klipp a kloer vun der Gesondheetsministesch gesot, datt en Onrecht hätt!

Ech hunn der Madamm Lenert gutt nogelauschtert an der Chamber, an der Kommissiounssëtzung, an der Press. Si seet an aller Däitlechkeet: „D'Kanner kënne sech genausou ustieche wéi Adulten. D'Kanner si genausou Träger. D'Kanner hu genausou e Risiko wéi Erwuessener. An dat och an der Schoul." Dat ass genau de Contraire vun deem, wat den Här Meisch seet. An d'Madamm Lenert justifizéiert souguer hir Politik mat deenen Erkenntnisser, well si seet: „De Comptage vun deene Leit, déi bei een heem kënne goen, do musse mer d'Kanner matabezéien, well se genausou ustiechend sinn."

Une voix.-Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hei ginn an där selwechter Regierung zum selwechte Sujet zwou absolutt konträr Politicke gemaach an de Staatsminister reagéiert net dorobber. Dat ass fir mech awer mat grousse Fragezeiche verbonnen!

An ech soen Iech: Déi Etüden, déi ech gelies hunn, déi ginn der Madamm Lenert hei Recht! An ausserdeem seet déi Etüd, déi Dir eis ofginn hutt virun zwee Deeg, ganz kloer, datt d'Ustiechunge vun de Kanner zwëschent 0 a 14 Joer ëm 700 Infektiounen, 700 bis 800 Infektiounen d'Woch wären. Aner Länner hunn och konträr Politicke gemaach zu deem, wat den Här Meisch an deene leschten Deeg gemaach huet. Fir eis ass dat an deene leschte Méint eng absolut, manifest politesch Feelaschätzung gewiescht. An et war keng Reaktioun vun der Regierung a vum Staatsminister do. Dat ass fir eis onverständlech!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An no engem Trimester reagéiert elo de Minister: eng Woch Homeschooling no der Vakanz. A mir sinn och d'accord domat. Mee d'Fro ass: Huet en déi Zäit och genotzt, fir et virzebereeden? Hu mer déi Ekipementer an de Lycéeën? Ech menge jo. Hu mer déi Ekipementer an de Primärschoulen, déi noutwendeg sinn? Ech mengen, hei ass nach en décke Problem.

A mir sinn der Meenung, datt hei de Staat onbedéngt de Gemenge misst hëllefen, finanziell hëllefen, fir déi noutwendeg Ekipementer zur Verfügung ze stellen an ze kafen. An do ginn ech eng Motioun of, déi dat freet. Wannechgelift, Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant les déclarations du Ministre de l'Éducation nationale lors de la rentrée scolaire 2020/2021 : « Le ministre a salué un "moment historique, alors que nous nous apprêtons à refermer un fossé entre le développement numérique de la société et le système éducatif. Tout le monde a besoin de compétences digitales et celles-ci doivent être accessibles à tous" » ;

- considérant que le fossé éducatif ne cesse de s'élargir selon l'étude « PISA 2018 » présentée en décembre 2019 : "The link between socio-economic status and performance in PISA is stronger in Luxembourg than in any other PISA-participating country. Advantaged students in Luxembourg outperformed disadvantaged students in reading by 122 score points in PISA 2018 - a difference 33 points larger than the OECD average difference of 89 score points" ;

- convaincue de la nécessité d'assurer l'égalité des chances pour tout élève et tout étudiant scolarisé au Luxembourg ;

- considérant que l'enseignement à distance dans le cadre de l'école à la maison (« homeschooling ») ne doit en aucun cas encore élargir le précité fossé éducatif ;

- considérant la loi du 7 octobre 1993 modifiée notamment par la loi du 13 juin 2013 disposant dans son article 10 que « le Centre est compétent pour l'ensemble des technologies de l'information et de la communication pour l'administration de l'Éducation nationale » (e. a. les « écoles ou institutions qui sont placées sous l'autorité du ministre ») ;

- considérant également l'article 13 de la précitée loi disposant que : « La division "Informatique distribuée et support" assure en collaboration étroite avec le Centre des technologies de l'information de l'État : 1. L'acquisition, la gestion et l'inventaire d'équipements informatiques et bureautiques »,

invite le Gouvernement

- à mettre - à travers et sur demande des écoles et des communes - gratuitement à disposition de tous

les élèves scolarisés au Luxembourg le matériel informatique nécessaire pour participer dans les meilleures conditions à l'enseignement à distance dans le cadre de l'école à la maison ;

- à appliquer dans ce sens la loi du 7 octobre 1993 modifiée notamment par la loi du 13 juin 2013.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An da stellt sech natierlech d'Fro: Wann déi Woch bis eriwwer ass vum Homeschooling, wat geschitt dann? Wat geschitt duerno? An do soen ech ganz kloer an däitlech hei: All déi Demanden, déi mer gestallt hunn, déi sinn nach gëlteg! An all déi Demandë stelle mer haut nach eng Kéier fir déi Woch no dem Homeschooling, well da muss och nach an de Schoulen opgepasst ginn.

Mee komme mer prezis zum Gesetzestext! Ech hunn am Ufank gesot, datt mir, éischtens, d'Zoumaache vun de Commercë bis den 10. ënnerstëtzen, domat d'Suppressioun vu verkafsoppene Sonndeger. Mir haten en ni gefrot, dee Lockdown, mee mir soen: Haut ass en noutwendeg. Et wär vläicht net noutwendeg gewiescht, hätt ee méi fréi aner Moossname geholl.

Mir ënnerstëtzen, zweetens, de Verbuet vun der Alkoholsconsommatioun am ëffentleche Raum. Mir hunn et gefrot an enger Motioun. Mir fannen et noutwendeg. Mir ënnerstëtzen den Homeschooling fir déi Woch no der Vakanz. Mir froen eis, ob et duergeet. A mir froen haut och, vun där Zäit ze profitéieren, fir déi Zäit nom Homeschooling virzebereeden, fir all déi Moossnamen, déi mer proposéiert hunn, nach eng Kéier ze iwwerkucken. Mir verstinn dat temporäert Zoumaache vun de kulturellen Institutiounen an déi Exceptioun fir d'Recherche. Mir regrettéieren, datt et net ofgeschwat war an datt et net preparéiert war.

Fënneftens, mir verstinn d'Zoumaache respektiv d'Reduktioun vun de sportlechen Aktivitéiten. Sechstens, mir ënnerstëtzen d'Eropsetze vun de Strofen. Mir regrettéieren awer, datt déi Proportionalitéit, déi mer gär dragehat hätten, déi de Procureur d'État och bei eis an der Kommissioun gefrot huet, net agehale ginn ass. A mir sinn och gespaant, wat fir eng Äntwert op dem Här Kartheiser seng Fro duerno kënnt.

Mir begréissen déi Moossnamen, déi fir d'Entreprisen hei am Text stinn. Mir sinn och d'accord mat där Sëtzobligatioun, fir déi an de Bussen elo eng Exceptioun gemaach gëtt. Ech wëll awer just soen: Dat steet elo hei am Text. Mee mir hunn dat als Question parlementaire gefrot gehat an do krute mer eng kloer an däitlech Äntwert, dat wär souwisou net noutwendeg, wat mer géife froen. Elo gëtt et an de Gesetzestext materageholl! Dir hätt et vläicht direkt kënne maachen, da wär et gradesou gutt. Mee mir sinn awer zefridden, datt Der et haut maacht, dofir ënnerstëtze mer et och ...

(Interruption)

... an dofir soen ech dat och.

Mee keng vun deene Moossnamen, déi Der maacht, ass justifizéiert, ass argumentativ justifizéiert. An dat ass déi Fro, déi de Conseil d'État dauernd stellt. Dir musst déi Moossname méi justifizéieren, well soss den Uschäi vum Arbiträr relativ schnell opkënnt. An ech soen dat, well et repetitiv gefrot gëtt a well d'Leit och dobausse froen, firwat déi eng Moossnam kënnt, firwat se elo kënnt an zu wat fir engem Zil se soll féieren.

Elo hunn ech Iech déi Punkten opgeziellt, déi mer positiv am Text fannen. Mir hunn awer eng ganz Rei Problemer och mam Text. An ech fänke mat deem wichtegste Problem un. Mir hunn e Problem mam Couvre-feu, mat der Ausgangsspär. Net mat der Ausgangsspär als Prinzip, bei där vun 23.00 Auer ware mer positiv agestallt an hunn de Prinzip och sengerzäit matgedroen.

Just, déi ass just sengerzäit justifizéiert gi mam Fait, datt, wann um eelef Auer eng Ausgangsspär wär, da kéinten all déi Fester, déi a Caféen a Restaurante wären, net méi esou laang stattfannen. Dir hutt nach, Här Bettel, eis erkläert, datt een da misst um hallwer eelef heemfueren, wann ee méi wäit ewech wunnt, an deen um Stack uewendriwwer wunnt, bräicht um fënnef vir eelef eréischt heemzegoen. Dat war eng kloer Justifikatioun an dofir konnte mer et och verstoen.

Haut si mer awer an enger Situatioun, wou Restauranten a Caféen zou sinn, wou Geschäfter zou sinn. Wou Rassemblementer dobausse verbuede sinn, zumindest iwwer eng gewëssen Zuel. Wou Restriktiounen an den Individualhaiser op zwou Persoune sinn, wou eng Alkoholsconsommatioun dobausse verbueden ass.

An dofir ass d'Fro: Wat ass dann elo nach d'Justifikatioun vun der Ausgangsspär? Ech stellen déi Fro net eleng. Genau déi dote Fro stellt och de Conseil d'État a sengem Avis. Firwat brauche mer se iwwerhaapt nach? Firwat setze mer se elo op néng Auer erof? Dat gëtt dann, mengen ech, gefillsméisseg erkläert. Mee fir eis ass et kloer, datt esou eng fräiheetsberaubend Moossnam awer eng Justifikatioun brauch, fir datt se verständlech ass a fir datt se logesch ass. An déi Justifikatioun fanne mer hei net erëm, soudatt mer extreem Schwieregkeeten hunn, esou eng Moossnam ze akzeptéieren, haaptsächlech, well se keng wëssenschaftlech a well se keng logesch Explikatioun huet.

An dofir, Här President, ginn ech Iech hei eng Demande of, fir iwwert deen Artikel, den Artikel 1 vun deem Gesetz, hei e separate Vott ze maachen.

(M. Claude Wiseler dépose une demande de vote séparé sur l'article 1er du projet de loi 7738.)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- En anere Punkt, mat deem mer Problemer hunn, dat ass dee vun de Vaccinatiounsdonnéeën an den Informatiounen, déi iwwer 20 Joer gehale ginn. De Conseil d'État seet, dat wär eng laang Zäit. Mir fannen et och eng laang Zäit. Mir verstinn, datt een dës Donnéeë méi laang muss halen, well jo nach gesondheetlech Froen no de Vaccinatiounen e puer Joer duerno kënnen opkommen an een dofir muss en Iwwerbléck hunn. Dat ass och am Sënn vun deem, deen d'Vaccinatioun kritt. Mir fannen 20 Joer ze laang. Mir hunn awer akzeptéiert, datt d'Regierung eis seet, datt se dat fir dat nächst Gesetz eng Kéier iwwerkucke wëllt, a mir freeën eis op déi Diskussiounen.

Mir hunn awer och e Problem mat deenen neie Restriktiounen, wat d'Activité-récréativen ugeet, well mer net verstinn, wat hei gewollt ass. Rassemblementer ginn erlaabt am Artikel 4 (4) mat véier Persoune mat Mask a mat Distanz. An da ginn awer op där anerer Säit d'Activité-récréativen am 3sexies op zwou Persoune respektiv d'Activité-sportiven och op zwou Persounen erofgesat.

Elo kann ech dat an der Logik verstoen. Mee ech kann awer net verstoen, wéi een dat soll an der Realitéit applizéieren. Dat géif jo am Fong heeschen, datt ech kann zu zwee bei meng Kanner an Enkelkanner heemgoen, ech sinn doheem mat hinnen, mee ech däerf awer net eraus mat hinne spadséiere goen!

Et muss awer ee mer soen, wou et da méi geféierlech ass: dobannen oder dobaussen? Respektiv wa mer zu véier dobausse stinn, dat ass normal. Mee soubal mer ufänken, eis ze beweegen a spadséieren ze goen, da musse mer just zu zwee sinn.

(Interruptions)

Also ech verstinn d'Zilsetzung, mee ech verstinn d'Realitéit net, an d'Ëmsetzung an d'Realitéit. An ech soe ganz kloer, datt dat heiten an eisen Aen e gutt Beispill vu schlechter legislativer Aarbecht ass an och domat eng Fro vu Sécurité juridique stellt, well d'Leit net wëssen: Wéini ass et dann e Rassemblement? Wéini ass et Sport? Wéini ass et rekreativ? A wat muss ech dann elo wéini wéi maachen a wéini muss ech wiesselen? An de Conseil d'État seet exactement dat selwecht wéi dat, wat mer elo gesot hunn.

Ech si frou, an dat ass mäin nächste Punkt, datt dee 16ter eraus ass, well déi Denonciatiounsflicht vun de Fonctionnairen, déi hat keng Plaz, weeder an dësem Text nach an engem aneren. Dofir sinn ech frou, datt d'Regierung op déi Demande, déi och vun eis komm ass, positiv reagéiert huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Regierung mécht hei schwéierwiegend Agrëffer an d'Privatliewen, an d'Geschäftsliewen, an d'Beruffsliewen, a Schoul a Fräizäit. Déi mussen och sinn. Wat eis feelt, si Justifikatioune fir eenzel Moossnamen.

Wat mer awer kruten, soen ech, dat sinn elo eng Rei Explikatiounen: Contairement zu anere Gesetzestexter, an dat muss ech och positiv erwänen, hunn den Direkter vun der Santé, de Ministère, den Haut-Commissariat à la protection nationale eis eng Nott gemaach mat der preziser Analys vun der Situatioun. Déi confirméiert d'ailleurs eis Analys vun de leschte Kéieren a féiert zu deene Moossnamen, déi mer scho laang gefrot haten.

Mee wat sinn d'Zilsetzunge vun deene Moossnamen? Wouhi wëllt Der kuerzfristeg kommen? Wat sinn déi Stufen, déi an der nächster Etapp sinn? Dir äntwert eis: „Dat ass schwiereg, mir mussen dat monitoren, mir mussen dat evaluéieren." Dir gebraucht och heiansdo Argumenter iwwer Betterzuelen, iwwer R-Zuelen, iwwer Infektiounen, iwwer Doudeger, déi separat sinn, déi jee no Argumentatioun sinn, an et ass och eng Interdependenz dozwëschent. Mee ech soen Iech, et wär wichteg, wa mer de Leit géife kloer soen: „Mir maachen elo Moossnamen a mir wëlle mat deene Moossnamen op eng gewësse Stuf kommen."

Ech hunn Är Aussoe wierklech nach eng Kéier ganz nogelauschtert an ech hunn och alles gelies, wat Der eis ginn hutt. Ech probéieren, e Resümmee ze maache vun deem, wat ech verstanen hunn. A wann ech falsch leien, dann hunn ech kee Problem, wann Der mer sot, datt ech hei donieftleien. Mee ech wëll awer emol eng Kéier déi Zilsetzung, sou wéi ech se gesinn, aus Ären Texter erausschuelen - also kuerzfristeg Zilsetzungen, déi elo an deenen nächste Wochen eist Zil sinn.

Éischtens, fir en uerdentlechen Tracing ze maachen, sot Dir: „Ënner 200 Leit, wa méiglech maximum 150 Neiinfektiounen den Dag, soss packe mer et net." Eis Zilsetzung ass also, op 150 Infektiounen den Dag erofzekommen, fir dat weesentlecht Instrument vum Tracing erëm un d'Fonctionéieren ze kréien.

Zweetens, fir datt d'Spideeler kënnen normal fonctionéieren, fir datt déi traditionell Medezinn erëm ka fonctionéieren, ass eng änlech Zuel, 150 Betterbeleeungen, dat, wat mer korrekterweis kënne supportéieren, fir eventuell an eng Phas II zréckzegoen. Driwwer ass et komplizéiert fir de Rescht vun der Medezinn. An dat ass eis Zilsetzung. Wéi gesot, sot mer, wann ech falsch leien, mee ech wollt eng Kéier probéieren, et ze resuméieren.

Dréttens, datt den Taux de réplication ënner 0,7 kënnt, ass och e weesentlecht Zil, well en Taux de replication ënner 0,7 erlaabt engem, lues a lues mat der Krankheet erofzegoen. Haut si mer bei 0,8.

De fënnefte Punkt, dat ass den Taux de positivité vun den Tester - den LST, also Large-Scale-Testing eraus -, dee soll no ECDC ënner 3 % sinn. Haut si mer bei 6 % bis 7 %.

Ech géif mer dat, wann ech déi Moossnamen hei huelen, als Zilsetzung fir déi nächst Woche ginn. A wann ee se net erreecht, ass et jo och keng Scholdzouweisung, mee ech fannen et einfach wichteg an enger politescher Kommunikatioun, an enger Kommunikatioun, wou een esou drastesch Moossnamen hëlt wéi déi hei, datt een och de Leit erkläert, wou ee wëllt higoen a wat engem seng Zilsetzung ass a firwat een déi Zilsetzung an der éischter Etapp wëllt erreechen. A wann ee se erreecht, muss een an déi nächst Etapp goen.

Här Bettel, Dir sidd jo bekannt, fir e grousse Communicateur ze sinn, fir grouss Kommunikatioun ze maachen, an Dir hutt och stonnelaang Televisiounsiwwerdroungen. Ech fannen, datt Der déi Kommunikatioun hei net gutt gemaach hutt an datt Der vill méi prezis an Ärer Kommunikatioun musst sinn, well soss bréngt dat eng Perte de crédibilité vun der Regierung mat sech. A gleeft mer, an ech soen dat éierlech a seriö, eng Perte de crédibilité vun der Regierung an dëser Phas wär problematesch. An ech wënsche mer se net.

Mir wëssen, datt am Januar eng grouss Gefor op eis duerkënnt: D'Schoule fänken erëm un, d'Beruffswelt fänkt erëm un, d'Leit kommen aus der Vakanz zréck. Mir wëssen, datt, och wa mer déi zweet Well géife gebrach kréien, d'Gefor vun enger drëtter Well virun der Dier steet. Mir wëssen et! An et geet drëm, fir elo schonn déi Virbereedungen ze maachen an der Schoul, an de Commercen, fir elo e Stufeplang ze maachen, fir elo déi laangfristeg Strategie ze maachen. Notamment ass et genau dat, wat zum Beispill d'Europäesch Kommissioun respektiv d'Leopoldina, vun där Der eis de Bericht ofginn hutt, och an aller Däitleckkeet freet.

An dofir ginn ech Iech hei och elo nach eng Motioun of, fir nach eng Kéier genau dat ze froen, datt déi Aarbecht zesumme mat der Regierung an der Chamber soll gemaach ginn. Wannechgelift, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- rappelant l'importance d'une politique sanitaire reposant sur des éléments objectifs et des critères scientifiques en ce temps de crise ;

- rappelant la nécessité d'une certaine prédictibilité en temps de crise pour les citoyens et les entreprises ;

- considérant dans ce contexte la « 7. Ad-hoc-Stellungnahme » du 8 décembre 2020 de la « Leopoldina - Nationale Akademie der Wissenschaften » allemande: « Von zentraler Bedeutung ist eine langfristige politische Einigung auf ein klares, mehrstufiges und bundesweit einheitliches System von Regeln, die ab einer bestimmten Anzahl von Fällen pro 100.000 Einwohner greifen. Dieser Katalog sollte verlässliche Maßnahmen vorsehen, die konsequent um- und mit Sanktionen durchgesetzt werden. Durch ein solches einheitliches, nachvollziehbares und langfristig orientiertes Vorgehen werden die Maßnahmen für Bürgerinnen, Bürger und Unternehmen transparent, verständlich und planbar. » ;

- rappelant dans ce contexte la motion de la Chambre des Députés du 15 décembre invitant le Gouvernement « à présenter dans les meilleurs délais une stratégie politique globale couvrant les volets sanitaire, social, économique et politique de la pandémie Covid-19 à moyen et à long terme »,

invite le Gouvernement

- à communiquer dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés le ou les critères politiques et/ou scientifiques sur lesquels le Gouvernement base ses décisions pour proposer une prolongation à l'identique ou une modification du projet de loi n° 7738.

(s.) Claude Wiseler, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Marc Spautz.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An da soen ech nach ee vu menge leschte Punkten, mee deen hunn ech scho fënnefmol gesot: Mir sinn der Meenung, datt Der wierklech e Feeler gemaach hutt, wéi Der Iech géint eng Tracingapp ausgeschwat hutt. Eis Tracingfonctioune si momentan total iwwerfuerdert. A wann ech kucken, wat d'Sondagen dobausse sinn, da soen ech: D'Leit si bereet an d'Leit hätte sou gär esou eng Applikatioun gemaach.

(M. Claude Wiseler montre une page de journal.)

Ech hunn hei déi Kaart, déi ech am „Tageblatt" vu viru 14 Deeg gesinn hunn, wou all déi Länner, déi hei gréng sinn, Tracingappen hunn, ausser deem klenge Punkt hei vu Lëtzebuerg, Schweden - do wësse mer, wéi d'Zuele sinn a wat hir Politik war - an Ungarn a Bulgarien. All déi aner hunn eng!

A wann ech kucken, wat d'Resultater vun enger finnescher Regierung sinn, déi eng ganz Politik ronderëm esou eng Applikatioun opbaut an am Fong och quasiment déi bescht Resultater huet, wat d'Zuelen ugeet, an déi am Fong och säit Méint d'Leit suscitéiert, encouragéiert, positiv begleet fir matzemaachen, da soen ech: Hei huet dës Lëtzebuerger Regierung och e groussen Iertum gemaach!

(Brouhaha)

„Mir sinn op der leschter Ligne droite", sot d'Ministesch. Ech fannen dat fundamental falsch, well ech mengen, datt mer nach e ganz laange Wee virun eis hunn - e Wee, wou nach vill Feeler kënne gemaach ginn, e Wee, deen nach vill Problemer wäert mat sech bréngen -, an dofir musse mer an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint konzentréiert an effikass sinn. Mir mussen eis eng Zilsetzung ginn, eng Strategie ginn an eng uerdentlech Kommunikatioun ginn!

An deenen nächste Méint kënnt eng Vaccinatiounscampagne op eis duer. Dat ass gutt, datt de Vaccin kënnt, datt mer sou fréi wéi méiglech domadder ufänken. Haut huet den Haut-Commissariat à la protection nationale d'Victor-Hugo-Hal ageriicht, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, fir do kënnen ze schaffen.

Et sinn och déi éischt Prioritéite fir Impfunge festgeluecht ginn, an ech soen Iech, dobaussen ass dat e ganz, ganz sensibele Sujet. E ganz sensibele Sujet! An dofir froen ech och hei dat selwecht wéi bei aneren Dossieren: Ech mengen, datt d'Regierung, quitte datt se déi éischt Prioritéite festgeluecht huet, weesentlech méi iwwer hir Impfstrategie misst kommunikéieren an dobaussen erklären.

Wéi vill Dose krute mer bis elo? Wat hu mer bestallt? Si mer bereet, wéi aner Länner, nach zousätzlech Impfdosen ze kafen? Firwat ass d'Victor-Hugo-Hal vum 28. bis den 30. Dezember op, mécht dann erëm zou a geet eréischt den 18. Januar nees op? D'Leit stelle sech Froen dobaussen. Ech mengen, déi Erklärunge musse kommen. Firwat muss d'Fleegepersonal an d'Victor-Hugo-Hal goe fir geimpft ze ginn? Kann dat net weesentlech méi sënnvoll an de Spideeler selwer gemaach ginn?

An dann och haaptsächlech: Wat ass no deenen éischten zwou Prioritéiten? Wat sinn dann déi nächst Prioritéiten, déi kommen? Huelt Der fir d'éischt déi Leit, déi méi exposéiert sinn, dat heescht déi, déi berufflech nu wierklech kënnen a Gefor geroden, oder huelt Der déi, déi méi al sinn oder déi méi vulnerabel sinn? Wat sinn déi nächst Prioritéiten? D'Leit froen, fir et ze wëssen. Ech fannen, dat si berechtegt Froen, an ech fannen och, dat si Froen, op déi Der musst sou schnell wéi méiglech Explikatiounen an Äntwerte ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konklusioun: Mir wäerten dësen Text matstëmmen, an ech soen Iech, dat ass alles anescht wéi evident fir vill vun eis an och fir eise Grupp. Dat fält eis net einfach, an ech hunn Iech virdrun eng ganz Rei Grënn genannt. Mir stëmmen et mat, obwuel mer de Sënn vun der Verschäerfung vun der Ausgangsspär net agesinn. Mir stëmmen et mat, obwuel den Text an eisen Ae voller Onzoulänglechkeeten a Feeler ass. Mir stëmmen et mat, obwuel en ze vill spéit kënnt, dësen Text, an ee vläicht verschidden drastesch Moossnamen hätt kënne vermeiden, wann d'Regierung virun engem Mount oder viru sechs Wochen aner Moossname geholl hätt.

(Interruption)

Mir stëmmen et mat, obwuel d'Kommunikatioun an d'Justifikatioun vun der Regierung schlecht an deelweis souguer inexistent ass. Mee mir stëmmen et mat, well mer der Meenung sinn, datt an där Situatioun, wou mer haut sinn, leider kee Wee laanscht zousätzlech Restriktioune féiert. Mir froe säit laange Woche Verschäerfungen, haut droe mer se mat.

Mir droe se mat, well de Wee an eisen Aen dee richtegen ass, an dofir wëlle mer iwwer all Onzoulänglechkeeten ewechkucken, well mer wëlle kloermaachen, datt déi grouss Zilsetzung - de Virus

bekämpfen, d'Spideeler um Fonctionéieren halen, dem Spidolspersonal hëllefen a schlussendlech Liewe retten - zentral ass, well méi positiv Propositiounen hei dra si wéi Punkten, déi mer contestéieren, well mer wëlle kloerstellen, datt dat an eisen Ae keng parteipolitesch Diskussioun ass, well mer der Meenung sinn, datt national Solidaritéit och ka vun enger Oppositiounspartei ausgoen, och wa se net ëmmer den Echo vun der Regierungssäit spiert. Mir stëmmen et mat, well déi richteg Moossnamen ënnert dem Stréch iwwerweien a well mer an enger schwéierer Zäit wëllen en Zeeche setzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Deeg waren déi éischt Joresréckblécker op der Télee ze gesinn an egal, op wat fir engem Sender ee sech dat ukuckt, wou d'Joer 2020 Revue passéiere gelooss gëtt, et geet ëmmer ëm een Theema: ëm de Covid-19. Dat geet vum éischte Fall zu Wuhan bis zur Deklaratioun vun der Pandemie, dem État de crise, dem éischte Lockdown, bis och hin zum éischten Doudesfall hei zu Lëtzebuerg.

D'Joer 2020 war eng permanent Gefillsachterbunn tëschent Ongewëssheet, Onsécherheet, Angscht, Trauer an awer och grousser Solidaritéit an Hoffnung. An et ass e Joer, dat wäert an d'Geschicht agoen.

Trotz deem ville Leed, trotz deene groussen Erausfuerderungen, trotz aller berechtegter Kritik an trotz aller natierlecher Ofleenung géint Mesuren, déi eis Fräiheeten aschränken, sinn ech awer och der Iwwerzeegung, dass dëst Joer spéiderhi wäert an d'Geschichtsbicher agoen als dat Joer - d'Joer 2020 -, wou Lëtzebuerg zesummestoung an zesummegehalen huet, an dat méi wéi jee, an dass jiddereе versicht huet, säi Bescht ze maachen, zum Wuel an zum Schutz vun der Allgemengheet. Dat gëllt fir all Eenzelnen, dee säi Bäitrag geleescht huet, fir d'Land hei a senger gréisster Kris um Lafen ze halen. Nieft den trauregе sanitären Aspekter vun dëser Kris ass dat eng Erkenntnis, déi mech awer houfreg mécht. Hei am Land stounge mer zesummen, wéi et drop ukomm ass. An dat sollt ee grad op esou méi besënnlechen Deeg, kuerz viru Chrëschtdag, net vergiessen!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass schonn aussergewéinlech, dass mir um Dag vun Hellegowend zesummekommen, fir e Gesetz ze stëmmen. Ech mengen, dat gouf et nach net ganz oft. Mir alleguerten hunn an de leschte Méint Mesurë geholl, déi mir eis virun engem Joer mol nach net hätte kënne virstellen. Aussergewéinlech Ëmstänn erfuerderen och aussergewéinlech Moossnamen.

Mir waren eis och, mengen ech, vun Ufank u bewosst, dass de Wanter net einfach géif ginn, dass de Wand méi rau géif ginn, a mir hunn alles gemaach, fir dem Virus de Wand aus de Seegelen ze huelen. An ech mengen, contrairement zu deem, wat den Här Wiseler am Numm vun der CSV gesot huet, dass déi Mesuren, déi mer geholl hunn, gegraff hunn. Ech wäert Iech e puer Beispiller ginn. D'Moossnamen, déi zanter e puer Wochen a Kraaft sinn, déi mer an de leschten Deeg a Woche verlängert hunn, weisen hir Wierkung. D'Zuele ginn an déi richteg Richtung, och wann dat leider vill méi lues de Fall ass, wéi jiddwereе sech heibannen, wéi mir alleguerten eis dat géife wënschen.

Vun der Kalennerwoch 50 op d'Kalennerwoch 51, op siwen Deeg gekuckt, war nach eng Baisse vu 15 % vun de positive Fäll. Den Taux de positivité kënnt deem recommandéierten Taux vun 3 % ëmmer méi no - e louch gëschter a virgëschter, wann ech mech richteg erënneren, souguer ënnert den 3 % - an dee berüchtegten R-Wäert, deen huet sech ronderëm 0,8 agependelt.

D'Zuele ginn also besser, si sinn awer nach laang net gutt. A besonnesch d'Zuel vun de Better, déi mat Covidpatiente beluecht sinn, awer och d'Zuel vun den Intensivbetter maache mir, an ech mengen, maachen eis alleguerte weiderhin nach Kappzerbrieches.

D'Geforen, déi ronderëm d'Feierdeeg op eis lauеren, sinn ze grouss, wéi dass mer se einfach kéinten ignoréieren: d'Gefore vun engem mutéierte Virus, awer och d'Geforen, déi vun eis selwer ausginn, wa mer wärend de Feierdeeg beieneekommen. Mir däerfen eis näischt virmaachen: Souguer, wann d'Visitten op ee Stot mat maximal zwee Gäscht limitéiert sinn, wäert de Virus an den nächsten Deeg an de Familljen an am Fréndeskrees zirkuléieren.

An ech maachen hei ganz kloer kengem - kengem! - e Reproche, well et ass mënschlech, dass een op Chrëschtdag een oder zwee enk Familljemembere wëll gesinn, an dat ass jo och net verbueden. An awer musse mer eis bewosst sinn, dass all onnéidege soziale Kontakt dem Virus d'Chance gëtt, fir sech weiderzeverbreeden.

D'Regierung huet decidéiert, dës ugeschwate Geforen ze anticipéieren, andeems nach eng Kéier verschäerft Reegelen agefouert ginn. Mir schwätze vun engem preventive Wellebriecher, also Mesuren, déi verhënnere sollen, dass sech iwwert d'Feierdeeg eng nächst Well opbaut. Et geet virun allem drëm, den Infektiounen, déi am Private geschéien, de Wee no baussen ze verbarrikadéieren, an dofir schrauwe mer dat ëffentlecht Liewen op e Minimum erof. Dat erlaabt eis deen néidege Sputt, fir an dat neit Joer kënnen ze goen.

Nieft de Restauranten a Bistroe mécht elo och de Commerce seng Dieren zou, mat Ausnam vun de Butteker, déi essenziell Liewensmëttel verkafen. D'DP begréisst an deem Kontext ausdrécklech - ausdrécklech! -, dass méi kleng Butteker dës Kéier net duebel bestrooft ginn, well grouss Supermarchéen hir Artikele weider däerfe verkafen. Esou entsteet also keng deloyal Konkurrenz tëscht de Butteker, déi mussen zoumaachen, a Butteker, déi kënnen opbleiwen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- D'sozial Kontakter erofschrauwen, dat zielt och an der Schoul: D'Schoul geet net, wéi geplangt, de 4. Januar erëm un, mee eng Woch méi spéit. D'Grondschoulen an d'Lycéeë schalten deels och op Distanzunterrecht, och d'Betreiungsstrukture gi fest fir zwou Wochen zou. Wéi scho beim éischte Lockdown gëtt et eng Ausnam fir d'Kanner, wou d'Elteren am Fleegesecteur oder am Gesondheetssecteur schaffen. D'Eltere vu Kanner ënner 13 Joer hu Recht op de Congé pour raisons familiales, wann d'Kanner net kënnen anzwousch anescht versuergt ginn, dat hu mer virdru gestëmmt.

Fir no dem Homeschooling, dem Enseignement à distance, nees eng sécher Rentrée kënnen ze garantéieren, wäerte sämtlech Schüler tëschent 4 an 19 Joer eng Invitatioun fir e PCR-Test heemgeschéckt kréien. Dat betrëfft natierlech och d'Enseignanten an d'Educateuren aus de Schoulen, aus de Kompetenzzentren, aus de Crèchen an aus de Maison-relaisen. D'Zilsetzung vum Minister Claude Meisch bleift déi selwecht: Esou vill Chancë wéi méiglech fir d'Bildung, an esou mann Chancë wéi méiglech fir de Virus.

D'Ausgangsspär, de Couvre-feu, gëllt schonn ab iwwermuer ab néng Auer owes. An der Kommissioun gouf vill iwwert de Sënn, den Notzen oder den Onsënn vun där Mesure geschwat. Ech ginn hei kuerz op eng franséisch Analys an, op déi ech gestouss sinn, eng Etüd, déi de 17. Dezember publizéiert ginn ass. Si ass also ganz rezent.

D'Chercheuren hunn den Impakt vum Couvre-feu op epidemiologesch Indicateuren an 22 franséische Metropolen analyséiert. An de Metropole besteet de Couvre-feu a Frankräich jo schonn zënter Oktober, an zënter dem 15. Dezember gëllt d'Ausgangsspär a ganz Frankräich. An d'Bottomline vun dëser Etüd ass follgend: Den Epidemiolog Patrick Rolland seet, an ech zitéieren en: « On observe clairement un ralentissement plus précoce de l'augmentation du taux d'incidence dans les métropoles où le couvre-feu a débuté le 17 octobre. »

De Couvre-feu hätt also senger Analys no sécherlech eng Inzidenz op d'Verbreedung vum Virus. Mee et ass schwéier, an dat wësse mer alleguerten, d'Inzidenz, den Impakt vun enger eenzelner Mesure isoléiert ze betruechten. An dat gëllt net nëmme fir dës Mesure, mee dat gëllt fir alleguerten déi Mesuren, déi mer huelen, an déi kënnen nëmme gräifen, wa se wéi Zännrieder aneneegräifen. Eenzel Mesuren an hiren Impakt op d'Verbreedung vum Virus ze analyséieren, ass quasi net méiglech.

D'Verschäerfung vun deem Punkt am Covidgesetz ass awer och nach eng Kéier e kloert Zeechen, dass d'Zuelen zwar besser, mee nach laang net gutt sinn. Et soll een dofir just fir dat Néidegst erausgoen a fir de Rescht doheembleiwen. Zesumme mat all deenen anere Mesurë wäert d'Ausgangsspär hiren Deel derzou bäidroen, dass d'Infektiounszuele weider erofginn.

Och de Glüwäinhopping ronderëm Chrëschtdag gëtt ënnersot, d'Consomméiere vun Alkohol op der Voie publique gëtt verbueden. D'Chamber hat der Regierung dat jo schonn d'lescht Woch mat op de Wee ginn. Dat ass och gutt esou.

D'Betriber an de Staat sollen nees esou wäit wéi méiglech op den Teletravail zréckgräifen.

Här Premierminister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst sinn extrem Moossnamen an déi allerlescht Etapp virun engem richtegen a komplette Lockdown, wéi mer en am Fréijoer kannt hunn. Dës Mesurë sinn awer och zäitlech begrenzt - dat solle mer eis ëmmer virun Ae féieren -, se sinn zäitlech begrenzt bis den 10. Januar a selbstverständlech ka keen - keen! - heibanne soen, wéi d'Welt den 10. Januar ausgesäit. An ech moosse mer och net un, op dëser Plaz eng Prognos ze maachen, mee ech sinn awer voller Zouversiicht, dass de proposéierte Wellebriecher vun der Regierung wierkt a mer mat besseren Zuelen an dat neit Joer starte kënnen, wéi mer dat aalt Joer ofgeschloss hunn.

A wa mer éierlech sinn, sinn d'Chrëschtdeeg an de Joreswiessel - dat, wat eis däitsch Frënn „zwischen den Jahren" nennen - déi ideal Zäit, fir esou e Wellebriecher en place ze setzen. Et ass eng Zäit, wou d'Mënsche méi zur Rou kommen, wou den Undrang an de Geschäfter souwisou méi kleng ass, wou d'Schoulen an d'Aarbecht lues a lues erofgi respektiv zou sinn, an am Januar geet d'Aarbecht, och d'Aarbecht an de Schoulen, lues a lues erëm un.

Kommt, mir notzen déi Zäit net nëmme wéinst eiser, mee och wéinst de vulnerabele Persounen, a ganz, ganz besonnesch - ganz besonnesch! - aus Respekt an aus Solidaritéit fir d'Leit aus dem Fleege- a Gesondheetssecteur. Si sinn all Dag déi, déi fir eis Gesondheet schaffen, an ech mengen, et ass net ze vill vun eis verlaangt, wa mir e puer Deeg doheembleiwen.

Erlaabt mer, fir ofzeschléisse mat engem Commentaire vun engem Bekannte vu mir, engem Mann, dee fréier Buergermeeschter zu Biermereng war, den Här Vandendries, deen d'Situatioun all Woch am Bléck hält. An en huet dës Woch geschriwwen: „Si mer um gudde Wee? Et kéint ee bal mengen, wann een d'Zuele vun der leschter Woch kuckt: Fir d'éischte Kéier zanter aacht Woche leie mer nees e gudde Krack ënnert den Zuele vun den 3.000 Infektioune pro Woch, an och déi aner Zuele schéngen eng gewëssen Tendenz no ënnen ze weisen."

An da schreift den Här Vandendries: „Si mer schonn op der gewonnener Säit? Sécher net, well wann een d'Zuelen, a besonnesch déi an de Spideeler, méi genee kuckt, da gesäit een, dass een nach net vun enger richteger Entspanung schwätze kann. A wann ee weess, dass elo ganz „geféierlech" Deeg virun eis stinn, wou e gewëssen Risiko besteet, dass do trotz alle Bedenken d'Virsiicht op der Säit gelooss gëtt, da kann ee verstoen - ech op jiddwer Fall -, dass eis Dokteren ëm Hëllef ruffen an dass d'Regierung deem Hëllefruff trotz deene bessere Zuelen och follegt! Passt op Iech op a bleift gesond!"

Ech soen dem Här Vandendries Merci fir dee Commentaire, deen e geschriwwen huet. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn op dëser Plaz den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Gilles Baum Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Hierscht koum déi zweet Well, si ass ugekënnegt ginn a si ass komm. Si huet eis och getraff, am Ufank nach mat 60 neie Fäll pro Dag, duerno sinn d'Zuele lues a lues an d'Luucht gaangen. An eis Regierung huet, wéi ëmmer bis elo, ganz séier a ganz effikass reagéiert, fir d'éischt mat engem Appel à la vigilance vun eiser Gesondheetsministesch, duerno sinn nei Mesurë komm, den 29. Oktober, de 25. November, an déi sinn de 15. Dezember nach eng Kéier bestätegt ginn. Ech hunn och do keen héiere vun engem Lockdown schwätzen, an et sinn effektiv Mesurë geholl ginn.

Et kann een hei … Och wann een et oft repetéiert, gëtt et doduerch net méi wouer, a wann ee seet, et wär näischt geschitt, dann ass dat falsch! Et si Mesurë geholl ginn, et si ganz aschneidend Mesurë geholl ginn, dat heescht, et ass eppes geschitt! An déi Mesuren, déi waren och richteg a si hu gegraff, dat ass och evident. Déi Mesurë waren effikass, d'Tendenz no uewen ass gebrach ginn, ganz kloer, d'Zuele ginn och ganz kloer erof. D'Evolutioun ass um gudde Wee, wat leider bei eisen Nopeschlänner net iwwerall de Fall war oder ass, wou d'Zuelen zum Deel nach eropgaange sinn. An net fir näischt huet d'OECD Lëtzebuerg bei der Bewältegung vun der Kris jo och eng gutt Zensur ausgestallt, an déi ass eis och eppes wäert, déi gutt Zensur vun der OECD.

Mee mir sinn awer nach net gerett: D'Zuelen an de Spideeler, wat u sech eise wichtegste Gradmiesser misst sinn, sinn nach ëmmer ze héich: Gëschter waren nach 192 Patienten hospitaliséiert, ee manner wéi den Dag virdrun, an dovunner 40 op der Intensivstatioun, ee méi wéi deen Dag virdrun. De Reproduktiounstaux läit bei 0,86. Virgëschter waren 227 Leit positiv bei 10.503 Tester, gëschter waren et der 400 bei 15.372 Tester, also largement ënnert der 3 %-Mark.

Och wa mer eng Liichtchen um Enn vum Tunnel gesinn duerch e Vaccin, dee jo elo d'Autorisatioun vun der EMA kritt huet, sou ass d'Situatioun awer nach laang net gutt. An duerfir proposéiert d'Regierung jo och, d'Moossnamen nach eng Kéier ze verschäerfen, fir eis och déi néideg Loft ze ginn, fir d'Situatioun an de Spideeler nach besser geréieren ze kënnen an do vun der Phas 4, wou mer jo elo dra sinn, an déi weesentlech méi akzeptabel Phas 2 ze kommen, wou mer also net mussen Operatiounen ofsoen, fir dass de System net zesummebrécht.

Bis den 10. Januar 2021, Dir Dammen an Dir Hären, sinn et nach 16 Deeg, wou dëst Gesetz dann, wann et de 26. Dezember a Kraaft trëtt, seng Wierkung ausspille kann. Et si Mesuren, déi on top op déi bestoend schonn drastesch Mesurë kommen, déi scho säit dem 25. November bestinn, déi Mesuren, déi den Trend no ënne vun de positiv Infizéierten an d'Weeër geleet hunn a wou mer de 15. Dezember, wéi virdru gesot, nach eng Kéier Mesuren an de Grande-surfacë bäigesat hunn.

Grad dës Zäit bis Ufank Januar - de Gilles Baum huet et virdru gesot -, wou all d'Aktivitéiten am Land e bësse méi erofgefuer ginn, ass dann och dee richtegen Zäitpunkt fir weider Mesuren, déi jo och, falls d'Situatioun an de Spideeler net genuch bougéiere sollt, de 15. Dezember ugekënnegt waren. Kloer huet d'Ministesch dat hei gesot, an dat maache mer dann och haut. An déi Mesuren, déi geholl gi sinn, op déi ass de Mars Di Bartolomeo am Detail agaangen. Ech brauch dat dann net hei ze maachen, ech kann deen Abschnitt iwwersprangen.

Mir brauchen déi weider Entspanungen, fir dass mer eist Personal an de Spideeler schütze kënnen, fir datt d'Zuel vun de Patienten erofgeet a fir datt d'Situatioun sech berouegt. Mir brauchen déi Entspanung awer och, fir dass mer beim Tracing - deen enorm ënner Drock ass, mee wou et awer enorm wichteg ass, do nozekomme mat der Aarbecht -, bei eng Zuel vun ongeféier 200 kommen. An derbäi kënnt jo dann och nach, dass grad dës Joreszäit dem Virus absolutt an d'Kaarte spillt, dass genau an dëser Joreszäit d'Verbreedung vum Virus am beschte viru sech geet. Dat, wat mer hei maachen, ass u sech jo eng preventiv Moossnam, eng Moossnam, déi absolutt richteg ass.

Dir Dammen an Dir Hären, vill Leit hale sech un d'Reegelen. Déi absolutt grouss Majoritéit hält sech un déi Reegelen, déi hei ausgesprach ginn. Ech wéilt hinnen alleguerten e grousse Merci soen. Si weise Responsabilitéit vis-à-vis vu sech selwer, Responsabilitéit vis-à-vis vun hire Matbierger an och Responsabilitéit vis-à-vis vun engem Land, wat an enger schwiereger Situatioun ass.

An haut brauche mer nach e weideren Appell un d'Versteesdemech vun de Bierger. An eis Bierger, déi hu vill Versteesdemech! A jo, heiansdo fält et schwéier, déi eng oder aner Mesure am Verglach mat aneren ze verstoen, mee eis Bierger, déi hu Vertrauen an d'Mesuren. Si hu Vertrauen an déi Leit, déi geléiert hunn, an d'Experten - déi richteg Experten, net déi vun de soziale Medien! -, si hu Vertrauen an eis Regierungsekipp.

A si hu Vertrauen an eis Gesondheetsministesch, déi fir de Schutz vun der Gesondheet vun de Leit wéi e Fiels an der Brandung steet, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt an déi säit zéng Méint am Interêt vun eis all an der Gesellschaft quasi Dag an Nuecht schafft, fir dass mer hei zu Lëtzebuerg sou gutt wéi méiglech duerch déi Kris kommen.

Vill Leit dobaussen hunn déi Éierlechkeet vun hire Messagë verstanen; net vill Gedeessems ronderëm, d'Fakten an d'Kloerheet vum Message schwätzen a maachen hiert. An datt d'Leit de Message verstanen hunn, datt se sech och nach ëmmer un d'Mesuren halen, dat weisen d'Zuelen. Déi gi wéi gesot erof. An déi ginn net vum selwen erof, déi ginn erof, well d'Mesuren, déi en place gesat gi sinn, effikass sinn.

An d'Evolutioun vun der Pandemie, Dir Dammen an Dir Hären, déi geet de pair mam Verhale vun de Bierger, mam Anhale vun de Gestes barrières, mam Anhale vun de Restriktiounen, déi vun der Santé gesprach ginn, mam Respekt virun dësen aschneidende Mesuren.

Wat mer haut beschléissen, dat kann deen noutwendegen Accelerateur sinn, dee mer brauchen, fir nach weider erofzekomme mat den Zuelen. Ob et dann esou ass, dat wësse mer net. De Gilles Baum huet et gesot: Wéi eng Mesure ass déi, déi dee meeschten Effekt huet? Dat kënne mer Iech net soen, well kee weess dat. Mee warscheinlech ass et en Zesummespill vun all deene Mesuren, wat d'Wierkung am gréisste gi léisst. A mir hoffen, datt all déi Mesuren dann och déi Wierkung hunn, déi mer eis vun hinnen erwaarden. E Wonnermëttel gëtt et leider net.

Ech weess, datt mer heibanne bei deem, wat mer haut decidéieren, net alleguer enger Meenung sinn. Ech appreciéieren duerfir ganz staark d'Positioun vun der CSV, déi, wann ech dat richteg matkritt hunn, haut de Rapport mat enger Abstentioun ofgestëmmt huet, awer elo hei an der Plenière dësen Text matstëmmt. Dat ass eng verstänneg Approche, ech weess dat wierklech ze schätzen an ech fannen dat och ganz richteg, wéi d'CSV dat hei mécht.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech weess awer och, datt jidderengem heibannen dru geleeën ass, an dat gesäit een och un dësem Vott - ech wëll net

soen, datt déi aner dat net maachen, ech wëll dat elo hei direkt am Viraus soen -, datt mer esou séier wéi méiglech aus dëser sanitärer Kris erauskommen. Och déi, déi géint den Text wäerte stëmmen, déi wëllen och, datt mer esou séier wéi méiglech aus dëser sanitärer Kris erauskommen. Dat ass richteg.

Duerfir mäin Appell un Iech alleguerten heibannen an och dobaussen: Och wann een net mat all de Moossnamen d'accord ass, sou solle mer eis awer alleguer un dat halen, wat haut beschloss gëtt. A mir sollen de Message och resolutt no bausse vertrieden, datt mer all zesummen der Situatioun nëmme Meeschter ginn, wa mer déi elementar Reegelen anhalen an eis als responsabel Bierger behuelen.

Chrëschtdag ass fir vill Leit e Fest vu grousser Wichtegkeet, well dann d'Famill zesummekënnt a well mer da kënnen zesumme feieren. Fester feieren - dat brauch ee mir net ze soen - ass wierklech wichteg. Fester gehéieren zu eisem Liewen, zu eiser Traditioun, an duerfir sinn Aschränkunge jo och ëmmer mat esou schwéieren Decisioune verbonnen, déi kee gären hëlt. An awer sinn et am Moment déi richteg Decisiounen.

An och wann et dëst Joer am Dezember op Chrëschtdag net esou ass, datt een dat grouss ka feieren, wéi mer dat gewinnt sinn, sou solle mer alleguer derfir suergen, datt mer vläicht am Fréijoer oder da vläicht eeben am Summer nach mat deene feiere kënnen, déi mer gären hunn, a si kengem onnéidege Risiko aussetzen. Dofir schützt déi, déi Der am léifsten hutt a feiert dëst Joer am klenge Krees. Passt op Iech an Är Léifsten op! Dat ass e ganz waarmen Appell, deen ech un d'Leit heibannen an un d'Leit dobausse maachen: Passt op Iech an op Är Léifsten op!

An heimat ginn ech den Accord vun der LSAP fir dësen Text. Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. An als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché agedroen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de leschte Méindeg huet d'Regierung en net onwichtege Bilan gezunn: Et war deen, datt mir mat de leschte Covidgesetzer net esou richteg vum Fleck komm sinn, wéi mer eis dat erhofft haten, datt se net deen Impakt haten, dee mer eis alleguer gewënscht hunn.

A scho si mer als Chamber nees am Asaz, an dat e puer Stonne virum Couvre-feu vun Hellegowend. An dat ass och gutt esou, well et beweist, datt den demokratesche Fonctionnement vun eisen Institutiounen zu Lëtzebuerg nach ëmmer fonctionéiert.

Den Här Rapporter Mars Di Bartolomeo huet d'Situatioun, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, schonn erklärt: Et ass natierlech mat dëse Moossnamen, déi an de leschte Wochen en place waren, gelongen, déi exponentiell Verbreedung vum Virus ze stoppen, an dat ass och wierklech e positiivt Zeechen. Mee leider hunn d'Zuele sech op ze vill engem héijen Niveau agependelt. An och wa sech an de leschten Deeg eng kloer Tendenz no ënnen undeit, sou sinn och mir als Gréng der Meenung, datt mer et net däerfen drop ukomme loossen.

Béid Gesetzer hunn de Spidolssecteur nämlech net an dréchen Dicher bruecht, a vun der gewënschter zweeter Stuf, déi jo an de Spideeler definéiert ginn ass, si mer nach ëmmer e Stéck ewech. Den normale Fonctionnement vun alle wichtege Spidolsservicer an Aktivitéiten ass nach ëmmer a Gefor an den Hëllefruff aus de Spideeler ass net ze iwwerhéieren, dëst och opgrond vun der Tatsaach, datt d'Personal schonn zanter Méint enorm belaascht ass an zum Deel krankheetsbedéngt ausfält.

Bedenklech ass och d'Zuel vu covidbedéngte Stierffäll, déi oft genannt ginn, an och deenen däerfe mir net einfach nokucken. Ganz am Contraire, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass e weidere Grond, firwat mir als gréng Fraktioun d'Verschäerfung vun de Moossname ganz kloer ënnerstëtzen.

(Interruption)

Quitte datt eenzel Moossnamen, an ech schwätze vum Couvre-feu, natierlech als arbiträr kënnen duergestallt ginn oder als grenzwäerteg kënne gëllen, well se eng déifgräifend Beschneidung vun de Grondrechter duerstellen, sou muss een op där anerer Säit awer ganz kloer unerkennen, datt d'Mënschen net wéi an anere Länner praktesch doheem confinéiert ginn. An och wa vu Familljefester oder Besuch ofgerode gëtt a just nach zwee Leit kënnen empfaange ginn, sou gëtt mat dësem Projet de loi awer verhënnert, datt vulnerabel an alengliewend Persoune komplett isoléiert ginn. Dat ass fir eis e wichtege Punkt: de Schutz virum Isolement. Esou wéi dat zu Lëtzebuerg wärend dem Confinement de Fall war, dat war an eisen Ae vill méi bedenklech. Mat dësem Projet de loi gi mir op en anere Wee.

Bei de Schoulen, muss ee soen, hu mer Chance: Zwou Woche Vakanz erlabe souwisou eng gewësse Rou am Secteur an ech mengen, déi Woch Homeschooling kréie mer all iwwert d'Bün. An dat wäert och net zu gréissere Problemer um Niveau vun de Retarde vu verschiddene Schüler féieren, well et wierklech just op eng Woch wäert limitéiert bleiwen.

Dës Approche gesinn och d'Fuerscher als sënnvoll un, et ass scho gesot ginn, an ech wéilt och der Madamm Minister Merci soen, datt se eis eng Rei Dokumenter dozou zoukomme gelooss huet, aus deene kloer ervirgeet, datt rigid Moossnamen - och, wa verschidden Ausnamen domat verbonne sinn - vum wëssenschaftleche Standpunkt hier ganz effikass sinn, wann een d'Zuele séier an drastesch wëll senken.

Grondsätzlech geet et laut den internationalen Etüden - a se sinn all zimmlech op enger Linn - dräms, d'Kontakter op en absolutte Minimum ze limitéieren, also dat, wat mer maachen, oder besser nach: ze erreechen, datt d'Leit fräiwëlleg op Kontakter verzichten - wat natierlech net der Natur vum Mënsch entsprécht -, dat souwuel innerhalb wéi och ausserhalb vun de Familljen. Et ass e schwieregen Exercice, wuel wëssend awer och, datt vill Ustiechungsquellen net méi kënnen identifizéiert ginn, an doduerch ergëtt dës Moossnam dann och hire Sënn.

Wat d'Aarbecht ugeet, soen d'Etüden, datt op Homeoffice soll gesat ginn, datt deen zur Reegel soll ginn, wat zu Lëtzebuerg och ganz vill versicht gëtt - mat alle Problemer, déi awer och domat verbonne sinn -, wärend ëffentlech Institutiounen hir Diere méiglechst fir de Public sollen zoumaachen a sämtlech Aktivitéiten am Grupp méiglechst op Äis solle leeën.

Et ass also genee dat, wat mer mat dësem Projet de loi maachen a wat an enger änlecher Approche méi oder manner streng och am Ausland gemaach gëtt oder scho gemaach ginn ass.

A wann ee sech d'Entwécklung am Ausland da méi genee ukuckt a se analyséiert, da stellt een tatsächlech och fest, datt haart Moossname sech normalerweis bewären, awer mat Betounung um Zousaz, wann et just dräms geet, d'Zuele kuerzfristeg ëm e grousse Prozentsaz ze senken.

Beispillsweis ass dat an Irland gelongen, wou vum 21. Oktober bis Enn November 2020 e relativ strenge Lockdown a Kraaft war. Ech hunn dat e bëssen nogesicht. D'Kontakter zu aneren Haushalter ware streng limitéiert. Den Teletravail war Flicht an den Eenzelhandel war wäitgeeënd zou. Op déi Manéier ass et gelongen, d'Neiinfektiounen an enger Siwen-Deeg-Inzidenz vun 150 op wäit ënner 50 pro 100.000 Awunner ze reduzéieren. Dat heescht, a kuerzer Zäit sinn d'Infektiounen ëm 60 % erofgaangen, obwuel d'Schoulen an d'Betreiungsstrukture wärend där ganzer Zäit weiderfunktionéiert hunn.

E liicht aneren a méi strenge Wee huet d'Belsch ageschloen, wou d'Situatioun nach vill méi dramatesch war wéi an Irland: Am Oktober louch d'Siwen-Deeg-Inzidenz bei iwwer 1.000, duerch de Lockdown ass se op ëm déi 100 gefall. Allerdéngs ginn d'Infektiounen do nees lues awer sécher erop, an dat ass awer och e Volet, deen ee muss bedenken.

Dat zielt och fir Frankräich, wou d'Zuelen opgrond vum strenge Lockdown gefall sinn, mee elo nees amgaange sinn ze klammen.

Däitschland ass sengersäits dru gescheitert, déi zweet Well anzefänken, an ass scho mat enger drëtter konfrontéiert - e strenge Lockdown iwwert d'Feierdeeg ass d'Resultat.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn dës Beispiller zitéiert, ganz einfach, well se beweisen, datt e strenge Lockdown seng Friichten dréit - wéi gesot awer just, wann et dräms geet, d'Zuelen a kuerzer Zäit drastesch ze reduzéieren. Wat duerno geschitt, gëtt awer och ëmmer méi kloer - wuel wëssend, datt een eng Gesellschaft jo net jorelaang an de Lockdown ka stierzen -: Soubal wéi d'Moossname gelackert ginn, ginn d'Zuelen an deenen anere Länner nom Jo-Jo-Prinzip nees erop. Bei eis net, nach net!

Déi prinzipiell Fro, déi vill Mënsche sech opgrond vun dëser Entwécklung stellen, ass dann déi, ob dat dann elo ëmmer esou weidergeet oder ob et net méi sënnvoll wier, op d'Ausdauer ze setzen, déi ech och a menger leschter Ried hei ervirgestrach hat - ech hat d'Bild vum Marathon genannt -, wéi op d'Method vum Stop-and-Go, bei där een den Tempo vun den Infektiounen zwar ganz séier an drastesch gebremst kritt, mee wou d'Bremse vun der Gesellschaft fréier oder spéider futtifueren - woumat ech déi gesellschaftlech Zermürbung mengen.

An dee selwechte Kontext gehéiert och d'Fro, wéi vill rechtsstaatlech, sozial a psychesch Schied mer eiser Gesellschaft zoumudde kënnen, fir se laang Zäit virun enger Pandemie ze schützen. Dës Fro ass jo natierlech gesellschaftspolitescher Natur, well et sech bei de Moossnamen, dat wësse mer alleguer, ëm déifgräifend Aschränkunge vun de Grondfräiheeten handelt. Anerersäits ass se awer och reng gesondheetspolitescher Natur: Et stellt sech nämlech eraus, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi aktuell Situatioun bei ëmmer méi Mënschen zu Angscht, chroneschem Stress, Depressiounen an anere mentale Stéierunge féiert, déi sech och kierperlech auswierken. Dat héiert ee ganz vill aus Dokteschkreesser, et gëtt een et awer och an der Etüd vum LISER gewuer, déi do scho virun enger Zäit realiséiert gouf.

An dee Phenomeen bezitt sech och net just op Lëtzebuerg: Déi däitsch Krankeversécherung DAK beispillsweis verzeechent bei de Krankmeldunge wéinst psychesche Problemer fir 2020 en Ustig vu 7 % am Verglach zu 2019. Zu Lëtzebuerg leien an där Hisiicht nach keng Zuele vir - ausser ech hätt se net gesinn -, mee ech denken, datt d'Entwécklung zu Lëtzebuerg sech net vill vun där an anere Länner ënnerscheet. Woubäi et jo evident ass, datt déi schläichend Well vu psychesche Schied an eiser Gesellschaft net esou einfach ze moossen ass wéi d'Presenz vum Virus an engem Test.

Als Gréng si mir jiddwerfalls der Meenung, datt och dës Elementer an d'Iwwerleeunge mussen afléissen, wann et dräms geet, Covidmoossnamen ze decidéieren. An domat wëll ech ganz kloer net soen, datt d'Covidmoossname per se falsch oder onnéideg sinn - ganz sécher net! Allerdéngs ass et wichteg a besser, se eemol ze vill ze hannerfroe wéi eemol net genuch.

Dir Dammen an Dir Hären, domat sinn ech beim Projet de loi vun haut, dee jo scho vill beschriwwen a kommentéiert ginn ass a mat deem mer et viraussiichtlech fäerdegbrénge wäerten, d'Tendenz no ënnen hin ze acceleréieren an e maximalen Effet fir Mëtt Januar ze erreechen. Dat ass eist Zil, wuel wëssend, datt den Impakt vum Moossnamepak sech eréischt no zéng bis 14 Deeg an Zuele wäert nidderschloen.

Um Niveau vun de Spidolsbetter dauert et warscheinlech nach e wéineg méi laang, bis eng däitlech Erliichterung erkennbar gëtt, dëst aus deem einfache Grond, datt d'Iwwerweisung vun infizéierte Mënschen an e Spidol net direkt no der Ustiechung stattfënnt, mee och well déi betraffe Patienten eng länger Zäit am Spidol musse bleiwen. An do musse mer och un d'Personal denken, wat längst op de Felge fiert.

Här President, d'Zil kann et allerdéngs net sinn, bei der ugepeilter Januar-Etapp stoen ze bleiwen, an och dat betounen ech ëmmer op en Neits. Mir musse méi wäit denken, well et ass jo kloer, datt de Virus eis och nom Januar nach wäert begleeden an datt d'Rettung duerch den Impfstoff nach Méint wäert op sech waarde loossen, jiddefalls wann et dräms geet, flächendeckend an déi ganz Bevëlkerung ze impfen.

Spéitstens do kommen ech dann zu deem schéine Wuert „Laangzäitstrategie", wat ech scho méi oft op dëser Plaz ernimmt hunn a wat ech ëmmer op en Neits als wichteg duerstellen. An duerfir soen ech am Numm vun der gréngen Fraktioun och der Regierung ausdrécklech Merci, datt se sech dozou bekannt huet, mat op dee Wee ze goen an esou eng Strategie op d'Been ze stellen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- D'Zil muss et hei sinn, eng Situatioun ze schafen, an där de Virus zwar net verschwonnen ass, mee déi et erlaabt, datt d'Gesellschaft net méi vun engem Deel-Lockdown an deen anere schliddert. Mir sinn eis bewosst, datt d'Regierung, an och mir selwer, esou eng Strategie net aus dem Stee schloe kënnen. Dat ass eng komplizéiert Aarbecht: Do musse vill Parametere consideréiert ginn, et musse vill Elementer an Ofweiungen an d'Aarbecht afléissen, an dat net nëmmen am Santéssecteur, mee secteuriwwergräifend.

Mir sinn awer iwwerzeegt, datt et sech lount, op dee Wee ze goen, a mir sinn och bereet, dee Wee ze begleeden. Esou eng Approche ass net nëmme fir d'Gesellschaft méi verlässlech a mat manner Iwwerraschunge verbonnen, mee och fir d'Wirtschaft an all déi aner Secteuren, déi mer jo kennen.

Generell geet et dräm, all sozial an ekonomesch verträglech Mëttelen auszeschëpfen, ouni de Gesondheetsschutz opzeginn. Dozou gehéiert natierlech prioritär de Schutz vun de vulnerabele Persounen, den an der Lescht zu Lëtzebuerg wierklech weidergedriwwe ginn ass.

Nach eng Kéier: Et soll net mat Isolatioun gläichgestallt ginn, wann ee vu Schutz vu vulnerabele Persoune schwätzt. Ech mengen domat Léisungen, déi fir eng länger Zäit fir jiddweree liefbar sinn a fir déi de Staat, d'Gemengen oder d'Haiser déi néideg Mëttele mussen zur Verfügung stellen, esou zum Beispill fir d'Verdeelung vun FFP2-Masken un eeler Leit an d'Applikatioun vu Schnelltester a vulnerabele Milieuen.

Wat mir déi Moossnamen a Schutzkonzepter am Fleegesecteur an iwwerhaapt am Secteur vun den eelere Mënschen a vulnerabele Leit wéinst enger Coviderkrankung (veuillez lire: a vulnerabele Leit méi konsequent virundreiwen, wat manner Leit wéinst enger Coviderkrankung) am Spidol behandelt musse ginn a laang am Spidol musse bleiwen; da komme mer e Stéck weider.

De Vaccin wäert an där Hisiicht eng grouss Hëllef sinn, natierlech ënnert der Konditioun, datt Lëtzebuerg genuch Quantitéiten zur Verfügung huet. Dofir ass et wichteg, alles drunzesetzen, fir déi gebrauchte Quantitéiten esou fréi wéi méiglech ze beschafen. Se si schonn zu engem Deel ënnerwee a mir hoffen, datt nach eng gutt Quantitéit nokënnt.

D'Zil ass a bleift et, e gesond Mooss un Normalitéit zréckzegewannen, an dozou gehéieren nun emol d'Kontakter ënnert de Mënschen a villes aneres méi, wat mer alleguer brauche fir ze liewen, inklusiv Sport, Kultur a Fräizäit. Dat ass esou néideg wéi d'Loft fir ze ootmen.

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng si mir iwwerzeegt, datt mir deem Zil mat dësem Projet de loi méi no kommen. En erlaabt nämlech, eng besser Ausgangspositioun ze schafen am Hibléck op eng Strategie, déi eis manner deelt a manner wéideet wéi dëse Projet de loi.

A mir si frou, datt d'Regierung keng ëffentlech Gelder an de Sand setzt, fir eng Tracingapp ze finanzéieren, déi bewisenermoossen an anere Länner näischt bruecht huet an déi d'Gesellschaft virun allem an zwee deelt: an zwar an déi Leit, déi vun enger App geschützt ginn, an an déi aner, déi net déi néideg Moyene kënnen opbréngen, fir sech en deieren Handy ze leeschten.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Domat wéilt ech dem Rapporter Mars Di Bartolomeo eng siwente Kéier, wann ech mech net ieren, Merci soe fir säi Rapport vun engem Covidgesetz - et ass dee siwente mëttlerweil -, an awer natierlech och deem ganz kompetente Personal vun der Chamber, dat ech net vergiesse wëll, well et huet massiv dozou bäigedroen, datt dëse Projet de loi zurzäit an dréchen Dicher konnt kommen.

An domat ginn ech den Accord vun der gréngen Fraktioun. Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jeff Engelen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

An engem Artikel, deen ech dëser Deeg iwwert d'Covidkris gelies hunn, stoung de schéinen Ausdrock „legislativ Hyperaktivitéit" fir dat ze beschreiwen, wat d'Regierung mécht. Kaum hu mer ee Covidgesetz hei an der Chamber gestëmmt, da kënnt schonn dat nächst. Dëse Gesetzesprojet ass schonn déi sechst Ofännerung vum Pandemiegesetz an nëmmen e puer Méint. Mir hunn emol keng Zäit fir ze kucken, ob d'Moossnamen, déi mer grad geholl hunn, gewierkt hunn. Permanent änneren d'Reegelen. Wéi soen d'Fransousen: Ordre, contreordre, désordre! Bei eis hei zu Lëtzebuerg heescht dësen Duerjernee ganz einfach Gambia.

(Exclamations et hilarité)

Dës Hektik vermëttelt net den Androck ...

(Brouhaha général et interruption)

... vun enger Regierung, déi mat Rou an Iwwerleeung an enger schwiereger Situatioun handelt.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

D'Zuele vun de positiven Tester gi wuel liicht erof an de Reproduktiounstaux läit bei ronn 0,8 %, d'Situatioun an de Klinicken entspaant sech, wann och ganz lues. D'Noutwendegkeet vun neie Moossnamen ass also aus medezinnescher Siicht alles anescht wéi evident.

Dat lescht Gesetz vum Covid hate mer de 15. Dezember hei gestëmmt, an net méi spéit wéi dräi Deeg duerno hat de Regierungsrot nei Moossnamen an Aussiicht gestallt. An dobäi gouf ëmmer gesot, et sollt ee mol 14 Deeg waarde fir ze kucken, wat déi aner Moossnamen alles bruecht hunn. Mir hätten dat, wat mer haut deelweis stëmmen, och kënnen de 15. Dezember mat integréieren.

Fir déi aschneidend Decisioune kann d'Regierung sech dacks emol net op faktuell Grondlage stäipen. D'Madamm Gesondheetsminister sot ronn: „Déi nei Mesurë baséieren net op konkreete Chifferen. D'Hallschent vun den infizéierte Leit wëssen net, wou si sech mam Virus ugestach hunn." Anescht ausgedréckt: D'Regierung spillt hei deels blanne Manöver op d'Käschte vun der Gesellschaft, vun eiser Fräiheet an zu Laaschte vun eiser Ekonomie.

D'ADR ass jiddefalls net mat deenen neie Moossnamen averstanen. Mir haten hei och scho viru

Kuerzem eng Motioun deponéiert, datt d'Geschäfter sollen opbleiwen. Hei huet sech jo gewisen, datt et bis elo net zu Infektiounsclusteren an de Geschäfter selwer koum. Dat war och eis Positioun zum Horeca-Secteur: Si solle kënnen ophunn, well si sech un all d'Spillreegele gehalen hunn, an de Cluster war och net do.

Fir Entreprisen am Commerce an an anere Secteuren ass et awer ganz wichteg, datt de Faillitten an den Entloossunge sou séier wéi méiglech scho preventiv entgéintgewierkt gëtt. Duerfir maache mer en dréngenden Opruff un d'Regierung, fir gewësse wichteg Fuerderungen ëmzesetzen. Deemno sollen och schonn Entreprisë vun de staatlechen Hëllefe kënne profitéieren, déi 30 % vun hirem Chiffre d'affaires hunn. Dës Hëllef muss fir all Betrib gëllen an och mat der Aide de relance cumulabel sinn.

Mir erënneren och un eis Fuerderung, fir de Chômage partiel bis zu engem Plaffong vun 250 % vum onqualifizéierte Mindestloun vun 80 % op 100 % ze hiewen. Et ass och onverantwortlech, de Sportsecteur, deen an internationale Kompetitioune spillt, lamzeleeën, eppes, wat soss kee Land an Europa mécht. Och hei ginn Existenze vernicht an d'Betriber an d'Faillitte gedriwwen.

An Dir wësst, datt mir als ADR grondsätzlech der Iwwerzeegung sinn, datt de Staat sech net däerf an d'Privatsphär vun de Leit améschen. Zum Beispill: Ech däerf wuel eng Koppel - wat och net inkohärent ass - bei mech aluede fir z'iessen, zwou Persounen, mee nom Iessen däerfen déi emol net matenee spadséiere goen oder mam Hond zesumme goen. Ech mengen, do muss een de Leit dat awer emol erklären. Do ass keng Logik dran!

Mir denken net, datt eng Ausgangsspär zu enger fräier Gesellschaft passt. A wa mer scho géint eng Ausgangsspär waren, déi um eelef Auer ugefaangen huet, da kënnt Der Iech bestëmmt virstellen, wat mer vun enger halen, déi schonn um néng Auer ufänkt. D'Regierung behandelt d'Lëtzebuerger hei an eisen Ae wéi kleng Kanner: Um néng Auer - gläich no der leschter Pressekonferenz vun der Regierung vun deem Dag, kann ee soe - musse si an d'Bett.

(Interruption)

Si mussen net schlofen, dat ass richteg!

(Hilarité)

Déi sozial an déi ekonomesch Konsequenze vun all deenen neie Moossname muss een och bedenken. An enger scho méi wéi ugespaanter Finanzsituatioun vum Staat muss all Neibelaaschtung fir eis Ekonomie besonnesch kritesch gekuckt ginn.

Wat fuerdere mir als ADR? Éischtens hätte mir gären, datt d'LSAP-Spidolsreform vum 7. Februar 2018 direkt ofgeännert gëtt. D'ADR huet dozou eng Proposition de loi gemaach, déi eiser Meenung no misst eng absolutt Prioritéit kréien. D'Madamm Minister Lenert hat de 16. Dezember op eng Question parlementaire hi selwer zouginn, datt d'Gesamtunzuel vun de Spidolsbetter tëschent 2011 an 2019 erofgaangen ass: „2.716 Spidolsbetter am Joer 2011 an 2.569 Spidolsbetter am Joer 2019." D'Zuel vun de Spidolsbetter ass wuelgemierkt net nëmme par rapport zu der Populatioun, mee och an absolutten Zuelen erofgaangen. Dat selwecht seet och de Statec. D'ADR wëll dës Situatioun sou séier wéi méiglech änneren.

D'ADR insistéiert och drop, datt dat zukünftegt Militärspidol genuch Personal a Material kann zur Verfügung stellen, fir dem Gesondheetssecteur bei Krisen, Pandemien, Attentater oder Konflikter effikass a kuerzfristeg zur Säit ze stoen an en ze verstäerken. D'ADR hat scho laang gefrot, datt d'Regierung der Chamber soll e Konzept fir esou e Spidol virstellen; wat eis awer elo fir Ufank 2021 versprach gouf.

Mir haten eis och gefrot an an deem Sënn eng Question parlementaire gestallt, wat mat deene positiv geteste Persounen a stationärer psychiatrescher Behandlung geschitt. Och hei erwaarde mer eis Äntwerte vun der Regierung.

Zweetens verlaange mer, datt d'Regierung endlech e Konzept virleet, fir déi eeler Leit beschtméiglech besser ze schützen. Wat d'Infektiounen an de Strukture fir eeler Leit ugeet, doriwwer kommunizéiert déi zoustänneg Ministesch net. Dobäi ass bal all drëtte Coviddoudegen aus engem Altersoder Fleegeheem an et ass net gewosst, wéi héich hiren Undeel un deenen ass, déi an de Klinicke verstuerwe sinn.

Et ass esou, datt d'Heemer sech deels selwer iwwerlooss bleiwen, an den zoustännege Ministère huet bis elo nach kee kloert Konzept ausgeschafft a schafft och an deem Sënn net mat der Santé zesummen.

D'Regierung ass net present, si ass ineffizient a si bleift passiv! Mir sinn entsat, wa mer gesinn, datt et de Secteur selwer ass, deen, an der Form zwar vun engem Dräistufeplang vun der COPAS, déi Konzepter ausschafft a virleet, déi da vun der Regierung akzeptéiert ginn. Mir soen der COPAS Merci duerfir, datt si déi Initiativ a Verantwortung weist, un där et der Regierung feelt.

A kengem Secteur huet d'Regierung méi versot wéi beim Schutz vun eisen eelere Matbierger, déi an engem Heem liewen, a grad hei an deem Secteur hätt missen dee gréissten Effort gemaach ginn.

Ech gesinn, Här President, meng Zäit leeft e bësse of. Duerfir iwwerspreangen ech elo deen een oder deen anere Punkt.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Da kréie mer manner Frechheete gemaach.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Mir verlaangen drëttens, ...

(Interruption)

... datt am ëffentlechen Transport méi Ustrengunge gemaach ginn. Ech denken do, zum Beispill ...

(Interruption)

... un d'Suppressioun vun deene ronn 1.700 Buslinnen, déi elo hei an der Stad gemaach goufen, fir den Tram ze ersetzen oder auszegläichen (veuillez lire: well den Tram déi ersetzt respektiv dat ausgläiche soll.) Grad dës Suppressioun huet derzou gefouert, datt mer elo d'Leit zwéngen, all an den Tram eranzeklammen.

Hätte mer hei e Parallelismus agefouert, wéinstens an de Spëtzestonnen, dann hätte mer eng aner Infektiounsrat gehat oder deem entgéintgewierkt. Dat ass irresponsabel an dëse Covidzäiten! Dat geet dann op de Konto vum gréngen Transportminister François Bausch, deen ëmmer seet, en hätt keng Alternativen. Hei hätt en der gehat an en huet se net geholl.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Wat d'Situatioun an de Schoulen ugeet, also op där Plaz, wou ee sech dem Här Minister Meisch no net kann ustiechen, begréisse mer, datt endlech op den Homeschooling zréckgegraff gëtt. Awer mir kritiséieren, datt den Här Meisch nach ëmmer mengt, hie bräicht sech net mat sengen Enseignanten ofzeschwätzen. Wat zum Beispill och den OGB-L ganz schaarf kritiséiert.

Vun dësem heescht et souguer, datt den Dialog total feelt an d'Diktat duerch de Fait accompli d'Reegel ass. Opbruecht war viru Kuerzem och d'Léierpersonal aus dem psychosoziale Beräich, dat sech gefrot hat, ob esou e Schoulminister nach ze droen wier, a souguer e Bréif un d'Chamber adresséiert huet fir ze froen, ob de Geck mat hinne gemaach géif ginn.

Den Dialog an déi Transparenz, déi d'DP fir sech an Usproch hëlt, feele komescherweis grad do, wou d'DP d'politesch Verantwortung dréit.

Här President, ech hätt nach e puer Saachen hei, mee ech kommen dann elo zum Schluss, well ech gesinn, meng Zäit ass e bëssen iwwerschratt.

M. André Bauler *(DP)*.- D'Riedezäit.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Meng Riedezäit. Voilà, Här Bauler. Villmools merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Déi laang Pausen ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Bauler, elo hutt Der den Här Engelen ganz duerjerneebruecht.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Entschëllegt. Ech war mer däers net bewosst!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Zum Schluss ..., also zu den Impfungen äusseren ech mech net, well do hu mer eng Heure d'actualité ugefrot an duerfir wëll ech aus Zäitgrënn net drop agoen. Ech hunn elo e puer Saachen iwwersprongen, mee dat kënne mer da bei enger nächster Geleeënheet nohuelen.

Mee am schlëmmsten - an da kéim ech zum Schluss - war an den Ae vun der ADR, datt d'Regierung ursprünglech mat dësem Gesetz och déi ganz Fonction publique wollt zu Denunzianten degradéieren.

Här President, wéi déif ass dës Regierung gefall?! Gott sei Dank huet d'Reaktioun vun der Oppositioun, der breeder Ëffentlechkeet, vu Gewerkschaften an aneren derzou gefouert, datt dës Iddi nees séier fale gelooss gouf. Mee d'Tatsaach bleift: Gambia wollt op eekeleg Methoden zréckgräifen, wéi se soss praktesch nëmmen an Diktaturen existéieren. An dat ënner engem liberale Staatsminister!

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Et gëtt an dësem Land definitiv Zäit fir e politesche Wiessel! D'ADR stëmmt dann natierlech selbstverständlech géint dëst Gesetz.

Ech hätt awer nach eng Motioun, an zwar zu den FFP2-Masken, wou am Fong geholl vu ville Leit consideréiert gëtt oder programméiert gëtt, fir déi unzeschafen. Et wier e bessere Schutz fir d'Leit. Ech géif an deem Sënn eng Motioun deponéieren, fir datt d'Regierung an d'Land sollen deem entgéintkommen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- datt vu verschiddene Secteuren - ë. a. vun Deeler vum Schoul- a Gesondheetssecteur wéi och vun der Dokteschassociatioun AMMD - FFP2-Maske fir e bessere Schutz géint de Covid-19-Virus gefuerdert ginn,

- datt d'FFP2-Masken nach net a grousser Zuel do sinn,

- datt d'Beschafe vun der néideger Unzuel un FFP2-Maske fir d'Bierger mat substanzielle Méikaschte verbonnen ass,

fuerdert d'Regierung op,

- sech elo séier ëm d'Beschafe vun der fir d'Gesamtpopulatioun néideger Unzuel un FFP2-Masken ze këmmeren, déi de Bierger gratis sollen zur Verfügung gestallt ginn.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Rapporteur freet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Här President, normalerweis hätt ech elo net dorop reagéiert. Mee ech wëll der Wourecht halber awer drop hiweisen, dass deen Artikel 16ter net eleng duerch eng Oppositioun erausgeholl ginn ass, mee duerch déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun haten, ...

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- ... déi exzellent Gespréicher, déi mer niewent der Kommissioun haten, dat Gehéier, dat mer och fonnt hu bei der Regierung, an och dee gudden Avis vum Conseil d'État. Et ass also net esou, dass hei eng Majoritéit en Denunziantestaat wollt aféieren, mee dass et ...

(Interruptions)

Och wann Dir dat nach zéngmol behaapt, ass et nach wie vor Quatsch, wëll ech Iech soen! Absolutte Quatsch! Well hei huet eng Kommissioun an Unanimitéit - an Unanimitéit! - op d'Propositioun vum President hin direkt am Ufank vun der Sëtzung decidéiert, fir déi doten Dispositioun erauszehuelen. A wann Der eppes aneschters behaapt, da litt Der!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dir hätt et ni däerfen draschreiwen, Här Di Bartolomeo!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Nimools!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Di Bartolomeo, fir déi do Prezisiounen. Ech mengen, et ass dem Rapporter seng Missioun opgrond vum Artikel 70, fir eebe säi Rapport esou ze maachen: « Ses propos reflètent les discussions et les décisions de la commission. »

Une voix.- Richteg!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat huet de Rapporter gemaach an dovu ginn ech Akt.

Une voix.- Dat muss alles am ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Engelen freet nach d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Ech wëll just hei zousätzlech bemierken, datt dat richteg ass, datt mer an der Chamber Eestëmmegkeet haten, an dat war och en éischte Punkt. Mee ech wëll awer emol soen - an ech mengen, dat ka jiddereen nokucken an der geschriwwener wéi an der geschwater an an der gekuckter Press -, datt awer d'Wellen héich gaange sinn, well dee Passus iwwerhaapt emol am Gesetz stoung! Ech mengen, et geet dorëm! An ech mengen, duerno ze soen: „Mir hunn et all mateneen erausgeholl" - awer nëmmen opgrond vum Drock vun de Medien, riets a lénks!

Une voix.- Voilà!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- An ech mengen, ech wëll dat hei ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Och dat ass net wouer!

Une voix.- Dach! Wien huet et dann drageschriwwen?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Sou, ech mengen, mir ginn elo d'Wuert un den nächsten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Vläicht fanne mer iergendwann eng Kéier den Enigma eraus, wien dee Passus dann a den ursprünglechen Text dragesat huet. Mee bon, dat huet sech jo dann awer elo glécklecherweis a Wuelgefalen opgeléist.

Här President, mir befannen eis zënter méi oder manner dem 1. Oktober an der zweeter Well. Déi zweet Well, déi jiddweree gefaart huet, déi ugekënnegt war, déi vläicht Verschiddener och net wollte wouerhuelen oder gehofft hunn, datt se eis erspuert géif bleiwen, ass do. A si wierkt zënter, wéi gesot, Ufank Oktober. Si huet zu Lëtzebuerg weesentlech méi schlëmm Ravagë gemaach wéi déi éischt Well. Aleng vum 1. Oktober bis Stand gëschter sinn 333 Leit mat oder um Covid gestuerwen, par rapport zu 125 Leit an der éischter Well bis eeben den 1. Oktober.

Duerfir, fir dat anzeschätzen, wat mer dann hei votéiere sollen, wat awer dat wäitgoendst Gesetz ass innerhalb vun där zweeter Well, muss een awer, mengen ech, kënnen d'Retrospektiv maachen, wéi d'Regierung dann zënter dem 1., oder soe mer, dem 10. Oktober gehandelt huet.

Den 10. Oktober ass dee Moment, wann een d'Courbë kuckt, wou ee gesäit: Do fänkt et un, exponentiell an d'Luucht ze goen. D'Regierung huet dat och gesinn an de 17. Oktober eng Pressekonferenz gemaach, wou se dekraléiert huet, datt se géif weider ofwaarden, net handelen. Wann ech mech richteg erënneren, huet d'Madamm Minister e Bild gebraucht am Sënn: Wann et nuets fréiert, muss een net direkt alleguer d'Stroosse spären. D'Regierung huet also ofgewaart dee Moment.

Den 29. Oktober, do ware mer ganz kuerz virum Pic vun där zweeter Well. Dunn hu mer dann hei an der Chamber - oder d'Majoritéit - déi éischt Mesurë votéiert, déi dora bestanen hunn, fir eng Begrenzung am Horeca-Beräich anzeféieren.

Et ass net richteg, wéi den Här Engel gesot huet, datt dee Moment kee Mënsch vun engem Lockdown geschwat huet. Well mir hunn dee Moment gesot, datt et méi kohärent wier, den Horeca elo ganz zouzemaachen. Mir hunn dovunner geschwat, fir e partielle Lockdown ze maachen zu deem Zäitpunkt, wou effektiv de Pic vun der Well erreecht ginn ass. Well dat wier nämlech e Wellebriecher gewiescht.

Véier Wochen drop, de 25. November, sti mer alt erëm eng Kéier hei an diskutéieren dann iwwert déi Propos, nämlech d'Schléissung vum Horeca-Beräich. De 15. Dezember, virun enger gudder Woch, si mer dann erëm eng Kéier hei an do huele mer dann éischter kleng Ännerunge vir: datt an de Grande-surfacë muss e Protocole sanitaire ageriicht ginn. Dat war, mengen ech, eng vun deenen Haaptmesuren, déi do geholl gi sinn.

An elo? Elo ass et esou, datt ech de 15. Dezember, wéi ech nach eng Kéier widderholl hunn, datt mer e Lockdown bräichten, gesot kritt hu vum Premierminister, hie wier schockéiert - „schockéiert!", mir kennen dat jo, wéi e schwätzt, e widderhëlt dann ëmmer d'Wierder zweemol -, „schockéiert", wéi liichtfankeg Grondrechter a Fräiheeten hei vun eenzelnen Deputéierten iwwer Bord gehäit géife ginn!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An engem Duktus vun der Entrüstung, esou wéi mer eise Kommunikatiounsexpert kennen.

Bon, ech war schockéiert iwwert déi Ausso. An ech stelle fest: Eng Woch méi spéit sti mer hei, de Couvre-feu, wat eng extreem incisiv a liberticide Mesure ass, gëtt no vir verréckelt. An dee Schockmoment vum Här Premierminister schéngt e wierklech zwee Deeg drop dann awer iwwerwonnen ze hunn an e schéngt genau dat ze maachen, nämlech Grondrechter iwwer Bord ze geheien.

Dat, wat mir gefuerdert hunn, war net, d'Grondrechter iwwer Bord ze geheien, mee kloer Reegelen anzeféieren, zu deenen och e Lockdown gehéiert hätt! Wat manner liberticide gewiescht wier wéi de Couvre-feu.

Dat heescht, wann een dann awer och kuckt, wéi d'Entwécklung vun den Zuelen ass: De Pic hate mer erreecht Enn Oktober, Ufank November. Zënterdeem huet et sech ongeféier véier Woche laang stabiliséiert op engem ganz, ganz héijen Niveau, incomparabel mat anere Länner an Europa, an dunn ass et ganz lues erofgaange bis Mëtt Dezember. An elo, déi lescht Woch, geet et rasant erof. Déi éischte Kéier, glécklecherweis, wou d'Zuele rasant erofginn!

An elo, zu dësem Moment, wou mer déi éischte Kéier wierklech kënnen Hoffnung schëpfen, elo kommen déi Mesuren, déi eigentlech hätte missen de Wellebriecher sinn zu där Zäit, wéi d'Well am héchste war, nämlech Enn Oktober, Ufank November.

Duerfir ass fir mech déi Ausso falsch, datt déi Mesurë vun der Regierung d'Well gebrach hätten. D'Regierung ass mat dëse Mesuren op der Well gesurft! Si huet se net gebrach, mee si huet se suivéiert! Duerfir ass et och richteg, wat d'Madamm Lorsché gesot huet. Et geet nämlech drëm, déi Well elo ze acceleréieren, oder déi Tendenz ze acceleréieren. Et geet net drëm, géint

se virzegoen. Dat ass nämlech och dat, wéi een déi lescht zwee Méint Regierungspolitik resuméiere kann: D'Regierung huet ze spéit reagéiert, mat deene falsche Mesuren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Elo hu mer hei nei Mesurë virleien. An ech fänke mat där eenzeger un, mat där ech wierklech averstane sinn, well mir se och selwer gefrot hunn, nämlech d'Schléissung vun den net essenzielle Geschäfter. Dat ass eng grouss Mesure, et ass eng wäitgeeënd Mesure, mee dat ass eng, déi eis och no wëssenschaftlechen Erkenntnisser wierklech kloer erschéngt.

Wat eis guer net kloer erschéngt an och schonn Enn Oktober net kloer erschéngt huet, dat war de Couvre-feu. An dunn hu mer versprach kritt: „Ma, ech presentéieren Iech eng Etüd, aus där geet ganz kloer ervir, datt dee Couvre-feu eng immens effikass Mesure ass."

(Interruption)

Wéi gebaant hu mer drop gewaart, fir déi Etüd ze kréien. Mir hunn och eng Etüd kritt. Do stoungen och ganz vill interessant Saachen dran, op déi ech nach agoe wäert, mee et stoung awer näischt iwwert de Couvre-feu an d'Effikassitéit vum Couvre-feu dran.

Bis elo gëtt et menges Wëssens just eng eenzeg Etüd doriwwer, déi immens ëmstridden ass, nämlech iwwert de Couvre-feu an der Guyane. Do ass de Couvre-feu vu 5 bis 5 gaangen, dat heescht, zwielef Stonnen den Dag, wou d'Leit wierklech just nach schaffe gaange sinn an duerno hu mussen doheem sinn an net méi hunn däerfe virun d'Dier goen.

Also, et gëtt keng wëssenschaftlech Erkenntnis dovunner. Wat awer sécher ass, dat ass, datt et extreem liberticide ass. An et ass eppes, wat an d'alldeeglecht Liewe vun de Leit extreem staark agräift, well d'Leit elo doheem agespaart bleiwen. Wat dat fir Konsequenzen huet op d'Violence domestique elo an däser Zäit, wëll ech mer iwwerhaapt net ausmolen.

Och de Staatsrot huet dat dote ganz staark a Fro gestallt. An net nëmmen de Staatsrot, mee esou ongeféier jiddwer Avis, deen ech dozou gelies hunn. Dofir si mer do dergéint.

Wat och elo nei ass, an dat geet esou iwwer zwou, dräi Mesuren eriwwer, dat ass deen neie repressiven an autoritäre Staat, deen dora besteet, datt Amendë verduebelt ginn, deen dora besteet, datt Avertissement-taxéë verduebelt ginn, mee awer d'Amenden, d'Peine-de-policen, déi bis elo zwëschent 100 a 500 Euro waren, ginn op zwëschent 500 an 1.000 Euro an d'Luucht gesat!

Domadder verbonnen am ursprünglechen Text dee berüümten Artikel 16ter, datt elo och sollte Staatsfonctionnairen a -salariéen derzou opgeruff ginn, Contraventioune mussen ze denoncéieren. Eppes, wat mer zu Lëtzebuerg net kennen a wat e Prezedenzfall an eisem Justizsystem geschafen hätt. Et sinn net nëmmen d'Oppositioun oder Majoritéitsvertrieder, déi dat da glécklecherweis net gutt fonnt hunn, mee et ass och de Staatsrot gewiescht, de Barreau, et ass d'Mënschrechtskommissioun gewiescht et cetera, an natierlech déi grouss Ëffentlechkeet. Ee Gléck: Dat ass erausgeholl ginn.

Mee nawell gesäit een awer d'Intentioun, déi do derhannertsteet, nämlech méi repressiv ze ginn, fir kënne géint d'Netanhale vu Bestëmmunge virzegoen. Ech ginn dorop elo nach an. An ech mengen net, datt et dann domadder gedoen ass, einfach d'Zuele vun den Amenden an d'Luucht ze setzen. D'Fro ass: Sinn déi Reegelen, déi mer hunn, iwwerpréifbar? Kann d'Police se iwwerpréiwen? A kann d'Police iwwerhaapt Protokoller dozou ausstellen?

An do kommen ech elo erëm op mäin allerléifste Sujet, an ech sinn do e bëssen en einsamer Rufer in der Wüste: déi Reegel, datt bei engem Rassemblement vun iwwer véier Leit d'Leit mussen e Mask unhunn an zwee Meter Ofstand halen. Dann hoffen ech, datt elo mat deenen neien Amendë vun 300 Euro d'Regierung oder d'Police sech einfach emol d'Zeitungen duerchkucke vun deene leschten zwee, dräi Deeg, well do gëtt et mindestens dräi Ministeren, déi da missten eng Amende kréien, déi op Fotoe sinn. An ech mengen, datt d'Poséiere fir eng Foto e Rassemblement ass no Ärer Reegel, soudatt zumindest dräi Ministeren da missten eng Amende kréien.

Also ech hunn ëmmer géint déi dote Reegel geschwat, well si ass net anzehalen! Si ass a ganz ville Situatiounen net anzehalen an Dir haalt se selwer net an. Mee da schreift keng Reegelen dran, déi een net anhale kann!

Dat selwecht elo - de Claude Wiseler ass schonn zu Recht drop agaangen, ech brauch et net méi ze maachen -, d'Fro vun den Activité-récréativen, datt dat elo zwee Leit sinn. Dat mécht och iwwerhaapt kee Sënn. Wann ech elo Stiefesdag bei meng Elteren heemgi mat menger Frëndin, da si mer zu véier. Dat ass jo alles da richteg an erlaabt. Dann däerfe mer eppes net maachen: nämlech de geschlossene Raum verloossen an trëppele goen. Dat ass dach aus sanitärer Siicht de Contraire vun deem, wat mer eigentlech wéilten!

A wann ech dann héieren, datt den Alkoholverbuet, dee jo aus deem sougenannte Glüwäinhopping entstanen ass, elo da generaliséiert gëtt op all „lieux accessibles au public", da muss ee sech awer d'Fro stellen, ob mer mat deene Reegelen, déi mer am Moment hunn, net scho genau dat do ënnerbanne kënnen, all déi Beispiller, déi genannt gi sinn. Dofir hu mer genuch Instrumenter. Et ass nämlech verbueden, datt e Bistro bannena respektiv op der Terrass verkeeft. Et ass verbueden, Rassemblementer ouni Mask - dat heescht, wann d'Leit drénken - iwwer véier Leit ze maachen. Dat wär alles méiglech. Et muss een et just applizéieren.

Op dee Wee gi mer net, mee mir ginn op de Wee vun enger allgemenger Reegel: Dat heescht, d'Stater Schickeria, oder soe mer emol esou, d'Mefaite vun der Stater Schickeria féieren dann derzou, datt elo am ganze Land kee Mënsch méi op iergendengem Lieu accessible au public däerf Alkohol konsuméieren.

Hei ass eng „Mon Chéri", déi hunn ech heivir aus dem Bar vun der Chamber. Ech wäert se dem Premier herno schenken. Dir wësst, hie läit mer ganz um Häerz.

(Hilarité)

Mee dat ass verbueden!

(Hilarité)

Et ass verbueden ab elo, eng „Mon Chéri" an engem ëffentlech zougängleche Raum ze consomméieren. An dat, wat d'Regierungspolitik och nees erëmspigelt: Responsabel dofir ass net deen, deen d'„Mon Chéri" dohinnerleet, an dësem Fall d'Chambersverwaltung, de Generalsekretär respektiv de President, nee, responsabel gëtt dee gemaach, deen dat, wat do läit, consomméiert! Dat ass d'Logik vun deenen heite Reglementer! An dat geet net. Ech fannen dat net richteg.

E weidere Punkt - ech sprangen elo ganz séier -: d'Datespäicherung, d'Durée ass ze laang an d'Quantitéit vun deem, wat recherchéiert gëtt, ass och ze vill extensiv.

Homeschooling: De Minimum, wat ee sech hätt kënnen erwaarde beim Homeschooling no där Erfarung, déi da gemaach ginn ass, wier, datt een eng Evaluatioun doriwwer gemaach hätt. Et sinn nämlech Saache gutt gelaf mam Homeschooling an et si Saachen net gutt gelaf! Mee ech hunn d'Gefill, datt mer elo erëm bei null ufänken, wéi wann näischt gewiescht wier! Dat kann et dach net sinn! An do gesäit een alt erëm eng Kéier, datt d'Regierung hir Hausaufgaben net gemaach huet.

D'Handele vun der Regierung war weeder séier nach effikass. D'Schold gëtt reng individualiséiert, jiddwerengem Eenzelnen op d'Schëller geluecht. An et gëtt net gekuckt, wat een eventuell kollektiv kéint maachen.

Dat ass dat, wat an dësem Gesetz feelt! Nämlech déi Etüden, déi mer presentéiert kritt hunn, weisen: Déi zweet Ustiechungsquell nieft dem Privaten ass d'Aarbecht! Wou sinn dann an deem Text hei Reegele fir d'Aarbecht?! Ausser ganz allgemenge Reegelen.

Doheem gëtt et méi streng Reegele wéi op der Aarbecht! Mee d'Aarbecht ass dach en Domän, deen ass régi par la loi! Esou seet et eis Verfassung. Firwat maache mer do näischt?! Firwat muss net all Employeur ab enger gewëssener Zuel Mataarbechter net och e Protocole sanitaire opstellen, wou e seet, wéi e seng Leit schützt? Da kéinte mer effikass géint Neiinfektioune virgoen! Well dat ass d'Erkenntnis vun der Wëssenschaft, souwuel vun där Etüd, där franséischer, déi mer presentéiert kritt hunn, wéi och vun där vum Luxembourg Institute of Health.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Wat och nach eng Kéier dra feelt, ass de Rôle vun de Gemengen. Och dat schéngt wierklech en Dada vu mir ze sinn! Zënter dem Napoleon gehéiert d'Hygiène zu de Kärkompetenze vun de Gemengen. An do gëtt meeschtens drënner verstanen: Waasserversuergung an och Waasserentsuergung, Müllentsuergung et cetera. Mee déi sanitär Kris, déi mir hei hunn, déi gehéiert och an d'Kärkompetenze vun de Gemengen. An do geschitt näischt! Do geschitt einfach näischt! An ech verstinn dat net! Ech verstinn dat net, wéi een e Krisemanagement ka maachen a guer net d'Gemengen op deem Niveau, wou se missten agéieren, mat an d'Boot hëlt, soudatt d'Gemenge wierklech e seriö ze huelende Partner an deem Ganze wieren.

Ech kéint elo Beispiller opzielen, wat ech genau dorënner verstinn - vläicht ginn ech herno drop ugeschwat an dann hunn ech d'Méiglechkeet, mol kucken!

Meng Konklusioun, Här President: D'Regierung ass net preparéiert, d'Regierung huet ze spéit reagéiert an elo op eemol schéisst se an all Richtung a virun allem wäit iwwert d'Zil eraus. Si depasséiert de Krittär vun der Proportionalitéit, dee bei esou ganz graven a wichtege Gesetzer misst sinn.

An d'Regierung huet nach eppes aneres gemaach, wat vill méi schlëmm ass: Ech mengen, d'Regierung huet d'Vertraue verluer. Si huet d'Vertraue verluer vun de Leit, well déi Aktiounen an och den Timing vun den Aktioune vun der Regierung net méi novollzéibar sinn. An dat ass ganz geféierlech, well wa Leit Aktioune vun der Regierung op eemol als willkürlech empfannen, well se se net méi novollzéie kënnen, da riskéiere mer, datt déi Reegelen, déi mer eis als Gesellschaft ginn, vun ëmmer manner Leit akzeptéiert ginn.

An dat ass déi eigentlech Perspektivlosegkeet vun dësem Text. An ech froe mech wierklech, wann de 4. Januar d'Regierung en neien Text muss presentéieren, opgrond vu wéi enge Krittäre se dat da maache wëllt. Dat ass mir schleierhaft. A soulaang dat schleierhaft ass, fäerten ech, datt dat alles just e Schoss an den Uewe gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Fir ze wëssen, ob eng Mesure gräift oder net, brauch et mindestens 14 Deeg an eigentlech souguer éischter dräi Wochen." Wiem dat Zitat bekannt virkënnt, ma deen ass net eleng, dat ass en Zitat, wat mer vu Regierungssäit déi lescht Wochen a Méint ëmmer erëm héieren hunn, wann et ëm nei Mesurë goung, ëm d'Ofschafe vu Mesuren, ëm d'Aféierung vu Mesuren.

Ab haut gëllt dës Reegel net méi! Eréischt d'lescht Woch gouf heibannen iwwer eng Adaptatioun vum Covidgesetz gestëmmt an haut si mer nees hei. Et gëtt also net emol méi ofgewaart, wat déi neist Mesurë fir en Impakt hunn, éier nogeschoss gëtt. An ech verstinn dat. Wann een nämlech bewosst derlaanschtgeschoss huet, da muss een och net bis bei d'Zilscheif lafe fir ze kucken, ob ee getraff huet.

Et konnt weeder nogewise ginn, datt de Couvre-feu iergende signifikanten Impakt op d'Infektiounsgeschéien zu Lëtzebuerg hat, nach datt d'Aschränkung fir den Horeca iergendeppes Fundamentales un der Unzuel vun eisen Neiinfektioune geännert hätt. An datt d'Regierung net mengt, datt se mat den Dispositioune vun der leschter Woch, fir Hygièneskonzepter fir grouss Geschäfter anzeféieren, Beem ausrappe kéint, kann ech mer denken.

Et gouf gewaart, bis de Black Friday laanscht war, bis d'Leit all hir Chrëschtkaddoe kaf hate a bis d'Schoul- an d'Gesondheetspersonal esou wäit u seng Grenze koum, datt et Problemer gouf, fir all d'Tâchen nach ze assuréieren.

Mee elo, wou d'Schoulvakanz ugeet, d'Feierdeeg do sinn a vill Leit souwisou Congé geholl hunn, fir bei sech doheem, bei hirer Famill ze sinn, elo gëtt duerchgegraff. Et soll jo kee soen, et hätt een näischt gemaach. Fakt ass awer: Dës Mesurë komme vill ze spéit a sinn d'Resultat vun enger Politik, déi alles aneres wéi previsibel war.

D'Regierung seet gären: „Wann de Virus eis eppes geléiert huet, dann, datt en eis ëmmer nees iwwerrasche kann. Mir wëssen ni, wat kënnt, a mussen da spontan reagéieren", et cetera, et cetera. Ech mengen, Dir verstitt, wat ech mengen. Mee dëse Virus dominéiert eist Liewen da net eréischt säit gëschter!

(Interruption)

Vun engem richtege Lockdown bis hin zu ganz ville Fräiheete mat just e puer punktuelle Restriktiounen hu mer an de leschte Méint déi verschiddenst Zenarien duerchgespillt. Wat hält eis elo dovun of, en anstännege Stufeplang auszeschaffen, dee kloer festleet, wéini wéi eng Mesuren opgrond vu wéi engen Zuelen declenchéiert musse ginn?

D'Unzuel un Infektiounen an der Populatioun, den Taux de reproduction an d'Auslaaschtung vum Gesondheetssystem sinn Indicateuren, mat deene mer d'Verbreedung vum Virus verfollege kënnen. Firwat reagéiere mer da just aus dem Bauch eraus a baséieren eis Decisiounen net op genee dës Zuelen?

Insgesamt hunn ech hei nämlech d'Gefill, datt d'Regierung de Bezuch zu wëssenschaftlech fundéierten Decisiounen an de vergaangene Méint ëmmer méi opginn huet.

Weeder zum Couvre-feu nach zu de Mesurë fir den Horeca-Secteur an den Eenzelhandel konnt eis an der Gesondheetskommissioun eng anstänneg Argumentatioun presentéiert ginn. Einfach e puer Etüden erauszepicken, déi engem geleeë kommen, well d'Resultater der eegener Iwwerzeegung entspriechen, ass keng anstänneg wëssenschaftlech Recherche an domat keng Basis fir wichteg politesch Entscheedungen. An dat scho guer net, wann dann och nach absurd Fallbeispiller benotzt ginn, aus deenen d'Resultater secht net einfach op Lëtzebuerg iwwerdroe loossen, wéi dat beispillsweis de Fall war bei der Etüd iwwert d'franséisch Guyane, déi eis viru Kuerzem fir d'drëtt virgeluecht gouf. An och d'CONCOR-Studie, déi schonn erwäänt gouf, huet sech u sech op eng anekdotesch Evidenz baséiert an net op eng propper wëssenschaftlech Recherche.

Wann e Student op der Uni eng Aarbecht géif ofginn, an där e seng Thees wëssenschaftlech esou géif ënnermaueren, wéi d'Regierung hir Covidmesurë rechtfertegt, ma dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da géif e riicht duerchfalen!

Wa mer net endlech ufänken, eng Politik ze maachen, déi faktebaséiert an novollzéibar ass, dann däerfe mer eis net wonneren, wann d'Leit ufänken d'Flemm ze kréien a sech net méi un d'Mesuren halen.

Ech sot et schonn d'lescht Woch an ech muss et leider haut nach eemol soen: Keen hält sech gären u Mesuren, déi en net versteet. Huele mer d'Adaptatioun vun der Auerzäit fir de Couvre-feu! Kee weess, wat dës Restriktioun bis elo bruecht huet, a kee weess, firwat se soll verschäerft ginn. Souguer de Conseil d'État freet sech, wat ee mat däser neier Dispositioun wëllt gewannen, wa gläichzäiteg nach eng ganz Rei aner restriktiv Mesurë geholl ginn. Kee versteet et. Trotzdeem soll sech dru gehale ginn.

Wann dat der Regierung hir Politik ass, dann hu mer hei am Land nach vill méi e grousse Problem, wéi ech geduecht hunn.

Ech fir mäin Deel wéilt léiwer an engem Staat wunnen, an deem d'Leit a politesch Entscheedungen abezu ginn a wou et ënnerstëtzt gëtt, datt d'Bierger sech hir eege kritesch Gedanke maachen. Mee dës Regierung decidéiert léiwer eleng. Ze vill Géigewand ass do net erwënscht.

Do sollt ech mech wuel och net wonneren, datt d'Regierung souguer probéiert huet, en Abschnitt iwwer eng Obligatioun zur Denunziatioun an dësem Text ënnerzebréngen, mee ech muss soen: Ech war trotzdeem schockéiert! Ech kéint et elo maache wéi de Marc Baum virdru sot a „schockéiert" nach e puermol widderhuelen, mee et war wierklech eng komesch Dispositioun.

Wéi sote se schonn um Enn vum 19. Jorhonnert - an iwwregens war dat d'Zäit an Däitschland vun de sougenannte „Sozialistegesetzer", wéi se ganz Parteie wollte verbidden a wou eebe grad Dispositiounen zum Denunziantentum sech an de Gesetzer an Däitschland erëmfonnt hunn? Do sote se an enger sozialistescher Zeitung: „Verpestet ist ein ganzes Land, wo schleicht herum der Denunziant."

Selbstverständlech sollen d'Leit sech un d'Quarantänen an d'Isolementer halen! An et ass och wichteg, datt et Strofe gëtt fir déi Leit, déi géint d'Gesetz verstoussen! Mee dat ass eng Saach fir d'Police an d'Justiz an net fir all eenzelne Staatsbeamten an -employé!

Ech ka mech erënneren, datt de Premier an enger Pressekonferenz, an där et ëm d'maximal Unzuel u Visiteuren, déi ee wärend der Covidkris empfänken däerf, gaangen ass, ganz däitlech gesot huet, hie wéilt net an enger Gesellschaft liewen, an där Nopere sech géigesäiteg verrode géifen.

Ma, Beamten a Staatsemployéë sinn dach och Noperen! Oder hätt dat net gegollt fir Noperen? Sou ganz sinn ech aus där Dispositioun souwisou net schlau ginn.

Ech freeë mech dofir, datt dës Denunziatiounsdispositioun nach gëschter aus dem Gesetz gestrach konnt ginn, wëll awer ze bedenke ginn, wéi wäit d'Regierung hei bereet gewiescht wär ze goen, fir hir inkohärent Mesuren duerchzesetzen.

Wann et der Regierung net méi geléngt, datt sech d'Leit un d'Mesuren halen, da läit dat dorun, datt d'Leit d'Mesuren net verstinn. Wat et da brauch, ass eng besser Politik a Kommunikatioun, an net d'Aféierung vun enger autoritärer Denunziatiounskultur.

Fir trotz der inkohärenter Politik aus de vergaangene Wochen der Situatioun elo nach Här ze ginn, wäerten eng ganz Rei Commercen hir Dieren no de Chrëschtdeeg fir eng Zäitchen zoumaache mussen. Just nach Wueren a Servicer, déi als essenziell agestuuft ginn, wäerte kënnen ugebuede ginn. An och d'Galerien an d'Muséeë mussen zäitweileg zoumaachen.

Wat et fir eng Gesellschaft heescht, wa Muséeën, Theateren a Galerien zougemaach kënne ginn, wärend de Verkaf vun Tubak an E-Zigaretten als essenziell an domadder als onverzichtbar fir de gudde Fonctionnement vun der Gesellschaft agestuuft muss ginn, wëll ech dobäi guer net weider verdéiwen, grad an Zäite vun enger Longekrankheet!

Villméi wëll ech hei kuerz op d'Fro agoen, firwat elo och ganz vill kleng Commercen, déi an de vergaangene Méint exemplaresch all d'Hygiènesmesuren agehalen hunn, mussen zoumaachen. Ganz vill Patronen hu vill Suen investéiert an Trennwänn, Desinfektiounsmëttel a Masken, hunn d'Unzuel vun hire Clientë limitéiert an esou en Hygièneskonzept

opgestallt, wat funktionéiert a wat bis viru Kuerzem an de Grande-surfacen einfach net do war! Mee dat ass elo ganz egal: Si mussen awer zoumaachen, ob hire Commerce eng reell Gefor duerstellt oder net.

Dat trëfft dës Leit schwéier. An dat virun allem, well se sech no der Gesetzesännerung vun der leschter Woch net erwaart haten, datt sech d'gesetzlech Dispositiounen esou séier nees géifen änneren. D'Wirtschaft brauch Planungssécherheet. An dofir brauche mir, wéi ech et jo schonns sot, e Stufeplang, deen och de Geschäftsleit eng Orientéierungshëllef ass.

Well dëse Lockdown vill Betriber onvirbereet getraff huet, begréisse mir et, datt mer mat dësem Gesetz awer och gläichzäiteg Mesurë fir gewëssen Aidë getraff hunn. An, Här President, ech wëll awer an deem Kontext nach eng Kéier drun erënneren, datt mir der Meenung sinn, datt de Seuil vu 40 % bei der Aide fir d'Coûts non couverts op 30 % misst erofgesat ginn, fir eise Betriber duerch dës Kris ze hëllefen.

Dëst Gesetz enthält awer net nëmmen nei Dispositiounen am Kampf géint d'Ausbreedung vum Virus, mee reegelt och, wéi eng Date bei den ustoenden Impfungen erhuewen a gespäichert solle ginn. Besonnesch spektakulär dobäi ass de Fait, datt vun all Persoun, déi sech impfe léisst, wärend 20 Joer solle perséinlech Date gespäichert ginn „dans une optique de protection des personnes vaccinées sur le long terme"! Dobäi ass et alles anescht wéi kloer, datt et hei wierklech ëm de Schutz vun deene geet, déi geimpft goufen!

Sollt sech erausstellen, datt gewësse Symptomer bei geimpfte Persounen eréischt no 15 oder 20 Joer optrieden, da kéint dat e Grond sinn, fir zu deem Zäitpunkt d'Impfungen anzestellen oder den Impfstoff ze änneren. Mee dës nei Erkenntnis géif deene Persounen, déi jo scho geimpft goufen, häerzlech wéineg hëllefen! Mir stinn hei also villméi enger Situatioun géintiwwer, an där et dréms geet, d'Rechter vun enger Grupp vu Mënschen zum Notze vun aneren anzeschränken. Mir beschneiden d'Recht op Privatsphär an Dateschutz vun deenen, déi geimpft ginn, fir d'Wuel vun deenen, déi nach net geimpft sinn a wësse wëllen, wéi den Impfstoff laangfristeg wierkt. Esou eppes ass aus eethescher Perspektiv net ouni Weideres ze rechtfertegen! An hei muss een oppassen, datt d'Mënschen net zu blousse Mëttele fir d'Erreeche vun engem Zweck degradéiert ginn.

Mee souguer wa mer kuerz unhuelen, datt et zum Wuel vun allen am beschte wier, datt d'Daten 20 Joer ze späichere wären - an ech hu meng Zweifel, datt dat d'Resultat vun enger anstänneger rechtlecher an eethescher Analys wier -, hätte mer e weidere grousse Problem: Mir kéinte mat dësen Informatiounen eleng guer näischt ufänken. Nëmme wann och gewosst wär, wat fir Symptomer an de kommenden 20 Joer no der Impfung bei de Leit optrieden a wat fir medezinnesch Antecedente se haten, kéint iwwerpréift ginn, ob eng Korrelatioun - dat ass net onbedéngt eng Causatioun! - tëschent dem Impfstoff a gewëssene spéidere Symptomer besteet.

Da schwätze mer awer net méi dovun, just d'Date vun der Impfung zentraliséiert ze späicheren, mee och sämtlech medezinnesch Informatiounen. A wa mer dat bis op en Enn denken, da mierkt een, datt hei vläicht e bëssen ze schnell geschoss gouf. Dat wär nämlech eng ganz nei Liga vu staatlecher Datesammelwut! An ech hoffen, datt d'Regierung net envisagéiert, dëse weidere Schrëtt an d'Richtung vum gliesene Bierger ze goen!

Wa se dat awer net mécht, da mécht et och kee Sënn, perséinlech Informatioune vu geimpfte Leit eréischt no 20 Joer ze anonymiséieren. Dann huet dës Dispositioun an dësem Gesetz einfach näischt ze sichen!

An da schloen ech awer nach an eng lescht Kerb fir haut, an dat ass d'Inkohärenz vun dëse Mesuren. D'Kolleeginnen an d'Kolleegen hunn dat nämlech scho gesot: Et ass dach net kohärent, datt een zwee Leit doheem däerf hunn, mat zwee Leit an engem egal wéi grousse Raum däerf openeenhocken, bis véier Leit gëllt och keng Maskeflicht, an dann, wann ech da vläicht frësch Loft wëll huelen, da musse mer eis trennen, da muss ech zwee Meter vun deem aneren Ofstand halen, ech brauch eventuell eng Mask, ...

(Brouhaha)

... dat ass net kohärent!

An ech sot et virdrun: Wann d'Reegelen net kohärent sinn, wann d'Leit d'Reegelen net novollzéie kënnen, wann d'Leit kee Vertrauen an d'Reegelen hunn, dann ass et schwéier, fir sech drun ze halen. A genau dat brauche mer am Moment: sou vill wéi méiglech Leit, déi sech un d'Reegelen halen! Sou vill wéi méiglech Leit, déi hir sozial Kontakter erofschrauwen, och wann et schwéierfält. Sou vill wéi méiglech Leit, déi hir Mask unhalen, och wann et onbequeem ass. A gleeft mer, et ass net bequeem, mat enger Mask hei eng Ried ze halen, mee ech maachen et, well ech, wann ech mech e bëssen opreegen, soss eng Gefor fir den Här Graas kéint sinn.

(Exclamations)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da reegt Iech net op!

M. Sven Clement *(Piraten).*- A, Här Bettel, wann et esou einfach wär am Moment, sech net opzereegen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech weess, vu wat Der schwätzt.

(Interruption)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Deementspriechend kommen ech just zum Schluss. Et ass wichteg, datt mer eis alleguerten un déi Reegelen halen, déi do sinn - och wann ech déi nei Verstäerkung vun de Reegelen net wäert matdroen. D'Piraten kënnen esou liberticide Moossnamen einfach net ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt hei ufänken, dem Här Mars Di Bartolomeo Merci ze soen. Ech weess, ech hat dat d'leschte Kéier vergiess, dofir, Här Di Bartolomeo, dann en duebele Merci fir de Rapport, deen Der gemaach hutt.

An erlaabt mer dee Merci awer och un Iech alleguerten, Här President, an un Iech stellvertriedend fir déi ganz Institutioun! Et ass net evident, dass een op engem 24. Dezember op eng Chamber ziele kann, op eng Institutioun, déi sech dann eeben arrangéiert huet, well, esou wéi mer et gesot hunn, den État de crise net méi déi eenzeg Äntwert ass, fir op dës Kris kënnen ze reagéieren, mee eng Institutioun déi d'Chamber fonctionéiere kann, egal wéini et ass. An Dir beweist et och heimadder. An doweinster wëll ech Iech wierklech am Numm vun ons alleguerte Merci soe fir déi responsabel Haltung an och d'Verständnis vun all den Deputéierten, déi elo hei sinn, fir kënnen eng Institutioun och fonctionéieren ze loossen.

Här President, ech wëll hei fir d'éischt ufänken, andeem ech Iech soen, dass ech net verstinn, dass verschidde Leit soen, dass d'Leit net verstinn. Wann d'Leit net verstanen hätten, wat d'Mesurë sollte sinn, hätte mer net déi Resultater, déi mer haut hunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Resultater, déi mer haut hunn, sinn de Beweis, dass och déi Mesuren, déi mer zesummen decidéiert hunn hei als Majoritéit, déi sinn, déi gegraff hunn. Mir hunn d'Zuelen, a wann ech d'Zuele vun der Moyenne zum Beispill vun den Infektioune kucken - well hei gesot ginn ass, jo, et wier näischt gewiescht oder et wier wéineg gewiescht oder et wieren déi falsch Mesuren, si hätten net gegraff -, wann ech elo zum Beispill just déi éischt dräi Deeg kucken, well mir sinn elo do, ech kann de Bilan maache vun deenen éischten dräi Deeg, do hate mer an der Woch vum 30. November 589 Fäll, an der Woch vum 7. Dezember 532 Fäll, an der Woch vum 14. Dezember 438 Fäll. Mir sinn am Moment an dëser Woch, op deenen dräi éischten Deeg, an enger Moyenne vun 296.

Dat heescht, vum 30. November bis haut ass dat d'Hallschent! Andeems d'Tester an d'Luucht gaange sinn! Well d'Tester, déi Woch vum 30. November woren dat der 13.000. Mir sinn elo bei den Tester op enger Moyenne - an och pro Dag, an deenen dräi éischten Deeg - vu 14.707. Dat heescht, mir gesinn trotz Tester, déi an d'Luucht ginn, dass mer Zuelen hunn, déi erofginn!

An amplaz dass mer eis all driwwer freeën, dass déi Mesuren awer gegraff hunn, dass d'Leit se och akzeptéiert hunn, dass d'Leit och alleguerte probéieren, en Effort ze maachen, gëtt hei gesot: „Et huet keen eppes verstanen!" - „Si sinn net kloer an et hëlleft näischt." Ech fannen, dass déi Sacrificen, déi d'Leit déi lescht Wochen a Méint gemaach hunn, déi Efforten, déi jiddwereen all Dag mécht, hei eng Unerkennung sollte kréien an net au contraire hei nach kritiséiert sollte ginn, wéi wann d'Leit näischt verstanen hätten!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, mir gesinn och beim Taux de positivité pour tests sur ordonnance: Dee wor den 30. November op 11,28 %, ass de 14. Dezember op 6,95 % erofgaangen an ass elo déi dräi éischt Deeg op 5,09 % erofgaangen. Dat heescht, och den Taux de positivité, wou mer jo duerch de Large-Scale-Testing awer Tauxen hunn, wou een awer da ka froen: „Sinn déi vergläichbar mam Ausland oder net?" ... An ech kann Iech soen, dass mat engem Taux vu 5,09 % mer gutt stinn! Gutt stinn am Moment! An et ass net, wéi verschidde Leit probéieren eis ze soen, dass mer wierklech „les derniers de classe" si weltwäit a wierklech déi Schlechtst sinn.

Dat heescht, mir gesinn alleguerten och d'Zuelen an de Spideeler: An de Spideeler hate mer déi Woch vum 15. Dezember 235 Leit. Mir hunn der haut 192, op deenen Zuele vu gëschter. An et gesäit aus, wéi wann et nach erofgoe géif! Ob dat an der Zuel vun de Positiven ass oder vun der Occupatioun vun de Better. Dat heescht, dat sinn encourageant Noriichten, déi eis virun allem Satisfaktioun ginn als Politiker, dass mer déi Mesurë geholl hunn, ouni ...

Well et huet och e Riedner gesot, an ech wëll elo, och wann den Här Wiseler laang gebraucht huet a senger Introduktioun - d'Konklusioun ass dat, wat zielt -, dofir, ech wëll elo net op alles agoen, wat d'CSV eis gesot huet, wat schlecht gemaach ginn ass. Wichteg ass, dass mer beweisen, dass mer awer zesummenhalen an deem Moment an dass déi Mesuren, déi Verschäerfungen, déi elo geholl ginn, net aus Freed geholl ginn, fir keen aus Freed geholl ginn!

An erlaabt mer, dass ech d'ECDC zitéieren: "For the reasons described above, there is a threat for all EU/EEA and UK countries, irrespective of if they are in an epidemiological situation of serious concern or not, that there will be increases of Covid-19 infections and possible associated excess hospitalisations and deaths during or after the end-of-year festive season.

In summary, the probability of infection with SARS-CoV-2 during the forthcoming end-of-year festive season is considered as very high both for the general population and the medically vulnerable individuals."

Dat soe net mir, dat seet d'ECDC! An dofir si mer zur Konklusioun komm, och well mer gesinn, dass déi Mesuren, déi mer geholl hunn, wierken, dass mer an déi richteg Richtung ginn, awer wierklech net de Message dierfe ginn, dass mer eraus sinn aus der Kris. Net dass ee mengt, mir kéinten elo alles erëm méi relax maachen! An ech weess, ech hu scho Motiounen d'leschte Kéier hei gesi fir ze soen, et misst een nees dat eent oder dat anert opmaachen. Dat wier dat Falschst, wat mer kéinte maachen! A well mer en vue vun de Feierdeeg eeben och wëssen, dass e Risk do ass, dass et an d'Luucht geet, dofir decidéiere mer haut zesummen, dass mer d'Handbrems mussen zéien. Mir mussen d'Handbrems zéien, well mer wëllen evitéieren, dass am Januar déi Efforten, déi mer bis elo gemaach hunn, op eng Kéier alleguerten nees hifälleg sinn.

An dozou gehéiert och e Couvre-feu. An erlaabt mer, dass ech do op dee Punkt aginn, well hei jiddwereee gemaach huet, wéi wann de Couvre-feu näischt géif déngen. Dat ass falsch! An et huet een Oppositiounspolitiker gëschter an der Press gesot: „Jo, mee wann een elo vun eelef Auer net ... Scho virdru wor et fréi, mee wann een elo um néng Auer scho muss doheem sinn, da kann ee jo owes näischt méi maachen." Mee genau dat ass et, Här President! Am Moment wëlle mer, dass mer zwou Woche wierklech d'Handbrems zéien an dass mer d'Aktivitéiten, d'Interaktiounen am Fong tëschent de Bierger, esou kleng wéi méiglech halen.

A wa gesot gëtt, dass mir do isoléiert wieren, hei gesitt Der en Tablo.

(M. Xavier Bettel montre un graphique.)

Dir gesitt, et ass méi rout an orange drop wéi gréng! Dat huet näischt mat Regierungen ze dinn. Mee Dir gesitt op jidde Fall, dass an deene meeschte Länner Restriktioune sinn, ob dat Couvre-feue sinn, déi souguer de Weekend sinn, a verschiddene Stied vu samschdes mëttes bis sonndes owes! A verschiddene Länner dierf een am Moment iwwerhaapt net erausgoen, ausser fir schaffen ze goen. Mee Dir dierft emol net virun d'Dier goen! Vun anere Couvre-feuen, déi 24 Stonnen op 24 sinn, hunn ech gelies, dann anerer, déi da méi spéit sinn, anerer méi fréi. Mee et soll een ophalen ze maachen, wéi wann de Couvre-feu net géif wierken! Mir wëssen, dass et eng streng Moossnam ass. An dofir och deen Datum vum 10. Januar, well mer déi och wëlle limitéieren.

Doweinster, Här President, ech wëll elo net méi laang schwätzen, mee just soen, et ass elo dee Moment, wou mer eis net dierfe relächéieren!

Mir fänke mat den Impfungen un. A fir d'Impfungen - Dir wësst jo, et sinn och eng Rëtsch vu Froe gestallt gi vum Här Wiseler iwwert d'Impfungen -, wäerte mer den 28. ufänken. Do sinn och d'Spideeler, de Corps, de Personnel médical fir den 28. an den 29. virgesinn. An am Fong, et ass och eng Question parlementaire - an doweinster, il faut rendre à l'auteur aussi ce qu'on lui doit - vum honorabelen Här Mischo gestallt gi justement: firwat mer net d'Spideeler direkt beliwweren a firwat mer d'Leit an de Centre de vaccination komme loossen. Dir musst wëssen, dass déi dote Leit och direkt schonn informatesch den zweete Rendez-vous kritt hunn - dat heescht, et ass alles informatesch organiséiert ginn - an dass och en ententе mat de Spideeler gesot ginn ass, mir géifen do bei där éischter Vague esou ufänken. An da wäert et den 30. och mam Personal aus den Altersheimer kënne virugoen. Mëtt Januar wäerten dann och niewelaanscht mat Équipe-mobillen an den Altersheimer kënne Leit geimpft ginn.

Ech freeë mech op all eenzelne Vaccin. Mir bréngen et haut scho fäerdeg, eng méi breet Majoritéit hei an deem Sall ze fannen, wann et dréms geet, wierklech déi Mesuren ze huelen, déi net agreabel sinn, mee déi néideg sinn, fir dat Schlëmmst kënnen ze verhënneren, andeems mer gesinn - nach eng Kéier -, dass et an déi richteg Richtung geet. Dat heescht, dee Reproche, dass d'Mesuren net gegraff hätten, ass falsch, virun allem vis-à-vis vun all deem, wat d'Leit gemaach hunn. Si wore richteg. Si woren ...

Well ech wëll och nach drun erënneren, Här President, hei si Leit, déi gesot hunn: „Dir hätt se scho misse méi laang huelen!" Ech si frou - ech si frou! -, dass dës Regierung net virun dräi Méint schonn d'Land zougemaach huet! Ech si frou, dass an dësem Land d'Leit konnten nach plus ou moins, mat verschiddene Restriktiounen, awer elo nach e méi normaalt Liewen behalen, wéi wa se elo schonn total ageschränkt gi wieren. An et si verschidde Saache gesot ginn - „am Commerce alles zougemaach ginn", „d'Leit kënne gesinn", „an de Schoule Restriktiounen an iwwerall Restriktiounen" -; mee ech mengen, dass et wichteg ass als Politiker, och op d'Wo ze setzen dat eent an dat anert: d'Restriktiounen, d'Ekonomie, d'Psychologie, d'Santé an all déi Facteuren, déi een do hëlt, an dann eeben och déi richteg Konklusiounen ze zéien.

Ech wier just frou, Här President, wann elo déi Impfstrategie ufänkt, déi Impfcampagne ufänkt, dass mer och heibannen et fäerdegbréngen, net Politique politicienne ze maachen, well d'Impfe wäert eng vun deenen eenzege Méiglechkeete sinn, fir och Liicht an deem Tunnel hei ze gesinn an en Enn vun der Kris ze kréien. An et ass am Interêt vun ons alleguerten. Dofir hoffen ech, dass mer et bei där Fro alleguerte fäerdegbréngen, eis Responsabilitéit ze droen an de Bierger kloerzemaachen, dass virun der Dier ze manifestéieren an ze maachen, wéi wann de Covid-19 näischt wier, dee falsche Message ass.

Mee zesumme solidaresch, responsabel sinn an och do d'Impfung mat eranzehuelen, dat ass déi eenzeg Äntwert, déi mer als Gesellschaft kënnen hunn, aus Respekt och vis-à-vis net nëmme vun den eelere Leit oder vun deene Vulnerabelen, mee och vun deenen Dausenden an Dausende vu Leit, déi schaffen an déi keng Chrëschtdeeg wäerte celebréieren, well se sech ëm déi këmmeren, déi am Moment och Hëllef brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, gudde Mëtteg op dësem speziellen, ongewéinlechen Dag. A virop e ganz grousse Merci un Iech alleguerte fir Är Disponibilitéit, fir den Asaz, déi gutt Zesummenaarbecht an engem ganz enken Timing, dee mer haten. E grousse Merci och - eng siwente Kéier, wéi mer héieren hunn - un eise Rapporteur, de Mars, deen hei alt erëm eng Kéier mat um Ball war an derfir gesuergt huet, dass mer dat beschtméiglech alles evakuéiert kritt hunn an deene wierklech kuerzen Delaien, déi mer haten.

Dir gesitt mech haut alleguerten net manner midd, awer sécherlech vill méi entspaant, wéi dat Mëtt November de Fall war. D'Situatioun an dëser Pandemie evoluéiert déi ganzen Zäit, vun Ufank un. A Mëtt November op jidde Fall wor ech net sécher, wat géif geschéien. Mir hu Mesurë geholl. Mir hu gehofft, dass déi géife wierken, dass et géif duergoen, mee et wor kengem kloer. Et war och onsen Experten net wierklech kloer. Mir waren an enger ganz ongewësser Situatioun. Et wor ganz desagreabel.

Säit zéng Deeg zeechent sech elo e ganz anert Bild of, en optimistescht Bild. Mir gesinn, dass alles, wat gemaach ginn ass, net ëmsoss war an dass et sécherlech och net esou falsch war, ponderéiert virzegoen. Mir gesinn, dass déi vill Efforten, déi gemaach gi sinn, gräifen. An dat ass eppes, wat soll ervirgestrach ginn, well et huet d'Leit ganz vill kascht. Jidder Eenzelnen huet dozou bäigedroen. Mir wëssen, wat de Präis ass vun deene Mesuren, déi mer huelen. An duerfir sinn ech haut wierklech zefridden, dass een dat endlech och wierklech gesäit, dass et gräifbar gëtt, dass net déi Frustratioun am Raum bleift, wat mer héieren hunn iwwert déi lescht Wochen: „Et daacht näischt!", „Et geet net duer!", „Et ass ze spéit!". Abee, mir gesinn elo de Géigendeel. Mir gesinn op der Zäitschinn, dass d'Effete vun de Mesurë wierklech do sinn, esou wéi se och ze erwaarde sinn.

Et huet héchstwarscheinlech e bëssе méi laang gebraucht, och well et relativ héich wor. Et ass ganz

schnell an d'Luucht gaangen. Do ass jiddwereen iwwerrascht ginn. Mee elo gesi mer eppes, wat u sech erëm méi den Erwaardungen och vun den Experten entsprécht, dass ee wierklech eng Tendenz huet, déi amgaangen ass, sech ze bestätegen. Ech ginn net méi op d'Zuelen an, se sinn elo schonn e puermol genannt ginn. D'Neiinfektioune sinn erofgaangen, dës Woch och nach eng Kéier ëm 22 %.

Awer ganz wichteg ass, an ech géif dat gären ervirsträichen: Et gesäit een och endlech e Réckgang an de Spideeler. D'Admissioune sinn op eng Woch gekuckt vun 193 op 144 zréckgaangen. Dat heescht, och do fänkt deen differéierten Effet - wou et normal ass, dass en differéiert kënnt - awer un, visibel ze ginn, an zwar relativ kloer. Dat ass eng Baisse vu 25 %. An dat gëtt Hoffnung, dass mer dat Zil, wat mer eis ginn hunn, dach wäerte kënnen erreechen zesummen.

D'Zuele sinn nach ëmmer héich. Mir leien och elo nach bei enger Moyenne, wann ech dat elo d'lescht Woch kucken, vun 300 an eppes Neiinfektiounen den Dag. Mir hu vill Doudeger. Mir sinn an enger Surmortalitéit am Moment. Do wëlle mer definitiv draus erauskommen. An dat kënne mer nëmmen, wann à la base manner Neiinfizéierter sinn, virun allem manner eeler Neiinfizéierter sinn. Duerfir, och wann eis Indicateuren op Gréng am Moment weisen - mir gesinn, dass den Taux de positivité erofgeet; dat ass e gudden Indicateur fir déi Tendenz, déi mer hunn -, dat kéint bei enger selwechter Unzuel un Neiinfizéierte genau de Géigendeel sinn! Et kéint ee mat enger selwechter Zuel an enger anerer Tendenz leien, wou et grad amgaangen ass eropzegoen. An duerfir kucke mer jo och all déi Indicateuren zesummen. Mee am Moment, glécklecherweis, an dat soll eis wierklech Hoffnung ginn, weist alles an déi richteg Richtung.

Eist Zil, dat ass a war nach ëmmer déi Entspanung an de Spideeler, déi mer eis wënschen, mëttelfristeg. Mir wëssen, dass et do net flott ass am Moment, dass eist Personal extreem gefuerdert ass. Mir wëssen och, dass mer vill Leit verléieren. Vill Leit hunn de Kampf géint dëse Virus net gepackt. Mir sinn an enger Surmortalitéit, déi mer esou net haten an där éischter Well. An alles dat ass eist Zil!

An ech sinn och ganz kloer gewiescht, mengen ech, iwwert déi lescht Wochen, dass dat d'Zil ass! Dat ass kloer artikuléiert! Mir wëllen erëm an eng Situatioun komme an de Spideeler, wou mer Normalitéit hunn, wou mer net mussen deprogramméieren, wou nieft dem Covidpatient och den normale Patient seng Plaz fënnt a ka behandelt ginn, esou wéi ee sech dat an der Dauer sollt kënnen erwaarden. Dat ass d'Zil. A fir dat Zil ze erreechen, hu mer e ganz opwändege Monitoring en place, deen eis erlaabt ze kucken, wéi d'Situatioun ass, ob se an déi richteg Richtung geet, ob se net an déi Richtung geet, ob et schnell genuch geet oder ob et net schnell genuch geet.

An haut ass de Moment, fir nach eng Kéier ze acceleréieren. „Firwat", kënnt Der froen, „et ass jo alles gutt, et geet erof?" Ma mir wëllen op Nummer sécher goen. Mir sinn an enger Zäit, an engem Kontext, wou mer mat enger Villfalt u Risike konfrontéiert sinn. Net nëmmen de saisonale Risiko - mir si matten an der Grippenzäit -, mee dernieft hu mer Feierdeeg, déi ufalen, wou mer wierklech vun allen Experte gesot kréien: „Sidd virsiichteg! Relâchéiert net! Haalt d'Leit bei der Staang! Déi Feierdeeg hunn e Risiko, dass et wierklech an esou enger Pandemie, op deem Niveau, wou mer iwwerall hei an Europa sinn, erëm zu enger neier Recrudescence kéint kommen."

An da kënnt derbäi, an dat weist, wéi séier alles hei ännert: Wéi wann dat alles net genuch wär, hu mer och elo nach dann Informatioune vun enger neier Souche, déi circuléiert, wou mer bis haut net wierklech wëssen, wat de Plus u Risiko ass, mee wou mer gewarnt gi vun de Behörden, wou mer gewarnt ginn, mir sollen elo wierklech virsiichteg sinn, well verschidden Indicateuren do sinn. Et deit sech un, wéi wann dës nei Souche sech eventuell nach méi schnell kéint verbreede wéi déi aktuell, mat där mer et ze dinn hunn. An och dat ass erëm eng Kéier en neie Risiko, vun deem mer virun e puer Wochen definitiv nach näischt woussten, mee dee kënnt nach eng Kéier hei derbäi.

An alles dat mécht, all dës vill Inconnuë maachen, dass mer hei de Principe de précaution wëlle walte loossen, dass mer och wëllen aus deenen Erfarungen, déi mer gemaach hunn ... Mir gesinn, wat wierkt, mir wëssen, wat an eisem Pak dran ass. Mir kënnen net am Eenzelne soen, wat et ass, mee mir gesinn awer, dass déi Mesurë generell wierken. A si haten als Zilsetzung, déi sozial Kontakter erofzefueren, iwwer verschidde Moyenen, iwwer e Couvrefeu, esou wéi ganz vill aner Länner dat och maachen. Do huet kee Land eng wëssenschaftlech Basis. Mir hunn dat, wat mer hunn, an dat deele mer mat Iech, déi Erkenntnisser. Kee Land huet hei déi perfekt wëssenschaftlech Basis, fir seng Mesuren ze fondéieren. A wa mer alleguerten op déi gewaart hätten, op déi Basis géife waarden, ma da wäre mer längst iwwerrannt vun deem Virus!

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat konnt kee sech leeschten! Mir musse mat dësen Inconnuen ëmgoen am Moment.

Firwat also gi mer vun eelef Auer op néng Auer erof? Majo, well mer d'Iwwerzeegung hunn, dass déi Mesure eppes bruecht huet, dass se dozou bäigedroen huet, wéi de Xavier Bettel et gesot huet, dass eebe villes einfach net stattfënnt owes. Besuch doheem, wéi mer haut wëssen, dat ass eng vun den éischte Causen, wou d'Leit sech ustiechen. Dat geet ënner anerem aus där franséischer Etüd ervir, déi mer Iech ginn hunn. Ganz vill Leit stieche sech einfach doheem a souguer am ganz klenge Krees un, bei Iesse vun ënner fënnef Leit. Duerfir wësse mer, dass do wierklech e Risiko ass. An duerfir si mer och iwwerzeegt, dass, wa mer dat nach eng Kéier no vir schiben, dach awer eng ganz Rei Besuch net wäert stattfannen, justement well et manner attraktiv da wäert sinn, fir wierklech nach bei een heemzegoen, wann een um néng Auer scho muss doheem sinn.

Dat ass d'Zil dovun. Et geet net drëms, d'Leit ze kujenéieren. Et geet drëms, wierklech un alle Schrauwen ze dréien, fir wierklech dëse Message eriwwerzekréien, fir ze soen: „Et ass net de Moment, fir op Besuch ze goen. Et ass einfach de Moment fir doheemzebleiwen, sech méiglechst net ze mësche mat anere Leit." Dat gëllt fir den Alldag an et gëllt genausou och fir d'Feierdeeg.

Mir wëllen also eng Situatioun, déi sech stabiliséiert, déi mer besser kënne geréieren. Wat mer manner ze geréieren hunn, wat mer méi effizient kënne geréieren, wat mer méi kënnen op d'Leit agoen an eisem Tracing. Mir wëlle virun allem e vill manner héije Risiko vun enger Surmortalitéit. Dat ass dat, wat wierklech ervirzesträichen ass Enn des Joers. Dat, wat mer do gesinn, dat ass dat, wat mer wierklech net wëllen. Mir wëlle fort dovunner. An duerfir wëlle mer méi niddreg Zuelen, fir eng besser Gestioun, fir manner Leit ze verléieren, fir nees besser Soine kënnen an eise Spideeler ze offréieren.

Ob d'Mesuren duerginn oder net, ech kann Iech et net mat Sécherheet soen. Wéi och schonn net wärend där éischter Well. Do ass och scho gesot ginn: „Et geet net duer." Ech erënnere mech u Communiquéë vum 12. Mäerz, wou gesot ginn ass: „Et geet net duer. D'Mesurë ginn net duer." Bon, et ass duergaangen. Et hätt och net kënnen duergoen! Dir hätt och kënne Recht behalen. Kee wousst et mat Sécherheet. Mir hunn e Choix misse maachen, e ponderéierte Choix. A mir léiere mat all Schrëtt, dee mer maachen, aus deem, wat mer gemaach hunn, wou mer da kënnen analyséieren: Huet dat eppes bruecht? Huet et näischt bruecht? Huet et vill bruecht? Huet et wéineg bruecht? Dat ass dat, wou mer dermat mussen eens ginn.

An och haut sti mer nees virun der Paradoxie vun der Preventioun. A mir wäerten och soubal net do erauskommen. Sinn eis Prognose vun engem verstäerkte Risiko, wéi ech Iech se elo duergestallt hunn, richteg an d'Mesuren, déi mer proposéieren, effikass, ma da wäert herno mat Sécherheet d'Fro kommen, ob se da wierklech néideg woren. Stellt et sech awer ëmgedréit eraus, dass mer de Risiko vläicht ënnerschat hunn, ben dann, wann et dann zu enger onerwaarter Hausse kënnt, da wäert et och nees heeschen, esou wéi d'lescht Woch gesot ginn ass: „D'Mesurë ginn net duer." An: „Mir haten et gesot!" An dat ass dann och net falschzemaachen.

Ech wënsche mer fir d'Feierdeeg jiddefalls manner retrospektiv Besserwësserei am Allgemengen, e méi rationellen Ëmgang mat der Ongewëssheet, well Ongewëssheet op ville Pläng, dat ass dat, wat dës Kris ausmécht, an dat wäert se och nach an deenen nächste Wochen a Méint ausmaachen. Och wa mer Dag fir Dag Neies gewuer ginn, d'Ongewëssheet wäert dat bleiwen, wat dominéiert. An duerfir ass et eis Erausfuerderung, esou gutt wéi méiglech mat dëser Ongewëssheet eens ze ginn, ëmzegoen, à la fois genuch ze maachen, awer och net ze vill ze fuerderen an dat Ganzt och nach méiglechst zum richtegen Zäitpunkt.

Ech wënsche mer, dass mer alleguerten d'Motivatioun net verléieren. Et ass eng laang Streck gewiescht. Et bleift nach Streck iwwreg. Wéi vill Streck, dat wäerte mer och wëssen, wann mer letztendlech derduerch sinn. Dat kann een haut och net mat Sécherheet soen. Et ass eng Streck mat ganz villen Hürden. An och wann d'Zuelen erofginn, da gëtt dat eis keng Gewëssheet, dass mer wierklech derduerch sinn. Et si vill Inconnuen am Raum. An et geet wierklech drëm, elo zesummenzestoen, nach weider zesummezestoen, nach weider Efforten ze maachen.

Ech géif och gären e puer Wuert zum „Denunziantestaat" soen. Dat huet fir ganz vill Gespréich gesuergt. Et gëtt sech gefrot: Wie koum domadder? Ech wëll betounen, ëm wat et hei geet.

Et geet am Fong geholl drëms, deene Leit, déi frustréiert sinn, well se sech un d'Mesuren halen - där gëtt et ganz vill, ech kréie ganz vill Messagen esou -, an och deene Beamten, déi hei schaffen all Dag, déi am Kontakt si mat Leit, iergendwou eng Méiglechkeet ze ginn, och eppes ze ënnerhuelen, wa se esou eppes feststellen. Wéi een dat elo mécht, dat ass eng schwiereg Fro, dat ass richteg. An déi Propositioun, déi hei um Dësch louch, do ass et am Fong geholl gaangen ëm déi Méiglechkeet, oder net déi Méiglechkeet, déi Flicht, déi besteet, och haut, fir all Beamten an dësem Land: Wann e Kenntnis kritt am Kader vu sengem professionellen Ëmfeld vun engem Delikt oder engem Crime, huet en d'Verflichtung, dat matzedeele beim Parquet. An hei war d'Iwwerleeung fir ze soen: „Gutt, hei ass och eppes, wat mer net wëllen hunn an eiser Gesellschaft. Kann een dat net ausdeenen?"

Dat huet eng grondsätzlech Fro opgeworf vum Staatsrot, déi absolutt pertinent ass, well et natierlech eise System a Fro stellt an d'Kohärenz vun deem Ganzen. Well mir sinn hei ganz kloer am Kontext vun enger Contraventioun. Dat heescht, wann een, deen infizéiert ass an deen dat weess an deen eng Ordonnance huet fir doheemzebleiwen, sech net drun hält, dann ass dat e manner schwéiert Vergeeën, wéi wann een zum Beispill elo mat 1,5 ‰ ënnerwee ass. Dat wär en Delikt, dat ass relativ kloer. Well et eng Contraventioun ass, verstinn ech absolutt d'Bedenke vum Staatsrot, fir do déi Dier net opzemaache fir dat obligatorescht Denoncéieren, wat vun all Beamte gefuerdert ass, iwwer säi Secret professionnel eraus - well ech betounen, dat ënnerscheet eis vun der Belsch zum Beispill -, fir dat net och nach weider op Contraventiounen, op méi kleng Delikter eeben, auszeweiden.

A fir och d'Fro ze beäntwerten: Mir sinn nach ëmmer am Beräich vun der Contraventioun, och mat dem Avertissement taxé vun 300 Euro, wann d'Gesetz dat virgesäit - an hei ass dat gemaach. Et ass ausdrécklech qualifizéiert als eng Mesure de police, an asoufern fale mer an de Beräich vun de Contraventiounen, dat ass kloer. An asoufern ass d'Regierung och effektiv der Meenung, dass mer hei net sollen ausweiden a wierklech op de Wee goen, fir hei gläichzestellen zu engem Delikt.

Ech wëll Iech just erklären, wat de prakteschen Usaz war. Dat si Situatiounen, mat deenen eis Leit konfrontéiert sinn. Fir Iech dat ze illustréieren: Wann elo am Contacttracing eis Leit, wéi se dat am Ufank, wou mer nach manner Infizéierter haten, gemaach hunn, all puer Deeg uruffe fir ze kucken, wéi et de Leit geet, komme se a Situatiounen, wou se mierken: Et ass een net doheem. Eis éischt Prioritéit ass wierklech d'Opklärung, fir d'Leit wierklech ze iwwerzeegen, dass dat net dat richtegt Verhalen ass, hinnen nach eng Kéier ze erklären, firwat se e Risiko si fir déi aner Leit, well se ustiechend sinn, a se esou ze iwwerzeegen, dach doheemzebleiwen. Mir hunn och vill Mesuren en place, e Certificat d'incapacité de travail, deen dat soll erliichteren, dass d'Leit dat wierklech seriö huelen.

Wann et awer elo an dësem Gespréich erauskënnt, dass zum Beispill déi Persoun et net ausgehalen huet doheem, se ass geckeg ginn, wou se seet: „Ech packen dat net dobannen déi ganzen Zäit, ech si fësche gaangen." Et ass awer grad net d'Zäit, fir fëschen ze goen. Oder si huet net dee richtege Schäi gehat. Oder se huet net dat richtegt Netz gehat fir ze fëschen. Ben, dann huet de Beamten d'Verflichtung, dat un de Parquet weiderzeginn, well dat ass en Delikt an deem Land hei. Do steet eng Prisongsstrof drop vun engem Dag oder vun engem Dag bis zu engem Mount. Dat sinn delikttuell Strofen. A wann e Beamten esou eppes gezielt kritt vun enger Persoun, muss en et weiderginn.

An et ass fir eis Leit um Terrain e bëssen onverständlech, dass, wa se eng Persoun hunn, déi, obwuel se et besser weess, obwuel se et schonn e puermol erkläert kritt huet, dach awer alles niéiert, wat mer maachen, an dat fir Humbug hält an de Leit erzielt: „Ma ech war jo awer just bis kuerz an de Cactus" an „ech war just bis kuerz bei meng Kolleege laanscht", ma da kënne se dat net weiderginn. An dat ass de Problem, dee mer hunn. Dat ass sécher net d'Reegel. Déi meescht Leit an deem Land hei, dovu sinn ech iwwerzeegt, hale sech un d'Reegelen. Mee dat ass den Usaz gewiescht fir ze soen: Soll een dat net awer gläichzéien? Well déi selwecht Beamte mussen de Fëschereidelikt un de Parquet ginn, wa se dovu Kenntnis kréien, wärend d'Kenntnis, déi se hu vun eeben enger Persoun, déi sech net géif un den Isolement halen, dat ass eng Contraventioun. An do ass et hinne souguer verbueden, opgrond vun hirem Secret professionnel, dat da weiderzeginn.

Voilà, dat war elo e bësse laang. Mee ech si mer bewosst, dass dat ganz vill Froen opwerft an dass d'Leit sech och net onbedéngt bewosst sinn, wat mer hei als Verflichtung hunn alleguerten als Staatsbeamten am Allgemengen. Dat ass e Kontext, dat war sécherlech näischt Neies. Au contraire, et war einfach geduecht, fir am Kontext vun dëser Pandemie eng besteeënd Praxis punktuell op eng Contraventioun auszeweiden. Mee letztendlech, mengen ech, ass et wierklech de bessere Wee, d'Contraventioun Contraventioun si loossen ze loossen.

Da géif ech vläicht och nach e Wuert soen zu der App; dat gëtt ëmmer erëm erwäänt. Mir hunn haut och méi Informatiounen dozou. An enger Rei Länner, dat ass richteg, gëtt se oft erofgelueden. Wann et awer dann drëms geet ze kucken, wivill Leit se och wierklech benotzen, wivill Leit do hire positiven Test dran aginn, da gesäit et ganz, ganz anescht aus. Do ass et extreem enttäuschend leider. D'Erfarunge sinn do net gutt. A wann een nach weider kuckt, wivill vun deene Kontakter da wierklech zu enger anerer Kontaktidentifizéierung gefouert hu bei de Behörden, dann ass et quasi näischt. Ech denken do un Däitschland.

Et ass och en Dossier, dee mer natierlech suivéieren. Mir sinn an engem Echange. Mir froen och ëmmer, ob et do Modeller gëtt, déi vläicht méi effizient sinn. Mee Stand haut ass et vun eise Kenntnisser hier nach wie vor net ganz effikass.

Ech géif och gären derbäisoen, dass mer wierklech op d'Responsabiliséierung vun de Leit setzen. Eis geet et am Fong geholl drëm, wann eng Persoun positiv getest ass, dass se doheembleift, dass se sech un déi Ordonnancë vum Direkter hält an dass se guer net ënnerwee ass dobaussen, well da kann et och néierens piipsen. Wann d'Leit sech dorunner halen a si bleiwen doheem, wa se positiv sinn, da wäert et och net piipse bei engem aneren, well een dee gekräizt huet. An et ass am Fong geholl dat, wat mer gär hätten, dass d'Leit doheembleiwen.

Et kënnt derbäi, dass et eng falsch Sécherheet gëtt, well wann et bis piipst, dann hat ech jo de Kontakt. Ech weess awer par contre guer net, wéi ee Kontakt dass dat war. War dat e Kontakt, wou jiddwereen eng FFP2-Mask unhat oder eng normal Mask unhat? Oder hate mer keng Mask un? Dat weess ech alles net. Duerfir ass dat mat immens vill Ongewëssheet dach bestéckt.

Et kënnt och aus enger Zäit, dat muss ee wëssen, déi Efforte fir déi Appe sinn ugaangen zu engem Zäitpunkt, wou mer alleguerten e Mangel u Masken haten, wou dat guer net normal war, dass jiddwereen eng Mask unhat. Haut hunn d'Leit an der Reegel Masken un, soudass de Kontakt reng op Distanz net onbedéngt eppes iwwert de Risiko ausseet. Bref, et ass en Dossier, dee mer nach wie vor suivéieren. Bis elo hu mir net vill Iwwerzeegendes héieren, wou ee géif soen: „Dat do iwwerzeegt eis wierklech, och op dee Wee ze goen." Mir sinn iwwerzeegt, dass eise Lëtzebuerger Wee mat ganz villen Tester, mat anerem Opwand, do besser Resultater dach awer bréngt.

Da vläicht nach eng Kéier e Wuert zu de leschte Wochen, mee et ass schonn oft gesot ginn: Den Effet vun de Mesuren ass do. E war fir d'éischt liicht, dunn huet e stagnéiert, elo geet et richteg erof. Ech freeë mech doriwwer. An ech si frou, dass mer nach eng Verstäerkung elo proposéiert hunn. Et geet wierklech drëms, e maximalen Effet ze hunn, déi Risiken, déi eventuell op ons duerkommen, esou gutt wéi méiglech ze evitéieren, dass mer beschtméiglech preparéiert sinn, dass mer eng ganz gutt Basis hunn, fir d'neit Joer ze starten.

Ech wënsche mer, dass dat d'Leit optimistesch stëmme wäert, dass et hinne Courage gëtt, dass hir Efforten eppes daachen, dass se eis weiderhin och Vertraue ginn. Mir si beméit, och an Zukunft wierklech zäitno esou gutt wéi méiglech d'Situatioun anzeschätzen. Ech sinn duerfir och kee Frënd dovun, fir Pauschalen an de Raum ze setzen. Eng selwecht Zuel, deemno wéi se beliicht ass, deemno wéi de Kontext ass, kann eng aner Tendenz uginn. Duerfir schaffe mer mat enger ganzer Rei Indicateuren. An ech sinn och frou, dass den Här Wiseler déi am Fong ganz korrekt hei resuméiert huet.

Dat sinn all déi Indicateuren, déi mer zesumme kucken. Et kënnt och d'Alterssstruktur vun den Neiinfizéierten derbäi. Dat erlaabt eis, zäitno wierklech Projektiounen ze maachen, déi mer och gäre mat Iech deelen. Sécherlech ass et mat Stress verbonnen. Sécherlech wäert et och an Zukunft dozou féieren, well wann ee wëllt zäitno analyséieren, da bedeit dat, dass een e gewëssene Stress hannendrun huet. Mir sinn op alle Fall gäre bereet, dësen Effort ze maache fir eist Land, fir wierklech eng beschtméiglech Basis ze hunn an eng beschtméiglech ponderéiert Decisioun kënnen ze proposéieren.

Ech géif profitéieren, fir mer letztendlech hei am Land den Dokter-Fauci-Effet ze wënschen. Ech weess net, ob Der dee matkritt hutt an der Press: An Amerika sinn 18 % méi jonk Leit, déi sech fir Gesondheetsberuffer interesséieren. Et wär schéin, wann dës Kris vläicht och esou e positiven Effet hätt! Ech mengen, dës Leit si wierklech zu Recht an de Viergrond komm. A wéi ech dat gelies hunn, huet dat mech och optimistesch gestëmmt. Ech hu geduecht: „Vläicht gëtt dat och en neit Liicht op d'Beruffer, déi vläicht ënnerschat waren, déi net dee richtege Stellewäert an der Gesellschaft haten." Ech géif mech freeën, wann dat och hei de Fall wär. Dat bleift awer ofzewaarden.

Ech soen Iech op jidde Fall alleguerte Merci a wier frou, wann dat Gesetz hei esou kéint gestëmmt ginn.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. An da Parole après ministre, fir d'éischt fir den Här Clement an da fir den Här Kartheiser. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. D'Madamm Ministesch huet eppes ganz Wichteges a ganz Richteges gesot, datt et nämlech wichteg wär, datt d'Leit sech géifen un hir Mesure d'isolement an un hir Mesure de quarantaine halen. An ech kann hir do nëmme bäiflichten. Dat ass immens wichteg, fir dëse Virus an de Grëff ze kréien.

Ech wollt do awer, well se dat esou ervirgestrach huet, nach eng Kéier nohaken, wéi dat dann ass, wéi Leit sech da sollen un déi Mesuren halen, wa se den 20. Dezember eng Ordonnance kréien, datt se a Quarantän gesat gi vum 8. bis de 15. Dezember.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Also, do hunn ech dann awer e bësse meng Problemer, wéi dat soll fonctionéieren. Ech hätt mech dat iwwregens och mam 16ter gefrot, wéi dat goe géif, wann ee seng Ordonnance kritt, nodeem u sech d'Quarantän schonn opgehuewen ass, par défaut.

Deementspriechend vlaicht do: Wéi si mer do mat den Delaien drun? Si mer do wierklech mëttlerweil bäi? Well dat heiten datéiert jo elo vu viru véier Deeg, dat ass net viru Méint. Wéi vill Retarden hu mer? An ass garantéiert, datt een, deen an engem enke Kontakt war, seng Ordonnance de quarantaine dann och zäitno kritt? Well dat, wat ech hei gesinn hunn, déi Dokumenter, déi ech gesinn hunn, weisen eppes anescht. An dat mécht mir Suergen, wann d'Leit sech sollen un hir Quarantän oder un hiren Isolement halen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Da wier et um Här Kartheiser. An duerno den Här Claude Wiseler.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci. Ech wollt nach eng Kéier op déi Fro agoen, déi d'Madamm Minister och elo ugeschwat huet, dat ass déi vum Denunziantestaat. Ech mengen, just fir Iech dat ze soen, mir hate virun e puer Wochen als ADR eng Question parlementaire gestallt un de Policeminister. Dat wor nämlech, well an enger Pressekonferenz vun der Police d'Leit opgefuerdert goufen, Verhalen ze signaléieren, wat net konform wär zu dëse Gesetzer. An dowéinst hu mer déi Fro gestallt an den Här Policeminister huet eis deen Abléck geäntwert: „Nee, d'Regierung wëllt keen Denunziantestaat."

Haut kënnt d'Madamm Minister, nodeem eeben elo déi Propositioun hei an dat Gesetz agefüügt ginn ass, datt eeben déi ganz Fonction publique sollt do kënnen d'Faiten, „missen" d'Faiten denoncéieren um Niveau vun enger Infraktioun, haut kënnt si heihinner a seet, dat wär wéinst dem Frust vu verschiddene Leit. Jo, wa Leit e Frust hunn, da kënne se jo nach ëmmer beim Parquet intervenéieren. Dofir brauche se kee Gesetz. Kee Mënsch verbitt engem, e Procureur unzeruffen a säi Leed ze kloen.

Dat hei ass eppes ganz anescht! Hei geet et drëm, déi ganz Fonction publique ze transforméieren an e Corps mat enger Obligation légale, fir Faiten ze denoncéieren! Dat ass eng Saach, éischtens, déi concernéiert all Member vun der Fonction publique en tant que tel, well et ass eng nei Obligatioun, déi op eemol duerch esou e Gesetz soll agefouert ginn. An et ass eng prinzipiell gesellschaftlech Fro: Wéi eng Roll huet d'Fonction publique? A wat ass deene Leit zouzemudden, déi do schaffen?

An dat doten ass eppes, dat wëllt d'Regierung praktesch hei vun engem Dag op deen aneren aféieren, ouni sech warscheinlech iwwerhaapt och emol mat dem Secteur consultéiert ze hunn. Mee et ass eng fundamental Fro! An eiser Iwwerzeegung als ADR no ass d'Fonction publique net do fir ze denoncéieren. Déi Faiten, déi grav sinn, wéi Crimmen an Deliten d'une gravité certaine, dat ass eng Diskussioun, déi ass hei an der Gesellschaft dacks gefouert ginn, a mir hunn do bis elo eng Reegelung gehat, déi allgemeng akzeptéiert war, dat heescht, datt déi schlëmm Vergeeë géint eis Gesetzesuerdnung musse vun engem Beamten och rapportéiert ginn. Dat wor bis elo net an der Diskussioun. An ech froe mech, ob net eng vun de Konsequenze vun dëser Diskussioun, déi mer hei haten, kéint déi sinn, datt dat och elo a Fro gestallt gëtt.

Mee fundamental ass dat, wat mer hei gesinn an där Covidkris, an och dat, wat mer elo gesinn hunn am Hibléck op d'Membere vun der Fonction publique, déi Fro: Wéi séier kann eng Gesellschaft opgrond vun Iwwerleeungen, déi net bis zu Enn geduecht goufen, an en totalitäre Mechanismus erafalen? Dat ass d'Fro: Wéi séier kann een higoen an 30.000 oder méi Leit hei am Land enger Obligation légale ënnerzéien, fir aner Leit ze kontrolléieren? Dat ass e Fait gravissime! An et däerf net sinn - et däerf net sinn! -, datt de Rechtsstaat an eis demokratesch Fräiheeten en Affer vun dëser Kris sinn!

Kommt, mir konzentréieren eis op déi gesondheetspolitesch Aspekter a mir halen d'Fanger ewech vun all deem, wat d'Natur vun enger fräier Gesellschaft kéint nohalteg änneren! Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Da Parole après ministre fir den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll soen, ech hunn der Madamm Lenert hir méi nuancéiert Aart a Weis, fir un d'Zuelen erunzegoen, appreciéiert. Mee ech wëll awer ee Wuert soen iwwert déi Beschreiwung vun den Zuelen, déi de Staatsminister virdru gemaach huet, well hien huet d'Situatioun zu Lëtzebuerg beschriwwen, wéi wann dat elo alles am Botter wär, wéi wann et am Grénge wär, wéi wann ons Zuele géifen erofgoen. A wéi e färdeg war, hunn ech mech gefrot: Firwat bréngt d'Regierung nach e Gesetz eran a firwat stëmme mir et mat?

(Interruption)

Déi Zuelen, och wa se erofginn, an domat hutt Der Recht, ...

(Brouhaha)

... mee momentan sti mer bei den deeglech confirméierte Fäll, op siwen Deeg gerechent, op eng Millioun héichgerechent, par rapport zu eisen Nopeschlänner nach ëmmer weesentlech méi schlecht, souwuel bei Neiinfektioune wéi bei den deeglechen Doudesfäll. A genau dat ass de Grond, firwat mir och decidéiert hunn, et matzestëmmen. Well mer mengen, datt zousätzlech Moossname musse kommen! Ech wollt dat just nach eng Kéier kloer an däitlech hei soen.

A mir sinn och der Meenung, datt ee ganz gutt muss oppassen, wann een déi haiteg Zuelen interpretéiert. Mir sinn awer an enger Vakanzenzäit, mir wëssen, datt säit enger ganzer Rei Deeg d'Aktivitéite méi lues ginn, wéinst de Moossnamen op där enger Säit, mee op där anerer Säit, well souwisou an dësen Zäiten d'Aktivitéite méi lues ginn.

Ech erënnere mech drun, datt mer déi Diskussioun schonn de leschten November haten an där Woch, wou gesot ginn ass: „Mee hei geet alles méi lues, mir mussen elo Perspektiven hunn", an no där Woch Vakanz huet dat Ganzt erëm ugefaangen. An dat ass nu wierklech d'Fro, wat am Januar geschitt. An dofir ass, mengen ech, an eisen Aen extreem vill Virsiicht gebueden.

Mee ech mengen, wann Dir sot, déi Moossnamen hätt Der Gott sei Dank net scho virun dräi, véier, fënnef Woche geholl, well soss géife se jo esou laang daueren, dat ass awer e Räsonement, wat mer net kënnen novollzéien. Mir soen: „Wann Der virun enger ganzer Rei Wochen eng Rei aner Moossname geholl hätt, da bräicht een haut vläicht net méi déi ze huelen, déi mer haut huelen." Dat ass e ganz aneren Equiliber vun de Moossnamen. An et ass e ganz anert Erugoen och an der Zäit vun deene Moossnamen, wat mer gär gehat hätten a wat mer proposéiert haten. An der Situatioun, wou mer haut dru sinn, mengen ech, ass keen anere Choix méi do.

An dann dat Lescht, wat ech wëll soen, dat ass nach eng Kéier iwwert déi Tracingapp. Den Här Clement huet d'Problematik vun de Quarantänen ugeschwat. Mir kommen hei haut absolutt net no mat deene Geschichte vu Quarantänen. Den Tracing kritt déi Leit kontaktéiert, déi an en Isolement musse goen, well se positiv getest ginn, mee fir en Tracing ronderëm ze maache vun all den anere Leit, déi am Kontakt waren, dat ass momentan mat deenen Zuelen, déi mer kennen, an der Praxis iwwerhaapt net méi esou méiglech, déi et am Fong misst méiglech sinn. An dofir si mer eeben der Iwwerzeegung, datt eng Applikatioun sënnvoll wär.

An et ass awer och net esou, dat muss ech awer soen, Madamm Minister, wéi Dir dat besprach hutt: „Wann Der am Isolement net erausgitt, da kann et souwisou net piipsen." Esou ass et jo net gemengt gewiescht! D'Tracingapp fonctionéiert esou, datt a sech Ären Telefon späichert, wien Der an deenen Deeg virdru gesinn hutt. A wann Der da positiv getest gitt, da kréien all déi Leit, déi Der virdru gesinn hutt, eng Noriicht, datt se a Kontakt ware mat engem, deen elo positiv getest ginn ass. Dofir mécht et extreem Sënn, esou eng App ze hunn.

Dir sot, et si falsch Experienzen, oder schlecht Experienzen an anere Länner gemaach ginn. Ech géif Iech da just roden: Kuckt eng Kéier, wéi déi finnesch Politik momentan leeft, wéi déi hir ganz Surveillance ronderëm eng Applikatioun opgebaut hunn, a kuckt och hir Resultater, déi se hunn, a kuckt och, wéi si hir Politik ausdrécken, wéi se se beschreiwen a wéi se se decidéiert hunn, mat positive Resultater.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wiseler. Da Parole après ministre nach fir den Här Di Bartolomeo a fir den Här Marc Baum. An da kritt d'Regierung d'Wuert zréck.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech hunn d'Impressioun, wéi wann den Här Kartheiser net matkritt hätt, dass deen Artikel, deen e ganz schaarf attackéiert, aus dem Gesetz erausgeholl ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An den Här Marc Baum, wannechgelift.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, merci. Ech hat eigentlech eppes Änleches wëlle soe wéi den Här Wiseler am Ufank: Mir sollen d'Zuelen awer net schéirieden. An dat Gefill hat een awer ee Moment, zumindest beim Premierminister. Wann een d'Zuele vergläicht vun der ECDC - net ze verwiessele mat AC/DC -, da si mer nach ëmmer, nieft Litauen a Kroatien, Spëtzereider bei den Neiinfektiounen an Europa. A mir wësse jo, datt dat Konsequenze wäert hunn op d'Spideeler. Dat heescht, et ass vill ze fréi, fir iergendwéi ze soen: „Dat huet alles gewierkt", well mir sinn nach ëmmer wäit vir am europäesche Vergläich. Dat ass déi eng Remark.

Déi zweet Remark ass: Den Här Wiseler huet och a senger Interventioun ganz am Ufank zu Recht dann Indicateure genannt. An ech muss awer soen, et ass déi éischte Kéier, datt ech wierklech déi Indicateuren an där Oplëschtung esou héieren, och verbonne mat konkreeten Zuelen. Datt d'Zomm dovunner net eng bestëmmten Zuel ass, mee eng Ofweiung, ass evident. An dat ass och wichteg fir eis, well mir mussen déi Indicateure jeeweils kënnen analyséieren, fir d'Opportunitéit vu weidere Moossnamen an déi eng oder an déi aner Richtung kënnen ze evaluéieren. An ech mengen, datt dat ganz wichteg ass, wat mer do maachen, an datt dat méi ass wéi déi vag Ausso: „Mir mussen d'Situatioun an de Spideeler an de Grëff kréien!" Dat ass bis zu engem gewëssenen Deel awer quantifizéierbar a mir sollen eis all déi Instrumenter ginn, an dat si vill Instrumenter, dat ass net eng Zuel.

An dann dat Lescht ass den Dokter-Fauci-Effekt, deen ech mer natierlech och wënschen, mee och dat geschitt just, wann et vun der Regierung begleet ass. Ech géif mer och wënschen, datt méi Leit sech an d'Gesondheetsberuffer aschreiwen, datt se sech derfir interesséieren an och déi Studie maachen. Mee da musse se awer och d'Méiglechkeet hunn, dat ze maachen. An dat bedeit och eng Revaloriséierung vun deene Beruffer an d'Aféierung vu Bachelor- a Masterstudiegäng.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. An elo kritt d'Regierung d'Wuert zréck, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech sinn direkt ugeschwat ginn op e puer Saachen. Déi éischt Saach ass: Et ass e Virus, dat heescht, et soll een net vergiessen, dass e Virus eng exponentiell Aart a Weis huet fir sech ze entwéckelen. Dat heescht, dass scho keng Exponentialitéit komm ass, war schonn eppes, wat komm ass, well Mesurë geholl gi sinn. Éischt Saach.

Zweet Saach ass, dass d'Zuelen erofginn. Ech hunn ni gesot, ... an ech wëll net d'Wierder hei am Mond verdréit kréien, ech hunn au contraire gesot, mir wieren net iwwert de Bierg an et wier elo dee falsche Moment, fir ze mengen oder dobaussen de Message ze ginn, mir hätten et gepackt. Ech sot de Contraire! Doweinster, wann hei gesot gëtt, ech wier euphoresch an ech géif soen, et wär alles tipptopp an der Rei, ech géif soen: „Mir sinn iwwert de Bierg", dat ass dat wierklech loin de là vu mengem Message! Mee ech muss Iech perséinlech soen, dass fir déi politesch Responsabel an der Regierung deen Trend, dee sech verstäerkt huet déi lescht Deeg an déi richteg Richtung, eis awer Satisfaktioun gëtt fir ze weisen, dass dat Ofweien an eeben déi Mesuren, déi geholl gi sinn, och hir Wierkungen hunn.

An ech ginn dem Här Wiseler ganz Recht, dass mer an enger Vakanzeperiod sinn. Mee ech wëll hie just drun erënneren, dass e Virus fënnef Deeg brauch fir unzestiechen, dat heescht, den Impakt vun der Vakanz wësse mer eréischt ab muer.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Premierminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Et ass gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé iwwert den Artikel 1 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen. Da stellen ech d'Fro: Wien ass d'accord mat dem Artikel 1 vum Projet de loi? Dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 7738

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ergëtt dëse Vott mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen, dass den Artikel 1 vum Gesetz soll bäibehale ginn.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies , Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7738. Den Text steet am Document parlementaire 7738[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7738 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 52 Jo-Stëmmen an 8 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi am Kader vun dëser Diskussioun deposéiert gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Wiseler deposéiert ass ginn, wou et drëm geet, alle Schüler dat noutwendegt informatescht Material am Kader vum Homeschooling gratis zur Verfügung ze stellen. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt zu där Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Mir hunn et, wéi Der gesot hutt, mat enger Motioun vun de Kolleege vun der CSV ze dinn, wat d'Zur-Verfügung-Stelle vun informateschem Material ugeet.

Mir sinn am Fong hei e bëssen an engem „Kompetenzgerangel", soen ech elo mol, well d'Bestelle vu Material am Fondamental steet jo ganz kloer ënnert der Kompetenz vun de Gemengen. An ech weess och, dass ganz vill Gemengen an de leschte Jore ganz, ganz vill Efforte gemaach hunn, fir gutt opgestallt ze sinn, wat Tablette respektiv Computeren oder Laptoppen ugeet, an ech weess, dass an där Gemeng, wou ech am Gemengerot sinn, och all Joers e Posten am Budget ass, fir dat ze maachen. Also, ech géif mengen, dass eng Rei Gemenge gutt opgestallt sinn. Mee et gëtt awer och eng Rei Gemengen, déi sinn net gutt opgestallt oder sinn och vläicht guer net opgestallt, well hir Gemengeresponsabel dat doten déi leschte Joren op de Staat ofgewälzt hunn, an déi hu vläicht elo iwwerhaapt kee Material. Ech wëll lech soen, fir dat Kompetenzgerangel do e bëssen aus de Féiss ze kréien, ass e Projet de loi an der Educatioun an der Ausschaffung.

Wéi gesot, ech krut déi Informatioun, dass d'Méiglechkeet géif bestoen, fir d'Gemengen ze depanéieren, an zwar iwwert déi 15 Direction-régionallen, déi Tablette kënnen zur Verfügung stelle fir d'Elteren. Ech wëll awer och nach eng Kéier ganz kloer drop hiweisen, dass et jo awer och eng ganz Rei Kanner gëtt, déi doheem kënnen op informatescht Material zréckgräifen, déi also net bräichte gehollef ze kréien. Et geet effektiv just ëm déi Kanner, déi doheem keng Computeren, keng Laptoppen oder keng Tabletten hunn. A wéi gesot, do besteet d'Méiglechkeet, fir gehollef ze kréien iwwert d'Schoulen, an deene se sinn, respektiv d'Direction-régionallen.

Wat elo de Lycée ugeet, do hunn ech d'Informatioun kritt, dass an de leschte Wochen a Méint 15.000 Laptoppe respektiv Tablette bestallt respektiv och schonn ausgeliwwert gi sinn. Do wäre mer also dann och opgestallt, wéi gesot, just fir déi Kanner, déi net doheem esou en Instrument schonn hunn, en Tablet oder e Laptop respektiv e Computer. Vun dohier géif ech soen, dass zu dësem Moment dës Motioun superfetatoire ass, an ech géif menger Fraktioun virschloen, dës Motioun net matzedroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Dann hat den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech hu scho bal domadder gerechent, datt déi Motioun vun der CSV kéint als superfetatoire bezeechent ginn. Et ass och interessant ze gesinn: Wann een à la limite eng Motioun schreift - dat gëllt fir jiddwereen, meeschtens ass et d'Oppositioun -, wou een eppes fuerdert, an duerno kritt ee gesot: „Mee d'Regierung mécht dat!", dann huet dat vläicht och eppes domadder ze dinn, datt een et en amont net gewuer gëtt, datt d'Regierung wëlles hat, dat ze maachen. Et ass jo oft, datt dat esou geschitt. En plus hate mer haut de Moien um aacht Auer eng Educatiounskommissioun. Bon, mir waren all vläicht ..., et war e bësse fréi fir jiddereen, vläicht och fir den Här Meisch. Mee esou Informatioune kéint een och kréien.

De Problem ass deen, ...

(Brouhaha)

... de Problem ass awer deen: Esou Fuerderunge missten Oppositiounsdeputéierter guer net stellen, well wéi mer haut de Moien och an der Kommissioun déi Diskussioun haten - an ech mengen, de Marc Baum huet virdrun eng exzellent Analys gemaach -, ass et net drëms gaangen, fir Besserwësserei ze bedreiwen, wéi dat virdru gesot gouf. Besserwësserei, dat ass ze soe ganz genau: „Hei, ech hätt et esou gemaach, ech géif et esou maachen!", an esou weider. Mee wann een einfach nëmme freet am Virfeld, Méint am Viraus, a seet: „Hei, Regierung, et kéint sinn, datt vläicht eng zweet oder vläicht eng drëtt Well kënnt oder esou weider, datt mer dann net aus deem Misär do erauskommen", a wann ee seet, datt een e puer Méint hätt, fir e Bilan ze maache vun deem, wat funktionéiert huet oder net funktionéiert huet, an datt ee sech dorobber sollt virbereeden, dat ass keng Besserwësserei! Dofir brauch een net super intelligent ze sinn, fir iwwerhaapt op déi Iddi ze kommen, datt ee sech kann op eppes virbereeden, wat een net esou gutt kennt.

An dat war jo och am Kontext vun der Schoul, well do geet et jo elo drëms, fir Tabletten, Computeren erauszeginn, natierlech och haaptsächlech un déi Schüler, déi net dorop kënnen zréckgräifen.

Mee prinzipiell, mir hunn haut de Moien driwwer geschwat, datt am Mäerz, Abrëll et net kloer war an datt mer all iwwerrumpelt waren. An ech mengen, den Här Meisch krut dat emol net virgeworf. Datt ee muss iergendwéi eppes bastelen, aus dem Stee schloen, dat ass an der Rei! Mee datt een duerno, e puer Méint drop, nach ëmmer net kapabel ass, fir an der Schoul zum Beispill ze soen: Ma wat ass de Bilan vum Homeschooling? Wat kucke mer? Wat fir eng Schwieregkeeten haten d'Enseignanten? Wou ass et gutt gaangen? Wou ass et schlecht gaangen? D'Schüler: Wat fir eng Kategorie vu Schüler hu Schwieregkeeten? Wat kann een nach fir Iddien hunn? Et kann ee vläicht souguer kucke goen, Leit astellen, fir e bësse méi um Terrain kucken ze goen, ob alles an der Rei ass, ob d'Schüler oder d'Elteren eppes brauchen an esou weider. Well et ass net jiddwereen, deen eng Mail ka maachen, et ass net jiddwereen, deen och déi Support-Helpline kann uruffen an esou weider. Et brauch een humane Kontakt.

Ben, et si vill Saachen, déi een hätt kënne maachen an déi d'Regierung hätt kënnen ënnerhuelen. An de Problem ass deen: Et ass esou, datt einfach gesot gëtt, an den Här Meisch felicitéiert sech, datt vill Enseignanten Initiativen ergraff hunn a sech flexibel gewisen hunn.

(Interruption)

Jo, den Här Meisch ass net do; en hätt kënnen hei sinn. Dann ass et eebe Pech! Mee ech wollt just soen, ...

(Brouhaha)

... datt een do net einfach nëmmen domadder rechne kann, datt d'Enseignantë sech musse Saachen afale loossen, mee datt och e Ministère iergendeng Kéier kéint e bësse planifizéieren.

Mee mir wäerten déi heite Motioun trotzdeem matstëmmen, och wa se superfetatoire ass. Dann ass et wéinstens eng Sécherheet.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech muss de Kolleege vun der CSV Merci soe fir déi Motioun, well ech mengen, datt se net superfetatoire ass. Ech mengen, datt eebe grad an deene leschte Méint et nach ëmmer verpasst gouf, fir déi sozial Ongläichheeten, déi et awer gëtt, grad wann et ëm d'Ekipement mat IT-Material geet, déi nach ëmmer bestinn, ze verbesseren.

Et ass e klenge Bemoll bei der Motioun, dat ass, datt se fuerdert „à mettre [...] gratuitement à disposition de tous les élèves scolarisés [...]". Do feelt mir perséinlech d'sozial Selektivitéit. Ech sinn der Meenung, datt mer hei net engem mussen e Computer ginn, deen eventuell schonn zwee Computeren doheem huet oder en Handy huet. Ech mengen, datt mer do wierklech sollten eng Selektivitéit erakréien. Mee ech sinn awer och der Meenung, datt mer net kënnen einfach esou dervun ausgoen, datt all Schülerin a Schüler doheem ekipéiert ass. Et gëtt eng ganz Rëtsch Stéit, wou net fir all Kand en eegene Computer do ass. Si hunn eventuell alleguerten en Handy, e Smartphone, jo. Si kënne sech an den Teams aklinke fir nozelauschteren. Mee wann mer probéiert, op engem Handy mol eng Kéier e längeren Text ze liesen, dee weess ganz séier, datt dat net flott ass.

Deementspriechend sollte mer eis hei definitiv derfir staarkmaachen, datt déi Kanner, déi et brauchen, datt néidegt Ekipement hunn, fir kënnen un der Schoul deelzehuelen. Et däerf net sinn, datt mer aus enger inklusiver Schoul eng exklusiv Schoul maachen doduerjer, datt se an den Homeschooling geet.

An dann denken ech, datt een hei Piste kéint fannen, fir dat zesumme mat den Office-sociallen ze maachen, dat iwwert d'Schoule lafen ze loossen, well d'Enseignantë kennen hir Kanner an d'Enseignantë wëssen, wien de Besoin huet.

Dat gesot, wäerte mir déi Motioun hei sécher net als superfetatoire gesinn, well et gëtt nach ëmmer Kanner, déi net adequat ekipéiert sinn.

An da vläicht nach eng zweet Saach: Wéi ass et da mat den Internetkonnexiounen, ...

(Brouhaha)

... léif Kolleeginnen a Kolleegen? Mir hu warscheinlech alleguerten eng anstänneg Internetkonnexioun. Mee et gëtt och hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer Leit, déi vum Digital Divide benodeelegt ginn, an do misst ee sech och staarkmaachen. Dat gëtt hei leider verpasst. Mee mir wäerten déi Motioun hei matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Hansen, wannechgelift.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, ech wëll just nach eng Kéier drop agoen, datt elo ee Projet de loi soll ënnerwee sinn. Also, mir hunn dat heite schonn am Mee gefrot gehat. A wann een du gären e Projet de loi gemaach hätt, da wär dee Projet de loi elo schonn do an dann hätte mer e scho kënne stëmmen an dann hätt schonn all Kand dat noutwendegt Material zur Verfügung. Dat ass awer verpasst gi virun der grousser Vakanz, wou u sech déi Zäit hätt misse genotzt ginn, fir d'Rentrée scolaire virzebereeden.

An et ass dann och gesot ginn, mir wären hei an engem Kompetenzgerangel. Ech mengen, de Moien huet den Här Minister nach eng Kéier gesot gehat, datt en d'CO_2-Ampelen elo awer géif iwwerhuelen, och wann dat reng theoreetesch d'Gemenge misste maachen. An ech mengen, och hei solle mer soen: „All Gemeng an all Kand soll déi selwecht Chancen hunn!" Also soll dat och vun der Regierung, vum Staat iwwerholl ginn an net op déi eenzel Gemengen ofgewälzt ginn.

Also, fir eis ass d'Motioun net superfetatoire a si soll ofgestëmmt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. A mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmmen mat 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der CSV deposéiert ginn ass a wou et drëm geet, fir d'Krittären, politescher a wëssenschaftlecher, ze kommunikéieren opgrond vun deene solle Modifikatioune um Gesetz virgeholl ginn. Den Här Georges Engel freet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Mir hunn de 15. Dezember hei eng Motioun ugeholl, déi och vun der CSV koum, wou et ëm déi global Strategie gaangen ass, wou mer, ech mengen, à l'unanimité heibanne gesot hunn, dass mer där Motioun géifen zoustëmmen.

Dat heiten ass eng Motioun, déi sech u sech hannert déi ganz global Strategie areit. Si freet jo och hei nach eng Kéier no Krittären, déi mer an där globaler Strategie missten erëmfannen. Hei ass also een Deel vun deem Plang, dee mer gefrot hunn a wou mer de 15. Dezember d'accord waren, fir déi Motioun ze ënnerstëtzen. Mir géifen och hei déi heite Motioun maténnerstëtzen. Ech géif proposéieren, dass mer déi Motioun hei sollte maténnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der ADR deposéiert ginn ass a wou et drëm geet, fir de Leit d'FFP2-Maske gratis zur Verfügung ze stellen. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. Bei där heiter Motioun géife mer proposéieren ... do géif ech emol menger Fraktioun proposéieren, déi aner maache wéi se wëllen, datt se dës Motioun sollen ofleenen.

Et muss ee wëssen: FFP2-Masken hei fir d'gesamt Populatioun ze froen, ass en Non-sens. Et gëtt eng ganz Rei vun anere Méiglechkeete fir sech ze schützen. Et muss een et jo och ëmmer mat der Proportionalitéit kucken. Fir d'gesamt Populatioun ass dat heite fir eis net déi richteg Mesure. Dofir géife mer proposéieren, dës Motioun hei ofzeleenen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. Da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech wäert och zesumme mat mengem Kolleeg, dem Marc Goergen, fir d'Piraten géint dës Motioun stëmmen, aus deem ganz einfache Grond, datt et falsch ass, wat hei drasteet.

D'AMMD huet eng Motioun un eis alleguerte geschéckt - dat ass kee Geheimnis, déi gouf och an der Press diskutéiert. Do steet dran, datt jidderee soll Masque-chirurgicalle benotzen - dat ass dat, wat ech elo hei unhunn - an datt een eeben net méi soll e Buff oder selwer gebutte Masken undoen. Et steet awer net do, datt een FFP2-Maske soll undoen. A wie sech e bësse mam Secteur auserneesetzt, dee weess, datt dat, fir eng FFP2-Mask richteg ze droen, net einfach nëmmen undoen ass, mee datt een do op eng ganz Rëtsch Saache soll oppassen.

Deementspriechend mécht et och kee Sënn, datt een einfach der breeder Populatioun seet: „Dot elo FFP2-Masken un!" Mir sollten awer d'Leit weiderhi sensibiliséieren, fir d'Masken adequat ze benotzen. A mir sollte vläicht ophale mat der Mär, datt e Buff genausou vill hëlleft wéi eng chirurgesch Mask.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Wa keng Wuertmeldung méi do ass, da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 3

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 25 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

6. Motion de M. Claude Wiseler au sujet de la situation dans le Haut-Karabakh

(Motion déposée en séance publique n° 26 du 19 décembre 2020 - à consulter en page 355 de ce compte rendu)

Mir kommen elo zur Motioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Situatioun am Biergkarabach an ech géif direkt dem Auteur vun der Motioun, dem Här Wiseler, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV), auteur.*- Da gi mer an de Biergkarabach. Merci, Här President, datt Der dës Motioun haut nach op den Ordre du jour nogesat hutt. Ech wëll och wierklech ganz kuerz sinn, well ech scho virun enger Woch driwwer geschwat hat a well mer, esou wéi mer et heibannen ofgemaach haten, gemeinsam déi Motioun hei an d'Aussekommissioun geholl haten. Dofir och dem Här Cruchten merci fir déi schnell Reaktioun dorobber. Mir sinn eis do och eens ginn op déi Motioun, déi elo hei virläit.

Et geet a sech drëm, fir iwwert d'Situatioun am Haut-Karabakh kloer an däitlech ze soen, datt den Aserbaidjan Aggresseur war, datt e vun der Türkei massiv ënnerstëtzt ginn ass mat Mercenairen a mat Waffen, datt d'Sécherheet vun der Populatioun momentan nach net assuréiert ass, och wann net méi vill driwwer geschwat gëtt, an datt Europa eng Roll ze spillen huet a selwer gesot huet, et géif eng Roll doranner spillen.

Mir verlaangen, datt de Processus politique en définitive Statut fir Haut-Karabakh engagéiert an definéiert an datt d'Ënnerstëtzung vun den Efforte vun dem Minsker Grupp an der OECD vun eis och kënnt, datt déi humanitär Organisatioune sollen Accès zum Gebitt hunn, datt de Respekt vum Cessez-le-feu agehale gëtt, an haaptsächlech, datt eng Enquête indépendante soll kommen, fir déi Krichsverbriechen, déi grausam, déi noweisbar an déi massiv sinn, och kënnen ze bestrofen, datt d'Recht fir Verdriwwener fir zréckzekommen an e Liewen a Sécherheet op déi Plaz, wou se gewunnt hunn, och soll garantéiert ginn. An och wichteg: Sanktioune géint all déi, déi weiderfueren, Haass a Gewalt géint d'Armenier ze propagéieren.

Dat ass dat, wat mer an där Motioun froen. Ech si wierklech frou, éischtens, datt mer se haut kënne stëmmen. Ech soen all deene Merci, an ech mengen, dat si se alleguer heibannen, wann ech richteg verstanen hunn, déi dat ënnerstëtzen. Mir sinn net dat éischt Parlament. D'Belsch, d'Fransousen, d'Hollänner, déi Däitsch hunn och eng gestëmmt. Et ass wichteg fir déi Leit, datt se gesinn, datt se Ënnerstëtzung aus demokratesche Länner aus Europa kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Claude Wiseler. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Fernand Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. An och den Häre Wiseler a Mosar villmools merci fir déi Motioun, déi se eis hei presentéieren.

Ech mengen, et ass eng Geleeëenheet, fir erëm e Bléck op d'Situatioun an der fréierer Sowjetunioun ze werfen. Mir hunn an der fréierer Sowjetunioun, wéi och op anere Plazen, eng Situatioun, wou e Räich auserneebrécht: dat sowjetescht. An domadder sinn eng ganz Rei Konflikter verbonnen. Mir haten dat och mat Éisträich-Ungarn oder mat anere Situatiounen an der Vergaangenheet. Hei hu mer et a Moldawien, an der Ukrain, a Georgien an eeben och Nagorny-Karabach, wat e bëssen eng Sondersituatioun huet, well och scho wärend Sowjetzäiten do Onrouen awer waren.

Et sinn eng Rei Punkten, op déi mer wëllen agoen:

D'Motioun seet, déi Verantwortlech fir déi Massaker, déi mer do leider gesinn, sollte sech virun enger Cour compétente, Cour pénale internationale oder wéi och ëmmer, musse veräntwerten. Eisem Kenntnisstand no ass Aserbaidjan net Partei vun där Cour, soudatt mer dann natierlech de Problem hunn: Jo, déi Leit solle viru Geriicht kommen. An awer muss een nach feststellen, wéi ee Geriicht dat ka sinn. Mee datt déi Leit mussen zur Rechenschaft gezu ginn, dat ass evident.

En zweete Punkt betrëfft d'Tierkei. Ech mengen, den Här Wiseler huet a senger Introduktioun - an dat deele mer hei alleguer, well mir stëmmen dat hei jo hoffentlech alleguer mat - drop opmierksam gemaach, datt d'Tierkei hei en Aggressor ënnerstëtzt huet. Dat ass en direkte Verstouss géint e Gewaltverbuet vun de Vereenten Natiounen.

An et ass fir eis einfach wierklech net méi ze verstoen, nodeem mer och hei nach viru Kuerzem iwwert d'Bäitrëttsperspektiv vun der Tierkei an d'Europäesch Unioun geschwat haten, datt déi offiziell Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung nach ëmmer ass, datt d'Tierkei soll eng Kéier Memberstaat vun der Europäescher Unioun ginn. Mir hunn elo erëm e Beispill, wat mer haut confirméieren duerch eise Vott, vun engem aggressive militäresche Verhale vun deem Staat géintiwwer Drëttstaaten. Dat ass einfach net akzeptabel!

Mir mussen och iergendwann eng Kéier nodenken iwwer d'Verhältnis mat Russland. Mir sinn am Abléck säit Joren an engem Zenario, wou déi eenzeg Reaktioun géintiwwer Russland ass: Sanktiounen, Sanktiounen, Sanktiounen! Dat heiten ass alt erëm e Beispill, wou mer gesinn, datt mer Russland als strateegesche Partner brauchen, datt mer en Dialog musse mat hinnen hunn. Et ass Russland, dat hei d'Situatioun stabiliséiert huet.

Et ass natierlech och esou, datt mer musse kucken, an dat ass eppes, wat nëmmen am Dialog mat Russland geet, datt mer d'Demokratie an deene Staate vun der fréierer Sowjetunioun musse kënne fërderen, ouni datt direkt den Androck entsteet, datt déi strateegesch Interesse vu Russland viséiert sinn a Russland sech deen Abléck - an enger Perspektiv vun Netamëschung - an déi Konflikter amëscht.

Mir mussen einfach en anere Wee vum Dialog sichen an e fannen, fir eng konstruktiv Relatioun do kënnen hierzestellen. Mir kënnen net éiweg an engem einfache Reflex vu Sanktioune géintiwwer Russland weiderbestoen. Dat féiert eis néierens hin.

Dat gesot, wäert d'ADR dës Motioun ganz gär matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Wa keng weider Wuertmeldung méi do ass, kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

7. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, domat wiere mer um Enn vun der leschter ëffentlecher Sitzung fir dëst Joer ukomm. Mir hu laang an intensiv Wochen a Méint hanner eis a mir sinn alleguer frou elo iwwer e puer Deeg Rou.

2020 war en aussergewéinlecht Joer. An ech hoffen, datt mir 2021 erëm méi Normalitéit erëmfannen. Bis dohin encouragéieren ech Iech alleguer, fir d'Covid-19-Mesuren anzehalen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wëll nach kuerz Merci soen: dem neie Generalsekretär Laurent Scheeck a sengen zwee Adjointen, dem Isabelle Barra an dem Benoît Reiter, de Mataarbechter aus der Verwaltung, vun de Fraktiounen, de Sensibilitéiten, déi vill an effikass am Hannergrond schaffen, fir datt mir als Deputéiert eis Aarbecht gutt kënne maachen.

Iech all heibanne merci fir Är gutt Disziplinn. Der parlamentarescher Press merci fir hir Efforten, de Leit eis Aarbechte méi no ze bréngen. Mäi Merci geet awer och un déi vill Leit, an dat ass déi grouss Majoritéit, déi zanter dem Ufank vun der Epidemie all Mesurë respektéieren, fir sech an déi aner ze schützen.

Ech wënschen Iech alleguer trotz allen Aschränkungen, déi néideg a wichteg sinn, schéi Feierdeeg am klenge Krees an e rouege Joreswiessel. Passt op Iech an op déi aner op a bleift gesond!

Plusieurs voix.- Très bien!

(La séance publique est levée à 14.44 heures.)

Sommaire des séances publiques n^os^ 26 et 27

26e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 349

Ordre du jour ..... p. 349

Question urgente n° 3346 de Mme Martine Hansen concernant le « lockdown » ..... p. 349-350

Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen ..... p. 350

6568B - Projet de loi sur le changement du nom et des prénoms et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise ..... p. 350-352

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'interdiction de la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique jusqu'au 15 janvier 2021 inclus ..... p. 352-353

7720 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale ..... p. 353-354

7721 - Projet de loi portant

1° adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale, et

2° modification de la loi du 25 novembre 2020 portant modification :

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

2° de la loi du 20 juin 2020 portant

1° prorogation de mesures concernant

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant suspension du délai prévu à l'article 55 du Code civil ..... p. 354-355

7732 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 ..... p. 355

Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler ..... p. 355-356

7717 - Projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ..... p. 356

7684 - Proposition de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ..... p. 356-358

7713 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil ..... p. 358-359

7705 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;

2° de la loi du 20 juin 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie de Covid-19 ;

3° de la loi du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

et

7707 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ;

2° de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

3° de la loi du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement ;

4° de la loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises ..... p. 359-362

27e séance

Ouverture de la séance publique ..... p. 362

Communications ..... p. 362-363

Ordre du jour ..... p. 363

7739 - Projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail ..... p. 363-364

7738 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ..... p. 364-374

Motion de M. Claude Wiseler au sujet de la situation dans le Haut-Karabakh ..... p. 374-375

Discours de M. le Président ..... p. 375

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3571	Léon Gloden	Contournement de Remich
3572	Carole Hartmann	Large scale testing
3573	Martine Hansen, Claude Wiseler	Tracing
3574	Marc Goergen	Activités privées de gardiennage et de surveillance
3575	Marc Goergen	Centre de prise en charge des violences sexuelles
3578	Jeff Engelen	Stratégie de vaccination
3579	Paul Galles	Registre des bénéficiaires effectifs
3580	Sven Clement	Inégalités de retraite entre les femmes et les hommes
3582	Laurent Mosar, Léon Gloden	Taxe annuelle des débits de boissons alcooliques
3587	David Wagner	Plans d'action contre le bruit
3588	Fred Keup	Violence parmi les mineurs
3589	Fred Keup	Château de Birtrange
3593	Marc Goergen	Huile de palme dans le bioéthanol
3597	Djuna Bernard	Sensibilisation et formation des professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse en matière de protection de la jeunesse
3599	Marc Lies	Dispositifs de charge pour voitures électriques ou hybrides rechargeables pour les bâtiments fonctionnels
3601	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Lies	Droit de préemption
3605	Martine Hansen, Octavie Modert	« Gender Equality Audit » à l'Université du Luxembourg
3608	Guy Arendt, Gusty Graas	Démission du président de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg
3609	Martine Hansen	Utilisation du service Adapto dans le cadre du large scale testing
3610	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Fonds de lutte
3611	Simone Asselborn-Bintz	Construction d'un passage à faune au-dessus du CR110 entre Sanem et Bascharage
3612	Sven Clement	Tests rapides dans le milieu sportif
3613	Gilles Roth, Laurent Mosar	Informations sur l'état d'une procédure pénale
3614	David Wagner	Taux de TVA appliqué sur les couches pour enfants en bas âge et personnes souffrant d'incontinence
3615	Françoise Hetto-Gaasch	Violence domestique
3616	André Bauler	Construction d'un internat aux environs du Lycée E. Steichen à Clervaux
3617	Max Hahn	Conduite autonome
3618	Max Hahn	Projet MMUST
3619	Dan Biancalana	Travaux de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3
3620	Carole Hartmann	Interventions chirurgicales de lipœdème
3621	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Hôpital militaire
3622	André Bauler, Max Hahn	Logements des CFL
3623	Fred Keup	Noms de rue
3624	Mars Di Bartolomeo	Avions dépassant les seuils de bruit admis
3625	Fernand Kartheiser	Conflit au Haut-Karabakh
3627	André Bauler	Quai de l'ancienne station de Maulusmühle
3628	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	Grand plan d'investissement européen en faveur des énergies vertes
3629	Jean-Marie Halsdorf	Recommandation de l'OMS concernant les vaccins contre la Covid-19
3630	Fred Keup	Accord entre un fonctionnaire du Ministère d'État et RTL concernant les informations sur la pandémie de la Covid-19
3631	Mars Di Bartolomeo	Influence de la crise de la Covid-19 sur les résultats des compagnies d'assurances
3635	Mars Di Bartolomeo	Transferts d'instituts financiers et assurances britanniques à cause du Brexit
3636	Josée Lorsché, Marc Hansen	Contrôle qualité du programme large scale testing
3637	Yves Cruchten	Réalisation d'une piste cyclable le long de la voie ferrée entre Clervaux et Troisvierges
3638	Sven Clement, Marc Goergen	Radar feu rouge
3640	Marc Goergen	Consultation de la photo prise par le système de contrôle et de sanction automatisés
3641	Marc Goergen	Ventilation des salles de classe
3642	Max Hahn	Service « First Responder »
3643	Max Hahn, Claude Lamberty	Intégration de l'horaire des trains dans les applications des communes
3645	David Wagner	Organisation des conférences de presse du Gouvernement
3646	Sven Clement	Analyse de biopsies par le Laboratoire national de santé
3647	Marc Goergen, Sven Clement	Photos prises par le système de contrôle et de sanction automatisés
3649	Jeff Engelen	Congé récréatif dans le cadre du chômage partiel
3650	Paul Galles, Léon Gloden	SuperDrecksKëscht
3651	Cécile Hemmen	Changement dans le fonctionnement du réseau luxembourgeois des musées
3652	Marc Goergen	Photos prises par les radars feu rouge
3654	David Wagner	Gestion et protection des données des élèves et du personnel de l'éducation nationale
3655	Gusty Graas	Distribution des vaccins dans les pays avec lesquels l'État luxembourgeois a signé un accord général de coopération et d'aide humanitaire
3656	Fred Keup	Sécurité autour du Centre d'accueil pour demandeurs de protection internationale situé sur la route d'Arlon
3657	Fred Keup	Construction d'une écurie dans une zone verte à Schifflange
3658	Fred Keup	Luxembourgeois vivant à l'étranger
3660	Sven Clement	Échange avec la Fapsylux concernant le remboursement de la psychothérapie
3661	Fred Keup	Ancienne maison de Michel Rodange à Koerich
3662	Cécile Hemmen	Première classe des trains des CFL
3663	Jeff Engelen	Revenu provenant des produits agricoles de base
3664	Max Hahn, Gusty Graas	Projet pilote pour la protection des faons
3665	Jeff Engelen	Recrutement de personnel pour le large scale testing et les centres de vaccination
3666	Fred Keup	Institut national de formation des secours
3667	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Criminalité organisée au Luxembourg
3668	Martine Hansen	« Sprëtzpass »
3669	Martine Hansen, Paul Galles	Énergie éolienne
3670	François Benoy	Santé des vaches laitières luxembourgeoises
3671	David Wagner, Marc Baum	Absence de toilettes pour chauffeurs et chauffeuses de bus aux terminus
3672	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	Stratégie de « déconfinement » des structures pour personnes âgées
3674	Jeff Engelen	Calcul des pensions
3675	Marc Goergen	Protection de marque par des institutions publiques
3676	Carole Hartmann, Gusty Graas	Infections nosocomiales
3678	Dan Biancalana	Inceste
3679	Marc Goergen	Inondations à la Moselle
3681	Marc Goergen	Huiles et graisses alimentaires usagées
3682	Fred Keup	Communication de la Police grand-ducale
3683	Roy Reding	Vente de participations par la BCEE et la SNCI
3684	Fred Keup	Projet « Luxembourg in Transition »
3685	Martine Hansen	Mesures sanitaires pour le cycle 1 de l'éducation fondamentale
3686	André Bauler	Contournement d'Ettelbruck-Feulen
3687	Marc Goergen	Marchés publics de la défense et de la sécurité
3688 cf. 3690	Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden	Produits alimentaires proposés sur les vols Luxair
3689	André Bauler	Lac de la Haute-Sûre
3690 cf. 3688	Gilles Baum, Carole Hartmann	Produits alimentaires proposés sur les vols Luxair
3691	Marc Goergen	« Buffs » commandés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
3693	Marc Spautz	Campagne de vaccination
3694	Martine Hansen, Claude Wiseler	Devoir de vigilance
3696	Marc Goergen, Sven Clement	Stratégie de vaccination
3697	Sven Clement	Invitations pour le large scale testing pour les formateurs
3698	Paul Galles	Maisons de transition
3699	Martine Hansen	Personnel supplémentaire pour les hôpitaux
3700	Gilles Roth	Épargne-logement
3701	Gilles Roth	Compensations financières versées à la Belgique
3702	David Wagner	Construction d'un remblai technique au site dit « Aleweier » sur le crassier entre Differdange et Sanem
3703	Martine Hansen	Lots de chasse
3704	Gusty Graas, André Bauler	Apparition de nouveaux variants de la peste porcine africaine
3705	Josée Lorsché, Marc Hansen	Médecine environnementale
3706	André Bauler, Gusty Graas	Espèces exotiques envahissantes
3707	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Vente de participations par la BCEE et la SNCI
3708	Gusty Graas, Claude Lamberty	Transport de détenus
3710	François Benoy, Charles Margue	Congé pour raisons familiales lié à la pandémie de la Covid-19
3711	André Bauler	Immeubles classés par les communes
3712	François Benoy	Application du taux super-réduit de TVA aux produits d'occasion
3714	Sven Clement	Service psychosocial de la fonction publique
3715	Djuna Bernard, Josée Lorsché	École fondamentale étatique « Eis Schoul »
3716	Fred Keup	Volontaires des brigades internationales

3717	André Bauler	Administration de la deuxième dose du vaccin contre la Covid-19 dans un autre centre de vaccination
3718	Octavie Modert, Léon Gloden	Centre socio-éducatif de l'État (CSEE)
3719	Marc Goergen	Centres de compétences
3720	Marc Goergen	Gel désinfectant dans les transports publics
3721	Sven Clement	Vaccination des professionnels de la santé
3722	Fred Keup	Vaccination des ostéopathes
3723	Sven Clement	Marché public dans le cadre de la crise de la Covid-19
3724	Sven Clement	Contrats conclus avec des cabinets d'audit
3725	Jeff Engelen	Campagne de vaccination
3727	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Légalisation du cannabis récréatif
3730	Laurent Mosar, Gilles Roth	Jugement de la Cour européenne de justice relatif à la protection des données privées
3731	Marc Goergen	« SuperDrecksKëscht »
3733	Françoise Hetto-Gaasch	Chaînes d'approvisionnement alimentaire
3734	André Bauler	Prix pétroliers
3735	Sven Clement	Reprise d'emballages
3736	Francine Closener	Bon d'hébergement
3738	Max Hahn, André Bauler	Nouvelles dispositions du Code de la route

Question 3571 (03.02.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **contournement de Remich :**

An engem Artikel am Luxemburger Wort vum 3. Februar ass ze liesen, datt op Säite vum Mobilitéitsministère Enn 2020 gesot gouf, et geséich ee keng Noutwendegkeet fir e Contournement ronderëm Réimech - mam Argument, mat der Saarautobunn hätt Réimech schonn eng Umgeeungsstrooss. An deem Artikel steet och geschriwwen, datt ganz vill Frontalieren, virun allem där aus dem däitsche Grenzgebitt, awer guer net iwwer d'Saarautobunn fueren, mee direkt de Wee iwwer Réimech huelen, well se sech esou net dem Risiko aussetzen, op der Diddelenger Autobunn an e Stau ze geroden.

Virum Hannergrond, dass op de Wochendeeg (laut enger Etüd am Optrag vum Mobilitéitsministère vu viru véier Joer) 13.800 Gefierer den Dag zu Réimech duerch d'Route de l'Europe/Rue Enz/Rue du Pont (N2/E29) - 42 % dovun Duerchgangsverkéier - fueren, erlaben ech mir, follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ze stellen:

- Wat sinn d'Grënn, déi elo zu der Decisioun gefouert hunn, de Projet vun engem Contournement fir Réimech, deen zanter ronn 20 Joer vun de Réimecher Leit gefuerdert gëtt, ad acta ze leeën?

- Wat sinn d'Alternative vun der Regierung, fir den Zentrum vu Réimech vum Trafick ze entlaaschten an esou fir méi Liewensqualitéit fir d'Awunner ze suergen?

- Wéi soll de Camionstrafick an Zukunft an a ronderëm Réimech geréiert ginn? Wat ass an deem Kontext virgesi mat der Autobunnsopfaart Schengen, déi bis elo muss vun de Camionneuren evitéiert ginn, wat de ganze Schwéierverkéier a Richtung Réimech drainéiert?

- Wärend geplangt ass, d'Route du Vin zu Réimech bei der Esplanade zeréckzebauen an esou méi Raum fir Foussgänger a Mobilité douce ze schafen, stellt sech d'Fro no verglächbare Mesurë fir d'N2/E29 aus Richtung Bous. Wëssend, datt den Här Minister mengen Informatiounen no de Gemengeresponsabelen an Aussicht gestallt hat, datt d'Route de l'Europe géif zeréckgebaut ginn, wann den Echangeur Hellange bis fäerdeg wier.

Réponse (08.03.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

An de Joren 2016 an 2017 huet d'Stroossebauverwaltung, d'Entente mat der Gemengeverwaltung eng Verkéiersetüd lancéiert. Dobäi ass net nëmmen de lokalen Trafick analyséiert ginn, mee och de groussraimegen an iwwerregionale Verkéier. Et huet sech dobäi erausgestallt, dass den Undeel vum Transitverkéier am Verglach zum Quell- an Zilverkéier bezunn op den Territoire vun der Gemeng Réimech relativ kleng ass. E groussen Deel vun dem Verkéier gëtt also op Réimecher Gebitt generéiert. Dee gefrote Contournement ka keng Léisung op déi do Problematik liwweren.

Am Géigendeel, goufen am Kader vun dëser Etüd Léisungen ausgeschafft, fir souwuel de Verkéier a Richtung Stad wéi och de Verkéier laanscht d'Musel méi erträglech ze maachen.

Et ass ee Projet entstane fir d'Fluiditéit op der N2 ze verbesseren, a virun allem de Stop-and-Go Verkéier am Bierg ze verflëssegen. Dat wäert e ganz positiven Afloss op d'Loftqualitéit op dëse Plaze kënnen hunn.

Op der N10 goufen Amenagementer proposéiert, fir och do d'Trafickssituatioun wesentlech ze verbesseren. Et ass virun allem en Tronçon mat Tempo 30 envisagéiert ginn, gekoppelt mat engem Sharedspace am Beräich vun der Esplanade an der Haaptkräizung vun der N10. An deem Kontext sinn och interessant urbanistesch Iwwerleeunge mat der Stad Réimech gefouert ginn, virun allem fir den Amenagement vu Parkplazen.

Wat de Camionsverkéier ubelaangt, gëtt ganz vill Camionstrafick op dem Territoire vun der Gemeng Réimech generéiert. Et huet sech erausgestallt, dass den Deel vum Duerchgangsverkéier Richtung Industriezonen am Oste vun der Stad relativ kleng ass. Trotzdeem ass schonn d'Beschëlderung vum Itineraire vun der Europastrooss vun der N2 ewech geholl ginn a gouf op d'Saarautobunn deviéiert. Dëst am Aklang mat Däitschland, wou och d'Europastrooss net méi iwwert dësen Tracé geleet gëtt. Idealerweis géing de Camionsverkéier aus dem Museldall iwwert d'A13 fueren. Eng entspriechend Beschëlderung ass och um Echangeur Schengen gezeechent, woubäi déi schwéier Gefierer mussen op d'Uschlossstell Perl d'Kéier maache goen, fir am Tunnel Markusbierg genuch Vitess ze hu fir keng Gefor fir de méi séiere Trafick duerzestellen. Dëst ass awer problematesch, well e groussen Deel vun de Lëtzebuerger Camione keng Autorisatioun huet fir an Däitschland eranzefueren. Eng Léisung konnt awer mat den däitschen Autoritéite bis elo net fonnt ginn, sou dass de Groussdeel vun dëse Camione sech de Wee iwwer de Stroossereseau vun der Voirie normale sicht.

Wat d'Route de l'Europe (N2) ubelaangt, gëtt momentan en detailléierte Virprojet ausgeschafft. Dobäi gëtt eng Busspuer an der Route de l'Europe amenagéiert an och d'Stroossebreet fir den Individualverkéier reduzéiert. Weiderhi gëtt an deem Kader den Trottoir reamenagéiert. E Réckbau mat enger Reduzéierung vun der Gesamtstroossebreet ass deemno net virgesinn.

Question 3572 (03.02.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant le **large scale testing :**

Depuis le 24 février 2020, plus de 1,8 million de tests de dépistage ont été réalisés au Luxembourg, dont un million dans le cadre du programme de dépistage large scale testing.

La deuxième phase du programme de dépistage à large échelle venant à échéance le 24 mars 2021, le Gouvernement vient d'annoncer qu'une troisième phase sera lancée au plus tard le 15 mars 2021 et prendra fin le 15 juillet 2021.

Au vu des données statistiques recueillies jusqu'à présent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Quel est, ventilé par tranche d'âge et par secteur d'activités, le taux de réponse moyen aux invitations envoyées dans le cadre du programme de dépistage large scale testing ?

- Combien de résidents ont déjà subi au moins un test de dépistage dans le cadre du large scale testing ?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

En ce qui concerne la première phase du large scale testing (LST 1) qui a été géré par le Luxembourg Institute of Health (LIH) et qui couvre la période du 25 mai au 14 septembre 2020, 307.751 résidents, soit 49 % de la population, ont participé au moins une fois, tandis que parmi les travailleurs transfrontaliers, la participation était de 22,5 % (87.198 individus). Au total, 566.320 tests ont été réalisés sur la base de 1.436.000 invitations, ce qui correspond à 69,7 % de l'ensemble des tests effectués entre le 25 mai et le 14 septembre et à un taux de réponse global de 39,4 %.

Pour cette première phase, le Ministère de la Santé ne dispose pas des données ventilées par tranche d'âge et secteur d'activité.

À noter que les données ci-dessus et ci-après se réfèrent au nombre de personnes ayant participé au moins une fois au LST. Il ne s'agit donc pas du nombre total d'invitations/de participations. Un grand nombre de personnes ont d'ailleurs été invitées plusieurs fois et ont participé plusieurs fois au test.

En ce qui concerne la deuxième phase du large scale testing (LST 2), qui a débuté le 15 septembre 2020 et qui prendra fin le 24 mars 2021, le Ministère de la Santé dispose des chiffres suivants qui s'arrêtent au 19 février 2021. Cette date correspond à l'expiration du dernier cycle d'invitations.

Le nombre de résidents ayant déjà participé au moins une fois au LST 2 s'élève à 330.898.

Les données relatives à la participation au LST 2 par tranche d'âge, ventilé par secteur d'activité, sont reprises ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n°3572).

Question 3573 (03.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **« tracing » :**

Et schéngt ewéi wann ee mam aktuellen Tracing net genau feststelle kann, wou d'Leit sech konkreet infizéiert hunn. D'Madamm Minister hat annoncéiert, datt een neie Questionnaire fir den Tracing géif ausgeschafft ginn.

Vu datt en effizienten Tracing d'Schlësselelement, fir d'Pandemie an de Gréff ze kréien, duerstellt, wëlle mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt ee mam aktuellen Tracing net genau feststelle kann, wou d'Leit sech konkreet infizéiert hunn?

• Wa jo, u wat läit dat a wat ënnerhëlt d'Regierung fir den Tracing méi effizient ze maachen?

• Wann nee, kann d'Regierung eis Donnéeë ginn, wou d'Leit sech ugestach hunn?

- Kann d'Regierung dëse Questionnaire zoukomme loossen?

Réponse (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

Virop gëllt et ze ënnersträichen, datt de primäre But vum Contacttracing dora besteet, positiv Leit an Isolement respektiv hir Kontakter a Quarantän ze setzen, fir soumat all weider Kontaminatiounen ze vermeiden. Dat heescht, datt d'Feststelle wou d'Leit sech ugestach hunn, net d'Haaptobjektiv vum Contacttracing ass. Am Interview, deen de Contacttracing mat de positiv geteste Leit féiert, ginn dës befrot, ob si Kenntnis iwwer aner méiglech Covid-19-Fäll an hirem Ëmfeld hunn. Wann déi befrote Persounen effektiv sou eng Informatioun hunn an se dem Contacttracing matdeelen, ass et méiglech Infektiounsquellen ze identifizéieren.

An deene leschte Wochen ass an der Inspection sanitaire e Pilotprojet realiséiert ginn, fir iwwert ee strukturéierte Questionnaire ee besseren Iwwerbléck ze kréie vum Kontext, an deem déi positiv geteste Leit sech ugestach hunn.

Dëse Questionnaire beinhalt Froen doriwwer, wou a wéi laang déi befrote Persoun Kontakt mat enger positiver Persoun hat, wéi eng Mesuren (Mask, Distanz, Hänn wäschen) agehale goufen, respektiv net agehale goufen, etc.

Déi vum 1. Januar bis 15. Februar erhuewen Donnéeë vun der Santé weisen dorop hin, dass sech doheem mat Ofstand am meeschten ugestach gëtt. Sou hunn sech 43,2 % vun de Leit doheem infizéiert. 6,1 % vun den Infektioune si jeeweils op den Educatiouns- an de Gesondheetssecteur zeréckzeféieren, 5,7 % vun de Leit hu sech am Ausland infizéiert, 3,9 % op der Aarbecht, an 2,8 % bei Fräizäitaktivitéiten. Bei 32,0 % vun den Infektioune konnt d'Infektiounsquell leider net genau determinéiert ginn.

Wat d'Risikoverhale betrëfft, esou weisen déi Donnéeën, datt wann d'Leit noverfollege kënnen, wou si sech ugestach hunn, dëst an deenen allermeeschte Fäll (zu 89 %) an engem Kontext geschitt ass, wou giess oder gedronk ginn ass.

Dëse Questionnaire ass virun enger Woch an den Informatiounssystem vum Contacttracing integréiert ginn, esou datt déi Donnéeë säitdeem systematesch fir all Fall, deen ugeruff gëtt, erhuewe ginn, an dann och zu engem spéideren Zäitpunkt kënnen ausgewäert ginn.

De Questionnaire gouf den 3. Mäerz un d'Membere vun der Gesondheetskommissioun vun der Chamber verschéckt.

www.chd.lu

Question 3574 (03.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **activités privées de gardiennage et de surveillance :**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3211 vum Deputéierte Marc Baum huet de Minister Henri Kox op d'Fro no enger legaler Basis fir den Asaz vu private Sécherheetsfirme fir d'Oprechterhale vum Ordre public geäntwert:

« Le maintien de l'ordre public a toujours été et demeure une mission exclusive des agents de police. Aussi, le principe politique et juridique le plus important en matière de sécurité privée au Luxembourg est et a toujours été de ne pas faire des agents privés de sécurité des « "policiers auxiliaires" ».

Des Weidere sot de Minister a senger Äntwert, dass hien net um Courant wär, wéi eng „mission spécifique" d'Agente vun der privater Sécherheetsfirma uvertraut kritt hätten a verweist op d'Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Activités privées de gardiennage et de surveillance.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung mëttlerweil Kenntnis vun der Missioun, déi d'Stad Lëtzebuerg der privater Sécherheetsfirma ginn huet, déi op der Stater Gare an an der Uewerstad patrulléiert?

2. De Minister konnt op d'Fro vum Här Baum keng legal Basis fir den Asaz vu private Sécherheetsfirmen nennen an d'Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Activités privées de gardiennage et de surveillance, op wat de Minister verwisen huet, seet am Artikel 2 just:

« Les activités de gardiennage et de surveillance visées par la présente loi comprennent :

- la surveillance de biens mobiliers et immobiliers ;

- la gestion de centres d'alarmes ;

- le transport de fonds ou de valeurs ;

- la protection de personnes. »

Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Gesetz vum 12. November 2002 och fir den Asaz vu private Sécherheetsfirmen duerch Gemengen als Ënnerstëtzung fir d'Police eng Base légale duerstellt?

- Falls jo, op wéi eng Argumenter grënnt sech dës Aschätzung?

- Falls nee, gëtt et eng aner legal Basis?

3. Falls et aktuell keng legal Basis fir den Asaz vu private Sécherheetsfirme fir Patrullen am ëffentleche Raum gëtt, envisagéiert d'Regierung eng legal Basis ze schafen oder soll den Asaz vu private Sécherheetsfirmen am Kader vum Maintien vum Ordre public gestoppt ginn?

4. Misst den Asaz vu private Sécherheetsfirmen am Kader vum Maintien vum Ordre public net egal wéi gestoppt ginn, bis eng Base légale existéiert?

5. Kéinte Bierger géint eng privat Sécherheetsfirma oder eng Gemeng eng Plainte maachen, wa si am ëffentleche Raum iwwerwaacht ginn duerch Employéë vun enger vun der Gemeng engagéierter Sécherheetsfirma, ouni dass et heifir eng legal Basis gëtt?

6. Kéint e Minister géint eng privat Sécherheetsfirma oder eng Gemeng eng Plainte maachen, wa Bierger am ëffentleche Raum duerch Employéë vun enger vun der Gemeng engagéierter Sécherheetsfirma iwwerwaacht ginn, ouni dass et heifir eng legal Basis gëtt?

- Falls jo, hätt dat net misse geschéien?

7. An engem Radiosinterview sot de Minister Kox den 3. Februar 2020, den Ordre public misst ënnert der Kontroll vum Staat bleiwen an d'Inspection générale de la police géif eng Analys maachen iwwert den Impakt, deen den Asaz vu private Sécherheetsfirmen op d'Policeaarbecht hätt. Ass de Minister der Meenung, dass den Asaz vu private Sécherheetsfirmen duerch Gemenge misst gestoppt ginn, bis den Impakt kloer ass?

8. Am Fall wou eng Persoun sech an hire Rechter verletzt fillt wärend enger Enquête oder enger Fest-

nam duerch d'Police, ka si eng Plainte maachen, wouropshin d'Inspection générale de la police ënnersicht. Wien ass fir d'Kontroll vun den Aktivitéite vun den Employéë vu private Sécherheetsfirmen zouständeg, wann dës fir eng Gemeng als Ënnerstëtzung vun der Police agéieren?

Réponse commune (05.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

D'Gesetz vum 12. November 2002 stellt keng legal Basis fir e generaliséierten Asaz vu private Sécherheetsfirmen am ëffentleche Raum duer. Privat Sécherheetsfirmen, déi déi dofir néideg ministeriell Autorisatioun hunn, kënnen d'Garde vun engem bestëmmte Gebai assuréieren oder eng bestëmmte Persoun schützen. Si hunn allerdéngs opgrond vun dësem Gesetz keng Befugnisser fir generell oder ofschreckend Patrullen uechter e Quartier oder eng Gemeng ze maachen an och keng aner Befugnisser fir d'Erhale vum Ordre public ze intervenéieren.

Et gëtt aktuell keng legal Basis déi dëst erlaabt. Eng Gemeng kann op eng privat Sécherheetsfirma zeréckgräifen, fir ganz bestëmmte Missiounen am ëffentleche Raum auszeféieren. An dësem Kader hunn d'Agente vun der Sécherheetsfirma allerdéngs Pouvoiren, déi net iwwert déi vum normale Bierger an deem Kontext erausginn, déi sech also fundamental drop limitéieren, am Fall vun engem Incident oder enger Infraktioun d'Police op d'Plaz ze ruffen.

Et ass net virgesinn de private Sécherheetsfirmen eng generell legal Basis ze schafen, fir am ëffentleche Raum ze patrulléieren. Allerdéngs soll d'Gesetz vun 2002 iwwerschafft ginn, fir d'Missiounen an hire Kader ze preziséieren.

Wat d'Fro vun enger eventueller Sanktioun betrëfft, esou huet de Justizminister als eenzeg Kompetenz, dem Artikel 5 vum Gardiennagegesetz no, der Entreprise, déi d'Gesetzer net géing respektéieren, hir Autorisatioun ze entzéien. De Justizministère huet am Kader vun der Ausübung vu senge Missioune laut dem Gesetz vum 12. November 2002 gefrot, Asiicht an d'Dokumentatioun ronderëm déi vill diskutéiert Kontrakter vun enger Sécherheetsfirma mat zwou Gemengen ze kréien an huet déi Dokumenter och kritt. Si ginn aktuell analyséiert.

Donieft gëllt, dass all Bierger, deen duerch eng Aktioun vun engem Sécherheetsagent oder enger Sécherheetsfirma e Schued erleit, selbstverständlech d'Méiglechkeet huet, bei der Police Plainte ze maachen.

Question 3575 (03.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **Centre de prise en charge des violences sexuelles :**

Affer vu sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt fält et oft schwéier, iwwert dat, wat hinne geschitt ass, ze schwätzen. Direkt no enger Vergewaltegung en Dokter opzesichen, ka Betraffene ganz schwéier falen, an och wann d'Verletzunge scho Joren zeréckleien, fält et Persounen, déi sexuell Iwwergréffer oder souguer Verstümmelungen am Intimberäich erlieft hunn, oft schwéier doriwwer ze schwätzen oder hire Kierper engem Dokter ze weisen.

Fir de Betraffenen de Kontakt mat Professionellen esou einfach ewéi méiglech ze maachen, ginn et am Ausland speziell Fraen- bzw. Gesondheetszentren, wou Persounen, déi e Rot oder eng medezinnesch Consultatioun brauchen, déi mam Sujet vun der sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt zesummenhänkt, Hëllef fanne kënnen an enger Ëmgeebung, déi net esou kal a steril ass ewéi beispillsweis an engem Spidol.

Fir Persounen, déi Vergewaltegungen erlieft hunn oder och zum Beispill fir Fraen, déi beschnidde goufen, ass et net einfach dës Theemen, op deenen ëmmer nach e staarken Tabu läit, unzeschwätzen. E sécheren Ëmfeld an engem speziellen Zentrum ka fir dës Persounen immens wichteg sinn, fir hinnen d'Sécherheet ze vermëttelen, dass si dës Sujeten ouni Angscht viru Virurteeler oder Ofleenung uschwätze kënnen. Zudeem ass fir vill Betraffener d'Hemmschwell méi kleng, fir sech un e spezialiséierte Service ze wenden, wéi fir sech un den Hausdokter oder eng Persoun am Spidol ze adresséieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wou kënne sech Persounen zu Lëtzebuerg kuerz no enger Vergewaltegung medezinnesch versuerge loossen?

Kréien déi betraffe Persounen hei och direkt Informatiounen iwwert d'Méiglechkeeten, fir psychologesch Ënnerstëtzung ze erhalen?

2. Wou kënne Persounen, déi sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt ausgesat waren, déi bleiwend Schied verursaacht hunn, och Joren no der eigentlecher Dot nach medezinnesch a psychologesch Hëllef erhalen?

3. Wéi gi Fraen, déi eng Demande de protection internationale stellen, doriwwer informéiert, wou si zu Lëtzebuerg Hëllef fanne kënnen, falls si Affer vu sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt waren an/oder beschnidde goufen? Wou kënnen dës Fraen an engem professionelle Kader iwwert dat Erlieftent schwätzen oder eng gynekologesch Consultatioun bei engem Dokter kréien, deen sech mat deem sensibele Sujet vun der Beschneidung auskennt?

4. Denkt d'Regierung doriwwer no, e Gesondheetszentrum anzeriichten, an deem Informatiounen, Berodung, psychologesch Ënnerstëtzung a medezinnesch Consultatiounen, déi a Verbindung mam Theema vun der sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt stinn, an engem séchere Kader gebündelt kéinte ginn?

Réponse commune (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigraton et de l'Asile :*

ad 1. Hei zu Lëtzebuerg ginn et verschidde spezialiséiert Strukturen déi all Persoun, déi Affer vu sexueller Gewalt gouf, empfänken, hinnen nolauschteren an sech ëm se këmmeren.

- Am Staatslabo (LNS) kann den UMEDO (Unité médico-légale de documentation des violences) zu all Moment Affer vu sexueller Gewalt empfänken an déi erfuerderlech Ënnersichunge maachen, dëst en vue vun der Opstellung vu enger geriichtsverwäertbarer Dokumentatioun vun de siichtbare Verletzungen;

- De CESAS (Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle) koordinéiert verschidden Ulafstellen, déi d'Patienten informéieren an orientéiere kënnen;

- De Planning Familial verfüügt och iwwert eng Rei vu spezialiséierte Fachleit (Psychologen, Sexologen, Sozialaarbechter, Partnerberodung) fir d'Betreiung vun Affer vu sexueller Gewalt.

ad 2. Dës Leit kënnen sech un déi uewe genannten Ulafstelle wenden.

ad 3. D'Gesetz vum 18. Dezember 2015 „relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ..." gesäit a sengem Artikel 4 vir dass:

« (1) Le demandeur doit se soumettre à un examen médical pour des motifs de santé publique dans un délai de six semaines après son entrée sur le territoire.

(2) L'examen médical visé au paragraphe 1er sera effectué par un médecin de la Direction de la santé délégué à cet effet par le Ministre ayant la santé dans ses attributions. »

(3) L'examen médical peut comprendre un examen portant sur des signes de persécutions ou d'atteintes graves que le demandeur aurait subies dans le passé.

Dësen Exame gëtt vun engem Dokter vun der Inspection sanitaire duerchgefouert.

An deem Kontext gëtt eng Anamnèse médicale gemaach a Fraen, déi sexuell Gewalt erlieft hunn, kënnen, wann si dozou bereet sinn, mam Dokter doriwwer schwätzen.

Weider Méiglechkeete ginn et fir d'Fraen, déi eng Demande de protection internationale gemaach hunn, fir an d'Consultatioun vun der Inspection sanitaire ze kommen, déi ugebuede gëtt am Kontext vun der Prise en charge vun de Leit, déi nach ëmmer iwwer d'Gesondheetskeess assuréiert sinn.

Et besteet d'Méiglechkeet, fir dass Fraen, déi beschnidde goufen, beim Planning Familial kënne vun zwee Gynekologen consultéiert ginn, déi sech mam sensibelen Theema vun der Beschneidung auskennen.

Dës Weidere besteet d'Méiglechkeet vun enger psychologescher Consultatioun.

Den ONA huet 2018 eng Kollaboratioun mam „Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles Belgique" (GAMS) ugefaangen a Formatiounen ugebueden. Dës Formatiounen si fir de Personnel encadrant vun Demandeurs de protection internationale (DPI) obligatoresch.

Am éischte Gespréich vun den DPI mat engem Assistant social vum ONA gi spezifesch Besoinen a Vulnerabilitéiten detektéiert a bei der Organisatioun vun der Prise en charge berécksiichtegt. Dorënner fält och geschlechtsspezifesch Gewalt.

D'Detektioun vu Vulnerabilitéite gëtt wärend der ganzer Prozedur vum ONA a senge Partner weidergefouert, well beim éischte Kontakt Affer vu sexueller oder geschlechtsspezifescher Gewalt net ëmmer erkannt kënne ginn.

Och d'Personal vum ONA senge Partner, Caritas a Croix-Rouge, si sensibiliséiert.

Doriwwer eraus besti Kontakter mat Hëllefsorganisatiounen a Servicer (Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO), Femmes en détresse, GAMS, Planning familial), un déi potenziell oder confirméiert Affer weider orientéiert ginn, fir eng professionell Prise en charge.

ad 4. Et gi schonn eng Rei vu Strukturen hei am Land, déi op verschidde Bedierfnesser a Situatiounen ausgeriicht sinn, wéi aus den Äntwerten zu de viregte Froen ervirgeet.

Question 3578 (04.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **stratégie de vaccination :**

D'Regierung hat, viru Kuerzem, ugekënnegt datt am Kader vun der Impfstrategie och Mënsche mat engem Handicap prioritär géint de Coronavirus geimpft ginn. E bësse méi spéit huet d'Regierung dunn awer preziséiert, datt d'Prioritéit nëmme fir déi handicapéiert Leit gëllt, déi an enger Institutioun liewen. Dat heescht datt déi Leit mat Behënnerung, déi doheem mat hire Famillje liewen, deemno keng Prioritéit hunn a weider ofwaarde mussen, wéi aner Bierger och.

Besonnesch fir Familljen, déi sech doheem ëm eng Persoun mat enger geeschteger Behënnerung këmmeren, stellt dat viru gréisser Erausfuerderungen. Dat besonnesch, wann déi Betraffen, duerch hiren Handicap, néideg Geste wéi d'Distanzéierung oder reegelméissegt Hännwäsche selwer net anhale kënnen. Problematesch kann dat och sinn, wann dës Leit, zum Beispill fir Consultatiounen, an d'Klinik oder bei den Zänndokter musse goen.

Dofir wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen:

1. Firwat gëllt d'Prioritéit fir d'Coronaimpfung nëmmen exklusiv fir déi Leit mat Behënnerung, déi an engem Heem liewen?

2. Wéi steet d'Regierung zu der virdru beschriwwener Problematik vu Mënsche mat Handicap, déi bei hirer Famill liewen?

3. Plangt d'Regierung fir hir Impfstrategie nachmol unzepassen, fir deene betraffene Familljen entgéintzekommen? Wa jo, wëllt d'Regierung déi betraffe Persounen an hir Familljen op direktem Wee informéieren?

Réponse commune (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. D'Majoritéit vun de Leit, déi a Wunnstrukture fir Leit mat enger Behënnerung liewen, erfëllen d'Vulnerabilitéitskritären, déi festgeluecht gi si betreffend de Verlaf vum Covid-19. Dat bedeit, dass si méi een héije Risiko hu fir Affer vu schwéiere Komplikatioune bei enger Covid-19 Infektioun ze ginn.

Do kënnt nach dobäi, dass si meeschtens a sougenannte „Groupes de vie" vun aacht Leit wéi an enger Famill zesummeliewen. Dat si Leit, déi oft Schwieregkeeten hunn, fir d'Gestes barrières anzehalen an awer daagsiwwer mat anere Leit a Kontakt komme well si entweeder schaffe ginn, dëst meeschtens an engem Atelier protégé, eng Formatioun maachen oder an ee Service d'activité de jour ginn. A kollektive Wunnstrukturen ass doriwwer eraus de Risiko vu Clustere méi grouss. All déi Facteuren zesummegeholl maachen, dass et wichteg a richteg ass, fir déi behënnert Mënschen, déi a Wunnstrukture liewe prioritär ze impfen.

ad 2. D'Impfstrategie vun der Regierung ass dorop ausgeluecht, dass déi Leit, déi am vulnerabelste sinn, dat heescht, dass si riskéieren, dass d'Krankheet bei hinnen ee ganz schwéiere Verlaf hëlt, prioritär geimpft ginn.

Wann déi Mënsche mat Handicap, déi doheem bei hirer Famill liewen, ee vun de Krittären erfëllen, déi vum Conseil supérieur des maladies infectieuses festgeluecht gi si fir an enger vun deenen éischte Phase geimpft ze ginn, wäerten och si natierlech zäitno an der entspriechender Phas kënne geimpft ginn. Am Ënnerscheed zu de Leit, déi an enger Wunnstruktur liewen, wunnen dës Leit am Prinzip net an engem Haus wou ganz vill vulnerabel Leit zesumme liewen a wou déi meescht Schwieregkeeten hunn, fir déi néideg Distanzen anzehalen.

ad 3. Zu dësem Moment ass net virgesinn, d'Impfstrategie op dësem Volet ofzeänneren.

Question 3579 (04.02.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant le **registre des bénéficiaires effectifs :**

Den LBR, de Lëtzebuerger Regëster fir déi wirtschaftlech Beneficiairen, steet scho méi laang am Fokus vun den ëffentleche Diskussiounen. Ëmmer erëm war ze liesen, dass sech eng ganz Partie Entitéiten net géifen un déi gesetzlech Bestëmmungen halen. Dorënner och ASBLen, wou a ville Fäll Benevoller aner Suergen hunn, wéi administrativen Tätegkeeten nozegoen.

Nodeems d'Madamm Justizministesch den 11. Dezember 2019 am Chamberplenum deklaréiert huet:

„Mir ginn dem Parquet déi ganz Lëscht weider, well et ass jo net un ons - also un ons, um LBR -, fir eng Selektioun ze maache vun deenen Dossieren, déi solle poursuivéiert ginn oder net."

gi mëttlerweil déi éischt Sommatioune vu Säite vum Parquet bei den ASBLen an, wou och drop higewise gëtt, dass déi betraffen Associatiounen eng Amende vu bis zu 1,25 Milliounen Euro riskéieren.

Mir ass, an dësem Kontext, och zougedroe ginn, dass de Site vum LBR net ëmmer fonctionéiert respektiv Informatioune verluer ginn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Huet d'Madamm Justizministesch Kenntnis iwwer eventuell Problemer mam Site vum LBR?

2. Kann d'Madamm Justizministesch mir soen, wéi vill Entitéiten nach ëmmer net „en règle" sinn, opgeschlësselt no der Forme juridique vun de concernéierten Entitéiten (ASBL etc.)?

3. Ass d'Madamm Justizministesch weiderhin der Meenung, dass d'ASBLe genuch sensibiliséiert goufen?

4. Ass d'Madamm Justizministesch der Meenung, dass d'Gesetz am Bezuch op d'Ermëttlung vum Bénéficiaire effectif kloer genuch ass?

- Wéi eng Strofe riskéieren Associatiounen, déi, opgrond vun engem onklore gesetzleche Kader, falsch Indikatioune maache betreffend de Bénéficiaire effectif?

- Eng strofrechtlech Verurteelung, setzt déi net, opgrond vum Prinzip vun der „légalité des peines", e klore gesetzleche Kader viraus?

5. Wéi bewäert d'Madamm Justizministesch d'Proportionalitéit vun de Strofen am Fall vun den ASBLen?

- Ass d'Madamm Justizministesch net der Meenung, dass eng Amende vu minimum 1.250 Euro fir eng ASBL vill Sue sinn, och virum Hannergrond vun der aktueller Pandemie?

- Sollt eng ASBL net „à même" sinn, fir dës Strof ze bezuelen, wie gëtt an deem Fall haftbar gemaach?

Réponse (09.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Luxembourg Business Registers (LBR) huet net Kenntnis iwwer Problemer mam Site vum LBR (www.lbr.lu), wat d'Benotze vum Site onméiglech gemaach hätt, hir Demarche beim Registre des bénéficaires effectifs oder beim Handelsregëster ze maachen. An deem Zesummenhang muss ee feststellen, dass ongeféier 90 % vun den Entitéiten hir Demarche gemaach hunn.

Den Helpdesk vum LBR krut technesch Problemer matgedeelt vu Benotzer fir verschidde Formulairen am PDF-Format opzemaachen. De Problem louch awer net beim Site vum LBR, mee un der Configuratioun vun de Computere vun de Benotzer. D'Benotzer, déi den Helpdesk kontaktéiert hunn, kruten dann déi néideg Assistenz, fir hir Demarche weiderféieren ze kënnen.

Et soll awer hei och erwäänt ginn, dass d'Benotzer, déi net déi néideg technesch Mëttelen hu fir hir Demarche ze maachen, oder einfach net wëllen iwwert dee Wee goen, ee Rendez-vous beim Guichet d'assistance vum LBR kënne froen, wou d'Benotzer, ob dat zu Lëtzebuerg oder zu Dikrech, wärend de Bürosstonne kënne mat Hëllef vum Guichet hir Demarche sur place maachen.

Den LBR huet iwwregens Enn Juli 2020 d'Formulairen am Format PDF duerch Formulairen am HTML, dee méi liicht ze benotzen ass, ersat.

ad 2. Hei ass den Detail op den 31. Dezember 2020:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Et gëtt hei verwisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3534, wou d'Informatiounscampagne vum LBR am Detail presentéiert ginn ass.

ad 4. Et gëtt hei verwisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3534.

D'Notioun vum „Bénéficiaire effectif" ass am Gesetz vum 12. November 2004[1] definéiert ginn an d'Dokumentatioun (Circulaire 19/02, Guide explicatif) um Internetsite vum LBR gëtt do och kloer Indikatiounen, wéi eng ASBL de Bénéficiaire effectif identifizéiere kann.

ad 5. Et gëtt hei och verwisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3534 iwwert de Montant vun de Sanktiounen.

D'Période transitoire fir de Bénéficiaire effectif unzemellen, ass laang virun der Pandemie ofgelaf (01.09.2019) an d'Dispositioune vun dësem Gesetz si wärend der Pandemie net opgehuewe ginn, well

[1] loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme - article 1er, paragraphe 7

et kee Grond gouf, fir wärend der Pandemie enger Obligation déclarative (déi iwwregens iwwer Internet ka gemaach ginn) net nozekommen.

Eng ASBL, déi net „à même" wier fir eng Strof ze bezuelen, ass an der nämmlechter Situatioun wéi all aner Personne morale.

Question 3580 (04.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **inégalités de retraite entre les femmes et les hommes :**

Den 3. Februar 2021 huet Eurostat eng Recherche zu de Pensiounen an Europa veröffentlecht. D'Donnéeën aus de Joren 2011-2019 weisen, dass, an all den EU-Länner, Fraen am Duerchschnëtt manner Pensiounsakommes hu wéi Männer. Dëst Akommes enthält nieft der staatlecher Pensioun a staatlechen Hëllefen och privat Zousazpensiounen.

D'Etüd weist, dass an Europa am Duerchschnëtt eng Pensiounslück vun 29 % tëschent de Geschlechter besteet. Virreider an der Statistik ass Lëtzebuerg, hei hunn d'Fraen am Duerchschnëtt ganzer 44,2 % manner Akommes wéi d'Männer. D'Zuele vun 2019 leien domat op engem identeschen Niveau wéi déi vun 2012.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Fraen a Männer dës Froe stellen:

1. Wéi erklärt d'Regierung sech esou e groussen Ënnerscheed beim Akommes vun eelere Fraen a Männer?

2. Wat wëllt Lëtzebuerg dergéint ënnerhuelen, fir dës Ënnerscheeder an Zukunft ze verklengeren?

3. Wéi erklärt sech d'Regierung, dass, op déi lescht siwe Joer gekuckt, keng Verbesserung vun dësen Zuelen ze gesinn ass?

4. D'Pensiounsakommes hänkt virun allem vum Akommes wärend de Schaffjoren of. Och hei am Land verdéngt eng Fra oft nach manner wéi hire männlechen Aarbechtskolleeg. Wat fir Schrëtt sinn an Zukunft geplangt, fir den „Gender Pay Gap" weider erofzedrécken?

Réponse (09.03.2021) de **Romain Schneider,** *Minister de la Sécurité sociale :*

D'Etüd, déi den 3. Februar 2021 vun Eurostat publizéiert gouf, ass eng Aktualiséierung vun enger järlecher Etüd iwwert den Ënnerscheed tëschent de Pensioune vu Männer a Fraen. An dësem Dokument gëtt Lëtzebuerg mat engem Ënnerscheed vu 44 % opgelëscht, wat bedeit, datt eng Pensioun vun enger op mannst 65-järeger Fra 44 % méi déif ass ewéi d'Pensioun vun engem op d'mannst 65-järege Mann. Mat dësem Ënnerscheed vu 44 % läit Lëtzebuerg am Verglach mat der Europäescher Unioun op éischter Plaz, den EU-Duerchschnëtt läit bei 29 %.

Malta, Holland, Zypern, Éisträich an Däitschland hunn en Ënnerscheed vun iwwer 35 %, Belsch, Frankräich, Italien a Spuenien tëschent 30 a 35 %.

Dës Etüd baséiert op Daten, déi an enger järlecher Ëmfro erhuewe ginn an déi de Revenu an d'Liewenskonditioune vun den EU-Bierger erfaasse soll (European Union Statistics on Income and Living Conditions - EU-SILC). Hei ginn d'Alterspensiounen, d'Iwwerliewensrenten an d'Zousazpensioune berücksichtegt. Och ginn all d'Niveaue vu Pensioune geholl, also och d'„Mini-Pensiounen" am Fall vun enger (ganz) kuerzer berufflecher Tätegkeet.

Wann een elo d'administrativ Donnéeë vum Lëtzebuerger Pensiounssystem hëlt, wou also d'Zousazpensiounen net mat dra sinn, da läit d'Pensioun an der Moyenne bei 3.650 Euro fir d'Männer a bei 2.250 Euro fir d'Fraen. Hei ass all Alterskategorie an all Pensioun (antizipéiert Pensioun, Invalidepensioun, Alterspensioun an Iwwerliewenspensioun) aus dem Generalpensiounsregimm dran a vun de Beneficiairen, déi exklusiv eng Pensiounskarriär am Lëtzebuerger System hunn, also keng „Mix-Karriären". Dësen Ënnerscheed läit also bei 38,4 % fir d'Joer 2019.

Allerdéngs gëtt dësen Ënnerscheed iwwert d'Zäit ëmmer méi kleng, wéi dat an der nofollgender Grafik ze gesinn ass. War den Ënnerscheed am Joer 2010 nach 40,7 %, ass en zanterhier all Joer ëm 5,8 % zeréckgaangen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)*

De Lëtzebuerger Generalregimm vun den Alterspensioune baséiert op zwou Komponenten: op der enger Säit d'Assurancëkarriär, déi berücksichtegt gëtt (majorations forfaitaires), an op der anerer d'Revenuen, déi fir d'Kotisatioune berücksichtegt ginn (majorations proportionnelles). D'Pensiounsformel, Reegelen a Parametere si fir all Persoun identesch, déi an de Pensiounssystem (Generalregimm) abezilt.

Den Ënnerscheed, deen observéiert ka ginn, entsteet also net duerch de Pensiounssystem, mee duerch déi verschidde Parameteren, déi berücksichtegt ginn, also den Niveau vum Revenu fir d'Pensiounskotisatiounen ze rechnen, an duerch d'Kotisatiounsdauer. An anere Wieder: Den Ënnerscheed an der Pensioun ass e Spigelbild vun der Struktur vum Aarbechtsmarché aus der Vergaangenheet.

Hei kann een effektiv observéieren, datt op der enger Säit d'Versécherungsperiode fir d'Pensioun vun de Frae méi kuerz sinn (Ënnerbriechunge vun der Aarbecht oder Deelzäitaarbecht), an op der anerer Säit, datt d'Salairë vun de Fraen an der Moyenne net esou héich waren ewéi déi vun de Männer.

Dat bedeit awer och, datt duerch eng méi héich Participatioun am Beruffsliewen, an och duerch eng Ausgläichung vun de Salairen, an der Zukunft den Ënnerscheed an de Pensiounen och wäert weider erofgoen.

Fir dës strukturell Changementer weider ze ënnerstëtzen, ginn et eng Rei Mesuren, déi en place gesat goufe bzw. sollen en place gesat oder erweidert ginn. Doduerch soll de Beschäftegungstaux vun de Frae weider steigen an och d'Salairen bzw. d'Revenuen, sollen sech méi ausgläichen.

Hei gesäit den aktuelle Regierungsprogramm eng Rei Mesurë vir an de Beräicher Beschäftegung, Famill oder och Gläichstellung tëschent Fraen a Männer, fir dës ze nennen. D'Mesuren hu prinzipiell d'Zil, de Beschäftegungstaux vun de Frae weider ze erhéijen, ënner anerem duerch e besseren Equiliber tëschent Beruffs- a Privatliewen, wat global fir all d'Eltere gëllt, awer och duerch méi Sensibilisatioun a cibléiert Mesuren.

Am Beräich vun der sozialer Sécherheet gouf ënner anerem am Februar 2020 eng aktualiséiert Broschür virgestallt, déi och groussflächeg am Land um Niveau vun de Gemenge verdeelt gouf, fir op déi verschidde gesetzlech Méiglechkeeten opmierksam ze maachen déi bestinn, fir d'Karriär ze ergänzen, zum Beispill wann een huet missen seng Aarbechtszäit reduzéieren oder ënnerbrieche fir d'Kanner ze erzéien. D'Broschür[2] ass a fënnef Sproochen ausgeschafft ginn (Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch, Englesch a Portugisesch). Och goufen am Fall vun enger Scheedung déi gesetzlech Modalitéiten ugepasst, fir datt eng Persoun, déi opgehalen huet mat schaffen oder manner geschafft huet fir d'Kanner ze erzéien, net benodeelegt gëtt. Wichteg ass, datt d'Pensiounskarriär esouwäit ewéi méiglech ergänzt gëtt, fir keng Lücken ze hunn, déi de Pensiounsniveau reduzéieren.

Am Beräich vun der Chancëgläichheet ass et wichteg, d'Bedeelegung vu Fraen um Aarbechtsmaart ze fërderen, fir e gudden Equiliber tëscht Fraen a Männer um Aarbechtsmarché an och an de Paie sécherzestellen. Wann een d'Opschlësselung pro Geschlecht kuckt, da sinn et fir all d'Salarié-e-ën zu Lëtzebuerg 38 % Fraen an 62 % Männer, wéi eng rezent Nott vum Statec weist.

Fraen hunn en moyenne eng gutt Ausbildung. Mee si hunn nach net déi selwecht Chancen um Aarbechtsmaart. Si sinn ënner anerem nach net esou staark an de Féierungspositioune vertrueden.

Zil ass et deemno:

- Op Gender-Stereotyppen opmierksam ze maachen an déi ze iwwerwannen, fir ënner anerem den Effekt vum „gliesene Plaffong" ze briechen;

- D'Bedeelegung vu Fraen um Aarbechtsmaart ze encouragéieren a Karriärënnerbriechungen ze vermeiden, an dat duerch sozial Politicken, déi et Fraen a Männer erméiglechen, e gutt Gläichgewiicht tëscht Beruff a Famill ze hunn.

- D'Mixitéit an alle Beruffssecteuren ze fërderen, grad an den neien Technologien a Beruffer vun der Zukunft, andeems Meedercher a Jongen an der Schoul dat néidegt Wësse vermëttelt kréien.

- Den Impakt vun der Covid-19-Kris aus enger Gender-Perspektiv ze analyséieren an entspriechend ze handelen, fir datt an der Post-Pandemie-Zäit kee Geschlecht op der Streck bleift.

Question 3582 (05.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **taxe annuelle des débits de boissons alcooliques :**

Der Horeca-Sektor leidet sehr stark unter den aktuellen Covid-Beschränkungen. U. a. dürfen Cafés und Restaurants seit Monaten keine Kunden empfangen.

Vermehrt äußern die Betroffenen ihr Unverständnis darüber, dass sie trotz der gegenwärtigen Lage immer noch verpflichtet sind, eine jährliche Schankgebühr zu zahlen.

Vor diesem Hintergrund möchten wir dem Finanzminister folgende Fragen stellen:

- Ist der Minister nicht der Meinung, dass die betroffenen Betreiber dieses Jahr ausnahmsweise von der Schankgebühr zu befreien sind?

- Falls ja, werden bereits geleistete Zahlungen von der Zollverwaltung an die Betrieber zurückerstattet?

Réponse (08.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Die Folgen der Coronapandemie und die zugrundeliegenden Beschränkungen haben notgedrungen einen direkten Einfluss auf die luxemburgische Wirtschaft, insbesondere auf den Horeca-Sektor. Um diese negativen Einwirkungen abzufedern, hat die Regierung ein entsprechendes Hilfspaket ausgearbeitet und sich ebenfalls mehrmals mit dem Branchenvertreter der Gastronomie in den letzten Wochen getroffen.

Dieses Hilfspaket umfasst sowohl steuerliche als auch direkte Zuwendungen, die die Cafés und Restaurants in Anspruch nehmen können.

In Bezug auf die steuerlichen Hilfen hat die Regierung bereits im Mai 2020 eine Vielzahl an Sonderregelungen ergriffen, um die Unternehmen zu unterstützen, die von Liquiditätsproblemen betroffen waren. Die betroffenen Unternehmen konnten eine Annullierung ihrer steuerlichen Vorauszahlungen für die ersten beiden Quartale des Jahres 2020 beantragen. Des Weiteren konnte eine viermonatige Zahlungsfristverlängerung für Steuern, die nach dem 29. Februar 2020 angefallen sind, beim Finanzamt beantragt werden, welche automatisch bewilligt worden ist. Zusätzlich wurden erstmals die Abgabefristen der Einkommen- und Körperschaftsteuererklärungen des Veranlagungsjahres 2019 von Ende März 2020 auf Ende Juni 2020 verlängert. Zudem konnte beim Finanzamt eine weitere Fristverlängerung bis Ende Dezember 2020 beantragt werden. Auch die Einregistrierungs-, Domänen- und Mehrwertsteuerverwaltung (Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA - „AED") zeigt sich im Zusammenhang mit der Coronapandemie betreffend der Abgabefristen der Mehrwertsteuererklärungen kulant. Zugleich erstattet die AED zeitnah alle Mehrwertsteuerguthaben unter 10.000 Euro.

Mit dem Unterstützungspaket „Neistart Lëtzebuerg" wurde eine weitere steuerliche Maßnahme angekündigt, welche Vermieter ermutigt, die Mieten des Kalenderjahres 2020 im Rahmen von gewerblichen Mietverträgen zu senken, indem ein Steuerfreibetrag eingeführt wurde, der dem doppelten Betrag der gewährten Mietsenkung bis zu 15.000 Euro entspricht. Dieser Steueranreiz wurde mit dem Haushaltsgesetz 2021 eingeführt. Diese Maßnahme ermöglicht etwaige Liquiditätsprobleme von Unternehmen zu mildern.

Im Zusammenhang mit dem zweiten Lockdown in Luxemburg wurden am 21. Dezember 2020 weitere steuerlichen Maßnahmen verkündet. Die Unternehmen und Selbständigen, die in der Speise- und Schankwirtschaft tätig sind, können beim Finanzamt eine Annullierung ihrer steuerlichen Vorauszahlungen für die letzten beiden Quartale des Jahres 2020 und die ersten beiden Quartale des Jahres 2021 beantragen. Des Weiteren sieht das Gesetz vom 25. Februar 2021 weitere Verlängerungen der Abgabefrist für Steuererklärungen vor. Die Möglichkeit einer Zusatzfrist zur Abgabe der Einkommensteuererklärung und Gewerbesteuererklärung für natürliche Personen des Veranlagungsjahres 2019 wurde erneut angepasst und kann bis zum 31. März 2021 verlängert werden. Zugleich wurden auch die Abgabefristen der Einkommensteuererklärung für natürliche Personen und Körperschaftsteuererklärung für Unternehmen betreffend des Veranlagungsjahres 2020 vom 31. März 2021 auf den 30. Juni 2021 verlängert.

Überdies ist vorgesehen, den Steuerfreibetrag in Höhe von 15.000 Euro für gewerbliche Mietsenkungen auch für das Kalenderjahr 2021 zu gewähren.

Auch im Bereich des Mittelstandes wurden zahlreiche Maßnahmen zur Unterstützung des Horeca-Sektors ergriffen. Um die Wiederbelebung der Unternehmen zu unterstützen, wird ihnen vom Staat ein monatlicher Kapitalzuschuss gewährt, der sich über einen Zeitraum von vier Monaten von Dezember 2020 bis März 2021 erstreckt. Die Höhe des Zuschusses beträgt 1.250 Euro pro aktivem Mitarbeiter und 250 Euro pro Mitarbeiter, der vollständig in Kurzarbeit ist. Der Staat gewährt außerdem einen monatlichen Kapitalzuschuss, der auf der Grundlage der ungedeckten Kosten der Unternehmen berechnet wird. Die Höhe der Beihilfe darf 20.000 Euro pro Monat für ein Kleinstunternehmen, 100.000 Euro pro Monat für ein kleines Unternehmen und 200.000 Euro pro Monat für ein mittleres oder großes Unternehmen nicht überschreiten. Ein einmaliger pauschaler Kapitalzuschuss in Höhe von 500 Euro wird an Unternehmen für jeden Arbeitnehmer gezahlt, dessen monatliches Gehalt größer als oder gleich dem sozialen Mindestlohn und kleiner als oder gleich dem qualifizierten sozialen Mindestlohn ist. Auch für Selbstständige wurde ein neuer Freibetrag eingeführt, der in Form eines einmaligen pauschalen Kapitalzuschusses ausgezahlt wird, dessen Höhe je nach Einkommensklasse variiert (3.000 Euro, 3.500 Euro und 4.000 Euro).

Was die Maßnahmen im Rahmen des Förderprogramms „Neistart Lëtzebuerg" betrifft, so wurden Unternehmen, die ihre Tätigkeit wieder aufnahmen und einen Umsatzverlust von mindestens 25 % erlitten, über einen Zeitraum von sechs Monaten direkte monatliche Beihilfen in Höhe von 1.250 Euro pro bestehendem Mitarbeiter und 250 Euro pro Kurzarbeiter gewährt. Unternehmen profitierten auch von mehr Flexibilität bei der Verwaltung von Sozialbeitragszahlungen für Arbeitgeber in vorübergehenden finanziellen Schwierigkeiten. Außerdem konnten die Unternehmen die finanzielle Belastung durch das vom Arbeitgeber zu zahlende Krankengeld bis zum letzten Tag des Monats, in dem der Krisenzustand endete, auf die Krankenkasse übertragen. Darüber hinaus gewährte der Staat im Rahmen des wirtschaftlichen Stabilisierungsprogramms eine Reihe von direkten Soforthilfen für Selbstständige und Unternehmen sowie rückzahlbare Hilfen von bis zu 800.000 Euro.

Ergänzt wurde dies durch ein strukturelles Kurzarbeitssystem, das für die am stärksten gefährdeten Sektoren vereinfacht wurde und auf einem zusammenfassenden Sanierungsplan oder einem Plan zur Erhaltung der Arbeitsplätze basiert.

In Anbetracht der zahlreichen Hilfsmaßnahmen, die der Horeca-Sektor in Anspruch nehmen kann, gibt es derzeit keine Pläne um eine Änderung an der Schankgebühr vorzunehmen.

Question 3587 (05.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **plans d'action contre le bruit :**

La directive européenne 2002/49/CE impose aux États membres de l'Union européenne la mise en place d'un cadre réglementaire pour l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement. Cette directive trouve sa traduction au Luxembourg dans la loi relative à la lutte contre le bruit et dans le règlement grand-ducal portant application de ladite directive. Ces textes réglementaires prévoient la définition de méthodes d'évaluation et la création d'une cartographie du bruit ainsi que l'élaboration de plans d'action pour réduire les problèmes liés au bruit pour certaines zones géographiques particulières et/ou pour lesquelles des valeurs limites de bruit sont dépassées.

Actuellement le Ministère de l'Environnement élabore et met à jour des plans d'action pour les grands axes routiers et ferroviaires ainsi que pour l'aéroport et l'agglomération de Luxembourg.

Vu ces plans d'action je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre comment explique-t-elle que les cartes de bruit servant de base pour des plans d'action contre le bruit pour les années à venir ont été établies sur base de données de trafic recueillies au cours de l'année 2016 qui ne représentent plus forcément la situation actuelle dans les zones affectées par le bruit ?

2) Les mesures prises dans le passé pour lutter contre des dépassements antérieurs de valeurs limites de bruit sont-elles évaluées quant à leur efficacité en amont de l'élaboration de nouveaux plans d'action ? Dans l'affirmative, comment cette efficacité est-elle évaluée ? Des mesures prises dans le passé ont-elles été efficaces dans une réduction mesurable du bruit sachant que des mesures réalisées en 2019 à 16 points névralgiques du trafic routier ont montré des dépassements des valeurs limites dans des zones déjà fortement impactées par le passé, notamment à Ettelbruck et à Dudelange ?

3) De quelle manière les observations des communes concernées sont-elles prises en compte dans l'élaboration des plans d'action sachant que les Collèges des bourgmestre et échevins de ces dernières sont censés recueillir les avis de la population et du conseil communal dans le cadre d'une enquête publique ?

4) Plus spécifiquement, en quel sens les projets de plans d'action publiés en septembre 2020 tiennent-ils compte des avis émis par les représentants des communes concernées dans le cadre de l'enquête publique menée en 2017 ?

5) Comment Madame la Ministre explique-t-elle que les représentants des communes concernées, notamment Luxembourg et les communes Prosud, critiquent un manque de coopération entre votre Ministère et les communes concernées pendant l'élaboration des plans d'action et une non-prise en compte de leurs observations ?

6) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la construction de nouvelles routes à travers des zones calmes ou l'agrandissement de routes existantes sont contraires à l'approche préconisée dans le projet de plan d'action axes routiers qui consiste à prévenir et à réduire le bruit dans l'environnement autant que possible à l'aide de solutions et mesures à la source ?

[2] https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2020/02-fevrier/26-brochureschneider/Brochure.pdf

Réponse (09.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Conformément à la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, les cartes de bruit et les plans d'action sont à établir par les États membres selon un cycle régulier de cinq ans, ce qui s'applique également au Luxembourg conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Pour le troisième cycle de ladite directive, les cartes de bruit sont représentatives de la situation existante de l'année 2016, sur la base des données réelles du trafic. Les seuils d'identification des infrastructures à cartographier sont les suivants :

- 30.000 passages par an pour les grands axes ferroviaires,

- 3 millions de passages par an pour les grands axes routiers,

- 50.000 mouvements par an pour un grand aéroport,

- 100.000 habitants dans une agglomération.

L'élaboration des cartes de bruit ne peut être entamée que du moment que l'année de référence est écoulée, vu qu'il s'agit d'enregistrer les données nécessaires tout au long de cette année. La directive prévoit alors une courte période de six mois pour l'élaboration-même et encore six mois avant la date limite pour le rapportage des cartes de bruit. Ceci représente donc une période de deux ans à partir du début de l'année de référence. Le processus prévu par la directive précitée prévoit alors un an et demi entre l'élaboration des cartes et celle des plans d'action, période qui est considérée comme insuffisante par la plupart des experts européens, raison pour laquelle une révision de ce délai a été récemment adoptée.

Les cartes de bruit sont utiles pour l'élaboration des plans d'action malgré le décalage entre l'année de référence pour les cartes et la finalisation des plans. En effet, la cartographie du bruit a pour objet l'impact acoustique à long terme engendré par les grandes sources de bruit et, en temps normaux, cet impact n'évolue pas de façon dramatique d'une année à l'autre sans changements majeurs. Ceci explique aussi le rythme des cinq ans suivant lequel les cartes sont à établir selon la directive.

La cartographie fournit donc un aperçu utile de l'état et des tendances de la nuisance acoustique, mais il n'est pas à exclure que dans certains cas le décalage précité puisse poser problème néanmoins, notamment au niveau local, lorsqu'un changement de circulation important n'est pas encore reflété dans les cartes de bruit par exemple. C'est la raison pour laquelle les plans d'action sont élaborés sur base de cette cartographie sans pour autant s'y limiter. Au Luxembourg, l'élaboration des plans d'action est accompagnée par un comité de pilotage prévu par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 précité. Ce comité a mis en place quatre groupes de travail composés d'experts de différents ministères et administrations, qui sont chargés de l'élaboration de mesures pour les plans d'action respectifs. Ces experts peuvent se servir de toute la panoplie d'informations disponibles pour apprécier la situation, tels que les campagnes de mesure et de comptage, les informations concernant l'évolution du trafic dans les différents secteurs, l'état d'avancement des projets d'infrastructure, les études complémentaires telles que les études d'impact environnemental, etc. Ces informations, qui sont d'ailleurs largement publiées et disponibles au public, permettent aux experts de pallier des problèmes éventuels.

Ceci dit, le décalage entre les cartes de bruit et les plans d'action a suscité des remarques de façon répétée lors des différentes enquêtes publiques précédentes. Disposer de cartes de façon plus régulière serait souhaitable et l'Administration de l'environnement déplore ne pas disposer des ressources humaines et financières permettant de faire une cartographie du bruit de façon plus régulière.

ad 2) Au niveau macroscopique, l'évolution de la problématique est évaluée principalement grâce à une comparaison des cartes de bruit consécutives. La situation au Luxembourg est comparable à celle en Europe, avec en moyenne une personne sur cinq qui vit dans des zones où les niveaux de bruit sont considérés comme nuisibles à la santé. Selon une étude de l'Agence européenne de l'environnement, le bruit est considéré comme deuxième problème environnemental en termes d'impact sur la santé et la qualité de vie de l'homme (Healthy environment, healthy lives: how the environment influences health and well-being in Europe, EEA 2020).

Au niveau plus local, les plans d'action présentent des listes de points noirs qui sont des endroits où un nombre élevé de gens est exposé à des nuisances significatives et les mesures contre le bruit qui ont été réalisées dans le cadre des plans d'action précédents ont permis d'assainir un certain nombre de ces points noirs. L'efficacité des mesures est généralement appréciée dans le cadre d'études acoustiques spécifiques ou encore par des mesurages. La question dans quelle mesure l'assainissement des points noirs permet alors le retour à une situation idéale dépend des circonstances locales et varie d'un point à l'autre, raison pour laquelle les plans d'action soulignent l'importance de la prévention de nouveaux problèmes à travers une planification judicieuse.

Cependant, malgré les efforts par les instances publiques et les projets réalisés avec succès sur certains points noirs, force est de constater que l'envergure de la problématique du bruit dans l'environnement est telle que tous les points noirs identifiés à travers la cartographie ne peuvent être abordés simultanément. Par conséquent, les projets d'assainissement doivent ainsi être étalés dans le temps et entamés au fur et à mesure en profitant des synergies qui se proposent avec d'autres projets.

ad 3) Il est à noter que les documents soumis à l'enquête publique sont des projets de plans d'action qui ne seront finalisés en tant que plans officiels que suite aux adaptations apportées sur base de l'enquête publique. Avant l'enquête publique, les projets sont soumis au Conseil de Gouvernement et approuvés en tant que projets par Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

La loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit prescrit alors la procédure suivante pour l'enquête publique :

La/le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions « adresse, aux fins d'enquête publique, le projet de plan d'action à la ou les commune(s) concernée(s). Dans les quinze jours qui suivent la notification, le projet est déposé pendant soixante jours à la maison communale de la ou des commune(s) concernée(s), où le public peut en prendre connaissance. Le dépôt du projet est publié par voie d'affiches apposées dans la ou les commune(s) concernée(s) et portant invitation à prendre connaissance des pièces. En outre, le projet est porté à la connaissance du public par voie de publication par extrait dans au moins quatre journaux quotidiens imprimés et publiés au Grand-Duché ; les frais de cette publication sont à charge de l'État.

Durant la période de dépôt du projet, le ministre ou la ou les personne(s) déléguée(s) à cet effet tient/tiennent au moins une réunion d'information de la population à un endroit qu'il détermine.

Dans le délai de publication de soixante jours, les observations relatives au projet doivent être adressées par écrit au Collège des bourgmestre et échevins de la ou des commune(s) concernée(s), qui en donne connaissance au conseil communal pour avis. Le dossier, avec les observations et l'avis du conseil communal, est retourné au ministre au plus tard soixante jours après l'expiration du délai d'affichage. »

L'enquête publique permet à l'Administration de l'environnement de prendre connaissance non seulement des avis des communes mais aussi de ceux de leurs citoyens, associations locales ou autres instances intéressées. Ces avis sont alors analysés et compilés par les experts de l'Administration de l'environnement. Les plans d'action sont adaptés dans la mesure du possible afin d'inclure les commentaires qui peuvent être intégrés dans le texte du plan. Alternativement, certains commentaires sont soumis aux différents groupes de travail bruit ou bien transmis directement aux instances compétentes pour attribution, lorsqu'ils concernent des projets individuels plutôt que le plan d'action en tant que document de politique nationale. D'autres commentaires peuvent encore servir à préparer les travaux d'élaboration des prochains plans d'action. Un résumé des principales observations reçues lors de la consultation publique et des actions prises et planifiées suite à ces commentaires fera partie intégrante de la version finale des plans d'action.

Les projets de plans d'action après enquête publique sont encore une fois soumis au Conseil de Gouvernement et approuvés définitivement par la/le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

ad 4) Les avis émis par les représentants des communes concernées dans le cadre de l'enquête publique menée en 2017 ont été analysés et pris en compte dans les plans d'action de 2018 suivant l'approche décrite ci-dessus. Ceci constituait ensuite le point de départ de l'élaboration des projets de plan d'action publiés en septembre 2020 et les efforts de donner satisfaction à tous les avis et commentaires sont ainsi poursuivis dans la continuité.

ad 5) Les avis émis par la commune de Luxembourg et l'avis conjoint des Villes d'Esch-sur-Alzette et de Differdange et des communes de Bettembourg, Kayl, Mondercange, Pétange, Roeser, Sanem et Schifflange sont des documents détaillés et exhaustifs qui ont reçu toute l'attention des agents en charge de l'enquête publique. Ces avis soulignent ainsi les aspects particulièrement pertinents pour les communes en question et discutent les forces et faiblesses du document. Parmi les observations formulées, certaines sont en effet plus critiques au sujet de la coopération entre ministère et communes.

En ce qui concerne le volet plus formel de la coopération, il s'agit de rappeler à ce stade à titre d'information qu'au Luxembourg l'élaboration des plans d'action est accompagnée par un comité de pilotage prévu par le règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Notons que conformément au règlement précité, le Syvicol est le représentant de toutes les communes au sein de ce comité de pilotage.

Ce comité a mis en place quatre groupes de travail composés d'experts de différents ministères et administrations, qui sont chargés de l'élaboration de mesures pour les plans d'action respectifs. Il s'agit des groupes de travail « routes », « rail », « aéroport » et « agglomération ». Le groupe de travail « agglomération » est composé notamment des représentants de la Ville de Luxembourg et des communes avoisinantes, alors que les groupes « routes », « rail » et « aéroport » sont des groupes de travail techniques au niveau étatique.

Plus spécifiquement pour le plan d'action aéroport, la Ville de Luxembourg et les autres communes avoisinantes de l'aéroport sont représentées dans la Commission consultative aéroportuaire instituée conformément à l'article 8 de la loi du 1er août 2007 portant transposition de la directive 2002/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté. La Commission consultative aéroportuaire est consultée à intervalles réguliers au sujet du plan d'action contre le bruit de l'aéroport.

Par le passé, cette approche a permis de mettre en place une méthodologie qui a mené à la réalisation de bon nombre de projets et mesures de protection contre le bruit au fil des derniers cycles des plans d'action et elle a permis d'identifier les mesures des projets de plan d'action sous rubrique.

Dans son avis, la Ville de Luxembourg souligne le souhait d'une coopération plus étroite avec les instances étatiques au-delà du groupe de travail « agglomération » et déplore ne pas avoir eu l'occasion de participer directement aux groupes de travail étatiques « routes », « rail » et « aéroport ».

En revanche, il n'existe actuellement de groupe de travail spécifique, ni pour la région des communes à l'origine de l'avis commun, ni pour la région Prosud. L'avis conjoint des Villes d'Esch-sur-Alzette et de Differdange et des communes de Bettembourg, Kayl, Mondercange, Pétange, Roeser, Sanem et Schifflange (tout comme l'avis de la Ville de Luxembourg) souligne le souhait d'une collaboration future plus étroite et demande un soutien étatique sur mesure par commune ou encore par situation spécifique.

Sur le plan informel, l'Administration de l'environnement avait par exemple pris l'initiative d'organiser un workshop avec les représentants communaux lors de la phase d'élaboration des plans d'action en novembre 2019, ceci suite aux commentaires reçus en 2017. L'objet de ce workshop était d'approfondir les problèmes de bruit dans le contexte communal. Un deuxième workshop prévu pour le début 2020 a malheureusement dû être reporté en raison de la crise sanitaire du Covid-19 et sera organisé à un moment ultérieur afin de continuer les efforts en la matière.

Or, vu les délais imposés par la directive et vu les retards que les plans d'action avaient déjà accumulés au fil des dernières années, il a été décidé de réaliser la mise à jour des plans d'action sur base de l'état d'avancement actuel, tout en continuant les efforts en la matière en initiant en parallèle le prochain cycle des plans, notamment en faisant usage des moyens informatiques qui sont dès à présent disponibles.

Dans ce contexte, les diverses critiques au sujet de la coopération représentent un retour précieux des communes, qui permet une remise en question de l'approche établie en vue des prochains cycles des plans d'action. Il est bien entendu souhaitable d'améliorer la coopération avec les communes afin de répondre au mieux aux attentes dans la mesure des ressources qui peuvent être mis à disposition. Ainsi, ces commentaires sont pris en compte dans le cadre des réflexions quant aux pistes d'amélioration pour la future coopération avec les communes.

ad 6) Les plans d'action présentent une stratégie de prévention et de réduction des nuisances du bruit dans l'environnement et la protection des zones calmes y est explicitement thématisée. La réduction du bruit à la source à travers des véhicules plus silencieux, des mesures de gestion des flux de trafic et un changement de mobilité sont des mesures préconisées par les plans d'action. Malheureusement, dans bien des cas, les réductions à la source sont encore insuffisantes et des mesures supplémentaires sont nécessaires. En cas de nouveaux projets, les plans d'action proposent une approche pragmatique qui se fonde sur les outils disponibles, tels que les outils au niveau de l'aménagement communal, et soulignent l'importance de la prévention de nouveaux problèmes à travers une planification judicieuse.

La question du besoin de nouvelles routes ou autres infrastructures ou activités économiques s'inscrit dans un contexte national plus large qui dépasse le cadre des plans d'action bruit et qui touche à bien d'autres domaines politiques qui peuvent permettre une amélioration au niveau du bruit (ou encore au niveau d'autres thématiques environnementales), comme le développement de la mobilité électrique par exemple.

Question 3588 (08.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **violence parmi les mineurs :**

Den 3. Februar war den Här Minister Kox Invité vun der Redaktioun beim RTL Radio a sot am Kontext vum Dout vun deem jonke Bouneweger, dee vun engem Mannerjäregen ëmbruecht ginn ass, datt d'Gewalt e Phenomeen ass, deen am Kader vun der Covidpandemie an d'Luucht gaangen ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Leien der Regierung Zuelen an/oder Statistike vir, déi dës Aussoen ënnermaueren?

2. Wéi dacks ass an de leschten 30 Joer ee Mënsch vun engem Mannerjäregen ëmbruecht ginn, sief et duerch Doutschlag oder duerch Mord?

3. Leien der Regierung Informatioune vir, ob et scho jeemools virkomm ass, datt e Schüler vun engem Schoulkomerod aus dem selwechte Lycée ëmbruecht ginn ass?

4. Wéi vill Gewaltakte géint Persoune sinn an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt no deenen eenzele Joren, vu Mannerjäregen ausgaangen? Wéi vill dovu si mat engem Messer begaange ginn?

5. A wéi ville Fäll ass an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt no den eenzele Joren, d'Police geruff ginn, well um Territoire vun engem Lycée ee Schüler duerch e Gewaltakt verletzt ginn ass?

6. Wéi vill mannerjäreg Awunner sinn an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt no deenen eenzele Joren, wéinst Gewaltdote géint Persoune vun engem Geriicht verurteelt ginn?

7. Wéi vill mannerjäreg Netawunner sinn an de leschten zéng Joer, opgeschlësselt no den eenzele Joren, zu Lëtzebuerg vun engem Geriicht verurteelt ginn?

8. An der Zäit ass d'Police reegelméisseg, deelweis e puermol am Dag, iwwert de Parking vum Bouneweger Lycée gefuer, „fir Presenz ze markéieren". Gëtt dëst nach ëmmer gemaach? Ass a verschiddene Lycéeën däitlech méi Gewaltpotenzial ze erkennen ewéi an aneren? Wa jo, ëm wéi eng Lycéeën handelt et sech hei? Gëtt dëst vun der Police an iergendenger Form festgehalen? Ginn et an deem Kontext Zuelen an Informatiounen aus de Lycéeën, z. B. am Hibléck op disziplinaresch Moossname wéinst Gewalt géint eng aner Persoun?

9. Den Här Policeminister huet am Radiosinterview dervu geschwat, datt „mol an der Vergaangenheet Gruppéierungen openeegetraff sinn". Kann den Här Minister dozou weider Erklärunge ginn? Sinn der Police Gruppéierungen (respektiv Bande) bekannt, déi alt mol „openeentreffen"? Sinn der Police déi Jugendlech aus dëse Gruppéierunge bekannt?

10. Wéi geet elo de Policeminister konkreet géint d'Gewalt ënnert de Jugendleche vir?

11. Wéi eng Moossname kann d'Police ergräifen, fir déi Jonk besser viru Gewalt ze schützen?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Generell kann ee soen, datt d'Zuele vun Infraktioune betreffend d'Gewalt géint Persounen, déi vun der Police erfaasst ginn, an de leschte véier Joer änlech bliwwe sinn. Heizou muss een awer wëssen, dass et ëmmer eng Donkelziffer gëtt.

ad 2. Laut dem Registre spécial de la jeunesse (Art. 15 vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert de Jugendschutz) gouf an de leschten zéng Joer ee Mannerjärege wéinst fräiwëllegem Doutschlag condamnéiert.

ad 3. Eisem Wëssensstand no war et nach net virkomm, datt e Schüler duerch e Gewaltakt vun engem anere Schüler ëm d'Liewe komm ass.

ad 4. Der Police leien hei keng genau Donnéeë vir.

ad 5. D'Police an den Educatiounsministère féiere keng Statistik, déi eng Äntwert op dës Fro géif erlaben.

ad 6. Bei Gewaltdoten, déi ënner „coups et blessures" (Artikelen 398 an 399 vum Code pénal) falen, sinn d'Zuelen déi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Wa beim Term „Gewaltdoten" ugeduecht war, fir d'Strofdote vu „vol et extorsion à l'aide de violences" (Artikelen 468 etc. vum Code pénal) dozou ze zielen, da sinn d'Zuelen déi follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Joer 2020 goufen et insgesamt 38 Inscriptiounen am Registre spécial de la jeunesse fir déi genannte Strofdoten. Dovunner goufen 23 Mannerjäreger zu Strofdote wéinst „vol ou extorsion avec violence" condamnéiert an/oder 24 Mannerjäreger wéinst „coups et blessures volontaires".

ad 7. Et gëllt, hei ze preziséieren, datt an deene meeschte Fäll, an deene Mannerjäreger Auteur si vun enger Strofdot, si zur gläicher Zäit Resident sinn am Moment vun de Faiten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Bei den Zuelen ënnert der Kategorie „pas renseigné" gouf d'Residenzland net uginn am Moment vun de Faiten. Bei deenen 49 Mannerjäregen an der selwechter Kategorie gouf awer spéiderhin eng Adress zu Lëtzebuerg festgestallt.

Déi Mannerjäreg, déi eng Strofdot um lëtzebuergeschen Territoire begaangen hunn, ginn un déi auslännesch Autoritéiten denoncéiert, aus deem Grond, well zu Lëtzebuerg de System vun der „protection de la jeunesse" gëllt.

ad 8. D'Police mécht reegelméisseg am ganze Land souwuel zu Fouss wéi mam gezeechenten Auto Patrulle bei de Schoulen a Lycéeën, fir Presenz ze markéieren. Dëst ass eng vun deene ville Missiounen, déi déi respektiv Policeunitéiten am Kader vun hiren alldeegleche virgeschriwwenen Aufgaben ze erfëllen hunn.

D'Police selwer féiert keng spezifesch Statistiken iwwert d'Gewaltpotenzial an de verschiddene Schoulen.

D'Entwécklung vun der Zuel vu Sanktiounen, déi vun de Conseils de discipline vun de Lycéeë wéinst Gewaltakte geholl goufen, weist net op eng erhéichte Gewaltbereetschaft vun deene Jonken hin. Allerdéngs mussen d'Zuele vun dësem Schouljoer relativéiert ginn duerch de Fait, datt déi iewescht Klassen aktuell „en alternance" funktionéieren a manner Presenzzäit an der Schoul hunn.

Zuel vun de Sanktiounen, déi vun de Conseils de discipline vun de Lycéeë wéinst Gewaltakte geholl goufen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei den Zuele stécht kee Gebai besonnesch ervir, soudatt eng Opschlësselung no Lycéeën net sënnvoll ass.

Allgemeng soll awer och gesot ginn, datt déi verschidde Servicer vun de Schoulen (SePAS an SSE), déi sech mat Gewaltpreventioun beschäftegen, an de leschte Jore staark ausgebaut gi sinn a grad elo, am Kontext vun der Pandemie, staark sollicitéiert ginn, fir d'Schüler am Kontext vun der Belaaschtung vun hirer mentaler Gesondheet an hirem Wuelbefannen ze ënnerstëtzen.

Op där enger Säit fanne Preventiounsprojete statt, fir Konfliktléisungskompetenzen ze stäerken, wéi zum Beispill de Projet „Klasserot" oder de Projet „S-Team" vum SCRIPT, SNJ a CePAS, dee Jonker viséiert, fir aktiv an der Peer-Mediatioun am Lycée ze ginn. Op där anerer Säit ginn och konkreet Situatioune vu Mobbing a Gewalt en charge geholl vun de spezialiséierte Servicer SePAS an SSE am Lycée; esou intervenéiert zum Beispill ee mobilt Coachingteam a Schoulen, fir Situatioune vu Mobbing ze entschäerfen. Des Weidere gëtt am Beräich vum Cybermobbing mat der Initiativ Bee Secure aktiv um Phenomeen vu Mobbing an de soziale Medie geschafft, wou d'Theema vun Sexting an der Erpressung aktuell am Kader vun enger nationaler Campagne thematiséiert gëtt. Hei sinn och spezialiséiert Formatioune fir Enseignanten an dat psychosoziaalt an edukatiivt Personal virgesinn.

ad 9. Bis elo huet et sech bei all Faiten, wou méi Jugendlecher implizéiert waren a wou d'Police huet missen intervenéieren, ëmmer ëm Gruppe vu Jugendlecher gehandelt aus dem selwechte Frëndes- oder Bekanntekrees, mee net ëm reegelrecht organiséiert Banden.

ad 10. Hei muss eng global Approche geholl ginn, fir d'Gewalt tëscht an duerch Jugendlecher ze vermeiden.

E kollektiven Effort ass deemno erfuerdert, well d'Police net eleng d'Léisung fir dës Problematik ka sinn. D'Repressioun eleng kann d'Gewaltbereetschaft bei Jugendlechen net verhënneren.

ad 11. D'Preventiounsservicer vun der Police bidde Coursen am Beräich Gewaltpreventioun un. Hei gi vill Theemen ugeschwat wéi Mobbing, Cybermobbing, kierperlech a psychesch Gewalt, a wéi een sech ka verhalen, wann ee mat där Problematik confrontéiert gëtt. Dës Course ginn op Demande vun de Schoule souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire ugebueden, dat am ganze Land. An de Joren 2018 an 2019 huet d'Police ronn 1.000 Stonne vun esou Coursen an de Schoule gehalen an d'lescht Joer, bedéngt duerch déi sanitär Kris, ronn 560 (en présentiel an online).

Bei de Jugendhaiser ass d'Police Partner, fir sougenannte „grilles d'intervention" auszeschaffen. Dës Grille déngt dozou, wéi een a bestëmmte Fäll muss reagéieren (z. B. fir en Educateur, wéi hie muss reagéieren, wa bei engem Jugendlechen de Verdacht besteet, dass en illegal Substanzen hëlt oder bei sech huet, wie muss an deem Fall a Kenntnis gesat ginn etc.). Esou eng Grille kann och am Beräich Gewalt opgestallt ginn.

A verschiddene Stied ass d'Police och am direkten Dialog mat de „Streetworker".

D'Police ass och bereet, fir Coursen am Beräich Gewaltpreventioun grad ewéi Drogepreventioun an der Grondausbildung vum Léierpersonal unzebidden, well oft festgestallt gëtt, dass d'Schoulpersonal Schwieregkeeten huet, fir ze wëssen, wat hir Rechter/Flichte sinn, wann et mat der Thematik konfrontéiert gëtt. Et géif dorëms goen, fir datt d'Léierpersonal eng Grondkenntnis kritt an dann och scho preventiv als Multiplicateur villem virgräife kann a Kanner op dës Theeme preparéiere kann.

Question 3589 (08.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **château de Birtrange :**

D'Biertrenger Schlass hat zulescht der Baronin de Broqueville gehéiert, déi am Januar 2018 verstuerwen ass an d'Gebailechkeet zesumme mat den Dependancen un d'Rout Kräiz verierft huet. Dësen Domän vun ongeféier 85 Hektar mat engem als nationaalt Denkmal klassifizéierte Schlass ass elo de Januar an d'Vente komm, well den Zoustand vum Schlass et net erlaabt huet, eng vun den Aktivitéite vum Roude Kräiz do ze organiséieren. Déi néideg Renovatiounsinvestitioun fir esou e Projet ze realiséieren, wier ze grouss gewiescht.

Ier dësen Domän mat engem Verkafspräis vu minimum 5,2 Milliounen Euro schliisslech an d'Vente gaangen ass, soll d'Rout Kräiz sech fir d'éischt un de Staat geriicht hunn. Dëse wier awer net interesséiert gewiescht, fir dee gesamten Domän ze kafen. Testamentaresch goufen awer Verkafsbedéngunge festgehalen, déi ënnersoen, datt d'Grondstéck opgedeelt gëtt fir et u verschidde Keefer ze verdeelen.

An deem Kontext wéilt ech d'Madamm Kulturminister gär froen:

- Firwat wollt de Staat dëst Schlass, dat offiziell als nationaalt Denkmal klassifizéiert ass, net kafen?

Réponse commune (09.03.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture :*

D'Akafspolitik vum Staat besteet net doran, all Gebai, wat offiziell als nationaalt Denkmal klasséiert ass, ze kafen. Villméi gëtt si duerch déi konkreet Besoine vun den ëffentleche Servicer an Administratiounen definéiert.

Donieft sief ze bemierken, datt Gebaier, déi ënner Denkmalschutz stinn, vun enger adequater a gesetzlech gereegelter Protektioun profitéieren, ob se am Besëtz vum Staat sinn oder net.

De Staat huet bis haut keen eegene Besoin fir dëst Schlass identifizéiert. D'Kafe vun deem Schlass géif iwwereegens nach gréisser Renovatiounsinvestitiounen an, onofhängeg vu senger Affektatioun, héich Fonctionnementskäschte mat sech bréngen.

Question 3593 (08.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**huile de palme dans le bioéthanol :**

Biodreifstoff gëtt als Alternativ zu de fossille Brennstoffer gesinn. D'Hierstellung vum Bioethanol ass awer kontestéiert, well ee fir d'Hierstellung Planze wéi Raps, Soja oder och Palmenueleg a grousse Menge brauch.

Zu Lëtzebuerg gouf den 1. Januar 2019 decidéiert, 95er Bensinn aus bis zu 10 % planzlechem Ursprong ze verkafen. 2020 huet an der EU de Biosprit nëmmen zu maximal 7 % aus dëse Planzen dierfe bestoen. D'Kommissioun huet 2019 decidéiert, dass den Asaz vu Palmenueleg am Bioethanol bis 2030 op null soll erofgefuer ginn. Si huet festgehalen, dass d'Palmenuelegproduktioun zu enger Ofholzung vu Bëscher féiert an dofir net als Wee fir d'Ëmsetze vun de Klimaziler dierf benotzt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéini gouf hei zu Lëtzebuerg ugefaangen, Sprit ze verkafen, deen deelweis oder ganz aus Bioethanol besteet? Vun deem Moment u bis Enn 2020: Wéi vill Kubikliter Palmenueleg goufen op Lëtzebuerger Tankstelle getankt (opgeschlësselt no Joer)?

2. Viséiert d'Regierung weider Erhéijungen oder eng Verréngerung a puncto planzleche Komponenten an den Dreifstoffer?

- Wa jo, wat sinn déi viséiert Prozentsätz vun Ethanol a Bioethanol?

- Wéi eng planzlech Komponente sollen dobäi zum Asaz kommen?

3. Wéini sollen déi 0 % Palmenueleg am Bioethanol zu Lëtzebuerg erreecht ginn?

Réponse commune (09.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Zanter 2009 ginn zu Lëtzebuerg Bensinnszorte verkaaft, déi een Undeel u Bioethanol hunn (E5). D'Bäimësche vum Bioethanol bei de Bensinn ass virgeschriwwen duerch d'EU-Direktiven 2009/28/CE an 2015/1513/CE am Zesummenhang mat der Férderung vun den erneierbaren Energien an och der „Fuel Quality Directive", déi eng Optimiséierung vun der Klimaeffizienz vum Sprit verlaangt.

Den EU-Reporting gesäit d'Opschlësselung vun dësen Informatioune réischt säit 2017 vir. Zënter 2019 ass den Undeel vu Biosprit, dee Palmueleg beinhalt, sougenannte Biosprit vun der éischter Generatioun (biocarburant d'origine agro-alimentaire), zu Lëtzebuerg op maximal 5 % begrenzt. Heimat ass Lëtzebuerg méi streng wéi vun der EU-Direktiv virgeschriwwen. Datt mer zu Lëtzebuerg dräi Véierel manner Palmueleg benotze wéi 2017, ass ënner anerem drop zeréckzeféieren, datt mer d'Notzung vun der éischter Generatioun ageschränkt hunn.

Joer	Palmueleg (Tonnen)
2017	21.369
2018	12.303
2019	4.839

ad 2. Bei de Komponente muss een also tëschent zwou Zorte Sprit ënnerscheeden, de Biosprit aus der éischter Generatioun an de Biosprit aus der zweeter Generatioun.

De Biosprit aus der zweeter Generatioun gëtt aus Offäll aus der Agrar- a Liewensmëttelbranche an aus Produkter, déi net an der Konkurrenz zur Liewensmëttelproduktioun stinn, hiergestallt. En ass also méi nohalteg. Den Taux vun deem Sprit soll weider an d'Luucht goe par rapport zum Biosprit aus der éischter Generatioun.

Wa Leschteren op Fläche produzéiert ginn ass mat héijen Dreifhausgasemissionen (am Zesummenhang mat der sougenannter indirekter Landnotzungsännerung - „high ILUC risk"), da muss dee Prozentsaz bis 2030 op 0 % erofgoen. Schonns haut ass Lëtzebuerg méi streng wéi de Minimum vun der Direktiv an huet den Ament ee maximalen Taux vu 5 % vun „agro-alimentairem" Biosprit.

An dësem Zesummenhang ass och drop hinzeweisen, datt d'Regierung den Transportsecteur duerch d'Elektromobilitéit däitlech dekarboniséiere wëllt. Domadder geet d'Notzung vu Sprit insgesamt an Zukunft ëmmer méi zeréck.

ad 3. Bioethanol gëtt net aus Palmueleg hiergestallt. Bis 2030 gëtt, laut der Direktiv 2018/2001, den Taux vum „agro-alimentaire" Sprit mat enger héijer Inzidenz op d'Buedemnotzung, an domadder och de Palmueleg, deen net nohalteg ugebaut gëtt, graduell op 0 % erofgesat.

Question 3597 (09.02.2021) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant la **sensibilisation et formation des professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse en matière de protection de la jeunesse :**

En décembre 2020 et janvier 2021, le signalement aux autorités compétentes de mineurs qui sont en danger au sens de l'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse a fait l'objet de l'actualité médiatique et parlementaire[3]. De par leur contact régulier avec les jeunes, les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse sont souvent les premiers à constater une situation qui pourrait constituer un danger pour un mineur. Or, comme l'a souligné dans une interview le Premier avocat général en charge des dossiers du domaine visé, l'identification de cas de mineurs en danger et la décision quant aux démarches à suivre sont des enjeux hautement délicats, notamment dans le milieu scolaire où les rapports de confiance entre acteurs sont d'une importance primordiale[4]. Étant donné la responsabilité particulière des professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse en matière de protection de la jeunesse et au vu de la complexité des situations et enjeux qu'ils sont susceptibles de rencontrer dans ce contexte, il est important de s'interroger sur les formations et sur le soutien qui leur sont offerts.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Dans quelle mesure et dans quel cadre concret les professionnels des domaines éducatif et sociopédagogique sont-ils sensibilisés aux enjeux ayant trait à la protection de la jeunesse ?

2) La protection de la jeunesse fait-elle partie de la formation initiale et/ou continue des enseignants dans l'enseignement fondamental et secondaire ?

3) La protection de la jeunesse fait-elle partie de la formation du personnel sociopédagogique intervenant dans le cadre de l'éducation formelle et/ou non formelle ?

4) Quel guidage et quels interlocuteurs sont disponibles, e. a. aux professionnels qui se voient confrontés à des cas potentiels d'enfants en danger :

a) aux professionnels qui se voient confrontés à des cas potentiels d'enfants en danger,

b) aux parents, tuteurs ou autres proches des enfants ?

5) Existe-t-il un dispositif d'évaluation des efforts de sensibilisation, respectivement de formation, en matière de protection de la jeunesse qui permette de suivre la qualité et l'adéquation des différentes offres ?

Réponse (05.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) En complément de leurs formations initiales et des formations suivies dans le cadre du stage, les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse, c'est-à-dire les assistants sociaux, les éducateurs gradués/diplômés, ainsi que les psychologues travaillant dans le milieu scolaire et extra-scolaire sont régulièrement, dans le cadre du développement continu de leur pratique, amenés à mettre à jour leurs connaissances et compétences en matière de protection de la jeunesse, sujet inhérent à leur qualification et à leur mission d'accompagnement d'enfants et d'adolescents. À titre d'exemple, les collaborateurs des SePAS (Service psycho-social et d'accompagnement scolaires) abordent régulièrement ce sujet dans le cadre des échanges professionnels structurés par métiers, au regard de l'organisation de leur environnement professionnel et face à des situations concrètes. Plus particulièrement, les assistants sociaux se sont appropriés le guide « Maltraitance de mineur - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse » et ont veillé à adapter leurs pratiques au sein des lycées en s'y référant.

Ce guide, édité en 2018 par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), a été diffusé à large échelle auprès de tous les professionnels psycho-socio-éducatifs. Depuis, le Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CePAS) le distribue systématiquement à chaque nouveau collaborateur des SePAS - version papier et digitale - et le rediffuse via les réseaux internes.

Par ailleurs, le CePAS a formé en 2018-2019 cinq équipes pluridisciplinaires de l'enseignement secondaire, à la collaboration entre familles en risque et professionnels, selon la méthode inspirée de l'approche Signs of Safety® (https://www.signsofsafety.net/what-is-sofs/) et adaptée au contexte scolaire luxembourgeois.

ad 2) + 3) L'ensemble des enseignants et des agents du sous-groupe éducatif et psychosocial qui sont engagés auprès du MENJE, que ce soit sous le statut de fonctionnaire de l'État ou sous le régime des employés de l'État, suivent durant leur stage et leur formation continue des formations ayant trait à la protection de l'Enfance et de la Jeunesse qui sont proposées par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

[3] Questions parlementaires n° 3330 et n° 3394.

[4] « Luxemburger Wort » du 18 janvier 2021.

Il était de la volonté du MENJE d'inclure un module de formation portant sur la protection de l'Enfance et de la Jeunesse dans le parcours de formation pendant le stage de tous les fonctionnaires et pendant la période d'initiation de tous les employés nouvellement recrutés. Ces dispositions sont inscrites dans les chapitres 2, 3, 3bis et 3ter de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale. Pour les stagiaires-fonctionnaires, ce module est évalué dans le cadre de l'examen de législation.

Le tableau suivant récapitule le nombre de personnes ayant suivi un module de formation « protection de l'Enfance et de la Jeunesse » durant le stage ou la période d'initiation :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n°3597).

Le module de formation comprend les thématiques suivantes :

- la convention des droits de l'enfant et sa mise en œuvre ;

- la maltraitance : définitions, détection de cas et mesures à prendre (procédure de signalement) ;

- présentation des domaines d'activités du MENJE dans la promotion et la protection des enfants et des jeunes.

La procédure de signalement de cas de maltraitance est explicitée en détail durant la formation, ceci à l'aide de la brochure « Maltraitance de mineur, procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse ».

Par ailleurs, la thématique de la protection de l'Enfance et de la Jeunesse fait partie intégrante de l'offre de formation continue de l'IFEN et du CePAS. Chaque année, une dizaine de formations sont proposées aux enseignants et aux professionnels des domaines éducatif et sociopédagogique. Certaines formations sont ouvertes aux inscriptions individuelles, d'autres sont organisées sur demande des établissements en tant que formation interne.

ad 4) a) Face à des situations de danger, les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse peuvent faire appel à différents interlocuteurs en se référant à la brochure « Maltraitance de mineur - Procédures à suivre par les professionnels de l'Enfance et de la Jeunesse ». Ce document donne une définition précise de la maltraitance intentionnelle et non intentionnelle ; informe sur le repérage des signes et des symptômes possibles de la maltraitance ; prodigue des conseils à l'attention de tout professionnel confronté à une situation de violence en matière de ressources personnelles et institutionnelles (service spécialisé dans la matière pour se faire superviser) ; décrit les procédures de signalement des cas de maltraitance et oriente vers l'autorité à laquelle il faut s'adresser selon le degré d'urgence et en fonction du niveau de danger auquel le mineur est confronté. Dans un contexte scolaire, les SePAS sont les interlocuteurs privilégiés pour les enseignants. Dans un contexte non scolaire où des négligences sont repérées, l'Office national de l'enfance (ONE) peut accompagner les parents ou des personnes tiers dans la formulation d'une demande ou d'une aide.

ad 4) b) En ce qui concerne les parents, tuteurs ou tout autre proche de la famille, différents services se tiennent à disposition :

- les professionnels de première ligne comme les SePAS au sein des lycées et les équipes ESEB au sein de l'enseignement fondamental ;

- l'ONE, qui s'adresse aux enfants et aux jeunes adultes en détresse qui soit sont menacés dans leur développement physique, mental, psychique ou social, soit courent un danger physique ou moral, soit risquent l'exclusion sociale et professionnelle. L'ONE figure en tant que guichet unique auquel peut s'adresser directement l'enfant, le jeune, un membre de sa famille ou un intervenant professionnel pour demander de l'aide ou pour recevoir des informations ;

- les associations de pédiatrie sociale au service des familles comme « ALUPSE ». Aux côtés d'un pédiatre, les professionnels de l'association proposent une réflexion et des actions face aux problèmes de maltraitance d'enfants au Grand-Duché de Luxembourg. Ils travaillent en réseau avec les hôpitaux et autres institutions engagés dans le domaine de la maltraitance d'enfants.

ad 5) Dans le contexte du dispositif d'évaluation de ses formations, l'IFEN a amélioré durant l'été 2020 un outil essentiel de recueil des besoins et attentes de ses clients et de ses partenaires, en révisant entièrement les enquêtes menées auprès des participants aux formations de l'Institut et des formateurs. Des questionnaires ciblés et en ligne ont été conçus afin d'évaluer les contenus de formation, les méthodes pédagogiques employées, les bénéfices retirés des formations et le bilan global. Les analyses qualité sont un instrument de pilotage permettant d'améliorer en continu les formations proposées en fonction des besoins sur le terrain.

Par ailleurs, dans le contexte de la mise en place d'un dispositif de la qualité pour le secteur de l'Aide à l'enfance et à la famille, il est prévu de créer des instruments de mesure de la qualité des prestations mises en place dans le cadre du soutien aux familles, enfants et jeunes en détresse par l'ONE et les prestataires conventionnés et de leur adéquation par rapport aux besoins constatés.

Question 3599 (09.02.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **dispositifs de charge pour voitures électriques ou hybrides rechargeables pour les bâtiments fonctionnels :**

Am Règlement grand-ducal vum 7. Mäerz 2019 iwwert déi energeetesch Performance bei ëffentlechen Infrastrukture gouf festgehalen, dass e gewësse Prozentsaz u Stellplaze fir elektresch Gefierer beim Bau vun dëse Gebaier muss virgesi ginn. Esou steet am Gesetz geschriwwen, dass all eenzel e-Mobility-Parkplaz mat engem Stroumkabel oder awer mat zwou Gainë muss preequipéiert sinn.

Am Kontext vun der technescher Realisatioun, déi anscheinend dacks mat Schwieregkeete verbonnen ass, erlaben ech mir, follgend Froen un de Mobilitéitsminister an un den Energieminister ze stellen:

1. Kann d'Regierung déi ugeschwate Schwieregkeete bei der technescher Ëmsetzung confirméieren? A wa jo, woura bestinn d'Problemer konkreet?

2. Awéiwäit befënnt d'Regierung et fir noutwendeg, fir dëst Gesetz nozebessere wëssend, dass et eng Multitude vun Operateure gëtt, déi mat ënnerschiddlechen techneschen Equipementer schaffen?

Bei de Parkplaze fir Elektroautoe fält doriwwer eraus op, datt et bis elo keng speziell fir Leit mat engem Handicap gëtt.

3. Wat huet d'Regierung an deem Kontext virgesinn, fir dass och déi sougenannte „personnes à mobilité réduite" kënnen de Kaf respektiv d'Notzung vun engem Elektroauto an d'A faassen?

Réponse commune (09.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Der Regierung sinn no Réckfroen am Secteur keng Schwieregkeete bekannt.

D'Bauteverwaltung gesäit fir d'Anhale vum Reglement bei hire Projete vir, déi noutwenneg Stellplaze fir elektresch Gefierer mat Gainë fir Stroum an Datekabele virzeequipéieren. Tatsächlech hänkt et vum ausgewielten Equipement of, wou genee déi Gainë fir Laaschtmanagement an eventuell Zielerubannung verlafe sollen. Deemno muss bei all Projet am Virfeld ee Choix gemaach ginn oder awer eng Verdeelung realiséiert ginn, déi alle spéidere Méiglechkeete gerecht gëtt.

Och d'Bauteverwaltung kann déi Schwieregkeete bei der technescher Ëmsetzung net confirméieren. D'Bauteverwaltung (als Bauhär) gëtt sech fir ëffentlech Gebaier hir eegen technesch Virgaben, déi dann entspriechend vun de Fournisseure musse respektéiert an ëmgesat ginn, esou wéi dat bei villen aneren techneschen Equipementer och de Fall ass.

Déi mëttelfristeg benéidegt Bornen installéiert d'Bauteverwaltung direkt. Fir Bornen, déi réischt zu engem spéideren Zäitpunkt installéiert solle ginn, ginn am Transformator, souwéi an den elektreschen Tableauen, déi néideg Reserve virgesinn.

ad 2. D'Reglementatioun zur Energieeffizienz vun de Gebaier, mat hirer leschter Ännerung vum 7. Mäerz 2019, gesäit vir, dass bei ëffentleche Gebaier e gewësse Prozentsaz vun de Stellplaze mussen esou preequipéiert ginn, dass spéider ouni gréissere Opwand déi Stellplaze kënne mat enger Luetstatioun (Wallbox oder änlech) equipéiert ginn, fir elektresch Gefierer kënnen do opzelueden.

Et geet dobäi net drëm, dëse Prozentsaz u Stellplaze fir elektresch Gefierer ze reservéieren, mee leedeglech dorëm, dass duerch dëse Preequipement (précâblage oder eidel Gainen) spéider keng (onnëtz) Käschten ufalen, fir nodréiglech Gainë mussen ze verleeën, wat däitlech méi opwändeg/deier gëtt, wéi wann een et direkt beim Bau vun engem Gebai mat virgesäit.

D'Virgab vun der Regierung beschränkt sech deemno op d'Preparatioun op d'Zukunft a soll bewosst keng Aschränkung bezüglech de spéider gewielten techneschen Equipementer maachen, mee dem Bauhär (respektiv dem Bureau d'étude) de Choix iwwerloossen, esou wéi et och bei deenen aneren techneschen Equipementer vun engem Gebai gehandhaabt gëtt.

ad 3. Landeswäit si bis ewell zwou Parkplaze fir „personnes à mobilité réduite" mat enger „Chargy"-Luetstatioun equipéiert. Dëst am Parkhaus Fort Neipperg vun der Stad Lëtzebuerg. Et steet de Gemenge fräi, weider ëffentlech Parkplaze fir „personnes à mobilité réduite" mat Luetstatiounen ze equipéieren.

Elektroautoe kënne prinzipiell fir Leit mat engem Handicap ausgeräscht ginn. D'Regierung huet awer geplangt, sech mat de betraffenen Acteuren an dësem Beräich zesummenzesetzen, fir iwwert dëse Sujet ze schwätzen an dobäi praktesch Léisungen ze entwéckelen, déi och dëse Persounen et einfach erlaben, op Elektrogefierer zeréckzegräifen.

Question 3601 (09.02.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **droit de préemption :**

Wann een Ensembel vu Parzellen op enger Stee ugebuede gëtt an een eenzege Keefer all ugebuede Parzelle kaaft huet, ass et eisen Informatiounen no net méiglech, dass d'Gemeng hiren Droit de préemption op enger eenzeger Parzell aus deem Lous kann ausüben.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass sech d'Regierung dëser Problematik bewosst?

- Wéi appliżéiert sech d'Gesetz vum Droit de préemption am Kader vun enger Stee?

- Firwat ass et der Gemeng net méiglech, op enger eenzeler Parzell an engem Gesamtlous am Kader vun enger Stee hiren Droit de préemption auszeüben?

- Wat gedenkt d'Regierung konkreet ze ënnerhuelen, fir dësen Ëmstand ze behiewen?

Réponse commune (08.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Generell ass ervirzehiewen, datt d'Virkafsrecht net bei enger Stee spille gelooss ka ginn. D'Stee ass op Basis vum Artikel 4, 3. Alinea, vum ofgeännerte Gesetz vum 22. Oktober 2008 iwwert de Pacte Logement vum Virkafsrecht ausgeschloss.

D'Regierung ass amgaangen, d'Virkafsrecht ze reforméieren, an huet dofir een Aarbechtsgrupp agesat, deem de Ministere geschwë seng Konklusioune wäert presentéieren.

Question 3605 (10.02.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** concernant le **« Gender Equality Audit » à l'Université du Luxembourg :**

Eisen Informatiounen no sinn d'Resultater vum „Gender Equality Audit", deen op der Uni Lëtzebuerg duerchgefouert gouf, net am Aklang mat de Prinzippie vun der Chancëgläichheet. Bal 90 %vun de Wëssenschaftlerinne soen, si hätte par rapport zu hire männleche Wëssenschaftlerkolleegen net déi selwecht Chancen op eng leedend Positioun.

An deem Kontext erlabe mir eis, follgend Froen un d'Regierung ze stellen:

- Kann d'Regierung dës Resultater vum „Gender Equality Audit" confirméieren?

- Firwat kommunikéiert d'Universitéit vu Lëtzebuerg, oder d'Regierung, net iwwer dësen Audit?

- Wéi erkläert et sech, dass bei sou enger „jonker" Universitéit, déi sech ëmmer gären „innovativ" gëtt - an dat ass richteg esou -, d'Frae laut dem Audit par Rapport zu hire männleche Kolleege benodeelegt sinn, wat hir Karriärsaussiichten ugeet?

- Ass d'Regierung net der Meenung, dass et eng iwwergeuerdent Strategie muss ginn, fir eng eventuell Benodeelegung vu Wëssenschaftlerinnen an der Hierarchie vun der Uni Lëtzebuerg ze ënnerbannen, a wéi wëllt d'Regierung an dëser Hisiicht virgoen?

Réponse commune (05.03.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

D'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer ass fir d'Universitéit Lëtzebuerg ee fundamentale Prinzip an deementspriechend engagéiert se sech, fir de strateegeschen Objektiv vun der Chancëgläichheet bei all hire Mataarbechter ëmzesetzen.

Dofir huet d'Universitéit Lëtzebuerg d'Initiativ geholl, fir en Audit iwwer dëse Sujet ze realiséieren an domat déi geschlechtsbedéngten Erausfuerderungen op der Aarbechtsplaz ze analyséieren. Et handelt sech heibäi ëm en éischten interne Sondage beim akademeschen an administrative Personal, deen d'Kommissioun fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer vun der Universitéit Lëtzebuerg am Joer 2020 duerchgefouert huet.

D'Resultater vum Sondage goufen dem ganze Personal vun der Universitéit Lëtzebuerg matgedeelt. Si hunn an der Representativitéit grouss Differenzen tëschent Fraen a Männer ervirgehuewen. Esou hu 87 % vun de weiblech Membere vum Corps académique, déi um Sondage deelgeholl hunn, d'Gefill, dass et fir Männer méi einfach ass, an de Genoss vun engem Poste à responsabilité ze kommen. Beim administrative Personal ass dës Perceptioun manner verbreet.

Mat der Realisatioun vun dësem Audit huet sech d'Universitéit Lëtzebuerg een Outil ginn, fir eng Rei Verbesserungspisten ze identifizéieren. Op Basis vun dem Audit an den duerchgefouerten Analyse wäert d'Universitéit Lëtzebuerg dëst Joer eng Politik betreffend d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer definéieren.

Question 3608 (10.02.2021) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **démission du président de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg :**

En date du 10 février 2021, le président de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL) a annoncé sa démission. Comme motivation pour cette décision, il a soulevé un manque de collaboration constructive ainsi qu'un « mépris » (« Missachtung ») du côté du Gouvernement, donc en l'occurrence de la part de Madame la Ministre, à l'égard des chasseurs. Dans son communiqué il donne notamment un certain nombre d'exemples afin d'illustrer sa position.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre quant aux allégations formulées à son égard dans le communiqué précité ?

2) Vu les relations manifestement tendues entre la FSHCL et Madame la Ministre, de quelle manière est-il prévu de résoudre cette situation dans l'intérêt d'une future collaboration constructive ?

3) Une entrevue avec la FSHCL à ce sujet a-t-elle déjà été demandée, respectivement est-elle envisagée ?

Réponse commune (09.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le Gouvernement considère les reproches formulés dans la motivation sous rubrique comme non fondés. Il est indéniable que dans le passé, l'atmosphère était tendue après que le président de la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL) avait formulé de graves reproches à l'encontre de certains fonctionnaires du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) et de l'Administration de la nature et des forêts (ANF), sans pour autant fournir des éléments pouvant soutenir de telles accusations.

Précisons que les échanges avec la FSHCL ont lieu principalement dans le cadre du Conseil supérieur de la chasse (CSC) siégeant de manière régulière et dans lequel la FSHCL est représentée par quatre membres. Lors de ces réunions, les représentants prémentionnés peuvent justement faire part de la position de la FSHCL et discuter de toutes les propositions gouvernementales.

Finalement, du côté du MECDD, à chaque fois que des représentants de la FSHCL ont demandé une entrevue avec la Ministre, une réunion a été accordée.

ad 2) Le Gouvernement est confiant que la relation et la collaboration avec les responsables de la FSHCL se poursuivront dans un esprit de partenariat dans l'intérêt de la nature et de la gestion durable de la population du gibier.

ad 3) À part les réunions régulières du CSC déjà mentionnées, aucune réunion n'est prévue pour l'instant. Bien évidemment, dès que la FSHCL aura élu un nouveau président lors d'une assemblée générale, une entrevue pourra être organisée.

Question 3609 (10.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**utilisation du service Adapto dans le cadre du large scale testing :**

Laut mengen Informatioune géif den Adapto elo scho säit e puer Woche keng Leit méi an d'Large-Scale-Testzentre bréngen, esou wéi dat bis dato ëmmer de Fall gewiescht wier. Et hätt een de betraffene Leit geäntwert, datt se vun elo u mam Taxi dohi misse fueren, an dëst op de Leit hir eege Käschten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung bestätegen, datt den Adapto d'Leit net an d'Large-Scale-Testzentre féiert? Wa jo, aus wéi engem Grond?

- Wat maachen déi Leit, déi keen hunn deen si kann an den Testzenter féieren, an déi och net all Kéier

en Taxi kënnen oder wëlle bezuele wëssend, dass verschidde Leit et relativ wäit hu fir vun hirem Wunnsëtz an en Testzenter ze kommen?

- Ass d'Regierung net och der Meenung, datt dës Situatioun dozou féiert, datt verschidde Leit sech net méi am Kader vum Large-Scale-Testing teste loossen an dass een de Leit dëse Service misst erméiglechen?

Réponse commune (01.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Busse vum Adapto sinn tatsächlech net an d'Centres de dépistage fir de Large-Scale-Testing gefuer.

D'Ursaachen heizou ginn aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3600 vum 9. Februar 2021 vum honorablen Deputéierte Sven Clement ervir. Esou wéi an där Äntwert erläutert, gouf och ab dem 5. Februar 2021 eng Léisung mam Adapto fonnt.

Question 3610 (10.02.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **Fonds de lutte :**

Le rapport d'activité de l'année 2019 (établi en décembre 2020) du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité renseigne que depuis la création du Fonds, en 1992, un montant total de 43.777.949 euros a été déboursé.

Le Fonds est un établissement public qui dispose de l'autonomie financière et dont la mission consiste à favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité.

Le Fonds est alimenté par tous les biens meubles et immeubles confisqués, divis et indivis.

À côté de la lutte contre le trafic de stupéfiants, l'alimentation du Fonds a été élargie aux confiscations prononcées en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (GAFI).

Le Fonds soutient ainsi des projets, à un niveau international, surtout dans les pays partenaires privilégiés de la coopération au développement luxembourgeoise.

Au niveau national, les projets visent la prise en charge des personnes toxicodépendantes, appuyées financièrement.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Justice :

- Quels sont les critères qui guident le Fonds dans son choix de projets à soutenir ?

- Les projets en question sont-ils retenus suite à un appel de soutien lancé par le Fonds ou le Fonds choisit-il librement les projets à soutenir ?

- Les associations soutenues doivent-elles rendre compte de leurs actions à travers un rapport financier et d'intervention ?

- Comment les confiscations se répartissent entre les domaines de la lutte contre le trafic de stupéfiants et de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme?

Réponse commune (08.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité examine tous les projets qui lui sont soumis. Dans son choix, le Comité directeur du Fonds se laisse guider par les principes suivants :

- Les projets doivent être conformes à la mission du Fonds qui consiste à favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité ;

- Le Fonds préfère des actions concrètes par rapport à des propositions plus théoriques ;

- Les projets doivent être en ligne avec les moyens financiers du Fonds afin d'éviter qu'un nombre réduit de projets absorbe toutes les capacités financières du Fonds ;

- L'exécution des projets doit permettre un suivi du projet :

Pour tout projet, le Fonds signe avec les initiateurs d'un projet une convention avec des indications sur l'objet, l'envergure, la durée, les modalités de suivi du projet et, le cas échéant, sur des modalités spécifiques d'exécution du projet.

À ce titre, il y a lieu de distinguer entre plusieurs types de projets :

D'abord, il y a les projets qui consistent à aider un demandeur, voire un bénéficiaire du projet (p. ex. ONG, ASBL, établissement public, parquet, police, douane…), à acquérir du matériel ou des services pour leurs activités de lutte contre certaines formes de criminalité. L'exécution de ces projets du point de vue du Fonds se résume au contrôle et au paiement des factures certifiées par le bénéficiaire, directement aux fournisseurs des biens ou services. Ce contrôle est effectué lors du paiement de la contribution promise.

Ensuite, il y a des projets plus complexes pour lesquels une partie de l'assurance de la bonne exécution des projets soumis au Fonds se fonde sur la bonne réputation du demandeur. Ainsi dans le cadre de projets internationaux, le Fonds ne finance pas directement les actions de gouvernements étrangers, mais recourt à l'intermédiation d'organisations internationales importantes telles que les Nations Unies, le Conseil de l'Europe ou des ONG luxembourgeoises. Conformément aux conventions d'exécution mentionnées ci-dessus conclues avec ces partenaires, la réalisation de tels projets comporte toujours la confection de rapports de suivi communiqués au Fonds. En outre, dans la mesure du possible, le Fonds recourt en parallèle au réseau du Ministère des Affaires étrangères afin d'obtenir, le cas échéant, des informations complémentaires aux rapports fournis.

- Les recettes du Fonds étant irrégulières, le Fonds évite de s'engager, en principe, dans des projets à dépenses récurrentes telles que des salaires, des loyers, … pour privilégier des projets avec un engagement financier déterminé et limité.

Lorsque le Fonds est alimenté par les biens visés par l'article 5 (3) de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention de Vienne, le Fonds reçoit sur son compte les montants qui lui sont attribués sur instruction du service du parquet s'occupant de l'exécution des peines. Il n'a toutefois pas une connaissance précise de l'infraction ayant donné lieu à la confiscation et au virement y lié.

Quant à la ventilation des confiscations, il y a lieu de noter que cette distinction est quasiment impossible à faire du fait que la lutte contre le trafic de stupéfiants et la lutte contre le blanchiment se confondent.

En effet, en application de l'article 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, les infractions prévues à l'article 8, paragraphe 1, points a) et b), constituent aussi des infractions primaires au blanchiment.

Dans les cas où ces infractions génèrent un produit, ce qui est généralement le cas, l'infraction de blanchiment est en concours réel ou idéal, suivant l'acte de blanchiment, avec l'infraction primaire. La confiscation pourra ainsi être prononcé du chef de l'une ou de l'autre infraction.

Question 3611 (11.02.2021) de **Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant la **construction d'un passage à faune au-dessus du CR110 entre Sanem et Bascharage :**

Am Kader vum Bau vum Contournement vu Käerjeng ass eng Wëldbréck iwwert der Collectrice du Sud, an der Géigend vun der Zuchbréck geplangt. Dëst ass och am Kader vum Bau vum Contournement vu Käerjeng matgedeelt ginn. Elo ass awer vun der Administration des ponts et chaussées am November 2020 ee Projet ausgeschriwwe ginn, fir ee weidere „Passage à faune", dës Kéier iwwert dem CR110 ze bauen, dee Suessem mat Käerjeng verbënnt. Dofir muss de CR110 fir d'ëischt ofgesenkt ginn. Wéi et aus der Ausschreiwung erausgeet, soll dee Chantier bis Enn 2024 undaueren. A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2983, wou et ëm de geplangte P&R beim Zucharrêt Käerjeng-Suessem geet, ass den Här Minister och nëmme ganz knapp op dës Wëldbréck agaangen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen :

1. Bis elo huet et ni geheescht, datt de CR110 misst ofgesenkt ginn. Weess de Minister, firwat dës Aarbechten elo op eemol virgesi sinn a firwat op där Plaz, wou d'Trennung duerch de CR110 schonns laang besteet, elo eng Wëldbréck virgesinn ass?

2. Kann de Minister confirméieren, wou genee dës Wëldbréck hikënnt? Bis elo gëtt et mengem Wëssen no kee Plang, deen ëffentlech zougänglech wier. Dobäi sollen d'Aarbechte laut Ausschreiwung schonns am Abrëll ufänken.

3. Wéi wäert den Zougang zu der Gare wärend dëser laanger Chantiersphas kënne séchergestallt ginn? Wat sinn d'Repercussiounen op den Trafick generell, a méi spezifesch op d'Bussen, déi d'Gare ufueren?

4. Gedenkt de Minister de Projet ëffentlech ze presentéieren?

Réponse (11.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. D'Konzept vum Ofsenke vum CR110 ass fir den Zämerbësch op der ëstlecher Säit vum CR110, an dee schonn Natura 2000 geschützt ass, duerch eng Landschaftsbréck mam Bobësch op der westlecher Säit ze verbannen. De Bobësch soll am Kader vun den Ausgläichsmoossname vum Contournement vu Käerjeng och Natura 2000 klasséiert ginn.

ad 2. Dës Landschaftsbréck géif déi zwee Bëscher praktesch um héchste Punkt vum CR110 op enger Breet vun ongeféier 30 Meter matenee verbannen. Déi ausgeschriwwen Aarbechte betreffen d'Ofsenkung vun der Strooss. De Bau vun der Landschaftsbréck soll an enger zweeter Soumissioun ausgeschriwwe ginn.

ad 3. Wärend dem Chantier wäert d'Gare ëmmer zougänglech bleiwen. Wärend gewësse Phase vum Chantier wäert den Duerchgang vu Suessem op Käerjeng awer net méiglech sinn an d'Gare ass dann entweeder just vu Suessem respektiv vu Käerjeng aus erreechbar, dëst an enker Koordinatioun mat den Aarbechten um Boulevard Kennedy (CR110) op Käerjenger Säit.

ad 4. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten denkt à ce stade net drun, eng extra ëffentlech Presentatioun vum Projet ze maachen.

Question 3612 (11.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests rapides dans le milieu sportif :**

Am Moment stinn de Sportsveräiner ongeféier 60.000 Schnelltester zur Verfügung. Am Moment ass d'Notzung vun dësen net gesetzlech virgeschriwwen, déi grouss Sportfederatioune verflichten awer hir Veräiner se ze notzen. Sport ass awer net nëmmen an engem grousse Veräin wichteg, mee och d'Beweegung vun de Kanner, de Kranken oder de Leit mat Handicap spillt a Pandemiezäiten eng wichteg Roll.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a Gesondheet dës Froe stellen:

1. D'Mesure vun de 60.000 Schnelltester fir Sportsveräiner ass jo exklusiv fir d'Sportskompetitioun. Ass esou eng Mesure och fir krank Leit oder Leit mat enger Behënnerung virgesinn, déi Sport aus Therapiezwecker brauchen?

2. Wéi eng Mesurë si virgesinn, dass d'Kanner no der Fuesvakanz, ausserhalb vun der Schoul, och nees hirem Sport kënnen nogoen?

3. Wéi eng Mesuren hunn de Sportsministère an de Gesondheetsministère bis elo geholl, fir deene Leit ee sécheren Zougang zum Sport ze erlaben, déi hire Sport net an engem Sportsveräin maachen?

Wat fir Mesurë sinn an Zukunft geplangt?

Réponse commune (11.03.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et sief drun erënnert, datt säit dem 22. Februar 2021, d'Schnelltester am Lëtzebuerger Kompetitiounssport, fir déi wou dëst erlaabt ass, obligatoresch sinn.

ad 1. Fir krank Leit oder Leit mat enger Behënnerung, déi Sport aus Therapiezwecker brauchen, sinn d'Schnelltester net virgesinn.

ad 2. U sech war de Sport zu Lëtzebuerg ni ganz verbueden. Jiddereen, vu Kanner bis Senioren, konnt ënnert bestëmmte Konditioune Sport maachen.

Säit dem 11. Januar 2021 besti fir d'Kanner aus den Nationalkadere keng Restriktioune wat Training a Kompetitioun ubelaangt. Fir bis zu zwee Leit, déi Sport bedreiwen, ob jonk oder al, gëtt et weeder Maskeflicht nach eng Ofstandsreegelung. All déi aner kënnen a Gruppe vun maximal zéng mat zwee Meter Ofstand hire Sport maachen.

ad 3. Hei gëllen u éischter Plaz d'Anhale vun de Geste-barrièren an de Principe de précaution. An Zukunft kéinten eventuell Selbstschnelltester hei eng weider Sécherheet ginn, och wann da weiderhin d'Geste-barrièrë sollen agehale ginn.

Question 3613 (11.02.2021) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **informations sur l'état d'une procédure pénale :**

Duerch e Gesetz vum 8. Mäerz 2017 ass follgende Passus an d'Strofprozessuerdnung ageschriwwe ginn:

« Art. 4-1. (3) [La victime] est informée d'office du classement sans suite et de son motif, et, sur demande, de la mise à l'instruction, ainsi que des actes de fixation devant les juridictions de jugement.

La victime reçoit également sur demande :

- des informations sur l'état de la procédure pénale sauf si cette notification est de nature à nuire au bon déroulement de l'affaire ;

- des informations sur toute décision définitive sur l'action publique. »

Am Artikel 23, Paragrafen (4) a (5), vum selwechte Kodex steet weider ze liesen:

« (4) Le procureur d'État avise dans les 18 mois de la réception de la plainte ou de la dénonciation, la victime des suites qu'il donne à l'affaire y compris, le cas échéant, du classement de l'affaire et du motif sous-jacent.

(5) Lorsque l'affaire est classée, l'avis précise les conditions dans lesquelles la victime peut engager les poursuites par voie de citation directe ou de plainte avec constitution de partie civile. Lorsque les peines encourues de par la loi, au titre des faits, sont des peines criminelles ou des peines correctionnelles, l'avis comporte l'information que la victime peut s'adresser au procureur général d'État qui a le droit d'enjoindre au procureur d'État d'engager des poursuites. »

Aktuell besteet laut Strofprozessuerdnung keng Informatiounsflicht vis-à-vis vun engem presuméierten Täter.

Och eng Persoun, déi ee Virfall denoncéiert huet, awer net d'Qualitéit vun engem Affer huet, muss net informéiert ginn iwwer d'Suitte vun senger Denonciatioun.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

a. Wéi bewäert d'Madamm Ministesch den Ëmstand, dass e presuméierten Täter net iwwer d'Astellung vun engem Strofverfaren (classement sans suite) géint seng Persoun muss informéiert ginn?

b. Och wa keng Flicht besteet, kann d'Madamm Ministesch eis informéieren, ob de Parquet dat net awer, motu proprio, mécht?

Gëtt et eng Note de service säitens dem Parquet, wéi den Informatiounsfloss a sou engem Fall ofzelafen huet?

Kann d'Madamm Ministesch eis Detailer dovunner matdeelen?

Sollt dat net de Fall sinn, ass d'Madamm Ministesch net der Meenung, dass e presuméierten Täter misst iwwer e Classement sans suite informéiert ginn?

c. Ass d'Madamm Ministesch net och der Meenung, dass e sougenannten Denunziant iwwer de Stand vun den Ermëttlungen informéiert misst ginn oder zumindest dann informéiert gëtt, wann eng Affär ouni Suitte klasséiert gëtt?

Ginn et an dësem Fall Instruktioune säitens der Hierarchie vum Parquet wéi déi Informatioun ze geschéien huet?

Kann d'Madamm Ministesch eis dozou Detailer liwweren?

d. Ass d'Madamm Justizministesch gewëllt eng Informatiounsflicht vis-à-vis vum presuméierten Täter respektiv vum Denunziant an d'Strofprozessuerdnung aschreiwen ze loossen?

Falls net, wéi eng Argumenter schwätze géint sou eng Upassung?

e. Wéi a wéini gëtt d'Police iwwer sou e Classement sans suite informéiert?

Réponse (10.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad a. Et ass richteg, dass et laut dem ernimmte Gesetz vum 8. Mäerz 2017[5] keng Informatiounsflicht gëtt vis-à-vis vun engem presuméierten Täter. Et sief dorun erënnert, dass dat Gesetz eng ganzer dräi Direktiven zu de prozedurale Garantië vun de presuméierten Täter ëmsetzt, an dass esou eng Flicht insbesonnesch an der Direktiv iwwert d'Informatiounsrecht[6] net virgesinn ass.

Eng Entscheedung iwwert e Klassement ass eng reng intern administrativ Entscheedung, déi zu all Moment kann erëm zeréckgeholl ginn, falls et zum Beispill nei Elementer an der Affär ginn, an

[5] Loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant : - transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales ; - transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales ; - transposition de la directive 2013 /48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires ; - transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité ; - changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en « Code de procédure pénale » ; - modification : - du Code de procédure pénale ; - du Code pénal ; - de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés ; - de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; - de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition ; - de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne. Mémorial A n° 346 du 30 mars 2017

[6] Directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales

doduerch kann de Klassement och keng „autorité de chose jugée" kréien: « La mesure de classement d'une affaire est de nature purement interne et d'ordre administratif; elle ne constitue ni un droit acquis pour le prévenu, ni une décision pouvant acquérir l'autorité de la chose jugée. Il ensuit que la poursuite peut, à tout moment, être inconditionnellement reprise, soit en raison de la survenance d'un fait nouveau, de la commission d'une nouvelle infraction, similaire ou différente, soit simplement en raison d'une appréciation ultérieure différente de l'opportunité de la poursuite ou du classement, p. ex. par un supérieur hiérarchique. (Précis d'instruction criminelle en droit luxembourgeois, Thiry, Volume II, n° 83, p. 24). »

Déi Informatiounsflicht besteet awer wuel géintiwwer den Affer, deenen hir Rechter iwweregens an enger eenzeger Direktiv[7] virgesi sinn, an déi och duerch dat uewegenannte Gesetz ëmgesat gouf.

De Grond firwat d'Affer déi Informatioun d'office kréien, zitéieren déi éierewäert Deputéiert selwer an hirer Ufro: Den Artikel 23 Paragraf 5, vun der Strofprozessuerdnung gesäit explizitt vir, wat fir Méiglechkeeten en Affer huet, fir kënne géint esou e Classement sans suite virzegoen. D'Direktiv iwwert den Afferschutz gesäit iwweregens explizitt esou eng Recoursméiglechkeet géint de Klassement vir, ergo muss d'Affer och obligatoresch iwwert de Klassement informéiert ginn.

ad b. De Parquet informéiert net systematesch de presuméierten Täter, well et keng esou eng Flicht an deem Sënn gëtt. De Parquet informéiert awer de presuméierten Täter op seng, oder sengem Affekot seng, Demande hin, an dat op Basis vun engem einfache Schreiwes.

Deelweis kann et och virkommen, dass de Parquet eegestänneg de presuméierten Täter iwwert de provisoresche Klassement informéiert, well deen eng Duebelqualitéit kann hunn, als presuméierten Täter an als Affer oder andeems den Täter en Avertissement oder e Rappel à la loi geschéckt kritt.

Prinzipiell soll e presuméierten Täter kënnen informéiert ginn an dat op Demande, esou wéi et elo scho gehandhaabt gëtt.

ad c. Fir de sougenannte Plaignant gëllt dat selwecht ewéi fir de presuméierten Täter.

ad d. Am Moment ass net virgesinn, esou eng Informatiounsflicht souwuel fir de presuméierten Täter ewéi fir de Plaignant anzeschreiwen, well déi betraffe Persounen d'Informatioune kréie wann si se froen.

ad e. Zanter dem Ufank 2020 gëtt d'Police systematesch informéiert iwwert de Status vun den Affären duerch en Iwwerdroungsprozess (WebService) an der Chaîne pénale JUCHA sous condition, datt den Dossier e Procès-verbal beinhalt, deen elektronesch geschéckt gouf (ePv). D'Untersuchungsriichter hunn d'Gewunnecht, d'Enquêteuren iwwert d'Clôture vun der Instruktioun ze informéieren.

Question 3614 (11.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **taux de TVA appliqué sur les couches pour enfants en bas âge et personnes souffrant d'incontinence :**

Depuis mai 2019, la TVA sur les produits hygiéniques et menstruels féminins de première nécessité tels que les tampons et protège-slips, est passée au taux super-réduit de 3 %.

Or, parmi les produits hygiéniques et sanitaires, les couches pour personnes adultes souffrant d'incontinence ainsi que les couches pour enfants en bas âge sont toujours taxées à 17 %. Sachant que Monsieur le Ministre des Finances a reconnu le caractère indispensable des produits hygiéniques menstruels et a agi en conséquence en abaissant leur taux de TVA, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre est-il prêt à reconnaître que les couches pour personnes adultes souffrant d'incontinence et les couches pour enfants en bas âge font partie des produits hygiéniques et sanitaires de première nécessité auxquels devrait s'appliquer un taux de TVA super-réduit ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de baisser le taux de TVA sur les produits en question ?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que tout produit hygiénique et sanitaire de première nécessité devrait être gratuitement mis à disposition de la population ?

Réponse (10.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'application de taux réduits en matière de TVA n'est possible que lorsque celle-ci est prévue par le cadre législatif communautaire.

Il s'agit notamment des articles 98 à 130 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et son Annexe III qui déterminent l'application des taux de TVA et en particulier les catégories de livraisons de biens ou de prestations de services qui peuvent bénéficier d'un taux de TVA réduit.

Les couches pour personnes adultes souffrant d'incontinence ainsi que les couches pour enfants en bas âge, contrairement aux produits hygiéniques et menstruels féminins également évoqués dans la question de l'honorable Député, ne figurent pas sur la liste de l'Annexe III susmentionnée et ne sont donc pas éligibles à un taux de TVA réduit.

La législation communautaire actuellement en vigueur en la matière ne permet dès lors pas d'envisager une application d'un taux réduit aux produits en question.

Question 3615 (11.02.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **violence domestique :**

L'association sans but lucratif Inter-Actions et le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes ont récemment signé une convention pour développer une formation de lutte contre la violence domestique dénommée « Ee Schrëtt géint Gewalt ». La formation s'adresse principalement aux auteurs de violence domestique au Luxembourg.

Pendant la formation de 80 heures, les participants seront outillés pour apprendre à maîtriser et à surmonter leurs comportements violents et pour se rendre compte de leur responsabilité et de la conséquence de leurs actes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

- En quoi cette formation diffère-t-elle du programme du « Riicht Eraus », qui s'adresse également aux auteurs de violence domestique ?

- Selon nos informations, la formation offerte n'est pas contraignante pour les auteurs de violence domestique. La participation se fait sur une base volontaire. Madame la Ministre peut-elle nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

- La Ministre ne juge-t-elle pas que la formation devrait être obligatoire pour des auteurs condamnés de violence domestique, du moins pour les récidivistes ?

- Madame la Ministre ne juge-t-elle pas que le terme « invité » à l'adresse des auteurs est une farce par rapport à la gravité des faits ?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

La lutte contre la violence domestique requiert une approche multidimensionnelle qui implique toutes les parties concernées, et ainsi se focalise non seulement sur les victimes, mais inclut aussi le travail indissociable avec les auteur-e-s.

En considérant que la Police grand-ducale a, en 2019, procédé à 849 interventions policières, dont 265 ont donné lieu à une expulsion de l'auteur-e de violences, et qu'elle a compté un total de 1206 auteur-e-s, je suis convaincue que le travail avec les auteur-e-s doit être, voire rester, un pilier essentiel de la prévention et de la lutte contre la violence domestique au Luxembourg.

Actuellement, les auteur-e-s de violence domestique, et obligatoirement les personnes expulsées de leur domicile pour faits et actes de violence, sont pris-e-s en charge par le service « Riicht Eraus » de la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Ce dernier reste actuellement le seul service agréé prenant en charge les auteur-e-s adultes de violence domestique, conformément à la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique.

En vue non seulement d'élargir, mais aussi de diversifier l'offre de prise en charge des auteur-e-s de violence domestique, tant en amont qu'en aval de la violence domestique, l'association sans but lucratif Inter-Actions a misé sur une offre différente mais complémentaire à celle du « Riicht Eraus », par le développement d'un nouveau programme de formation, dénommé « Ee Schrëtt géint Gewalt », destiné aux auteur-e-s hommes et femmes, de violence domestique.

Le concept du « Riicht Eraus » est basé sur le modèle hambourgeois développé par Joachim Lempert, qui consiste notamment à accompagner et à conseiller, par une prise en charge psychologique et à travers une approche centrée sur le client, des auteur-e-s de violence potentiel-le-s, présumé-e-s ou condamné-e-s, via des entretiens et consultations individuelles. Le but de ces consultations est la prise de responsabilité par l'auteur-e pour ses actes, afin de le dissuader de recourir à la violence en cas de conflit, et de l'accompagner durablement vers un changement de comportement non violent, à travers l'activation de ses propres ressources.

Le projet développé par Inter-Actions est basé sur le travail en groupe, axé sur une approche plus pragmatique et confrontative, développée par Ulrich Krämer. Lors des formations proposées par Inter-Actions, d'une durée fixe de 80 heures, les auteur-e-s de violence domestique apprendront à gérer des conflits, et à être responsabilisé-e-s en vue d'un changement de comportement, d'une manière plus pragmatique et interactive grâce à une panoplie d'exercices, de jeux de rôle et de discussions.

La loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique prévoit seulement l'obligation pour les personnes expulsées de leur domicile, de se présenter endéans les sept premiers jours de la mesure d'expulsion auprès d'un service prenant en charge les auteur-e-s de violence domestique, en l'occurrence le « Riicht Eraus », fondé et agréé par mon ministère en 2003. Au-delà de ce délai, le service devient proactif.

Néanmoins le « Riicht Eraus » qui a ouvert ses portes en avril 2004, et qui a obtenu une base légale dans le cadre de la loi précitée en 2013, accueille depuis sa création aussi bien des personnes expulsées, que des auteur-e-s demandeurs de soutien, sur base volontaire. Depuis plus d'une dizaine d'années, il accueille également les auteur-e-s qui lui sont envoyés par le juge, dans le cadre d'une contrainte judiciaire.

À défaut d'une quelconque obligation légale et procédurale, telle que celle prévue pour le „Riicht Eraus", le projet d'Inter-Actions, qui vient d'être créé et financé par mon ministère, reste, dans la configuration actuelle, volontaire. Il convient tout de même de souligner que la participation au projet „Ee Schrëtt géint Gewalt" exige la volonté des participant-e-s à compléter le module entier de 80 heures.

Je partage l'avis de Madame la Députée, que l'usage du terme « invité », tel qu'utilisé par la presse nationale, à l'adresse des auteur-e-s de violence domestique peut sembler inapproprié, et ne reflète pas suffisamment la gravité de la problématique.

Dans ce contexte, permettez-moi de vous renvoyer à une mesure de mon Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes, qui est non seulement ma feuille de route pour les années à venir, mais qui prévoit aussi le renforcement du dialogue avec les médias en matière de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Question 3616 (11.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **construction d'un internat aux environs du Lycée E. Steichen à Clervaux :**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0690 du 13 mai 2019 relative à la construction d'un internat aux environs du Lycée E. Steichen à Clervaux, il avait été précisé de la part du Gouvernement qu'il ne disposait actuellement ni d'une demande ni d'un programme de construction concernant ce projet.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics :

- Le nombre d'élèves du LESC ayant sensiblement augmenté depuis 2018, Monsieur le Ministre peut-il informer si les services compétents de son ministère ont reçu entre-temps une demande de la part de la direction de cet établissement scolaire ou du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse en vue de la construction d'un internat à Clervaux ?

- Dans l'affirmative, quels seraient les besoins éventuels de la communauté scolaire du LESC en la matière d'ici l'an 2025 ?

- Le Comité d'acquisition aurait-il déjà été chargé, par mesure de précaution, d'acheter un immeuble afin de réaliser le projet en question ?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a été officiellement saisi par la direction du Lycée Edward Steichen à Clervaux (LESC) en vue de la construction d'un internat à proximité du lycée, dont les besoins s'élèvent à une capacité maximale de 50 lits.

Cette demande a été transmise au Ministère des Finances, en l'occurrence au Comité d'acquisition qui est actuellement en négociations avec divers propriétaires en vue d'acquérir des surfaces supplémentaires pour les besoins du projet d'extension du LESC ainsi que pour l'implantation d'un futur internat.

Aucun programme de construction n'a par conséquent été transmis à l'Administration des bâtiments publics jusqu'à présent.

Question 3617 (11.02.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **conduite autonome :**

Déi däitsch Regierung huet rezent e Gesetzesprojet virgestallt, mat deem Däitschland dat éischt Land weltwäit géif ginn, dat d'Conduite autonome am normale Stroosseverkéier erlaabt. Dëst wier zwar nëmmen op festgeleuchte Strecke méiglech, mee hei dierften awer Gefierer vum Niveau 4 vun insgesamt 5, wat d'Autonomie betrëfft, zirkuléieren. Méi genee heescht dat, dass et sech hei ëm vollautomatiséiert Fueren handelt, bei deem de Chauffer just a Geforesituatioune muss agräifen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Ass den Här Minister au courant vun dëser Entwécklung?

- Wéi wäit ass Lëtzebuerg am Bezuch op d'Autorisatioun vum autonome Fueren am normale Stroosseverkéier?

- Huet d'Regierung wëlles, sech um däitsche Gesetzesprojet fir eng eventuell Legaliséierung vun der Conduite autonome ze inspiréieren?

- Fir wéini wier en änleche Schrëtt wéi an Däitschland hei zu Lëtzebuerg denkbar?

- Wat sinn d'Tëscheresultater vum gemeinsame Pilotprojet mat Däitschland a Frankräich an der Groussregioun zu deem Sujet?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Déi national Verkéiersreegele baséieren op zwou internationale Konventiounen iwwert de Stroosseverkéier; der Genfer Konventioun vun 1949 an der Wiener Konventioun vun 1968. Länner, déi eng oder déi zwou Konventiounen ënnerschriwwen hunn, sinn obligéiert, fir hir national Gesetzgeebung iwwert de Stroosseverkéier konform zu dëse Konventiounen opzestellen. Déi zwou Konventiounen enthale verschidde Bestëmmungen, déi schwéier an Aklang mam automatiséierte Fueren ze brénge sinn. Vollautomatiséiert Gefierer, déi ouni mënschlecht Agräife fuere kënnen, sinn net kompatibel mat den aktuelle Verkéiersreegelen, wéi se an den uewe genannte Konventioune virgi sinn. De Problem ass, dass déi aktuell Verkéiersreegelen alleguer op der Notioun vun engem Chauffer baséieren; e Mënsch, deen d'Kontroll iwwert d'Gefier huet. Ee vollautomatiséiert an een deelautomatiséiert (ënner verschidde Konditiounen) Gefier huet kee Chauffer am Sënn vun deenen zwou genannte Konventiounen. D'Fro, déi sech elo stellt, ass, wéi ee vollautomatiséiert Gefierer an och deelautomatiséiert Gefierer, déi per Definitioun kee Chauffer an deem Sënn hunn, an déi aktuell Verkéiersreegelen integréiere kann.

D'Wiener Konventioun erméiglecht allerdéngs Testfaarte mat Gefierer, déi mat automatiséierte Systemer ekipéiert sinn. Konform zu der besoter Konventioun muss ee Chauffer zu all Moment am Gefier sinn, deen och permanent an der Lag muss sinn, d'Kontroll vum Gefier ze iwwerhuelen. Systemer, déi en Afloss op d'Kontroll vum Gefier hunn, mussen den internationale Rechtsvirschrëften entspriechen. Systemer, déi net den internationale Rechtsvirschrëften entspriechen, dierfen och verbaut ginn, allerdéngs mussen dës Systemer zu all Moment ausschaltbar oder duerch de Chauffer vum Gefier iwwersteierbar sinn.

Lëtzebuerg erméiglecht de Moment Tester am Stroosseverkéier mat automatiséierte Gefierer iwwert den Artikel 49 Buschtaf F) vum Code de la route. Dësen Artikel beseet: « Des véhicules qui sont conçus selon des techniques nouvelles ou des principes non réglementés ou incompatibles par nature avec les dispositions des articles 2 à 54 et qui servent à des essais techniques ou scientifiques, peuvent être admis à la circulation à condition d'être munis à l'avant et à l'arrière d'un signe distinctif portant l'inscription "essai scientifique", l'usage de ce signe distinctif étant subordonné à une autorisation individuelle du "Ministre ayant les Transports dans ses attributions" ». Gefierer, déi fir Testzwecker konzipéiert sinn, kënne konform zu de lëtzebuergesche Bestëmmungen iwwert eng Eenzelofnam immatrikuléiert ginn an Tester zu Lëtzebuerg fueren.

Den Artikel 160 Paragraf 1 Buschtaf a) beseet: « Il est interdit aux conducteurs de véhicules automoteurs autres qu'un motocycle ou un cyclomoteur de lâcher le volant simultanément des deux mains, tant que le véhicule est en mouvement […] ». Heiduerch ass et grondsätzlech net méiglech, gläichzäiteg déi zwou Hänn vum Steierrad ze huelen.

Iwwert den Artikel 160 Paragraf 2: « Dans le cadre des essais scientifiques sur la voie publique avec

[7] Directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité, articles 6 et 11

des véhicules conçus selon des techniques nouvelles ou des principes non réglementés ou incompatibles par nature avec les dispositions des articles 2 à 54, le conducteur peut être exempté de certaines dispositions du paragraphe 1er sur autorisation à délivrer par le ministre » ass et allerdéngs méiglech, am Kader vu wëssenschaftlechen Tester, beim zoustännege Minister eng Derogatioun fir déi uewe genannte Punkten unzefroen.

Op Initiativ vun enger Rei Länner, dorënner och Lëtzebuerg, gouf elo een zousätzlechen Artikel an d'Wiener Konventioun vun 1968 bäigesat. Den Artikel 34bis beseet, dass d'Ufuerderung vun der noutwenneger Presenz vun engem Chauffer an engem Gefier och schonn als erfëllt ugesi gëtt, wann en automatiséierte Fuersystem vum Gefier benotzt gëtt. Dësen automatiséierte Fuersystem muss dee Moment:

- der nationaler Gesetzgeebung entspriechen esou wéi och der entspriechender internationaler Gesetzgeebung fir motoriséiert Gefierer, Ekipementer a Baudeeler, déi a motoriséierte Gefierer verbaut sinn an/oder dofir gebraucht kënne ginn, an

- duerch eng national Gesetzgeebung fir d'Bedreiwe vum automatiséierte Fuersystem gereegelt sinn.

Wann also den automatiséierte System vun engem Gefier a Betrib ass, dann ass dat gläichgestallt mat der obligatorescher Presenz vun engem Chauffer, am Sënn vum Artikel 8 vun der Wiener Konventioun. Den Artikel 34bis erméiglecht et elo de Länner, déi der Wiener Konventioun bäigetruede sinn, eng national Gesetzgeebung ze schafen, déi de Betrib vun automatiséierte Gefierer am Stroosseverkéier reegelt. Fir dës national Gesetzgeebung sollen d'Länner sech un der „resolution on the deployement of highly and fully automated vehicles in road traffic" vum „Global Forum for Road Traffic Safety" vun der UNECE orientéieren. Dës Resolutioun gëtt, komplementar zu deenen zwou genannte Konventiounen, Recommandatioune fir d'Integratioun vun automatiséierte Gefierer an de Stroosseverkéier.

A Funktioun vun der technescher Entwécklung bei den Autoe wäert zu Lëtzebuerg gekuckt ginn, wéi eventuell verschidde Funktioune bei den Autoen, ausserhalb vun Testfaarten, kéinte konform benotzt ginn. Heifir wäerten allerdéngs verschidde Modifikatiounen um nationale gesetzleche Kader néideg ginn.

Am Bezuch op de Gesetzesprojet zum autonome Fuere vum däitsche Verkéiersministère, op deen den honorabelen Deputéierte Referenz mécht, ass ze soen, dass de besote Gesetzesprojet vum däitsche Bundesjustizministerium aus Dateschutzgrënn ofgewise gouf. Méi konkreet geet et hei dorëms, wie Proprietär vun den ënnerschiddlechen Donnéeën ass, déi am Kader vum automatiséierte Fuere generéiert ginn. Duerch d'Blockade vum Gesetzesprojet ass et am Moment nach net kloer, wéini déi geplangten Dispositioune sollen a Kraaft trieden.

Wat de Pilotprojet ubelaangt, sief ze soen, dass dat grenziwwerschreidend Testfeld tëschent Lëtzebuerg, Däitschland a Frankräich ee gemeinsame Kader schaaft, fir der Industrie an der Fuerschung d'Méiglechkeet ze ginn, innovativ Produiten a Servicer an engem reellen Ëmfeld ze testen. D'Partnere stëmmen sech an engem reegelméissegen Turnus of a bezéien och reegelméisseg relevant Acteuren iwwer e Comité de pilotage an. Eng Rei vu Projete mat EU-Finanzéierung hu schonn dës Geleeënheet genotzt, z. B.:

- 5GGroCo (Horizon 2020-Projet)

• 5G-Couverture fir de Lëtzebuerger Deel vum trilateralen Testfeld fir vernetzt an automatiséiert Fuere gëtt duerch POST séchergestallt.

• An dësem grenziwwergräifenden Zenario mat méi Operateuren, Telecom-Acteuren an Hiersteller vun Autoen an Automobilkomponente solle follgend usprochsvoll Cas-d'usagë getest ginn:

- Ferngesteiert Fueren (tele-operated driving)
- Generéieren an Deele vu Kaarte mat héijer Opléisung (generation and distribution of high definition maps)
- Virzäiteg Vermeidung vu Kollisiounen duerch Kooperatioun tëscht Gefierer (anticipated cooperative collision avoidance)

- Terminal (Interreg-Grossregioun-Projet)
- L3Pilot (Horizon 2020-Projet)

Weider Projete sinn och scho fir d'Zukunft geplangt.

Donieft goufen och national Projete geférdert a geneemegt a si grad a Preparatioun. Esou z. B. de „5G-IST"-Projet vun HITEC zesumme mat POST, deen am Kader vum Appel à projets 5G vum Service des médias et communications agereecht gouf an dee vum Wirtschaftsministère mat Fuerschungsbäihëllefen ënnerstëtzt gëtt. Donieft plangt den Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT) vun der Uni.lu aktuell nei Demonstratiounen op ëffentleche Stroossen. Dëst ënner anerem mat senge Partner fir innovativ héichopléisend Kaarten (HD Maps) oder Assurancen.

Am Kader vum „Digital Cross-Border Testbed Project Day" am Abrëll 2019 zu Schengen gouf d'C-V2X-Technologie, eng Schlësseltechnologie fir d'Entwécklung vu kooperativen an intelligenten Transportsystemer (C-ITS) an ee wichtege Baustee fir d'5G-Technologie, fir d'éischte Kéier an engem grenziwwergräifende Kontext getest. Op dësem Evenement goufen och weider innovativ Technologien an der Presenz vu fënnef Ministeren aus de verschiddene Länner dem Publikum an der Press demonstréiert. Fir sech nach besser op d'Zukunft virzebereeden, gëtt grad a Koordinatioun mat den Nopeschlänner gekuckt, wéi déi digital Infrastruktur ka verbessert ginn, dëst mat Support vun EU-Förderprogrammer.

Ausserhalb vum trilateralen Testfeld sief och den AVENUE-Projet (H 2020) ze ernimmen, dee vun der EU finanziell ënnerstëtzt gëtt a wou och eng Lëtzebuerger Transportentreprise als Member vum Konsortium Tester mat autonome Gefierer op ënnerschiddleche Plazen zu Lëtzebuerg mécht.

Question 3618 (11.02.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **projet MMUST :**

De Projet MMUST (Modèle multimodal et scénarios de mobilité transfrontaliers), un deem de Mobilitéitsministère zënter 2018 zesumme mat 22 Partner aus véier Länner schafft, ass en europawäit eenzegaartege Projet fir d'Verkéiersfléiss an der Grenzregioun ze modeléieren an an Zukunft de grenziwwerschreidenden Trafick besser kënnen ze organiséieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister Detailer zu dësem Projet ginn?

2. Wéi wäit sinn d'Aarbechten un deem Projet fortgeschratt?

3. Kann den Här Minister schonn en Tëschebilan vum Projet maachen?

4. Wéi eng konkreet Plus-value fir d'Verkéiersplanung zu Lëtzebuerg an an der Grenzregioun gëtt sech vum Projet vu Säit vum Ministère erwaart?

Réponse (15.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Projet MMUST (Modèle multimodal et scénarios de mobilité transfrontaliers) ass lancéiert gi vum MMTP zesumme mat 22 franséischen, belschen, däitschen a lëtzebuergeschen Acteuren, déi vun der Mobilitéits- a Landesplanung concernéiert sinn. An dësem Projet sinn zum Beispill de franséische Staat, Regioune a Bundeslänner wéi de Grand-Est, d'Saarland, Rheinland-Pfalz an d'Région wallone vertrueden an awer och Gemenge wéi zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg an Esch an och d'Agglomeratiounen Thionville, Metz a Longwy.

De Finanzement vun dësem Projet gëtt vu lëtzebuergeschen, franséischen a belschen Acteuren assuréiert. De Projet profitéiert och vun engem Cofinanzement vu 40 %, deen am Kader vum europäesche Programm Interreg V A Grande Région accordéiert ginn ass. Déi däitsch Acteure wollte sech an enger éischter Phas net finanziell un dësem Projet bedeelegen, sinn awer als Partner beim Projet mat derbäi. Elo lafe Gespréicher, fir se an enger zweeter Phas, also no 2022, an enger Fortsetzung vun dësem Projet mat dobäizehuelen.

D'Zil vun dësem Projet ass et, ee Verkéiersmodell opzebauen, deen eis an dësem gesamte grenziwwerschreidende Raum Froen zur Mobilitéitspolitik an zu Mobilitéitsprojete kann hëllefe beäntweren. Et ass déi éischte Kéier, datt all verfügbar Donnéeën zur Mobilitéit an zur Landesplanung beienee geluecht ginn, fir eng besser Mobilitéitssimulatioun kënnen ze maachen an doduerch och d'Zukunft vun däser grenziwwerschreidender Regioun an hir Mobilitéit gemeinsam a méi datebaséiert kënnen ze plangen.

De Projet leeft an der Period 2018-2022. D'Ëmsetzung vum Projet ass am Zäitplang. Déi Aarbechten, déi bis elo gemaach goufen, ware virun allem ganz technesch. Sou goufen zum Beispill de ganze Stroossereseau an och de Reseau vum ëffentlechen Transport an enger Datebank zesummegeféiert. Dës Weidere sinn all d'Enquêten, déi an dësem Raum gemaach goufen, harmoniséiert ginn an an dës Datebank agespeist ginn. Dëst ware komplex Aarbechten, well déi Donnéeën an all Land anescht virleien an och eng ganz Rei Acteuren dofir zoustänneg sinn.

Aktuell gëtt un der Ausaarbechtung vun den Zenarie fir 2030 an 2040 geschafft, zesumme mat all den Acteuren déi concernéiert sinn. An deem Kontext fënnt och en Echange statt mat dem Projet SDTGR (Schéma de développement territorial de la Grande Région), dee vun der Landesplanung pilotéiert gëtt.

Dëse Modell wäert et eis och zum Beispill erlaben, de Mobilitéitsbesoin zum Beispill op den nationalen a grenziwwerschreidenden Achse besser kënnen ze simuléieren. Et wäert et awer och erlaben, fir den Impakt vun neie Wunnprojeten oder Industriezonen ofzeschätzen a falls néideg, déi zousätzlech Mobilitéitsprojete mat besseren Donnéeë plangen ze kënnen. De Modell kéint och zum Beispill Äntwerte liwweren, wéi sech d'Zuel vun den Awunner a Frontaliere an Zukunft wäert entwéckelen.

Doriwwer eraus ass dëse Modell en Outil, fir Donnéeën an Erkenntnisser am Mobilitéitsberäich tëschent all dësen Acteure besser kënnen ze echangéieren an domadder nei geplangte Projeten op enger gemeinsamer Wëssensbasis opzebauen.

Question 3619 (11.02.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **travaux de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3 :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3163, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics indique que les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3 devraient débuter à la mi-2021. La troisième voie de circulation qui sera aménagée sera notamment utilisée pour le covoiturage pendant les heures de pointe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des acquisitions de terrains sont nécessaires pour réaliser ces travaux d'élargissement et, le cas échéant, de la superficie requise pour ces terrains ? Monsieur le Ministre peut-il aussi me renseigner si tous ces terrains nécessaires ont déjà été acquis ? Si ce n'était pas le cas, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de terrains restent encore à acquérir, et quelle est leur superficie ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si l'achat des terrains nécessaires pose ou a posé problème ?

- Y a-t-il eu des cas d'échange de terrains avec des propriétaires privés ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Le projet de loi relatif à l'élargissement de l'A3 stipulait qu'environ sept millions de points biotopes seraient potentiellement touchés par les travaux à venir. Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les mesures compensatoires prises en la matière ? Comment et où ces compensations environnementales seront-elles réalisées ?

Réponse commune (16.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Pour réaliser les travaux d'élargissement de la chaussée de l'autoroute A3, le dossier des emprises prévoit l'incorporation de 140 parcelles d'une superficie totale de 24,58 ha dans le domaine public. De cette superficie, 4,13 ha font partie du domaine de l'État et 4,82 ha du domaine communal. Les emprises à acquérir de particuliers représentent 82 parcelles d'une superficie de 15,64 ha. Le Comité d'acquisition du Fonds des routes a entamé les négociations avec les propriétaires privés.

Le projet global est morcelé dans cinq lots allant de A-E. Un bilan écologique est établi pour chaque lot de construction respectif. Or, à ce stade, ces bilans ne sont pas encore finalisés. Toutefois, il est prévu de réaliser les mesures compensatoires et d'atténuation notamment dans les alentours directs de l'autoroute, ainsi qu'en proximité du nouveau pont écologique à réaliser à la frontière franco-luxembourgeoise et sur des fonds sis sur les territoires des communes de Hesperange et de Roeser.

Question 3620 (11.02.2021) de **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **interventions chirurgicales de lipœdème :**

Notre corps stocke des graisses afin de constituer des réserves d'énergie. Par « lipœdème » on entend le stockage anormalement localisé de ces graisses, le plus souvent réparties des hanches aux chevilles.

Le lipœdème est une maladie reconnue par l'Organisation mondiale de la santé depuis 1940. Il peut passer par quatre phases aux cours desquelles les symptômes s'aggravent. Sans traitement la quantité des graisses sous la peau peut aller de 0,5 à 7 ou 8 litres. Ceci entraîne des difficultés à se mouvoir et donc à éliminer naturellement les graisses du corps. Des douleurs peuvent également survenir dès la phase 1.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) L'opération du lipœdème est-elle considérée comme intervention de chirurgie esthétique ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ?

2) En termes de prévention, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas utile de rembourser des interventions chirurgicales de lipœdème dès la phase 1 afin d'éviter l'aggravation des symptômes? Dans la négative, pour quelles raisons ?

3) Dans la réponse à la question parlementaire n° 3404 du 8 janvier 2021, Monsieur le Ministre a expliqué que la Commission de Nomenclature a décidé d'introduire deux nouveaux actes pour le traitement du lipœdème en phase 3. Monsieur le Ministre, peut-il fournir des précisions concernant ces nouveaux actes ?

Réponse (12.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Le lipœdème est à considérer comme une maladie. En effet, les signes cliniques du lipœdème sont décrits depuis 1940 par Allen et Hines (Vignes 2012). Néanmoins la maladie reste encore méconnue car peu d'études scientifiques sont disponibles, et les recommandations de bonne pratique sur la prise en charge du lipœdème sont quasi inexistantes (Rey & Raffoul 2018).

D'après le catalogue des maladies rares recensées par Orphanet, on y retrouve que le lipœdème est une maladie génétique rare du tissu sous-cutané. Néanmoins, la Classification internationale des maladies (CIM-10) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne prévoit pas, au même titre que pour de très nombreuses maladies rares, de code spécifique pour le lipœdème.

Dès lors, considérant que le lipœdème est reconnu comme une maladie, les actes chirurgicaux en lien avec cette pathologie ne sauraient être qualifiés de chirurgie esthétique.

ad 2) Tel que précisé ci-avant, la maladie reste encore assez méconnue car peu d'études scientifiques sont disponibles, et les recommandations de bonne pratique sur la prise en charge du lipœdème sont quasi inexistantes.

De plus, la littérature n'est pas toujours cohérente concernant le diagnostic ou la prise en charge du lipœdème. Le lipœdème étant souvent mal diagnostiqué ou diagnostiqué comme un problème esthétique, il est trop fréquemment insuffisamment ou mal pris en charge. Pour diagnostiquer un lipœdème et permettre sa prise en charge adéquate, il est impératif de différencier le lipœdème de la lipohypertrophie, de l'obésité ou encore du lymphœdème.

La prise en charge du lipœdème poursuit deux objectifs principaux :

- L'élimination ou l'amélioration des symptômes, en particulier la douleur, l'œdème et la déformation articulaire pour réduire le handicap.

- La prévention des complications dermatologiques (macérations, infections), lymphatiques (érysipèle, lymphœdème) et orthopédiques (troubles de la marche, déformations articulaires).

Le traitement du lipœdème consiste en une prise en charge globale, qui doit toujours être adaptée à chaque individu en fonction du stade de la maladie.

Les modalités de remboursements de la prise en charge chirurgicale du lipœdème à l'étranger oriente globalement vers la prise en charge chirurgicale du lipœdème à partir du stade 3 de la maladie. A contrario, en Grande-Bretagne, le National Health Service (NHS) autorise un accès limité à la chirurgie, la considérant comme une procédure cosmétique pour laquelle les patients souffrant de lipœdème n'ont pas droit à une prise en charge (Wounds UK 2017).

Pour l'ensemble de ces raisons, et dans l'attente de recommandations internationales validées de bonne pratique sur la prise en charge du lipœdème, le choix initial a été de permettre le remboursement de la prise en charge chirurgicale à partir du stade 3.

ad 3) En ce qui concerne les nouveaux actes relatifs au traitement du lipœdème à partir de la phase 3, il s'agit de deux actes permettant la prise en charge des interventions chirurgicales y relatives par l'assurance maladie, tant pour les membres inférieurs que pour les membres supérieurs.

En effet, le Comité quadripartite du 30 mai 2018 avait fixé des objectifs d'amélioration de la prise en charge du lipœdème, tant au niveau du traitement conservateur que des interventions chirurgicales à partir du stade 3 de la pathologie.

La prise en charge du lipœdème par liposuccion a démontré des bénéfices notables pour les patients atteints de cette pathologie, sur les symptômes associés, et engendre une amélioration de l'impotence fonctionnelle liée.

La création de ces nouveaux actes permet d'éviter la situation dans laquelle le médecin doit appliquer la procédure de l'article 19, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale (tarification par analogie) pour une intervention prévue au niveau des statuts de la Caisse nationale de santé et absente au niveau de la nomenclature médicale.

Les modifications de la nomenclature sont opérées par règlement grand-ducal qui se trouve actuellement dans la procédure règlementaire. À ce stade, les nouveaux actes prévoient une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale. Toutefois, il est envisagé de faire une évaluation de cette condition une fois que des données plus précises seront disponibles.

Au-delà des mesures qui ont été prises ces dernières années pour renforcer la prise en charge par l'assurance maladie en ce qui concerne le lipœdème, y compris les nouveaux actes, la prise en charge sera continuellement réévaluée en fonction des dernières connaissances médicales et des dernières techniques médicales dès lors qu'elles répondent aux différents critères prévus au Code de la sécurité sociale.

Question 3621 (11.02.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**hôpital militaire :**

D'Militärspidol, esou wéi et elo ugeduecht ass, soll op Esch kommen. Elo ass den Emplacement vun esou engem Spidol natierlech eng ganz wichteg Decisioun an et ass derwäert, fir sech méi genee mat deenen Iwwerleeungen auserneenzesetzen, déi zu där Decisioun geféiert hunn.

Doweinst wéilte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Iwwerleeungen hunn d'Regierung motivéiert, fir keng onofhängeg nei Struktur ze schafen, mee dat geplangte Militärspidol un eng existéierend Spidolsinfrastruktur ze koppelen?

2. Huet e Militärspidol net besonnesch Exigenzen, zum Beispill wat d'Sécherheet vum Accès an d'Accessibilitéit iwwert d'Strooss a mat Helikopteren ugeet, wéi dat och dacks am Ausland bei esou Infrastrukturen de Fall ass?

3. Well esou e Spidol jo och fir besonnesch schwiereg Situatioune soll benotzt ginn, wéi zum Beispill Pandemien, wär dann net eng raimlech Trennung zu aneren Infrastrukture mat vulnerabele Leit opportun?

4. Wär et och eng Optioun gewiescht, fir esou e Spidol no bei de Findel ze setzen, oder no bei déi militäresch Infrastrukturen zu Dikrech?

5. Wat d'Optioun vun enger Ukopplung un en anert Spidol ugeet: Waren nach aner Spideeler wéi de CHEM interesséiert? No wéi enge Krittären ass de Choix getraff ginn?

Réponse commune (10.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 4. De Choix, dat geplangte Militärspidol un eng existéierend Spidolsinfrastruktur ze koppelen, war motivéiert duerch d'Sich no Synergien, besonnesch an de Beräicher Logistik, Entretien, Personal, Expertis asw.

D'Entscheedung, d'Militärspidol zesumme mat engem Spidol ze situéieren, gouf vun allen Acteure vum lëtzebuergesche Gesondheetssecteur ënnerstëtzt. Dëse Choix huet och de Virdeel, dass d'Struktur am Krisefall ganz séier kann aktivéiert ginn, well se an enger éischter Phas vu pre-identifizéiertem Personal aus dem Partnerspidol ka matbedéngt ginn.

E Standuert beim Flughafen oder dem Centre militaire huet am Verglach den Nodeel, dass am Fall vun enger Noutfallaktivéierung et zu zousätzlechen Delaie komme géif, wat d'Versuergung vun de Patiente behënnere géif an zu enger Dispersioun vum zu Lëtzebuerg verfügbare medezinnesche Personal féiere géif.

ad 2. Wat d'Sécherheetsexigenze betrëfft, esou hunn den zukünftege Site vum Südspidol an de Projet, deen de Centre Hospitalier Émile Mayrisch presentéiert huet, am Beschten adaptéiert geschéngt, fir de Besoine vun der Defense ze entspriechen, besonnesch am Hibléck op d'Securisatioun an eng garantéiert Accessibilitéit, och fir Helikopteren.

ad 3. Am Moment sinn d'Aarbechten amgaangen, fir déi verschidde Besoine vun de verschiddenen Acteuren zesummenzesetzen. No der Machbarkeetsetüd iwwert déi Besoinen, wäert et méi kloer ginn, wéi déi nei Infrastruktur an d'Verbindung mat der existéierender Infrastruktur soll ausgesinn. Mee de Projet ass esou artikuléiert, datt d'Spidol keng primär Aufgab an enger Pandemie huet. Dëst kann awer nach no der Etüd geännert ginn, falls sech erausstelle sollt, dass et méiglech wier.

ad 5. Déi grondleeënd Krittäre goufen de Groupes hospitaliers a Form vun enger Lëscht vu Besoinen an definéierte Krittäre virgestallt. Wichteg Aspekter bei der Analys waren ënner anerem d'Securisatioun vum Site an eng garantéiert Accessibilitéit, woubäi dës och vun engem strateegeschen, operationellen a medezinnesche Standpunkt a Perspektiv mat der lëtzebuergescher Spidolslandschaft gesat goufen.

D'Projeten, déi eragereecht goufen, goufen enger Grupp vun auslännesche Experte virgeluecht. Dës hunn hir Analys ënner Berécksiichtegung vun de vir genannte Besoinen a Krittären duerchgefouert.

De getraffene Choix dréckt de Wëllen aus, mat dem ausgewielte Partner verdéifte Gespréicher a (Machbarkeets-) Etüden ze lancéieren. Dëst schléisst am iwwregen net d'Bedeelegung vun anere Groupes hospitaliers a pertinenten Deeler vum Projet aus.

Question 3622 (12.02.2021) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **logements des CFL :**

Depuis quelques années, la station ferroviaire de Bettembourg héberge des unités de logement au service des étudiants de l'Université du Luxembourg. De même, au premier étage du bâtiment principal de la gare de Clervaux une famille a pu être accueillie en un ancien logement de service des CFL.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre de logements disponibles dans les différents bâtiments voyageurs du pays ?

- Combien de bâtiments voyageurs appartenant aux CFL abritent en leur sein des unités de logement qui sont actuellement inoccupées ? Quelles en sont les raisons ?

- Existe-t-il un programme de modernisation permettant d'assainir, voire de revaloriser ces bâtiments afin d'y créer notamment des logements ?

Réponse (05.03.2021) de **François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le chemin de fer dispose actuellement de 22 logements dans les différents bâtiments voyageurs, dont :

- 16 sont loués à des particuliers,

- 2 sont mis à disposition des administrations communales, qui se chargent de la rénovation et de l'entretien normalement à charge du propriétaire,

- 2 sont actuellement inoccupés car situés dans des bâtiments destinés à être démolis prochainement,

- 1 est en cours de mise en location,

- 1 est à rénover.

Seul le bâtiment voyageurs de Leudelange, propriété de l'État, dispose d'un logement actuellement encore disponible pour y accueillir de potentiels locataires.

Toutefois avant mise en location, des travaux de remise en état doivent y être entrepris aux fins de mise aux normes.

Les logements dans les bâtiments voyageurs font l'objet d'une maintenance par les CFL pour garantir leur bon état d'utilisation et de fonctionnement.

En cas de vétusté, il est procédé à une rénovation complète des logements par les CFL, pour compte de l'État, après la sortie des locataires, lesquels utilisent les logements sur des périodes assez longues vu leur satisfaction.

Il n'existe pas de programme particulier pour créer des logements supplémentaires dans les bâtiments voyageurs puisque les locaux restants sont nécessaires pour y abriter les installations ou fonctions nécessaires pour l'exploitation ferroviaire.

Question 3623 (12.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **noms de rue :**

D'Sprochen, déi am ëffentleche Raum benotzt ginn, verrode vill iwwer d'Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg hu mir eng ganz speziell Sproochesituatioun. Ville Leit ass net bewosst, datt et just eng Nationalsprooch, nämlech Lëtzebuergesch, hei gëtt, an datt Franséisch an Däitsch „just" Verwaltungssprooche sinn. Trotzdeem ass déi franséisch Sprooch dominant, wann et ëm Stroossennimm a Stroosseschëlder geet. Déi meescht Stroossennimm sinn op Franséisch, a bei zweesproochege Schëlder ass dat lëtzebuergescht Wuert meeschtens dem franséischen ënnergeuerdent. Zu Lëtzebuerg entscheeden d'Gemengen iwwert d'Sprooch vun de Stroossennimm.

An deem Kontext wollt ech eng Rei Froen un d'Madamm Banneministesch riichten:

1. Wéi vill Stroossen (mat Nimm) gëtt et zu Lëtzebuerg?

2. Wat fir Sprooche gi bei den Nimm benotzt?

3. Wéi vill offiziell Stroossennimm si jeeweils op Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch?

4. Verschidde Gemengen hunn zweesproocheg Stroosseschëlder, zum Beispill Kielen (Franséisch-Lëtzebuergesch) oder Esch (bei enger Rei Schëlder: Franséisch-Däitsch). Wéi een Numm ass an dëse Fäll deen offiziellen?

5. Wien entscheet dat?

6. Ass et och méiglech, enger Strooss zwee offiziell Nimm ze ginn, also an zwou verschiddene Sproochen?

7. Wéi beurteelt d'Madamm Ministesch d'Benotze vun de Sprooche bei de Stroossennimm?

8. Ass d'Madamm Ministesch, wat d'Stroosseschëlder ugeet, éischter fir Eesproochegkeet oder fir Méisproochegkeet?

Réponse commune (05.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Kadaster- an Topografieverwaltung huet an hiren Attributiounen d'Gestioun vum „Registre national des localités et des rues". Den Artikel 2 vum Kadergesetz vun der Verwaltung gesäit Follgendes vir:

« Art. 2. L'administration a les attributions suivantes : (...)

g) la création, la gestion, la diffusion et la mise à jour d'un registre national des localités et des rues, constitué de la dénomination des localités et des rues et de la numérotation des immeubles construits; (…). »

An deem Regëster ginn déi offiziell Nimm fir d'Gemengen, d'Uertschaften an d'Stroossen zu Lëtzebuerg gefouert, sou wéi och d'Hausnummeren an de jeeweilege Code postal. Dës Donnéeë ginn a ville staatlechen Applikatiounen als Basis genotzt, sou zum Beispill am nationale Persouneregëster.

D'Donnéeën am „Registre national des localités et des rues" ginn op Basis vun den Informatiounen à jour gehalen, déi d'Gemengeverwaltungen dem Kadaster matdeelen, a sinn um Open Data Portal vum Staat ëffentlech zougänglech (https://data.public.lu/fr/datasets/registre-national-des-localites-et-des-rues).

ad 1. Am Regëster ginn et aktuell 8.988 Stroossen zu Lëtzebuerg mat Nimm.

ad 2. + 3. Den offiziellen Numm vun enger Strooss kann op Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch sinn. Et gëtt awer de Moment keng Méiglechkeet, automatesch ze chiffréieren, wéi vill Stroossen e lëtzebuergeschen, franséischen oder däitschen Numm hunn. De Regëster huet keen Indicateur, deen ugëtt, a wéi enger Sprooch den offiziellen Numm erfaasst ginn ass.

ad 4. + 5. D'Kompetenz, wat op de Stroosseschëlder steet, läit bei de Gemengen. Do gëtt et keen direkte Lien mam Regëster. Den offiziellen Numm ass ëmmer deen, deen am Regëster als deementspriechend agedroen ass. D'Responsabilitéit, fir dem Regëster den offiziellen Numm vun enger Strooss korrekt matzedeelen, läit bei de Gemengen.

ad 6. An der aktueller Struktur vum Regëster kann et just een eenzegen offiziellen Numm fir eng Strooss ginn. Et muss een heibäi och bedenken, datt et am Fall vu méi offiziellen Nimm fir eng Strooss ganz liicht zu Verwiesslunge bei den Notzer vun dësen Informatioune komme kéint.

ad 7. + 8. D'Gemenge sinn autonom am Choix vun de Stroossennimm.

Question 3624 (12.02.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **avions dépassant les seuils de bruit admis :**

Endéans un an et demi, la région wallonne a imposé 23 amendes administratives à des compagnies aériennes dont les avions dépassaient les seuils de bruit admis.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics de quelle façon les dépassements des seuils de bruit sont constatés au Luxembourg et quelle est la procédure prévue en cas de tels dépassements.

- De combien de plaintes votre administration a-t-elle été saisie endéans les 24 derniers mois ?

- Combien de plaintes ont donné lieu à des sanctions et, le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (22.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'Administration de la navigation aérienne (ANA) dispose d'un réseau de quatre stations de mesurage bruit (dont deux se situent à proximité de la piste de l'aéroport, une à Hamm et une à Roodt/Syre) à l'aide desquelles des fiches de synthèse journalières et mensuelles sont dressées de manière automatique. Celles-ci sont publiées sur le site Internet de l'ANA ainsi que sur data.public.lu.

L'ANA a adapté le système afin de publier les fiches de synthèse des mesures en utilisant les indices Lden, Lday, Levening et Lnight pour les mesures de bruit. L'utilisation de ces indices européens (conformément à la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement) contribue à une meilleure communication des mesurages de bruit au grand public et permet de mettre les résultats en relation avec les cartes de bruit. Le Ministère de l'Environnement est responsable de la mise en œuvre de cette directive, notamment par l'élaboration des plans d'action contre le bruit.

En ce qui concerne les plaintes reçues par l'ANA, leur nombre a fortement évolué en 2020 avec la création d'une nouvelle association de riverains de l'aéroport qui s'est fixé comme objectif de signaler systématiquement chaque survol par un avion qui selon eux ne respecterait pas les mesures définies dans le plan d'action bruit. Il faut cependant remarquer que le nombre de plaintes ne correspond pas forcément au nombre documenté de dépassement des indices de bruit.

Année	Nombre de plaintes
2019	23
2020	1.056
-03.2021	218

À ce stade, aucune sanction n'a été prise suite à une plainte, puisqu'il n'existe pas de base légale permettant de telles mesures.

Question 3625 (12.02.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **conflit au Haut-Karabakh :**

Tëscht Armenien an Aserbaidjan ass et am Bergkarabach-Konflikt zu engem Waffestëllstandsofkommes komm, dat vu Russland initiéiert gouf. Trotzdeem bleift d'Zukunft an dëser ëmkämpfter Regioun ongewëss a Mënscherechtsverletzungen an der Regioun si bal alldeeglech.

An deem Zesummenhank hunn ech e puer Froen un den Här Bausseminister:

1. Wéi ass d'Haltung vun der Europäescher Unioun par rapport zum juristesche Status vun „Artsakh" am internationalen ëffentleche Recht? Gëtt un eng eventuell Unerkennung geduecht?

2. Wéi beurteelt Lëtzebuerg d'Reaktioun vun Armenien a vun Aserbaidjan op d'Resolutioun 2357 (2021) vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot vum 25. Januar 2021? Ass d'Regierung der Meenung, datt déi zwee Staaten sech un all Aspekter vun dem Opruff halen? Wann nee, wou gesäit Lëtzebuerg Differenzen a konkreet Problemer? ("With regard to the Nagorno-Karabakh conflict, the Assembly calls on all parties involved to refrain from inflammatory rhetoric hindering political dialogue, Armenia and Azerbaijan to implement as soon as possible the provisions of the trilateral statement related to humanitarian issues, all parties involved to immediately put in action the exchange of prisoners of war and bodies, to respect cultural heritage; it invites the Monitoring Committee to explore avenues to contribute at parliamentary level to an atmosphere conducive to the peace process. The Assembly expresses its serious concern about reports and allegations of violations of humanitarian and human rights law by all sides during this conflict and allegations of degradations to some religious sites and monuments, as well as destruction of private property, and expects these reports to be fully investigated and any violations to be remedied and the perpetrators prosecuted.")

3. Aserbaidjan huet an der Vergaangenheet d'EU an hir Memberstaate massiv kritiséiert, esou zum Beispill nach den 30. Januar 2021 an engem Communiqué vum aserbaidjanesche Bausseministère: "We would like to note that this unilateral and double-standard approach could damage the EU's relations with Azerbaijan." De 24. Dezember 2020 huet den Här Ilham Aliyev, President vun der Republik Aserbaidjan, un d'Adress vun de franséischen, belschen an hollännesche Politiker gesot: "Hypocritical politicians, open your eyes, have a look. Your parliaments have adopted resolutions. (…) You are adopting resolutions. Let these resolutions be a curse for you." Wéi en Effekt hunn esou an änlech Aussoen op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an dem Aserbaidjan, respektiv der EU an dem Aserbaidjan? Den 18. Dezember 2020 war nach eng Reunioun vum Kooperatiounsrot tëschent der EU an dem Aserbaidjan. Ass et opportun, déi Form vu Kooperatioun ënnert deenen aktuellen Ëmstänn an där aserbaidjanescher Rhetorik géint europäesch Staate weiderzeféieren? Ass et opportun, d'Memberschaft vun Aserbaidjan am ëstleche Partnerschaftsprogramm an an der Noperschaftspolitik vun der EU oprechtzeerhalen?

4. Den 19. November 2020 huet den héije Vertrieder fir Baussepolitik vun der Europäescher Unioun eng Erklärung iwwer d'Situatioun am Nagorno-Karabakh gemaach. Gesäit d'Lëtzebuerger Regierung zën-

terhier konkreet Entwécklungen an där Regioun op Basis vun den EU-Fuerderungen? Wann net, wou sinn d'Problemer a wien ass fir déi verantwortlech?

5. Ginn et an der EU Pläng, wéi een de Leit an der Regioun kann Hëllef leeschten an eng ëmmer méi warscheinlech humanitär Katastroph am Bergkarabach verhënnere kann?

6. Hunn d'Situatioun am Bergkarabach an déi aggressiv Rhetorik vun den aserbaidjaneschen Autoritéite géint d'EU en Impakt op déi europäesch Visa-Politik géintiwwer Aserbaidschan, a besonnesch géintiwwer Persoune mat engem aserbaidjaneschen diplomatesche Pass?

7. Ënnerstëtzt Lëtzebuerg den eventuellen Deploiement vun OSZE-Observateuren am Bergkarabach? Kann d'OSZE eng konkreet Roll bei der Opklärung vu Krichsverbriechen an där Géigend leeschten?

Réponse (15.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. D'Europäesch Unioun erhofft sech eng verhandelt, ëmfaassend an nohalteg Léisung, déi och de juristesche Status vu Bergkarabach mam Averständnis vun all de Parteie soll reegelen. An dësem Sënn ënnerstëtzt d'EU d'Aarbecht vum Minsk-Grupp vun der OSZE an dem perséinleche Vertrieder vum amtéierende Virsëtz vun der OSZE.

ad 2. Den Austausch vun de Krichsprisonéier tëschent Armenien an Aserbaidjan ass am Moment dee Punkt an der Ëmsetzung vum Waffestëllstandsaccord vum 10. November 2020, deen am meeschten ëmstridden ass. Armenien geheit Aserbaidjan vir, nach ëmmer eng gréisser Zuel vun armeneschen Zaldoten a Gefaangenschaft ze halen. Déi aggressiv Rhetorik tëschent Armenien an Aserbaidjan, déi besonnesch vum aserbaidjanesche President ëmmer nees ugeheizt gëtt, erschwéiert eng konstruktiv Zesummenaarbecht. Den Erhalt vum kulturelle Patrimoine an der Regioun Bergkarabach ass och weiderhin e Sträittheema tëschent Armenien an Aserbaidjan.

ad 3. Den Aserbaidjan ass Deel vun der europäescher Noperschaftspolitik an der östlecher Partnerschaft. Déi östlech Partnerschaft erlaabt et der EU an hire Memberstaaten, e konstruktiven, mee och kriteschen Dialog mam Aserbaidjan ze féieren. D'EU kann iwwert dee Wee den aserbaidjaneschen Autoritéite wichteg Messagë ginn a puncto Respekt vum internationale Recht a vun de Mënscherechter.

ad 4. De Waffestëllstand vum 10. November 2020 huet säitdeem gehalen, bis op wéineg Ausnamen, mee déi aggressiv Rhetorik ass nach ëmmer do, an den Echange vun de Krichsprisonéier bleift blockéiert. Och gëtt et nach keng Enquêten iwwert d'Krichsverbriechen, déi am Laf vum Konflikt begaange goufen. Déi humanitär Situatioun am Bergkarabach ass nach ëmmer eescht. Den Accès an d'Regioun fir d'Hëllefsorganisatioune gëtt erschwéiert duerch den Aserbaidjan, deen drop pocht, dass den Zougang an de Bergkarabach nëmmen iwwert aserbaidjaneschen Territoire erfollegt. Eng dauerhaft Léisung vun dësem territoriale Konflikt ass am Moment net a Siicht.

ad 5. D'EU huet zënter dem Ufank vun der aktueller Kris humanitär Hëllef fir d'Mënschen an der Regioun geleescht. D'Hëllef vun der EU fir d'Leit am Bergkarabach beleeft sech aktuell op 6,9 Milliounen Euro.

ad 6 D'Visa-Politik géintiwwer dem Aserbaidjan ass duerch d'Accorden iwwert Visa-Facilitatioun a Readmissioun vun 2014 gereegelt. Dorunner huet sech näischt geännert.

ad 7. Den Deploiement vun enger OSZE-Beobachtungsmissioun ass méiglech op Demande vum concernéierte Staat an am Konsens mat all den États participants vun der Organisatioun. Lëtzebuerg ënnerstëtzt grondsätzlech d'Roll vun der OSZE a géif dofir enger OSZE-Beobachtungsmissioun am Bergkarabach zoustëmmen. Am Moment schéngt awer keen Interêt fir esou eng Missioun ze bestoen. Um Terrain si russesch Friddenserhalenstruppen.

D'Attributioune vun der OSZE leie bei der Konfliktpreventioun an der Léisung vu Konflikter. D'OSZE verfüügt iwwert keng Instrumenter oder Mechanismen, fir sech direkt un der Opklärung vu Krichsverbriechen ze bedeelegen.

Question 3627 (12.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **quai de l'ancienne station de Maulusmühle :**

Je viens d'apprendre que la première étape de construction de la nouvelle piste cyclable entre Clervaux et Troisvierges sera entamée dans un avenir proche.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer si le quai de l'ancienne station de Maulusmühle, entièrement renouvelé lors de la modernisation de la ligne ferroviaire du Nord, pourra être maintenu ?

- En effet, Monsieur le Ministre pourrait-il confirmer que cette station pourrait être desservie, si faire se peut, durant la saison touristique, afin d'être mise au profit des voyageurs les plus divers, en particulier les clients du camping et du musée rural de Binsfeld, les usagers des auto-pédestres et les cyclistes venant de près et de loin ?

Réponse (15.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

- L'Administration des ponts et chaussées (P&Ch) planifie la construction du tronçon de la piste cyclable n° 21 entre Clervaux et Paffenmillen le long du tracé ferroviaire de la ligne de Luxembourg à Troisvierges. Puisque ce tronçon de piste cyclable sera construit sur l'assise de l'ancienne deuxième voie ferroviaire et que le quai du point d'arrêt Maulusmühle avait été érigé sur cette même emprise, ce dernier devra être démoli pour faire place au chantier de construction des P&Ch.

- Indépendamment du projet de la piste cyclable qui prévoit la démolition de l'ancien quai du point d'arrêt Maulusmühle, l'intégration d'un arrêt supplémentaire sur le tronçon Ettelbruck–Troisvierges dans l'offre horaire des trains express sur la ligne 10 ne serait de toute manière plus réalisable en semaine, puisque la cadence semi-horaire des trains sur cette ligne engendrerait un temps de battement au terminus trop court et serait ainsi à l'origine de l'impraticabilité de l'horaire.

Question 3628 (12.02.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **grand plan d'investissement européen en faveur des énergies vertes :**

Siemens Energy du côté allemand et Air Liquide du côté français viennent d'annoncer qu'ils vont s'allier pour développer de grands projets d'hydrogène décarboné. Les industriels et les pouvoirs publics voient ce projet, qui ressemble à un « Airbus de l'hydrogène », comme un des piliers de la décarbonisation de l'industrie lourde et de l'économie dans son ensemble.

Le projet franco-allemand s'inscrit dans le grand plan d'investissement européen en faveur des énergies vertes, qui est aussi soutenu par le Gouvernement luxembourgeois. Le communiqué de presse des deux entreprises cite le Ministre français Bruno le Maire, ce dernier parlant du « début d'une coopération industrielle qui doit se développer au-delà du franco-allemand ».

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie si et le cas échéant de quelle manière le Luxembourg entend s'associer au projet franco-allemand.

- L'industrie luxembourgeoise entend-elle s'associer à ce projet ?

- Comme la Wallonie entend aussi développer une filière de l'hydrogène propre, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que des synergies en Grande-Région seraient souhaitables ?

Réponse commune (17.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Le projet franco-allemand cité concerne deux grandes entreprises des industries allemande et française qui envisagent une collaboration dans le domaine de l'hydrogène. Le Luxembourg n'est pas associé à ce projet, mais cela n'exclut pas que des entreprises luxembourgeoises puissent en bénéficier directement ou indirectement à l'avenir.

Le Luxembourg de son côté envisage la collaboration transfrontalière à plusieurs niveaux :

Le Luxembourg est cosignataire du Manifeste pour le développement d'une chaîne de valeur européenne relative aux technologies et systèmes hydrogène (Manifesto for the development of a European "Hydrogen Technologies and Systems" value chain) qui a été élaboré sous l'égide de l'Allemagne et vise à mettre en place un IPCEI (Important Project of Common European Interest) dans le domaine de l'hydrogène[8]. Ainsi, le Luxembourg participera aux groupes de travail qui sont organisés dans ce contexte

L'IPCEI est un système d'aides de l'Union européenne qui permet de soutenir des projets jugés essentiels pour la compétitivité de l'Europe. En pratique, un IPCEI permet aux États membres de financer des initiatives importantes au-delà des limites habituellement fixées par la réglementation européenne. Des discussions entre le Ministère de l'Économie et certaines entreprises intéressées par l'IPCEI sont actuellement en cours. Au niveau procédural, un appel à manifestation d'intérêt est actuellement en cours d'organisation par le Ministère de l'Économie.

Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, en concertation avec le Ministère de l'Économie ainsi que d'autres ressorts concernés, mène depuis début 2020 l'élaboration d'une stratégie hydrogène pour le Luxembourg. Les acteurs potentiels ont été identifiés et ils peuvent actuellement participer, à travers une consultation, à la finalisation de cette stratégie. Cette stratégie considère la collaboration transfrontalière comme essentielle dans l'industrie, mais aussi entre les gestionnaires de réseaux des différents pays, et les différents gouvernements.

Des échanges réguliers sont menés à différents niveaux :

- Grande-Région en vue de collaborations éventuelles au niveau de projets relatifs à l'hydrogène, notamment avec la région de la Sarre, qui devrait devenir l'une des régions allemandes particulièrement actives dans le domaine de l'hydrogène, et la Wallonie qui analyse tout comme le Luxembourg les options comment faire acheminer l'hydrogène renouvelable depuis les côtes de la Mer du Nord vers le continent, ou encore au niveau ;

- de l'Union Benelux, et du Forum pentalatéral de l'énergie, où par exemple des propositions sont élaborées pour la mise en place et la règlementation des futurs marchés et réseaux de transmission européens de l'hydrogène.

[8] IPCEI sur la chaîne de valeur de l'hydrogène en préparation- https://www.hydrogen4climateaction.eu/ipcei-on-hydrogen

Un manifeste a été adopté par 22 États membres de l'UE et la Norvège le 17.12.2020 s'engageant à supporter la création d'un tel IPCEI. Parmi les signataires, le Luxembourg et quatre autres États membres soulignent l'importance que seule la chaîne de valeur de l'hydrogène renouvelable puisse bénéficier des fonds publics et de l'allègement des règles d'aide d'État.

https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/five-eu-countries-object-to-eus-latest-hydrogen-manifesto/

Question 3629 (12.02.2021) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **recommandation de l'OMS concernant les vaccins contre la Covid-19 :**

Bei den aktuellen Anti-Covid-Impfungen zu Lëtzebuerg verginn tëscht der éischter an der zweeter Impfung exakt dräi Wochen, esou wéi de Gros vun de Produzenten et virschreiwen. An hirer rezente Recommandatioune stellt d'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) awer fest, datt en Intervall tëscht véier an zwielef Wochen d'Vaccine méi effikass mécht.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kennt d'Madamm Minister dës Recommandatioune vun der WHO?

2. Wa jo, wäerten se en Afloss op d'Impfcampagne zu Lëtzebuerg hunn?

3. Wann nee, firwat wëllt d'Regierung dëse Recommandatiounen net Rechnung droen?

4. Wann d'Regierung deem géif Rechnung droen, hätt dat eventuell en Afloss op d'Tatsaach, datt mir déi zweet Dosis reservéieren?

Réponse (11.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung kennt d'Recommandatioune vun der WHO, déi fir de Vaccin AstraZeneca een Intervall tëscht véier bis zwielef Wochen zouloossen. Dësen Intervall ass och vun der Europäescher Agence fir Medikamenter zeréckbehale ginn. E betrëfft awer net déi aner Impfstoffer BioNTech/Pfizer a Moderna.

Entre-temps huet sech weider erausgestallt, dass een Intervall tëschent aacht an zwielef Wochen e klenge Virdeel a puncto Effikassitéit vum Impfstoff AstraZeneca huet. Dofir ass d'Lëtzebuerger Impfcampagne elo fir den Impfstoff AstraZenaca adaptéiert ginn an een Intervall vun zéng Wochen ass festgesat ginn. Dëst huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses a sengem Avis vum 16. Februar 2021 och esou recommandéiert.[9]

Dëst huet der Regierung elo erlaabt, nëmmen nach 25 % vum Impfstoff a Reserv ze hale fir déi zweet Dosis, an erméiglecht et domat, méi schnell déi éischt Dosis ze impfen.

Question 3630 (12.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**accord entre un fonctionnaire du Ministère d'État et RTL concernant les informations sur la pandémie de la Covid-19 :**

Op senger Internetsäit huet ee fréiere Chefredakter vun RTL Radio Lëtzebuerg, de 5. Januar 2021, an engem Artikel iwwert d'Pandemie, geschriwwen:

[9] https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/recommandations/conseil-maladies-infectieuses/covid-19/covid-19-annexes/CSMI-recommandations-COVID-19-Vaccine-AZ-MaJ-20210216.pdf

„Ech hat schonn um Ufank vun der Pandemie drop higewisen, datt de Chef de cabinet am Staatsministère mat RTL e mëndlechen Accord ausgehandelt hat, am Genre: RTL kritt Informatiounen iwwert de Verlaf vun der Viruskrankheet als éischte Media a steet an der Konterpartie stramm op der Linn vun der Regierung!"

Dofir wollt ech dem Här Staatsminister follgend Froe stellen:

1. Gëtt et mëndlech Accorden tëscht Ministeren oder héije Beamte mat RTL?

2. Ass, wéi hei am Artikel beschriwwen, am Joer 2020, ee mëndlechen Accord tëscht dem Chef de cabinet am Staatsministère mat RTL ausgehandelt ginn?

3. Wa jo, entsprécht de mëndlechen Accord dem uewen zitéierten Inhalt?

4. Wann nee, wat ass den Inhalt tëscht dësem mëndlechen Accord?

Réponse (02.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Et existéiert keen esou en Accord.

ad 2. Nee, esou en Accord ass net ausgehandelt ginn.

ad 3. + 4. Cf. d'Äntwert op d'Fro 1.

Question 3631 (12.02.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**influence de la crise de la Covid-19 sur les résultats des compagnies d'assurances :**

La crise Covid-19 en général et le télétravail en particulier ont mené à une réduction sensible du trafic sur nos routes et partant sur le nombre d'accidents du trafic.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quelle a été l'influence de la crise Covid-19 sur les résultats des compagnies d'assurances et plus particulièrement en matière d'assurance auto.

- Est-ce que cette évolution a eu une influence sur les primes des assurances auto, comme cela a pu être observé dans d'autres pays ?

Réponse (08.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* :

L'honorable Député a posé la question de l'influence de la crise Covid-19 sur les résultats des compagnies d'assurances et en particulier l'impact sur les primes en assurance automobile.

Suivant les premières estimations de résultats de l'année 2020, les compagnies d'assurances opérant sur le marché luxembourgeois, semblent démontrer une bonne résilience face à la crise. À ce stade, les résultats définitifs par ligne d'activité ne sont pas encore disponibles.

Il convient cependant de noter que les résultats des compagnies d'assurances seront touchés différemment selon leur exposition sur certaines lignes d'activités. Ainsi la crise a impacté négativement certaines branches d'activités comme l'assistance de voyage ou les annulations d'événements. Une hausse des sinistres est également à noter pour les assurances « crédit et caution ». En même temps, en assurance automobile la fréquence de la sinistralité a certes diminué avec la baisse du trafic sur les routes. Cependant, cette constatation ne permet pas de conclure que le montant des sinistres automoteurs va nécessairement diminuer car à ce stade les résultats définitifs sur les sinistres corporels graves ne sont pas encore disponibles.

Suite à l'introduction des directives européennes dites de la « troisième génération » vers le milieu des années 1990, les entreprises d'assurances opérant dans l'Union européenne et au Luxembourg jouissent de la liberté tarifaire. Par conséquent, le Gouvernement ne peut pas se prononcer sur l'évolution des primes des assurances auto.

Question 3635 (12.02.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **transferts d'instituts financiers et assurances britanniques à cause du Brexit :**

Dû au Brexit, quelque 60 banques, instituts financiers et assurances britanniques se sont établis à Francfort pour assurer leur accès au marché de l'UE.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre si des mouvements comparables ont été opérés vers le Grand-Duché de Luxembourg et, le cas échéant, dans quels domaines.

Réponse (08.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Depuis le référendum sur le Brexit en 2016, plus de 60 entreprises du secteur financier ont décidé de s'établir au Luxembourg voire de renforcer leur pré-

sence existante en relocalisant certaines activités. Ce nombre n'inclut pas les prestataires de services du secteur financier, tels que les cabinets d'avocats basés à Londres, qui ont suivi leurs clients et ouvert des bureaux ou succursales au Luxembourg.

Les relocalisations dans le contexte du Brexit se sont faites principalement dans des domaines où la place financière luxembourgeoise est déjà reconnue comme centre d'excellence : la gestion d'actifs, la gestion de fortune, les assurances ou encore le domaine des paiements électroniques.

Parmi ces entreprises, et compte tenu du rôle dominant du Luxembourg dans l'industrie des fonds d'investissement, plus que la moitié sont des gestionnaires d'actifs ainsi que des entreprises d'investissement. En outre, une dizaine de banques ont décidé d'installer leur hub européen ou centre de compétence au Luxembourg afin de continuer à servir leurs clients dans l'Union européenne, ceci notamment dans le domaine de la banque privée. Dans le domaine de l'assurance, onze des plus grandes compagnies d'assurance non-vie ont également établi leur nouveau siège européen au Luxembourg. Enfin on compte également plusieurs entreprises Fintech, principalement dans le domaine des paiements, qui ont transféré leurs activités au Luxembourg.

Question 3636 (12.02.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **contrôle qualité du programme large scale testing :**

Le programme LST (large scale testing) est un programme de dépistage qui consiste à détecter le virus Sars-CoV-2 dans une population asymptomatique, c'est-à-dire auprès de personnes qui ne présentent pas de symptômes connus et associés à cette maladie. Le Ministère de la Santé gère activement d'autres programmes de dépistage de diverses maladies comme par exemple le « Programme Mammo » qui consiste à détecter prématurément le cancer du sein auprès de femmes asymptomatiques.

Un programme d'assurance qualité fait partie intégrante de tous les programmes de dépistage menés par le Ministère de la Santé. Un tel programme d'assurance qualité est essentiel et de rigueur pour atteindre les objectifs de ces programmes, à savoir détecter la maladie présumée avec une grande probabilité, sans faire nuisance au patient.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que le programme LST est accompagné d'un programme d'assurance qualité ? Les protocoles pour les prélèvements sont-ils définis en détail, le matériel à utiliser, la durée des frottis, l'endroit exact où le frottis doit être effectué etc. ?

2) Est-ce que des contrôles réguliers des différents centres de prélèvement ont lieu ? Dans l'affirmative, quelle est la fréquence de ces contrôles ? Est-ce que le respect des protocoles définis en matière d'hygiène, de prélèvement, de stockage, de transport, de communication des résultats etc. fait partie de ces contrôles ?

3) Quelles sont les conclusions tirées à l'issue de ces contrôles ?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le cahier de charge du programme large scale testing prévoit que le fournisseur principal mette en place un système de l'assurance qualité et, le cas échéant, fasse aussi des audits auprès des sous-contractants. L'État se réserve bien sûr aussi le droit de faire des contrôles à différents points du processus.

L'écosystème qualité est composé des éléments du système qualité existant propre à chaque acteur principal (Laboratoires Réunis : ISO 15189 et Ecolog : ISO 9001/ISO 14001/ISO 22000/ISO 27001/ISO 45000) ainsi que d'un système de gestion de la qualité spécifique aux processus ayant été développé pour les besoins du projet LST2.

Il existe des modes opératoires propres à chaque situation de prélèvement pour lesquels tous les acteurs ont été spécifiquement formés. Ces modes opératoires font référence à la méthode de prélèvement, au matériel à utiliser ainsi qu'aux exigences de qualité, d'hygiène et de sécurité.

Des contrôles réguliers sont réalisés par les Laboratoires Réunis pour la partie analytique et Ecolog pour la partie préanalytique.

La Direction de la santé a d'ailleurs la mission d'effectuer des contrôles qualité auprès de laboratoires de contrôle médical et un tel audit a eu lieu en 2020.

Il aussi est important de garder à l'esprit que les prélèvements sont faits exclusivement par des professionnels de santé habiletés à faire cette opération. De ce point de vue, le large scale testing se trouve à niveau égal avec les prélèvements qui sont faits dans les laboratoires ou dans les hôpitaux.

En dehors de contrôles plus formels, une réunion de coordination journalière entre Direction de la santé, Laboratoires Réunis, Ecolog et la responsable de la hotline a lieu tous les matins. Lors de cette réunion, tous les problèmes survenus la veille ainsi que les problèmes qui risquent de se présenter dans le futur sont discutés. Toutes ces réunions sont documentées via un procès-verbal.

ad 2) Des contrôles sont réalisés à des fréquences régulières de +/- 14 jours par des experts dans leurs domaines (infirmière, logistique, administratif, opérations, …) afin de vérifier le respect des processus et bonnes pratiques mis en place. À la revue du résultat des contrôles, des suivis supplémentaires peuvent être programmés et réalisés par l'équipe d'experts.

L'hygiène, la sécurité, le prélèvement, le stockage et le transport sont inclus dans les contrôles réguliers.

La communication des résultats est contrôlée informatiquement de façon journalière via un Dashboard.

À l'issue des contrôles réalisés, un rapport est généré et en cas de non-conformités observées des actions correctives sont mises en place.

ad 3) Aucune non-conformité majeure n'a été détectée.

Question 3637 (12.02.2021) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **réalisation d'une piste cyclable le long de la voie ferrée entre Clervaux et Troisvierges :**

Dans un article de presse paru le 11 février 2021 dans le « Luxemburger Wort », il est question de la réalisation d'une piste cyclable le long de la voie ferrée entre Clervaux et Troisvierges. Ce tronçon permettra de compléter un peu plus la piste cyclable nationale 21 qui doit à terme permettre de relier Kautenbach à la piste de cyclotourisme internationale dite « Vennbahn » à Troisvierges.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Si l'initiative de poursuivre la construction de la piste cyclable nationale 21 est louable, Monsieur le Ministre peut-il me dire si cela ne remet pas en question le projet de dédoublement des voies de la ligne ferroviaire entre Clervaux et Pfaffenmühle, comme cela est prévu dans le projet de plan sectoriel « transports » ? Monsieur le Ministre peut-il dès lors m'indiquer si un dédoublement des voies sur les tronçons concernés de la ligne ferroviaire 10 est toujours à l'ordre du jour ? Dans l'affirmative, quand ces travaux seraient-ils envisageables ?

2) Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1758, Monsieur le Ministre explique que les tronçons à une seule voie de la ligne ferroviaire 10 n'ont pas d'influence sur la durée du trajet, mais que cela est plutôt dû aux nombreux virages sur la ligne. Monsieur le Ministre n'est-il toutefois pas d'avis qu'un dédoublement des voies sur les tronçons concernés permettrait d'augmenter la cadence des trains et par-delà l'attractivité du réseau ferré dans le nord du pays ?

Réponse (17.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Même s'il n'est actuellement pas prévu de réaliser ce projet, une mise en œuvre ultérieure comprendrait aussi une déviation de la piste cyclable qui sera mise en place dans un proche avenir. La piste cyclable ne remet donc pas en question une éventuelle future mise à double voie à cet endroit.

ad 2) Actuellement, toutes les 30 minutes, un train circule entre Luxembourg et Troisvierges, dont un train par heure est prolongé vers Liège. Cette offre est suffisamment attrayante de sorte qu'il n'est pas prévu d'augmenter encore davantage la fréquence des trains. Il n'existe donc pas de besoin de créer des sections supplémentaires à deux voies sur la ligne du nord.

Suivant l'horaire actuel, les trains se croisent au nord d'Ettelbruck à Kautenbach et à Clervaux. La voie d'évitement à Goebelsmühle ainsi que les sections à double voie à plusieurs kilomètres situées entre Ettelbruck et Bürden, entre Wilwerwiltz et Drauffelt et à la sortie sud de la gare de Troisvierges constituent des réserves suffisantes pour faire croiser les trains à un autre endroit en cas de retard.

www.chd.lu

Au vu de ce qui précède, il n'est actuellement pas prévu de mettre à double voie des tronçons de ligne supplémentaires situés au nord d'Ettelbruck.

Question 3638 (12.02.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **radar feu rouge :**

Den éischte Luuchteradar gouf am Oktober 2020 op der Stäreplaz installéiert. An engem Gespréich mam „Wort" am Januar sot de Minister:

„Die Testphase läuft ja bereits, voraussichtlich im Februar soll das Gerät aber endgültig operationell sein. Die ersten Resultate vor Ort sind allerdings erschreckend. An einem Tag wurden Hunderte Verkehrsteilnehmer geblitzt. (...) Es wird nicht der einzige Ampelradar bleiben.„

Den 11. Februar gouf d'Gesetz gestëmmt, also kann de Radar elo ufänken, offiziell ze blëtzen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fotoen huet de Luuchteradar bis elo an der Testphas scho geschoss?

2. Wéi vill Deeg mécht de Radar an der Testphas elo scho Fotoen?

- Wéi vill Deeg war en am Oktober aktiv?

- Wéi vill Deeg am November?

- Wéi vill Deeg am Dezember?

- Wéi vill Deeg am Januar?

3. Wou ginn dës Fotoe gespäichert? Wou stinn d'Serveren, op deenen se gespäichert ginn? A wat fir Fichiere ginn se gespäichert?

4. Ginn dës Fotoen anonymiséiert, ier se op engem Server gespäichert ginn? Gëtt dës Anonymiséierung also automatesch virum Späichere gemaach oder nodréiglech per Hand?

5. Wéi laang gëtt eng Foto no der Opnam gespäichert?

Wouvun hänkt d'Dauer vun der Späicherung of?

6. Wéi eng Servicer kënnen dës Fotoe consultéieren? Ëm wéi vill Persounen handelt et sech heibäi?

7. Hunn dës Persounen a Servicer sech an der Vergaangenheet an engem Log File mussen androen an de Grond fir hir Notzung uginn, ier se Accès zu den Date kruten?

Réponse commune (19.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. 6.432 Fotoe wéinst enger net respektéierter rouder Luucht.

3.816 Fotoe wéinst engem Iwwerschreide vun der erlaabter Geschwindegkeet.

ad 2. Oktober 2020: 25 Deeg

November 2020: 30 Deeg

Dezember 2020: 31 Deeg

Januar 2021: 31 Deeg

ad 3. An der Testphas ginn dës Fotoe just lokal um Ekipement selwer ofgespäichert a goufen op keng aner Serveren transferéiert. Wann d'Ekipement legal bis a Betrib ass, ginn dës Fotoen (.jpg) op deene selwechte Serveren ofgespäichert an traitéiert wéi déi aktuell Fotoe vun de Vitessinfraktiounen. Dës Servere stinn all an Datacenteren zu Lëtzebuerg a gi vum Staat geréiert.

ad 4. Wann eng Persoun hiren Dossier an den CSA kucke kënnt, gëtt d'Foto esou opbereet, dass just de Fuerer ze erkennen ass. Dës Anonymiséierung gëtt, informatesch ënnerstëtzt, vun enger Persoun per Hand ëmgesat.

ad 5. An der Testphas ginn d'Fotoen automatesch no fënnef Deeg am Ekipement geläscht, ouni dass se éierens wou anescht transferéiert ginn.

Wann e Gefier ausserhalb vun der Testphas geblëtzt gëtt, wäerten d'Fotoen enregistréiert a konservéiert ginn, esou wéi virgesinn am Artikel 4 vum Règlement grand-ducal du 7 août 2015 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés (RGD CNPD):

« Art. 4. - Durée de conservation des données enregistrées.

(1) Les photos enregistrées sont effacées au plus tard deux semaines après l'acquittement de l'avertissement taxé.

En cas de procédure pénale, ce délai court à compter du jour où le dossier a été définitivement classé sans suite, où la décision judiciaire n'est plus susceptible d'aucun recours ou où l'action publique est prescrite.

Les photos enregistrées non exploitables sont effacées au plus tard deux mois après leur enregistrement.

(2) Les autres données enregistrées peuvent être conservées dans le fichier créé en vertu de l'article 1er, paragraphe 1er, jusqu'à trois ans après le paiement de l'avertissement taxé.

En cas de procédure pénale, ce délai court à compter du jour où le dossier a été définitivement classé sans suite, où la décision judiciaire n'est plus susceptible d'aucun recours ou où l'action publique est prescrite.

Au-delà de cette période de trois ans, les données en question peuvent uniquement être conservées sous forme anonymisée.

(3) En cas d'infraction donnant lieu à un procès-verbal, les données gérées par le Centre de constatation et de sanction des infractions routières, ci-après désigné le « Centre », qui sont en relation avec cette infraction sont à considérer comme des données judiciaires au sens de l'article 8 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

(4) Au cas où une infraction constatée ne donne lieu à établissement ni d'un avertissement taxé, ni d'un procès-verbal, les données y relatives sont effacées après l'expiration du délai de prescription de l'action publique. »

ad 6. An der Testphas huet just den Techniker vum Ubidder punktuell an ënnert Opsiicht Zougang op déi Date fir d'Ekipement ze ajustéieren.

Ausserhalb der Testphas hunn ënnerhalb vun der Police déi 21 Agente vum Service UPR-CSA Accès op d'Fotoen, déi geschoss ginn.

ad 7. D'Aktioune vun der Police hiren Agente sinn am Logiciel vum CSA retracabel unhand vun hirem Login personnel. D'Motiv vum Accès ass ginn doduerch, dass den Zougang op d'Fotoe Bestanddeel vun der Aarbecht vun dem concernéierte Service (UPR-CSA) ass.

Question 3640 (15.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **consultation de la photo prise par le système de contrôle et de sanction automatisés :**

Am Gesetz vum 1. August 2018 zum Theema Dateschutz steet am Artikel 11 geschriwwen:

« Art. 11. Communication et modalités de l'exercice des droits de la personne concernée :

(1) Le responsable du traitement prend des mesures raisonnables pour fournir toute information visée à l'article 12 et procède à toute communication relative au traitement ayant trait à l'article 10, aux articles 13 à 17 et à l'article 30 à la personne concernée d'une façon concise, compréhensible et aisément accessible, en des termes clairs et simples. Les informations sont fournies par tout moyen approprié, y compris par voie électronique. De manière générale, le responsable du traitement fournit les informations sous la même forme que la demande. »

Am Fall wou eng Persoun vun engem Radar geblëtzt gëtt an d'Foto wëllt gesinn, muss si sech an de Centre d'exploitation op Bartreng deplacéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a Justiz dës Froe stellen:

1. Am Fall wou eng Persoun eng digital Ufro oder ee Bréif schéckt (an där se hir Autosplack an d'Referenznummer vum Avertissement ugëtt), fir Asiicht an den Dossier ze kréien, missten déi gefroten Informatiounen, an deem Fall d'Fotoen, net konform zum Artikel 11 am uewegenannte Gesetz, och op deem selwechte Wee zeréckgeschéckt ginn?

2. Firwat gëtt an dësem Fall den Artikel 11 net applizéiert?

3. An enger Äntwert op eng vu menge viregte parlamentaresche Froen (Nr. 0789) schreiwen d'Ministere fir Mobilitéit a bannenzeg Sécherheet:

Et kéint een driwwer nodenken, fir op MyGuichet zeréckzegräifen, allerdéngs muss als éischt iwwerpréift ginn, inwiefern déi Optioun mat der aktueller Gesetzgeebung iwwert den Dateschutz kompatibel ass.

Ass tëschenzäitlech un esou engem System geschafft ginn, dee parallell zum CSA Büro känt de Leit Accès zu de Fotoe vun de Radaren erméiglechen?

- Wéini gouf/gëtt den Aarbechtsgrupp zu dësem Theema zesummegestallt?

- Falls bis elo net un dësem Dossier geschafft gouf, firwat net?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Et ass net zwéngend noutwenneg, fir d'Informatiounen um selwechte Wee zeréckzeschécken, an dat aus zwee Grënn:

Éischtens, well am Artikel 11(1) vum Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 steet:

« De manière générale, le responsable du traitement fournit les informations sous la même forme que la demande. » Dëst ass also net zwéngend bindend, mee beseet, dass ee wa méiglech de selwechte Wee soll wielen.

Zweetens, ass déi Prozedur explizitt esou virgesinn an der „loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques." Et befënnt ee sech also an enger Situatioun, wou an zwee Gesetzestexter Saache stinn, déi sech scheinbar widderspriechen. An deem Fall ginn et Rechtsreegelen, fir esou Konflikter ze léisen, an ee Rechtsprinzip ass deen, dee seet „lex specialis derogat legi generali". An dësem Fall kann een d'Gesetz vum 25. Juli 2015 also als Derogatioun zum Artikel 11 vum Gesetz vum 1. August 2018 betruechten. Am Gesetz vun 2015 steet explizitt en Artikel 11(2): « Cette consultation se fait au Centre et sous le Contrôle de la Police grand-ducale. »

ad 3. Vum Dateschutz hier gëtt et um legale Plang am Prinzip kee Problem, eng méi einfach Consultatioun vun de Fotoen iwwer myGuichet.lu kënnen ze maachen. Dofir misst een awer déi Dispositioun aus dem Gesetz vun 2015 wéi am Artikel 11(2) ofschafen. Praktesch gesinn, fir den Dateschutz reell kënnen ze garantéieren, mécht dëst awer eréischt Sënn, wann een eng zouverlässeg an automatesch technesch Léisung zur Anonymiséierung vun allen net implizéierte Parteie huet.

Question 3641 (15.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **ventilation des salles de classe :**

Den Educatiounsministère huet a sengem Plang fir d'Schouljoer 2020/2021 festgehalen, dass d'Stousslëften an alle Schoulen am Land muss gemaach ginn, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen. Deemools sot de Minister „qu'aussi longtemps que les conditions météorologiques le permettront, les fenêtres et les portes devront être ouvertes de manière permanente".

Et ginn awer Schoulen, wou d'Léierpersonal aus verschiddene Grënn d'Fënsteren net grouss opmaache kann, entweeder well d'Fënsteren nëmme kënne gekippt ginn oder well dem Personal d'Schlësselen enthale ginn, fir se opzemaachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Sollen déi Klassesäll, an deenen d'Léierpersonal net stousslëfte kann, weiderhi benotzt ginn?

2. Wat fir Alternative sinn do fir déi Klassesäll, an deenen net ka gelëft ginn?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Ech erlabe mir, meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2938 ze widderhuelen: „Soulaang déi meteorologesch Konditiounen et erlaben, kënnen d'Fënsteren [...], op ‚Kipp' gestallt ginn, a parallell dozou kann d'Dier vum Klassesall opgelooss ginn, fir datt en Effekt vu ‚Queeschlëften' entsteet. An der kaler Joreszäit ass dëst awer net unzeroden; d'Personal kann dann d'Schlëssele vun de Fënstere kréien, fir eng Stousslëftung ze maachen."

Ech bieden den honorabelen Deputéierten, mir déi Fäll ze nennen, an deenen d'Léierpersonal dës Schlësselen net kritt, soudatt meng Servicer deene Fäll kënnen nogoen.

D'Miessgeräter, déi den CO_2-Gehalt an der Loft uginn, hunn sech no eisen aktuellen Erkenntnisser als nëtzlech Instrumenter erwisen, fir d'Lëftung vun de Klassesäll ze steieren.

Question 3642 (15.02.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **service « First Responder » :**

Wann et ëm Liewen an Dout geet, zielt all Sekonn. De First Responder spillt eng primordial Roll, fir Leit a liewensgeféierlechen Noutfäll ze versuergen a fir wichteg Informatiounen un d'Zentral weiderzeginn, bis de Rettungsdéngscht op der Plaz ass. Gutt zwee Joer no der Reform vum Rettungswiesen ass et interessant ze wëssen, wéi de First Responder sech am CGDIS bewäert huet.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi dacks an a wéi enge Fäll ass de First Responder zum Asaz komm? Ginn et konkreet Informatiounen, wéi dacks Reanimatiounen duerchgefouert gi sinn?

2. A wéi ville Gemenge gëtt et e First-Responder-System? Wéi huet sech dës Zuel déi lescht Joren iwwer entwéckelt? Soll de System weider uechtert d'Land ausgebaut ginn?

3. Huet d'Madamm Inneminister Informatiounen, wéi vill Pompjeeën den Ament als First Responder aktiv sinn? Wéi huet sech dës Zuel zanter der Aféierung vum System entwéckelt?

4. Kann d'Madamm Inneminister soen, ob konkreet Mesurë geplangt sinn, fir d'Pompjeeën ze encouragéieren, fir First Responder ze ginn?

5. Wéi eng Formatioun brauch een als First Responder?

6. Ass d'Madamm Inneminister der Meenung, dass et sënnvoll wier, déi medezinnesch Kompetenzen iwwert d'Geste vun der Éischter Hëllef eraus ze erweideren?

7. Ass d'Madamm Inneminister och der Meenung, dass et wichteg wier, de First Responderen den Asaz vu Sauerstoff ze erlaben? Wa jo, gëtt dru geduecht, fir d'Sauerstoffzouféierung an d'Grondausbildung vum First Responder ze integréieren?

8. Kann d'Madamm Inneminister confirméieren, dass haaptberufflech Pompjeeë mat enger SAP2-Ausbildung oder Medezinner de Patiente just wärend hirer Aarbecht Sauerstoff däerfen zouféieren an dat deemno an hirer Fräizäit als First Responder net dierfen? Wa jo, denkt d'Madamm Inneminister drun, fir hei am Sënn vun de Patienten nozebesseren?

Réponse (17.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Am Joer 2019 sinn déi verschidden Unitéite vum First Responder (FR) insgesamt 12.225-mol alarméiert ginn. Dat sinn an der Moyenne 33-mol den Dag. De FR gëtt bei ronn 20 % vun allen Asätz vum CGDIS matgeruff.

De FR gëtt bei deenen Interventiounen alertéiert, wou eng Liewensgefor fir e Patient bestoe kann. De FR iwwerhëlt zwou ganz wichteg Missiounen: eng méiglechst séier Éischt Hëllef um Patient an eng qualifizéiert Réckmeldung un d'Noutruffzentral vum 112. Wärend dem weidere Verlaf vum Asaz ënnerstëtzt de FR d'Ekippe vun der Ambulanz an dem SAMU, wéi zum Beispill beim Aweisen op d'Asazplaz, beim Transport vum Patient oder beim Transfert vum Dokter vun der Helikopterlandeplaz op d'Asazplaz.

Op Basis vun enger systematescher Erhiewung vun de Reanimatiounszuelen, déi vu Juli bis Dezember 2020 duerchgefouert gouf, huet de FR an 13 Fäll mat de Reanimatiounsmoossnamen ugefaangen. Insgesamt sinn d'Ekippe vum FR an deem Zäitraum op 170 Asätz mam Stéchwuert „Reanimatioun" geruff ginn.

ad 2. Den operationelle Fonctionnement vum CGDIS ass net méi prinzipiell un d'Gemengegrenze gebonnen. Aus deem Grond ass et méi richteg, vu Centres d'incendie et de secours (CIS) respektiv vun anere Sitte vum CGDIS ze schwätzen, vun deenen aus en Depart vum FR assuréiert gëtt.

Op den 1. Januar 2021 waren et déi follgend 58 Sitten:

Aéroport, Alebësch-Esch-Sauer, Aspelt, Beaufort, Berdorf, Bettendorf, Bissen, Biwer, Boevange-sur-Attert, Boulaide, Bourscheid, Canach, CGDIS (Site 112), Clervaux, Consdorf, Dalheim, Dippach, Fischbach, Flaxweiler, Goesdorf, Grevels, Grevenmacher-Mertert, Hesperange, Hobscheid, Kahler, Kehlen, Kiischpelt, Kopstal, Lac, Manternach, Mensdorf, Mertert, Mertzig, Mompach, Mondorf-les-Bains, Moutfort, Niederanven-Schuttrange, Nommern, Osweiler, Préizerdaul, Grosbous, Reisdorf, Roeser, Rosport, Schengen, Troisvierges, Tuntange, Useldange, Vianden, Vichten, Waldbillig, Walferdange, Weiler-la-Tour, Weiler-Putscheid, Weiswampach, Wincrange, Wormeldange.

De FR ass elementar an der Rettungsketten a soll dofir och nach op weider Sitten, wou eng Verbesserung vun der Couverture duerch seng Presenz erreecht ka ginn, ausgebaut ginn. Am Kader vum Plan national d'organisation des secours (PNOS) gëtt dat ë. a. am Detail analyséiert.

Zënter der Grënnung vum CGDIS den 1. Juli 2018 si fënnef zousätzlech Sitten a Betrib geholl ginn, wat déi uewe genannte Bestriewungen ënnersträicht:

Weiler-Putscheid (27.11.2019), Weiler-la-Tour (18. 10.2018), Osweiler (28.08.2018), CGDIS-Site 112 (22.08.2018), Biwer (02.07.2018).

ad 3. Am Mäerz 2020 waren insgesamt 929 Fraen a Männer als Pompjeeën an der Alarméierungsgrupp vum FR agedroen. Doduerch, dass an de leschte Joren zousätzlech Sitten dobäikomm sinn, ass d'Zuel vun de FR geklommen.

ad 4. All neie Member vum CGDIS, ob fräiwëlleg oder haaptberufflech, mécht zënter der neier Organisatioun vun allen Ausbildungen, am Kader vun senger Grondausbildung, en erweiderten Éischt-Hëllef-Cours (Secours à personnes - niveau 1 (SAP1)). Doduerch kann all operationelle Pompjee vum CGDIS an den nächste Jore potenziell als FR agesat ginn. Dat hätt och Virdeeler bei Asätz, wou zur Zäit kee FR-Déngscht fonctionéiert a wou zum Beispill bei engem Autosaccident de Läschwon vum lokale CIS virun der Ambulanz op der Asazplaz wier.

ad 5. All FR vum CGDIS muss mindestens d'Kompetenzen hunn, déi fir den Emploi vum „équipier SAP" virgesi sinn. Dëst sinn, niewent dem Éischt-Hëllef-Cours vu 16 Stonnen, och de Cours d'initiation commun (CIC) vun 32 Stonnen a virun allem d'Ausbildung SAP1 vu 40 Stonnen. Zousätzlech sinn eng obligatoresch järlech Formation continue vun 8 Stonnen, souwéi eng reegelméisseg Bedeelegung un Übungen am Asazzenter, noutwendeg.

Tëschent dem 1. Juli 2018 an dem 31. Dezember 2020 hunn 1.378 Fraen a Männer vum CGDIS un enger SAP1-Ausbildung vum Institut national de formation des secours (INFS) deelgeholl.

ad 6. D'Iwwerschaffe vun der sougenannter Rettungsketten am Beräich vum Secours à personne, mam Zil, e kohärent Konzept ze hunn, wou d'Kompetenze vun allen, déi intervenéieren, sech sënnvoll ergänzen, ass eng Prioritéit vum Aarbechtsprogramm vum CGDIS.

ad 7. Dës Fro beäntwert sech am Kader vum uewe genannten Iwwerschaffe vun der Rettungsketten am Beräich vum Secours à personne.

ad 8. Allgemeng gëllt zu Lëtzebuerg d'Reegel, dass een dat dierf maachen, wat ee geléiert huet, an dofir exerzéiere kann, onofhängeg dovun, ob een dat a senger Fräizäit oder am Beruff mécht. Et besteet also keng Aschränkung an der Attributioun vun engem Pompjee, ob e fräiwëlleg oder berufflech ënnerwee ass.

Question 3643 (15.02.2021) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**intégration de l'horaire des trains dans les applications des communes :**

Déi lescht Jore goufe vill Efforte gemaach, fir den ëffentlechen Transport auszebauen a méi attraktiv ze maachen. Beim Förder vum ëffentlechen Transport dierf d'Kommunikatioun vun den Horairen awer net vergiess ginn. An deem Sënn hu verschidde Gemengen eng mobil App lancéiert, wou een nieft dem Offall- a Manifestatiounskalenner och d'Horairë vum ëffentlechen Transport an deene Gemenge ka consultéieren. Zum Bedauere vun de Gemengen ass et den Ament just méiglech, fir d'Bushorairen an dësen Appen ze integréieren. D'Zuchhorairë kënnen net integréiert ginn, well d'CFL déi Donnéeën net zur Verfügung stellt.

An deem Kontext wëlle mir dem Här Transportminister follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, dass d'CFL de Gemenge soll hir Donnéeën iwwert d'Zuch-Horairen zur Verfügung stellen?

2. Wann net, kann den Här Minister eis d'Grënn dofir soen?

Réponse (16.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den nationalen CFL-Fuerplang gëtt um Open-Data-Portal zur Verfügung gestallt.

Et ass méiglech, iwwer follgend Linken op déi Datasets ze kommen:

- Fuerpläng an Arrête vum ëffentlechen Transport (Format NeTEx)

• https://data.public.lu/en/datasets/horaires-et-arrets-des-transport-publics-netex/

- Fuerpläng an Arrête vum ëffentlechen Transport (Format GTFS):

• https://data.public.lu/en/datasets/horaires-et-arrets-des-transport-publics-gtfs/

- Departen en temps réel

• https://data.public.lu/en/datasets/departs-en-temps-reel-api/

Et gëtt allerdéngs ugeroden, Donnéeën ze consultéieren, déi konstant aktualiséiert ginn, esou ewéi d'Applikatioune „CFL mobile", „CFL International" oder „mobiliteit.lu".

Mat engem einfache Renvoi op déi Linke kënnen d'Zuchfuerpläng direkt consultéiert ginn.

Question 3645 (15.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**organisation des conférences de presse du Gouvernement :**

Dans un communiqué de presse daté du 12 février 2021, l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP) émet un certain nombre de critiques concernant la politique d'information du Gouvernement, notamment lors des briefings gouvernementaux. En effet, l'ALJP reproche au Gouvernement de limiter la retransmission des enregistrements de ces briefings, notamment sur la chaîne du Gouvernement de la plateforme « YouTube », aux déclarations du ou de la ministre respective. L'ALJP estime néanmoins que les questions des journalistes ainsi que les réponses des ministres devraient faire partie intégrante de la retransmission.

Suite aux réclamations de l'ALJP adressées au Gouvernement, le Service information et presse (SIP) du Gouvernement a envoyé une réponse au syndicat que ce dernier a reproduit dans son communiqué. Le SIP défend ce choix au prétexte de pouvoir publier la vidéo plus rapidement. Il rajoute qu'une difficulté supplémentaire serait due au fait que certain-e-s journalistes n'utiliseraient pas toujours le micro lorsqu'ils posent leurs questions ainsi que de l'absence d'une caméra qui filmerait la salle.

Par ailleurs, le SIP a déclenché l'ire de l'ALJP en affirmant que le volet « questions/réponses » est bel et bien inclus dans un lien disponible sur l'extranet du SIP, ce que ce dernier qualifie de « Extra-Service » qu'il mettrait à disposition des journalistes.

Pour finir, le SIP défend sa politique arguant qu'il n'aurait reçu « aucune plainte » de la part de citoyens.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une politique d'information transparente de la part du Gouvernement ne peut faire l'impasse sur la retransmission dans leur intégralité des questions des journalistes, quitte à ce qu'elles dérangent le Gouvernement, et que cette retransmission intégrale ne doit connaître aucune entrave active ou passive ?

2) Comme le SIP affirme que la retransmission limitée à la prise de position initiale du ou des membres du Gouvernement s'explique par la volonté de mettre la vidéo en ligne le plus rapidement possible, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait accorder des moyens supplémentaires au SIP afin d'y remédier ?

3) Un autre argument avancé par le SIP serait l'absence d'une caméra qui pourrait filmer la salle. Par conséquent, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait judicieux d'engager les frais afin de pouvoir filmer tant les ministres que les journalistes, comme cela se pratique dans un grand nombre de pays depuis des décennies ?

4) Constatant que le Gouvernement fait régulièrement l'objet de critiques de la part des journalistes concernant sa politique d'information, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait judicieux de se concerter régulièrement tant avec le Conseil de presse qu'avec l'ALJP afin de déterminer les modalités relatives à l'organisation des conférences de presse gouvernementales ?

5) Finalement, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il est problématique, pour un pays démocratique, que son Gouvernement fasse régulièrement l'objet de critiques sévères de la part de journalistes en ce qui concerne sa politique d'information ?

Réponse (09.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Le Service information et presse du Gouvernement assure la retransmission des enregistrements des conférences de presse gouvernementales sur le site officiel du gouvernement www.gouvernement.lu, le canal YouTube du Gouvernement ainsi que sur le compte Facebook du Gouvernement. Sur Facebook, cette retransmission en version originale a toujours inclus la partie dédiée aux questions des journalistes et des réponses y afférentes du Gouvernement. Depuis le 22 février dernier, la retransmission sur www.gouvernement.lu et YouTube inclut également cette partie.

Question 3646 (15.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**analyse de biopsies par le Laboratoire national de santé :**

Beim Verdacht op een Tumor, kréie verschidde Patienten eng Biopsie verschriwwen. Dës Entnam vu Geweebe ass ëmmer mat Péng an der Angscht virum Resultat vun der Analys verbonnen. Zäit, déi vergeet, bis de Patient gewuer gëtt, ob et sech ëm een Tumor handelt, an ob et ee sougenannte „béisaartegen" oder „guttaartegen" Tumor ass, ass dofir mat vill Stress verbonnen. Am Fall vun engem béisaartegen Tumor ass d'Biopsie den Ufank vun engem laange Kampf géint de Kriibs.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Biopsië ginn all Mount vum LNS traitéiert? Ass d'Ministesch zefridden, wat d'Traitementzäite fir Biopsien am Moment betrëfft?

- Wéi laang huet am Januar 2021 am Duerchschnëtt d'Analys vun enger Biopsie gedauert?

- Wéi laang am Januar 2019?

2. Wéi vill Persoune schaffen am LNS am National Center of Pathology?

- Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Unzuel u Personal héich genuch ass oder missten nach weider Persounen agestallt ginn?

- Falls d'Ministesch fënnt, dass et nach u Personal feelt, wat fir Profiller ginn nach gesicht?

- Ginn et genuch Kandidate fir dës Posten?

- Falls net, firwat feelt et u Kandidaten?

3. Ginn d'Biopsien der Rei no traitéiert oder ginn et festgehale Krittäre wat Drénglechkeet betrëfft?

4. Kann een eng Biopsie zu Lëtzebuerg an engem Spidol maache loossen an ufroen, dass dës am Ausland analyséiert gëtt?

Falls jo, wéi gëtt dat vun der CNS remboursséiert?

Falls nee, firwat net?

Réponse commune (16.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Behandlung vu Biopsien am National Center of Pathology

- De Laboratoire national de santé (LNS) mécht en Ënnerscheed tëschent de Biopsien an de jeeweils agereechte Patientefäll, well jee no Komplexitéit vun deene jeeweilege Patientefäll ee mat enger oder méi Biopsië rechne muss. Fir all Biopsie kënnen da fir entspriechend Analysen eng oder méi Schnëtter preparéiert ginn.

An der follgender Tabell gëtt de Verlaf vun der Unzuel vu behandelte Fäll a Biopsië fir déi lescht zwee Joer duergestallt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Am Duerchschnëtt huet d'Äntwert op e Patientefall am Januar 2021 6,1 Aarbechtsdeeg an am Januar 2019 7,7 Aarbechtsdeeg gedauert. Déi iewescht Tabell illustréiert de Verlaf vun der duerchschnëttlecher Analyszäit pro Mount fir d'Joren 2019 an 2020.

D'Verbesserung vun der mëttler Duerchlafzäit pro Fall am leschte Joer am Verglach zum Virjoer erklärt sech duerch eng gréisser Unzuel vu Pathologen (an der Joresmoyenne 15,5 Unitéiten ETP (équivalent temps plein) fir 2019 géint 17,5 Unitéiten ETP fir 2020, an 19,6 Unitéiten am Februar 2021. Verschidde Prozessoptiméierungen hunn hei och zu enger méi schneller Behandlung vun de Fäll bäigedroen. Ze bemierken ass, dass am Ufank vun der Covid-19-Pandemie bedeitend manner Ufroe fir Diagnostiken an Entrevuen an der pathologescher Anatomie erakomm sinn an doduerch eng besser Verfügbarkeet vun de Pathologen erreecht gouf.

Zesummefaassend kann ee feststellen, datt säit Abrëll 2020 d'Duerchlafzäite vu Patientendossieren an der pathologescher Anatomie stabil tëschent 5,5 a 7,2 Aarbechtsdeeg leien.

ad 2. Personalpolitik am National Center of Pathology

- Déi follgend Tabell gëtt déi aktuell Verdeelung vun de Personalkategorien am NCP un.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Bezunn op d'Komplexitéit an d'Fallzuele vun engem diagnosteschen Zentrum vun dëser Gréisst, ass am internationale Verglach nach keen adequate Personalschlëssel am National Center of Pathology erreecht. Dëst gouf och an enger vun der CNS initiéierter spezieller Etüd ënnerstrach.

No dëser Virgab missten zu deene bal 20 Equivalent temps plein un Dokteren, déi am National Center of Pathology haut ugestallt sinn, nach eng gutt zéng weider Pathologen dobäikommen.

- Wéi virdrun duergeleecht, brauch den LNS am Beräich vun der pathologescher Anatomie nach ëmmer dringend nei Dokteren an technesch Assistenten/innen. Obwuel et do haut nach Kandidature gëtt, wäert et an Zukunft wéinst dem allgemenge Mangel um Aarbechtsmaart an dëse Beruffssparten ëmmer méi schwéier ginn, Personal an dem Secteur ze fannen.

Fir d'Situatioun ze stabiliséieren, ass et och no der schonns ernimmter CNS-Etüd ubruecht, datt den NCP en Environnement schafft, wou dës Beruffssparten intern weider ausgebilt an trainéiert kënne ginn a soumat den Attrait vum LNS als zukünftegen Employeur natierlech eropgesat gëtt.

ad 3. Wéi schonn an der parlamentarescher Ufro Nr. 3039 vum 26. Oktober 2020 duergeleecht, gëtt all eenzel Ufro an der pathologescher Anatomie ufanks als Noutfall behandelt bis zum Retour vum éischte Resultat. D'Examen déi ze maache sinn, ginn dann ënnert 14 Aarbechtsekippe verdeelt, wellech jee no Organ oder Analysmethod spezialiséiert sinn. Dëst garantéiert, datt all Fall op déi relevantst Manéier priorisséiert a behandelt gëtt.

ad 4. D'Gesetzgeebung gesäit vir, datt d'Analysen iwwert d'Anatomopathologie just kënnen am LNS gemaach ginn.

Hei kann een den Artikel 1, 3. Paragraf vum ofgeännerte Gesetz vum 16. Juli 1984 iwwert d'Laboratoiren zitéieren, dee Follgendes virgesäit : « Les examens relevant de l'anatomopathologie et de la génétique humaine sont effectués exclusivement dans le centre de diagnostic visé à l'article 2, paragraphe 4 de la loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public "Laboratoire national de santé". »

Doniewent gesäit den Artikel 2, 4. Paragraf 2. Punkt vum Gesetz vum 7. August 2012 iwwert d'Grënnung vum Etablissement public „Laboratoire national de santé" vir : « (4) L'établissement gère le centre de diagnostic dans les domaines : (…) 2. de l'anatomie pathologique assurant au niveau national les examens cytologiques et histologiques visés à l'article 6 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. »

Dat heescht, datt d'Biopsien, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, un de LNS weidergeleet ginn. Den National Center of Pathology diagnostizéiert all Biopsien, déi him vun de Klinicken zougestallt ginn. Hien huet domat nëmmen eng Iwwersiicht iwwer Biopsien déi hien direkt erreechen an ass net iwwert den Traitement vun aneren, extern behandelte Biopsien informéiert. Déi eenzeg Ausnam sinn hei speziell Fäll, déi vum LNS selwer zwecks externer Behandlung verschéckt ginn (z. B. Tumeuren an der Pediatrie oder Ufroe fir eng Zweetmeenung vun externen Experten zu lafende Fäll).

Question 3647 (15.02.2021) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **photos prises par le système de contrôle et de sanction automatisés :**

Säit 2016 goufen uechtert d'ganzt Land insgesamt 24 fix Radaren installéiert an a Betrib geholl. Eleng de Radar an der 70er-Zon tëscht Bruch a Recken am Zentrum vum Land soll laut engem „Wort"-Artikel vum éischte Februar schonn 261.133 Fuerer geblëtzt hunn.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Biller hunn déi fix Radare säit hirer Opstellung bis haut gemaach (opgeschlësselt no Radar an no Joer)?

2. Ginn d'Bäifuerer, déi op de Biller vun den Infraktiounen ze gesi sinn, anonymiséiert, ier d'Biller op Servere geluede ginn? Falls nee, wéi ass dëst konform mat den europäeschen an nationale Reegele vum Dateschutz?

Réponse (19.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Unzuel vun de Biller, déi zënter 2016 bis haut gemaach goufen, ass net méi novollzéibar, dat well de Gros vun den Infraktioune bezuelt ass an déi deementspriechend Biller geläscht goufen. Fotoen, déi net verwäertbar sinn, ginn direkt geläscht an den Dossier gëtt zougemaach. Dëst steet an Aklang mam Artikel 4 vum « règlement grand-ducal du 7 août 2015 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés ».

« (1) Les photos enregistrées sont effacées au plus tard deux semaines après l'acquittement de l'avertissement taxé.

En cas de procédure pénale, ce délai court à compter du jour où le dossier a été définitivement classé sans suite, où la décision judiciaire n'est plus susceptible d'aucun recours ou où l'action publique est prescrite.

Les photos enregistrées non exploitables sont effacées au plus tard deux mois après leur enregistrement. »

Wat d'Unzuel vun den Infraktiounen ubelaangt, verweise mir op eis gemeinsam Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 3326 vum 17. Dezember 2020 vun den honorabelen Deputéierte Max Hahn a Claude Lamberty.

ad 2. D'Biller ginn net anonymiséiert, ier se op d'Servere geluede ginn.

Den Artikel 2(1) vum « règlement grand-ducal du 7 août 2015 autorisant la création d'un fichier et le traitement de données à caractère personnel dans le cadre du système de contrôle et de sanction automatisés » gesäit fir:

« Art. 2. Données à caractère personnel traitées.

Le fichier contient les données suivantes, par infraction constatée et enregistrée :

1. les photos concernant le véhicule en infraction, son conducteur, son numéro d'immatriculation et éventuellement ses passagers ; ».

Et gëtt also eng legal Basis fir den Enregistrement vun dëse Fotoen. Dës Weideren ass am Artikel 4(1) vum selwechte RGD virgesinn, dass d'Fotoen zwou Wochen nom Acquittement vun engem Avertissement taxé geläscht ginn. D'Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 verlaangt, dass all Traitement Dateschutzprinzippie vun der Legalitéit, Necessitéit a Proportionalitéit respektéiert. An dësem Fall, wou eng Anonymisatioun ab initio technesch nach net méiglech ass, schéngt dësen Traitement net exzessiv ze sinn an ugesiichts vum relativ limitéierten Impakt op d'Privatsphär vun de betraffene Persounen. Dëst schléisst net aus, dass an Zukunft esou eng Technologie kann agesat ginn.

Question 3649 (16.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **congé récréatif dans le cadre du chômage partiel :**

Am Kader vun der Covidpandemie kréien elo vill Salariéen de Chômage partiel. Elo stellt sech d'Fro op d'Urecht vum normale Congé. Laut aktueller Gesetzgeebung leeft den normale Congé jo menges Wëssens virun.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Huet de Salarié, deen am Kader vun der Covidpandemie de Chômage partiel kritt, weiderhin Urecht op de reguläre Congé?

2. Sinn an deem Kontext vu Säite vun der Regierung Prozedure fir d'Betriber virgesinn, wéi dës - nieft dem Chômage partiel - mam reguläre Congé vun de Mataarbechter verfuere sollen?

Réponse (16.03.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Jo, de Salarié, deen am Kader vun der Covidpandemie de Chômage partiel kritt, huet weiderhin Urecht op de reguläre Congé.

ad 2. Et gi keng speziell Reegele fir de Congé am Kader vun der Kuerzaarbecht, et gëllen déi generell Dispositiounen, déi am Code du travail virgesi sinn.

D'Betriber gi just derzou opgeruff, fir de Congé och als eegene Moyen anzesetzen, fir esou wéineg wéi méiglech op d'Kuerzaarbecht zeréckzegräifen, esou wéi et den Artikel L.511-2 vum Code du travail och virgesäit.

Question 3650 (16.02.2021) de **MM. Paul Galles** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **SuperDrecksKëscht** :

Wéi aus engem Artikel vum „Reporter.lu" vum 15. Februar 2021 ervirgeet, gëtt et am System vun der SuperDrecksKëscht e puer Ongereimtheeten. Sou gëtt zum Beispill gesot, dass d'Firma e Monopol an der Offallentsuergung vu geféierleche Substanzen hätt, dee vun der Ëmweltverwaltung gedroen an domadder vun ons Steierzueler bezuelt gëtt. Sou soll de Personnage hannert der Firma Oeko-Service Luxemburg SA, deen och hannert der Initiativ SuperDrecksKëscht steet, weider Firmen an der Offallwirtschaft besëtzen, wat zu engem Interessekonflikt géif féieren. Am Artikel gëtt weider op puer Problemer higedeit, zum Beispill op den Artikel 2.2 vum Offallgesetz vun 2005, deen op d'SuperDrecksKëscht zougeschnidde wär a wouduerch et zu Wettbewerbsverzerrunge káint bzw. géif kommen. Sou beseet den Artikel, dass Firmen, déi och den Offalltransport ubidden, vun der Ausschreiwung ausgeschloss sinn. Duerch dat neit Offallgesetz, wat grad an der Kommissioun diskutéiert gëtt, kéint sech d'Positioun um Marché vun der SuperDrecksKëscht, souwéi anere Bedeelegunge vun Oeko-Service, laut dem Auteur weider stäerken, vu dass d'Gesetz virgesäit, dass all Haus mat mindestens véier Wunnengen iwwert eng Sammelplaz fir Offall verfüge muss. Och gi weider Kriticken zu der Kontrollinstanz, de Geschäftszuele vun Oeko-Service, zu de Rechter um Wuert „SuperDrecksKëscht" an dem dozougehéirege Franchisemodell souwéi enger Personaldecisioun gemaach.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Madamm Ëmweltministesch konfirméieren, dass et e Kontrakt tëschent hirer Verwaltung an der Firma Oeko-Service gëtt, dee virgesäit, iwwer eelef Joer ongeféier 97 Milliounen Euro fir hir Servicer un d'Firma ze iwwerweisen?

2. Gedenkt d'Madamm Ëmweltministesch, eventuelle vertragleche Verletzungen an Interessekonflikter nozegoen, déi duerch d'Firmegeflecht ronderëm de Besëtzer vun Oeko-Service zu Wettbewerbsverzerrungen an engem, de facto, Monopol géife féieren?

3. Wéi reagéiert d'Ministesch op de Virworf, dass d'Offallgesetz vun 2005 op d'Firma Oeko-Service zougeschnidde gouf, souwéi op déi eventuell Wettbewerbsverzerrungen? Gouf an dësem Kontext d'Ausschreiwungsgesetz respektéiert?

4. Wéi wäert sech d'Positioun vun der SuperDrecksKëscht duerch den neie Projet de loi zum Offall veränneren?

5. Gedenkt d'Ministesch, de Comité de pilotage als Kontrollinstanz ze iwwerdenken, fir dass dësen eng wierklech Kontroll ausübe kann?

6. Wéi eng aner Méiglechkeete goufen a Betruecht gezunn, fir op de Modell vun der SuperDrecksKëscht am Ausland opmierksam ze maachen, amplaz iwwer e Franchisesystem, vu wellechem erëm d'Firma Oeko-Service profitéiert?

7. Gouf déi nei Plaz an der SuperDrecksKëscht-Akademie ausgeschriwwen? Wa jo, wat waren d'Krittären a wéi vill Bewerber gouf et fir déi Plaz a leedender Funktioun vun dëser Akademie?

8. Gouf déi nei Plaz a leedender Funktioun an der SuperDrecksKëscht-Akademie ausgeschriwwen? Wa jo, wat waren d'Krittären a wéi vill Bewerbunge gouf et fir déi Plaz an dëser Akademie?

Réponse (24.02.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Den 2. Januar 2018 ass tëschent dem Ëmweltministère an der Firma Oeko-Service Luxembourg SA (OSL) e Kontrakt fir d'Ausféierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht ënnerschriwwe ginn. De Kontrakt huet eng Lafzäit bis den 31. Dezember 2028.

Dëse Kontrakt ass d'Resultat vun enger europäescher Ausschreiwung, déi konform zu de Reegele vun dem Gesetz iwwert d'Marchés publics duerchgefouert gouf.

Ofgerechent gëtt no de reelle Käschte vun der Aktioun SuperDrecksKëscht, beluecht duerch detailléiert Rechnungen. Opgrond vun den aktuellen Erfarungswäerter kann een dovun ausgoen, datt de Gesamtkäschtepunkt vum Kontrakt iwwer seng ganz Lafzäit bei ongeféier 97 Milliounen Euro wäert leien.

ad 2. Et sief un éischter Plaz un d'Aufgabe vun der SuperDrecksKëscht erënnert, déi am Gesetz vun 2005 festgeschriwwe sinn. Dozou gehéieren ënner anerem d'Gestioun vu problemateschen Offäll aus de Stéit, d'Begleedung an d'Berodung vun ëffentlechen a private Betriber en vue vun enger Certificatioun fir d'ekologesch Gestioun vun hiren Offäll, awer och d'Asammlung vu klenge Quantitéiten Offäll aus de Betriber.

Déi problematesch Offäll vun de Stéit, déi iwwert déi verschidde Systemer agesammelt ginn (Recyclingzenteren, mobill Sammlungen), ginn am Täschelager zu Colmer-Bierg konditionéiert fir den Transport bei déi entspriechend Behandlungsanlagen. Dës Transporter ginn net duerch d'OSL oder eng Firma, an där de Besëtzer vun der OSL mat dran ass, gemaach, mee ginn duerch aner Firmen assuréiert, déi zu Lëtzebuerg fir den Transport vun deene jeeweilegen Offäll geneemegt sinn.

Wat d'Offäll aus de Betriber ugeet, ass d'Haaptaufgab vun der SuperDrecksKëscht déi, d'Betriber fir eng ekologesch Offallwirtschaft ze beroden. Wichteg Aspekter sinn d'Vermeidung, eng uerdentlech separat Sammlung, e verstäerkte Recyclage an en Oftransport duerch geneemegt Offalltransporteuren.

All Betrib ass fräi, deen Offalltransporteur ze wielen, deen hie wëll.

Wat d'Asammlung vun deene klenge Quantitéite vun Offäll aus de Betriber duerch d'SuperDrecksKëscht ugeet, ass ze soen, datt déi Quantitéit an deene leschte 15 Joer an der Moyenne bei 2.000 Tonne pro Joer läit, obwuel d'Zuel vun de Betriber, déi un d'SuperDrecksKëscht ugeschloss sinn, an deem selwechten Zäitraum vun 1.936 Betriber (2005) op 5.460 Betriber (2020) geklommen ass. Deem géigeniwwer steet eng Quantitéit vu ronn 275.346 Tonne problematesch Offäll aus Betriber, déi 2019 zu Lëtzebuerg ugefall sinn[10].

Et handelt sech also hei ëm eng minimal Quantitéit vun den Offäll, déi am Kader vun der Aktioun SuperDrecksKëscht bei de Betriber ofgeholl ginn (0,7 %). Och dës Offäll ginn op Colmer-Bierg an Täschelager bruecht, fir konditionéiert ze ginn, a vu wou se dann duerch en aneren Transporteur bei den Destinataire gefouert ginn.

Et sief nach eng Kéier preziséiert, datt d'OSL keen Offallasammler oder -transporteur ass, mee d'Aktivitéite vun der Asammlung ausschliisslech am Kader vun der Exekutioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht duerchféiert.

Mat dem Offallgesetz vun 2012 ass d'Verflichtung agefouert ginn, fir an de Residencë separat Sammelsystemer anzeriichten. Fir d'Syndicke bei der Ëmsetzung vun dësen neie gesetzleche Verflichtungen ze ënnerstëtzen, ass am Kader vun der Su-

[10] An dëser Quantitéit si kontaminéiert Biedem net mat abegraff.

perDrecksKëscht an Zesummenaarbecht mat dem Gruppement vun de Syndicken, dem GSPL, eng Informatiounscampagne gemaach ginn, fir ze weisen, wéi esou Sammelsystemer ageriicht kënne ginn. Gläichzäiteg hunn d'Beroder vun der SuperDrecksKëscht déi Residencen, déi esou e System ariichte wëllen, spezifesch beroden, wéi dat ëmgesat ka ginn. Wat d'Ewechhuele vun den Offäll ugeet, déi an de Residencen ufalen, informéieren d'Beroder vun der SuperDrecksKëscht iwwert déi Méiglechkeeten, déi bestinn. Dozou gehéiere verschidde Privatfirmen, awer och verschidde CIGLen.

Et ass richteg, datt op der Lëscht, déi d'Residencë kruten, och d'Firma CCN stoung, déi majoritär dem Aktionär vun der OSL, dem Här Hans Peter Walter, gehéiert. Et ass awer esou, datt d'CCN dës Aktivitéiten op den 31. Dezember 2020 opgehalen huet an elo keng Asammlung méi bei de Residencë mécht.

Vu dat, wat hei uewendriwwer detailléiert ginn ass, gëtt et weeder en Unhaltspunkt vun eventuelle vertragleche Verletzungen oder Interessekonflikter nach vun enger Monopolstellung vun der OSL.

Sollte konkreet a fundéiert Hiweiser kommen, datt esou Irregularitéite géife bestoen, géif selbstverständlech deenen nogaange ginn.

ad 3. Dës Fro bezitt sech warscheinlech op d'Gesetz vum 25 Mäerz 2005 betreffend d'Fonctionnement an d'Finanzéierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht. D'Offallgesetz, wat zu deem Moment a Kraaft war, war d'Gesetz vum 17. Juni 1994 betreffend d'Vermeidung an d'Gestioun vun den Offäll.

Am Joer 2000 huet de Contrôle financier sech dem weideren Ausbezuele vun de Rechnunge fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht widdersat mat der Begrënnung, datt entspriechend dem Comptabilitéitsgesetz vun 1936 Kontrakter net méi ewéi fir eng Dauer vun dräi Joer ofgeschloss dierfte ginn an datt de cumuléierte Montant vun der Aktioun de Seuil iwwerschratt huet, ab deem e Finanzéierungsgesetz néideg gëtt.

Am Virfeld vun dem Gesetz vun 2005 ass e Comité interministériel an d'Liewe geruff ginn, an deem Vertrieder vum Ministère de l'Intérieur, der Inspection générale des finances an der Ëmweltverwaltung waren.

Dëse Comité huet verschidden Zenarien analyséiert, fir ze kucken, wéi d'Weiderbestoe vun der Aktioun SuperDrecksKëscht a gläichzäiteg och d'Konformitéit mat de Gesetzer iwwert déi verschidde finanziell Aspekter séchergestallt kéint ginn.

Den 29. Abrëll 2002 huet de Comité dem Ëmweltminister säi Rapport ofginn, de 5. Juli 2002 huet de Regierungsrot d'Decisioun geholl, en entspriechend Finanzéierungsgesetz op den Instanzewee ze schécken.

Nieft den Aufgaben, déi d'SuperDrecksKëscht ze erfëllen huet, huet de Gesetzgeeber och festgehalen, datt fir de Marché zur Ausféierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht d'Prozedur vun dem Marché négocié entspriechend dem Gesetz vum 30. Juni 2003 iwwert d'Marchés publics ze respektéieren ass. Konkreet bedeit dat, datt virum Marché négocié een Appel à candidatures op europäeschem Plang gemaach muss ginn.

D'Gesetz schléisst vun de Kandidaturen déi Firmen aus, déi direkt oder indirekt aktiv an der Asammlung an dem Transport vun Offäll sinn. D'Begrënnung heifir läit am Fait, datt et net zu enger Bevirdeelegung kënnt, wann eng Firma d'Betriber am Beräich vun der Offallgestioun beréit a gläichzäiteg och nach déi kommerziell Aktivitéit vun der Asammlung an dem Transport vun Offäll huet.

Den Ausschloss aus der aktiver Berodung bei Betriber vu Firmen, déi eng aktiv Roll an der Asammlung an der Négoce vun Offäll hunn, war iwweregens och eng Fuerderung vun der Fédération luxembourgeoise des entreprises d'assainissement (FLEA), déi se an engem Bréif vum 20. Juli 2001 un de Wirtschaftsminister gestallt huet.

D'Gesetz ass also net op eng spezifesch Firma zougeschnidde ginn. Vu datt dat Gesetz sech kloer op d'Gesetzgeebung vun de Marchés publics referéiert, an doduerch verlaangt gëtt, datt fir de Marché négocié en ëffentlechen Appel à candidatures op europäeschem Niveau gemaach muss ginn, kann all Firma, déi déi néideg Qualifikatiounen opweise kann, sech dru bedeelegen. Heizou gehéiert och d'Méiglechkeet, fir datt Firmen, déi eenzel déi néideg Qualifikatiounen a bestëmmte Beräicher matbréngen, sech am Kader vun enger Association momentanée bedeelegen.

Déi Kontrakter, déi 2007 an 2018 fir d'Bedreiwung vun der SuperDrecksKëscht ofgeschloss gi sinn, sinn alle béid d'Resultat vun der Ausschreiwungsprozedur, esouwéi se am Gesetz iwwert d'Marchés publics virgesinn ass.

Och d'Attributioune vu béide Marchéë sinn entspriechend de gesetzleche Verflichtungen europawäit publizéiert ginn. Géint kee vun de Marchéen ass e Recours agereecht ginn.

ad 4. Et gi keng Bestëmmungen an dem neie Projet de loi, déi der Aktioun SuperDrecksKëscht aner oder zousätzlech Aufgabe géife ginn.

ad 5. Den Artikel aus der Press, op dee sech beruff gëtt, schwätzt vill vu Verdacht a Vermutungen, ouni konkreet Beweiser vun Irregularitéiten ze liwweren.

Fir awer all Verdacht aus de Féiss ze goen, wäert en Audit gemaach ginn. Opgrond vun de Resultater vun dësem Audit gëtt decidéiert, ob verschidde Saachen iwwerduecht musse ginn oder net.

ad 6. Am Kader vun der Aktioun SuperDrecksKëscht goufen an de leschten 30 Joer vill Initiative geholl, fir d'Lëtzebuerger Offallwirtschaft op e modernen a virbildlechen Niveau ze bréngen.

Och international Institutiounen hunn d'Aktioun SuperDrecksKëscht als Virbild unerkannt. Dëst ass zum Beispill de Fall vun der Europäescher Kommissioun, déi 2009 d'SuperDrecksKëscht an d'Lëscht vun de Best Practice am Beräich vun der Offallvermeidung a -gestioun opgeholl huet. D'OECD huet am Kader vun den zéngjäregen Examens des performances environnementales vu Lëtzebuerg ëmmer erëm op d'Wichtegkeet vun der Aktioun SuperDrecksKëscht an der Ëmsetzung vun der nationaler Offall- a Ressourcëpolitik higewisen.

An engem rezente Guidance-Dokument vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'getrennt Sammlung vu geféierlechen Offäll aus Stéit (Ref.: 2020/C 375/01) gëtt d'Aktioun SuperDrecksKëscht zweemol als gutt Beispill ernimmt.

Säit Ufank vun den 2000er-Joren goufen et reegelméisseg Visitte vun auslännesche Delegatiounen, déi sech um Beispill vun der SuperDrecksKëscht inspiréiere wollten, fir hir Offallwirtschaft nei ze organiséieren. Dës Visitte goufen deels organiséiert am Kader vum dem Luxembourg Board of Economic Development, vu Lëtzebuerger Etüdebureauen, awer och duerch Eegeninitiativ vun auslännesche Firmen oder Institutiounen.

Opgrond vun deene ville Kontakter ass d'Iddi opkomm, fir de Modell vun der SuperDrecksKëscht als Franchisesystem weiderzeginn. Déi Firmen, déi sech un d'Prinzippie vun der SuperDrecksKëscht halen an d'Offallgestioun och dono praktizéieren, kënnen dat ënnert dem Logo vun der SuperDrecksKëscht maachen. Esou kann de Lëtzebuerger Knowhow och an d'Ausland exportéiert ginn. Doduerch, datt déi entspriechend Firme Franchise-Gebühre bezuele mussen, gëtt et och e finanzielle Retour, dee vun de Gesamtkäscht vun der Aktioun SuperDrecksKëscht hei zu Lëtzebuerg ofgehale gëtt.

Et ass also net richteg, wa gesot gëtt, datt duerch de Franchisesystem d'Firma OSL profitéiert, mee et ass de Lëtzebuerger Staat, deem d'Franchise-Gebühren am Kader vun der Ofrechnunge vun der Aktioun SuperDrecksKëscht zeguttkommen.

ad 7. + 8. Am Laf vun deene leschte Joren ass d'Demande fir Formatioun a Qualifikatioun am Beräich vun der Ressourcen- an Offallwirtschaft souwuel aus dem ëffentleche wéi private Secteur, mee och vu Säite vum Educatiounsministère, ëmmer méi grouss ginn. Dat huet bedéngt, datt d'Aktivitéite vun der SuperDrecksKëscht an deem Beräich nei strukturéiert hu misse ginn. Ware se bis elo an de jeeweilegen Aktivitéite bei der SuperDrecksKëscht fir Bierger an der SuperDrecksKëscht fir Betriber ugesidelt, si se an engem separate Service zesummegefaasst ginn. Dëse Service ass dunn SuperDrecksKëscht-Akademie genannt ginn. En ëmfaasst esouwuel déi intern wéi och déi extern Qualifikatioun am Kader vun den Aufgabe vun der SuperDrecksKëscht, d'Offer fir Formatiounsinstitutiounen, awer och d'Sensibiliséierung vun der Ëffentlechkeet.

D'SuperDrecksKëscht-Akadamie gëtt vun dem Privatbetrib OSL assuréiert, deen deemno och fir de Recrutement vum Personal zoustänneg ass. An der Zäit vum 1. Januar 2016 bis de 15. Juli 2016 huet den Här Schmit e Stage bei der SuperDrecksKëscht gemaach mat Schwéierpunkt Schoulung a Qualifikatioun. Wärend där Zäit huet hie seng fachlech a sozial Kompetenz ënner Beweis gestallt.

Fir d'Aktivitéite vun der SuperDrecksKëscht-Akademie ze strukturéieren, ass 2019 eng Persoun gesicht ginn, déi en Ausbildungsprofill am schoulesche Beräich huet. Enn Mee 2019 gouf den Här Schmit vum Personalverantwortleche bei der OSL, dem Här Klaus Schu, kontaktéiert an op e Bewerbungsgespréich agelueden, dëst opgrond vun dem positive Feedback wärend sengem Stage, senger Ausbildung als Schoulmeeschter, sengem Master am Schoulmanagement esouwéi senger beruffleche Erfarung am Enseignementsberäich.

Déi entspriechend Plaz ass also net ausgeschriwwe ginn, mee d'Firma OSL huet déi Astellung gemaach op Basis vun de positiven Erfarunge mat dem Här Schmit wärend sengem Stage, esou wéi och op Basis vu senger fachlecher Qualifikatioun.

Et sief allerdéngs och drop higewisen, datt et sech hei net ëm eng leedend Positioun handelt.

Question 3651 (16.02.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **changement dans le fonctionnement du réseau luxembourgeois des musées :**

À l'heure actuelle, le fonctionnement du réseau luxembourgeois des musées fait l'objet de mutations profondes. Ainsi, les membres du réseau « Musées Luxembourg » (Mulux) ont été informés que l'association sans but lucratif ICOM Luxembourg prendra la relève de la coordination des deux réseaux de musées en place, à savoir Mulux et d'stater museéën. Il en découlera que le Service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture n'encadrera plus le réseau Mulux.

Les musées non membres de l'ICOM pourront continuer à participer aux réunions du réseau Mulux, mais l'objectif poursuivi à moyen terme est l'adhésion à l'ICOM afin de pouvoir bénéficier de l'ensemble des avantages dont l'accès aux formations internationales en ligne et la participation aux « Luxembourg Museum Days ». Dans l'immédiat, les musées régionaux membres de Mulux ne sont donc pas directement contraints d'adhérer à l'ICOM moyennant contribution financière, mais ils risquent d'être moins encadrés par le Service d'animation culturelle régionale du Ministère voire d'être isolés du réseau luxembourgeois des musées.

Dès lors, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Culture les questions suivantes :

- Pourquoi ce changement dans le fonctionnement du réseau luxembourgeois des musées aura-t-il lieu ? L'encadrement professionnel des musées sans paiements en contrepartie ne devrait-il pas demeurer une mission phare du Ministère de la Culture lui-même ?

- Est-ce que Madame la Ministre a pu s'assurer que la contribution financière demandée de la part de l'ICOM Luxembourg aux musées n'est pas de nature à pénaliser le budget de certains musées régionaux plus petits ?

- Soumettre la participation des musées luxembourgeois aux « Luxembourg Museum Days » ou autres événements culturels à la condition d'adhérer à l'ICOM Luxembourg ne risque-t-il pas de compromettre la diversité du réseau luxembourgeois de musées ?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Le transfert de la gestion du réseau Musées Luxembourg, dit « Mulux », vers l'association sans but lucratif ICOM Luxembourg s'est effectué dans une perspective de développement et de professionnalisation du secteur muséal du Grand-Duché.

Si par le passé, le réseau Musées Luxembourg et le réseau d'stater muséeën ont considérablement contribué à l'encouragement des meilleures pratiques et au développement du secteur muséal du pays en proposant aux musées une plate-forme d'échange et de promotion ou encore la participation à diverses activités communes, il s'agit aujourd'hui de consolider et de développer cet accompagnement des musées par le biais d'une structure professionnelle de référence, notamment en proposant aux professionnels du secteur davantage de possibilités de professionnalisation et de formation. L'association ICOM Luxembourg est idéalement placée pour mener à un niveau supérieur le développement du paysage muséal national en suivant et en promouvant les valeurs et standards en matière de gestion muséale mis en place par ICOM international, le plus grand réseau professionnel des musées, reconnu par la communauté muséale mondiale et dont le comité luxembourgeois est membre actif.

À côté de cet organe fédérateur pour le secteur muséal, le Service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture continuera à encadrer les besoins et les intérêts du secteur muséal au sein du Ministère de la Culture et apportera avis et conseil en cas de besoin.

Les frais d'adhésion à ICOM Luxembourg sont échelonnés en fonction du budget annuel d'un musée, ceci avec le but de ne pas pénaliser les musées à petite échelle par rapport aux grands musées nationaux. Une contribution annuelle par musée membre est à verser par le Comité national ICOM Luxembourg au Comité international de l'ICOM. Pour une période intermédiaire de deux ans, la participation aux activités d'ICOM Luxembourg et notamment aux « Luxembourg Museum Days » (Lumudays) sera gratuite pour les musées non encore membres d'ICOM Luxembourg.

Les Lumudays, ayant lieu annuellement autour de la Journée internationale des musées, le 18 mai, sont organisés et promus par ICOM Luxembourg dans le but de sensibiliser davantage le public au rôle des musées dans le développement des sociétés et la conservation du patrimoine culturel. La participation à cet événement est désormais gratuite pour les musées membres d'ICOM Luxembourg, alors qu'elle était payante jusqu'à présent pour tous les musées. Le paiement des frais d'adhésion permet donc non seulement la participation aux Lumudays, mais apporte également bien d'autres avantages aux musées en ouvrant à long terme de nouvelles perspectives pour le développement individuel de chaque musée au sein d'un réseau professionnel qui réunit les compétences et forces vives du milieu.

Question 3652 (16.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **photos prises par les radars feu rouge :**

An hirem Avis zum leschte Radargesetzesprojet (N° 7652) stellt d'Dateschutzkommissioun fest, dass och d'Foussgänger iwwert de Luuchteradar mussen informéiert ginn, well och si op de Fotoe vum Radar kéinten ze gesi sinn. Laut dem Gesetz vum 1. August 2018 muss nämlech all Persoun, där hir Date festgehale ginn, doriwwer a Kenntnis gesat ginn.

Étant donné que l'installation de radars automatiques aux feux rouges concerne un public beaucoup plus large dépassant simplement les conducteurs et les passagers se trouvant à bord de véhicules, la CNPD entend attirer l'attention des auteurs du projet de loi sur l'obligation d'information de l'ensemble des personnes concernées de l'existence de ces radars et du traitement de données les concernant (p. ex. panneaux informant les conducteurs et passagers de véhicules ainsi que piétons aux endroits des radars installés aux feux rouges).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Mobilitéit a Justiz dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, op der Stäreplaz (an och op allen aneren zukünftege Plazen, wou Luuchteradaren installéiert ginn) een oder e puer Schëlder opzeriichten, fir d'Foussgänger iwwert d'Presenz vum Radar an d'eventuell Späicherung vun hiren Daten ze informéieren?

- Falls jo, ginn op dësem Schëld all d'Informatioune festgehalen, déi laut Artikel 12 Paragraf 1 vum Gesetz vun 2018 mussen zougänglech sinn, dorënner d'Kontaktinformatioune vum Responsable du traitement a vum DPO?

- Falls nee, wéi eng Grënn gëtt et laut der Police grand-ducale, fir dësen Artikel net ze applizéieren, baséierend op de Méiglechkeeten, déi am Paragraf 3 vum Artikel 12 genannt ginn?

2. Wéssend, dass de Radar scho säit dem Ufank vun der Testphas am Oktober Fotoe vu Foussgänger kéint gemaach hunn, ass op der Stäreplaz schonn eng deementspriechend Beschëlderung opgestallt ginn?

- Wa jo, wéi vill Schëlder goufen opgestallt a wat fir Informatioune sinn op hinne festgehalen?

- Wann nee, firwat net?

- Falls eng Beschëlderung an Zukunft virgesinn ass, wéi gesäit dës dann aus a wéini soll se opgestallt ginn?

- Falls keng Beschëlderung virgesinn ass, wéi begrënnt de Minister dës Entscheedung?

Réponse commune (17.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. D'Dateschutzgesetz vun 2018 gesäit net vir, wou genee dës Informatioune musse gedeelt ginn. Déi gefroten Informatioune sinn zum Beispill um Internetsite vun der Police ëffentlech zougänglech. Op der Stäreplaz sinn am Ganze véier Schëlder um Boulevard de la Foire opgeriicht, déi den Automobilisten de Radar annoncéieren. Heibäi handelt et sech ëm adaptéiert Schëlder, änlech wéi déi bei deenen anere fixe Radaren. Eng zousätzlech Beschëlderung, fir de Foussgänger de Radar ze annoncéieren, ass net virgesinn. Et ass esou, dass den Artikel 11 Paragraf 1 vum nämmlechte Gesetz preziséiert, dass „mesures raisonnables" musse geholl ginn, fir déi Informatiounen, déi am Artikel 12 virgesi sinn, zur Verfügung ze stellen.

An dësem Kontext ass och net ze vergiessen, dass et sech beim Luuchteradar net ëm eng permanent Videoiwwerwaachung handelt, wou ëmmer alles iwwer jiddereen ofgespäichert gëtt, mee ëm e System, dee spezifesch Infraktiounen dokumentéiert, esou wéi am legale Kader virgesinn.

Question 3654 (16.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **gestion et** la **protection des données des élèves et du personnel de l'éducation nationale :**

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale à ma question parlementaire n° 2992, j'aimerais revenir sur les missions du

Centre de gestion informatique de l'État en rapport avec la protection des données privées des élèves et du personnel de l'éducation nationale. En réponse à ma question parlementaire précitée, le Ministre affirme que « [l]a gestion des identités et des droits d'accès est un maillon clé de la sécurité du CGIE […] » et en rapport avec le système de gestion d'identité et d'accès IAM développé par le CGIE, il précise : « Autant de services et administrations [de l'éducation nationale ndlr.] possèdent de nombreuses données à caractère personnel qui ne doivent pas être divulguées au public. »

Or, le CGIE indique dans le mode d'emploi pour l'activation des tablettes à disposition des élèves dans le cadre du programme « one2one » que la création d'un identifiant Apple est nécessaire. Cette modalité supposerait donc un transfert direct d'informations d'élèves et du personnel de l'éducation nationale vers une multinationale du numérique.

Toujours dans la réponse à ma question parlementaire précitée, Monsieur le Ministre indique : « Avec Microsoft 365, le CGIE a introduit une offre évolutive, riche et cohérente d'applications en ligne […]. Plus de 39.000 Teams et environ 280 TB d'espace de stockage occupés dans le cloud exposent le succès de cette plateforme […] qui aujourd'hui est devenue la plateforme de communication et de collaboration phare de l'éducation nationale. »

Face à ces informations, je m'interroge sur la gestion et la protection des données du personnel de l'éducation nationale et des élèves. Par ailleurs, une proposition de résolution du Parlement européen dans le cadre du rapport de 2014 sur le programme de surveillance de la NSA, les organismes de surveillance dans divers États membres et les incidences sur les droits fondamentaux des citoyens européens et sur la coopération transatlantique en matière de justice et d'affaires intérieures, observe que « […] les entreprises qui ont été identifiées dans les révélations faites aux médias comme étant impliquées dans la surveillance de masse à grande échelle des personnes concernées dans l'Union effectuée par la NSA sont des entreprises qui ont affirmé adhérer aux principes de la "sphère de sécurité" et que cette sphère est l'instrument juridique utilisé pour le transfert des données européennes à caractère personnel vers les États-Unis (par exemple Google, Microsoft, Yahoo!, Facebook, Apple, LinkedIn) ».

Cette même résolution invite les autorités compétentes des États membres, en particulier les autorités chargées de la protection des données, « […] à faire usage de leurs compétences existantes pour suspendre sans attendre les flux de données à destination de toute organisation ayant adhéré aux principes de la "sphère de sécurité" américaine […] ».

Un arrêt récent de la Cour de justice européenne argumente également dans le sens de l'insuffisance des précautions et exigences des autorités européennes en matière de transfert de données personnelles vers au moins l'une des entreprises américaines précitées : il s'agit plus précisément d'un arrêt concernant le cas de Maximilian Schrems qui avait engagé une plainte contre le siège irlandais de Facebook pour le transfert de ses données personnelles vers les États-Unis où les programmes de surveillance américains mettraient en cause son droit fondamental à la vie privée, la protection de ses données et une protection juridictionnelle efficace. Après l'ouverture de cette procédure, la Commission avait adopté la décision (UE) 2016/1250 relative à l'adéquation de la protection assurée par le bouclier de protection des données. Le 16 juillet 2020, la CJEU a déclaré non valide cette décision de la Commission européenne recommandant des exigences plus strictes.

Sur le fond de ces informations qui mettent en doute la protection des données des élèves dans le cas présent du transfert de données d'élèves et du personnel de l'éducation nationale aux entreprises Apple et Microsoft, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Les élèves et le personnel de l'éducation nationale disposent-ils ou disposent-elles d'un identifiant accordé par le CGIE, ou bien s'agit-il d'identifiants liés à leurs comptes privés respectifs ?

2) Leurs données sont-elles hébergées sur des serveurs locaux ?

3) Dans la négative, comment le CGIE peut-il garantir que ces données ne seront pas récupérées à des fins commerciales par les entreprises avec lesquelles le MENJE a contracté l'achat de certains produits et matériel numériques ?

4) Le CGIE est-il au courant de la recommandation européenne et de l'arrêt prononcé par la Cour de justice européenne concernant le transfert de données privées à toute organisation ayant adhéré aux principes de la « sphère de sécurité » américaine ?

5) Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre tient-il compte de ces recommandations concernant le traitement des données des élèves et du personnel de l'éducation nationale ?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En complément des offres pédagogiques analogues, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse encourage depuis plusieurs années le recours à un environnement de travail collaboratif à vocation exclusivement pédagogique et éducative. L'utilisation est donc réservée aux ressources pédagogiques non personnelles et constitue en raison de l'actuelle crise sanitaire plus que jamais un outil performant, intuitif et flexible dans la quête de la sauvegarde notamment de l'intérêt supérieur des enfants et du droit à l'éducation des élèves.

Pour accéder aux plateformes et aux ressources numériques de l'éducation nationale, le Centre de gestion informatique de l'État (CGIE) attribue à chaque utilisateur (élève, enseignant, agent administratif et technique) un identifiant personnel et unique, appelé IAM, moyennant lequel il peut s'authentifier.

L'accès aux services Microsoft comme par exemple la plateforme Microsoft 365 se fait moyennant une authentification IAM.

Par contre, l'accès aux services Apple ne se fait pas via le compte IAM de l'utilisateur. Pour accéder aux services Apple, le CGIE préconise l'utilisation d'identifiants Apple gérés (managed Apple ID) dans l'application Apple School Manager (ASM).

Ces identifiants Apple gérés sont de la forme « IAM@appleid.school.lu » et sont créés automatiquement par le CGIE pour tous les élèves et enseignants fréquentant une classe « one2one ».

À l'image des identifiants Apple classiques qu'un utilisateur peut créer pour son usage personnel, les identifiants Apple gérés pour l'éducation permettent aux élèves et aux enseignants d'accéder aux services Apple et de personnaliser leur tablette. À la différence des identifiants Apple personnels, les identifiants Apple gérés sont détenus et administrés par l'établissement scolaire moyennant l'application ASM. Les identifiants Apple gérés sont conçus entre autres pour aider les établissements scolaires à respecter les exigences en matière de confidentialité des données des élèves et des enseignants et à limiter leur utilisation.

Les données cloud des élèves et des enseignants nécessaires au fonctionnement des produits Microsoft 365 et Apple sont généralement stockées sur des serveurs au sein de l'Espace économique européen (notamment à Dublin et Amsterdam). Depuis quelques années, Microsoft a complété sa certification « Privacy Shield », mécanisme invalidé récemment par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire « Data Protection Commissioner contre Facebook Ireland et Maximillian Schrems », par des clauses contractuelles types (CCT). Ceci vaut également pour Apple où le transfert international de données personnelles collectées dans l'Espace économique européen est également encadré par des garanties appropriées.

Afin d'adapter continuellement ses offres aux besoins concrets des utilisateurs ainsi qu'aux évolutions du cadre réglementaire, légal et jurisprudentiel, le CGIE proposera sous peu la plateforme eduFiles qui facilitera le stockage et le partage sécurisés de données à caractère personnel entre les agents de l'éducation nationale. La plateforme eduFiles, un système de fichiers Cloud haute sécurité, développée au sein du CGIE sur base des logiciels libres Nextcloud et ONLYOFFICE, hébergée dans un datacenter au Grand-Duché de Luxembourg sera accessible via deux modes d'authentification sécurisés, à savoir via l'accès via un produit Luxtrust ou bien l'accès à facteurs multiples eduKey.

Toutes les bases de données des élèves et du personnel de l'éducation nationale ainsi que des données administratives sont stockés dans les datacenters du CGIE.

Question 3655 (16.02.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **distribution des vaccins dans les pays avec lesquels l'État luxembourgeois a signé un accord général de coopération et d'aide humanitaire :**

Dans son rapport « Delivering Pandemic Resilience » de septembre 2020, DHL a évalué les moyens nécessaires pour garantir des chaînes de distributions résilientes pour vaccins et matériaux médicaux pendant la pandémie du Covid-19 et pour le cas échéant de futures urgences sanitaires.

La publication se base sur de multiples discussions avec des experts de l'industrie et d'organisations non gouvernementales, sur la recherche publique ainsi que sur leur propre expérience extensive dans le secteur de la logistique.

En portant un regard géographique sur la distribution du vaccin, et en considération du fait que la température joue un rôle primordial dans sa conservation, DHL note que les pays aux infrastructures et chaînes du froid limitées se voient potentiellement face à des enjeux plus problématiques. Ainsi, l'entreprise considère dans son rapport que de grandes parties de l'Afrique, de l'Amérique du Sud et de l'Asie manquent des capacités requises et suggère des moyens de transports innovatifs et spécialisés afin d'atteindre les populations dans les régions excentrées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

- À ce stade, est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de tels problèmes dans les pays avec lesquels l'État luxembourgeois a signé un accord général de coopération et d'aide humanitaire ?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Grand-Duché de Luxembourg a prévu d'apporter de l'aide dans ces régions suivant l'objectif de développement durable « bonne santé et bien-être » des Nations Unies, ayant pour but de « permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être des tous à tout âge » ?

Réponse (16.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

L'objectif du développement durable (« ODD ») « bonne santé et bien-être » constitue un des ODD dans la réalisation duquel la Coopération luxembourgeoise est la plus active. En effet, les fonds d'aide publique au développement (APD) alloués à cet ODD constituent environ 16 % de l'APD globale luxembourgeoise.

La Coopération luxembourgeoise met ainsi l'accent sur le renforcement des systèmes de santé dans nos pays partenaires. Ce renforcement a également vocation à contribuer au déploiement du vaccin contre la Covid-19 dans ces pays.

Le Luxembourg souscrit pleinement à l'objectif d'assurer un accès aux soins de santé pour tous, selon le principe « No one is safe until everyone is safe ». Les appuis luxembourgeois dans le contexte de la pandémie s'inscrivent dans le cadre de l'initiative « Team Europe » qui vise à coordonner les actions de l'Union européenne et de ses États membres dans la réponse internationale à la pandémie. Depuis le début de cette pandémie, le Luxembourg a ainsi contribué près de 69 millions d'euros, avec une priorisation sur les volets de réponse d'urgence sanitaire ainsi que socio-économique avec un focus géographique sur l'Afrique de l'Ouest.

En outre, l'appui de la Coopération luxembourgeoise à la riposte à la Covid-19 comprend des appuis sectoriels à nos pays partenaires, comme le nouvel appui sectoriel de cinq millions d'euros dans le domaine de la santé au Cap-Vert, tout comme des appuis ciblés, dont la fourniture de réfrigérateurs à des pays partenaires comme le Laos, et des contributions à des mécanismes de réponse multilatéraux, telles que l'initiative COVAX. L'appui financier du Luxembourg à hauteur d'un million d'euros au mécanisme COVAX constitue ainsi un pilier important pour la réponse aux défis posés par la Covid-19 visant à garantir une distribution équitable du vaccin, en particulier dans les pays du Sud.

Pour ce qui est de la situation spécifique dans nos pays partenaires, la Coopération luxembourgeoise suit de près la situation sur le terrain pour pouvoir donner le cas échéant, sur base des besoins identifiés, une réponse appropriée et adaptée.

Question 3656 (17.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **sécurité autour du Centre d'accueil pour demandeurs de protection internationale situé sur la route d'Arlon :**

Zu Stroosse gouf beim ëmgebaute Logopedie-Zentrum en Heem fir haaptsächlech männlech Asylbewerber ageriicht. Dëst Heem ass elo e puer Honnert Meter méi wäit op d'Nummer 293, Areler Strooss, an der Gemeng Lëtzebuerg geplënnert. An der Ëmgéigend vun dësen zwou Plaze si vill Geschäftsleit an hir Ugestallten opgereegt a besuergt. Si stellen deelweis privat Sécherheetspersonal an.

Mir ass an deem Kontext matgedeelt ginn, datt Policeasätz an deem Heemer ganz heefeg sinn. Iwwerdeems géif et an där Géigend och zu heefege Policeasätz wéinst Déifstall an de Geschäfter kommen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Sécherheetssituatioun ëm a ronderëm dës Asylantenheemer?

2. Weist sech d'Police reegelméisseg op där Plaz? Wéi dacks ass dat circa pro Dag?

3. Wéi vill Asätz, wou e Protokoll erstallt ginn ass, hat d'Police am Joer 2020 beim an am ëmgebaute Logopedie-Zentrum?

4. Wéi vill Asätz, wou e Protokoll erstallt ginn ass, hat d'Police am Joer 2020 bei an an de Supermarchéen an Tankstellen zu Stroossen, déi am Stroossesegment vun Nummer 1 bis Nummer 14 op der Areler Strooss leien?

5. Wéi vill vun dëse Protokoller hu Bewunner vun den Asylantenheemer betraff?

6. Wéi ass d'Opdeelung - der Nationalitéit no - vun dëse Persounen?

7. Wéi vill vun dësen Asätz sinn no bausse kommunizéiert ginn, also veröffentlecht ginn, a wéi vill net?

Réponse commune (23.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1. Et handelt sech bei der Struktur op der Areler Strooss ëm déi nei Struktur fir d'Éischtopnam vun Demandeurs de protection internationale (DPI), deen neie Centre de primo-accueil, kuerz de CPA. Bis elo war déi éischt Ulafstell fir DPI an de Gebailechkeete vun der fréierer Logopedie zu Stroossen, déi am Februar 2021 definitiv zougemaach ginn ass.

De Gardiennage vun de Leit am fréieren an am neie CPA gëtt vun enger privater Sécherheetsfirma assuréiert. Bei Tëschefäll gëtt d'Police kontaktéiert, esou wéi et iwwerall de Fall ass. Et ass Personal vum Lëtzebuerger Roude Kräiz um Site a këmmert sech ëm den Encadrement vun den DPI an d'Gestioun vun der Struktur. D'Noutruffnummere sinn affichéiert.

D'Interventioune vun der Police an oder ronderëm de fréiere Centre de primo-accueil zu Stroossen, Lëtzebuerg an aner Strukture fir DPI geschéie gréisstendeels op Ufro hin (Security, Geschäftsleit, Passanten asw.), meeschtens am Kontext vu klengeren Incivilitéiten.

ad 2. No enger Entrevue tëscht der Police, de betraffene Geschäftsleit an de lokale Gemengenautoritéite vu Stroossen mécht d'Police säit Februar 2018 reegelméisseg preventiv Patrullen notamment an de Geschäfter. Dat ass circa zwee- bis dräimol pro Dag.

ad 3. + 4. D'Police erfaasst keng spezifesch Statistiken iwwert d'Asätz an a ronderëm Strukture fir DPI.

Betreffend d'Interventiounen, wou e Protokoll erstallt ginn ass, konnten am gefrote Stroossesegment vun der Areler Strooss am Joer 2020 43 Protokoller zougeuerdent ginn, ouni datt, wéi gesot, Statistike gefouert ginn iwwert déi Verbaliséiert.

ad 5. + 6. D'Police erfaasst keng spezifesch Statistiken iwwert d'Bewunner vu Strukture fir DPI.

ad 7. Sämtlech offensichtlech a relevant Faiten, déi e Caractère de relevance publique hunn an net an d'Enquête agräifen, gi veröffentlecht. Ab dem Moment, wou eng Strofdot geschitt ass, ënnerläit déi weider Kommunikatioun den zoustännege Justizautoritéiten.

D'Police erfaasst keng spezifesch Statistiken iwwert kommunizéiert oder net kommunizéiert Interventiounen.

Question 3657 (17.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **construction d'une écurie dans une zone verte à Schifflange :**

An engem „Tageblatt"-Artikel vum 22. Januar 2021 war ze liesen, datt zu Schëffleng an der Gréngzon e Päerdsstall vun engem Locataire erriicht gouf, ouni datt déi zoustänneg Proprietären au courant waren.

An deem Sënn hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Gouf dee besote Päerdsstall an der Gréngzon am Kader vum Naturschutzgesetz autoriséiert?

2. Wa jo, gouf am Kader vun enger eventueller Demande vum Locataire gepréift, ob de Proprietär och säin Accord fir esou e Bau ginn huet?

3. Ass den zoustännege Fierschter an dëser Affär intervenéiert an, wa jo, ënnert wéi enger Form?

4. Wat sinn allgemeng d'Konditiounen, fir däerfen esou ee Päerdsstall an der Gréngzon opzeriichten?

5. Muss d'Demande an esou Fäll vum Proprietär kommen oder kann e Locataire mam Averständnis vum Proprietär och esou eng Demande de construction en zone verte am Kader vum Naturschutzgesetz stellen?

Réponse (17.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Jo, am Joer 2003.

ad 2. Dat kontraktuellt Verhältnis tëschent Proprietär a Locataire ënnerläit de generellen Dispositiounen aus dem Zivillrecht. Et ass net um Ëmweltminister, dëst ze kontrolléieren.

ad 3. An dëser Affär handelt et sech ëm ee Litige tëscht engem Proprietär a sengem Locataire. Et gehéiert net zu de Missioune vun der Naturverwaltung, an dësem Kontext ze intervenéieren.

ad 4. Et sief drun erënnert, datt d'Autorisatioun fir de Päerdsënnerstand zu Schëffleng op Basis vum modifizéierten Naturschutzgesetz vun 1982 erdeelt ginn ass. Säit dem Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 gëlle méi prezis Virgabe fir nei Bauten an der Gréngzon.

Ënnerstänn fir Päerd an aner Weeddéiere ginn nom Artikel 6 vum Gesetz autoriséiert bis zu enger maximaler Grondfläch vun 30 m^2 op engem Terrain, deen eng Mindestfläch muss hunn. Am Fall vu Päerd musse mindestens 1,25 ha als Weed zur Verfügung stoen. Et ass deemno ganz wichteg, datt Leit, déi Päerd wëllen halen, am Virfeld zur Uschafung ofkläären, ob si genuch Terrain zur Dispositioun hunn.

ad 5. Dee fir den Naturschutz zouständege Minister kontrolléiert, ob ee konkreete Projet kompatibel ass mat dem Naturschutzgesetz, genee wéi ee Buergermeeschter iwwerpréift, ob ee Bauprojet kompatibel ass mam kommunale Bautereglement. D'Proprietéitsverhältnisser, Pachtverträg oder aner zivilrechtlech Aspekter ginn an dësen Autorisatiounsprozeduren net kontrolléiert.

Question 3658 (17.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **Luxembourgeois vivant à l'étranger :**

An der Äntwert op meng Fro vum 6. Januar 2021 iwwert d'Lëtzebuerger am Ausland informéiert den Här Minister: „Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, sinn net verflicht, Gebuerten zu Lëtzebuerg ze mellen. Dës Donnéeë sinn dofir am RNPP just informativ enregistréiert an dofir net komplett." Deemno weess d'Regierung net, wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger et ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Am Hibléck op déi uewe genannten Informatiounen: Ass dëst eng zefriddestellend Situatioun fir d'Regierung?

2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt ee Staat zu all Moment misst driwwer informéiert sinn, wéi vill Staatsbierger offiziell registréiert sinn?

3. Gedenkt d'Regierung, dës Situatioun ze verbesseren?

4. Geet de Minister dovun aus, datt et méi Lëtzebuerger am Ausland ginn, ewéi déi offiziell Zuelen dat vermudde loossen, well op där enger Säit d'Nationalitéit jo vererft gëtt un d'Kanner, an op där anerer Säit d'Gebuerte jo net musse beim Lëtzebuerger Staat gemellt ginn?

5. Huet de Minister eng Aschätzung, wéi vill méi Lëtzebuerger am Ausland liewen, ewéi déi offiziell Zuelen dat vermudde loossen?

6. Op d'Fro „Huet de Lëtzebuerger Staat d'Adresse vun deene bal 100.000 Auslandslëtzebuerger?" äntwert de Minister mat Nee. Vu wéi vill vu senge Staatsbierger am Ausland huet de Lëtzebuerger Staat dann d'Adressen?

7. Bei wéi enge Geleeënheete ginn d'Auslandslëtzebuerger vum Lëtzebuerger Staat ugeschriwwen?

8. A wéi enge Sprooche geschitt dat?

9. Souwäit et dem Staat bekannt ass: Wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger hu bei de leschte Chamberwalen 2018 am Ausland gewunnt?

10. Wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger, déi 2018 am Ausland gewunnt hunn, ware bei de Chamberwalen 2018 stëmmberechtegt?

11. Wéi vill vun hinnen hunn e Walziedel ugefrot?

12. Wéi vill vun hinnen hunn och tatsächlech ofgestëmmt?

13. Wéi deelt dat sech op déi verschidde Walbezierker op?

14. Ass den Här Minister zefridde mat der Unzuel u Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen an déi un de leschte Chamberwalen deelgeholl hunn?

15. Bei de Gemengewale gi Campagnen organiséiert, fir méi Leit ze motivéieren, wielen ze goen. Si bei de Chamberwalen och esou Campagnë virgesinn, fir méi Leit ze motivéieren, wielen ze goen?

16. Aner Länner, wéi zum Beispill Frankräich a Portugal, hunn an hire Parlamenter eng gewëssen Unzuel u Sëtz, déi fir hir Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, reservéiert sinn. Kéint d'Regierung sech esou eppes och fir Lëtzebuerg virstellen?

17. Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, hu kee passiivt Walrecht. Firwat ass dat esou?

18. Gesäit d'Regierung heiranner e Problem fir d'Representativitéit vun der Lëtzebuerger Chamber?

19. Gesäit d'Regierung hei en Demokratiedefizit?

Réponse commune (11.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. - 14. D'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierten dréint sech am grousse Ganzen ëm d'Zuel vun de Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen an déi opgrond vun hirer Nationalitéit d'Recht hunn, bei de Chamberwale matzewielen, an déi, wa se vum Lëtzebuerger Staat offiziell erfaasst sinn, gläichzäiteg als Kategorie „Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen" geziilt kéinten ugeschriwwe ginn, fir si ze encourageieren, e Walziedel unzefroen.

Opgrond vun enger kombinéierter Lektür vun den Artikele 5 Paragraf 1 an 1 Paragraf 1, vum modifizéierte Gesetz vum 19. Juni 2013 relative à l'identification des personnes physiques ginn am RNPP ënner anerem Donnéeë vu Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, erfaasst. Dëst geschitt entweeder wann eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg gewunnt huet, sech op der Gemeng ofmellt, well si an d'Ausland plënnert, wann eng Persoun, déi am Ausland wunnt, bei de Lëtzebuerger Autoritéiten eng Demarche mécht, fir Reesdokumenter, Identitéitspièceen, Openthaltsgeneemegungen, Fürerschäiner oder aner administrativ Dokumenter unzefroen, oder wann eng Persoun, déi am Ausland wunnt, de Lëtzebuerger Autoritéite matdeelt, dass si hir Residenz am Ausland wiesselt. De Lëtzebuerger Staat ass also doriwwer informéiert, wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, offiziell enregistréiert sinn.

Doduerch, dass awer d'Gebuerten an d'Stierffäll net obligatoresch beim Lëtzebuerger Staat musse gemellt ginn, ass et méiglech anzeschätzen, awéifern dës offiziell Zuel vu Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am RNPP enregistréiert sinn, der reeller Zuel entsprécht. Eng Optimiséierung vun dësem System schéngt schwéier ze realiséieren, vu dass Persounen, déi am Ausland wunnen an opgrond vum Nationalitéitegesetz theoreetesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen hunn, selwer eng Demarche mussen ënnerhuelen, fir hir Nationalitéit an der Praxis effektiv och geltend ze maachen, zum Beispill andeem si eng Identitéitskaart ufroen, an doduerch dann hir lëtzebuergesch Nationalitéit offiziell am RNPP enregistréiert gëtt. Et bleift am Endeffekt awer hir eegen Decisioun, esou eng Demarche ze maachen. Déi selwecht Problematik stellt sech bei de Stierffäll, wou et ëmsou méi schwéier ass, fir un dës Informatiounen ze kommen, vu dass dat géif virausgesetzen, dass eng Drëttpersoun de Lëtzebuerger Staat driwwer misst informéieren.

Vu dass d'Adress vun de Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, déi am RNPP renseignéiert sinn, also weeder komplett sinn nach ee sech drop verloosse kann, dass se nach ëmmer richteg sinn, well e Changement vum Wunnsëtz am Ausland nëmmen op fräiwëlleger Basis de Lëtzebuerger Autoritéiten matgedeelt gëtt, ginn dës Persounen och net geziilt als „Kategorie" vum Staat ugeschriwwen.

Opgrond vun dësen Explikatiounen ass et also och net méiglech ze wëssen, wéi vill Lëtzebuerger Staatsbierger exakt zum Moment vun de Chamberwalen 2018 am Ausland gewunnt hunn an dës Weidere stëmmberechtegt waren.

Doduerch, dass Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland wunnen, nëmme per Bréifwal kënne wielen an dowéinst eng Demarche musse maache fir dës unzefroen, ass gewosst, dass, eisen Informatiounen no, bei de Chamberwalen 2018, 1.529 Lëtzebuerger Staatsbierger, déi am Ausland gewunnt hunn, Bréifwal ugefrot hunn. Vu dass den ausgefëllte Walziedel vum Wieler awer direkt un de Walbüro vun der zouständeger Gemeng zeréckgeschéckt gëtt, huet d'Regierung keng Kenntnis dovunner, wéi vill vun dëse Persounen effektiv och gewielt hunn.

ad 15. D'Walcampagnen, déi am Kader vun de Gemengewale lancéiert ginn, bezéien sech ausschliisslech op déi net lëtzebuergesch Awunner vu Lëtzebuerg, déi keng Obligatioun hu bei de Wale matzemaachen, fir se ze motivéieren, sech an enger Wielerlëscht anzedroen, fir stëmmberechtegt ze sinn. Well et am Kader vun de Chamberwale weeder Zuelen nach Adresse vu Lëtzebuerger Staatsbierger am Ausland gëtt an et doriwwer eraus och keen Inventaire vu Länner gëtt wou d'Lëtzebuerger Staatsbierger wunnen, ass esou eng Campagne schwéier virstellbar.

ad 16. Esou eng nei Reegelung ass net am Regierungsprogramm virgesinn.

ad 17. D'Konditiounen, fir bei de Chamberwalen ze kandidéieren, sinn am Artikel 52 vun der Verfassung festgeluecht. Eis Verfassung gesäit ënner anerem vir, dass een, fir Kandidat ze ginn, zu Lëtzebuerg muss wunnen, well et do ass, wou ee säi Mandat als Deputéiert och ausüübt.

ad 18. Laut dem Artikel 50 vun der Verfassung representéiert d'Chamber d'Land esou, dass d'Regierung heiranner kee Problem gesäit.

ad 19. Nee. Zum enge vertrieden d'Chamber an d'Deputéierter net ausschliisslech d'Awunner vu Lëtzebuerg, ma och all d'Lëtzebuerger, egal wou déi wunnen. Zum anere kann all Lëtzebuerger, egal wou e wunnt, och vum aktive Walrecht Gebrauch maachen, an esou mat um demokratesche Prozess deelhuelen.

Question 3660 (17.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**échange avec la Fapsylux concernant le remboursement de la psychothérapie :**

Am Kader vun der Debatt iwwert de Suicide an der Chamber am Januar sot d'Gesondheetsministesch, dass den Avis vum Staatsrot zum Theema Remboursement vun der Psychotherapie eng kloer Sprooch geschwat hätt an dass d'Echeance vun der Fapsylux, fir nach am Januar an deem Dossier weiderzekommen, kann agehale ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Hunn an deem Kader scho Gespréicher mat der Fapsylux stattfonnt?

Wa jo, wat gouf an dëse Gespréicher festgehalen?

2. Wat gouf säit dëser Annonce vun der Gesondheetsministesch gemaach?

Wat sinn déi nächst Schrëtt an dësem Dossier?

Réponse commune (16.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Nodeems de groussherzogleche Reglement vum 12. Februar 2021, deen d'Relatiounen tëschent der Gesondheetskeess (CNS) an der Representatioun vun de Psychotherapeuten zu Lëtzebuerg festleet, publizéiert gouf, huet eng éischt Reunioun de 25. Februar 2021 tëschent der CNS an der Fédération des associations représentant des psychothérapeutes au Grand-Duché de Luxembourg (Fapsylux) stattfonnt.

Bei dëser Reunioun hunn déi zwou Säiten d'Sujeten opgestallt, déi an de verschiddenen Aarbechtsgruppe sollen traitéiert ginn. Esouwuel d'CNS ewéi d'Fapsylux hunn affirméiert, datt se gewëllt sinn, eng konstruktiv Léisung ze fanne wat verschidde Punkten ubelaangt, ënner anerem wat déi medezinnesch Prescriptioun ubelaangt.

Eng zweet Reunioun ass fir den 31. Mäerz 2021 ugesat, fir de Representante vun der Fapsylux d'Méiglechkeet ze ginn, e Retour ze kréie vun de verschiddenen Associatiounen, aus deenen hir Federatioun besteet.

Et sief unzemierken, datt am Kader vun engem Accord tëschent der CNS an der Fapsylux Aarbechte vun enger grousser Envergure op d'CNS zoukommen. Dozou gehéiert d'Nomenclaturen ausschaffen, d'Statuten opstellen an och eng Konventioun ausschaffen, déi dann dat groussherzoglecht Reglement soll ofléisen. D'CNS huet déi néideg Mesurë geholl, fir an dësem Dossier esou séier wéi méiglech virun ze kommen. Déi ganz Aarbechte mussen dann och vun der Fapsylux an hire Memberе validéiert ginn.

Question 3661 (17.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**ancienne maison de Michel Rodange à Koerich :**

Den Ëmgank mat hiren Nationaldichter verréit vill iwwer eng Gesellschaft. Zu Lëtzebuerg hu mir eng ganz Rei vun Haiser, déi vun eise wichtegsten Auteure bewunnt goufen an déi zum Deel ënner Denkmalschutz stinn. Verschiddener sinn an engem exzellenten Zoustand, anerer missten dréngend restauréiert ginn. E puer vun hinne ginn als Musée genotzt, wéi d'Haus vum gréissten Dichter, deen hei am Land gelieft huet: de Victor Hugo. Et ginn och e puer Haiser, déi mam Michel Rodange a Verbindung stinn, ënner anerem d'Haus zu Käerch, an deem den Auteur vum „Rénert" tëscht 1862 an 1866 gelieft huet. Eng Gedenkplaquette erënnert un dëse groussen Dichter. D'Haus selwer ass a kengem gudden Zoustand, wat net just bei Frënn vum Lëtzebuerger Patrimoine, mee och bei Frënn vun der Lëtzebuerger Literatur op Bedauere stéisst.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un d'Madamm Kulturministesch:

1. Steet d'Michel-Rodange-Haus zu Käerch ënner Denkmalschutz?

2. Ass de Kulturministère drun intresséiert, fir d'Gemeng Käerch bei enger eventueller Restauréierung vun deem Haus ze ënnerstëtzen?

3. Ginn et Iwwerleeunge vun der Regierung, dat Haus vun der Gemeng Käerch opzekafen?

4. Huet d'Madamm Kulturministesch Kenntnesser doriwwer, wéi vill al Haiser, déi vu Lëtzebuerger Dichter bewunnt goufen, et hei am Land ginn?

5. Wéi vill vun dësen Haiser stinn ënner Denkmalschutz?

6. Wéi steet d'Madamm Kulturministesch zu der Iddi fir, am Kontext vun der Färderung vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, dem Michel-Rodange-Haus zu Käerch, oder och vergläichbaren Haiser, eng deementspriechend Fonctioun ze ginn?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

D'Michel-Rodange-Haus zu Käerch profitéiert net vun enger nationaler Protektioun am Kader vum modifizéierte Gesetz vum 18. Juli 1983. D'Gebai gouf allerdéngs am Kader vun der „étude préparatoire" fir de PAG vun der Gemeng Käerch als „construction à conserver" erkannt a soll och deementspriechend am neie PAG geschützt ginn. An deem Fall kann de Kulturministère de Proprietär bei verschiddene Renovatiounsaarbechte finanziell ënnerstëtzen an de Service des sites et monuments nationaux kann dës Aarbechte begleeden.

Et gëtt am Moment keen Inventaire vun Haiser, déi vu Lëtzebuerger Dichter bewunnt goufen. 2008 hat de Centre national de littérature eng Ëmfro bei alle Gemenge gemaach, fir gewuer ze ginn, u wéi eng Auteuren (national an international) duerch Stroossennimm a Plaquetten oder Taken un Haiser, déi mat hinnen a Verbindung stinn, erënnert gëtt. Déi Resultater, souwäit Angabe gemaach goufen, verweisen drop, datt nëmme ganz wéineg Gemengen Haiser ausweisen, déi mat Auteuren a Verbindung stinn, woubäi Stroossennimm méi heefeg sinn.

A menger Funktioun als Kulturministesch kann ech Initiativen, déi d'Färderung vun der Lëtzebuerger Literatur a Sprooch als Zil hunn, nëmme begréissen. D'Michel-Rodange-Haus ass am Besëtz vun der Gemeng Käerch. Falls d'Gemeng also d'Initiativ fir eng deementspriechend Notzung vum Haus géif ergräifen, da misst eng Etüd préiwen, wéi een dëst am Respekt zu der bestoender Bausubstanz kéint realiséieren.

Question 3662 (17.02.2021) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant la **première classe des trains des CFL :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2445, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics indique qu'il avait ordonné la suspension temporaire des contrôles de titres de transport en première classe à bord des trains CFL entre le 16 mars 2020 et le 8 juin 2020. En outre, dans sa réponse à la question n° 1840, le ministre avait indiqué que sur les 25.015.897 passagers transportés en 2019, la grande majorité, à savoir 24.347.513, l'ont été en deuxième classe. Ce qui confirme que, si une demande pour la première classe existe bel et bien, la majorité des passagers utilisent la deuxième classe, où le transport est d'ailleurs gratuit depuis mars 2020. Il en découle que les compartiments de deuxième classe, même si les places y sont plus nombreuses, sont généralement plus remplis que ceux de première classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de passagers disposent actuellement d'un abonnement pour une place en première classe des trains des CFL ?

2) Au vu de la présence accrue de variants plus contagieux du virus causant la Covid-19, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait judicieux de renoncer à nouveau temporairement aux contrôles de billets en première classe à bord des trains des CFL sur le réseau national ? Cela afin de permettre aux voyageurs de mieux se répartir dans les différents compartiments. Cela aurait également pour avantage de réduire le contact du personnel des CFL avec les passagers et ainsi de limiter le risque de s'exposer à une contamination du virus.

3) Dans l'affirmative, est-ce que le ministre est d'avis que les abonnements des personnes en première classe pourraient être prolongés d'une durée égale à celle où les contrôles n'auraient pas lieu ? Cela afin de ne pas léser les passagers ayant payé leur abonnement.

Réponse (17.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Actuellement, le nombre d'abonnements nationaux de première classe en cours de validité s'élève à 431 unités, sans tenir compte de la vente des abonnements première classe des réseaux limitrophes. Dans ce contexte, je me permets de vous fournir ci-après les statistiques de vente des abonnements mensuels et annuels de première classe de la tarification nationale de l'exercice 2020 et 2021.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Tout d'abord, il échet de rappeler que maintes études ont apparemment prouvé que le risque de contagion n'est pas amplifié dans les différents moyens de transports publics.

Ensuite et de façon générale, l'on recommande toujours aux personnes particulièrement vulnérables de se procurer des mesures de protection idéales, dont, entre autres, des masques FFP2.

La suspension temporaire des contrôles de titres de transport à bord des trains CFL au début de la pandémie s'était avérée incontournable, étant donné la grande incertitude qui régnait quant à la propagation du virus, ainsi que la pénurie de moyens de protection, notamment des masques chirurgicaux, pour le personnel.

Aujourd'hui la situation est différente. Les masques sont disponibles en nombre suffisant pour le personnel et la clientèle, et l'obligation du port du masque à bord des trains est respectée par la très grande majorité.

Je ne dispose d'aucun indice que le risque d'infection pour le personnel d'accompagnement des trains soit plus élevé que pour le reste de la population et que les trains posent donc un risque d'infection particulier.

Actuellement, le taux d'occupation en deuxième classe dans les trains se situe à 50-60 % par rapport à la situation d'avant Covid-19. Compte tenu de ce qui précède, je considère que le déclassement de la première classe n'est pas nécessaire.

Par contre, une abolition prolongée risquerait de compliquer le retour à la normale à la fin de la pandémie.

ad 3) Il est à préciser que la durée de validité des abonnements nationaux n'est pas fixe et commence à courir à partir de la validation de l'abonnement en question.

De manière générale, les titres de transport émis en tarification zonale ne sont ni échangeables ni remboursables. Les titres de transport non utilisés ou utilisés partiellement ne donnent normalement pas droit à un remboursement. Le système de distribution de ventes et les appareils de contrôle des titres de transport nationaux ne sont pas habilités à prolonger la durée de validité. Seul un remboursement partiel exceptionnel serait donc possible.

Question 3663 (17.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **revenu provenant des produits agricoles de base :**

De Bauer produzéiert ë. a. landwirtschaftlech Basisprodukter, déi am weidere Verlaf op villfälteg Manéier verschafft a fir de Konsument ugebuede ginn. Zu dëse Basisprodukter zielen ë. a. Fleesch, Mëllech, Kären, Eeër, Geméis asw.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Huet den Här Minister eng Opléschtung, wéi vill Sue vun deene vum Bauer produzéierte Basisprodukter nom Verkaf wierklech fir de Bauer bleiwen, am Hibléck op follgend Produkter: Mëllech, Fleeschprodukter, Kären, Eeër, Geméis (virun allem Gromperen)?

2. Wa jo, kann den Här Minister eis déi Opléschtung matdeelen?

3. Wann nee, wär den Här Minister bereet, esou eng Lëscht opzestellen an dës der Chamber zoukommen ze loossen?

Réponse (12.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. De Service d'économie rurale (SER) berechent all Joer, unhand vun de Betriber, déi hir Comptabilitéit vum SER erstelle loossen, fir déi eenzel Produktiounen eng Deelkäschterechnung (DKL), bei där d'Leeschtung jee Produktioun ausgewise gëtt. Heivunner ginn déi direkt zoudeelbar Käschten ofgehal, wéi zum Beispill Saatgut, Dünger, Kraaftfudder asw.

Am Joer 2019 war d'DKL bei dëse Produktiounen :

- Fudderweess : 520 Euro den Hektar
- Fuddergeescht : 535 Euro den Hektar
- Setzgromperen : 1.945 Euro den Hektar
- Maschtschwäin : 45 Euro jee Maschtschwäin
- Asw.

Dës Zuel weist aus, wat de Betrib monetär iwwereg huet, fir dono nach seng Gemengkäschten (Stroum, Waasser, Salairen, asw.) a seng Fixkäschten (Puecht, Zënsen asw.) ze begläichen.

De geneeën Detail zu all de Produktiounen ass am „De Beroder 99 - Die direktkostenfreien Leistungen 2019" opgelëscht (cf. De Beroder 99 - Die direktkostenfreien Leistungen 2019 - Landwirtschaftsportal - Luxembourg [public.lu]).

Zousätzlech heizou gouf eng Vollkäschteberechnung fir de Produktiounszweig Mëllech erstallt, déi fir dës Produktioun an den Detail geet an déi d'Käschten alleguer opweist. Hei gouf fir d'Joren 2017 bis 2019 e Median vun de Mëllechbetriber an der SER-Buchfürung erstallt, deen déi komplett Käschten an Erléis vum Betribszweig Mëllech opweist an deemno fir d'Joer 2019 op ee Betribsresultat vun 10,77 Cent de Kilo Mëllech kënnt.

Heivunner muss de Betrib dann nach seng eege Produktiounsfacteuren (seng Aarbecht, säi Land asw.) entloune kënnen, dëst ass also net de renge Gewënn vum Betrib.

De geneeën Detail zur Vollkäschterechnung Mëllech fënnt een am „De Beroder 100 - Die Wirtschaftlichkeit der Milchproduktion 2017-2019" (cf. de Beroder 100 - Die Wirtschaftlichkeit der Milchproduktion 2017-2019 - Landwirtschaftsportal - Luxembourg [public.lu]).

ad 3. De SER ass amgaang un enger Vollkäschterechnung am Beräich Fleeschproduktioun ze schaffen. Dës wäert an de nächste Méint publizéiert ginn an deemno fir jiddereе fräi verfügbar sinn.

Question 3664 (18.02.2021) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **projet pilote pour la protection des faons :**

An hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2377 vum 11. Juni 2020 hunn d'Madamm an den Här Minister Follgendes geschriwwen:

„D'Réikitzrettung mat enger thermescher Kamera an enger Dron aus der Loft ass déi sécherst Method, fir Réikitz virun der Méimaschinn ze retten. Déi nei Technologië kënnen hei sécherlech ee Bäitrag fir méi Sécherheet leeschten. Oft ugewannte Methoden, wéi zum Beispill Verdreiwe mat Doftstoffer oder Mënscheketten, si méi zäitopwänneg an net sou erfollegräich. Et gëtt driwwer nogeduecht, ee Pilotprojet ze starten."

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

- Wäert de genannte Pilotprojet dëst Fréijoer lancéiert ginn?

- Wann net, wat wieren d'Grënn dofir? Wéini soll de Projet gestart ginn?

- Kënnen d'Madamm an den Här Minister weider Detailer zum Projet ginn?

Réponse commune (18.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

De genannte Pilotprojet gëtt nach net dëst Fréijoer lancéiert. Ee Cahier des charges fir dëse Projet gëtt awer mat Natur an Ëmwelt ausgeschafft. De Projet soll verschidden Techniken a Methode matenee vergläichen. Dozou gehéieren einfach a bëlleg ëmsetzbar Moossname wéi d'Méie vu bannen no bausse bis hin zum Asaz vun Dronen oder Detekteren un der landwirtschaftlecher Maschinn.

Weider soll de Projet sech net op Réikitz limitéieren, mee och aner Déieren, wéi z. B. d'Huesen oder d'Buedembridder, sollen dovu profitéieren. Och gëtt mat eisen Nopeschlänner gekuckt, wéi eng Experienzen an dësem Kontext gemaach ginn a goufen.

Eventuell kann dann ee Pilotprojet am Fréijoer 2022 lancéiert ginn.

Question 3665 (18.02.2021) de **M Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **recrutement de personnel pour le large scale testing et les centres de vaccination :**

Am Kader vun der Covidkris gëtt an der Lescht ëmmer méi medezinnescht respektiv paramedezinnescht Personal aus Drëttlänner rekrutéiert, dat anscheinend och aus Länner an Osteuropa wéi Rumänien oder Bulgarie kënnt. Dëst Personal gëtt hei zu Lëtzebuerg virun allem an den Testzenteren (Large-Scale-Testing) agesat an och elo an den Impfzenteren. An deem Kontext stellt sech d'Fro, awéiwäit et eethesch responsabel ass, fir Personal aus Länner, déi och mat der Pandemie konfrontéiert sinn, ofzezéien a wou et och Enkpäss bei medezinnesch qualifizéiertem Personal gëtt.

Doweinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit aus dem Ausland si bis elo fir de Large-Scale-Testing respektiv fir d'Impfzentere rekrutéiert ginn? Wéi eng Qualifikatiounen haten si an aus wéi enge Länner koumen si?

2. Wéi vill weider Leit, aus wéi ville Länner, sollen nach rekrutéiert ginn?

Réponse (23.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Betreffend d'Personal am Large-Scale-Testing si keng direkt Rekrutementer iwwert de Gesondheetsministère gelaf. D'Rekrutement gouf vun Ecolog duerchgefouert, déi am Projet vum Large-Scale-Testing vum Gesondheetsministère mat der Exekutioun vun dësem Volet, dee mat engem ganz grousse administrativen Opwand verbonnen ass, vum Projet chargéiert goufen.

Iwwert d'Réserve sanitaire si fir d'Centres de vaccination bis elo 24 Infirmieren, déi a Frankräich wunnen, 11 aus der Belsch an 2 aus Däitschland agestallt ginn.

Fir d'Centres de vaccination gi prioritär Leit aus Lëtzebuerg agestallt.

Question 3666 (18.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**Institut national de formation des secours :**

An der Gemeng Mäertert/Waasserbëlleg gëtt et eng speziell an eenzegaarteg Übungsanlag fir d'Pompjeeën, wou si ënner anerem geléiert ginn, mam Backdraft ëmzegoen. Dës Anlag gouf op Initiativ vun de Pompjeeën aus dem Osten ëm 2008 gebaut, dofir gouf d'ASBL RAGTAL gegrënnt.

A Konventioun mat der nationaler Pompjeesfederatioun huet d'ASBL RAGTAL dës Anlag bedriwwen. Duerch d'Grënnung vum CGDIS den 1. Juli 2018 gouf d'Anlag an d'Personal dunn den 1. Januar 2019 vum CGDIS iwwerholl an INFS-Site Wasserbillig (Institut national de formation des secours) - genannt.

Enn 2019 huet de CGDIS eng Demande un d'Ëmweltministesch gemaach, fir eng offiziell Autorisatioun fir d'Anlag ze kréien. Bis dohinner gouf et keng Autorisatioun, mee d'Anlag gouf awer geduldt. De CGDIS krut awer bis haut nach keng Autorisatioun ausgestallt. Esoulaang déi Autorisatioun net do ass, kann de CGDIS keng Waasserleitung leeë loossen an esoulaang gëtt et do och kee fléissend Waasser.

An deem Kontext wéilt ech d'Madamm Bannenminister an d'Madamm Ëmweltminister gär froen:

1. Firwat krut de CGDIS bis haut nach keng Autorisatioun fir dës Anlag, déi dach awer engem wichtegen Zweck déngt?

2. Ginn et Problemer, déi dës Autorisatioun net erlaben oder erschwéieren? Wa jo, wat fir Problemer sinn dat?

3. Huet d'Regierung eventuell vir, déi Anlag zouzemaachen? Wa jo, huet si fir dëse Fall scho mam CGDIS Concertatioune gefouert, fir en alternative Standuert ze fannen?

Réponse commune (19.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Säit 2014 ginn et Gespréicher tëscht dem deemolege Proprietär vum Terrain, enger Lëtzebuerger Baufirma, der RAGTAL ASBL an der Gemeng Mäertert, fir d'Notzung vum Terrain esou ëmzegestalten, datt souwuel d'Pompjeeën hiren Trainingsdepôt normal kënne bedreiwen, wéi och eng artisanal oder industriell Notzung op engem Deel vum Terrain an Zukunft méiglech ass.

D'Gemeng Mäertert ass amgaangen, hire PAG ze änneren, an eng Naturschutzautorisatioun fir de CGDIS, dee säit 2018 Bedreiwer vun der Anlag ass, befënnt sech an der administrativer Prozedur.

D'Übungsanlag konnt bis haut vun der Ëmweltministesch net offiziell autoriséiert ginn, well et duerch déi industriell Notzung vun den Terrainen zu engem staarken negativen Impakt op d'Natura 2000-Schutzgebitt „Wasserbillig - carrière de Dolomie" komm ass. D'Regierung ass dowéinst vun der EU-Kommissioun ugeschriwwen an opgefuerdert ginn, all weidere Schued um genannte Schutzgebitt ze verhënneren an dofir ze suergen, datt déi geschützten Aarten, déi do virkommen, erëm an e gudden „état de conservation" kommen.

No wëssenschaftleche Studien an op Basis vun engem Managementsplang ass de Wee elo gezeechent, fir datt de CGDIS de Standuert och an Zukunft wäert notzen.

Question 3667 (18.02.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **criminalité organisée au Luxembourg :**

Le rapport de la Police grand-ducale de l'année 2019 décrit brièvement la problématique de la criminalité organisée au Luxembourg. Ces crimes sont surtout commis, d'après ce rapport, dans les domaines du trafic illicite de migrants, du proxénétisme et de la traite des êtres humains. Un exemple de cette forme de crime est celui de l'arrestation, en été de l'année 2019, d'un homme, présumé faire partie de la mafia « calabraise ».

D'après Interpol, le Luxembourg se place selon les pays potentiellement les plus attractifs au crime organisé à cause de critères géopolitiques comme sa situation géographique au cœur de l'Europe et son statut d'une des capitales d'Europe. Cela ferait de notre pays, avec ses centres financiers globaux, son économie stable et ses hauts revenus, une vraie cible de la criminalité organisée.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quelle présence le crime organisé international a-t-il eu au Luxembourg et quelle a été l'évolution au cours des dernières années ?

2) Quelles sont les activités principales de la criminalité organisée à l'échelle nationale ?

3) Dans le contexte de la crise du Covid-19, y a-t-il eu une augmentation du crime organisé au Luxembourg et, le cas échéant, dans quels domaines ?

4) Dans quel domaine d'activité de cette criminalité organisée y a-t-il eu le plus d'arrestations ? Combien de condamnations pénales ont été prononcées ?

5) Dernièrement, combien de commissions rogatoires ont été reçues au Luxembourg et combien de ces commissions ont été envoyées de notre part à l'étranger ?

6) Existe-t-il des ramifications et des liens entre le grand procès antimafia se tenant actuellement en Italie et le Luxembourg et d'autres pays européens ?

Réponse commune (17.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

En règle générale, il y a lieu de faire une distinction entre les définitions pénales de participation à une association de malfaiteurs (art. 322 à 324 du Code pénal) ou à une organisation criminelle (art. 324bis et 324ter du Code pénal), les critères de cette dernière étant plus restrictifs.

ad 1) À l'instar des autres pays européens, le Luxembourg est confronté à une criminalité organisée à caractère international. À titre d'illustration, on peut évoquer la série des attaques perpétrées sur des distributeurs automatiques d'argent par des bandes organisées qui ont réalisé les mêmes types d'attaques dans différents pays européens. Toutefois, la complexité des affaires et les principes de présomption d'innocence et du secret de l'instruction ont pour résultat que la Police grand-ducale ne dispose pas de données quantitatives du phénomène. Néanmoins, il ne semble pas y avoir d'évolution significative de la criminalité organisée internationale perceptible au Luxembourg.

ad 2) À défaut de données quantitatives, le vol en bande organisée, la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants constituent les principales activités perceptibles de la criminalité organisée au niveau national.

ad 3) On peut analyser une diminution de nouvelles affaires introduites en 2020 avec 25 nouvelles affaires par rapport à l'année 2019 avec 33 nouvelles affaires dans le domaine de la criminalité organisée.

De manière générale, on peut constater une forte augmentation de nouvelles affaires en matière de stupéfiants, telles que l'importation et l'exportation, la fabrication, la vente, l'acquisition, la mise en circulation illicite de stupéfiants ainsi que l'usage en groupe de stupéfiants.

ad 4) De manière générale, on peut constater une forte augmentation d'arrestations en matière de stupéfiants, telles que l'importation et l'exportation, la fabrication, la vente, l'acquisition, la mise en circulation illicite de stupéfiants ainsi que l'usage en groupe de stupéfiants.

Pendant la période de 2015 à 2020, un total de 92 condamnations ont été prononcées au titre de la criminalité organisée au Luxembourg.

ad 5) Suivant les données disponibles, les demandes d'entraide judiciaire internationale en matière pénale[11] en matière de criminalité organisée

[11] Ce terme vise les demandes d'entraide judiciaire internationales en matière pénale à des fins coercitives au sens de l'article 1er de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et les décisions d'enquête européennes à des fins coercitives au sens de l'article 21 de la loi du 1er août 2018 portant transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

reçues par le Luxembourg représentent en moyenne un peu moins de 10 % des demandes d'entraide judiciaire reçues. Elles sont approximativement une soixantaine par an. Leur nombre n'a pas varié de façon significative au cours des années 2015 à 2020, ni au cours de l'année 2020 comparée aux années précédentes.

Les chiffres se présentent comme suit[12] :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les services de l'administration judiciaire, s'ils disposent de données statistiques au sujet des demandes d'entraide judiciaire en matière de criminalité organisée émises par les autorités étrangères et reçues par le Luxembourg, ne disposent, en revanche, pas de données relatives aux demandes d'entraide émises par les autorités luxembourgeoises à l'attention des autorités étrangères. Ces demandes émanent dans ce cas des juges d'instruction et constituent un acte parmi d'autres posés dans le cadre des instructions préparatoires dont ils sont saisis en cette matière, qui n'est pas recensé en tant que tel[13].

ad 6) Nous ne disposons pas de ces informations.

Question 3668 (18.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **« Sprëtzpass » :**

Fir Planzeschutzmëttel kënnen ze kafe respektiv auszebrénge muss een a Besëtz vun engem spezifesche Sprëtzpass sinn. Duerch déi nei Reglementatioun iwwert Planzeschutzmëttel aus dem Joer 2017 ass de Sprëtzpass vum 1. Januar 2021 un obligatoresch. Bis den 1. Januar 2021 konnte Baueren a Wënzer hiren „ale" Sprëtzpass erneiere loosse mat enger Gëltegkeetsdauer bis den 31. Dezember 2027. No dem 1. Januar 2021 kritt all Bauer a Wënzer d'Urecht op de Sprëtzpass a kritt dësen och ausgestallt nodeems hien een theoreetesche Cours beluecht huet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Si Baueren a Wënzer am Virfeld vun dësen Ännerungen iwwert déi nei Modalitéite perséinlech informéiert ginn?

- Wa jo, wéi huet dës Informatioun ausgesinn?

- Wann nee, firwat net?

2. Wéi vill Baueren a Wënzer hunn hire Sprëtzpass virum 1. Januar 2021 erneiere gelooss?

3. Ass eng speziell Prozedur fir déi Baueren a Wënzer virgesinn, déi virun dem Stéchdatum vum 1. Januar 2021 a Besëtz vun engem Sprëtzpass waren, awer net dru geduecht hunn, hire Sprëtzpass bis dohinner ze erneieren?

- Wa jo, wéi gesäit dës Prozedur aus?

Réponse (05.03.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

Persounen, déi laut Règlement grand-ducal du 26 septembre 2017 relatif à la vente, à l'utilisation et au stockage des produits phytopharmaceutiques Urecht op ee vun de véier Certificaten aus dem Reglement hunn, brauchen a kee Cours ze goen.

D'Beleeë vum genannte Cours ass eng vun e puer Méiglechkeeten, fir Urecht op ee vun de véier Certificaten ze kréien. Aner Méiglechkeete sinn zum Beispill d'Virleeë vun engem vun den am Reglement genannten Diplomer, wann dës net méi al ewéi siwe Joer sinn, oder en entspriechenden auslänneschen, gëltege Certificat. An deene Fäll brauch da kee Cours besicht ze ginn. Wann den Diplom méi al ewéi siwe Joer ass, muss en Deel vum Cours besicht ginn.

An alle Fäll muss eng Demande fir de gewënschte Certificat beim Service de la protection des végétaux agereecht ginn, mat der jeeweileger Pièce à l'appui.

Ewéi vum Reglement vun 2017 virgesinn, goufe bis zum 1. Januar 2021 d'Carte d'utilisateur agréé oder d'Carte de vendeur agréé och als Pièce à l'appui akzeptéiert. Alle béid goufen am Kader vum Règlement grand-ducal du 14 décembre 1994 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ausgestallt.

ad 1. Den 28. Mee 2018 sinn all d'landwirtschaftlech Betriber vum Service d'économie rurale (SER) per separate Bréif iwwert déi nei reglementaresch Modalitéiten zu de Sprëtzmëttel informéiert ginn.

Zousätzlech zur Informatioun vum SER huet de Service de la protection des végétaux (SPV) vun der Administration des services techniques de l'agriculture de Public informéiert

- de 7. Februar 2018 um zéngte Wäibaudag zu Wuermer,

- den 23. Februar 2018 um EFFO-Dag zu Ettelbréck,

- den 19. Mäerz 2018 op der Generalversammlung vun der Fédération Horticole Luxembourgeoise zu Stroossen an

- de 4. Abrëll 2018 op der Generalversammlung vun der Centrale paysanne service jeunesse um Rouscht.

Den Institut viti-vinicole huet 2018, 2019 an 2020 entspriechend elektronesch Newsletter verschéckt an d'Wënzer op de järleche Rebschutzveranstaltungen am Institut viti-vinicole informéiert.

Per elektronescher Newsletter vum SPV ass 2018, 2019 an 2020 iwwert d'Organisatioun vum Cours informéiert ginn. Eng Informatioun zum Cours ass och via Presse agricole an Agrarportail publizéiert ginn. Ausserdeem krute vill Baueren a Wënzer, déi an de leschte Jore beim SPV ugeruff hunn, eng perséinlech Informatioun iwwert déi nei Reglementatioun a goufen op Wonsch um Telefon „online" duerch d'Prozedur guidéiert oder kruten de Formulaire de demande heemgeschéckt, wa si Schwieregkeeten haten, dëst um Internet selwer ze maachen.

Och de „Maschinering MBR Lëtzebuerg" huet seng Memberen den 22. Januar 2018 an den 10. Oktober 2019 per Bréif am Detail informéiert.

De Landhandel huet seng Cliente per Bréif respektiv am perséinleche Gespréich informéiert. Doropshin sinn all Kéier stousweis Demandë fir Certificate beim SPV agereecht ginn, ënnert anerem am Hierscht/Wanter 2020. Bei engem Deel vun dësen Demandë gouf d'Carte d'utilisateur agréé als Pièce à l'appui mat agereecht.

ad 2. Bis zum 1. Januar 2021 sinn insgesamt 1.759 Demandë fir e Certificat beim SPV agereecht ginn.

Dovunner hunn 841 Persounen eng Demande mat Carte d'utilisateur agréé oder Carte de vendeur agréé als Pièce à l'appui virum 1. Januar 2021 agereecht a kruten dorophin de gefrote Certificat.

Déi iwwreg 981 Demandë si mat anerer Pièce à l'appui, z. B. engem Ausbildungsdiplom, saiséiert ginn. Bei dësen 981 Demandë waren awer Demanden dobäi, deenen och eng Carte d'utilisateur agréé oder Carte de vendeur agréé bäilouch. Bei wéi villen Demanden dëst de Fall ass, ass onbekannt. Nieft de genannten 841 Persounen hunn also och nach anerer hir al Carte d'utilisateur agréé oder Carte de vendeur agréé indirekt an e Certificat ëmschreiwe gelooss.

ad 3. De genannte Règlement grand-ducal gesäit esou eng Prozedur net vir.

Meng Servicer hunn awer d'Initiativ geholl, fir an Zesummenaarbecht mam Lycée technique agricole d'Ettelbruck an dem MBR Lëtzebuerg kuerzfristeg d'Kapazitéit vum Cours vum 22. Februar 2021 ze erhéijen, fir datt méiglechst vill Baueren a Wënzer, déi de Stéchdatum vum 1. Januar 2021 verpasst haten, nach de gewënschte Certificat fir de Start vun der Saison 2021 kréie kënnen. Dëse Cours vum 22. Februar 2021 war net ausgebucht, an eng Rei vun de fir dëse Cours ugemellte Persounen hunn trotz Umeldung net um Cours deelgeholl.

Question 3669 (18.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**énergie éolienne :**

Zu Bierden gëtt geplangt eng Wandmillen opzeriichten, déi laut aktuelle Pläng 230 m héich soll ginn an dobäi bis op 750 m un déi nooste Gebaier erukomme soll. Domadder wär d'Wandmillen déi Héchsten am Land. Zu Lëtzebuerg gëtt d'minimal Distanz vun enger Wandmillen zu bewunntem Gebitt fir all eenzele Projet op Basis vu verschiddenen Emissiounspunkten, wéi zum Beispill dem Kaméidi oder dem Schattenwurf, definéiert. Dës Grenzwäerter goufen awer op Basis vun där méi aler Generatioun u Wandmillen, déi ënnert anerem manner héich sinn, festgeluecht. Well et zur Belaaschtung duerch Infraschall bis dato nach kee Konsens an der Wëssenschaft gëtt, sou fënnt dëse bis elo nach keng grouss Relevanz an der Kommodo-Inkommodo-Prozedur. Eng wierklech Belaaschtung duerch Infraschall konnt bis ewell virun allem a Wandparken, dat heescht duerch de Cumul vun Infraschall vu ville Wandmillen, nogewise ginn. Trotzdeem hunn eng Rei Bierger Bedenken, wat eng potenziell Belaaschtung duerch den Infraschall ugeet an et ass och wichteg, de wëssenschaftlechen Erkenntnisstand konstant ze suivéieren. Sou ass eisen Informatiounen no d'Société luxembourgeoise des énergies renouvelables SA (Soler) dobäi, eegen Infraschallmiessunge bei enger bestoender Anlag ze maachen, fir dës Bedenken ze adresséieren. Niewent de Grenzwäerter, déi fir d'mënschlech Wuelbefanne relevant sinn, ginn et awer och aner physikalesch (zum Beispill d'Wandexpositioun) a geologesch (zum Beispill d'Buedembeschafenheet an d'Topographie) Gegeebenheeten, déi entscheedend sinn, ob eng oder e puer Wandmillen iwwerhaapt kënnen opgeriicht ginn. An dësem Kontext wär et fir d'Bierger wéi fir d'Gemengen hëllefräich, wann se dës Plaze vu fir eraus géife kennen. Déi gréng Partei selwer ass bei de Walen 2013 fir eeben esou ee „plan sectoriel éoliennes", dee vum Staat opgestallt gëtt, agetrueden. Sou kéinte Prozeduren och vereinfacht ginn, wat zu manner Geriichtsprozesser féiere kéint. Och kéint et fir d'Gemenge méi einfach si Wandmillen opzeriichten, wann dës och an de Bëscher däerfen opgestallt ginn, esou wéi dat an Däitschland zum Beispill de Fall ass. Zulescht ass et natierlech wichteg, dass d'Bevëlkerung, déi laut Ëmfroen (zum Beispill vum Mouvement écologique) oppen ass fir d'erneierbar Energien, mat an d'Boot ze huelen. Dëst hat d'Ministesch an hirer Interventioun vum 9. Februar 2021 och ënnerstrach, wou se sot, dass mer mussen oppassen, dass „eis Bierger, Natur an Déiere musse geschützt ginn" an, dass een „d'Suerg vun de Leit (muss) eescht huelen" an „se abannen", fir d'Klimaziler ze erreechen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Ministesch fir Ëmwelt an un de Minister fir Energie stellen:

1. Wäerten d'Grenzwäerter fir déi verschidden Emissiounspunkte fir déi nei Generatioun vu Wandmillen deementspriechend ugepasst ginn?

2. Wäert an Zukunft och den Infraschall zu engem entscheedende Krittär beim Opriichte vun enger Wandmille gezielt ginn? Wa jo, wéi eng Grenzwäerter sollen hei an Zukunft gëllen?

3. Ass d'Ministesch an dësem Kontext der Meenung, dass si hir Autorisatioun soll reréckstellen, bis eng Auswäertung vun den Infraschallmiessunge vu Soler virläit?

4. Huet de Ministère e Gesamtplang fir Wandenergie zu Lëtzebuerg a fir Sitte wou Wandmille kënnen a sollen hin - oder gëtt et de jeeweilege Bauhären a Gemengen iwwerlooss, fir dem Ëmweltministère eppes ze proposéieren?

5. Gegeebenefalls, wat schwätzt géint d'Opstelle vun engem nationale Wandkadaster (oder „plan sectoriel éoliennes") mat esou Informatiounen?

6. Wéi vill Energie aus Wandkraaft bzw. Wandmillen oder Sitte fir Wandmille brauche mir, fir eis Klimaziler ze erreechen?

7. Firwat ass d'Regierung dogéint, dass Wandmillen an de Bëscher opgestallt ginn?

8. Wéi reagéiert d'Ëmweltministesch op d'Suerg vun de Bierdener, déi sech gréisstendeels géint d'Wandmillen ausschwätzen? Wéi bënnt si d'Bierger bei der Entscheedung um Bau an?

Réponse commune (18.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Et geet ee bei dëser Äntwert dovun aus, dass déi honorabel Deputéiert mat „Emissiounspunkten" déi Punkte mengen, déi definéiert ginn, fir den Impakt ze quantifizéieren.

Deen an der Noperschaft zoulässegen Ëmweltimpakt gëtt net duerch eng spezifesch Anlag bestëmmt, mee duerch de Charakter vun dem betraffene Gebitt.

Beim Kaméidi gëtt den zoulässegen Impakt duerch d'Astufung no dem groussherzogleche Reglement vum 13. Februar 1979 definéiert. Heibäi ginn zum Beispill d'Unzuel vu Wunnengen an engem Ëmkrees vun 100 m, de Verkéier, oder d'Presenz vu weidere Betriber a Betruecht gezunn. Beim Schiet gëtt et keng spezifesch national Legislatioun. Am Kader vum Kommodosgesetz gëtt sech un déi däitsch Approche ralliéiert, déi keng gebittsspezifesch Grenzwäerter virgesäit.

ad 2. Aktuell gëtt et keng gesécherte Erkenntnisser zum Infraschall bei Wandmillen, déi géife spezifesch Grenzwäerter justifiéieren. Dëst gouf och schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 2590 vun den honorabelen Deputéierten André Bauler a Gusty Graas, Nr. 3702 vum honorabelen Deputéierte Max Hahn souwéi Nr. 3938 vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser thematiséiert. D'wëssenschaftlech Erkenntnisser zu deem Theema gi selbstverständlech vun den zoustännege staatleche Servicer suivéiert.

ad 3. D'Kommodosgesetzgebung gesäit een Zeréckstelle vu lafenden Dossieren net vir. De Ministère huet awer matgedeelt kritt, datt de Projetsentwéckler prioritär deen neie Site an der Gemeng Ierpeldeng wäert analyséieren a virundreiwen.

ad 5. Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3139 vun dem éierewäerten Deputéierte Fernand Kartheiser ass ze gesinn, datt et kee Kadaster gëtt, dee potenziell Sitte fir Wandanlagen definéiert.

All Projet gëtt eenzel analyséiert a gepréift, well déi wichteg Facteure raimlech an zäitlech staark ännere kënnen; d'Distanz vum geplangte Standuert zu (neie) Wunngebidder, d'Virkomme vu geschützten Déieren, den technologesche Fortschrëtt bei den Anlagen asw.

ad 6. Den nationalen Energie- a Klimaplang gesäit am Zilzenario fir 2030 eng Gesamtstroumproduktioun aus Wandkraaft vu 674 GWh vir, 2019 waren et 281 GWh.

Fir den Ament mécht d'Stroumproduktioun aus Wandkraaft de gréissten Deel vun den erneierbaren Energien am Stroum aus. Momentan ass dem Ministère bekannt, datt ronn zéng weider Wandparken an der Entwécklung sinn, esou dass déi aktuell Evolutioun vun der Wandkraaft an déi richteg Richtung geet, fir d'Ziler 2030 aus dem nationalen Energie- a Klimaplang ze erreechen. Oft ginn och op bestoende Sitten d'Wandanlage verstäerkt („repowered").

Den nationalen Energie- a Klimaplang gesäit och bis 2040 eng weider Hausse vun der installéierter Kapazitéit op 550 MW vir, wat ongeféier enger Stroumproduktioun vun 1.166 GWh entsprécht. Dëst ass eng ambitiéis Zilsetzung an den technologesche Fortschrëtt bei de Wandanlage wäert eng wichteg Hëllef beim Erreeche vun dësem Zil sinn.

ad 7. D'negativ Auswierkunge vum Opstelle vu Wandturbinne sinn am Bësch weesentlech méi grouss wéi am Oppeland. Et kann een dovunner ausgoen, dass am Bësch bei der Installatioun vun der Plattform vun enger Wandturbinn tëschent 0,7 an 0,9 ha Bëschfläch dauerhaft verluer geet. Derbäi kommen dann nach Zoufaartsweeër, déi mussen ausgebaut ginn, fir dass d'Schwéiertransporter kënne bei d'Plattform kommen an d'Schneisen, déi musse gemaach ginn, fir d'Zouleitungen ze verleeën. De renge Flächeverloscht ass deemno am Bësch méi grouss wéi am Oppeland.

Dobäi kënnt dann nach, dass de gréissten Deel vun däser ofgeholztener Bëschfläch nom Opbau vun der Anlag net méi mat Beem ugeplanzt gëtt. Op der Plaz vun d'Anlag steet, ass d'Bëschklima dauerhaft ënnerbrach an de Bësch ka seng Ökosystemdéngschtleeschtungen net méi erfëllen. Donieft gëllt et och ze bedenken, dass den Terrain am Bësch oft méi géi ass wéi dee vum Oppeland. Den Agréff duerch d'Installatioun vun enger horizontaler Plattform fir eng Wandturbinn ass an de Bëschhanglagen extreem grouss a vu Wäitem siichtbar.

D'Bëscher sinn awer och ganz wichteg a sensibel Liewensraim a Réckzuchsgebidder fir seelen Aarten. Et läit an eiser Hand dofir ze suergen, dass de Bestand vun dësen Aarte sech verbessert.

Zu gudder Lescht sollt dann awer och nach ernimmt ginn, dass eis Bëscher och fir de Mënsch eng wichteg Funktioun hunn, déi muss geschützt ginn.

ad 8. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung hëlt d'Suerge vun de Leit ganz eescht. Am Kader vum Kommodo-Gesetz kruten d'Bierger d'Méiglechkeet, sech zu dem konkreete Projet ze positionéieren. All Observatioune gi virun dem Erdeele vun der Autorisatioun gepréift.

D'Wandenergie ass Bestanddeel vum nationalen Energie- a Klimaplang fir d'Period 2021-2030 (PNEC). Dëse Plang gouf enger Strateegescher Ëmweltpréiwung (SUP) ënnerzunn, am Kader vun där sech d'Bierger och konnte bedeelegen. D'Regierung huet en den 20. Mee 2020 ugeholl.

Question 3670 (18.02.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **santé des vaches laitières luxembourgeoises :**

Für die Studie „Tiergesundheit, Hygiene und Biosicherheit in deutschen Milchkuhbetrieben - eine Prävalenzstudie" der Tierärztlichen Hochschule Hannover, untersuchten Forscher über drei Jahre lang 186.000 Rinder aus 765 Milchkuhbetrieben und befragten die Viehhalter. Laut Abschlussbericht, veröffentlicht im Juni 2020, ist es um die Gesundheit vieler Milchkühe in Deutschland schlecht bestellt. Im Osten des Landes lahmen 40 % der Tiere, in Süd- und Norddeutschland sind es 23 %. Das Ergebnis zeige, dass im Bereich der Gliedmaßengesundheit von Kühen eine große Herausforderung für die landwirtschaftliche Nutztierhaltung bestehe, so die Forscher. Die Lahmheit geht meist auf Klauenerkrankungen zurück und zu lange Zeit,

[12] Le tableau reprend, à titre de demandes d'entraide en matière de criminalité organisée, celles qui ont eu pour objet les infractions d'association de malfaiteurs et d'organisation criminelle (qui correspondent le plus directement et le plus formellement possible au concept de la criminalité organisée tel qu'il est prévu par la loi), ainsi que (de façon complémentaire) celles relatives aux infractions de proxénétisme, d'exploitation et de trafic des êtres humains. Il s'entend que, suivant la définition retenue du phénomène visé, d'autres infractions sont susceptibles d'être prises en considération. Un tel choix plus large impliquerait toutefois, suivant les critères retenus pour définir le phénomène (sur lesquels il faudrait alors se mettre d'accord), à la limite une analyse individuelle de chaque dossier d'entraide judiciaire (et national). Il s'entend qu'une telle analyse, qui pourrait faire l'objet d'études universitaires, dépasse manifestement les ressources humaines des juridictions et des services de la Police grand-ducale appelées à fournir les données aux fins de répondre à la question parlementaire posée.

[13] Leur recensement supposerait une analyse dossier par dossier de chacune des instructions préparatoires concernées.

die zwischen dem Auftreten dieser Krankheiten und einer Behandlung vergeht.

Da Luxemburg vorwiegend ein Grünlandstandort ist, wo 53.947 Milchkühe (2019) gehalten werden, möchte ich folgende Fragen an den Minister für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung stellen:

1. Gibt es verfügbare Daten über die Gesundheit der Milchkühe in Luxemburg? Wenn ja, was sagen die diesbezüglichen Daten über die Gesundheit der Tiere aus und wie hoch liegt der Prozentsatz der erkrankten Tiere? Um welche Erkrankungen handelt es sich vorwiegend?

2. Welche Gründe haben die Erkrankungen der Tiere laut dem aktuellen Kenntnisstand? Spielen die Haltungsbedingungen eine mögliche Rolle?

3. Wie viel Prozent der luxemburgischen Milchkühe leben in Weidehaltung, wie viel in Stallhaltung?

4. Sieht der Herr Minister, im Falle von Abwesenheit belastbarer Daten für Luxemburg, eine Studie in Bezug auf die luxemburgische Landwirtschaft als relevant an? Zieht er gegebenenfalls in Erwägung, eine solche durchführen zu lassen?

Réponse (16.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Weder das Ministerium noch seine Verwaltungen verfügen über direkte Daten in Bezug auf die Gesundheit der Milchkühe in Luxemburg. Im Rahmen der Milchkontrolle, die auf fast allen milchviehhaltenden Betrieben durchgeführt wird (monatliche Werte) sowie bei robotermelkenden Betrieben (täglich), werden u. a. auch indirekte Parameter in der Milch erhoben, die als Indikator auf den Gesundheitszustand der Kühe hinweisen und somit den Milchviehhaltern als Frühwarnsignal dazu dienen, den Zustand ihrer Herden kontinuierlich zu überwachen und ggfls. eine Futterumstellung oder Behandlungen „in einem Frühstadium" der Erkennung in die Wege zu leiten. Neben den behandelnden Hoftierärzten verfügt die Tierzuchtorganisation Convis zudem über ein engmaschiges Herden-Fruchtbarkeitsmonitoring. Viele Betriebe betreiben auch im Rahmen ihrer Herdenmanagementprogramme eigene Datenaufzeichnungen. Findet diese Erhebung standardisiert statt, so können diese Informationen zur Datenverarbeitung im Rahmen der Zuchtwertschätzung zur Verfügung gestellt werden. Somit verfügen die luxemburgischen Milchviehhaltenden Betriebe über die notwendigen Tools zur optimalen Betreuung ihrer Herden. Nicht zuletzt erlauben auch digitale PLF-Tools (Precision Livestock Farming - PLF) in einzelnen Herden eine präzise Überwachung des Herdenzustandes. Aufgrund der unterschiedlichen Ansätze ist derzeit kein Zusammenpoolen gesundheitsrelevanter Daten auf überbetrieblicher Ebene möglich. Die auf den einzelnen Betrieben verfügbaren Daten werden jedoch vom Betriebsleiter oder auch von Beratungsstellen genutzt, um den Gesundheitszustand sowie die Leistung der Herden kontinuierlich zu überwachen und zu verbessern.

ad 2. Bei den Milchkühen kann es zu verschiedenen Erkrankungen kommen wie zum Beispiel Lahmheit, Stoffwechselstörungen sowie Entzündungen des Euters (Mastitis). Die Haltungsbedingungen haben einen großen Einfluss auf das Tierwohl, welches sich auch auf den Gesundheitszustand auswirkt. In den letzten Jahren wurde in einem sehr großen Umfang in moderne, tierwohlfördernde Stallanlagen investiert, das gleiche gilt für die unter Punkt 1 vermerkten Überwachungstools (Durchführung der Milchkontrolle, PLF-Tools, Herdenüberwachungsprogramme). Generell ist es im Sinne aller tierhaltenden Betriebe, einen hohen Tierwohl- und Gesundheitsstatus auf den Betrieben zu gewährleisten, da dies sich unmittelbar auf das Leistungspotenzial der Tiere auswirkt und somit auch auf die Wirtschaftlichkeit der Betriebe. Bei der Zuchtselektion wird zudem nicht einseitig auf Leistungsparameter gezüchtet, sondern die kombinierten Zuchtwerte enthalten eine entsprechende hohe Gewichtung bezüglich Langlebigkeit, Fruchtbarkeit, Klauengesundheit und anderer gesundheitsrelevanter Parameter (direkt oder indirekt).

ad 3. Daten zur Weidehaltung werden nur unregelmäßig in den alljährlichen Landwirtschaftszählungen erfasst. Die letzten verfügbaren Daten sind von 2016. Laut der Zählung von 2016 wurde auf 18,3 % der Betriebe eine ganzjährige Stallhaltung praktiziert, wohingegen auf 81,7 % der Betriebe die Milchkühe Zugang zur Weide hatten, und zwar im Durchschnitt sechs Monate pro Jahr. Auf 42 % dieser Betriebe wurde eine Ganztagsbeweidung praktiziert, und 57 % dieser Betriebe praktizierten eine Halbtagsbeweidung. Das Landwirtschaftsministerium fördert zudem im Rahmen des Agrargesetzes die Weidehaltung von Milchkühen mittels der Auszahlung einer Weideprämie - dies ist im Sinne einer naturnahen und tierwohlfördernden Bewirtschaftung des in Luxemburg verfügbaren hohen Grünlandanteils (mehr als 50 % der landwirtschaftlichen Nutzfläche).

ad 4. Das Landwirtschaftsministerium, unter dessen Kompetenzen sowohl Tiergesundheit, Tierwohl als auch Tierzucht fallen, ist natürlich daran interessiert, diese Eigenschaften in der Tierhaltung zu verfolgen und zu fördern. Daher stellt das Landwirtschaftsministerium jedes Jahr geeignete Mittel zur Durchführung der Milchkontrolle und von Beratungsprogrammen der milchviehhaltenden Betriebe zur Verfügung. Die Beratungen basieren auf sowohl betrieblichen wie auch tierindividuellen Daten und bieten somit den milchviehhaltenden Betrieben in enger Abstimmung mit den Beratern eine gute Grundlage für die kontinuierliche Verbesserung der Herdengesundheit.

Question 3671 (18.02.2021) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**absence de toilettes pour chauffeurs et chauffeuses de bus aux terminus :**

Depuis un certain temps, un nombre croissant de chauffeurs et chauffeuses de bus font écho de l'absence de toilettes mises à leur disposition sur de nombreux terminus. Ceci leur porte particulièrement préjudice, car ces toilettes constituent la seule possibilité de satisfaire des besoins essentiels avant d'entamer un nouveau parcours sans pause, qui peut durer une heure, voire plus. Ainsi, beaucoup sont amenés à satisfaire leurs besoins en plein air en toute discrétion. La gêne occasionnée est aussi ressentie de manière encore plus forte auprès des chauffeuses, étant donné que la carrière de chauffeur de bus attire de plus en plus de personnes de sexe féminin. De plus, ces dernières doivent également prendre soin des conséquences liées aux menstruations.

Certain-e-s pouvaient, à certains endroits, trouver un arrangement avec des cafés et restaurants qui mettaient leurs WC à leur disposition, mais suite à la fermeture de ces locaux en raison des mesures liées à la pandémie, cette alternative ne constitue plus une option.

La même question se pose au niveau des bus dépendant des CFL, ceux-ci ne disposant pas, selon nos informations, de toilettes à tous les terminus.

Un problème supplémentaire se poserait par rapport aux chauffeurs et chauffeuses travaillant pour des compagnies de bus privées sous-traitées par le RGTR, car ils/elles ne pourraient pas accéder aux toilettes présentes réservées aux chauffeurs AVL ou TICE, par exemple.

Quant aux chauffeurs et chauffeuses sous-traité-e-s pour conduire des bus AVL, ceux-ci et celles-ci ne peuvent utiliser les toilettes AVL qu'à condition qu'ils ou qu'elles conduisent des bus AVL.

Cette problématique n'est anecdotique qu'en apparence, car selon nos informations, les chauffeurs et chauffeuses de bus présenteraient, en conséquence de l'absence d'infrastructures d'hygiène personnelle correcte à tous les terminaux, des problèmes de santé liés au fait de devoir remettre à plus tard le soulagement de besoins physiologiques essentiels.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer s'il a connaissance de cette problématique et, dans l'affirmative, entend-il ordonner l'installation de toilettes aux terminus de bus à destination des chauffeurs et chauffeuses de bus, notamment concernant les arrêts des CFL ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les toilettes à disposition des chauffeurs et chauffeuses des sociétés publiques ne sont pas accessibles aux chauffeurs et chauffeuses travaillant pour des sociétés privées sous-traitées ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre compte-t-il y remédier ?

3) Monsieur le Ministre peut-il trouver un terrain d'entente avec la Ville de Luxembourg afin de permettre aux chauffeurs et chauffeuses du RGTR sous-traité-e-s par AVL de pouvoir utiliser les toilettes de ces derniers ?

Nous voudrions également poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Intérieur :

4) Selon nos informations, les communes auraient également la possibilité d'installer des toilettes à destination des chauffeurs et chauffeuses de bus aux terminus et les coûts de ces installations seraient en partie repris par l'État. Madame la Ministre peut-elle nous confirmer cette information ? Toujours dans l'affirmative, Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations relatives à la disposition des communes à prendre cette responsabilité et entend-elle la leur rappeler ?

Réponse commune (19.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

En particulier en ce qui concerne la SNCFL, en attendant l'aménagement d'installations sanitaires supplémentaires, les CFL ont pris depuis début 2016 plusieurs mesures afin que les conducteurs d'autobus CFL puissent pourvoir à leurs besoins.

Ainsi, la SNCFL a notamment décidé de n'effectuer les pauses réglementaires obligatoires relatives au temps de conduite (4h30 de conduite) que dans un des dépôts (Luxembourg ou Echternach) du Service activité voyageurs bus qui sont équipés d'installations sanitaires.

De plus, les pauses obligatoires relatives au temps de travail (casse-croûte) sont effectuées, dans la mesure du possible, à des endroits où des installations sanitaires sont en principe disponibles (gare de Bettembourg, gare routière de Remich, etc.).

Enfin, le Service activité voyageurs bus des CFL a conclu des arrangements oraux avec d'autres opérateurs privés de transport (Voyages Vandivinit) ou bien des établissements publics (Lycée de Junglinster) concernant l'utilisation de leurs installations sanitaires.

Les honorables Députés relèvent un sujet qui a déjà fait objet de plusieurs interventions parlementaires, et les explications qui suivent peuvent être considérées comme répétition d'explications antérieures. La nécessité d'offrir davantage d'infrastructures sanitaires aux conducteurs et conductrices d'autobus de ligne m'a été soumise il y a plusieurs années et m'a amené à charger mes services de proposer des solutions y relatives. Ainsi, mes services ont procédé à un inventaire des terminus aux lignes d'autobus du RGTR en 2015 qui devraient être équipés d'installations sanitaires. Or, le législateur attribue au Ministre ayant les Transports dans son portefeuille la charge de l'organisation, de la gestion et du financement des transports publics tandis qu'il attribue aux communes la compétence des infrastructures, notamment en ce qui concerne les arrêts d'autobus (loi du 29 juin 2004 sur les transports publics ; loi du 5 février 2021 sur les transports publics). Pour inciter les communes à améliorer les infrastructures également pour le personnel de conduite et de doter les terminus d'installations sanitaires, des crédits budgétaires pour subsidier les communes ont été inscrits dans la section afférente du département des transports à partir de l'exercice 2017 afin d'inciter les communes d'y implanter les infrastructures appropriées librement accessibles au personnel de conduite. Le subside accordé est de 50 % du montant de l'installation, plafonné à 25.000 euros. Ces principes ont déjà été expliqués dans ma réponse du 20 avril 2020 à la question parlementaire n° 1941 ainsi que celle du 23 février 2021 à la question n° 3648 du 12 février 2021, dans laquelle le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait déjà affirmé qu'il n'est pas satisfait de la situation actuelle.

Dans le même contexte, un inventaire avait été effectué avec les CFL sur les installations sanitaires dans les gares CFL accessibles le cas échéant aux conducteurs et conductrices de lignes publiques d'autobus. Il en ressort effectivement que quelques rares installations ne sont pas accessibles au personnel de conduite des autobus.

Chaque terminus des lignes AVL doit être équipé de toilettes. Contrairement à l'affirmation soulevée par les députés, ces toilettes sont toutes accessibles au personnel de conduite des sociétés privées lorsque celles-ci desservent ces arrêts.

L'existence des crédits du Département des transports tout comme les conditions d'obtention des subsides ont régulièrement été signalés aux communes, notamment en 2017, en 2018, en 2019, par l'envoi de circulaires émises via la plateforme de distribution du Ministère de l'Intérieur. De plus, des envois ciblés avaient été adressés par le Département des transports en 2017 à une vingtaine de communes considérées comme prioritairement concernées.

Le Département de la mobilité et des transports a l'intention d'étudier la possibilité de centraliser le volet des arrêts d'autobus et des infrastructures y liées ensemble avec l'exploitation du réseau RGTR (y compris les arrêts des CFL). Dans le cadre de ce dossier, des entretiens sont déjà prévus avec le Syvicol à court terme.

Question 3672 (18.02.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **stratégie de « déconfinement » des structures pour personnes âgées :**

En date du 6 janvier 2021, les premières personnes résidentes des structures d'hébergement pour personnes âgées ont pu être vaccinées contre la Covid-19. Conformément à la stratégie de vaccination du Luxembourg, autour du 25 mars 2021, tous les habitants des 52 structures du Grand-Duché devraient avoir eu l'opportunité de se faire vacciner.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l´Intégration :

1. Quelle est la stratégie de « déconfinement » des structures pour personnes âgées ?

2. Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les directives voire les recommandations qui vont être mises en place pour ces structures à partir du moment où la campagne de vaccination sera achevée ? Est-ce que les restrictions autour du droit de visite vont être levées ? Quelles libertés les habitants des structures pour personnes âgées peuvent ainsi regagner ? Est-ce que Madame la Ministre peut nous fournir le détail des mesures envisagées à partir du mois de mars/avril (restauration ; excursions ; …) ?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région coopère étroitement avec la Direction de la santé du Ministère de la Santé et la COPAS afin d'émettre des recommandations permettant de concilier au mieux liberté individuelle et protection de la communauté de vie au sein des structures pour personnes âgées.

Au vu de l'avancement de la campagne de vaccination dans les structures d'hébergement pour personnes âgées, le Ministre de la Famille et de l'Intégration et le Ministre de la Santé ont transmis, en date du 22 février 2021, les recommandations suivantes aux acteurs du secteur.

Ainsi, il est recommandé :

aux résidents et à leurs familles :

- de ne pas rendre visite en cas de maladie, en cas de symptômes compatibles avec une infection Covid-19 ou après avoir eu un contact à risque avec une personne dont l'infection récente a été confirmée ;
- de garder une distance interpersonnelle d'au moins deux mètres et de porter un masque. Le port d'un masque chirurgical ou FFP2 est à favoriser vis-à-vis d'un masque de fabrication artisanale ;
- de se laver les mains avec de l'eau et du savon avant et après la visite. Alternativement, on peut utiliser un désinfectant des mains ;
- de respecter les consignes des directions des différents établissements ;
- de participer de manière régulière et systématique au dépistage de l'infection (sur invitation, par l'équipe mobile du LST, par test antigénique) ;
- de répondre aux invitations de vaccination.

au personnel (y compris sous-traitants) de ces structures d'hébergement :

- de respecter strictement et à tout moment les mesures barrières ;
- de porter systématiquement un masque chirurgical ou de préférence FFP2 pendant les heures de présence sur le lieu de travail ;
- de porter toujours une attention particulière à une hygiène rigoureuse des mains (se laver ou se désinfecter les mains régulièrement) ;
- de participer de manière régulière et systématique au dépistage de l'infection (sur invitation, par l'équipe mobile du LST si possible, par test antigénique) ;
- de répondre aux invitations de vaccination.

aux directions des structures d'hébergement :

- de sensibiliser les résidents et leurs familles aux gestes barrières qui restent d'application même après avoir été vacciné ;
- de sensibiliser les résidents, leurs familles et le personnel de participer systématiquement aux tests qui leurs sont offerts ;
- de mettre à disposition des visiteurs des codes permettant d'effectuer des tests PCR avant les visites ; dans ce cas, il est recommandé de faire réaliser ces tests dans les 72 heures avant les visites.
- de recourir aux tests antigéniques selon les recommandations en vigueur ;
- de sensibiliser les résidents, leurs familles et le personnel à participer à la vaccination dès qu'ils y sont invités.

Il est aussi rappelé dans ce contexte que le vaccin protège contre la Covid-19, sans nécessairement éliminer la transmission du virus et que, même après la vaccination, les gestionnaires sont tenus de faire respecter l'application des gestes barrières.

À la suite de la publication de ces recommandations par les ministres, les gestionnaires des structures d'hébergement pour personnes âgées, sous l'égide de la COPAS, ont arrêté les principes suivants :

- Les visites en chambre sont permises après l'injection de la 2e dose d'un vaccin contre la Covid-19 et d'un délai supplémentaire de 14 jours ;
- L'enregistrement des visiteurs est fortement conseillé en vue d'un traçage éventuel après apparition d'une infection ;

- Les codes pour les tests PCR et/ou des tests antigéniques rapides sont proposés aux visiteurs avant les visites ;

- Le nombre de visiteurs admis et l'ouverture des restaurants et cafétérias est géré en fonction des dispositions législatives en vigueur (loi Covid) ;

- Les personnes vaccinées (2e dose et délai supplémentaire de 14 jours) ne doivent pas être mises en quarantaine après une sortie de la structure sauf en cas d'apparition de symptômes évocateurs d'une infection éventuelle au Sars-CoV-2.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration soutient cette approche au vu de la fin de la campagne de vaccination dans les structures d'hébergement, prévue pour fin mars 2021.

Question 3674 (18.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **calcul des pensions :**

Et gi vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi hir Zukunft iwwer d'Pensiounsgrenz eraus plange wëllen, dobäi awer ausgebremst ginn duerch d'Tatsaach, datt si net genee wëssen, heiansdo mol net ongeféier, wéi héich hir Pensioun spéider ausfale wäert. Sou Donnéeë sinn awer wichteg, zum Beispill wann een e Kreditt op enger Bank wëllt ufroen. Vill Leit hunn awer net selwer dat néidegt Wëssen oder déi néideg Moyenen, fir auszerechnen ze kënnen oder ze loossen, wéi héich hir spéider Pensioun - onofhängeg vun eventuellen Ännerungen am Gesetz - ongeféier wäert sinn, obschonns et fir si dacks eng ganz wichteg Informatioun ass.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister vun der sozialer Sécherheet riichten:

1. Kann d'CNAP esou individualiséiert Pensiounsprevisiounen op Wonsch (wéinstens estimativ) ausrechnen an zertifiéieren? Wann nee, ass doru geduecht, fir dat anzeféieren, oder wou leie konkreet d'Problemer?

2. Wéi eng Estimatioune ginn elo scho vun der CNAP ausgerechent an de Leit matgedeelt, zum Beispill um järleche Relevé vun de Pensiounsbäiträg?

3. Ass dru geduecht, fir de Persounen, déi dat wënschen, an Zukunft perséinlech Berodungsgespréicher unzebidden, bei deenen och méiglech Versuergungslücken am Pensiounsalter an dono evaluéiert a beschwat ginn?

Réponse (16.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. Obschonn et keng legal Obligatioun ass, bitt d'CNAP hiren Assuréen op Ufro de Service vun enger individueller Pensiounsestimatioun ab dem 55. Liewensjoer un. Ab deem Alter leie bei deene meeschten Assuréë genuch Informatioune vir, fir eenegermoosse fiabel Estimatiounen ze erstellen.

Bei dësen individuellen Estimatioune ginn all déi zu deem Moment verfügbar Donnéeën iwwert déi lëtzebuergesch an eventuell och déi auslännesch Karriär consideréiert. Am Joer 2019 hate 56,9 % vun de Beneficiairë vun enger Pensioun souwuel eng lëtzebuergesch wéi och eng auslännesch Versécherungskarriär.

Den Assuré kritt matgedeelt, wéini hie säi Stage fir eng fréizäiteg Alterspensioun respektiv eng Alterspensioun erfëllt huet an domat Urecht op eng Leeschtung huet. Ausserdeem kritt den Assuré de previsibele Montant vun der Pensioun matgedeelt. Bei onvollstännegen Donnéeën ass d'Fiabilitéit vun dësen Estimatiounen net garantéiert.

D'CNAP schafft am Moment drun, fir all Assuré zukünfteg via d'Internetplattform myGuichet.lu eng Méiglechkeet ze ginn, fir selwer eng Simulatioun vun senger Pensioun zesummenzestellen, dëst op Basis souwuel vun den Donnéeën déi der Pensiounskeess bekannt sinn, wéi och op Basis vun den Donnéeën, déi den Assuré zousätzlech agëtt.

ad 2. Mam järlechen Extrait vun der Pensiounskarriär kréien d'Assuréen eng Estimatioun geschéckt, wann se um 1. Januar vum Joer vum Envoi vum Extrait 55 Joer erreecht hunn, wann se op d'manst zéng Joer Versécherungszäiten zu Lëtzebuerg hunn, wann se an deene leschte 24 Méint virum Joer vum Envoi op d'manst zwielef Méint versëchert waren a wann, bei Independanten a bei fräiwëlleg Pensiounsversécherten, d'Cotisatioune bezuelt sinn.

Dëst ass eng reng automatesch Berechnung, déi sech nëmmen op déi lëtzebuergesch Karriär bezitt an eventuell déi individuell spezifesch Situatioun, déi der CNAP nach onbekannt ass, net berécksiichtegt.

ad 3. Um Internetsite vun der CNAP fënnt den Assuré Erklärungen iwwert déi verschidde Méiglechkeeten, fir seng Karriär ze vervollstännegen.

D'CNAP bitt dann och all Assuré, deen un engem Nokaf vu Versécherungszäiten oder enger Restitutioun vu fréier scho rembourséiert Cotisatiounen interesséiert ass, d'Méiglechkeet vun enger perséinlecher Berodung.

Question 3675 (19.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **protection de marque par des institutions publiques :**

An deem vum 15. Februar 2021 vu reporter.lu veröffentlechten Artikel „Das System SuperDrecksKëscht" gëtt den Direkter vun der Ëmweltverwaltung mat de Wierder zitéiert, „der Staat habe juristisch nicht die Möglichkeit, sich eine Marke schützen zu lassen".

Zanter 2017 ass awer zum Beispill de Slogan „Luxembourg - Let's make it happen" fir de Benelux-Raum geschützt. Zanter Dezember 2020 leeft och eng Prozedur, fir de „Let's make it happen" um Niveau vun der EU schützen ze loossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Marken huet de Staat - dat heescht d'Regierung, d'Ministèren, hir Verwaltungen an aner ëffentlech Institutiounen - fir sech selwer schütze gelooss, sief et um Niveau Benelux, an der Europäescher Unioun oder driwwer eraus?

2. Ëm wéi eng Marken handelt et sech?

3. Wat sinn d'Virdeeler an d'Interessen, wann de Staat sech eng Mark selwer schütze léisst?

Réponse (17.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Recherchen derzou wéi eng Marken insgesamt, also och vum Staat, der Regierung, de Ministèren, Verwaltungen an aneren Institutiounen, am Benelux deposéiert gi sinn, kënnen um Site vum Office Benelux de la propriété intellectuelle gemaach ginn (https://www.boip.int/fr/registre-des-marques#/advanced-search). An deem Regëster fënnt een zum Beispill d'Marken „LSA - Luxembourg Space Agency" oder „ESRIC - European Space Resources Innovation Centre", déi vum Wirtschaftsministère geschützt gi sinn, mee och kollektiv Marke wéi zum Beispill de „Made in Luxembourg" (mam Logo, deen eng Kroun duerstellt), dee vun der Handelskummer an der Handwierkerkummer gehale gëtt.

Fir Marken, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun deposéiert sinn, kann eng Recherche um Site vum European Union Intellectual Property Office (EUIPO) gemaach ginn: https://euipo.europa.eu/eSearch/#advanced/trademarks. Do fënnt een zum Beispill d'Marken „PCDS - Product Circularity Data Sheet Luxembourg" an „The Third Industrial Revolution Lëtzebuerg", déi vum Wirtschaftsministère deposéiert gi sinn.

Generell ass d'Zil, wann e Betrib, eng juristesch Entitéit oder eng Persoun eng Mark schützt, fir d'Servicer a Produite mat dëser Mark kënne vun de Produiten a Servicer vun anere Betriber oder Entitéiten ze ënnerscheeden. Mat dësem Schutz kann een Drëtte verbidden, fir d'Mark ouni d'Erlabnis vum Besëtzer ze benotzen. Fir en exklusiivt Recht op en Numm oder e Logo ze hunn, mussen dës op deem jeeweilegen Territoire geschützt sinn.

D'Motivatioun vun enger ëffentlecher Entitéit, fir eng Mark ze schützen, ass ganz änlech wéi déi vun engem Betrib: Et soll verhënnert ginn, dass anerer, ouni d'Recht derfir ze hunn, fir kommerziell Zwecker den Numm vu Servicer, Evenementer, Logoen oder Slogane benotzen, déi vun enger ëffentlecher Entitéit geschaaft gi sinn. Esou e Mëssbrauch kéint an der Ëffentlechkeet a bei de Benotzer zu Verwiesslunge féieren.

Deementspriechend ass iwwert d'Schütze vun enger Mark duerch eng ëffentlech Entitéit vu Fall zu Fall ze decidéieren, an dës Demarche soll den Ziler an der Strategie, déi gesat goufen, entspriechen. Et ass net ëmmer néideg, eng Mark ze registréieren, well de Staat gewësse Befugnisser huet, zum Beispill kann et evident sinn, datt verschidde Servicer eng staatlech Prerogativ sinn. Doriwwer eraus sief bemierkt, dass d'Reegele vun der onlauter Konkurrenz och gëlle wa keng Mark registréiert ginn ass, och wann eng registréiert Mark e spezifesche Schutz bitt.

Question 3676 (19.02.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **infections nosocomiales :**

Les infections nosocomiales sont des infections contractées dans un établissement de santé. Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies recommande que chaque hôpital dispose d'un médecin spécialisé dans la prévention et le contrôle d'infections.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre dispose-t-elle de chiffres sur les infections nosocomiales détectées dans les hôpitaux luxembourgeois au cours des cinq dernières années ?

2) Combien d'infirmiers hygiénistes travaillent dans les hôpitaux luxembourgeois ?

3) Combien de médecins travaillent dans ce domaine au Luxembourg ?

4) Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait opportun de disposer d'un médecin spécialisé dans la prévention et le contrôle d'infections dans chaque hôpital du pays ?

La résistance aux antibiotiques présente un risque d'infection particulier dans les hôpitaux. Par conséquent, nous aimerions poser ces questions supplémentaires :

5) Comment la consommation d'antibiotiques en santé humaine a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années ?

6) Quel est l'état de la mise en œuvre du Plan national antibiotiques 2018-2022, dont l'objectif est de réduire l'émergence, le développement et la transmission des résistances aux antibiotiques au Luxembourg ?

Réponse (23.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Il n'est pas possible d'enregistrer l'ensemble des infections nosocomiales survenant à l'hôpital, bien que celles-ci soient identifiées et suivies par les médecins en charge des patients. Un système d'enregistrement permet toutefois de collecter les données concernant certaines infections survenues aux soins intensifs (infections pulmonaires, urinaires et voies veineuses centrales). Le nombre de ces infections est reporté à intervalle régulier au Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), ce qui permet de comparer les politiques de lutte contre les infections nosocomiales des différents pays membres de la Communauté européenne.

Des enquêtes ponctuelles ou enquêtes de prévalence permettent d'avoir une image du type et du nombre d'infections nosocomiales survenues sur une courte période d'observation.

Ainsi, lors de l'enquête européenne réalisée en 2016 et 2017[14], on a pu noter que la prévalence des infections nosocomiales était de 5,1 % dans les hôpitaux du pays.

ad 2) + 3) Le tableau suivant retrace le temps de travail en équivalents temps plein d'infirmiers et de médecins exerçant pour le service d'hygiène et de prévention de l'infection.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il est à noter que ces personnels ont été fortement mobilisés pour la gestion de l'épidémie de Sars-CoV-2 à l'intérieur des établissements hospitaliers.

ad 4) Les infirmiers hygiénistes effectuent actuellement un travail de grande qualité, avec une autonomie remarquable. Ils ont assuré une gestion exemplaire des différentes vagues épidémiques, démontrant ainsi leur expertise précieuse.

L'apport d'un médecin qualifié pourrait permettre dans certaines situations d'appuyer leur décision et de mieux relayer le message transmis vers d'autres confrères médecins. Les décisions prises par un service d'hygiène pluriprofessionnel ont une portée plus importante.

ad 5) Dans le cadre de ses engagements par rapport aux organismes internationaux, notamment le réseau ESAC-Net (European Surveillance of Antimicrobial Consumption Network) établi auprès de l'ECDC, la consommation d'antibiotiques en milieu ambulatoire et en milieu hospitalier au Luxembourg fait l'objet d'une surveillance depuis une vingtaine d'années. L'objectif de cette surveillance étant notamment d'apporter à tous les acteurs de nombreuses informations pour évaluer les résultats obtenus dans le cadre d'une politique de maîtrise de l'utilisation des antibiotiques. Le dernier rapport de surveillance de l'ECDC[15] montre une diminution de 9 % de la consommation d'antibiotiques en ambulatoire, exprimée en DDD (Defined Daily Dose) par 1.000 personnes et par jour pendant la période de cinq années de 2014 à 2019. Le rapport montre également que la consommation d'antibiotiques en milieu hospitalier a diminué significativement entre 2014 et 2019.

ad 6) Le Plan national antibiotiques (PNA) 2018-2022[16] est un plan actif depuis trois ans. Son objectif général est de réduire l'émergence, le développement et la transmission des résistances aux antibiotiques au Luxembourg avec une approche One Health. Ce plan se décline en cinq axes principaux (« gouvernance », « prévention, éducation et communication », « traitement et diagnostic », et « surveillance »).

Cependant, en 2020, les activités du PNA ont dû être réduites suite à la crise sanitaire qui a eu un impact sur la disponibilité des ressources nécessaires à la coordination et/ou à la réalisation de certaines actions. Les ressources nécessaires ont dû être temporairement réallouées dans les activités de la gestion de la crise sanitaire. Néanmoins, certaines activités jugées prioritaires ont été menées en 2020.

La gouvernance du PNA va permettre de coordonner les efforts nationaux de lutte contre l'antibiorésistance dans les différents domaines impliqués. En 2020, très peu de réunions ont pu être organisées. Cependant, les collaborations internationales ont été poursuivies notamment via la transmission des données de surveillance pour EARS-Net.

Les axes « prévention, éducation et communication » visent à améliorer la prise de conscience, la compréhension de l'antibiorésistance par la population générale et par les professionnels de santé à travers une communication et une éducation adaptées. En novembre 2020, la campagne annuelle antibiotiques a été renouvelée avec le soutien du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Agriculture.

Les axes « traitement et diagnostic » ont pour objectif de promouvoir le bon usage des antibiotiques en santé humaine et animale. Le groupe de travail « traitement, diagnostic, prévention et éducation en santé humaine » a finalisé des recommandations pour les tests de diagnostic rapides et des fiches explicatives destinées aux patients. Le groupe de travail « traitement, diagnostic, prévention et éducation en santé animale » a commencé à développer un concept autour de la rénovation des étables et de la construction de nouvelles étables ainsi qu'à promouvoir les traitements prophylactiques afin de permettre l'amélioration du bien-être de l'animal et donc la diminution de la consommation antibiotique.

L'axe « surveillance » vise à mettre en place un système national de surveillance des antibiotiques (consommation d'antibiotiques, présence d'antibiotiques, de résidus d'antibiotiques et de bactéries résistantes et antibiorésistance) et à renforcer la surveillance des infections associées aux soins. L'ensemble des données récoltées, par le LNS, sur la résistance antibiotique a été transmis aux instances européennes et internationales. Néanmoins, aucune action n'a pu être menée dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie nationale de recherche sur l'antibiorésistance.

Question 3678 (19.02.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**inceste :**

Ces derniers temps, un nouvel hashtag s'est répandu à travers les différents médias sociaux : #MeTooInceste. Ce hashtag vise à donner une parole aux victimes de viols ou abus sexuels par un membre de leur famille et d'attirer l'attention sur l'inceste. Il a vu le jour suite à la publication du récit « La Familia grande », dévoilant l'histoire du frère jumeau de la fille d'Olivier Duhamel. Surtout en France, ce hashtag se trouve suivi par une vague effrayante de témoignages.

Au Luxembourg, le hashtag ayant fait son apparition dans les médias sociaux ne fait pas surgir le même nombre de témoignages. Cependant, il faut être conscient du fait que de telles affaires ne sont sûrement pas inexistantes dans notre pays.

Au niveau de la prise en charge des victimes d'inceste, le Luxembourg dispose de l'Association luxembourgeoise de pédiatrie sociale (Alupse). Celle-ci met en avant une certaine lenteur des procédures et enquêtes, un chemin long, dur et très difficile des victimes ainsi qu'une déception de ces dernières quant aux résultats obtenus sur le plan judiciaire.

La législation nationale ne punit, ni dans son Code pénal, ni par une loi spéciale, l'inceste comme infraction en tant que telle. L'inceste n'est prévu que comme circonstance aggravante du viol ou de l'abus sexuel. Le caractère incestueux d'un viol ou d'un abus sexuel sur un mineur double la peine légalement prévue.

Actuellement, en France et en Belgique, le monde politique, académique et judiciaire mène des réflexions, avec beaucoup de controverses, visant à qualifier des faits d'inceste comme une infraction à part entière et non comme une circonstance aggravante.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Au fil des cinq dernières années, quel est le nombre de condamnations pour viol ou pour abus sexuel sur un mineur avec l'inceste comme circonstance aggravante ?

- L'Alupse a-t-elle raison au niveau des différents problèmes rencontrés ?

- Est-il prévu d'organiser des campagnes de sensibilisation et de prévention sur l'inceste ?

[14] https://doi.org/10.2807/1560-7917.ES.2018.23.46.1800516

[15] https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/Antimicrobial-consumption-in-the-EU-Annual-Epidemiological-Report-2019.pdf

[16] https://sante.public.lu/fr/politique-sante/plans-action/plan-national-antibiotiques-2018-2022/index.html

- En ce qui concerne la législation nationale, y a-t-il des réformes prévues afin de criminaliser l'inceste à part entière ?

- En Belgique, une proposition de loi prévoit une imprescriptibilité de l'infraction d'inceste. Une telle piste est-elle envisageable au Luxembourg ? Le cas échéant, une prolongation des délais de prescription de viol ou d'abus sexuel est-elle envisagée ?

Réponse (18.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Quant au nombre des condamnations pour viol ou abus sexuel sur un mineur avec l'inceste comme circonstance aggravante, il s'avère nécessaire d'analyser le cadre législatif actuel en la matière.

Étant donné qu'au-dessus de l'âge de 16 ans, la qualité de mineur ne constitue ni un élément constitutif, ni une circonstance aggravante et cela tant pour le viol que pour l'attentat à la pudeur, il est impossible de retrouver dans le casier les affaires commis sur des mineurs âgés entre 16 et 18 ans.

Le nombre de condamnations fournies concerne donc uniquement des mineurs victimes en dessous de l'âge de 16 ans.

Il se peut qu'il y ait des cas pertinents, c'est-à-dire de viols ou d'attentats à la pudeur sur des mineurs âgés entre 16 et 18 ans, commis par un auteur qui est un membre de leur famille, mais que nous n'avons pas pu recenser.

Ceci étant dit, voici les chiffres concernant les condamnations des cinq dernières années dans des affaires de viol et d'attentat à la pudeur

- commis sur des mineurs en dessous de l'âge de 16 ans

- par un membre de la famille tel qu'un ascendant ou un frère.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Au regard des faits dévoilés ces dernières années dans les médias européens et internationaux ainsi que des études scientifiques portant sur les traumatismes engendrés par l'abus sexuel sur enfants, en particulier dès lors que celui-ci est commis dans le cadre familial, il apparait en effet nécessaire de créer une infraction autonome permettant de sanctionner ces faits. Les services sont actuellement en train d'élaborer un avant-projet de loi en ce sens.

Dans ce cadre, il est bien entendu qu'il convient de s'intéresser, au-delà de la création de l'infraction pénale, aux possibilités de renforcement du dispositif de sensibilisation et de prévention.

Cet avant-projet prévoit également un allongement des délais de prescription.

Question 3679 (19.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **inondations à la Moselle :**

De Ministère fir ëffentlech Aarbechten huet géigeniwwer dem Wort confirméiert, dass d'Aarbechten un engem Héichwaasserschutzsystem zu Réimech am September 2021 sollen ufänken. Réimech ass awer net déi eenzeg Stad, déi ëmmer erëm mat Héichwaasser ze kämpfen huet. Zu Stadbriedemes stoung de Waasserpeegel am Februar op iwwer sechs Meter.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir ëffentlech Aarbechten a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Beim Projet Réimech soll mat der Esplanade op der Héicht vum Wueswee ugefaange ginn.

Firwat ass entscheet ginn do unzefänken?

2. Ass d'Ausschaffe vum Plang fir de Projet Héichwaasserschutz/Esplanade/Route du Vin zu Réimech ausgeschriwwe ginn?

Falls jo, wéi vill Intresséierter hunn sech op d'Ausschreiwung gemellt?

3. Am Rapport vun 2015 iwwert den „Hochwasserrisikomanagment für Luxemburg" ginn 13 Muselgemengen/-dierfer opgezielt, déi vun engem Héichwaasserrisiko betraff sinn, dorënner Gemengen ewéi Gréiwemaacher, Stadbriedemes a Mäertert. De Besoin fir Moossnamen ass do:

Im Dialog mit den Gemeinden und Städten wurde jedoch an vielen Stellen noch Bedarf an lokalen neuen Rückhalteeinrichtungen, auch für Starkregenereignisse ermittelt.

Sinn nach aner Héichwaasserschutzsystemer ewéi deen zu Réimech bei der Musel geplangt?

Wa jo, wéi eng Gemenge si vun esou Projete betraff a wéini sollen dës Projeten an

Ugrëff geholl ginn?

4. An deem Rapport liest een och, dass:

Defizite bestehen insbesondere in alten und lange bestehenden Kerngebieten, in denen Hochwasser nur selten auftritt. Überall dort wo häufiger Hochwasser auftreten, kennen die Menschen das Risiko und haben gelernt sich und ihr Eigentum zu schützen. Gleiches gilt auf kommunaler Ebene für öffentliche Einrichtungen. In Gebieten, in denen Hochwasser seltener auftreten, geht nach einigen Jahren das Bewusstsein für die Hochwassergefahr verloren. Deshalb muss mit großem Aufwand das Risikobewusstsein in der hochwasserfreien Zeit und das Wissen um die Notwendigkeit des Objektschutzes aufrechterhalten werden.

(...)

Kommt dann ein Hochwasser, werden die Betroffenen überrascht und es kommt zu hohen Schäden. Insbesondere in Risikogebieten, die nur selten von Hochwasser betroffen sind, muss deshalb mit großem Aufwand das Risikobewusstsein in der hochwasserfreien Zeit und das Wissen um die Bauvorsorge aufrechterhalten werden.

Wat fir Moossnamen sinn a Plaz gesat, fir ze verhënneren, dass a Risikogebidder déi seele vun Héichwaasser betraff sinn, et zu all Moment zu héije Waasserschied ka kommen?

Ginn d'Mënschen déi an dëse Risikogebidder wunnen, duerch geziilt Mesuren un d'Gefore vum Héichwaasser erënnert?

Réponse commune (30.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. D'Ëmgestaltung vun der Réimecher Esplanade ass an zwee Segmenter opgedeelt ginn. Deen éischten Deel geet vun der Réimecher Bréck bis bei de Wueswee an dat zweet Stéck vum Wueswee bis bei d'Caves St Martin.

Et gëtt mam Segment beim Wueswee ugefaangen, well dësen Deel opgrond vun den techneschen Ufuerderunge méi kuerzfristeg ze realiséieren ass, dat am Zesummenhang mat der Konstruktioun vun der Strooss, de Parkingen an dem nationale Vëloswee PC3. Och stinn op der Héicht vum Wueswee déi éischt Bebauungen, déi bei engem zéngjäregen Héichwaasser (fir dat de Schutz dimensionéiert ginn ass) Schied kënnen erwaarden.

ad 2. D'Stad Réimech ass Bauhär vun dësem Projet an huet eng Demande gemaach, fir d'Etüden an déi spéider Aarbechten duerch de Waasserfong kofinanzéiert ze kréien. D'Stad Réimech muss natierlech sécherstellen, dass d'Reegele vum Gesetz zu de Marchés publics agehale ginn a kann och informéieren, wéi vill Intresséierter sech op d'Ausschreiwung gemellt hunn.

ad 3. Et sinn Etüden zu Mäertert/Waasserbëlleg, Schengen a Stadbriedemes gelaf, fir eventuell Héichwaasserschutzmoossname laanscht d'Musel auszeschaffen. Dës Etüde si bis elo awer nach net a Projeten ëmgesat ginn.

ad 4. Dës Fro beäntwert u sech den Héichwaasserrisikomanagementplang, deen entspriechend den Dispositioune vum Waassergesetz an der EU-Héichwaasserrisikomanagement-Direktiv opgestallt gouf. Alles wat am Kader vum Héichwaasserrisikomanagement zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, steet an deem Dokument. Do geet et vun den Héichwaassergeforekaarten, déi de Leit weise wou déi (an Täschenzäit) 17 potenziell héichwaassergefäerdet Gewässer sinn, a wéi wäit sech eng Iwwerschwemmung kann ausdeenen an dräi verschiddenen Zenarien (10-järeg, 100-järeg an extreem Héichwaasser), den Héichwaasserrisikokaarten, déi ausweise wat de Risiko fir Mënschen a Schutzgidder vum Héichwaasser an den dräi Zenarien duerstellt, bis zum Service de prévision des crues, deen iwwert den Internetsite www.inondations.lu Informatiounen erausgëtt am Fall vun engem droenden Héichwaasser. Et sinn och Broschüren a Flyeren ausgeschafft ginn, wéi zum Beispill de Leitfaden zum Bauen am Héichwaassergebitt. Des Weidere sinn déi Dokumenter alleguer presentéiert ginn, deelweis och duerch eng Consultation du public gelaf, a sinn um Internetsite www.waasser.lu ze fannen. Uechtert d'Land si siwen Héichwaasserpartnerschafte gegrënnt ginn, déi aktiv d'Theema vum Héichwaasser an senge Risike sollen oprechterhalen. An der Mëtt vum Joer 2019 huet d'AGE am Kader vun enger mid-term Veranstaltung vum Héichwaasserrisikomanagementplang dës Partnerschaften alleguerte gesinn an de Point vun der Ëmsetzung vun de Moossname gemaach.

Question 3681 (19.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **huiles et graisses alimentaires usagées :**

A fréiere parlamentaresche Froen (Nr. 1010 an Nr. 3539) hat ech d'Verwendung vum Palmueleg als Dreifstoff ugeschwat. De Minister hat mir an der Fro Nr. 1010 Follgendes geäntwert: Lëtzebuerg huet sech dofir op EU-Niveau agesat a schreift als eent vun de wéinegen EU-Länner den Operateure vir, datt nach méi séier a méi staark muss op nohalteg Biokraaftstoffer gesat ginn.

Biodiesel léisst sech aus enger grousser Unzuel vu Fetter, Uelegen an Alkoholen produzéieren. Dëst ass am Prinzip eng gutt Saach, well et méi sënnvoll a ressourcëschounend ass, gebrauchte Liewensmëttel ze verwäerten ewéi Narungsmëttel, wéi Rapsueleg, Mais oder Räis, oder souguer den ëmweltschiedleche Palmueleg, zur Energiegewënnung ze benotzen.

Deemno kënne benotzte Fetter an Ueleger zu Biodiesel raffinéiert ginn. Queesch duerch d'Gemengen hei am Land ass virun allem eng Firma am Asammele vu Fetter aktiv. Wien a verschidde Recyclingszentere geet, kritt giel Eemere mam berüümte Logo vun der SuperDrecksKëscht, mat deenen en d'benotzte Fett bei sech doheem sammelen an duerno an ee Recyclingszenter droe kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Liter Fett an Ueleg sinn, opgelëscht pro Joer, an deene leschten zéng Joer hei am Land agesammelt ginn?

2. Wouhinner sinn dës Fetter duerno verkaf ginn?

3. Wéi vill Prozent vun deene benotzte Fetter an Uelege si fir d'Produktioun vu Biodiesel benotzt ginn?

4. Huet de Minister Schätzungen, wéi vill Liter recycléiert Fetter an Uelegen am Duerchschnëtt hei zu Lëtzebuerg am Joer vertankt ginn?

Réponse commune (31.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Quantitéiten (Tonnen) u Frittefett, déi zu Lëtzebuerg agesammelt goufen, sinn am follgenden Tableau ofgebilt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei der SuperDrecksKëscht SDK handelt et sech zum allergréissten Deel ëm Frittefett, déi vu Privatleit kommen an iwwert d'SDK fir Bierger agesammelt ginn. Déi aner Quantitéite gi vun de jeeweilege Kollektere bei Restauranten oder Grousskichen agesammelt.

ad 2. Eppes méi wéi 50 % vum agesammelte Frittefett gëtt all Joer un eng Firma an der Belsch verkaaft. De gréissten Deel vum Rescht ass an de leschte Joren an Däitschland an och an d'Schwäiz gefouert ginn. Bis 2016 sinn och Frittefetter an Éisträich exportéiert ginn.

ad 3. Quasi d'Totalitéit vum agesammelte Frittefett ass an d'Produktioun vu Biodiesel an d'Ausland gaangen. Verschidde Jore sinn awer och klenger Quantitéiten an eng Biogasanlag gefouert ginn.

Ee klengen Deel Frittefett, dat vun der SDK agesammelt gëtt, gëtt och direkt op der Plaz zu Heizzwecker genotzt, ouni virdrun zu Biodiesel ëmgewandelt ze ginn.

Ee minimalen Deel vu Fetter ass kontaminéiert a kann net méi zu Biodiesel verschafft ginn. Dës Fetter ginn dann an enger entspriechender Offallbehandlungsanlag mat Energieréckgewënnung verbrannt.

ad 4. An de Joren 2017, 2018 an 2019 si follgend Quantitéite vu Biodiesel, deen op Basis vu benotzte Fetter an Ueleger hiergestallt gouf, zu Lëtzebuerg am Diesel (bäigemëscht) verkaaft ginn: 11,9 Millioune Liter, 13,5 Millioune Liter a 35,2 Millioune Liter.

Question 3682 (19.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **communication de la Police grand-ducale :**

An der Äntwert op meng Fro vum 12. Januar 2021 preziséiert den Här Policeminister, datt an de Méint November an Dezember 2020 42 Iwwerfäll an Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg gemellt gi sinn.

Et fält awer an deem Kontext op, datt just en Deel vun dësen Iwwerfäll vun der Police no baussen un d'Bierger an un d'Press kommunizéiert ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi vill vun deenen 42 Iwwerfäll si vun der Police per Matdeelung op hirer Internetsäit, iwwert d'Press oder eventuell nach op anere Plattforme veräffentlecht ginn?

2. Firwat gëtt nëmmen en Deel veräffentlecht an net déi gesamt Informatiounen?

3. Am September 2017 hat de Bausseminister Jean Asselborn am Kontext vun enger Policeaktioun op RTL Télé Lëtzebuerg gesot: „Déi staatlech Servicer sollten eventuell och an Zukunft besser oppasse mat der Kommunikatioun, fir d'Populatioun net onnéideg opzereegen." Ass de Policeminister och der Meenung, datt d'Kommunikatioun vun all den Iwwerfäll (eleng an der Stad sinn et der fir de genannten Zäitpunkt fënnef pro Woch) kéint fir onnéideg Opreegung suergen?

4. No wéi enge Krittäre gëtt decidéiert, wéi eng Iwwerfäll veräffentlecht ginn a wéi eng net?

5. Wier et net am Sënn vun der Transparenz an dem Respekt vun der Wouerecht, wann all Iwwerfäll géifen no baussen (un d'Press an d'Bierger) kommunizéiert ginn?

6. Bei wéi vill vun deenen 42 Iwwerfäll konnt bis elo den Täter oder e presuméierten Täter ermëttelt ginn?

7. Gëtt am Fall, wou en Täter eréischt méi spéit no senger Dot ermëttelt gëtt, dëst no bausse kommunizéiert an/oder un d'Press weidergeleet?

Réponse (17.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. + 2. Fir d'éischt muss ee preziséieren, dass ënnert deem geneereschen Term „Iwwerfall" all méiglech Zorte vu „vols avec violences" repertoriéiert ginn, ugefaange beim Klaue vun enger Posch oder engem Handy, déi/deen enger Persoun aus der Hand gerappt gëtt, bis zum „hold-up à main armée". Da muss een och preziséieren, dass déi Qualifikatioun esou erfaasst gëtt, wéi se dem Polizist vum Plaignant gemellt gëtt, wëssend, dass dat herno judiciairement ganz anescht ka qualifizéiert ginn, wa méi Ëmstänn bekannt sinn.

Betreffend elo d'Pressemeldunge säitens der Police, esou ass de virrangege Krittär ëmmer deen, dass d'Enquête mat enger Kommunikatioun no baussen net beaflosst gëtt. Et kann och sinn, datt eng Pressemeldung sech op e puer Virfäll bezitt.

Sämtlech offensichtlech Faite gi veräffentlecht, wann doduerch d'Enquête net beaflosst gëtt. Et sief och bemierkt, dass ab dem Moment, wou eng Strofdot geschitt ass, déi weider Kommunikatioun den zoustännege Justizautoritéiten ënnerläit.

D'Police huet am genannten Zäitraum mindestens eng Dose Pressemeldungen zu Iwwerfäll (am Sënn wéi uewe beschriwwen) um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gemaach, wat all Faite waren, déi deene virzitéierte Krittären entsprach hunn.

ad 3. Et ass scho wichteg, dass d'Bevëlkerung iwwert d'Aarbecht vun der Police, déi eng Administratioun publique ass, informéiert gëtt. Hei gëllt de Krittär, dass d'Enquête net duerch d'Kommunikatioun no bausse beaflosst gëtt.

ad 4. Cf. Äntwerten op d'Froen 1 an 2.

ad 5. Cf. Äntwerten op d'Froen 1 an 2.

ad 6. D'Police kann esou Recherchen net automatiséiert duerchféieren.

ad 7. Dëst kënnt heiansdo vir, mee och déi Kommunikatioun ënnerläit de Justizautoritéiten.

Question 3683 (02.03.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **vente de participations par la BCEE et la SNCI :**

Ewéi rezent bekannt gouf, wëllen de Lëtzebuerger Staat, d'Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) an d'Spuerkeess hire gemeinsamen Undeel un enger grousser Lëtzebuerger Firma am Industrieberäich vun iwwer 40 % un déi däitsch Mammegesellschaft vun deem Betrib verkafen. Et muss een an deem Kontext wëssen, datt d'Mammegesellschaft aktuell an enger Kris ass. Eleng an Däitschland gëtt schonn envisagéiert, bis zu 1.200 Aarbechtsplazen ofzebauen. Iwwert den Impakt vun dëser Kris op Lëtzebuerger Aarbechtsplaze kann een de Moment just spekuléieren. Obwuel hei schonn eng parlamentaresch Fro gestallt an deelweis beäntwert gouf, wëll ech vum Här Wirtschaftsminister weider Prezisiounen zu deem Theema a besonnesch zu dëse Froe kréien:

1. Wéi ee Montant ergëtt sech aus dësem gemeinsame Verkaf vun den Undeeler vun iwwer 40 % un där Firma?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, dëse Montant ze placéieren, respektiv ze investéieren?

Gëtt dëse Montant genotzt, fir Staatsscholden ze rembourséieren?

3. Op Terraine vun der betraffener Firma zu Lëtzebuerg leeft grad e gréisseren Immobilieprojet. Wéi grouss ass de Benefiss, deen hei viru Steieren entsteet?

4. Gouf dësem Ëmstand vun de Gewënner beim Immobilieprojet beim Verkafspräis vun där 40%eger Bedeelegung Rechnung gedroen? Oder hat ëmgedréint d'wirtschaftlech Kris vun der Mammegesellschaft en negativen Afloss op d'Héicht vum Verkafspräis?

Réponse commune (06.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Roy Reding gëtt op d'Äntwert op d'Fro N° 3707 vun den honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo an Dan Biancalana iwwert dee selwechte Sujet verwisen.

Wat de Verkafspräis ugeet, ass dee vun enger Confidentialitéitsklausel ofgedeckt, un déi d'Parteie gebonne sinn. De Verkafspräis, deen de Staat bezuelt kritt, wäert zu 50 % an de Fonds souverain intergénérationnel an zu 50 % an de Staatsbudget affektéiert ginn.

Question 3684 (19.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **projet « Luxembourg in Transition » :**

Um Internet liest ee Follgendes zum Projet „Luxembourg in Transition": „une consultation urbano-architecturale et paysagère Luxembourg in Transition - Visions territoriales pour le futur décarboné et résilient de la région fonctionnelle luxembourgeoise vise à réunir des propositions stratégiques d'aménagement du territoire et à produire des scénarios de transition écologique à l'horizon 2050".

Am Kader vun dësem Projet gouf vum Minister ee berodende Kommitee zesummegesat, zu deem, nieft verschiddene Kummeren, dem Liser, dem Statec, dem Syvicol, dem Mouvement écologique, den Architekten asw., och d'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés) gehéiert.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Landesplanung:

1. Aus wat fir engem Grond huet den Här Minister d'ASTI an dëse Kommitee beruff?

2. Wou gesäit den Här Minister d'Kompetenze vun der ASTI an de Beräicher „consultation urbano-architecturale" a „consultation paysagère"?

3. Wat verspriecht sech den Här Minister vun der Participatioun vun der ASTI?

4. Wéi eng Ziler aus de Statute vun der ASTI passe bei d'Ziler vun dësem Projet?

5. D'ASTI ass bekannt derfir, fir och politeschen Aktionismus ze bedreiwen, a kämpft vehement fir hir kloer politesch Ziler. Riskéiert eng Abezéiung vun esou enger Associatioun net, d'Objektivitéit an d'Neutralitéit vun den Aarbechten a Gefor ze bréngen?

6. Ass d'ASTI an den Ae vum Minister representativ, a wa jo, a wéi engem Sënn a fir wien?

7. Kann den Här Minister eis soen, wéi vill Memberen d'ASTI an dem Gremium stellt?

8. Plangt den Här Minister an deem Kontext och nach aner Associatiounen an Institutioune mat anzebezéien, wéi zum Beispill d'CGFP, d'Actioun Lëtzebuergesch, de COSL, d'UGDA, de Bistum, d'Caritas, de Gaart an Heem, d'Amiperas, d'ALEG, d'Guiden a Scouten...?

Réponse (11.03.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du territoire :*

Am Kader vum Projet Luxembourg in Transition - Visions territoriales pour le futur décarboné et résilient de la région fonctionnelle luxembourgeoise, ass, ënner anerem, e berodende Kommitee zesummegesat ginn.

De Kommitee besteet aus verschiddene Gremien, Beruffskummeren, Associatiounen, etc., déi déi verschiddenst Interessen an Altersklassen zu Lëtzebuerg vertrieden.

Zanter zwee Joer schafft d'ASTI um Projet „Les tiers-lieux au Luxembourg : faire ensemble pour mieux vivre ensemble" mat, dee sech mat de gesellschaftlechen Erausfuerdunge beschäftegt, fir e bessert Zesummeliewen an eise Stied, Dierfer a Quartieren ze erméiglechen an déi ekologesch Transitioun zu Lëtzebuerg ze förderen. Dozou gehéieren och eng Rei urbanistesch Iwwerleeungen, déi ons interessant schéngen. An deem Sënn ass d'ASTI Member am Kommitee.

Et ass och wichteg ervirzehiewen, datt am Kader vum Projet Luxembourg in Transition Zukunftszenarie sollen ausgeschafft ginn, déi méiglech territorial Entwécklunge fir onst Land a säi grenziwwergräifend Ëmfeld virschloen am Hibléck op den ekologesche Wandel an dat fir all ons Matbierger, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi hei am Land wunnen an/oder schaffen.

Question 3685 (19.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **mesures sanitaires pour le cycle 1 de l'éducation fondamentale :**

Laut den neie Recommandatioune vum Educatiounsministère sinn d'Kanner an der Grondschoul vum Cycle 2 u gehalen, och wärend dem Unterrecht de Mask als Schutz géint eng weider Verbreedung vum Covid-19-Virus unzehalen. Fir de Cycle 1, déi fréier Spillschoul, a fir den Enseignement précoce gëllt de Port du masque am Klassesall weiderhin net.

Laut mengem Wëssen ass vun den Enseignant-titulairë vu bestëmmte Precoceklassen d'Informatioun un d'Eltere gaangen, dass d'Kanner hir Collatioun an Zukunft awer net méi am Klassesall, mee dobaussen am Haff zou sech huele mussen - obwuel d'Kanner jo wärend dem Unterrecht ouni Mask zesummen am Klassesall sëtzen.

An deem Kontext erlaben ech mir, follgend Froen un den Här Educatiounsminister ze stellen:

- Si Consignen un d'Léierpersonal vun Enseignement précoce a Cycle 1 erausgaangen, laut deenen d'Kanner, déi wärend dem Unterrecht kee Mask brauchen ze droen, hir Collatioun moies an nomëttes dobausse mussen zou sech huelen?

- Wa jo, op der Basis vu wéi engen Elementer ass déi Decisioun geholl ginn, dass d'Kanner mussen dobaussen iessen an drénken, obwuel se ouni Mask zesummen am Klassesall sëtzen?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et sinn zu kengem Moment déi vun der honorabeler Deputéierter opgefouert Consignë vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend un d'Léierpersonal erausgaangen. Am Kontext vun der Collatioun hu vereenzelt Regionaldirektioune recommandéiert, dës Aktivitéit, wann d'Wieder et erlaabt, no baussen ze verleeën. Dës Recommandatioune waren awer ëmmer generell un d'Schoulen aus de concernéierte Regionaldirektioune geriicht an hunn sech ni exklusiv op de Cycle 1 bezunn.

Zum jëtzegen Zäitpunkt ass et wichteg, déi aktuell relevant Gestes barrières beschtméiglech anzehalen. An dësem Kontext erklären d'Enseignanten de Schüler ëmmer erëm d'Relevanz vum Anhale vun de Gestes barrières. Esou gëtt och beim Iessen drop opgepasst, datt d'Schüler Distanz zueneen halen, an datt beschtefalls gläichzäiteg geléft gëtt.

Question 3686 (19.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement d'Ettelbruck-Feulen :**

Rezent huet de Buergermeeschter vun Ettelbréck op der Télee bedauert, datt de Ministère vun den ëffentlechen Aarbechten net virukéim mat de Planunge fir e méigleche Contournement vun Ettelbréck-Feelen. Et wiere just 50.000 Euro fir Studie virgesinn.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister soen, wou d'Planunge vun dësem Contournement de Moment dru sinn? Wéini wäert e Gesetzesprojet an der Chamber kënnen deposéiert ginn? Gouf et zënter 2019 Entrevuen am Ministère mat de Schäfferéit vun Ettelbréck a Feelen, fir d'Theema ze verdéiwen?

2. Wéi eng zousätzlech Analysen oder Studië missten, ënner Ëmstänn, nach gemaach ginn, fir de Gesetzesprojet kënnen ze finaliséieren?

3. Ass sech weider Gedanke gemaach ginn, wéi den definitiven Tracé kéint ausgesinn? Wat wieren eventuell Contrainten, déi d'Baue vun engem Contournement kéinte behënneren?

4. War schonn eng Versammlung mat de Proprietären, fir hinne verschidden Detailer ze erklären, virun allem wat den Agréff an hiren Terrain ubelaangt?

5. Goufe schonn déi obligatoresch archeologesch Fouillen duerchgefouert?

Réponse (22.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De ganzen Ausbau vum Stroossennetz am Norde vum Land, fir do de Verkéier méi sécher a méi fléissend ze maachen, besteet aus villen eenzelen Etappen a Projeten, déi, wann alles eng Kéier spéider fäerdeg ass, ee kohärent Gesamtbild missen erginn, wat dann och am Alldag funktionéiert.

D'Stroossebauverwaltung leet dowéinst immens vill Wäert drop, fir am Interessi vun allen, déi um Verkéier bedeelegt sinn, a vun de Bierger aus deene betraffenen Uertschaften, dat beschtméiglecht Konzept ze entwéckelen. Dat erfuerdert natierlech am Viraus vill Etüden an d'Abetruechtzéie vun alle méiglechen Alternative mat hire méiglechen Auswierkungen op d'Ëmwelt an op de Mënsch.

Den aktuelle Verlaf vum Contournement Ettelbréck-Feelen ass am „Plan sectoriel ‚Transports'" (PST), deen den 1. Mäerz a Kraaft getrueden ass, festgehale ginn. Natierlech kann dëse Verlaf, bedéngt duerch déi verschidden Etüden, déi nach musse gemaach ginn, änneren.

Am Ablack schafft d'Stroossebauverwaltung un engem Avant-projet sommaire. Eréischt am Kader vum Avant-projet détaillé ginn déi geologesch, Waasser- an Ëmweltetüde lancéiert. Da ginn och eréischt déi obligatoresch archeologesch Ënnersichungen duerchgefouert. Esoubal ewéi den definitive Verlaf festläit, ginn och déi concernéiert Proprietäre kontaktéiert.

Question 3687 (22.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **marchés publics de la défense et de la sécurité :**

Am Gesetz vum 26. Dezember 2012 ass d'Demarche fir Soumissiounen am Beräich Sécherheet a Verdeedegung festgeluecht. Am Prinzip ënnerleien all d'Soumissiounen an der EU, déi iwwer 412.000 Euro (fir Servicer a Liwwerungen) respektiv 5.150.000 Euro (fir Aarbechten) leien, dësem Gesetz. Laut den Artikele 56 a 57 muss de Lëtzebuerger Staat der Europäescher Kommissioun Statistiken iwwert d'Unzuel an de Wäert vun den Ausschreiwunge matdeelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet an dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Ausschreiwungen aus dem Beräich Sécherheet a Verdeedegung gouf et säit 2012 op Basis vun dësem Gesetz?

2. Wéi vill Kontrakter goufen opgrond vun dësen Ausschreiwungen ofgeschloss?

Wat fir Servicer waren an dësen Ausschreiwunge festgehalen? Mat wéi villen Acteuren ass d'Regierung am Moment nach amgaangen, opgrond vun esou Ausschreiwungen, Kontrakter ze verhandelen?

3. Am Gesetz si verschidde Fäll festgehalen, an deenen de Kontrakt nei verhandelt ka ginn, ouni dass eng nei Ausschreiwung muss gemaach ginn. Dëst ass zum Beispill de Fall an enger Krisesituatioun oder wann et ëm geschützten Technologië geet, déi nëmmen eng Firma kann ubidden. An dëse Fäll kënnen d'Kontrakter fir fënnef oder siwe Joer verlängert ginn.

Bei wéi ville Fäll koum et zu Verlängerunge vun de Kontrakter?

Ginn et Kontrakter, déi am Moment nach lafen an déi trotzdeem aktuell schonn nees (oder deemnächst) nei verhandelt ginn?

Aus wat fir Grënn ginn dës Kontrakter nei verhandelt?

4. Wou kënnen d'Bierger(innen) ofgeschlossen Ausschreiwungen noliesen?

Réponse commune (23.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. + 2. Am Kontext vun der Police gëtt generell op d'Gesetz vun de Marchés publics vum 8. Abrëll 2018 zeréckgegraff a bis lo ass eréischt eng Kéier op d'Gesetz vum 26. Dezember 2012 zeréckgegraff ginn.

Am Beräich Defense gouf säit 2012 80-mol op d'Prozeduren, déi vum Gesetz vum 26. Dezember 2012 virgesi ginn, zeréckgegraff.

Dës Marchéë betreffe virun allem den Akaf vun Ekipementer. Wat d'Servicer betrëfft, sou huet et sech virun allem ëm „surveillance et reconnaissance aérienne" am Kader vun EU-Missiounen, Maintenance an Etüde gehandelt.

Just an engem Fall war et net zu enger Attributioun vum Marché komm an d'Prozedur gouf doropshi widderholl.

Am Beräich Defense sinn aktuell keng Verhandlungen amgaangen.

ad 3. Weeder am Beräich vu Police nach vun der Defense gouf et bis elo ee Fall vun esou enger Verlängerung.

ad 4. Allgemeng ginn déi néideg Informatiounen am engem Zousaz vum Europäeschen Amtsblat online publizéiert (https://ted.europa.eu/). Hei ass awer och ze soen, dass, wéi an den Artikelen 11 bis 13 virgesinn, gewësse Marchéen ausgeschloss sinn.

Question 3688 (22.02.2021) de **Mmes Octavie Modert** et **Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **produits alimentaires proposés sur les vols Luxair :**

Eisen Informatiounen no kréien d'Passagéier op de Flich vun der Luxair amplaz vu Lëtzebuerger Cremant neierdéngs e „Quality White Sparkling Wine" aus franséischer Produktioun mam Numm „Cuvée spéciale Luxair" zerwéiert.

An deem Kontext erlabe mir eis, follgend Froen un déi Häre Ministere fir Mobilitéit a Wäibau ze stellen:

- Kënnen déi Häre Ministere confirméieren, dass op de Luxair-Flich kee Lëtzebuerger Cremant méi zerwéiert gëtt?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn vun dëser Decisioun zu Ongonschte vum Lëtzebuerger Wäibau?

- No wéi enge Krittären ass deen neie Produit erausgesicht ginn?

- A wéi engem Mooss sollen nach aner Lëtzebuerger Produiten, déi op Luxair-Flich zerwéiert ginn, duerch auslännescher ersat ginn?

- Wëssend, dass d'Luxair e wichtege Vecteur bei der Promotioun vu Lëtzebuerger Produiten ass, wéi eng Alternativen huet d'Regierung virgesinn, fir de Verloscht opzefänken?

Question 3690 (22.02.2021) de **M. Gilles Baum** et **Mme Carole Hartmann** *(DP)* concernant les **produits alimentaires proposés sur les vols Luxair :**

Et ass ons zougedroe ginn, dass d'Luxair, bei där de Lëtzebuerger Staat ëmmerhin Haaptaktionär ass, op hire Flich franséische Schampes zerwéiert, a méi genee eng „Cuvée spéciale Luxair".

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

- Kënnen déi Häre Ministeren dës Informatioun bestätegen?

- Wa jo, no wat fir Krittäre gouf d'Entscheedung geholl, kee Lëtzebuerger Cremant méi u Bord ze zerwéieren?

- Ass virgesinn, an Zukunft mat enger oder méi Lëtzebuerger Kellereien zesummenzeschaffen, fir lëtzebuergesche Cremant a Lëtzebuerger Wäin ze zerwéieren?

- Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, dass et sënnvoll wier, lëtzebuergesch Produiten iwwer Firmen, un deenen de Staat Participatiounen hält, méi staark ze fërderen?

Réponse commune (18.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

D'Luxair, och mam Staat als Aktionär, besëtzt kommerziell Autonomie. D'Direktioun vun der Luxair hëlt an dësem Sënn Decisiounen a schléisst Marchéë mat Fournisseuren of. Déi aktuell extreem schlecht wirtschaftlech Situatioun verlaangt, dass eng ganz Rei vu Kontrakter hu missen nei verhandelt ginn.

Och de Wäibausecteur leit natierlech ënnert der momentaner Situatioun. Eleng 2020, duerch d'Zoumaache vum Horeca-Secteur an d'Ewechfale vu sëllegen Evenementer a Fester, si manner Fläsche Cremant wéi an de Jore virdru verkaf ginn.

De Landwirtschafts- a Wäibauminister setzt sech vehement fir d'Promotioun vun de lokale Produkter an. Besonnesch an der aktueller Situatioun goufe speziell Campagnen (Paquet relance vun 350.000 Euro eleng fir de Wäibausecteur) lancéiert, fir eis regional Produkter de Konsumente rëm méi nozebréngen.

De Wäibausecteur huet bewosst virun zwee Joer eng nei Image commune entwéckelt, déi sech enk um „Nation Branding" inspiréiert huet. Genau wéi aner institutionell Betriber, déi kloer fir Lëtzebuerg stinn, wëllt och de Wäibausecteur säin Deel dozou bäidroen, Lëtzebuerg am In- an Ausland ze representéieren an ee Promoteur fir eist Land ze sinn.

Question 3689 (22.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **lac de la Haute-Sûre :**

Depuis plus de 50 ans, le lac de la Haute-Sûre est le plus grand réservoir d'eau potable au Luxembourg et est également un important producteur d'électricité. Durant les saisons printanière et estivale, il est visité par des milliers de touristes et sportifs venant de tous les coins du pays et de l'étranger.

Il y a juste trente ans, le lac a été vidé pour réaliser des travaux d'assainissement notables. À remarquer que l'hiver 2020-2021 a connu de fortes précipitations si bien que le niveau du lac a pu augmenter. En revanche, des hivers antérieurs ont été moins prolifiques en eaux de pluie de sorte que la cote peut bien varier bon an mal an.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des cotes du lac depuis l'an 2018 ?

2) Quels constats le ministère a-t-il pu faire lors des contrôles concernant la sécurité et la stabilité du mur du barrage ? Serait-il indispensable d'effectuer des travaux de réparation et/ou d'entretien durant les années à venir ?

3) Quels travaux ont été réalisés depuis 2018 afin d'améliorer les infrastructures facilitant l'accès aux bords du lac par les usagers les plus divers ?

Réponse commune (23.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Il est à noter que de façon générale, les cours d'eau présentent le niveau d'eau le plus bas entre août et octobre et leur niveau le plus élevé en hiver.

En ce qui concerne les eaux du lac de la Haute-Sûre, les cotes d'exploitation du plan d'eau du barrage d'Esch-sur-Sûre sont définies dans la convention qui a été signée entre l'État luxembourgeois et l'exploitant de la centrale hydroélectrique le 3 avril 2003. Ainsi, la cote maximale du lac dépend du mode opératoire du barrage. Durant la période estivale (qui s'étend du 1er avril au 31 octobre), le barrage prend le rôle de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et la cote maximale est alors 320 mètres au-dessus du niveau de la mer, tandis que durant la période hivernale (qui s'étend du 1er novembre au 31 mars), le barrage se trouve dans le mode « protection contre les inondations » et la cote d'exploitation est de 317,00 mètres. Ceci implique une évolution en dents de scie des cotes du plan d'eau, tel qu'illustrée par le graphique ci-après pour la période du 1er janvier 2018 au 28 février 2021 :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Depuis 2018, le niveau du lac a été le plus bas en octobre 2020 avec 312,67 mètres. Le niveau le plus haut a été mesuré en avril 2018 et mai 2019 avec 319,47 mètres.

Les niveaux mensuels du lac de la Haute-Sûre de 2018 à 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le barrage principal est dans un très bon état structurel et les mesures d'auscultation attestent de son bon comportement.

Des travaux de maintenance et d'entretien des installations sont réalisés périodiquement. Un entretien rigoureux du barrage ainsi que de ses dépendances est planifié annuellement.

Une prochaine inspection décennale, comprenant une analyse subaquatique de l'ensemble du mur du barrage, est programmée pour l'année 2022.

De plus, un projet de réhabilitation du barrage et de ses constructions connexes, moyennant la programmation d'un contrat d'entretien périodique et d'interventions spécifiques est actuellement en cours d'élaboration.

ad 3) Les rampes d'accès du pont flottant à Lultzhausen ont été modifiées pour garantir également l'accès lors de niveaux très bas du lac d'Esch-sur-Sûre.

Le réaménagement de l'accès au lac et la mise en sécurité des berges à Lultzhausen sont actuellement en cours de réalisation. La nouvelle voie d'accès comprend une voie de circulation ainsi que des places de stationnement avec des fixations spécifiques pour les bateaux. Une remise en état du mur en maçonnerie soutenant le chemin d'accès aux berges est également prévue. Lesdits travaux ont débuté fin 2020 et seront achevés au cours du printemps de cette année.

L'Administration des ponts et chaussées fait la maintenance et l'entretien régulier des accès existants.

Question 3691 (22.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **« Buffs » commandés par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3450 huet de Minister erkläert, dass d'Buffe fir d'Schüler bei der franséischer Firma Textiss bestallt goufen. 392.000 Buffe goufe bei Textiss bestallt, laut Ministère gouf bei der Bestellung „nieft der Qualitéit an de Liwwerdelaien, och drop opgepasst, dass de Fournisseur sech nohalteg an ekologesch engagéiert."

D'Buffe vum Ministère koumen aus China. D'Firma erkläert op hirer Website, dass si bei Produiten aus Polyester (d'Buffe vum Ministère bestinn aus 92 % Polyester), géif op recycléiert Materialie setzen. Och den FSC-Logo ass um Site ze fannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Bestinn d'Buffe vum Ministère aus recycléiertem Material?

Wa jo, wéi vill Prozent recycléiert Material gouf benotzt?

2. Aner bekannt Logoe wéi z. B. Fairtrade sinn net um Site ze fannen.

Goufen d'Buffen a fairen Aarbechtskonditiounen hiergestallt?

3. Huet de Ministère virun der Bestellung Informatiounen zum Theema Nohaltegkeet beim Produzent ugefrot?

Falls jo, wat fir Äntwerten huet de Produzent ginn?

4. D'Regierung huet an hirem Koalitiounsaccord festgehalen, dass sech bis 2025 20 % vun der Landwirtschaft sollen op d'Produktioun vu Bioproduiten ëmstellen. 100 % sollen et bis 2050 sinn. An de Schoule soll et och méi Bioliewensmëttele fir d'Schüler ginn.

Firwat gouf sech an dësem Fall entscheet, fir Buffen aus Polyester an Elasthan ze kafen, amplaz aus Biomaterialien?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Buffe goufen, wéi an der Äntwert op d'parlementaresch Fro Nr. 3450 matgedeelt, bei der franséischer Firma Textiss bestallt. Si bestinn aus 92 % Polyester an 8 % Elasthan. D'Bestellung huet missen en urgence an an enger grousser Envergure geholl ginn. Do war et wichteg, Stoffer ze huelen, déi ee gutt ka wäschen an déi elastesch bleiwen, wann een d'Buffen undeet.

ad 2. Jo, d'Fabrikatioun vun de Buffen ass ënner fairen Aarbechtskonditioune verlaf. Dëst huet een Audit confirméiert, deen d'Firma dem Educatiounsministère konnt virleeën.

ad 3. Jo, den Educatiounsministère hat déi Informatiounen nogefrot. De Fournisseur huet confirméiert, datt eng nohalteg Entwécklung a fair Aarbechtskonditioune souwuel an den Hierstellungsprozesser wéi awer och bei der Logistik eng Prioritéit wieren. Dëst beweisen och verschidden Zertifikatiounen, déi d'Firma Textiss ugëtt, wéi zum Beispill den FSC-Label oder de BSCI-Label. De Fournisseur konnt och en Audit vun der Firma Shantou Excellent Fashion Company virleeën.

ad 4. Den Educatiounsministère huet d'Buffe fir d'Schüler vum Enseignement fondamental a vum Enseignement secondaire souwéi fir dat gesamt Schoul- a Betreiungspersonal zesumme mat der Cellule logistique vum Gesondheetsministère bestallt. Et ass zu deem Zäitpunkt en urgence gekuckt ginn, fir e Mond- an Nueseschutz an där Envergure ze fannen. An där Krisesituatioun hunn den Delai an d'Effikassitéit priméiert.

Question 3693 (22.02.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **campagne de vaccination :**

An der éischter Impfphas gëtt/gouf d'Personal aus dem Gesondheetssecteur oder déi, déi a Spideeler oder Altersheemer schaffen, ewéi och Persounen, déi an Altersheemer liewen, prioritär geimpft. Déi zweet Phas vun der Impfcampagne soll dës Woch zu Lëtzebuerg ulafen. An dëser zweeter Phas gi Leit iwwer 75 Joer geimpft a Persounen, déi als héich vulnerabel gëllen, dorënner Kriibskranker. Wéi d'Santé matgedeelt hat, goufen déi éischt Invitatiounen u Leit iwwer 75 Joer Enn der leschter Woch erausgeschéckt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Persounen à ce stade an de Spideeler, Alters- a Fleegeheemer (Residenten an och Employéen) ewéi och an de Reseaue geimpft sinn?

2. Ass de ganze Fleegesecteur (d'Doktesch- an d'Kinéscabineten inclus) elo duerchgeimpft ginn?

Réponse commune (23.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. Um Niveau vum Personal sinn an de Spideeler, Alters- a Fleegeheemer op den 22. Mäerz ronn 14.500 Leit geimpft ginn (éischt Dosis). Et si ronn 6.200 Bewunner aus Alters- a Fleegeheemer respektiv an de Strukturen, wou Leit mat engem Handicap wunnen, geimpft ginn.

ad 2. D'Leit sinn invitéiert ginn. Et ass natierlech jidder Eenzelnem iwwerlooss, ob e sech impfe léisst.

Question 3694 (23.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **devoir de vigilance :**

Dans un sujet publié récemment sur Reporter.lu, il est question de l'implication d'une entreprise de transformation de viande dans des affaires de corruption. Il est par ailleurs fait état de l'impact environnemental des activités de cette société, qui est présente au Luxembourg à travers différentes filiales. D'après l'article, l'entreprise est tenue pour responsable du défrichement illégal de la forêt amazonienne et est à l'origine d'une quantité non négligeable d'émissions de gaz polluantes.

Le cas de cette entreprise soulève la question du devoir de vigilance pour les sociétés holding présentes au Luxembourg. Nous voudrions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que de telles sociétés devraient être soumises à un devoir de vigilance ?

2) Le Gouvernement s'est dit à de nombreuses reprises plutôt en faveur d'une réglementation au niveau européen en ce qui concerne le devoir de vigilance. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le cas de cette entreprise démontre la nécessité de légiférer le plus rapidement au niveau national, sans attendre l'aboutissement des travaux au niveau européen ?

3) Dans un communiqué du Ministère des Affaires étrangères et européennes diffusé le 15 février 2021, il est rappelé qu'une experte de l'Université de Luxembourg a été mandatée pour mener une étude sur la possibilité de légiférer sur le devoir de vigilance pour les entreprises. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2484 du 28 juillet 2020, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes avait expliqué que ledit rapport serait remis avant la fin de l'année 2020. Nous voudrions dès lors nous enquérir sur les conclusions de ce rapport : Quelles sont-elles ?

Réponse commune (26.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1) Les autorités luxembourgeoises estiment que toute entreprise devrait, en fonction de ses activités à l'étranger et de sa taille, mettre en œuvre un devoir de diligence. Le Gouvernement luxembourgeois encourage d'ores et déjà les entreprises à mettre en place une diligence raisonnable sur base volontaire.

Les sociétés de participations financières (SOPARFI) auxquelles est communément fait référence sous le nom de « holding » sont des sociétés qui sont utilisées comme des véhicules pour la gestion et la détention de participations financières dans d'autres sociétés résidentes ou non résidentes. Sans pouvoir se prononcer sur la véracité des faits avancés dans l'article qu'évoquent les honorables Députés, il importe de rappeler que les entreprises multinationales sont en principe tenues de respecter les principes directeurs de l'OCDE, avec comme corollaire l'existence d'une obligation de diligence.

Le critère de compétence territoriale retenu par l'OCDE pour déterminer l'obligation de diligence pour les entreprises et, partant, l'intervention d'un État membre en cas de difficultés, est celui de la compétence du lieu où les troubles se sont produits ou trouvent leur origine. En effet, il a été constaté qu'il était inefficace de vouloir soumettre des sociétés à un devoir de vigilance dès lors que par définition, elles ne sont pas en mesure de lui donner un prolongement concret afin de faire cesser d'éventuels troubles.

Dans le cas d'espèce, l'instrument juridique de la personne morale de droit luxembourgeois, tel qu'utilisé, n'a pour finalité que de servir de structure faîtière aux sociétés opérationnelles du groupe. Cette société faîtière ne dirige donc pas le groupe et a fortiori n'en détermine pas la politique industrielle, de sorte que l'origine des troubles allégués ne saurait y être recherchée.

Naturellement, lorsqu'une entreprise multinationale est présente au Luxembourg en ce qu'elle y poursuit ses activités, ou y dispose simplement d'un centre décisionnel ou même seulement administratif, les autorités luxembourgeoises se sont toujours déclarées compétentes. Ainsi, diverses plaintes ont été traitées par le PCN (Point de contact national) luxembourgeois pour la Conduite responsable des entreprises, dont le fonctionnement est assuré par le Ministère de l'Économie, et qui est chargé de la mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'attention des entreprises multinationales.

ad 2) En réponse aux demandes entre autres exprimées par le Luxembourg, la Commission européenne a annoncé la publication prochaine - il est question du mois de juin - d'un projet de directive établissant un devoir de diligence au niveau européen. Les autorités luxembourgeoises s'engageront dans les négociations pour mettre en place un instrument crédible, efficace et prévoyant des hauts standards éthiques au niveau européen.

Dans ce contexte, il est rappelé que la question d'une loi nationale a vu le jour en raison du manque de progrès au niveau de l'Union européenne. À cet égard, les nouvelles en provenance de la Commission européenne constituent donc un changement de paradigme puisqu'elles mettent en perspective l'imposition prochaine d'un devoir de diligence pour toutes les entreprises européennes, y inclus les sociétés luxembourgeoises. De par son importance et du rayonnement politique de son action, l'Union européenne peut aussi servir de modèle et ouvrir la voie pour la mise en place d'un devoir de diligence au niveau international.

ad 3) La remise du rapport de l'étude confiée à une experte de l'Université du Luxembourg était initialement prévue avant la fin de l'année 2020. Dû aux contraintes de la lutte contre la pandémie, notamment au cours de l'exercice de consultation de toutes les parties prenantes sur les termes de référence de l'étude, le contrat entre l'État et l'experte n'a finalement pu être signé qu'en date du 17 novembre 2020. Pour effectuer cet exercice, l'experte tiendra compte, en plus de l'impact sur les entreprises, des initiatives prises au niveau de l'Union européenne, respectivement au niveau des Nations Unies, en vue d'introduire une règlementation régionale ou internationale en la matière. Le contrat stipule que l'étude devrait être livrée au cours du premier trimestre 2021, délai qui est à rapprocher de la question précédente tenant à l'opportunité de légiférer immédiatement, puisqu'elle nourrira la réflexion pour ce qui concerne les contours de la future loi.

Les termes de référence de l'étude précisent que les résultats de l'étude ont vocation à être publiés et présentés à toutes les parties prenantes.

Question 3696 (23.03.2021) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **stratégie de vaccination :**

Fir d'Verdeelung vun den Impfstoffer géint de Covid-19 ze koordinéieren, huet d'Regierung eng Impfstrategie opgestallt, déi virgesäit, dass verschidde Persounegruppe prioritär geimpft ginn, wärend anerer eréischt méi spéit dru komme sollen.

Elo sinn awer ëmmer méi oft Fäll bekannt ginn, wou Leit scho vun enger Impfung profitéiere konnten, obwuel si der Impfstrategie no nach net un der Rei gewiescht wieren.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Gehéieren d'Impfstoffer géint de Covid-19, déi Lëtzebuerg geliwwert kritt, dem

Lëtzebuerger Staat?

Entsprécht et engem Vol vu Staatsbesëtz, wann eng Persoun sech impfe léisst, obwuel se net um Tour ass?

2. Wéi kontrolléiert de Staat, dass keng Leit geimpft ginn, déi an de momentan lafende Phase vun der Impfstrategie net virgesi sinn?

3. Wéi vill Persoune sinn der Regierung bekannt, déi en Impfstoff kruten, obwuel si zum Zäitpunkt vun der Impfung d'Krittären net erfëllt hunn, fir prioritär geimpft ze ginn?

Erginn sech fir dës Persoune Konsequenzen?

Réponse (30.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Vaccine gi vun der Direction santé kaaft a gehéieren dem Staat - eventuell Verstéiss géint Gesetzer musse vun de Geriichtsinstanzen evaluéiert ginn.

ad 2. D'Leit mussen am Impfzentrum mat der Bestätegung vun hirem Rendez-vous an hirer Carte d'identité virstelleg ginn. Soumat gëtt séchergestallt, dass et sech ëm déi Persoun handelt, déi op Basis vun de Krittäre vun der jeeweileger Impfphas invitéiert ginn ass.

ad 3. Der Regierung sinn 23 Leit aus dem Spidolssecteur an eng Persoun aus dem Fleegesecteur bekannt, déi en Impfstoff kruten, obwuel se zum Zäitpunkt vun der Impfung d'Krittären net erfëllt hunn.

D'Konsequenze vun deene Vaccinatioune si vun de Spideeler selwer geholl ginn en fonctioun vun der Gravitéit vun de Fäll, déi festgestallt konnte ginn, a kënne vun interne Sanktioune goe bis zu Plaintë beim Parquet.

Doriwwer eraus, souwéi an der Äntwert op d'Fro Nr. 3443 detailléiert, hunn eng Rei Leit Invitatioune kritt, déi näischt mat dem éischten Impfgrupp ze dinn hunn. Dëst ass net op eng Ännerung vun der Ausriichtung vun der Impfstrategie zeréckzeféieren, mee op en technesche Feeler, dee bei der Selektioun ënnerlaf ass.

Question 3697 (23.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **invitations pour le large scale testing pour les formateurs :**

A menger Fro vum 19. Februar (N° 3677) hunn d'Gesondheetsministesch an den Educatiounsminister

erklärt, dass an enger éischter Phas all déi Professionell aus dem Enseignement (Enseignanten, Educateuren a Personal aus de Musekschoulen) géifen Invitatioune fir de Large-Scale-Testing kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Goufen dës Invitatiounen och un extern Intervenanten, déi zum Beispill fir de Service de formation des adultes Coursen halen, geschéckt?

Gëllt dëst och fir extern Intervenanten a Lycéeën, wéi zum Beispill dem LTPS?

2. Goufen dës Invitatiounen och u Remplaçante (oft Studenten) geschéckt, déi eng oder zwou Woche virun de Schoulschléissungen den 8. Februar an d'Klassen ersetze gaange sinn?

3. Goufen dës Invitatiounen och u Formateuren aus dem INAP geschéckt?

4. Wäerten déi an de virgoende Froe genannte Gruppen am selwechte Rhythmus wéi d'Enseignanten Invitatioune fir de Large-Scale-Testing geschéckt kréien?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 2. All d'Persounen, déi am Enseignement beim Educatiounsministère fest agestallt sinn, kruten eng Invitatioun, fir sech wärend an no der Fuesvakanz am Large-Scale-Testing testen ze goen. Dat selwecht gëllt fir d'Personal aus den nonformale Betreiungsstrukturen an der Erwuessenebildung. Extern Intervenanten oder geleeëntlech Remplaçanté krute keng Invitatioun bei dëser Campagne. Allerdéngs hat d'Personal aus dem Bildungswiesen, dat keng Invitatioun kritt huet, d'Méiglechkeet, ee perséinleche Code fir de Large-Scale-Testing beim Educatiounsministère unzefroen. 352 Persounen hu vun dëser Offer profitéiert a kruten ee Code zougeschéckt.

ad 3. + 4. D'Formateuren aus dem INAP kruten hir Invitatioune fir de Large-Scale-Testing am selwechte Rhythmus wéi och déi aner Leit, déi duerch hir Aktivitéit kengem gréisseren Infektiounsrisiko ausgesat sinn. Et sief och ënnerstrach, datt de gréissten Deel vun de Coursen am INAP zur Zäit iwwer Webinairen ofgehale ginn.

Déi Leit, déi den Educatiounsministère der Direktioun vun der Santé ugëtt, gi reegelméisseg an de Large-Scale-Testing invitéiert.

Question 3698 (23.02.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **maisons de transition :**

Ufank 2018 hat den deemolege Justizminister d'Wichtegkeet vu sougenannten Transitiounshaiser - d. h. Haiser, déi et fréiere Prisonéier sollten erméiglechen, lues a lues nees Fouss an der Gesellschaft ze faassen, ënnerstrach.

Dës Iddi, déi scho säit längerer Zäit an anere Länner Realitéit ass, huet och hire Wee an de Koalitiounsaccord vun der aktueller Regierung fonnt:

« Les travaux relatifs à la création de maisons de transition seront poursuivis afin de continuer à promouvoir la réinsertion sociale des détenus. La préparation à une réinsertion sociale réussie des détenus ne s'arrête pas au moment de leur sortie de prison. Afin d'éviter que les efforts de réinsertion sociale faits en prison soient vains, ce projet vise à soutenir ces personnes, pendant une période de transition et principalement en termes de logement et d'autres aides psychosociales, afin qu'elles puissent retrouver définitivement leur place dans notre société. »

Eisen Informatiounen no ginn et bis dato awer nach ëmmer keng esou Strukturen zu Lëtzebuerg.

Ech wéilt duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un d'Madamm Familljeministesch stellen:

1. Sinn d'Madamme Ministeren der Meenung, dass esou Transitiounshaiser eng wichteg Viraussetzung fir eng reusséiert Reinsertioun kënnen duerstellen?

2. Kënnen d'Madamme Ministere bestätegen, dass et bis haut nach ëmmer keen eenzegt Transitiounshaus zu Lëtzebuerg gëtt?

3. Wou sinn d'Aarbechten, vun deenen am Koalitiounsaccord rieds geet, konkreet drun?

- Konnte méiglech Immobilië schonn identifizéiert ginn? Wou wieren déi geleeën?

- Wann net, wou an u wat hapert d'Ëmsetzung vun esou Projeten?

Réponse commune (24.03.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Dee Moment, wou e Prisonéier um Enn vu senger Prisongsstrof entlooss gëtt an de Wee soll zeréckfannen an eis Gesellschaft, ass a verschiddene Fäll eng schwéier Phas, an och gläichzäiteg eng ganz wichteg Phas, well sech dee Moment decidéiert, ob all déi Aarbecht an Efforten, déi d'Prisongsverwaltung zesumme mam Prisonéier gemaach huet, fir d'Resozialiséierung ze erreechen, hir Friichte kënnen droen. An där Transitiounsphas muss déi betraffe Persoun also sou gutt et geet begleet ginn, fir dass d'Zil vun der Resozialiséierung sou sécher wéi méiglech kann erreecht ginn.

Déi Begleedung an der Transitiounsphas muss awer net onbedéngt duerch Transitiounshaiser realiséiert ginn.

No der Analys, wéi déi schwiereg Phas an anere Länner ugaangen a gereegelt gëtt, ass 2019 decidéiert ginn, fir zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schafen, well et als eng ze grouss Gefor ugesi ginn ass, dass sou Haiser als „Prisong nom Prisong" ugesi gi wieren an domat eng Stigmatisatioun entstane wier, déi enger reusséierter Resozialiséierung mat Sécherheet entgéintgewierkt hätt. Dofir ass decidéiert ginn, fir e Konzept ze entwéckelen, dass deene Persounen no enger Entloossung aus dem Prisong ka gehollef ginn, haaptsächlech, wann et direkt no der Entloossung ëm eng Plaz fir ze schlofen an aner primär Besoine geet, ouni dass déi ofgesate Prisongsstrof e Krittär ass. De Prinzip soll dee sinn, dass déi Leit d'selwecht gehollef kréie wéi aner Leit, déi vergläichbar Problemer hunn, onofhängeg vun der Fro, ob et sech ëm fréier Prisonéier handelt oder net.

An deem Sënn gëtt am Moment dru geschafft, fir déi néideg Prozeduren a Kooperatiounsmodalitéiten tëschent deenen zoustännege Servicer ze schafen, fir dass déi betraffe Persounen och kënne vun deene Reseauen a Strukture profitéieren, déi et haut scho fir vergläichbar éischter sozial schwaach Persoune ginn.

Déi Aarbechte sinn awer souwäit fäerdeg, sou dass de Regierungsrot an den nächste Woche misst kënne mat dem Konzept befaasst ginn.

Question 3699 (23.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **personnel supplémentaire pour les hôpitaux :**

Am Kader vun der sanitärer Kris sinn 80 bis 100 nei Posten an de Klinicke geschaaft ginn, fir d'Covidpatienten ze soignéieren.

Laut mengen Informatioune wäert deen am Kader vun der Covid-19-Pandemie geneemegten zousätzleche Budget fir d'Personal am Mäerz gekierzt ginn, an Enn dës Joers komplett verschwannen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune bestätegen?

2. Wéi vill Persoune si bis elo agestallt ginn am Kader vun der sanitärer Kris?

3. Sinn dës Persoune mat engem CDD oder CDI agestallt ginn?

4. Wéi wäit huet een am Kader vun dësen Astellungen op Grenzgänger missen zeréckgräifen?

5. Dës Leit, déi eis am Noutfall gehollef hunn, brauchen eng kloer Perspektiv fir hir beruffflech Zukunft: Wéi eng Strategie huet de Minister fir déi Leit, déi rekrutéiert gi si mat engem CDD? Gëtt dëse Persounen hire Kontrakt, soubal en ofleeft, net méi verlängert? Fir wéi laang sinn dës Persounen agestallt?

6. Am Fall, wou keng Verlängerung geneemegt gëtt, ass d'Regierung net der Meenung, datt esou ee Virgoe riskéiert, datt d'Infirmieren aus dem Grenzgebitt an Zukunft méi retizent sinn, fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen?

Réponse commune (25.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1. D'Zuel vun zousätzleche Posten, déi am Kader vun der Covid-19-Kris kënne geschafe ginn, gëtt unhand vun de verschiddene Phase vun der Kris bestëmmt, déi am nationale Plang („plan de montée en charge") vum Krisenzenter („Cellule de crise") definéiert sinn.

D'Gesondheetskeess huet eng spezifesch Unzuel u Fleegepersonal fir d'Phasen 2 an 3 virgesinn, fir de Besoinen um Terrain beschtméiglechst gerecht ze ginn.

Fir d'Phas 2 goufen 100,87 Vollzäit Equivalente fir d'Joer 2021 budgetiséiert, andeems eng honnertprozenteg Besetzungsquot vun de Better fir d'Covid- an d'Covidverdachtpatiente respektéiert gouf, d'Noutdéngschter mat abegraff.

Fir d'Phas 3 sinn 77,80 zousätzlech Vollzäit Equivalenten, dat heescht insgesamt 178,67, ënnert de selwechte Konditioune wéi bei der Phas 2, an dëst viraussiichtlech bis Juni 2021, mat enger Reevaluatioun Enn Mee fir d'Suite, a Funktioun vun der Evolutioun vun der Pandemie no, ze definéieren.

ad 2. D'Zuel vun nei geschafene Posten entsprécht net automatesch der Zuel vun nei agestallte Persounen. D'Klinicken hunn op eng Rei „Rekrutementsformen" zeréckgegraff. Nieft dem externe Rekrutement duerch d'Astelle vun enger zousätzlecher Persoun gouf et zum Beispill och nach temporär Erhéijunge vum Beschäftegungstaux vu Persounen, déi keng ganz Tâche haten, d'Verlängerung vu Kontrakter, déi soss op en Enn komm wieren, an et goufen och Persounen nees agestallt, déi kuerz virdrun hir Prepensioun geholl haten. Well d'Situatioun sech net geännert huet, huet missen zousätzlecht Fleegepersonal agestallt ginn. D'Middegkeet beim Personal ass awer ze spieren, an d'Zuel vu Leit, déi bereet sinn, déi duebel Contrainte vu Famill an Aarbecht op sech ze huelen, ass amgaangen erofzegoen. Och wat dat prepensionéiert Personal ubelaangt, geet dës Disponibilitéit erof.

ad 3. Beim Astellungsprozess si verschidden Zorte vu Kontrakter opgesat ginn, ofhängeg dovun, ëm wéi eng Form vu Rekrutement (cf. Äntwert op d'Fro 2) et sech gehandelt huet. Et gouf op CDDen, CDIen, Avenante fir besteeënd Kontrakter asw. zeréckgegraff.

ad 4. D'Zuel vun de Professionellen am Gesondheetssecteur, déi zu Lëtzebuerg ausgebilt ginn, geet schonn an normalen Zäiten, also baussent enger sanitärer Kris, net duer, fir dem Besoin u Personal vun de Klinicke gerecht ze ginn. Et ass zanter Jore bekannt, datt eng grouss Zuel vu Frontalieren esouwuel am Gesondheetssecteur ewéi och an anere Secteuren zu Lëtzebuerg schafft. Esou ewéi et tëschent der Lëtzebuerger Regierung an de Regierunge vun eisen Nopeschlänner festgehale gouf, hunn d'Klinicken net aktiv an deene Länner rekrutéiert. D'Frontalieren, déi trotzdeem hir Demanden agereecht hunn, sinn och am Rekrutementsprozess consideréiert ginn, well de Prinzip vun der „libre circulation des travailleurs" vun der Europäescher Unioun dem Employeur et net erlaabt, e Kandidat opgrond vun sengem Wunnuert ze refuséieren.

ad 5. D'Klinicke sinn ëmmer dorop aus, hirem ganze Personal eng Perspektiv fir d'Beruffsliewen ze bidden; dat ass en integrale Bestanddeel vun der Strategie „Ressources humaines" fir sécherzestellen, datt de Klinicken déi néideg Kompetenze fir e gudde Fonctionnement laangfristeg zur Verfügung stinn. D'Gestioun vum Personal an de Klinicken ass allerdéngs eng komplex Matière an déi beruffflech Perspektiven, déi dat jeeweilegt Etablissement deene Persounen, déi am Kader vun der Kris rekrutéiert goufen, ka bidden, hänke vu ville Facteuren of, op déi d'Etablissement net onbedéngt en Afloss huet. D'Verlängerung vun engem CDD am Kader vun der Kris ass genee esou eng Méiglechkeet ewéi d'Ëmwandlung vun engem CDD an en CDI, ënnert der Berücksichtegung vun enger gewësser natierlecher Fluktuatioun beim Klinickepersonal (Pensioun, Reduzéierung vun der Aarbechtszäit, Kënnegung asw.).

ad 6. Lëtzebuerg am Allgemengen an de Gesondheetssecteur am Spezielle sinn eng attraktiv Aarbechtsplaz fir Netresidenten, sief et opgrond vun der Liewensqualitéit, den Aarbechtskonditiounen oder der Pai, déi ganz beléift sinn, dat wéinst engem moderne Kollektivvertrag, deen d'Klinickepersonal wäertschätzt. Et schéngt also onwarscheinlech, datt d'Covid-19-Kris en negativen Impakt op den zukünftege Rekrutement vum Gesondheetspersonal hätt.

Question 3700 (23.02.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**épargne-logement :**

Am Kader vun der leschter Steierreform (2017) goufen et Ännerungen um Regimm vun der Ofsetzbarkeet vu Cotisatiounen a Bauspuervertrag.

Den Här Minister schreift dozou:

« pour éviter des abus que l'on a pu observer dans le passé, la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 a introduit un nouvel alinéa 3a [à l'article 111 L.I.R.] qui exclut de la déductibilité en tant que dépenses spéciales les cotisations d'épargne-logement en vertu d'autres (nouveaux) contrats d'épargne-logement si l'affectation du capital accumulé en vertu du contrat précédent a été faite à des fins fiscalement non favorisées. Ainsi, au cas où le capital d'épargne-logement accumulé n'est pas utilisé pour des fins explicitement visées par la loi, de futures déductions fiscales ne seront plus possibles. »

Als „finalités favorisées" gëllen:

« 1) construction ou acquisition d'un appartement ou d'une maison,

2) transformation d'un appartement ou d'une maison,

3) acquisition d'un terrain en vue de la construction d'un appartement ou d'une maison,

4) remboursement d'obligations contractées à l'une des fins visées sous 1) à 3) ci-dessus. »

Vill Leit hunn an der Vergaangenheet esou Verträg als Spuerbicher fir hir Kanner ugeluecht. Wann d'Elteren dat kuerz no der Gebuert gemaach hunn, ass déi „finalité favorisée" net méiglech.

Een Abrénge vum ugespuerte Montant an en neie Bauspuervertrag gëtt vun der Steierverwaltung net als „finalité favorisée" ugesinn.

Dobäi kënnt, dass eng Rei Verträg virun der Steierreform vun 2017 ofgeschloss goufen an elo duerch déi nei Reegelung - am Fall wou d'Suen net à des fins favorisées agesat ginn, zum Beispill an een neie Bauspuervertrag - penaliséiert ginn.

Well den Här Minister Upassungen un der steierlecher Behandlung vun de Bauspuerverträg ugedeit huet, wéilt ech follgend Froen un den Här Minister stellen:

- Kann den Här Minister mir soen, ob e gewëllt ass, déi sougenannte „finalités favorisées" auszeweiden, op eng Reutilisatioun vum Spuermontant an engem neie Bauspuervertrag?

- Ass den Här Minister net och der Meenung, dass déi ugespuerte Suen och misste kënnen a Renovatiounsaarbechte respektiv Miwwele fir Wunnengen (Appartementer oder Haiser), déi als Haaptwunnsëtz genotzt ginn, investéiert ginn an ofsetzbar bleiwen?

- De Fall gesat et kéim zu kengen Upassungen, kann den Här Minister eis erklären, wie bestrooft gëtt am Fall wou Eltere Sue fir hir Kanner (titulaire de compte) an ee Bauspuervertrag investéiert hunn an d'Suen net à des fins favorisées agesat goufen? Fir de Fall, dass an deem Fall d'Kanner déi geschiedegt wieren, ass den Här Minister der Meenung, dass sou eng Virgoensaart a -weis gerecht ass?

Réponse (16.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Den honorabelen Deputéierten huet Froen zu eventuellen Upassungen un der steierlecher Behandlung vun de Bauspuerverträg, op déi och an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro Nr. 1713 vum honorabelen Deputéierte vum 14. Januar 2020 higewise gouf.

Am Kader vun der geplangter Steierreform, wou de Logement ee vun den dräi grousse Piliere sollt sinn, war ënner anerem virgesinn, de steierleche Regimm vun de Bauspuerverträg, notamment déi sougenannte „finalités favorisées", unzepassen. Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro Nr. 1502 vum 20. November 2019 vum honorabelen Deputéierte François Benoy ugedeit, sollten zum Beispill nohalteg a klimafréndlech Depensen, wéi d'Installatioun vun enger Photovoltaikanlag als sougenannte „finalités favorisées" steierlech berücksichtegt kënne ginn.

Wéi bei der Presentatioun vum Projet vum Budget fir 2021 scho matgedeelt gouf, ass elo, matzen an der Coronapandemie, déi e substanziellen Effet op d'Staatsfinanzen huet, net de Moment fir eng generell Steierreform. An awer huet d'Regierung am Kader vum Budgetsgesetz 2021 schonn eng Panoplie u steierleche Mesurë wat de Logement ubelaangt geholl. Sou gouf zum Beispill den Taux vum Amortissement accéléré erofgesat, et gouf en Taux d'amortissement fir energeetesch Renovatioun vu 6 % agefouert an den Taux de TVA super-réduit vun 3 % fir Renovatiounsaarbechte kritt een elo scho wann d'Gebai zéng Joer al ass amplaz 20 Joer.

Och wann d'Perspektiv besteet, datt duerch d'Vaccinen d'Kris kann iwwerwonne ginn, wäerte mir nach eng Zäit mat hiren Ausleefer ze liewen hunn. Virun allem awer bleift d'Klimafro nach ëmmer esou akut wéi virdrun, an d'Regierung hält dofir un hiren Objektiver am Beräich vun der Nohaltegkeet fest. Dofir gëtt momentan analyséiert, wéi de steierleche Regimm vun de Bauspuerverträg kéint ouni gréisser Repercussiounen op de Staatsbudget nohalteg ugepasst ginn. Wann dës Analyse bis ofgeschloss sinn, wäert de Finanzministère Piste fir eng méiglech Reform vum steierleche Regimm vun de Bauspuerverträg a vun de sougenannte „finalités favorisées" presentéieren.

Question 3701 (23.02.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **compensations financières versées à la Belgique :**

Dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UELB), le Luxembourg s'est engagé à verser annuellement à la Belgique une compensation forfaitaire de 30 millions d'euros. Historiquement, il s'agissait d'assurer à la Belgique le financement et la viabilité des communes belges dont un nombre significatif de résidents exercent une activité professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans une interview accordée à paperjam.lu, le député belge et bourgmestre d'Attert fait désormais part de « propositions luxembourgeoises » et « d'autres solutions pour remplacer le mécanisme actuel » de la compensation forfaitaire. Il se montre plus que réservé par rapport à d'autres types de partenariats qui risqueraient de léser les communes frontalières belges.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les propositions luxembourgeoises respectivement les solutions en discussion pour remplacer le mécanisme actuel de la compensation financière ?

- Me référant à la question parlementaire n° 3062 au sujet des compensations fiscales pour l'année 2019, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le décompte a d'ores et déjà été arrêté et le montant versé (sachant que le paiement se fait en règle générale au mois de mars de l'année x + 1) ?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le décompte et le versement au titre de l'année 2020 se fera à la fin du mois de mars 2021 ?

Réponse (17.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Il n'appartient pas au Ministre des Finances luxembourgeois de commenter les propos d'un élu belge, auxquels fait référence l'honorable Député.

Le Luxembourg a bien entamé des discussions avec la Belgique relatives à une mise à jour du mécanisme actuel. Ces échanges n'en sont qu'à leur début.

En ce qui concerne le décompte pour l'année 2019, il a été finalisé en décembre 2020 et le virement a été effectué le même mois.

Le virement relatif au décompte 2020 sera bien effectué avant la fin du mois de mars 2021.

Question 3702 (23.02.2021) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **construction d'un remblai technique au site dit « Aleweier » sur le crassier entre Differdange et Sanem :**

Au crassier entre Differdange et Sanem est prévue la construction d'un remblai technique sur le site dit « Aleweier » qui se situerait selon mes informations à la confluence entre trois autres décharges existantes ou prévues : la décharge historique de déchets sidérurgiques au sud, deux futures décharges à l'ouest dont l'une est destinée aux dérivés sidérurgiques (byproduct) et l'autre aux déchets inertes de type B à l'est. Les évaluations d'incidence sur l'environnement obligatoirement prévues dans la procédure d'autorisation pour ces deux dernières constructions sont encore en cours.

Le site en question héberge donc plusieurs décharges qui se recoupent. Le remblai technique dont il est question s'y ajouterait pour recouvrir partiellement les décharges existantes et pour constituer la fondation de la future décharge de déchets inertes de type B.

Pourtant, le document de cadrage (scoping) en vue de la procédure d'évaluation d'incidence sur l'environnement pour les deux nouvelles décharges ainsi que les prises de position des communes de Differdange et de Sanem indiquent qu'un nombre d'éléments en matière de protection des sols et des eaux restent incertains. Ainsi, les données disponibles pour évaluer la situation environnementale sur le site seraient en partie surannées. De plus, certains polluants retrouvés dans les eaux souterraines sur le site ne pourraient pas être attribués ce qui signifierait qu'une pollution des eaux souterraines par les décharges déjà existantes et partiellement recouvertes par le remblai technique en planification serait tout à fait probable.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Au vu des données de référence sur l'état actuel du site qui selon le document de cadrage datent du milieu des années 2000, Madame la Ministre est-elle convaincue de la pertinence de l'évaluation de la situation ?

2) Madame la Ministre prévoit-elle la mise en œuvre de nouveaux mesurages pour avoir des évaluations plus actuelles sur l'état de pollution des eaux souterraines sur le site du crassier entre Differdange et Sanem ?

3) Les données reprises dans le document scoping constituent-elles les résultats des mesurages les plus récents ?

4) Dans la négative, de quelle période datent les données les plus récentes ?

5) Madame la Ministre peut-elle me fournir les résultats des mesurages effectués à l'aide des forages sur le site du crassier de Differdange depuis 2005 en les assortissant de la valeur limite prévue par la législation européenne en matière de la protection des eaux pour chaque polluant/substance trouvé ?

6) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les données sur la qualité des eaux devraient être publiées sur un site Internet facilement accessible pour le public ?

7) Sachant que l'article 6 de la loi de 2008 sur la gestion de l'eau stipule la prévention ou la limitation du rejet de polluants dans les eaux souterraines afin de prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau souterraines, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'une nouvelle construction en relation avec des décharges de déchets nécessite la conclusion d'une évaluation complète de la situation environnementale du site en question ? Madame la Ministre est-elle d'avis qu'une prévention ou limitation de toute pollution des eaux souterraines déclenchée ou favorisée par une nouvelle construction peut être réellement efficace si l'état actuel du site n'est que partiellement connu ?

8) Sachant que la moitié de la consommation d'eau potable au Luxembourg est assurée par les eaux souterraines et vu les incertitudes concernant l'état actuel de l'environnement sur le site en question, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait faire primer le principe de précaution face aux risques de dommages potentiels pour l'environnement et la santé sur toute nouvelle construction de décharge ?

Réponse (31.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Dans le cadre de la procédure d'autorisation, l'impact sur l'environnement de la réalisation du remblai technique a été évalué : le remblai technique ne détériore pas la situation existante. En plus, sa réalisation n'empêche pas le traitement des eaux (voir réponse à la question 2) d'éventuelles futures décharges dont question aux questions suivantes de l'honorable Député.

Au vu des informations et documents (dont certains datent du milieu des années 2000) référencés dans le document remis dans le cadre de la phase « scoping » (définition du cadre d'analyse d'un projet) en relation avec la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) en relation avec un projet de décharge pour déchets sidérurgiques et inertes, il a été jugé pertinent de réévaluer la situation actuelle du site d'implantation des prédites décharges projetées.

ad 2) La réponse à la question parlementaire n° 1784 de janvier 2020 de l'honorable Député détaille les bases légales des diverses surfaces du « site crassier ». Il s'ensuit qu'actuellement il n'existe pas de base légale permettant d'imposer de nouveaux mesurages. Néanmoins, et ceci est également indiqué dans les réponses aux questions parlementaires n[os] 1714 et 1718 de janvier 2020 de l'honorable Député Monsieur Gusty Graas, j'ai invité ArcelorMittal à fournir des informations relatives aux eaux souterraines et aux déchets déposés à la « décharge historique » et à la décharge « Wawerbësch ».

Les informations demandées en relation avec la « décharge historique » concernent entre autres les débits des eaux, les bilans hydrauliques et l'appréciation de l'état d'évolution de la décharge.

Les informations demandées en relation avec la décharge « Wawerbësch » concernent entre autres le lieu de déversement/de collecte des eaux, l'évaluation qualitative de la pollution ainsi que des informations sur les déchets entreposés.

Des résultats préliminaires en ce qui concerne la qualité chimique de ces eaux souterraines et de surface concernant la « décharge historique » et la décharge « Wawerbësch » ont été livrés mais n'ont pas encore pu être validés par l'Administration de l'environnement (AEV).

Actuellement, une évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) pour les projets des deux décharges projetées telles que mentionnées par l'honorable Député est en cours. Les eaux souterraines sont un aspect parmi d'autres qui est étudié dans ce contexte. L'évaluation n'a pas encore été présentée à l'AEV.

Dans le contexte d'une telle évaluation, l'impact des projets sur la situation existante est à analyser. Cet impact peut être positif ou négatif. Afin de pouvoir évaluer cet impact, la situation actuelle doit être qualifiée. La réalisation du document EIE procure donc des informations qui ne peuvent être sollicitées par l'autorité compétente sur base de la législation existante.

Comme déjà dit, l'EIE n'a pas encore été présentée. Les informations disponibles, notamment dans le cadre du « scoping », laissent toutefois sous-entendre que la situation en matière de pollution des eaux serait améliorée par la réalisation du projet du fait qu'il est projeté de construire un drainage collectant, à des fins de traitement, non seulement les eaux de surface des décharges projetées mais également des eaux souterraines.

À savoir que la procédure relative à cette évaluation - qui se déroule en vertu des dispositions transitoires de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement - ne prévoit pas de délais d'instruction. C'est donc le maître d'ouvrage des projets qui décide quand le document EIE est fourni. Le maître d'ouvrage peut également retirer sa démarche EIE auquel cas les informations susmentionnées ne devront plus être fournies.

ad 3) Un document « scoping » ne fait que résumer les aspects et thèmes à analyser dans le cadre de l'EIE, il ne doit pas contenir des informations détaillées pour les différents aspects à considérer. Le document « scoping » final se compose de la proposition « scoping » du maître d'ouvrage ainsi que des informations et remarques retenues lors de la réunion « scoping ».

Les résultats les plus récents sont à présenter dans le document EIE. Comme déjà énoncé, ce document n'est pas encore parvenu à l'AEV.

ad 4) cf. réponses 2) et 3)

ad 5) Outre les mesurages dont il est question à la réponse 2), une étude portant sur l'évaluation de la situation géologique, hydrogéologique, géotechnique et analytique a été réalisée en 2005; étude faite entre autres en vue d'une extension relative à la mise en dépôt de déchets sidérurgiques. Cette étude n'a donc pas été réalisée dans le cadre de la législation européenne en matière de la protection des eaux.

Il est à noter que cette étude a été réalisée sur base volontaire de la part d'ArcelorMittal par l'intermédiaire de l'organisme agréé Luxcontrol SA. Cette étude proposait entre autres un suivi systématique des eaux de forage. L'étude ainsi que les résultats de ce suivi volontaire sont disponibles auprès de l'AEV et peuvent être sollicités via l'adresse courriel info@aev.etat.lu.

Depuis 2016 un suivi rapproché en relation avec les travaux de sécurisation de la décharge historique fait réaliser des analyses régulières des eaux souterraines et des mesures du niveau de la nappe dans les piézomètres existants.

Les piézomètres, les formations géologiques atteintes, ainsi que le nombre d'analyses des eaux souterraines de ce suivi et en relation avec d'autres parties du crassier sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Selon ces analyses des dépassements des valeurs seuils, qui sont indiquées en annexe II, partie B du règlement grand-ducal du 12 décembre 2016 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration, ont été détectées pour la plupart des paramètres.

Des substances dangereuses, telles que le cadmium, le mercure, le cyanure, les AOX, les hydrocarbures et hydrocarbures aromatiques polycycliques, et encore d'autres substances, qui sont indiquées dans l'annexe VI, partie A, du règlement grand-ducal précité du 12 décembre 2016, ont également été détectées dans les eaux souterraines prélevées dans certains piézomètres.

Comme déjà indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1718 de janvier 2020 de l'honorable Député Monsieur Gusty Graas, des eaux de percolation très basiques (pH > 12), fortement salines et à concentration élevée an arsenic et fer sont typiques d'eaux impactées par des scories ou des produits à base de scories. Dû au passé historique, cette situation est symptomatique pour les alentours des sites sidérurgiques vu la présence quasi ubiquitaire de scories à ces endroits.

Il est à noter que certains piézomètres ont été détruits entre-temps ou sont devenus inaccessibles en raison des différents changements, qui ont été opérés au niveau de la décharge. D'autres piézomètres étaient également secs à certaines périodes de l'année ou pendant plusieurs années et n'ont donc pas permis de réaliser des analyses. Ces informations sont importantes pour comprendre la complexité du suivi des analyses des eaux souterraines ainsi que la difficulté rencontrée pour leur interprétation.

ad 6) Les données environnementales validées doivent pouvoir être consultées par le public et sont mises à disposition à toute personne qui en ferait la demande.

Il va de soi que mes administrations continuent à rester à disposition en cas de questions relatives à ces documents souvent complexes et difficilement interprétables.

ad 7) Dans le cadre de l'implantation d'une décharge, il doit être évalué quel serait l'impact de l'implantation de cette décharge sur l'environnement. Lors d'une EIE, une comparaison doit être faite entre la situation existante et celle projetée. Il n'est toutefois pas nécessaire d'évaluer des aspects qui ne sont pas impactés par le projet.

Dans le cadre de l'étude hydrogéologique à réaliser dans le contexte de l'EIE, douze piézomètres supplémentaires ont été mis en place récemment afin d'améliorer la compréhension et le suivi des eaux souterraines, notamment l'approfondissement des connaissances de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval de la décharge. Le monitoring de la décharge se poursuivra pour interpréter plus clairement l'origine des substances dangereuses détectées et celle des dépassements des valeurs seuils définies ci-dessus.

ad 8) La moitié des eaux destinées à la consommation humaine provient des eaux souterraines. Cependant, aucun captage d'eau souterraine utilisé aux fins précitées n'est présent à proximité du crassier de Differdange. Les aquifères, qui sont exploités pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine, ne le sont pas à proximité de la décharge et ne sont pas présents à faible profondeur dans la zone. En effet, ces aquifères sont situés à plusieurs centaines de mètres de la surface.

Dans la zone de la décharge, les couches géologiques se trouvant proches de la surface et qui sont ou pourraient être impactés par des pollutions résultant du crassier de Differdange, n'ont pas la capacité d'être exploités pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine.

L'implantation d'une décharge est soumise à diverses obligations, dont entre autres une évaluation des incidences sur l'environnement, une autorisation en matière d'établissements classés et déchets et une autorisation en matière d'eau.

Le principe de précaution est d'application dans ces procédures d'autorisation.

À toutes fins utiles, il est renvoyé ici également au règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets qui détermine des aspects d'implantation et de suivi de décharges.

Question 3703 (23.02.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **lots de chasse :**

Dat groussherzoglecht Reglement vum 8. November 2019 huet d'Grenze vu 621 neie Juegdlousen zu Lëtzebuerg definéiert. D'Date limite fir déi lescht Steeë war den 31. Januar 2021.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klimaschutz an nohalteg Entwécklung stellen:

- Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Lous?

- Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Hektar?

- Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Lous an de verschiddenen Arrondissementer (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud)?

- Wéi héich ass den duerchschnëttleche järleche Pachtpräis pro Hektar an de verschiddenen Arrondissementer (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud)?

- Wat sinn d'Differenzen am Duerchschnëttspachtpräis pro Lous pro Arrondissement (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud) par rapport zu 2012?

- Wat sinn d'Differenzen am Duerchschnëttspachtpräis pro Hektar pro Arrondissement (Nord, Centre-Est, Centre-Ouest, Est a Sud) par rapport zu 2012?

- Hunn déi 621 Lousen iwwerall e komplette Syndikat?

- Wéi vill Louse goufen net versteet? Wéi vill Hektar sinn dat?

- Wéi vill Lousen huet de Staat gesteet? Wéi vill Hektar sinn dat? Zu wéi engem Gesamtpräis?

- Wéi vill Lousen hunn d'Gemenge gesteet? Wéi vill Hektar sinn dat? Zu wéi engem Gesamtpräis?

- Wéi vill Leit hunn sech als „Opposants éthiques" gemellt a wéi grouss ass d'Gesamtfläch an Hektar?

Réponse (18.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

D'Prozedur vun der Stee (inklusiv dem Delai fir a Recours ze goen) ass nach net fir all 621 Juegdlousen ofgeschloss. Déi gefrote Statistike kënnen awer komplett a korrekt erstallt ginn, wann déi Prozedur fir all d'Lousen ofgeschloss ass.

Insgesamt hate sech virun de Generalversammlunge vun de Juegdsyndikater siwen Opposants éthiques gesetzeskonform gemellt, deenen hir Terrainen deemno och elo ab dem 1. Abréll 2021 net bejobar sinn. D'Gesamtfläch vun deenen Terraine beleeft sech op 18,03 ha.

www.chd.lu

Question 3704 (23.02.2021) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**apparition de nouveaux variants de la peste porcine africaine :**

Le service vétérinaire australien est en alerte après l'apparition de nouveaux variants de la peste porcine africaine, dont l'un, selon un médecin australien, aurait pu émerger à cause d'un vaccin illégal. Cette nouvelle est préoccupante puisqu'il n'existe officiellement à ce jour aucun vaccin contre la peste porcine africaine. Voilà pourquoi les autorités australiennes ont appelé à redoubler la vigilance dans leurs contrôles vétérinaires lors des importations, notamment en provenance de la Chine, pour éviter que ces variants puissent contaminer l'industrie porcine locale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que ce nouveau variant de la peste porcine africaine a déjà été détecté en Europe ?

2) Dans la négative, quelle est la probabilité que ce variant puisse apparaître en Europe ?

3) Est-ce que la viande de porc issue des pays asiatiques, notamment de la Chine, est largement importée par l'Europe ?

4) Dans l'affirmative, est-ce que des États européens ont d'ores et déjà appelé à une vigilance accrue concernant les contrôles des importations de viande de porc issues d'Asie ?

5) Est-ce que de la viande de porc d'Asie est importée au Luxembourg via l'aéroport du Findel ?

6) Dans l'affirmative, est-ce que l'Administration des services vétérinaires luxembourgeoise a demandé à ce que ces importations soient contrôlées spécifiquement quant à la présence de ce nouveau variant de grippe porcine africaine ?

Réponse (10.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) D'après les informations officielles reçues à l'heure actuelle, ce nouveau variant du virus de la PPA aurait seulement été détecté en Asie. Le fait qu'un virus puisse subir une mutation n'est pas un phénomène exceptionnel, mais une caractéristique de pratiquement tous les virus qui aboutit à des mutants présentant des modifications plus ou moins importantes quant à leur infectiosité voire leur pathogénicité.

ad 2) Comme nous le montre la répartition géographique rapide des nouveaux variants du coronavirus humain, l'apparition de ce nouveau variant de la PPA en Europe ne peut être exclue.

ad 3) Vu l'augmentation de la production porcine en Chine, les exportations de viande porcine vers l'UE sont en constante augmentation depuis dix ans et ont atteint 1.730 tonnes en 2020. À l'inverse, l'exportation de viande porcine de l'UE vers la Chine a atteint trois millions de tonnes en 2020.

ad 4) À l'heure actuelle, aucune information officielle quant au nouveau variant du virus PPA et au principe de précaution quant à l'importation de viande porcine n'a été divulguée par la Commission européenne.

ad 5) + 6) Il n'y a pas d'importation de viande de porc en provenance d'Asie via l'aéroport du Findel.

Question 3705 (24.02.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **médecine environnementale :**

En matière de médecine environnementale, l'accord gouvernemental 2018-2023 prévoit que : « l'offre ambulatoire en médecine environnementale sera renforcée au niveau stationnaire par un service national de médecine environnementale de façon à pouvoir assurer un traitement des patients en milieu hospitalier ("clean rooms") ».

Dans sa réponse du 20 décembre 2019 à notre question parlementaire n° 1516, l'ancien Ministre de la Santé avait annoncé la mise en place de cette structure, sous forme d'un provisoire, sur le site du CHEM Niederkorn.

L'accord gouvernemental prévoit également :

« La prise en charge des actes médicaux relatifs à la médecine environnementale sera assurée. Dans ce contexte, la gratuité des analyses des polluants chimiques, microbiologiques et électromagnétiques sera assurée sur prescription médicale.

Une formation de base et une formation continue en matière de médecine environnementale seront instaurées. »

Quant à la Division de la santé au travail et de l'environnement créée en 1980, celle-ci a été renforcée par le service de médecine de l'environnement en 1994 qui agit dorénavant sur trois volets, à savoir la santé et sécurité au travail, l'environnement de travail dans les entreprises et les habitations privées ainsi que la médecine aéronautique au Luxembourg.

Sachant que selon des études mentionnées par le CHEM en décembre 2019, 20 % de la population sont potentiellement susceptibles d'être touchés par des maladies ou des allergies dues à la pollution, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Le service national de médecine environnementale sera-t-il installé dans le bâtiment existant du site CHEM à Niederkorn ou dans une structure indépendante ? Le concept de « clean unit », indispensable à toute clinique environnementale, y sera-t-il assuré ?

2) À quelle phase de planification le service national de médecine environnementale se trouve-t-il actuellement et à quelle échéance sera-t-il opérationnel ?

3) Est-ce que le CHEM a recours à l'assistance d'un ou de plusieurs conseillers ou experts en matière de médecine environnementale et quelles sont les missions qui lui/leur incombent le cas échéant ?

4) À quelle échéance le Ministère de la Santé prévoit-il d'organiser une formation en médecine environnementale destinée aux médecins pratiquants afin de garantir une collaboration efficace dudit service avec le réseau national des médecins ?

5) Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à la définition des actes médicaux en matière de médecine environnementale et la nomenclature y relative ?

6) Quels seront dans ce contexte les actes médicaux susceptibles d'être pris en charge en matière de médecine environnementale ?

7) La gratuité des analyses, telle que mentionnée dans l'accord gouvernemental, va-t-elle porter tant sur les analyses effectuées dans l'environnement des patients, à savoir à leur travail et leur domicile privé, que sur les analyses médicales servant à identifier les charges toxiques dans le corps humain ? À base de quels critères la gratuité sera-t-elle le cas échéant accordée ?

8) Combien de visites de terrain le service de la médecine de l'environnement a-t-il effectué au cours des cinq dernières années et quelle est l'évolution du nombre des analyses effectuées ?

9) Quelles sont les substances toxiques détectées sur les lieux de travail d'une part et les habitations privées d'autre part ? Quelle est l'évolution de ces nombres ?

10) Quelles sont actuellement les mesures d'encadrement et de suivi apportées aux personnes confrontées à des substances toxiques détectées par le service en question ?

Réponse commune (24.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) Actuellement, deux options quant à l'installation du service national de médecine environnementale sur le site de Niederkorn du CHEM sont discutées, à savoir :

- soit une installation dans un bâtiment nouvellement construit sur le site du CHEM à Niederkorn, construit avec des matériaux spécialement sélectionnés pour une construction biologiquement adéquate ;

- soit une installation dans le bâtiment actuel du HPMA à Niederkorn.

Cette dernière option semble plus complexe à réaliser, mais ne peut pas être exclue à ce stade de la planification.

Les deux options répondraient aux exigences du concept de « clean unit ».

ad 2) Le projet se trouve actuellement à un stade d'analyses préliminaires du concept à réaliser. En raison de la crise sanitaire, la planification du projet a été retardée, de sorte que le CHEM a demandé par lettre du 9 mars 2021 à la Ministre de la Santé une prolongation de douze mois par rapport au planning initial.

Le planning initial prévoyait la mise en place d'un service hospitalier de médecine environnementale avec deux lits aigus et six lits d'hospitalisation de jour dans un délai de 18 mois à partir de novembre 2019.

Un planning plus détaillé pourra être établi après l'achèvement de l'étude d'implantation qui est en cours de réalisation. À ce stade, l'objectif est de pouvoir accueillir les premiers patients fin 2023.

ad 3) Le CHEM se fera accompagner par des conseillers en médecine de l'environnement et par des associations actives dans ce domaine comme par exemple l'ASBL Akut qui est un groupe d'action pour la toxicologie de l'environnement.

Par ailleurs le CHEM envisage de recourir à une expertise internationalement reconnue dans le domaine de la « médecine environnementale » afin de l'assister dans l'élaboration d'un concept médical et de soins, ainsi que dans la mise en place d'un programme d'éducation et de formation relatives à l'environnement.

Par ailleurs, un agent du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, expert en « Baubiologie » accompagnera le projet pour la mise en œuvre des matériaux respectant les exigences de « clean unit ».

Le CHEM cherchera également à coopérer avec l'Université du Luxembourg et les autres institutions du Luxembourg (p. ex. LIH, FNR, CNS) afin de mettre en place le service national de médecine de l'environnement et de favoriser des projets de recherche dans ce domaine.

ad 4) L'organisation d'une formation en médecine et santé environnementale fait partie des actions qui sont prévues par le futur Plan national en matière de santé environnementale. Initialement, une telle formation était prévue pour l'année 2021.

En raison de la crise sanitaire, la planification actuelle d'un cours pour lequel une présence est indispensable s'avère compliquée. La planification de cours devrait se faire en automne afin que ce cours puisse être dispensé pour la première fois mi-2022.

ad 5) + 6) À ce stade, aucune demande concernant le projet de service national de médecine environnementale n'a été formulée envers la CNS pour l'introduction de nouveaux actes spécifiques à cette activité.

La CNS reste néanmoins à l'écoute, dans le cadre du programme de refonte des nomenclatures médicales, à tout besoin ou toutes demandes spécifiques dans ce domaine.

Dans le cadre du Plan national en matière de santé environnementale, un groupe de travail sera dédié au développement de la médecine environnementale et va élaborer une proposition des actes médicaux à considérer dans une nomenclature.

ad 7) Actuellement, le service de la santé environnementale de la Direction de la santé effectue en collaboration avec le LNS (Laboratoire national de santé), des analyses gratuites sur ordonnance médicale, pour les personnes privées ainsi que pour les entreprises et bâtiments publics sur demande et après évaluation. Ces analyses peuvent entre autres comporter des mesures de la qualité de l'air, la détermination de substances chimiques toxiques dans l'ameublement, au sein de matériaux de construction ou dans des produits de nettoyage. La détermination de la pathogénicité des souches de moisissures peut également être effectuée ainsi que des analyses de champs électromagnétiques. Les analyses nécessaires sur le lieu de travail se font en coordination avec les médecins du travail.

Question 3706 (24.02.2021) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **espèces exotiques envahissantes :**

L'écrevisse signal (Pacifastacus leniusculus) et l'écrevisse américaine (Faxonius limosus) sont des espèces exotiques envahissantes qui se répandent à pas rapides dans nombre de cours d'eau européens depuis les années 1960.

Le Plan d'action pour espèces exotiques envahissantes relatif à ces deux espèces précise que, compte tenu de leur répartition actuelle, une éradication ne peut être envisagée et que l'objectif recherché sera par conséquent le contrôle de population, sauf pour des zones prioritaires, dans lesquelles des méthodes de gestion plus intensives seront mises en place.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien d'écrevisses signal et américaines ont été ou pêchées ou captées annuellement au fil des cinq dernières années ?

2) Les différentes méthodes de régularisation des populations ont-elles eu le succès escompté durant les dernières années ?

3) Les zones de gestion prioritaires ont-elles déjà été définies ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des informations supplémentaires sur la localisation de ces zones, les objectifs et méthodes de régulation choisies ?

4) Des conventions pour une exploitation commerciale, telles que prévues par le plan d'action, ont-elles déjà pu être signées avec des restaurateurs ?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) L'Administration de la nature et des forêts (ANF) réalise des captures d'écrevisses exotiques envahissantes depuis 2017 et a pu capturer 27.132 écrevisses signal (Pacifastacus leniusculus) et américaines (Faxonius limosus) en total. Ces captures sont réalisées dans l'Our, la Sûre et la Wolefsbaach (où l'écrevisse signal domine), ainsi que dans un étang du Haff Réimech (où l'écrevisse américaine est dominante).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les captures d'écrevisses exotiques envahissantes prises dans le cadre du biomonitoring par pêche électrique en vertu de la directive-cadre sur l'eau (CE/2000/60) réalisé par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les quantités capturées dans le cadre du biomonitoring de l'AGE sont beaucoup moins importantes que celles enregistrées par l'ANF étant donné que la pêche électrique ne vise pas prioritairement le recensement, voire la capture des écrevisses et en conséquence ne s'apprête pas à recenser de manière efficace les écrevisses. La capture par nasses posées dans l'eau pendant quelques jours et vidées régulièrement est la manière la plus appropriée pour capturer ces organismes aquatiques.

Outre ces captures, 504 kg d'écrevisses signal ont pu être capturés à l'aide de nasses en 2020 dans le cadre de la mesure de protection des anguilles en dévalaison dans la Sûre moyenne (projet de collaboration entre le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat et la Sarre).

ad 2) Comme indiqué dans la réponse précédente, la méthode portant les meilleurs résultats à l'heure actuelle est la capture par nasses ; les écrevisses exotiques envahissantes sont essentiellement pêchées à l'aide de nasses dans toutes les zones actuellement gérées au Luxembourg.

D'autres méthodes comme l'utilisation de pathogènes, de biocides ou la stérilisation des mâles ne sont pas employées. En effet, ces pathogènes ou biocides pourraient porter davantage préjudice à l'environnement que les écrevisses. Des études menées sur la stérilisation des écrevisses mâles à l'étranger ont démontré l'inefficacité de cette méthode.

Le but des captures actuellement réalisées par l'ANF est le contrôle des populations d'écrevisses exotiques envahissantes afin de préserver des espèces indigènes menacées. Il s'agit notamment de :

- limiter leur impact sur la mulette épaisse (Unio crassus) dans l'Our et la Sûre ;

- éviter la propagation des écrevisses dans la zone à agrion de Mercure (Coenagrion mercuriale) ;

- conserver au maximum les populations de libellules et mollusques indigènes au Haff Réimech.

Les dernières données disponibles suggèrent que l'impact des écrevisses exotiques sur la mulette épaisse serait limité et que la zone de présence de l'agrion de Mercure n'a pas encore été impactée par l'écrevisse signal. Concernant le Haff Réimech, les données disponibles par rapport aux captures réalisées ne permettent pas encore de tirer des conclusions quant à un éventuel effet bénéfique des captures réalisées. Cependant, la situation reste sous surveillance.

ad 3) Le document définissant les zones de gestion prioritaires relatif aux espèces exotiques envahissantes est actuellement encore en cours d'élaboration. Il décrit les différents degrés de priorité des sites devant être gérés par rapport aux objectifs définis dans les différents plans d'action espèces exotiques envahissantes.

Concernant les écrevisses exotiques envahissantes, la priorité sera mise sur la préservation des espèces indigènes fortement menacées comme la mulette épaisse (Unio crassus) et l'agrion de Mercure (Coenagrion mercuriale).

Concernant les méthodes de régulation appliquées, ces dernières ont été définies dans le cadre du plan d'action respectif et sont :

- la capture (p. ex. avec des nasses) par l'ANF ;

- la pêche aux écrevisses par les pêcheurs ;

- le cloisonnement, la vidange de plans d'eau ou l'introduction de prédateurs dans des cas très spécifiques.

ad 4) Pour le moment une seule convention a été signée avec un restaurateur.

Question 3707 (25.02.2021) de **MM. Dan Biancalana** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **vente de participations par la BCEE et la SNCI :**

La semaine passée, le Gouvernement a fait part de son intention de céder ses parts détenues au sein

d'une entreprise luxembourgeoise de renommée internationale de construction de haut-fourneaux et de développement de solutions technologiques relatives au stade primaire de la sidérurgie. La cession des parts devrait se faire en faveur de la maison-mère allemande.

En effet, l'État luxembourgeois avait acquis plus de 10 % du capital de l'entreprise concernée à la suite de la crise économique déclenchée en 2008.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Quel impact le désengagement de l'État luxembourgeois est-il susceptible d'avoir en termes d'emplois ? Le Gouvernement - dans le cadre des négociations avec la maison-mère allemande - envisage-t-il de soumettre la cession de ses parts à la condition du maintien des quelque 500 emplois ?

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention - toujours dans le cadre des négociations avec le groupe allemand - de demander des éclaircissements sur la stratégie à long terme de la maison-mère concernant les activités de l'entreprise concernée ? Plus précisément, le développement d'une filière hydrogène fera-t-elle partie intégrante d'une stratégie à long terme promouvant une sidérurgie moins polluante ?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Fondée en 1870 à Hollerich, Paul Wurth SA a muté au fil des décennies, d'une entreprise de fourniture de structures métalliques aux sidérurgistes locaux à ses débuts, en une société d'ingénierie spécialisée dans le développement et la fourniture de technologies clés pour l'industrie sidérurgique mondiale dont le haut fourneau et la cokerie, jusqu'à la transformation actuelle de l'industrie vers des processus de production décarbonisés.

Basé à Siegen en Allemagne, le groupe SMS, leader mondial de l'ingénierie et des services pour l'industrie métallurgique, avait déjà en 2012 acquis les parts de Paul Wurth détenues à l'époque par ArcelorMittal (48,1 %) et celles de Luxempart (11 %). Depuis, le groupe SMS est l'actionnaire de référence de Paul Wurth avec près de 60 % des parts. L'État luxembourgeois quant à lui était devenu actionnaire de Paul Wurth dans le contexte de la crise financière de 2008, lorsqu'il avait repris les parts détenues à l'époque par Fortis Banque Luxembourg. Il est à noter qu'au moment de ces transferts, aucun pacte d'actionnaires n'avait été mis en place entre les parties prenantes.

Après d'intenses négociations, initiées à la demande du groupe SMS, un accord a été trouvé en date du 25 mars 2021 qui prévoit que le groupe SMS rachète les participations détenues par les actionnaires luxembourgeois (État : 10,98 %, BCEE : 10,98 % et SNCI : 18,84 %) dans Paul Wurth SA, soit au total 40,8 % des parts. Cette opération fait du groupe SMS l'actionnaire unique de Paul Wurth SA.

La sortie des actionnaires minoritaires du capital de Paul Wurth ouvre la voie à un nouveau développement stratégique de l'entreprise au sein du groupe SMS, tout en permettant de nouvelles opportunités par la mise en commun des compétences et des ressources technologiques et humaines des deux organisations. Cette transaction intervient dans le cadre d'un réagencement des activités métallurgiques de SMS par la création d'une unité commerciale commune « One Metallurgy » avec une direction qui sera localisée à Luxembourg. Les activités historiques dans le domaine de la fabrication d'acier et de fer ainsi que les activités futures métallurgiques de Paul Wurth seront intégrées dans cette unité. Filiale à 100 % de SMS, l'entité légale Paul Wurth SA sera maintenue, tout comme le nom de l'entreprise, et un nouveau siège moderne de l'entreprise sera construit à Hollerich.

Au-delà du maintien au Luxembourg de ses opérations traditionnelles, y compris les droits de propriété intellectuelle afférents, Paul Wurth deviendra un centre stratégique de technologie et d'innovation pour la métallurgie verte du groupe SMS, notamment pour de nouvelles activités liées à l'hydrogène et de nouveaux procédés de digitalisation dans l'industrie sidérurgique. Conformément à leur ambition commune de rester la référence mondiale en matière de décarbonisation et de recyclage, SMS et Paul Wurth regroupGeront et intensifieront ainsi au Luxembourg leurs efforts de recherche et développement de nouvelles technologies permettant la production d'acier brut à faibles émissions de CO_2, voire à émissions nulles.

Il importe de relever que l'accord de coopération susmentionné prévoit de développer la main-d'œuvre locale de Paul Wurth au Luxembourg en vue d'élargir les compétences en ingénierie du marché local.

L'accord prévoit ainsi qu'au moins 300 à 350 employés à temps plein, soit l'emploi actuel de Paul Wurth hors filiales, seront maintenus au Luxembourg.

À côté des engagements solides sur la préservation de l'acquis et sur le futur développement opérationnel de Paul Wurth au Luxembourg, l'accord de coopération à signer entre le Gouvernement et le groupe SMS stipule aussi de séparer les entreprises « non core » de la métallurgie opérationnelle de l'entreprise et le volet immobilier. Alors que le groupe SMS deviendra, par le biais de la transaction convenue, l'unique propriétaire de l'activité industrielle de Paul Wurth, les actionnaires publics luxembourgeois et le groupe SMS resteront les copropriétaires de l'activité immobilière exercée par Paul Wurth SA dans le quartier Hollerich dans une société distincte qui sera constituée prochainement avec à terme comme objectif une mise en valeur de l'immobilier.

Question 3708 (24.02.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **transport de détenus :**

Dans son rapport de 2015 relatif à sa visite effectuée au Luxembourg, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe se montre préoccupé par le fait que les « box » dans les véhicules pour transporter plusieurs détenus « n'étaient pas équipés de ceintures de sécurité, ce qui représente un danger évident pour les personnes transportées en cas d'accident mais également si le véhicule venait à freiner inopinément ».

Le CPT revendique en effet que « tous les véhicules servant au transport de personnes en détention devraient être équipés de dispositifs de sécurité appropriés (tels que des ceintures de sécurité) » et que « lors d'un transport, l'application de menottes et/ou de ceintures de contention ne devrait être autorisée que lorsque l'évaluation du risque dans le cas individuel concerné le nécessite clairement » (fiche thématique du CPT sur le transport des personnes en détention de 2018).

L'association luxembourgeoise « Eran, eraus … an elo? », quant à elle, reproche au Gouvernement luxembourgeois, dans une publication datant de 2019, de ne toujours pas respecter les normes internationales relatives au transport de détenus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que les personnes détenues ne sont toujours pas sécurisées par une ceinture de sécurité lors d'un transport ?

2) Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Luxembourg n'a-t-il pas donné suite jusqu'à présent aux recommandations du CPT de 2015 ?

3) Est-il prévu de remédier à cette situation dans les plus brefs délais ?

Réponse commune (25.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) La réglementation au Grand-Duché du Luxembourg ne prévoit des ceintures de sécurité que pour les places assises dirigées vers l'avant du véhicule (art. 24-5 du Code de la route). Il faut savoir que dans les fourgons cellulaires de la police, le détenu est placé en position latérale par rapport à la direction de conduite. De plus, les compartiments installés dans ces fourgons sont équipés avec des protections à hauteur de la tête.

ad 2) Selon les experts en la matière, il est techniquement impossible d'équiper les fourgons existants avec des ceintures de sécurité conformément aux règles d'homologation en vigueur.

Néanmoins, dans le cadre des préparations aux nouvelles missions en relation avec le nouveau Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff près de Sanem dont l'ouverture est prévue pour 2022, il a été retenu d'acquérir pour l'année 2021 deux véhicules spécialement aménagés pour le transfert de détenus où ces derniers seront alors assis en sens de la marche du véhicule et les sièges équipés de ceintures de sécurité. Pour l'année 2022, l'acquisition d'un véhicule du genre minibus pour plus ou moins douze détenus est en phase de préparation dont les sièges seront également équipés avec des ceintures de sécurité. À la suite de cette première acquisition une étude sera lancée pour analyser en détail tous les aspects d'un point de vue sécurité, confort et équipements.

ad 3) En référence à la réponse ci-dessus et sur base des retours d'expériences précités, les futurs fourgons pourraient être aménagés différemment entre autres avec des sièges en direction de la circulation et équipés de ceintures de sécurité. Il est sous-entendu que la sécurité pour les policiers en charge de cette mission délicate doit également être assurée au maximum.

Question 3710 (24.02.2021) de **MM. François Benoy** et **Charles Margue** *(déi gréng)* concernant le **congé pour raisons familiales lié à la pandémie de la Covid-19 :**

Dans le cadre de la crise liée à la pandémie Covid-19, le Gouvernement avait décidé d'élargir temporairement le régime du congé pour raisons familiales. Au vu de la situation actuelle, le dispositif a été prolongé jusqu'au 2 avril 2021.

Dans sa réponse à notre question parlementaire n° 2161, Monsieur le Ministre avait pu fournir des chiffres ventilés selon les secteurs et sexes. Ces chiffres et les analyses qu'ils rendent possibles sont particulièrement importants afin de pouvoir mieux cerner l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'égalité des genres.

Dans ce contexte, nous voudrions obtenir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Afin de mieux cerner l'impact de la pandémie Covid-19 sur l'égalité des genres, Monsieur le Ministre pourrait-il nous fournir les chiffres actualisés en termes de demandes de congé pour raisons familiales liées à la pandémie Covid-19, ventilés par secteurs et sexes ?

2) Suivant la stratégie des données ouvertes du Gouvernement, Monsieur le Ministre envisage-t-il de publier de manière régulière ces chiffres ainsi que d'autres chiffres du domaine de la sécurité sociale sur la plate-forme des données luxembourgeoise ?

Réponse (24.03.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) Le tableau ci-dessous ventile, par secteur et sexe, le nombre de personnes (résidents et non-résidents) ayant bénéficié du dispositif élargi du congé pour raisons familiales lié à la pandémie Covid-19 jusqu'au 30 novembre 2020 (dernières données consolidées disponibles).

À noter que ces informations ne concernent que les personnes pouvant bénéficier des indemnités pécuniaires de la CNS. En effet, les bases de données de la sécurité sociale ne comportent pas les congés pour raisons familiales des salariés bénéficiant de la continuation de la rémunération sans limitation dans le temps (fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État, fonctionnaires et employés communaux, etc.).

Tableau : Ventilation par secteurs et sexes du nombre de personnes ayant bénéficié d'un congé pour raisons familiales (à charge de la CNS et lié à la pandémie Covid-19) jusqu'au 30 novembre 2020[17].

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) L'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) publie régulièrement des jeux de données sur la plate-forme des données luxembourgeoise « data.public.lu » afin de rendre plus accessible les données relatives à la sécurité sociale. Ces mises en ligne de données sont complémentaires par des publications consultables sur le site Internet de l'IGSS, notamment le rapport général de la sécurité sociale qui porte sur tous les piliers du système luxembourgeois de la protection sociale.

Toutefois, une publication de données plus détaillées et en lien avec la situation actuelle, comme celles demandées par les honorables Députés, pourra avoir lieu de manière semestrielle ou même trimestrielle, en fonction de la disponibilité des données, pour les rendre plus accessibles au grand public.

Question 3711 (24.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **immeubles classés par les communes :**

An engem rezenten Interview op RTL huet d'Madamm Inneministesch eng Lëscht an d'Kamera gehalen, op där d'Gemengen der Rei no klasséiert ginn, wat hiren Engagement am Denkmalschutz ugeet. Dëse Ranking baséiert op de Recommandatioune vu Sites et monuments an der Unzuel vu Gebaier, déi vun de Gemengen tatsächlech an de PAGen agedroe sinn.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Inneministesch an der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi verschidde Kategorië vu Monumenter, déi an de Bebauungspläng klasséiert gi sinn? Gehéieren dozou och Dréchemaueren, Skulpturen, Träch, Pressessiounskapellen, an aner Monumenter?

2. Wéi gëtt den Engagement vun den eenzele Gemenge gemooss; no wéi enge Krittären ass dee Ranking, vun deem d'Madamm Inneministesch geschwat huet, opgestallt ginn?

3. Wéi gesäit d'Sensibiliséierungsaarbecht vun der Regierung a Saachen Denkmalschutz vis-à-vis vun de Gemengen aus? Gëtt et eng Zesummenaarbecht mam Syvicol a Form vun engem praktesche Guide mat Rotschléi a Proposen („Leitfaden") fir d'Schäffen- a Gemengeréit?

Réponse commune (30.03.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Den Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro, wat déi verschidde Kategorië vu Monumenter sinn, déi an de PAG, klasséiert gi sinn. Hei gëllt et ze preziséieren, datt de Schutz vun der Bausubstanz opgrond vum Artikel 32 aus dem groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 iwwert de Contenu vum PAG gemaach gëtt. Dësen Artikel leet eng Rei Krittäre fest, opgrond vun deenen, Gebaier oder Deeler vu Gebaier kommunal geschützt kënne ginn. Sou sinn zum Beispill d'Authentizitéit, d'Exemplaritéit an d'Raritéit vum Gebai, wéi awer och säin Temoignage fir déi lokal Geschicht wichteg Krittären, fir duerno en eventuelle Schutz vum Gebai duerch de PAG ze justifiéieren. Dat genannte groussherzoglecht Reglement mécht allerdéngs keng prezis Ausso zu Kategorië vu Gebaier, déi kënne geschützt ginn.

An der Praxis gëtt am PAG, souwéi d'Légende-type vum genannte Reglement vum 8. Mäerz 2017 et och virgesäit, ënnerscheet tëschent „construction à conserver" a „petit patrimoine à conserver". Wärend bei der éischter Kategorie ganz Gebaier oder Deeler vu Gebaier erfaasst ginn, ginn iwwert d'Instrument vun der zweeter Kategorie méi kleng schützenswäert Gebaier erfaasst, wéi zum Beispill Dréchemaueren, Pressessiounskapellen oder Weekräizer. Effektiv kann och de Schutz vu vereenzelten Dréchemaueren, Skulpturen oder Pressessiounskapellen e wichtege Bäitrag zum Erhale vun der Identitéit vun eisen Dierfer a Stied leeschten.

Tëschent 2008 an 2019 huet de Service des sites et monuments nationaux (SSMN), zesumme mat de Gemengen an hire Planungsbüroen, ronn 27.000 Objete reperéiert, déi d'Krittären erfëllen, fir vun enger potenzieller kommunaler Protektioun duerch d'PAGe profitéieren ze kënnen. Déi allermeeschten Objeten si Wunnhaiser. Déi zweetheefegst gehéieren zum reliéisen Ierwen.

Zur Zäit hunn 58 Gemengen en neie PAG, wat de Volet „Patrimoine" ugeet. Um Territoire vun all deene Gemenge goufen am Ganzen 18.833 Objete reperéiert, wouvunner der elo 14.539 kommunal geschützt sinn. E Ranking gëtt et net, mee eng Kategoriséierung, jee nodeem wéi vill vun de reperéierten Objeten och am PAG geschützt goufen. Et ginn hei dräi Kategorien: déi Gemengen, déi 0-59 % geschützt hunn, déi Gemengen, déi 60-79 % geschützt hunn, an déi Gemengen, déi méi wéi 80 % geschützt hunn.

An de Joren 2008 an 2009 huet de SSMN Formatiounen ugebueden, fir datt d'Gemengen an hir Planungsbüroen sech konnten an d'Matière eraschaffen. Eng 80 Gemenge goufen esou erreecht. Duerno hat de SSMN iwwer 600 Reuniounen a Begeeunge mat all de Gemengen. Och goufen eng Rei staatlech Circulairen un d'Gemengen adresséiert.

Mat der „Fondation de l'architecture et de l'ingénierie" (haut LUCA) an der Associatioun „Luxembourg Patrimoine" gouf 2011 e Guide ausgeschafft, deen un d'Gemengen an hir Planungsbüroe gaangen ass. Dëse Guide steet och op der Internetsäit vum SSMN (La protection du patrimoine architectural par les plans d'aménagement généraux, cf. Annex 1).

Zu all Moment kënnen d'Gemengen an hir Planungsbüroen op de Rot vum SSMN zielen. Dofir gouf virun zéng Joer en Urbanist am SSMN agestallt. Haut sinn dat zwee Posten. Zwee Architekten an eng Konschthistorikerin gehéieren och nach zu der Ekipp, déi a stännegem Kontakt mat de Gemenge steet.

Mat der Associatioun vun de Planungsbüroe gouf virun zéng Joer en Dokument ausgeschafft, dat d'Servituden ëmräisst (partie écrite vum PAG), dat heescht, wat e kommunale Schutz konkreet fir d'Proprietäre bedeit.

Wann eng Gemeng de Bierger hir Absichten am Denkmalschutz wëllt virstellen an erklären, da steet de SSMN och zur Verfügung. Bis haut goufen et 36 dëser ëffentlecher Presentatiounen, wou déi Gemengeresponsabel an déi staatlech Expertinnen de Leit konnten d'Krittären erklären an op hir Froen agoen.

Question 3712 (25.02.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**application du taux super-réduit de TVA aux produits d'occasion :**

Afin de promouvoir la réparation, la réutilisation et le recyclage de produits dans le contexte de la tran-

[17] Ne sont pas repris dans ce tableau les salariés bénéficiant de la continuation de la rémunération sans limitation dans le temps (fonctionnaires, employés et ouvriers de l'État, fonctionnaires et employés communaux, etc.).

sition vers une économie circulaire, le Gouvernement prévoit dans son accord de coalition qu'« un taux de TVA super-réduit pour la réparation d'objets d'usage courant sera notamment prévu ». En effet, cela est permis par la directive 2006/112/CE relative au système commun de TVA pour la réparation d'objets comme notamment les bicyclettes, les chaussures et les vêtements.

Dans le but de promouvoir davantage la réutilisation des produits, une autre possibilité serait d'appliquer aussi le taux super-réduit de TVA à la vente de certains produits d'occasion. Selon mes informations, en matière de TVA, la vente d'objets d'occasion tombe sous le régime de la marge bénéficiaire, selon lequel est taxée uniquement la marge encaissée par le revendeur[18]. Notons que l'application d'un taux réduit de TVA au niveau de la marge bénéficiaire n'est actuellement pas permise par le droit européen.

En janvier 2018, la Commission européenne a adopté une proposition de directive qui porterait réforme des dispositions en matière d'applicabilité des taux réduits. Selon cette proposition de directive, les objets d'occasion tels que les vêtements ou encore les bicyclettes dits « second hand » ne seraient pas expressément exclus du champ d'éligibilité des taux réduits de TVA, alors que le régime de la marge bénéficiaire resterait exclu.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il clarifier si les vendeurs de biens d'occasion sont obligatoirement soumis au régime de la marge bénéficiaire ? Dans la négative, quelles sont les autres options à leur disposition en matière de TVA ?

2) Quel est l'état d'avancement de la réforme de la directive TVA au niveau européen concernant les biens et services pouvant faire l'objet de taux réduits ? Quelle est la position défendue par le Luxembourg dans ces négociations ? Dans quelle mesure le Gouvernement s'engage-t-il en faveur d'un cadre européen en matière de TVA qui permette de promouvoir l'économie circulaire en général et la réutilisation des produits en particulier ?

3) Face à l'empreinte écologique de la consommation de produits neufs et afin de promouvoir la réutilisation des produits, le Gouvernement est-il en principe favorable à l'application du taux super-réduit de TVA à certains biens d'occasion sous réserve que le droit européen le permette à l'avenir ?

4) Quand est-ce que le Gouvernement entend mettre en œuvre l'application du taux de TVA super-réduit de 3 % pour la réparation de certains objets d'usage courant comme le prévoit l'accord de coalition ?

Réponse (25.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La question de l'honorable Député, relative au régime de la marge bénéficiaire et plus particulièrement si ce dernier s'applique obligatoirement aux vendeurs de biens d'occasion, porte sur les livraisons de biens d'occasion visées à l'article 56ter, paragraphe 1er, point 1°, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et effectuées dans les conditions de l'article 56ter-1, paragraphe 1er, de ladite loi.

Le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire dans le domaine des biens d'occasion, tel que prévu au chapitre VIII, section 3, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, s'applique d'office aux livraisons de biens d'occasion effectuées par un assujetti-revendeur. Conformément à l'article 56ter-1, paragraphe 9, de la prédite loi, l'assujetti-revendeur peut cependant appliquer le régime d'imposition normal pour chaque livraison relevant du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire. Lorsque l'assujetti-revendeur opte pour l'application du régime normal, la taxe sur la valeur ajoutée s'applique dès lors sur la valeur totale hors TVA du bien.

En ce qui concerne le taux de TVA s'appliquant sur la marge bénéficiaire, il faut relever qu'il s'agit du taux applicable au bien vendu. Ainsi, lors de la vente d'un livre d'occasion, c'est le taux super-réduit de 3 % qui s'applique, puisque la vente de livres est soumise au taux super-réduit. Dans le cas de la revente d'une bicyclette d'occasion le taux normal de TVA de 17 % s'applique. Ce n'est donc pas le fait qu'il s'agit d'une vente d'un bien d'occasion qui détermine quel taux de TVA doit être appliqué, mais la nature du bien vendu.

Sur le plan de la législation européenne, en janvier 2018, la Commission européenne a présenté une proposition de directive en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée. Depuis, cette proposition est examinée par le Conseil.

Le Gouvernement est engagé à promouvoir la transition de l'économie linéaire actuelle vers une économie circulaire qui respecte les limites des écosystèmes. Comme prévu dans le programme de coalition, l'analyse de l'utilisation du taux super-réduit de TVA à cette fin, notamment en l'appliquant aux travaux de réparation éligibles en vertu du droit européen, est en cours.

Question 3714 (25.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **service psychosocial de la fonction publique :**

All Employé(e) a Beamten(in) aus der Fonction publique étatique oder communale huet d'Recht, sech an engem Fall vun Harcèlement un de Service psychosocial ze wenden, fir hei Hëllef ze kréien. D'Zil vun engem Rendez-vous beim Service psychosocial vun der Fonction publique soll et sinn, déi betraffe Persounen iwwert d'Schutzméiglechkeeten an déi domat verbonne Prozeduren opzeklären an hinnen e Soutien psychologesch ze bidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Bei wéi enge Forme vun Harcèlement kann ee vum Service psychosocial Hëllef kréien?

2. Wéi gëtt no engem éischte Kontakt mam Service psychosocial bei de verschiddene Forme vun Harcèlement ermëttelt, ob tatsächlech e Fall vu Belästegung oder Mobbing virläit?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Prozeduren, déi enger betraffener Persoun an engem Fall vun Harcèlement opstinn, sämtlech Forme vun Harcèlement ofdecken an een ëmfaassende Schutz fir d'Aarbechter bidden?

4. Wat geschitt, wann d'Virleie vu Mobbing oder Belästegung am Laf vun de Prozeduren net bestätegt ka ginn, déi betraffe Persoun awer weiderhin ugëtt, staark dorënner ze leiden, op hirer Aarbechtsplaz engem Harcèlement ausgesat ze sinn?

5. Ginn et och Ënnerstëtzungsméiglechkeete fir Persounen, déi uginn, ënnert engem Harcèlement ze leiden, obwuel d'Virleie vu Mobbing oder Belästegung vu staatlecher Säit aus net bestätegt konnt ginn?

6. Wéi vill Persounen hunn sech mam Wonsch no Ënnerstëtzung an enger Situatioun vun Harcèlement säit 2013 pro Joer beim Service psychosocial gemellt?

A wéi ville Fäll konnt, eemol d'Prozeduren un d'Lafe bruecht, tatsächlech e Fall vun Harcèlement detektéiert ginn?

7. Wéi reagéiert d'Regierung, wann si direkt vun enger betraffener Persoun iwwert e Fall vun Harcèlement informéiert gëtt?

Réponse (01.04.2021) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

De Service psychosocial vun der Fonction publique ënnerstëtzt d'Administratiounen aus dem Staats- a Gemengesecteur an och d'Établissement-publicke bei hire Preventiounsmesuren am Kontext vun der psychescher Gesondheet. Dëst an der primärer a secondärer Preventioun, dat heescht der Opklärung iwwert psychesch Gesondheet op der Aarbecht, der Analys vu psychosoziale Risiken an dem Opstelle vu Mesuren, fir déi Risiken ze miniméieren. An der tertiärer Preventioun bitt de Service psychosocial vun der Fonction publique eng vertraulech psychologesch Berodung u fir all Agent, deem et an iergendenger Form aktuell net gutt geet - och bei privat Schwieregkeeten. De Service ass awer och do, fir d'Administratiounen ze beroden, déi sech Suerge maachen ëm d'Gesondheet vun engem Agent, Konflikter op der Aarbecht konstatéieren oder och gefrot gi sinn, fir een Agent virun Harcèlement ze schützen.

De Service psychosocial ass an deem Sënn do fir all Persoun oder Entitéit, déi psychologesch Berodung wënscht - onofhängeg vun der Ursaach an domat och fir all Form vu Virwërf wéinst Harcèlement.

De Service psychosocial vun der Fonction publique gëtt enger betraffener Persoun eng psychologesch Ënnerstëtzung an enger fir si schwiereger Phas. Dat kann och fir eng Persoun zoutreffen, déi accuséiert ginn ass ze harceléieren oder och fir Persounen aus dem Ëmfeld, déi Zeie si vu konfliktuelle Situatiounen. De Fokus vun der Aarbecht vum Service psychosocial läit - ëmmer an der Zesummenaarbecht mat der Persoun, déi de Service kontaktéiert - op der Verbesserung vun der belaaschtender Situatioun.

Et gi konkreet Offere gemaach, fir rëm e konstruktiivt Schaffen ze etabléieren. An esou engem léisungsorientéierte Kontext steet de Constat, ob et elo Harcèlement war oder net, net am Fokus.

Eng kontradiktoresch Ermëttlung gëtt gemaach am Kader vun enger disziplinarescher Instruktioun oder enger Entloossungsprozedur, esoubal déi vun der entspriechender Autoritéit ugefrot ginn ass.

De Service psychosocial limitéiert sech net just op Fäll vun Harcèlement, mee hëlleft den Agenten an Administratioune bei all Zort vu Konflikter op der Aarbechtsplaz.

A bei Faiten, déi dorop schléisse kéinten, dass een Agent seng Obligatiounen net respektéiert hätt, dorënner och Harcèlement, gëtt, wéi virdrun erkläert, eng kontradiktoresch Ermëttlung gemaach am Kader vun enger disziplinarescher Instruktioun oder enger Entloossungsprozedur. Opgrond vun där Prozedur kënnen dann och konkreet Mesurë géint de schëllegen Agent ageleet ginn.

Wann, no enger Demande de protection op Basis vum Artikel 32 vum Statut, den Agent d'Gefill huet, dass d'Situatioun sech net verbessert huet, huet hien d'Méiglechkeet eng Reklamatioun anzereechen, op Basis vum Artikel 33 vum Statut.

Vu dass den Akzent vun den Interventiounen op der Léisung vun där als belaaschtend erliefter Situatioun läit, ass den Accompagnement vun enger Persoun méiglech an och ubruecht, bis déi Situatioun sech geléist huet. Aus psychologescher Siicht ginn et dobäi verschidden Usazpunkten, déi all matenee gekuckt musse ginn:

- Verännerung vun der Situatioun. Hei ginn déi Interventioune vun der Analys vun der Situatioun am Detail (wéi eng strukturell Ursaache sinn do? Wat ass scho probéiert ginn, fir d'Situatioun ze verbesseren? Ass nëmmen eng Persoun betraff oder méi Persounen?) bis hin zu konkreete Mesuren (besser Definitioun vu Prozesser; Managementformatioun oder Coaching; Ekippeninterventiounen, fir Konflikter ze léisen; Mediatioun; disziplinaresch Mesuren).

- Verännerung vun der Warneemung vun der Situatioun duerch eng Stabiliséierung vun der betraffener Persoun. Psychologesch Begleedung kann dozou bäidroen, dass déi betraffe Persoun eng aner Approche zu der Thematik fënnt, sech zum Beispill direkt an onmëssverständlech wiert oder eege Besoine kloer ausdréckt. Doduerch gëtt net nëmmen dat individuellt Leed verännert, mee an der Suite och dat Verhale vum Vis-à-vis.

Déi aktuell Prozedur vun der Fonction publique zum Theema Harcèlement gesäit och vir, dass an engem Fall vu mangelnder Verbesserung den Droit de réclamation spillt. Dat heescht, d'Persoun huet d'Recht sech un eng Hierarchiestuf méi héich ze wenden, wann si an der Suite vun enger offizieller Demande de protection keng Verbesserung spiert.

De Service psychosocial ass eréischt säit 2016 operationell. Vu déi beschriwwe Prozeduren, kann hei keng Ausso doriwwer gemaach ginn, wéi vill Fäll tatsächlech Harcèlementsfäll sinn, mee et kann eng Ausso doriwwer gemaach ginn, wéi vill Persounen sech mat dem Theema Harcèlement un de Service psychosocial gewant hunn a wéi vill vun deene Persounen op de Wee gaange sinn, fir eng offiziell a schrëftlech Demande de protection ze maache bei hirer Hierarchie.

2017 hunn insgesamt 120 Persounen sech individuell un de Service psychosocial gewant am Kader vun engem Konflikt mat der Hierarchie oder an der Ekipp. 27 Persounen hunn explizitt hir Situatioun als Harcèlement bezeechent. Dem Wësse vum Service psychosocial no huet 2017 keng vun deene Persounen eng offiziell Demande de protection gemaach, mee aner Weeër gewielt, fir hir Situatioun ze verbesseren.

2018 waren et 215 Persounen zum Theema Konflikt a 66 Persounen zum Theema Harcèlement. Dovun huet eng Persoun eng offiziell Demande de protection gemaach.

2019 waren et 185 Persounen zum Theema Konflikt an 62 Persounen zum Theema Harcèlement. Dovun hunn zwou Persounen eng offiziell Demande de protection gemaach.

2020 waren et 196 Persounen zum Theema Konflikt, mee just 22 an enger Situatioun vun empfonntenem Harcèlement. Eng Persoun huet eng offiziell Demarche gemaach.

All Joer waren et ee bis dräi Fäll vu Verdacht op sexuellen Harcèlement an deem Grupp vu Persounen, déi den Harcèlement thematiséiert hunn.

Bei all Fall ass déi betraffe Persoun am Service psychosocial ausféierlech opgekläert ginn, wéi eng Méiglechkeeten hir opstinn, fir d'Situatioun ze verbesseren. Esou ass zum Beispill bei engem Fall vu sexuellem Harcèlement d'Direktioun vun der Administratioun informéiert ginn an huet direkt Mesurë geholl fir d'Persoun ze schützen an huet och disziplinaresch Mesuren ënnerholl. Vu dass déi duergaange sinn, fir dass déi betraffe Persoun sech sécher gespiert huet, war keng weider Reklamatioun gemaach ginn.

Aner Persounen hunn no enger Berodung déi Situatioun éischter als Konflikt definéiert an et sinn entspriechend Konfliktléisungsdemarchen initiéiert ginn.

Wann en Agent eng Situatioun, déi hien als Harcèlement empfënnt vis-à-vis vu sengem Supérieur hiérarchique, thematiséiert, soll de Superieur dat eescht huelen. Ass de Superieur selwer betraff, kann den Agent sech bei dem Superieur sengem direkte Chef mellen.

De Superieur ass gehalen neutral ze bleiwen an net Partei ze ergräifen, weeder fir déi Persoun déi klot nach fir déi Persoun där e Feelverhale virgeworf gëtt.

De Supérieur hiérarchique kann sech bei där Aufgab Ënnerstëtzung beim Service psychosocial anhuelen.

Dono ass et un der betraffener Persoun en ausféierlechen Dossier anzereechen, deen déi subjektiv Perceptioun vun Harcèlement mat Faiten ënnerleet, fir dass opgrond vun deem Dossier eng disziplinaresch Instruktioun oder eng Entloossungsprozedur lancéiert ka ginn, déi méiglecherweis den Harcèlement konstatéiert.

Question 3715 (25.02.2021) de **Mmes Djuna Bernard** et **Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**école fondamentale étatique « Eis Schoul » :**

Créée en 2008, « Eis Schoul » est une école fondamentale publique. En tant qu'école de recherche en journée continue, elle a pour mission de développer de nouvelles formes d'apprentissage et d'enseignement et fonctionne selon les principes d'une pédagogie inclusive. Bien que la mise en œuvre du projet ait connu des difficultés organisationnelles notamment au cours des premières années, plusieurs évaluations ont pu conclure que son concept pédagogique a fait ses preuves.[19]

Alors que « Eis Schoul » est une école publique, il s'avère difficile de trouver des informations complètes et actuelles sur son fonctionnement, telles que par exemple le rapport d'activité annuel qui est néanmoins prévu par la loi organique de l'établissement[20]. Quant au Plan de développement de l'établissement scolaire pour la période 2018-2021 qui est publié sur le site Internet de l'école en question, il faut constater que ce dernier ne mentionne en rien autres pas le volet de la recherche.

Indépendamment du projet de loi 6804 déposé par Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en date du 20 avril 2015, nous aimerions demander les renseignements suivants au sujet du fonctionnement de l'école fondamentale publique « Eis Schoul » en tant que projet innovateur et inclusif :

1) Quel est le nombre actuel d'élèves inscrits auprès de « Eis Schoul » ? Au cours des années depuis 2018, quel a été le nombre de demandes d'inscription et combien en ont pu être retenues ? Combien d'enfants à besoins spécifiques y sont inscrits actuellement ?

2) À quelle date a été conclue la dernière convention entre l'État et la Ville de Luxembourg au sujet de « Eis Schoul » et quelle est la date de son expiration ? Les infrastructures et les ressources en personnel de l'école telles que prévues par le cadre conventionnel existant sont-elles suffisantes pour assurer le bon fonctionnement de l'établissement scolaire ?

3) Étant donné qu'il s'agit d'une d'école de recherche, de quelle façon et par quels sujets et moyens cette mission est-elle actuellement assurée ? Existe-t-il une convention entre l'école et l'Université du Luxembourg ? Les enseignants et professionnels socio-éducatifs de « Eis Schoul » participent-ils activement aux activités de recherche ?

4) Par quel biais la publication des résultats des activités de recherche effectuées au sein de « Eis Schoul » a-t-elle été assurée depuis son ouverture en 2008 ? Le transfert d'expériences et de connaissances en matière de pédagogie, de méthodologie et de didactique vers les écoles fondamentales conventionnelles a-t-il eu lieu dans le passé et est-il toujours en place ?

5) Quelles sont les évaluations régulières que le Ministère réalise afin d'analyser l'efficacité et le succès du concept pédagogique, ainsi que le fonctionnement journalier de l'école, voire la motivation et la satisfaction des différents groupes constituant la communauté scolaire ?

6) Quelles sont les conclusions que Monsieur le Ministre peut actuellement tirer des dernières évaluations portant sur le fonctionnement de l'école « Eis Schoul » sur toile de fond des missions qui lui ont été conférées par la base légale de 2008 ?

Réponse (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) Pour l'année scolaire 2020-2021, un total de 140 élèves est inscrit dans « Eis Schoul », dont 25

---

[18] Voir : Directive 2006/112/CE relative au système commun de TVA, Chapitre 4, section 2, sous-section 1, Art. 312 et suivants & Loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, Chapitre VIII, Section 3, Art. 56ter et suivants.

[19] Heure d'actualité du groupe déi gréng sur l'avenir du projet de recherche « Eis Schoul », séance publique de la Chambre des Députés du 9 juin 2011.

[20] Loi modifiée du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive (Art. 11).

(17,86 %) sont encadrés par l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques.

Évolution du nombre d'élèves inscrits dans « Eis School » :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) La dernière convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de l'époque, d'une part, et la Ville de Luxembourg, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, d'autre part, réglant la mise à disposition de plusieurs membres du personnel éducatif de l'administration communale dans le cadre des dispositions de la loi du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, date du 3 décembre 2012 et est venue à échéance le 31 août 2013.

Une proposition pour le renouvellement et l'élaboration de la convention a été élaborée en 2015, mais n'a pas pu être finalisée. Mon ministère a entrepris des démarches afin de remédier à cette situation.

« Eis School » est une école à journée continue et assure donc les missions qui, ailleurs, nécessitent le concours et la collaboration d'une école fondamentale, d'une maison relais et d'une structure assistant un nombre important d'élèves à besoins spécifiques.

Dans ce contexte, même si on peut constater que le nombre de personnel est plus élevé que dans d'autres écoles fondamentales, le nombre d'enseignants correspond au contingent de leçons accordées à « Eis School ». Dans le contexte de l'organisation scolaire annuelle, le besoin en personnel est analysé et, le cas échéant, une demande d'augmentation du contingent est faite.

Les infrastructures de « Eis School » appartiennent à la Ville de Luxembourg qui en assume l'autorité et en assure l'entretien.

ad 3) + 4) Comme communiqué entre autres dans la question parlementaire n° 0006 du 26 novembre 2013, la recherche n'est plus inscrite comme objectif premier de « Eis School ». Il s'est avéré à l'époque qu'il ne convenait pas de mélanger l'enseignement à l'école et la recherche y relative. Une coopération avec l'Université du Luxembourg a été réglée par une convention en 2013. Cette coopération a donné lieu à plusieurs études dont les rapports ont été publiés.

Cependant, depuis la fin des projets sous la direction du Prof. Dr. Daniel Tröhler et du Prof. Dieter Ferring en 2013, l'Université du Luxembourg s'est concentrée sur d'autres études scolaires.

Afin de promouvoir un échange d'expériences avec les équipes pédagogiques des autres écoles fondamentales, le président de « Eis School » participe aux réunions des présidents d'un comité d'école de la Direction de l'enseignement fondamental, région Luxembourg.

ad 5) Telle que définie dans l'article 5 de la loi modifiée du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, « Eis School » fonctionne selon les principes d'une pédagogie inclusive, c.-à-d. que l'équipe pédagogique essaye de tenir compte des besoins individuels de tous les enfants et d'assurer leur participation à tous les aspects de la vie scolaire et périscolaire : « Dans la planification et la mise en œuvre de l'enseignement et des apprentissages, l'école met l'accent sur la valorisation de la diversité linguistique et culturelle. […]

Afin de suffire aux principes de la pédagogie inclusive, l'école met en œuvre des parcours d'apprentissage différenciés, adaptés aux caractéristiques des élèves. […] »

Dans ce contexte, un accent particulier est mis sur les mesures de différenciation qui sont évaluées en continu par l'équipe pédagogique et, le cas échéant, sont adaptées.

Dans l'article 10 de la loi mentionnée ci-dessus, il est précisé que les membres du personnel de l'école constituent l'assemblée du personnel qui se réunit une fois par semaine en période scolaire. Elle prend les décisions d'ordre pédagogique et organisationnel concernant l'école.

Au niveau régional, la Direction de l'enseignement fondamental Luxembourg (région 1) suit et évalue les efforts des équipes pédagogiques et elle peut, si cela s'avère nécessaire, intervenir ou offrir de l'aide.

ad 6) Le nombre de demandes d'inscriptions pour « Eis School » est resté constant au cours des dernières années. « Eis School » complète, aux côtés de l'école Jean-Jaurès à Esch-sur-Alzette et de l'école Villa Mirabella à Wiltz, l'offre des écoles à journée continue au Luxembourg et constitue en même temps une alternative au modèle scolaire classique des écoles fondamentales publiques au Luxembourg, contribuant ainsi à la diversification de l'offre scolaire luxembourgeoise.

Question 3716 (25.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **volontaires des brigades internationales :**

Op meng Fro vum 19. Januar 2021 hat den Här Premierminister geäntwert, datt der Regierung keng Informatioune géife virleien, ob Lëtzebuerger Kämpfer a Spuenien bei enger vun de Konfliktparteien a Krichsverbrieche verwéckelt waren oder net. Am spuenesche Biergerkrich vun 1936 bis 1939 hu ronn 100 Männer aus Lëtzebuerg, dorënner ronn 60 Lëtzebuerger Staatsbierger, sech den internationale Brigaden a Spuenien ugeschloss fir ze kämpfen. Hei ass et zu Massaker a Krichsverbrieche komm, an zwar net nëmme bei de Franco-Putschisten, mee op béide Säiten. Doraus erginn sech fir mech dës weider Froen:

1. Ass d'Regierung net gewëllt, am Hibléck op eng eventuell Éierung vun de Kämpfer bei der Gëlle Fra, eng Studie an Optrag ze ginn, fir erauszefannen, ob et bei Massaker a Krichsverbriechen eng Lëtzebuerger Bedeelegung gouf?

2. An engem Artikel am Tageblatt vum 19. Februar 2021 gëtt beschriwwen, datt et op Säite vun de Kämpfer vun der republikanescher Säit dräi méiglech Motivatioune gouf, fir sech den internationale Brigaden unzeschléissen: „eine demokratische, eine linksradikale (Anarchisten und Trotzkisten) und eine kommunistisch-sowjetische". Oft konnten sech an interne Kämpf vun de republikaneschen Truppen, déi prosowjetesch, antidemokratesch Kräften duerchsetzen. Gëtt et an deem Sënn Studien, déi d'Motivatioun vun de Kämpfer aus Lëtzebuerg behandelt hunn? Kann d'Regierung ausschléissen, datt eng Partie vun de Kämpfer fir eng autoritär kommunistesch Diktatur nom Modell vun der stalinistescher Sowjetunioun gekämpft hunn, esou wéi et och vill aner Kämpfer gemaach hunn? Kann d'Regierung ausschléissen, datt aner Kämpfer op der Säit vum Franco gekämpft hunn?

3. Ass et am Kontext vun all dësen oppene Froen engersäits, awer och Fakten anerersäits, an den Ae vun der Regierung ubruecht, de Krichsasaz fir d'republikanesch Republik global als Kampf fir Demokratie a Mënscherechter ze bezeechnen?

Réponse (19.03.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Regierung huet keng Indizien iwwert eng eventuell Participatioun vu Leit aus Lëtzebuerg un deenen zitéierte Krichsverbriechen a Spuenien. D'Regierung wäert deemno och keng Studie an deem Kader an Optrag ginn.

ad 2. + 3. D'Regierung wäert de Spueniekämpfer gedenken, déi sech fir déi demokratesch Wäerter agesat hunn.

D'Regierung huet keng Informatiounen, datt Lëtzebuerger op der frankistescher Säit gekämpft hunn.

Question 3717 (25.02.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**administration de la deuxième dose du vaccin contre la Covid-19 dans un autre centre de vaccination :**

Wärend der éischter Impfphas krute Professioneller aus dem Gesondheetssecteur hir éischt Impfung géint de Covid-19 an der Victor-Hugo-Hal um Lampertsbierg.

Elo ass mir zougedroe ginn, datt och déi zweet Impfung fir dës Leit an der Victor-Hugo-Hal administréiert muss ginn. Fir Awunner aus dem Nordbezierk ass dat mat engem groussen Zäitopwand verbonnen, well se ënner Ëmstänn laang Weeër mussen op sech huelen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wier d'Madamm Ministesch bereet, Ännerunge virzehuelen, soudatt d'Leit aus dem Norden hir zweet Impfung am neien Impfzentrum zu Ettelbréck kéinte kréien?

2. Ass et virgesinn, fir weider Impfzenteren an der Nordspëtzt oder am Nordweste vum Land opzemaachen, fir de Bierger méi kuerz Deplacementer ze erméiglechen?

Réponse commune (23.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. De Moment, wou d'Leit sech ee Rendez-vous fir eng éischt Impfung huelen, kréien d'Leit duerch den informatesche Buchungssystem automatesch och ee Rendez-vous fir déi zweet Impfung. Dësen zweete Rendez-vous dréit dem Delai tëschent deenen zwou Impfunge Rechnung a gëtt automatesch an deem Impfzenter gebucht, wou och déi éischt Impfung gemaach gouf. Déi gebuchte Rendez-vouse kënnen net annuléiert an an een aneren Impfzenter iwwerdroe ginn, well d'Gestioun vun de Capacitéiten tëschent den Impfstroosse fir déi éischt Impfung an déi zweet Impfung beanträchtegt géif.

ad 2. Den Impfzenter, deen am Moment fir den Norde virgesinn ass, huet nach fräi Capacitéiten. Am Moment ass duerfir kee weideren Impfzenter am Norde virgesinn.

Question 3718 (25.02.2021) de **Mme Octavie Modert** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **centre socio-éducatif de l'État (CSEE) :**

Aux termes de la loi du 16 juin 2004, le CSEE accueille les mineurs qui lui sont confiés par décision des autorités judiciaires.

Dans un document publié par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et datant de mars 2018, il est rappelé que le CSEE comprend différentes unités, dont les internats socio-éducatifs, qui accueillent les garçons (sur le site de Dreiborn) et les filles (sur le site de Schrassig).

Il nous revient que depuis peu, le site de Schrassig ne serait plus réservé aux seules filles et que les garçons sur place auraient été à l'origine de troubles de voisinage n'ayant pas existé auparavant.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame le Ministre de la Justice :

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer pour quelles raisons des garçons sont désormais présents sur le site de Schrassig ? Est-ce lié à un surpeuplement du site de Dreiborn ? Les raisons tiennent-elles aux mesures mises en place à la suite de la crise sanitaire, ou y a-t-il d'autres explications ?

- Madame et Messieurs les Ministres sont-ils au courant d'éventuels troubles de voisinage tels que susmentionnés ? Est-ce qu'ils concluent d'un lien de cause à effet entre la présence de garçons sur le site et ces troubles ?

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer des efforts entrepris pour éviter de tels incidents à l'avenir ?

Dans son rapport de suivi de 2016, la médiatrice relate les faits suivants :

« La Direction estime que les infrastructures des internats de Dreiborn et de Schrassig revêtent le caractère d'un hospice et ne correspondent plus aux exigences actuelles d'un travail psychopédagogique et thérapeutique visant à accompagner et à structurer des jeunes en détresse et à les préparer progressivement à une autonomie de vie. La réorganisation des internats de Dreiborn et de Schrassig, tout comme la décentralisation de plusieurs unités de vie, sont indispensables à une évolution de l'institution et à son adaptation aux défis du futur. »

On y a appris également que :

« Le projet de construction de pavillons sur le site de Schrassig a été abandonné.

La Direction, en collaboration avec l'Administration des bâtiments publics, a visité un site dans la commune de Capellen qui se prête idéalement pour la construction de trois pavillons pour trois unités de vie (deux pour garçons, une pour filles) soit au total pour 24 jeunes pouvant fréquenter une école externe et profiter d'un contexte de vie intégré dans la société. »

La Direction du CSEE aurait rédigé une note à l'attention du Ministère de tutelle, en l'espèce le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant le projet de décentralisation du CSEE.

Nous aimerions dès lors obtenir les informations suivantes :

- Messieurs les Ministres partagent-ils les points de vue exprimés dans cette note et peuvent-ils nous en fournir une copie ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des détails sur les projets réalisés sur base de cette note ? Quels sont les autres projets réalisés ou en cours de réalisation ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si le site de Schrassig fermera ses portes prochainement ?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le site de Schrassig appartenant au Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) n'est plus réservé uniquement aux filles, mais accueille désormais également des garçons.

L'évolution des accueils de pensionnaires durant les trois dernières années a amené la direction du CSEE à revoir l'affectation des différents sites de manière à répartir au mieux les mineurs accueillis. Depuis juin 2020, les filles sont toutes accueillies dans le groupe de vie situé à Bourglinster. Les garçons sont accueillis sur les sites de Dreiborn et de Schrassig. La réaffectation des sites tient d'une logique de bonne utilisation des ressources et n'est pas en lien avec la situation sanitaire.

Un propriétaire d'une parcelle adjacente a adressé un courrier à l'Administration des bâtiments publics relatant des problèmes de voisinage. Lors d'une visite sur place, l'Administration des bâtiments publics s'est concertée avec la direction du CSEE au sujet de différentes mesures envisageables afin de contribuer à la résolution de ce problème. Vu la nature des limites de propriété qui présentent une végétation dense, il s'avère qu'une mesure constructive possible serait de clôturer le site du CSEE sur une longueur de quelque 300 à 350 m. Pour ce qui est des efforts entrepris par la direction du CSEE pour éviter de tels désagréments, il faut savoir que le régime disciplinaire du CSEE entre également en ligne de compte pour limiter des comportements inappropriés, sachant qu'une sanction allant jusqu'à un isolement temporaire est possible.

Concernant le futur développement des infrastructures du CSEE, la Chambre des Députés, sur proposition du Gouvernement, a marqué son accord à l'élaboration des études nécessaires en vue de rénover les infrastructures du CSEE à Dreiborn et à Schrassig. Dans le cadre de la réorganisation des sites Dreiborn et Schrassig, des études pour la construction de structures pavillonnaires destinées à accueillir des groupes de vie pour six mineurs sont en cours d'élaboration. Il est prévu d'installer cinq pavillons sur le site de Dreiborn et deux, voire trois modules sur le site de Schrassig, en fonction des besoins. Dans une deuxième phase, les bâtiments existants, datant des années 1950 à 1970, seront rénovés pour y aménager des locaux destinés aux fonctions administratives. À cet égard, il est à noter que l'ancienne auberge de jeunesse à Bourglinster, réaménagée en Centre sociothérapeutique 12+, est en service depuis mai 2020 et comprend neuf chambres pour jeunes filles de douze à 18 ans.

Enfin, l'Administration des bâtiments publics a été récemment saisie d'une demande d'analyse relative à l'aménagement d'une ferme pédagogique pour les besoins du CSEE sur un site à Frisange affecté au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le site de Schrassig ne sera pas fermé prochainement.

Question 3719 (25.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **centres de compétences :**

A menge Froen Nr. 3106 an 1641 hat ech de Mëttelstandsminister no Informatiounen zu de Beruffskummeren an de Centres de compétences an hire Formatioune gefrot. Zu dëse gehéiert och den CDEC, de Conseil pour le développement économique de la construction. All Firma am Bausecteur muss dem CDEC all Joer eng Cotisatioun an Héicht vun 0,65 % vun senger Masse salariale bezuelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Den CDEC proposéiert Formatiounen, déi awer deelweis wéinst ze niddregen Teilnehmerzuelen net kënnen organiséiert ginn.

Wéi vill Formatiounen huet den CDEC an deene leschte Joren organiséiert?

Wéi vill vun dëse Formatiounen hunn sech op d'Nohaltegkeet am Bausecteur fokusséiert?

2. Wéi vill Formatioune vun de Beruffskummere konnte wéinst engem Feele vu genuch Interesséierten net organiséiert ginn?

Le saviez-vous ?

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État est une loi autorisant les recettes et dépenses de l'État pendant une année, appelée exercice budgétaire. Le budget est présenté sous forme de tableau évaluatif des recettes et des dépenses.

Wéi vill Firmen hunn an deene leschten zwee Joer Aarbechter fir Formatiounen ugemellt, déi net konnte stattfannen?

3. Duerch d'groussherzoglecht Reglement vun 2007 ass d'Memberschaft beim CDEC fir all Firma am Bausecteur obligatoresch. De Staat imposéiert also d'Memberschaft bei dëser ASBL.

Ënnerstëtzt de Staat dës ASBL finanziell? Wa jo, wéi vill Hëllefen sinn zënter der Grënnung, opgelëscht no Joer, un den CDEC bezuelt ginn?

Wat fuerdert de Staat dofir als Géigeleeschtung? Existéiert heizou eng Konventioun oder ee Kontrakt?

4. Den RBE zielt néng Bénéficiaires effectifs beim CDEC. Quasi all dës Beneficiairë sinn net nëmmen am Verwaltungsrot vum CDEC, mee sinn niewebäi och Direktiounsmember oder Patron vu groussen a bekannte Baufirmen hei am Land.

Wéi kann de Staat garantéieren, dass eng ASBL, déi vun de grousse Baufirmen am Land geréiert gëtt, och d'Interesse vu Mikro-Entreprisen (ee bis néng Aarbechter) vertrëtt?

Wat fir eng Kontroll huet de Staat iwwert dës ASBL, bei där eng Affiliatioun, wéi scho gesot, duerch de Staat imposéiert gëtt?

Réponse commune (26.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. De System vun der sektorieller Formatioun „Bâtiment" ass formaliséiert ginn duerch ee Kollektivvertrag tëschent dem „Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics" an der „Fédération des entreprises luxembourgeoises de construction et de génie civil" op där enger Säit an de Gewerkschaften OGB-L an LCGB op där anerer Säit. De Finanzement vun de Formatiounen ass geséchert duerch eng Cotisatioun vun 0,65 % op der järlecher brutto Masse salariale. Et ass ze betounen, dass dës Cotisatioun zu Laaschte vum Employeur fält.

Wat d'Zuele vun de sektorielle Formatioune „Bâtiment" betrëfft, esou ass et wichteg ze ënnerstraichen, dass dës Formatioune vum Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB) fir de Kont vum „Conseil pour le développement économique de la construction" (CDEC) organiséiert ginn. Tëschent 2002 an 2020 si follgend Eckdaten ervirzehiewen:

Total u Stagiairen: 65.992

Total u Formatiounsstonnen: 1.147.817

Total un organiséierte Formatiounen: 5.464

D'Modullen aus dem Beräich vun der Nohaltegkeet sinn an de Formatioune vum Bau integréiert a maachen ongeféier 8 % vun de Stonnen aus.

ad 2. Wat eventuell Annulatioune vu Formatioune vun de Beruffskummere betrëfft, huet de Ministère keng Kenntnis iwwert déi genee Zuelen.

Säitens Formatioune vum CDEC ass eis bestätegt ginn, dass all Formatiounen, déi aus verschiddenste Grënn net konnten ofgehale ginn, zu engem spéideren Zäitpunkt nogeholl goufe respektiv nogeholl ginn.

ad 3. Wat den Inhalt vun dësem Accord interprofessionnel ugeet, wëll ech op dëser Plaz op d'Äntwert vum Aarbechtsminister op d'parlamentaresch Ufro Nr. 0283 verweisen: D'Gestaltung vum Contenu läit bei de Sozialpartner am Kontext vun der Tariffautonomie an et ass deemno net un der Regierung, fir sech an déi Tariffautonomie anzemëschen oder d'Resultat dovunner ze kommentéieren. Och d'Fro vun der staatlecher finanzieller Bedeelegung ass an där benannter parlamentarescher Ufro beäntwert ginn.

ad 4. Esou wéi d'Gesetz vum 13. Januar 2019 (Loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs) dat verlaangt, ass eng ASBL gehalen, fir hir Bénéficiaires économiques am RBE-Regëster ze deklaréieren. D'Bénéficiaires économiques vum CDEC sinn d'Vertrieder vum „Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics" a vun der „Fédération des entreprises luxembourgeoises de construction et de génie civil", deenen hir statutaresch Ziler ënner anerem dora bestinn, fir d'Interesse vun de Betriber vum Secteur ze vertrieden.

Question 3720 (26.02.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **gel désinfectant dans les transports publics :**

De 15. Dezember gouf an der Chamber eng Motioun gestëmmt, déi virgesäit, dass am ëffentlechen Transport, an och bei Busarrêten a Garë sollen Desinfektiounsgelspender installéiert ginn. Den zoustännege Minister huet am Februar an der Chamber erklärt, dass bis elo an eelef Garë Spender opgestallt goufen.

An de Recommandatioune vun der Santé fir d'Commercen heescht et, dass de Patron de Salariéen entweeder Accès zu engem Lavabo mat Seef oder zu Desinfektiounsgel muss garantéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Spender goufen am Januar opgestallt? Wéi vill am Februar?

2. Huet de Minister sech, wéi an der Motioun gefrot, a Kontakt gesat mat de privaten a kommunalen Transportfirme wéi dem TICE an si invitéiert, och Desinfektiounsmëttelspender opzestellen?

3. Wärend dem Debat an der Chamber huet de Minister erklärt, dass LuxTram an d'CFL plangen, fir kleng Ampulle mat Gel un d'Passagéier ze verdeelen.

Sinn déi 20.000 Ampullen all verdeelt ginn?

Gouf fir dës Ampulle recycléierte Plastik benotzt?

Falls nee, wéi vill Kilo Plastiksoffall entstinn duerch dës Einweg-Produiten?

4. Hunn all d'Centres commerciaux, déi ee Protocole sanitaire bei der Direction de la santé agereecht hunn, an dësem Desinfektiounsmëttelspender fir d'Clientë virgesinn?

Falls jo, firwat ass d'Bereetstelle vun Desinfektiounsgel am Commerce obligatoresch an am Transport net?

Réponse commune (01.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'CFL hunn am November 2020 insgesamt 16 Desinfektiounsspender, verdeelt op eelef Garen an Arrêten, installéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

An de Méint Januar a Februar goufen awer keng zousätzlech Desinfektiounsgelspender méi opgestallt.

Zousätzlech hunn d'CFL déi éischt 40 Spender fir d'Installatioun an de Busse geliwwert kritt. Dës sinn amgaang, agebaut ze ginn.

Aktuell sinn och eng 702 RGTR-Busser mat Desinfektiounsgelspender ekipéiert. Et sinn och nach eng 252 Spender bestallt, déi an nächster Zukunft agebaut ginn.

ad 2. Jo, all privat an kommunal Transportfirma ass informéiert an invitéiert ginn, déi besote Spender opzestellen.

ad 3. D'CFL hunn 20.000 Ampullen Desinfektiounsgel bestallt, vun deene bis elo 8.000 Stéck verdeelt goufen. Dës Ampulle goufen net aus recycléiertem Plastik hiergestallt, mee se sinn awer recyclabel. Zum Zäitpunkt vun der Bestellung haten d'Ampullen aus recycléiertem Plastik eng duebel soulaang Liwwerzäit, wat ugesiichts der Restriktioun, d'Verdeelung direkt ulafen ze loossen, ze laang war. Duerch déi insgesamt bestallten 20.000 Ampullen entsti 732 kg Plastiksoffall.

Och fir den RGTR-Transport sinn 20.000 Ampulle bestallt ginn.

ad 4. Jo, an den Hygièneskonzepter vun de Centres commerciaux, déi d'Gesondheetsdirektioun zougestallt krut, sinn effektiv ëmmer Desinfektiounsmëttelspender virgesinn.

Question 3721 (26.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **vaccination des professionnels de la santé :**

Eng Rei Beruffsgruppen, déi och zum Santéssecteur gehéieren, mee net direkt duerch e Kontrakt un e Spidol oder en Heem gebonne sinn, krute bis elo nach keng Invitatiounen, fir sech kënnen impfen ze loossen a ginn an der Impfstrategie och net explizitt erwäänt.

Esou ass et nach onkloer, wéini zum Beispill d'Mataarbechter aus de Laboratoiren, déi Covid-19-Tester auswäerten, oder och Ambulanciere geimpft solle ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a Gesondheet dës Froe stellen:

1. A wéi enger Phas wäerten d'Mataarbechter aus de Laboratoiren, déi Analyse maachen, déi am Zesummenhang mam Covid-19 stinn, d'Méiglechkeet kréien, sech impfen ze loossen?

2. A wéi enger Phas wäerten d'Mataarbechter vu privaten Ambulanzen en Zougang zu enger Impfung kréien?

Réponse commune (29.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Uganks Mäerz huet de Comité de pilotage vun der Impfstrategie festgehalen, datt d'Personal aus de Laboratoiren, dat Prelevementer duerchféiert an analyséiert, och e prioritären Zougang zur Impfung soll kréien. Doropshi goufen déi verschidde Laboratoiren opgeruff, der Gesondheetsdirektioun d'Lëschte vun hirem Personal, dat dëse Krittären entsprécht, zoukommen ze loossen. D'Invitatioune fir dëst Personal sinn an de Flux vun allen Invitatiounen opgeholl ginn, a ginn an den nächsten Deeg no a no erausgeschéckt.

ad 2. De Moment ass net virgesinn, datt d'Mataarbechter vu Privatambulanzen e prioritären Accès zur Impfung solle kréien. Si wäerten also opgrond vun hirem Alter oder enger eventueller Vulnerabilitéit invitéiert ginn.

Question 3722 (26.02.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **vaccination des ostéopathes :**

An der Phas 1 vun den Impfunge géint de Coronavirus ass virgesinn, d'Personal aus dem Gesondheetswiesen ze impfen. D'Osteopathen, déi jo och staark am Kontakt mat Patiente sinn, kruten awer bis elo nach keng Invitatioun fir eng Impfung. De Beruff vum Osteopath ass zënter 2018 en unerkannte Gesondheetsberuff.

Ech wollt dofir d'Madamm Gesondheetsminister froen:

1. Sinn d'Osteopathe vergiess ginn oder bewosst op der Säit gelooss ginn a wann dëst esou ass, aus wéi enge Grënn?

2. Wéini ass et virgesinn, fir den Osteopathen eng Invitatioun fir d'Impfung ze schécken?

Réponse (30.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. + 2. Duerch en Oubli waren d'Osteopathen effektiv net an der Phas 1 vun der Impstrategie mat abegraff. Ugangs Mäerz ass awer eng Lëscht zesummegestallt gi vun all den Osteopathen, déi am Moment hei zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun d'exercer hunn.

Doropshi kruten d'Osteopathen alleguerten eng Invitatioun zougestallt, fir sech e Rendez-vous an engem Impfzenter kënnen ze huelen.

Question 3723 (26.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **marché public dans le cadre de la crise de la Covid-19 :**

Lëtzebuerg hat ënnert der follgender Deskriptioun eng Ausschreiwung gemaach:

« La Direction de la santé souhaite sélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques pour fournir un support de gouvernance et un support méthodologique, opérationnel et administratif (en étroite collaboration avec les équipes de la Direction de la santé et du Haut-Commissariat à la protection nationale) dans toutes les étapes du projet de vaccination contre la Covid-19, dont particulièrement la gestion opérationnelle des campagnes de vaccination, des centres de vaccination et des équipes mobiles, ainsi que la mise en place et l'opération d'une helpline vaccination. »

Den 23. Februar 2021 gouf public, wéi eng Entreprisen no der Ausschreiwung Luxembourg-Luxembourg: Project management consultancy services 2021/S 037-093027 e Kontrakt mat der Lëtzebuerger Regierung ofschléisse konnten.

De Kontrakt mat der Nummer 2002094 a mam Titel „Équipe coordination" goung un ee vun de Big Four an ëmfaasst eng Zomm vun 835.100 Euro.

De Kontrakt mat der Nummer 00002 a mam Titel „Helpline vaccination" goung ënner anerem och un ee vun de Big Four an ëmfaasst eng Zomm vun 8.957.465 Euro.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat waren d'Krittären, no deenen d'Regierung dës Entreprisen ausgewielt huet? Duerch wéi eng Offer/Kompetenzen hunn d'Entreprisen, déi gewielt goufen, iwwerzeegt?

2. Wéi verdeelen sech d'Käschte vum Projet „Équipe coordination"? Wéi eng Tâchë goufe mat wéi vill Euro berechent, fir op eng Gesamtzomm vun iwwer 800.000 Euro ze kommen?

3. Wéi verdeelen sech d'Käschte vum Projet „Helpline vaccination"?

Wéi eng Tâchë goufe mat wéi vill Euro berechent, fir op eng Gesamtzomm vu bal néng Milliounen Euro fir eng Hotline ze kommen?

Réponse commune (26.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. A béide Projete ware Krittäre souwuel finanzieller Natur wéi och op d'Kompetenze bezunn.

Am Projet „Équipe coordination" war et fir de finanziellen Deel den Dagessaz vu jeeweils dem Coordinateur général, dem Coordinateur général adjoint, engem Coordinateur opérationnel, d'Käschte fir Iwwerstonnen a Feierdeeg souwéi de Gesamtmontant. Donieft ass d'Erfarung vun de jeeweilege Coordinateure bewäert ginn. Heibäi ass gekuckt ginn, wéi vill Joer Beruffserfarung dës Persounen opweisen, a wéi enge Projeten si Erfarung hunn, hir Ausbildung an och Sproochekenntnisser. E weidere Krittär war d'Verfügbarkeet ausserhalb vun de Bürosstonnen. D'Krittäre 5 bis 7 hunn sech op d'Kompetenz vun der proposéierter Ekipp konzentréiert, d'Gestioun vun engem grousse Projet, dem Asaz vu gëeegenten Outilen, an ob de Soumissionnaire de Projet realistesch aschätzt. D'Entreprise déi gewielt gouf, war am Verglach mat zwou aneren Entreprisen, déi änlech kompetent bewäert gi sinn, däitlech manner deier.

Am Projet „Helpline vaccination" waren et fir de finanziellen Deel d'Käschte fir Coordinateur général, Personal- a Materialkäschte fir 3.000 Telefonater pro Dag ze realiséieren, zousätzlech Käschten am Fall vun enger méi héijer Unzuel vun Uriff a Käschte fir e Rendez-vous ze fixéieren oder ze änneren. Bei de Kompetenzen si véier Punkte bewäert ginn: Erfarung vum Coordinateur général, Sproochevillfalt vun der Ekipp vun den Tele-Operateuren, Propositioun vun engem „Journal des appels" an de Routage-System fir d'Helplinen. Fir dëse Projet gouf déi Entreprise gewielt, déi bei der Kompetenz am Beschten ofgeschnidden huet a gläichzäiteg den niddregste Präis ugebueden hat.

ad 2. De Projet beleeft sech op insgesamt 38 Wochen an ass berechent op 760.000 Euro HTVA. D'Differenz ass eng Provisioun, déi mir eis ginn hunn, fir Iwwerstonnen, déi eventuell am Projet kënnen ufalen, ze bezuelen. Vum Gesamtmontant falen 52 % u fir de Coordinateur général a säin Adjoint, déi aner 48 % si fir déi dräi Coordinateurs opérationnels. Wann d'Impfcampagne iwwert ee méi kuerzen Zäitraum leeft, an een da méi operationell Coordinateuren asetzt, ännert sech dës Relatioun deementspriechend.

ad 3. Bei der Helpline si fir Personal (en ce compris de Coordinateur général) a Materialkäschten 8.287.875 Euro HTVA berechent. Dobäi kënnt dann d'Verschécke per Courrier vun 100.000 Rendez-vousen (208.000 Euro HTVA) fir Leit, fir déi d'Helpline Rendez-vous-en muss huelen. De Rescht vum Montant ass eng Provisioun, déi mir eis ginn hunn, fir supplementar Appeller ze bezuelen, déi iwwer 3.000 Appeller/Dag an der Moyenne iwwert d'Woch ginn.

Question 3724 (26.02.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **contrats conclus avec des cabinets d'audit :**

Déi gréisst Wirtschaftspréiwungsgesellschafte vun der Welt, déi oft och als „Big Four" bezeechent ginn, beroden Entreprisen, maachen Auditten a bidde Servicer am Beräich vun der Fiskalitéit un.

Och de Lëtzebuerger Staat gräift vun Zäit zu Zäit op d'Servicer vun engem vun de Big Four zeréck.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrakter ass de Lëtzebuerger Staat an de leschte fënnef Joer mat engem vun de Big Four agaangen?

Wéi verdeelt sech d'Unzuel op déi eenzel Firmen?

2. Wéi vill Kontrakter, déi scho viru méi wéi fënnef Joer ënnerschriwwe goufen, lafe mat deenen eenzelen Entreprisen aktuell nach?

3. Wéi vill Euro ëmfaassen d'Kontrakter, déi an de leschte fënnef Joer ënnerschriwwe goufen?

4. Wéi vill Euro ëmfaassen d'Kontrakter, déi scho viru méi wéi fënnef Joer ënnerschriwwe goufen an aktuell awer nach lafen?

5. War et a kengem Fall, an deem e Kontrakt mat engem vun de Big Four geschloss ginn ass, méiglech, den Optrag un eng kleng oder mëttelstäneg Entreprise ze ginn?

Réponse commune (25.03.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Vun deene ronn 11.500 Audit- a Berodungskontrakter, déi de Staat an de leschte fënnef Joer mat am Ganze ronn 3.600 verschiddene Fournisseure vun all Gréisst ofgeschloss huet, sinn der just 264 un déi sougenannte Big Four gaangen.

All Ministère a Verwaltung huet entspriechend Budgetsartikelen (12.120.xxx „Frais d'experts et d'études" an 12.125.xxx „Frais d'experts et d'études en matière informatique") zur Verfügung, déi si autonom geréieren.

De Choix vun der Entreprise gëtt diktéiert duerch de Besoin, fir op bestëmmte Kompetenze kënnen zeréckzegräifen, d'Erfarung, déi néideg ass, an d'Envergure vum Optrag. Am Kader vun de Reegelen a Prozedure vum Gesetz vum 25. Juni 2009 iwwert d'Marchés publics, iwwerwaacht duerch d'Commission des soumissions, bleift et in fine an der Ap-

preciatioun vun dem jeeweilege Ministère oder Verwaltung, u wien en Optrag geet.

De Finanzminister an de Wirtschaftsminister hunn dofir keng Vue d'ensemble vun der Dauer an de geneeë Modalitéite vun deene Kontrakter, a kënnen dofir och net fir jidder eenzele Kontrakt doriwwer renseignéieren, firwat déi eng an net eng aner Firma zeréckbehale gouf oder hätt kënne ginn.

Question 3725 (26.02.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **campagne de vaccination :**

Am Moment mussen hei am Land Mënschen, déi sech géint de Coronavirus wëllen impfe loossen, virdru vun engem Dokter ënnersicht ginn. Den Dokter selwer oder d'Infirmière mécht dann d'Impfung. De Kampf géint Corona ass awer eng national Urgence, an et misst alles ënnerholl ginn, fir esou séier wéi méiglech souvill wéi méiglech Leit géint déi Krankheet ze impfen.

An deem Kontext hunn ech follgend parlamentaresch Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ginn et Iwwerleeungen am Gesondheetsministère, fir verschidde Beruffsgruppen an Zukunft auszebilden, fir kënnen am Noutfall (zum Beispill wann net genuch Infirmièren zur Verfügung stinn) Mënschen ze impfen?

2. Wa jo, u wat fir Beruffsgruppe gëtt dobäi geduecht a wéi sollen déi Beruffsgruppe forméiert ginn?

3. Wéi soll d'Prozedur vun der Impfung an deem Fall ausgesinn?

4. Wien iwwerhëlt an deem Fall déi medezinnesch Verantwortung vum Akt vun der Impfung?

Réponse (26.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op Avis vun der Gesondheetsdirektioun, huet de Gesondheetsministère d'Méiglechkeet, duerch d'Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Revalorisatioun vun de Gesondheetsberuffer, anere Beruffsgruppe gewëssen Attributiounen iwwert eng Autorisation d'exercice temporaire ze delegéieren.

Den Artikel 6 aus dem Gesetz vun 1992 gesäit Follgendes vir :

« Art. 6.- Situations particulières.

(1) En cas de circonstances exceptionnelles, tels qu'épidémies, faits de guerre ou catastrophes, le ministre peut, par dérogation à l'article 2 paragraphe (1)a), après avoir pris l'avis de la Direction de la santé, autoriser pour un temps limité des membres d'une autre profession régie par la présente et de niveau de formation équivalent ou subsidiairement d'autres personnes à poser certains actes d'une de ces professions pour laquelle elles ne sont pas diplômées.

[...]

(3) L'autorisation fixe les actes qui peuvent être exécutés par les personnes visées sous (1) et (2), la durée pendant laquelle elles peuvent les exécuter et les conditions dans lesquelles elles peuvent les poser. La personne autorisée ne peut pas porter le titre professionnel correspondant à la profession dont elle exerce certaines des attributions, ni un autre titre pouvant prêter à confusion. »

ad 2. Op Basis vun dësem Artikel kënnen d'Kinesitherapeuten Impfungen a Centres de vaccination realiséieren. Iert d'Kinesitherapeuten dësen Akt awer ausüben dierfen, mussen si un enger obligatorescher Formatioun deelhuelen.

Dës Formatioun ass an Zesummenaarbecht mat der Gesondheetsdirektioun, dem Gesondheetsministère an dem Kompetenzzenter vun der Uni Lëtzebuerg ausgeschafft ginn a besteet aus engem theoreeteschen Deel (Rappell vun den Hygiènesmesuren, Informatiounen iwwert d'Vaccinen, d'Kommunikatioun mat de Persounen, déi geimpft ginn, etc.) an engem prakteschen Deel (Preparatioune vun de Vaccinen am Kader vu strikten Hygiènesmesuren, d'Übe vum Akt „impfen"). No der Formatioun ginn de Participanten hir Kenntnisser gepréift. Wann de Formateur e positiven Avis gëtt, kënnen d'Professioneller eng temporär Autorisatioun kréien, fir den Akt „impfen" auszeüben.

ad 3. Bis elo war et esou, datt d'Leit, ier se geimpft gi sinn, e Gespréich mat engem Dokter haten, deen eng Anamnees gemaach huet an doropshin eng medezinnesch Verschreiwung fir eng Impfung ausgestallt huet. Dës Dispositioun ass awer ab dem 29. Mäerz 2021 net méi en vigueur, soudatt d'Impfung an den Impfzentere wäert kënnen administréiert ginn, ouni datt eng medezinnesch Verschreiwung néideg ass. Déi Leit, déi an en Impfzenter kommen, mussen allegueren am Virfeld e Questionnaire ausfëllen. De Gesondheetsberuffler iwwerpréift de Questionnaire. Wann näischt Opfälleges vermierkt ass, hëlt hien d'Impfung vir. Wann d'Leit awer an hirem Questionnaire eng vun dësen dräi Optioune vermierken, mussen si en Dokter gesinn, ier si d'Impfung kënne kréien:

- Leit, déi schonn emol opgrond vun enger Impfung eng schwéier Reaktioun gemaach hunn;

- Leit, déi en Trouble de la coagulation virweisen oder Bluttverdënnungsmëttelen huelen (anticoagulants autres que l'aspirine);

- schwanger Fraen.

ad 4. Beim Impfen handelt et sech ëm en autonomen Akt, deen ënnert der Bedéngung, datt en Dokter disponibel ass fir ze intervenéieren, duerchgefouert gëtt. De Gesondheetsberuffler decidéiert op Basis vum Questionnaire, deen de Patient ausgefëllt huet, ob hien d'Impfung ka virhuelen oder net. Wann de Patient eng vun den uewe genannten dräi Optiounen ugekräizt huet, muss de Gesondheetsberuffler dem Dokter vum Impfzenter Bescheed ginn. Dësen decidéiert dann, ob d'Impfung ka virgeholl ginn oder net. An deem Zenario bleift déi medezinnesch Verantwortung beim Dokter.

D'Responsabilitéit, ob de Questionnaire korrekt ausgefëllt ass oder net, läit beim Patient selwer.

Question 3727 (26.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant la **légalisation du cannabis récréatif :**

An hirer rezenter Äntwert op eis parlamentaresch Fro zu den Aarbechten un dem Projet vun der Legaliséierung vum rekreative Cannabis, hunn d'Madamme Ministeren eis zum Deel iwwer de lafende Prozess informéiert, ouni allerdéngs eng Äntwert op eis konkreet Froen ze ginn.

Aus deem Grond wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen

1. Gëtt et een oder méi Aarbechtsgruppen, déi sech mat der Legaliséierung vum Cannabis befaassen?

2. Wa jo, sinn d'Police an d'Justizautoritéiten an deenen Aarbechtsgruppe vertrueden?

3 Wann nee, firwat net?

Réponse commune (11.03.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3626 geschriwwen, sinn d'Aarbechten, fir e „projet de concept" auszeschaffen, deen der komplexer Erausfuerderung gerecht muss ginn, nach net ofgeschloss.

Am Kader vun dësen Aarbechten si verschidden thematesch Aarbechtsgruppe virgesinn, déi au fur et à mesure aberuff an aktivéiert ginn.

Vu dass d'Aarbechten an engem prozessgebonnenen an dynamesche Kontext stattfannen, mam Zil, fir en ausgeräifte Konzeptentworf fäerdegzestellen an ze begleeden, ginn déi jeeweileg Acteuren no Bedarf an dëse Prozess mat abezunn.

An deem Kader goufen och punktuell Retoure vum Ministère de la Sécurité intérieure, vun der Police a vun de Justizautoritéiten ageholl, souwéi dat och weiderhin de Fall wäert sinn.

Question 3730 (26.02.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **jugement de la Cour européenne de justice relatif à la protection des données privées :**

Den europäesche Geriichtshaff huet gëschter Spuenien zu enger Amende vu 15 Milliounen Euro verurteelt, well eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2016 nach net an nationaalt Recht ëmgesat gouf, déi als Zil huet, privat Donnéeë vun de Bierger am Kader vun enger Policeenquête ze schützen.

Wëssend, datt bei eis am Land d'Implementatioun vum neie Fichiersgesetz spéitstens bis 2026 soll ofgeschloss sinn, géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass de Minister a Kenntnis vun dësem Urteel?

2. Wat sinn d'Konklusiounen, déi d'Regierung aus dem Urteel zitt?

3. Huet dat Urteel eventuell en Afloss op déi lafend legislativ Prozedur?

4. Wa jo, gedenkt d'Regierung eventuell, Ännerungen u bestoenden an zukünftege Gesetzgeebunge virzehuelen?

5. Riskéieren déi virgesinnen Delaien am Projet zum Fichiersgesetz vu spéitstens 2026 net, am Widdersproch zu de Prinzippien aus dem Urteel ze stoen, a missten déi Delaien net am Projet ugepasst ginn?

Réponse (22.03.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Jo.

ad 2. Lëtzebuerg huet d'Dateschutzdirektiv vun 2016 schonn duerch d'Dateschutzgesetz vum 1. August 2018 an d'nationaalt Recht ëmgesat.

ad 3. + 4. Nee. Et muss ënnerscheet ginn tëscht dem Transpositiounsgesetz vum 1. August 2018 an dem Fichiersgesetz, wat méi wäit geet wéi dat, wat um europäesche Plang virgesinn ass.

Den Avis vun der CNPD iwwert de Fichier central vun der Police vum 13. September 2019 huet betreffend der Base légale vun den Traitementer vum Fichier central vun der Police och ganz kloer Follgendes festgehalen:

« La Directive est transposée en droit national par la loi du 1er août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale (ci-après désignée "la loi" ou "la loi de transposition"), qui prévoit de manière générale et encadre l'ingérence qui est faite par les traitements mis en œuvre par les fichiers dans les droits fondamentaux. En effet, cette loi a pour objet de transposer la directive en droit luxembourgeois et de facto, de fixer des règles minimales spécifiques relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes visées à l'article 1 de cette loi. En d'autres termes, même si cette loi n'est pas spécifiquement dédiée à la gestion et l'exploitation du fichier central, elle encadre néanmoins les traitements dudit fichier utilisé par la Police dans le cadre des missions qui lui sont conférées par la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. »

ad 5. Nee (cf. Äntwert op d'Froen 3 a 4).

Question 3731 (01.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **« SuperDrecksKëscht » :**

An der Kommissiounssëtzung vum 25. Februar 2021 gouf den Dossier vun der SuperDrecksKëscht (SDK) ënnert d'Lupp geholl. Et bleiwen awer, och no dëser Sëtzung, verschidden onkloer Aspekter an dësem Dossier.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch ausschléissen, dass de Bénéficiaire effectif vun der Firma Oeko-Service - Luxembourg SA (OSL), déi d'Aktioun SuperDrecksKëscht am Kader vum Konzessiounsvertrag exploitéiert, sech finanziell Virdeeler aus der Exploitatioun vun der SDK erwirtschaft huet, notamment duerch de Gebrauch vun anere Gesellschaften, déi dem nämmlechte Bénéficiaire effectif gehéieren?

2. Kann d'Ministesch an deem Sënn och ausschléissen, dass aner Firmen an der Hand vum Bénéficiaire effectif der Firma OSL systematesch hir Servicer iwwert deenen übleche Maartpräisser facturéiert huet?

3. Waren der Ministesch, virum Ënnerschreiwe vum Konzessiounsvertrag, déi frëndschaftlech Relatiounen tëscht dem Bénéficiaire effectif vun OSL an dem Direkter vun der Ëmweltverwaltung bekannt?

4. Wéi eng Organisatioune gehéieren dem Franchisesystem vun der SDK un a wéi vill Ëmsaz gouf duerch de Franchisesystem an de leschte Jore gemaach, opgelëscht no Joer an no Firma?

5. Wéi gëtt de Franchisebäitrag genau berechent? Falls et sech ëm eng Kommissioun handelt, wéi vill muss de Franchisenehmer vu sengem Ëmsaz ofginn?

6. Wéi vill vun deene Firmen, déi Franchisenehmer vun SDK sinn, hunn den nämmlechte Bénéficiaire effectif wéi OSL?

Réponse (01.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. + 2. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung mécht zur Zäit een Audit iwwer d'Aktioun SuperDrecksKëscht. Dës zwou Froe ginn am Kader vun deem Audit mat ënnersicht. Eng detailléiert Äntwert kann eréischt gi ginn, wann den Audit ofgeschloss ass. De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) ass awer och dem éierewäerten Deputéierten zougänglech.

ad 3. Zum Zäitpunkt vum Ënnerschreiwe vum Konzessiounsvertrag waren der Ministesch déi frëndschaftlech Relatiounen tëscht dem Bénéficiaire effectif vun OSL an dem Direkter vun der Ëmweltverwaltung net bekannt.

ad 4. + 5. Ee Franchisepartner muss pro Joer eng Grondtax vun 12.000 Euro bezuelen. Donieft muss en ee gewësse Prozentsaz vu sengem Ëmsaz ofginn. Betrëfft d'Franchise Aktivitéiten, déi konkreet Offallgestiounsmesuren duerstellen, variéiert dëse Prozentsaz tëscht 4 % bei engem Ëmsaz ënner zwou Milliounen Euro am Joer an 2 % bei engem Ëmsaz iwwer fënnef Milliounen Euro am Joer. Betrëfft d'Franchise d'Notzung vum SDK-Zeechen am Kontext vum Handel mat Produkter, ass e Bäitrag vun 1 % vum Ëmsaz ze bezuelen.

Eng aner Situatioun ass, wann de Franchisepartner selwer Produkter hierstellt an déi mat dem Logo vun der SDK op de Marché bréngt. Dann ass e Bäitrag vun 1 % vum Joresëmsaz betreffend déi Produkter ze bezuelen.

An den Tabloen hei drënner sinn déi Firmen, déi Franchisepartner vun der SDK sinn oder waren, opgezielt mat hire jeeweilegen Ëmsätz an deem, wat si un d'SDK als Bäitrag bezuelt hunn.

Oeko-Service Schweiz AG

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Svensk Freonåtervinning AB/SuperSopTunna AB

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

USG Umweltservice GmbH

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

HP Walter GmbH

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ennotec GmbH

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dës Firma huet hir Aktivitéite mat de betraffene Produkter 2018 agestallt.

Hotrega GmbH

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dës Firma huet 2015 d'Zesummenaarbecht mat der SDK gekënnegt.

Insgesamt goufen esou an deene Joren dem Lëtzebuerger Staat am Kader vun der Aktioun SDK 1.824.371,9 Euro guttgeschriwwen.

ad 6. Dës Fro gëtt och am Kader vun deem uewen zitéierten Audit mat ënnersicht. Eng detailléiert Äntwert kann eréischt gi ginn, wann den Audit ofgeschloss ass. De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) ass awer och dem éierewäerten Deputéierten zougänglech.

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Question 3733 (01.03.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **chaînes d'approvisionnement alimentaire :**

Regionale Produkte erfreuen sich seit Beginn der Coronakrise zunehmender Beliebtheit bei den Verbrauchern: Konsumenten legen Wert auf kurze Lieferketten und versuchen so ganz bewusst, die heimischen Produzenten zu unterstützen. Das haben zahlreiche Presseartikel in den vergangenen Monaten thematisiert.

Meinen Informationen zufolge gibt es allerdingseinige ausländische Supermarktketten, die sich offenbar nicht darum bemühen, die Lieferketten so kurz wie möglich zu halten. So müssen manche Luxemburger Produzenten, deren Ware in den Supermärkten hierzulande verkauft wird, ihre Produkte an die Muttergesellschaft im Ausland liefern - bevor jene Produkte wieder zurück nach Luxemburg transportiert und hier verkauft werden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister stellen:

- Hat der Herr Minister Kenntnis von solchen Geschäftspraktiken?

- Ist der Herr Minister nicht der Meinung, dass kurze Lieferketten und die Förderung regionaler Produkte angesichts der aktuellen Situation besonders wichtig sind?

- Immer wieder wird regionales Einkaufen gefördert - wie gedenkt der Herr Minister also gegen solche Geschäftspraktiken, die im klaren Widerspruch dazu stehen, vorzugehen?

Réponse commune (31.03.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Es kann der Frau Abgeordneten versichert werden, dass die Minister die Überzeugung vertreten, dass regionale Produkte aufgewertet und wertgeschätzt werden sollen.

Es sei darauf hingewiesen, dass im Zusammenhang mit der Aufarbeitung der Projekte, welche im Rahmen der Rifkin-Strategie umgesetzt wurden, und den Analysen des Wirtschaftsministeriums um aus der Covid-19-Krise strategische Lehren zu ziehen, auch die Resilienz von Lieferketten auf der Tagesordnung steht.

Bei den von der ehrbaren Frau Abgeordneten beschriebenen Geschäftspraktiken scheint es sich um bilaterale und privatrechtliche Beziehungen und Geschäftspraktiken zwischen Luxemburger Produzenten und Vertriebsgesellschaften zu handeln, welche, in der Tat, Ihren Schilderungen nach, zu nicht tagtäglichen Situationen führen können.

Es sei erwähnt, dass das europäische Recht, welches den Rahmen für den europäischen Binnenmarkt bildet, bis auf einige spezifische und gerechtfertigte Ausnahmen, es untersagt, gewisse Produzenten und Produkte gegenüber anderen zu bevorzugen. In dem Zusammenhang sei auch darauf hingewiesen, dass der Vertrag über die Europäische Union sich kurze Lieferwege innerhalb des Binnenmarktes nicht zum Ziel setzt.

Folglich sind die zuständigen Behörden nicht dazu ermächtigt, den Unternehmen diesbezüglich Vorschriften aufzulegen und deren interne Abläufe und Lieferketten zu beeinflussen. Die Unternehmen bestimmen ihre eigenen logistischen Prozesse mit dem Ziel, diese kostendeckend und rentabel zu gestalten.

Question 3734 (01.03.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **prix pétroliers :**

Depuis plusieurs semaines, les prix pétroliers ne cessent d'augmenter à pas rapides si bien que d'aucuns anticipent une éventuelle reprise nette de l'inflation vers la fin de l'année en cours.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il dresser l'évolution des prix pétroliers par catégorie de carburant depuis janvier 2020 ?

- Quelles sont les raisons ou facteurs les plus divers qui déterminent cette évolution depuis la fin de l'année dernière ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette évolution ne risque de favoriser des pressions inflationnistes étant donné que d'autres ressources naturelles, dont certains métaux, sont également en train de se renchérir sensiblement ?

- Quel en pourrait être l'impact sur l'évolution de l'index ? Une nouvelle tranche indiciaire serait-elle déjà attendue pour cette année ?

Réponse commune (06.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

L'évolution des prix des carburants en 2020 était marquée par la crise Covid-19 qui a fait chuter la demande de produits pétroliers et dès lors le prix du pétrole brut. Au début de l'année 2020, les prix maxima des carburants étaient à 1,356 euro (super 98, TTC), respectivement à 1,202 euro (diesel, le 7 janvier 2020). Fin avril 2020, les prix étaient 25 % en dessous du niveau de janvier 2020. Le 24 avril 2020, le prix du super 98 était en dessous de la barre d'un euro pour la première fois depuis mars 2009. Les prix sont repartis à la hausse dès le mois de juin, sans pour autant retrouver les niveaux d'avant-crise jusqu'en fin de l'année.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Outre l'adaptation de la fiscalité sur les prix pétroliers via l'introduction d'une taxe CO_2, le redressement du prix du pétrole brut est à l'origine des relèvements de prix des carburants observés entre la fin de 2020 et le début mars 2021 de l'ordre de 20 cents pour l'essence (dont 5 cents vont sur le compte de la taxe CO_2 et la TVA afférente) et de 15 cents pour le diesel (près de 6 cents liés à la taxe CO_2). Les fluctuations du cours du Brent sur les marchés internationaux se répercutent automatiquement avec un décalage de quelques jours sur les prix maxima fixés par le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire. Ces fluctuations sont déterminées par l'offre et la demande de pétrole sur les marchés internationaux.

Du côté de la demande, les facteurs suivants devraient notamment avoir joué à la hausse : le rebond anticipé de l'activité économique avec le déploiement des campagnes de vaccination, la dépréciation du dollar US et vraisemblablement aussi des mouvements spéculatifs. Du côté de l'offre, ce seraient notamment l'annonce en janvier par l'Arabie saoudite de restreindre davantage sa production et des défaillances de production au Texas pour cause d'intempéries qui devraient avoir soutenu les prix.

Le prix du Brent est ainsi passé d'environ 40 dollars US/baril au début novembre 2020 à quelque 65 dollars US au début mars 2021, un niveau proche de celui enregistré fin 2019. L'introduction de la taxe CO_2 ne représente qu'une petite partie de cette hausse des derniers mois et les prix des carburants sont ainsi, au début de mars 2021, proches des niveaux enregistrés à l'entrée dans 2020 (cf. graphique ci-avant).

Alors que les fluctuations du prix du pétrole se répercutent directement sur les prix à la consommation au Luxembourg, la transmission des prix des autres matières premières est plus lente et également plus difficile à identifier. Ces matières premières n'étant pas directement consommées, les hausses de ces prix se transmettent indirectement via les prix des autres biens de consommation. Ces hausses peuvent être amorties tout au long de la chaîne de production, où d'autres coûts peuvent jouer un rôle plus important. La modération salariale en temps de crise et l'appréciation de l'euro contribueraient cette année à contenir les pressions inflationnistes. Pour les producteurs, l'opportunité de répercuter une hausse des coûts sur les prix facturés dépend du marché en question, mais de manière générale, on observe en temps de crise plutôt un excès d'offre par rapport à la demande. En janvier 2021 (dernières données disponibles), les prix à la production des biens de consommation en zone euro (hors alimentation et tabacs) progressaient encore à un rythme annuel inférieur à celui de 2019. Les prix à l'importation correspondants étaient en recul de 1,3 % sur un an, conséquence de l'appréciation de l'euro.

L'introduction de la taxe CO_2, dont une bonne partie des revenus est utilisée pour compenser financièrement les ménages défavorisés, a été neutralisée pour les besoins de l'échelle mobile des salaires (sur base de la loi du 19 décembre 2020 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021) et n'aura donc pas d'impact sur le déclenchement de la prochaine tranche indiciaire. Selon le scénario central des prévisions d'inflation publiées par le Statec le 17 février 2021 (statnews n° 09), la prochaine tranche indiciaire tomberait au 2e trimestre 2022. Suite aux incertitudes entourant notamment la prévision des prix pétroliers, le Statec a évalué l'impact de cours alternatifs dans un scénario haut. Selon ce scénario, dans lequel le prix du baril de Brent s'écarte chaque mois d'un dollar additionnel de la trajectoire du scénario central[21], combiné à une inflation sous-jacente un peu plus dynamique, la prochaine tranche indiciaire serait due au 1er trimestre 2022.

Question 3735 (01.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **reprise d'emballages :**

D'Gesetz vum 21. Mäerz 2017 reegelt den Ëmgang mat Verpakungen an dem Verpakungsoffall. An dësem Gesetz ass am Artikel 8 virgesinn, datt all Sociétéit, déi Verpakungen hierstellt, dozou verflicht ass, dës Verpakungen och erëmzehuelen oder alternativ een agreéierte Service dofir anzestellen.

Art. 8. Responsables d'emballages et organismes agréés

(1)Tout responsable d'emballages est soumis à l'obligation de reprise. Il peut remplir lui-même cette obligation ou charger un organisme agréé de l'exécution de cette obligation.

Zu Lëtzebuerg këmmert sech eleng d'ASBL Valorlux ëm iwwert 1.000 Membersbetriber, wéi een aus den Informatiounen um Luxembourg Business Registers liese kann. Valorlux selwer ass ee Verbond a Form vun enger ASBL, wou d'Signatairen aus 14 grousse nationalen a multinationale Firmen an der Chambre de Commerce besteet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet d'Ëmweltministesch Kenntnis vu Betriber, déi zënter dem Akraafttriede vu besotenem Gesetz Verpakungen an Ëmlaf bruecht hunn an net Member vu Valorlux sinn?

2. Wéi vill agreéiert Organisatiounen, wéi se am Artikel 1, Punkt 16, definéiert an am Artikel 8 beschriwwe sinn, existéieren hei zu Lëtzebuerg?

3. Huet d'Ëmweltministesch Kenntnis vu Betriber, déi selwer d'Reprise an de Recyclage vun hire Verpakunge maachen?

4. Art. 19. Sanctions pénales

Sont punis d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 251 euros à 100.000 euros ou d'une de ces peines seulement :

(…)

3. le responsable d'emballages qui, par infraction à l'article 8, paragraphe 1er, ne se soumet pas à l'obligation de reprise ;

4. le responsable d'emballages qui, par infraction à l'article 8, paragraphe 2, omet de charger un organisme agréé de l'obligation de reprise ou omet de faire savoir à l'Administration de l'environnement comment il satisfait à l'obligation de reprise ;

5. l'organisme agréé qui, par infraction à l'article 8, paragraphe 3, n'assure pas le financement de la collecte ;

6. l'organisme agréé qui, par infraction à l'article 8, paragraphe 4, procède à la collecte de déchets sans disposer des autorisations nécessaires de la part des communes ou syndicats de communes chargés de la gestion des déchets ménagers et assimilés ;

Opgelëscht no den uewen zitéierte Punkten aus de penalen Dispositiounen an och no Joer, géint wéi vill Organisatioune goufen zënter dem Akraafttriede vum Gesetz am Joer 2017 déi uewe genannte Strofen ausgeschwat?

Réponse (30.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Laut dem Punkt (2) vum Artikel 8 vum Verpakungsgesetz (Loi du 21 mars 2017 sur les emballages et les déchets d'emballages) muss all „responsable d'emballages" bei der Ëmweltverwaltung enregistréiert sinn. Nieft de „responsables d'emballages", déi bei der Valorlux ASBL (Valorlux) Member sinn, si keng aner „responsables d'emballages" enregistréiert.

D'Ëmweltverwaltung huet Kenntnis vu Betriber, déi weeder Member bei der Valorlux sinn, nach bei der Ëmweltverwaltung enregistréiert sinn. Dës Betriber gi vun der Ëmweltverwaltung op hir gesetzlech Verflichtungen higewisen a ginn doriwwer informéiert, wéi eng Méiglechkeete fir si bestinn, fir sech ze konforméieren.

ad 2. Aktuell gëtt et een Organisme agréé fir Verpakungen, an zwar d'Valorlux, déi fir „déchets d'emballages d'origine ménagère et assimilés" zu Lëtzebuerg zouständeg ass, wéi dat an hirem Agrement steet. Donieft gouf an engem Avenant vun hirem Agrement vum 6. November 2020 festgehalen, datt Valorlux sech an enger Testphas bis den 21. September 2021 ëm d'Verpakungen aus dem landwirtschaftleche Secteur këmmere soll, mam Zil och längerfristeg d'Responsabilitéit fir d'Produzente vun dëser Zort vu Verpakungen ze iwwerhuelen.

ad 3. Et gëtt aktuell keen Enregistrement fir Betriber, déi een individuelle System opgebaut hunn.

ad 4. Et goufen zënter dem Akraafttriede vum Verpakungsgesetz keng penal Sanktioune géint Organisatiounen ausgeschwat.

Question 3736 (01.03.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **bon d'hébergement :**

D'Aktioun vun de sougenannten „Iwwernuechtungsbongen" à 50 Euro war d'Iescht Joer ee Succès: Bis Enn 2020 goufen iwwer 94.000 där Bongen ageléist. D'Gültegkeet vun de Bongen ass, am Dezember 2020, bis den 18. Abrëll 2021 verlängert ginn; de Minister huet dat an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3171 esou argumentéiert: „Säitdeem Enn November nei covidbedéngte Restriktiounen agefouert gi sinn, an notamment d'Restauranten hir Dieren erëm hu missen zoumaachen a keng organiséiert Fräizäitaktivitéite méi stattfannen, ass e Sejour an engem vun eisen Hebergementsbetriber an dëse Wochen natierlech och erëm manner interessant fir potenziell Clientë ginn." Dës Restriktioune sinn nach ëmmer a Kraaft, dat op d'manst nach bis de 14. Mäerz 2021.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Tourismusminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bonge sinn, zanter der Verlängerung, iwwert d'Wantermëint nach zousätzlech ageléist ginn?

2. Huet d'Regierung wëlles, d'Gültegkeet vun de Bongen, déi am Ëmlaf sinn, nach emol ze verlängeren?

3. D'Aktioun „Iwwernuechtungsbongen" ass net nëmme bei de Privatpersoune gutt ukomm, mee huet eeben och dem Secteur vill gehollef: 69 % vun den Hotelieren an 61 % vun de Campingsbedreiwer haten an der Saison 2020 eng Hausse u Lëtzebuerger Clienten ze verzeechnen. Envisagéiert de Minister deementspriechend, déi ganz Aktioun komplett ze widderhuelen, an all Bierger a Frontalier en neie Bong fir d'Saison 2021 zur Verfügung ze stellen?

Réponse (26.03.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre de Tourisme :*

ad 1. Et sinn insgesamt 730.096 Bongen ausgestallt ginn. Op de 26. Mäerz 2021 goufen 108.744 Bongen ageléist. Dat entsprécht enger Zomm vun iwwer 5,4 Millioune Euro, déi dem Hebergementssecteur integral zegutt komm ass. Zënter der éischter Verlängerung vun de Bongen, déi den 1. Januar 2021 a Kraaft getrueden ass, goufen 9.862 Bongen ageléist.

ad 2. D'Regierung huet decidéiert, d'Iwwernuechtungsbonge bis de 15. September 2021 ze verlängeren. Et handelt sech heibäi ëm déi zweet Verlängerung. Ursprénglech sollten d'50-Euro-Iwwernuechtungsbonge vum Juli 2020 bis den 31. Dezember 2020 gülteg sinn. D'Bonge goufen eng éischte Kéier bis den 18. Abrëll 2021 verlängert, well vill Leit am Kontext vun de sanitäre Restriktiounen net vun hirem Iwwernuechtungsbong profitéiert hunn. Dës sanitär Restriktioune goufen am Horeca-Secteur an de leschte Wochen a Méint bäibehalen, aus deem Grond gëtt den Iwwernuechtungsbong eng zweete Kéier bis de 15. September 2021 verlängert. Heiduerch hunn d'Residenten an d'Frontalieren, déi hire Bong nach net ageléist hunn, genuch Zäit, déi villfälteg touristesch Facettë vu Lëtzebuerg ze entdecken a gläichzäiteg dem Hebergementssecteur an dëser Kris ënnert d'Äerm ze gräifen.

ad 3. Aktuell lafe keng Diskussiounen an dësem Sënn. Et sief allerdéngs bemierkt, datt d'Regierung déi net remboursabel Direkthëllefen „Aide de relance" an „Aide coûts non couverts" ausgebaut a verlängert huet. Dës Hëllefsmesurë riichten sech speziell un Entreprisen aus Secteuren, déi besonnesch staark vun der Covid-19-Kris betraff sinn, ewéi beispillsweis den Horeca-Secteur. D'Generaldirektioun fir Mëttelstand huet zënter dem Ufank vun der Pandemie iwwer 317 Millioune Euro un Aidë bezuelt, wouvu ronn 80 Millioune Euro un Acteuren aus dem Tourismus, ewéi den Horeca-Secteur, gaange sinn.

Question 3738 (01.03.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **nouvelles dispositions du Code de la route :**

Den Här Minister huet rezent eng Rei Ännerungen um Code de la route presentéiert, dorënner déi, dass an Zukunft Luuchten um Vëlo, déi blénken, net méi erlaabt wäerte sinn. Fir vill Vëlosfuerer bitt esou eng Luucht awer eng wichteg zousätzlech Sécherheet, well doduerch hir Visibilitéit am Stroosseverkéier däitlech eropgeet, zemol bei schlechte Luucht- a Wiederverhältnisser.

Aus deem Grond wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wat sinn d'Argumenter hannert dëser Decisioun?

- Op wéi engen Etüde respektiv empirescher Donnéeë baséiert sech den Här Minister bei senger Decisioun?

- Sinn d'Interesseverbänn vun de Vëlosfuerer bei dëser Decisioun gefrot ginn?

Réponse (23.03.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Déi honorabel Deputéiert stellen sech Froen iwwert déi rezent Ännerungen am Code de la route, déi den 1. Januar 2021 a Kraaft getruede sinn.

Vëloe musse laut Code de la route vir (eng wäiss) an hannen (eng rout) Luuchten hunn, déi stänneg de Gabarit an d'Positioun vum Vëlo am Verkéier uginn (Art. 43bis). Zousätzlech zu dëse Luuchte kënnen awer, anescht wéi an der Pressekonferenz ugekënnegt, Luuchten um Vëlo oder um Chauffer ubruecht ginn, déi blénken. Dës däerfen awer déi aner Leit am Verkéier net verblenden.

[21] Dans le scénario central, le prix du baril de Brent progresserait de 52 dollars US en moyenne pour 2021 à 55 dollars US pour 2022. Cette trajectoire se base sur les prévisions d'Oxford Economics, qui fournit le scénario international au Statec. Dans le scénario haut, le prix du baril progresserait de 56 dollars US pour 2021 à 72 dollars US pour 2022.